EDITIONS DU PEUPLE
CHANGHAI
MAI 1975

Précis d'histoire de la Chine moderne

HISTOIRE DE LA CHINE MODERNE (1840-1919)

Texte traduit du chinois et édité par

E 100

EDITIONS DU PEUPLE
CHANGHAI/MAI 1975

HISTOIRE DE LA CHINE MODERNE (1840-1919)

Texte traduit et édité par
EDITIONS DU CENTENAIRE
24, rue Philippe-de Girard — 75010 Paris
Tél. : 202.87.05

1978

OUVRAGES PARUS
DANS LA MÊME COLLECTION

— L'impérialisme aujourd'hui.
— Etudions l'économie politique.
— Economie rurale en Chine.
— Histoire économique des grands pays capitalistes.
— L'U.R.S.S. social-impérialiste (à paraître).

© E-100 1978



CITATIONS
DE MAO TSE-TOUNG

« L'histoire de la transformation de la Chine en un pays semi-colonial et colonial sous l'action de l'impérialisme allié au féodalisme chinois est en même temps l'histoire de la lutte du peuple chinois contre l'impérialisme et ses laquais. »

« La contradiction entre l'impérialisme et la nation chinoise et celle entre le féodalisme et les masses populaires sont les contradictions principales de la société chinoise moderne. ... Mais la plus importante est celle entre l'impérialisme et la nation chinoise. Toutes ces contradictions et leur aggravation engendrent inévitablement des mouvements révolutionnaires toujours plus amples. »

« En raison de la lutte héroïque menée sans défaillance par le peuple chinois pendant les cent dernières années, l'impérialisme n'a pas réussi jusqu'à présent à asservir la Chine, et il n'y parviendra jamais. »

Présentation de la « Collection pour l'étude des jeunes », par le Groupe de Rédaction.

Le président Mao nous enseigne : « *Il est très nécessaire que les jeunes qui ont de l'instruction aillent à la campagne pour se faire rééduquer par les paysans pauvres et moyens-pauvres.* » Répondant à ce grand appel du président Mao, des groupes de jeunes dotés d'une conscience communiste n'ont cessé de se rendre avec un grand enthousiasme dans les campagnes. Ceci constitue une entreprise d'une portée profonde pour réduire les trois grandes différences (entre travail manuel et intellectuel, ville et campagne, ouvriers et paysans - N.d.T.) et limiter le droit bourgeois.

Dans cet univers immense que sont les campagnes, de nombreux jeunes instruits étudient consciencieusement les classiques marxistes-léninistes et les livres du président Mao, combattent avec ardeur en première ligne des trois grands mouvements révolutionnaires (lutte de classes, lutte pour la production et expérimentation scientifique - N.d.T.), suivent résolument la voie de l'intégration aux ouvriers et aux paysans, et apportent leur contribution à l'édification d'une campagne nouvelle socialiste. Des héros prolétaires surgissent sans cesse, une nouvelle génération révolutionnaire grandit et s'épanouit. C'est une grande victoire de la ligne révolutionnaire du président Mao.

Suivant l'enseignement du président Mao : « *Il faut prendre soin de la croissance de la jeune génération* », nous éditons et publions cette « *Collection pour l'étude des jeunes* » pour répondre aux besoins des jeunes instruits installés à la campagne qui étudient par eux-mêmes. Se guidant sur le marxisme-léninisme et sur la pensée maotsétoung, cette collection comprend, du point de vue

du contenu, des connaissances générales en philosophie, en sciences sociales, en littérature et en sciences naturelles, ainsi que sur l'utilisation des techniques agricoles.

Nous espérons que la publication de cette collection pourra jouer un rôle positif dans l'étude des jeunes instruits installés à la campagne, et les aider à élever davantage leur conscience de la lutte des classes, de la lutte de lignes et de la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat. Nous espérons qu'elle les aidera à élever davantage leur niveau théorique en politique, leur niveau culturel et scientifique, pour qu'ils progressent à grands pas sur la voie consistant à être rouge et expert et qu'ils répondent encore mieux aux besoins de l'édification de la nouvelle campagne socialiste et du développement de toutes les tâches entreprises.

Nous exprimons nos remerciements sincères aux unités concernées et aux auteurs qui soutiennent puissamment le travail de publication de cette collection et nous invitons tous nos lecteurs à formuler leurs observations et leurs critiques concernant cette collection, afin de l'améliorer.

Editions du Peuple de Changhaï

CHAPITRE I

La guerre de l'opium

1. L'infâme commerce de l'opium

La guerre de l'opium, qui éclata en 1840, marque le début de l'histoire contemporaine de la Chine. La Chine commence alors à se transformer de société féodale en société semi-féodale et semi-coloniale. Le président Mao a écrit à ce sujet : « *L'histoire de la transformation de la Chine en un pays semi-colonial et colonial, sous l'action de l'impérialisme allié au féodalisme chinois, est en même temps l'histoire de la lutte du peuple chinois contre l'impérialisme et ses laquais* (1) » ; « *la résistance contre l'agression britannique dans la guerre de l'opium, la guerre contre l'agression des forces alliées anglo-françaises, la guerre des Taïping contre les Tsing, la guerre contre l'agression française, la guerre contre l'agression japonaise et la guerre contre l'agression des forces coalisées des 8 puissances se sont toutes terminées par un échec ; alors éclata la Révolution de 1911 contre les Tsing, laquais de l'impérialisme. Telle est l'histoire moderne de la Chine jusqu'en 1911* (2). »

La dynastie des Tsing, qui régna de 1644 à 1911, fut la dernière dynastie de la société féodale chinoise. Fondée sur l'aristocratie de la nation mandchoue, originaire du nord-est de la Chine, elle s'était substituée à la dynastie des Ming en s'appuyant sur la classe des propriétaires fonciers mandchous et hans. Sous le règne de l'empereur Kia Tsing (1796-1820), elle était déjà assaillie par la crise et tombait graduellement en décadence.

La société féodale avait pour base économique la possession de la terre par les propriétaires fonciers. Sous la domination des Tsing, les exactions de cette classe avaient

(1) « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 335. E.P.

(2) « La faillite de la conception idéaliste de l'histoire », idem, tome 4, p. 479.

permis l'accumulation d'une énorme quantité de terres et de richesses dans les mains de l'empereur, de l'aristocratie, des fonctionnaires, des hobereaux (3) et des grands négociants mandchous et hans. L'empereur était le plus grand propriétaire foncier du pays. Selon des statistiques de 1812 (la 17e année du règne de Kia Tsing), le souverain possédait, directement ou indirectement, 11 % des terres cultivables. Les grands propriétaires fonciers et les hauts fonctionnaires possédaient d'immenses domaines. Ainsi, dans la province du Hopei, « *les familles Houai, Jeou et Hao possèdent des millions de mous* (4) *de bonnes terres grasses* » ; au sud du Yangtsé, « *la majeure partie de la terre est le bien des grandes familles* ». L'accaparement des terres et la concentration de la propriété foncière avaient pour corollaire la ruine et la misère des paysans. La grande masse des paysans qui ne possédaient pas de terres ou très peu, était obligée d'aller labourer, avec ses propres outils, les champs des hobereaux, des aristocrates et de la maison impériale. Ployant sous la charge de plus en plus écrasante des impôts et des fermages, des corvées et de l'usure aux intérêts exorbitants, victimes de la faim et des calamités naturelles, les paysans menaient une vie pire que celle des bêtes de somme.

Tandis que la dynastie penchait vers sa ruine, la vie politique était gagnée par une corruption qui touchait toutes les catégories sociales et était devenue une véritable institution. Un proverbe populaire disait que « *celui qui exerce trois ans la charge de préfet gagne des centaines de mille en bel argent blanc* », dévoilant assez bien la nature réactionnaire et la cupidité effrénée de la bureaucratie féodale. Dans les premières années du règne de Kia Tsing, lorsque les biens du puissant ministre Ho Chen furent

(3) Hobereaux : petits seigneurs locaux (N.d.T.).
(4) 1 mou = 1/15 d'hectare (N.d.T.).



L'agression des pays capitalistes en Orient avant la Premiere Guerre de l'opium.

confisqués, leur valeur se montait à 80 millions de taëls (5), ce qui équivalait aux revenus du Trésor national de vingt années. Cet exemple parmi d'autres illustre bien le degré atteint par la cupidité et les malversations des fonctionnaires impériaux. Quant à l'armée, composante essentielle du pouvoir d'Etat, elle était pratiquement paralysée. Les armées mandchoues et hans comptaient près de 900 000 hommes. Cependant, les préparatifs militaires étaient délaissés, les armements en très mauvais état, les officiers ne songeaient qu'à détourner les fonds d'intendance de leurs troupes et ne donnaient aucun soin aux affaires militaires ; la discipline se relâchait et les exercices et manœuvres n'étaient plus que des simulacres d'entraînement.

Pour asseoir sa domination féodale, la dynastie au pouvoir propageait largement le confucianisme réactionnaire, et plus particulièrement la Doctrine des principes (Li Hsiué) des frères Tcheng et de Tchou Hi. Devenue la doctrine orthodoxe depuis la dynastie des Song et des Ming, elle était fondée sur la théorie des Trois Principes cardinaux (6) et des Cinq Vertus constantes (7) et visait à confiner l'esprit du peuple dans un étroit carcan. Les dominateurs Tsing donnèrent à Confucius le titre de « Sage suprême de la grande synthèse et Premier maître de la culture ». Ils imposèrent comme sujet unique d'examen pour devenir fonctionnaire « *la Voie de Confucius et Mencius* », afin de limiter la pensée des lettrés et d'en faire de serviles suppôts dévoués corps et âme au pouvoir. La classe dominante de la dynastie des Tsing « *éduquait les étudiants dans la doctrine de Confucius, obligeait le peuple à*

(5) Monnaie chinoise de l'époque correspondant à 1 once d'argent (N.d.T.).

(6) Le souverain dirige ses sujets, le père dirige son fils et le mari dirige sa femme (N.d.T.).

(7) Bienveillance, droiture, respect des convenances, sagesse et fidélité (N.d.T.).

croire au système confucéen comme à un dogme religieux (8) ». La moindre résistance populaire à l'éthique des Trois Principes cardinaux et des Cinq Vertus constantes était aussitôt taxée d'hérésie et de rébellion et passible du dernier supplice. A la veille de la Guerre de l'opium, une atmosphère lourde et sinistre pesait sur la vie intellectuelle et politique du pays et annonçait de grands désordres.

Kong Tse-tchen (1792-1841), écrivain et penseur aux idées avancées, flétrissait la domination ténébreuse des Tsing, disait qu'elle approchait de son crépuscule ; il avertit à maintes reprises le gouvernement que de graves troubles allaient éclater et qu'il fallait se hâter de changer de lois, de décrets et de politique.

Mais le gouvernement des Tsing était trop obstiné pour consentir à la moindre réforme et le conflit des classes s'aiguisait un peu plus chaque jour. En 1839, Kong Tse-tchen a écrit ce quatrain où il dépeint les traits les plus typiques de la société de son temps :

L'on ne parle plus ni de sel ni de fer, ni de grands travaux sur les fleuves,
L'on se borne à pressurer le sud-est (9), *où le peuple est dans le chagrin.*
L'Etat demande trois dixièmes de boisseau, mais l'on donne un boisseau entier (10).
Ne vaut-il pas mieux encore tuer son buffle que labourer la terre ?

Les paysans n'avaient pas d'autre issue que la révolte. Du début du règne de Kia Tsing au déclenchement de

(8) « Contre le style stéréotypé dans le Parti », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 3, p. 50. E.P.

(9) Les provinces du Sud-Est sont les plus riches de la Chine par leur sol et leur climat (N.d.T.).

(10) A cause des détournements et de la corruption des fonctionnaires locaux (N.d.T.).

la Guerre de l'opium, les insurrections armées paysannes se succédèrent sans trêve et portèrent de rudes coups à la domination des Tsing.

Pendant que l'empire des Tsing se débattait dans cette situation de désordres et de crises, le capitalisme occidental (anglais, français et américain) prenait un rapide essor. L'Angleterre était devenue le premier Etat capitaliste dans le monde. Sa révolution industrielle de la seconde moitié du XVIIIe siècle avait peu à peu substitué l'industrie à l'artisanat d'atelier. L'impétueux développement de la production exigeait la conquête de territoires nouveaux pouvant à la fois fournir les matières premières et constituer un marché pour l'écoulement des produits fabriqués. Les vaisseaux de guerre anglais écumaient les océans à la recherche de colonies dont l'Angleterre pût s'emparer pour y imposer sa loi et les visées agressives de celle-ci se tournèrent très vite vers la Chine. La Russie tsariste de son côté, malgré le retard de son économie et de sa culture, nourrissait elle aussi de noirs projets d'expansion en Chine. Elle avait en effet, depuis le milieu du XVIIIe siècle, violé les territoires du nord-est dans le bassin du Heilongkiang dont elle avait fait la base de sa future expansion.

Dans toutes leurs odieuses entreprises coloniales, les bourgeois anglais avaient chaque fois montré leur véritable nature de trafiquants et de pirates. Lorsqu'en 1637, leurs navires de commerce avaient abordé pour la première fois à Canton, ils avaient bombardé la forteresse de Houmen qui gardait l'entrée de la Rivière des Perles, volé les vaisseaux chinois, enlevé plusieurs places-fortes stratégiques, emporté les canons et incendié tout un village. En 1808, 13 vaisseaux de guerre anglais attaquèrent Houmen et pillèrent Macao. Pour faire face à la fois au danger extérieur et aux mouvements populaires dirigés contre les Tsing, le gouvernement impérial décida de fermer purement et simplement les frontières maritimes. Seule la ville de Canton

fut autorisée à commercer avec l'étranger. Les canons anglais n'ayant pu forcer les ports de la Chine, l'Angleterre envoya successivement deux missions diplomatiques à Pékin dirigées, en 1793, par Lord Macartney et, en 1816, par Lord Amherst, qui exigèrent chacune l'ouverture au commerce des ports de Tientsin, Ningpo et Tcheouchan, ainsi que la suppression des droits de douane. Ce qui fut chaque fois refusé.

L'irrésistible développement du capitalisme anglais entraînant un « *besoin de débouchés toujours nouveau, la bourgeoisie envahit le globe entier* (11) ». Cependant, la bourgeoisie anglaise comptait écouler en Chine plus de marchandises que dans le monde entier si ses projets se réalisaient.

A cette époque en effet, les produits de l'industrie anglaise s'écoulaient fort mal en Chine, voire même à perte. La société chinoise avait encore pour fondement une économie naturelle autosuffisante où la petite exploitation familiale s'alliait à l'artisanat domestique. La famille représentait la cellule de base de la société ; elle cultivait la terre, filait et tissait tout à la fois. « *Les hommes labourent, les femmes tissent* » disait-on. L'artisanat familial fournissait donc les instruments aratoires et la plupart des choses nécessaires à la vie quotidienne. Par sa nature, l'économie chinoise s'opposait fortement à l'importation de marchandises étrangères.

Au contraire, les marchandises qu'exportait la Chine — thé, soie, porcelaine, pharmacopée — s'écoulaient fort bien en Occident où elles étaient très appréciées. Jusque dans les premières années du XIXe siècle, le commerce extérieur de la Chine garda une position favorable ; 2,5 millions à 4,5 millions de taëls entraient chaque année dans le pays par le port de Canton.

---

(11) Marx et Engels, « Le Manifeste du Parti communiste », p. 37. E.P.

Mais Marx a indiqué très tôt que « *l'accaparement est le principe vital de toute bourgeoisie* » (12). Puisque les marchandises ordinaires ne suffisaient pas à ouvrir le marché chinois à la bourgeoisie anglaise, celle-ci se lança dans la guerre de l'opium pour mieux piller le peuple chinois.

L'opium, tiré de la fleur de pavot, était produit à l'origine en Inde et en Asie du sud-est. Le gouvernement anglais forçait les paysans indiens à cultiver cette plante. La Compagnie des Indes orientales avait reçu le privilège de la vente et de la fabrication de la drogue. L'Angleterre mit au point une politique d'agression de la Chine par l'intermédiaire de l'écoulement d'une grande quantité d'opium dans le pays. En 1800, 4 750 caisses d'opium entrèrent en Chine. En 1838, on en comptait 40 200, soit quelque 8 fois plus en moins de 40 ans. Dans ce trafic, le capitalisme américain joua lui aussi un rôle important. Il faisait venir l'opium de la Perse et de la Turquie pour l'écouler en Chine et en retirer de substantiels profits.

Dès 1796, le gouvernement des Tsing interdit à plusieurs reprises l'importation de l'opium. Mais les capitalistes anglais et américains, soutenus par leurs gouvernements impérialistes, n'en tinrent aucun compte. Les trafiquants anglais firent mouiller en permanence une vingtaine de chalands au large de l'embouchure de la Rivière des Perles. C'étaient autant de stations pour le commerce et le transport de la drogue. Les navires étrangers y déchargeaient l'opium que des bateaux de contrebandiers transportaient ensuite en divers points de la côte, dans une incessante navette. Les compagnies américaines Perkins et Russel étaient allées jusqu'à affréter spécialement des clippers (13) rapides et pourvus de canons, conçus pour le trafic armé de l'opium.

(12) K. Marx, « Lettres à Kugelman », p. 175. E.S.
(13) Clipper : petit voilier rapide (N.d.T.).

Une contrebande aussi effrénée n'était possible que grâce à la corruption du pouvoir. Les fonctionnaires des douanes se laissaient acheter pour faciliter l'entrée de l'opium. En 1826, les garde-côtes de Canton chargés de veiller à la contrebande fermèrent les yeux pour 36 000 taëls par mois. Une énorme quantité de drogue parvenait ainsi sans encombre à rejoindre la côte, à bord de navires battant pavillon de la douane ou de hauts dignitaires. Marx a indiqué que « *la corruption qui s'infiltra jusqu'au cœur de la bureaucratie céleste et détruisit les assises de l'ordre patriarcal fut introduite en contrebande dans l'Empire, en même temps que les caisses de l'opium des transporteurs britanniques, ancrés à Whampoa* » (14).

Le trafic de l'opium rapportait aux capitalistes anglais des profits exorbitants, dix fois supérieurs au prix de revient. En 1813, une caisse d'opium indien de bonne qualité était vendue sur le marché 2 428 roupies alors que son prix de revient n'excédait pas 230 roupies. Les trafiquants qui transportaient l'opium faisaient quant à eux un bénéfice de 50 %.

La bourgeoisie anglaise fit ainsi passer son commerce avec la Chine d'un état déficitaire à un état excédentaire. Entre juillet 1837 et août 1838, l'opium représentait à lui seul 3,37 millions de livres sterling dans la valeur globale des marchandises anglaises importées en Chine ; soit davantage que la valeur globale des marchandises chinoises exportées cette même année en Angleterre (3,14 millions de livres sterling). Il n'est donc pas étonnant que la bourgeoisie ait loué ouvertement et sans la moindre pudeur le trafic de l'opium : « *l'argent gagné grâce à l'opium fait prospérer de vastes territoires de l'Inde anglaise où l'heureuse fortune de la population permet un grand accroissement de l'exportation des produits manufacturés anglais*

(14) K. Marx, « L'histoire du commerce de l'opium », « La Chine, Marx et Engels », p. 321. UGE 10/18.

vers l'hindoustan, ce qui de surcroît rend les transports maritimes vers cette contrée plus florissants encore que tout autre commerce. En outre, cela fournit de gros revenus au Trésor britannique en Inde ».

L'un des graves effets de cet infâme commerce fut l'empoisonnement physique et moral du peuple chinois. Marx l'avait dénoncé en ces termes : « *on ne souffle mot du commerce illicite de l'opium qui alimente chaque année le Trésor britannique aux dépens de vies humaines et des règles de morale* »(15).

Au fur et à mesure que l'opium entrait en Chine, l'habitude de ce poison gagnait le pays entier et faisait ses ravages dans toute la société. En 1835, on évalua le nombre de fumeurs à 2 millions qui se répartissaient dans 10 à 15 provinces. Au début, seuls quelques aristocrates, hauts fonctionnaires, grands propriétaires fonciers et riches marchands usaient de ce poison mais, bientôt, la contagion du vice gagna leurs clients, puis certains soldats de la garnison. Tous ces intoxiqués formaient dans la société un milieu de parasites particulièrement corrompus qui, non contents de pressurer le peuple travailleur, cherchaient aussi tous les moyens d'entraver les mesures d'interdiction de la drogue.

Sur le plan économique, l'achat de l'opium entraînait une grande fuite d'argent. On estime à quelque 100 millions de yuans la somme ainsi évanouie à l'étranger dans les 20 années précédant la guerre. Cela représente 1/5 de toute la monnaie d'argent alors en circulation. Il en découla une hausse de la monnaie d'argent, une dépréciation de la monnaie de bronze et donc un fardeau supplémentaire sur le peuple. A la fin du XVIIIe siècle, une once

(15) K. Marx, « Quel est le fauteur d'atrocités en Chine », « La Chine, Marx et Engels », p. 290. UGE 10/18.

d'argent s'échangeait contre 700 à 800 sapèques (16) ; dans les années 30, il en fallait entre 1600 et 1700. Les paysans et les artisans, qui ne vendaient leurs produits qu'en petite quantité et donc contre des ligatures de sapèques, devaient néanmoins payer fermages et impôts en monnaie d'argent ; leurs charges avaient ainsi doublé en quelques décennies. Simultanément, les caisses impériales se vidaient et le gouvernement des Tsing s'abîmait dans une crise financière qui ne faisait qu'aggraver la crise politique.

Les larges masses abhorraient l'opium et son infâme trafic. Le peuple chinois appelait le pavot « la plante maléfique », comparait la drogue à un serpent venimeux et nommait « bateaux des diables » les embarcations des trafiquants. Il dénonça les forfaits de la bourgeoisie anglo-américaine qui « *colporte sa marchandise en infectant notre vie, en menaçant l'existence de millions d'entre nous et qui nous soutire des richesses innombrables* ». Le peuple chinois exigeait avec énergie l'interdiction de la drogue, s'opposait fermement à son trafic. Dans le combat pour la prohibition de la drogue, il fut la force principale, la force motrice.

2. La destruction de l'opium à Houmen et la bataille de Canton

De violents débats agitaient la classe dominante au sujet de la prohibition de l'opium. Deux partis s'affrontaient alors. Le premier, dirigé par Lin Tse-hsiu, gouverneur général des provinces du Hounan et du Houpei, exigeait la stricte interdiction de l'opium. Lorsque la guerre éclata, il persévéra dans la voie de la résistance aux agresseurs

(16) Les sapèques étaient de petites piécettes de bronze percées en leur milieu et liées entre elles par centaines (N.d.T.).

étrangers. Le deuxième, dirigé par Mou Tchang-a, Premier conseiller des Affaires militaires et homme de confiance de l'empereur Tao Kouang (17), et par Tsi Chan, gouverneur général du Hopei, s'opposait fermement à la prohibition, entravait les mesures d'interdiction et, par la suite, alla jusqu'au bout de la capitulation devant l'étranger.

Le parti de la résistance partait du principe qu'il fallait défendre les intérêts de la dynastie. Mais dans le conflit qui opposait la Chine à l'étranger, la lutte pour la prohibition et la résistance allait dans le sens même des aspirations populaires. Le parti de la capitulation représentait quant à lui la clique corrompue des gens qui s'étaient inféodés à l'étranger. Il avait de l'influence à la cour aussi bien que localement et jouissait d'une autorité réelle sur le gouvernement.

En juin 1838, Kouang Kiue-tse, un fonctionnaire de la cour, présenta à l'Empereur Tao Kouang un mémoire dans lequel il analysait la gravité de la situation économique et présentait l'urgente requête d'interdire l'importation de la drogue. En octobre 1838, Lin Tse-hsiu exposa à son tour à l'Empereur les ravages qu'entraînait l'opium et réclama son interdiction complète. Il invoqua le fait que les hésitations du gouvernement rendraient impossibles dans quelque dizaines d'années « *non seulement la résistance des soldats aux ennemis dans les plaines du centre mais aussi la collecte de l'argent nécessaire à l'armement des troupes* ». Alarmé, l'Empereur accepta les arguments de Lin et lui confia en décembre le commandement d'une flotte qui devait intercepter l'opium à Canton. Lin reçut alors le titre de Grand commissaire impérial.

Né en 1785 à Heoukouan dans la province du Foukien, Lin Tse-hsiu, qu'on appelait également Chao Mou, avait

(17) L'empereur Tao Kouang de la dynastie des Tsing régna de 1821 à 1850 (N.d.T.).

remarquablement organisé la prohibition de l'opium dans les deux provinces qu'il gouvernait. Juste avant son arrivée à Canton, la population s'était soulevée contre l'odieux trafic. Les trafiquants anglo-américains venaient de susciter des troubles importants pour empêcher l'exécution d'une sentence prise à l'encontre de trafiquants chinois. En réponse à leur intervention violente sur le lieu du supplice, la population avait encerclé leurs établissements dans une grande manifestation. Ces nobles dispositions populaires n'avaient pu que renforcer la détermination de Lin Tse-hsiu. Arrivé à Canton le 10 mars 1839, il publie le 18 un décret obligeant tous les étrangers à livrer sous 3 jours tout l'opium entreposé dans leurs bateaux et à signer un engagement solennel de ne plus se livrer à cette contrebande sous peine de voir confisquer leurs marchandises et d'être châtiés selon la loi.

Charles Elliot, l'inspecteur général du commerce anglais en Chine, refuse brutalement ces décisions, incite les trafiquants à s'y soustraire et s'époumonne en déclarations belliqueuses à l'égard de la Chine. Lin Tse-hsiu prend alors sans hésiter les mesures qui s'imposaient, décrète l'abolition de tout commerce entre l'Angleterre et la Chine, envoie la troupe cerner les établissements commerciaux étrangers, intercepte l'opium dans les chalands ancrés au large et en retire tous les employés chinois. Acculé, Elliot est obligé de livrer l'opium. Plus de 20 000 caisses furent ainsi confisquées à Canton, dont 1 540 provenant du trafic américain ; soit une valeur de 2,376 millions de livres en tout. Toutes les caisses furent détruites du 3 au 25 juin sur les grèves de Houmen.

Le 3 juin 1839 est un jour mémorable. Une foule de spectateurs se presse sur les grèves de Houmen où l'on vient de creuser deux grandes fosses près de la mer. Des porte-faix et des soldats apportent l'opium qu'on jette dans les fosses avec de l'eau salée ; puis l'on rajoute de la

chaux vive et l'on remue le tout à l'aide de pioches et de houes. La chaux dissoute, l'eau entre en effervescence et du bouillonnement sort une épaisse vapeur qui monte vers le ciel. Le poison s'envole en fumée, des clameurs s'élèvent de la foule rassemblée. Le peuple exulte !

Ce mouvement populaire favorable à la prohibition de l'opium n'était que justice. La destruction de la drogue à Houmen avait infligé un coup sévère à la barbarie étrangère et proclamé au monde entier que le peuple chinois était bien disposé à y résister. Depuis la libération de la Chine, on peut voir, sur le premier des bas-reliefs sculptés sur le socle du Monument aux héros du peuple à Pékin, la scène décrite ci-dessus.

Contraint de céder, Elliot n'en entreprend pas moins de continuelles provocations armées. Lin Tse-hsiu reste ferme dans sa politique et renforce les préparatifs de guerte. Avec Teng Ting-tchen, gouverneur du Kouangtong et du Kouangsi, et l'amiral Kouang Tien-pei, il réorganise l'armée et lui fait reprendre ses exercices. Dans le détroit de la Rivière des Perles, il fait disposer deux lignes de chaînes et de madriers pour empêcher le passage des navires ennemis. Sur les deux rives, il fait installer 200 à 300 batteries. Il forme une milice maritime de 5 000 hommes recrutés parmi les pêcheurs et le petit peuple vivant sur les sampans (18).

L'Angleterre n'avait pas d'autre dessein que de garantir le commerce de l'opium par le canon. En avril 1839, dans son rapport au gouvernement anglais, Elliot présente la situation en Chine comme la « *meilleure occasion* » à prendre pour déclencher une guerre, une « *occasion qui permet les plus grands espoirs* ». Il assure qu'il faut « *mobiliser une force suffisante* » pour « *porter à la Chine un coup rapide et sévère* ». Il suggère d'interdire d'abord tout

(18) Petite embarcation recouverte d'un habitacle dans lequel les gens vivaient (N.d.T.).

accès à la Rivière des Perles, d'occuper ensuite l'archipel de Tcheouchan, puis d'aller jusqu'au port de Tientsin porter un ultimatum au gouvernement chinois pour le forcer à agréer les exigences anglaises. Lorsqu'en août, Londres reçoit le rapport, la bourgeoisie et le gouvernement anglais s'attellent aussitôt au char de la guerre. Lord Palmerston, Secrétaire aux Affaires étrangères, déclare à grands cris qu'« *avec les Chinois, il faut d'abord frapper un grand coup pour parler ensuite raisonnablement* » et « *se mettre en position victorieuse pour poser nos conditions et les contraindre à les accepter* ». Leur nature de pirates se révélait au grand jour !

Car toute cette politique était préméditée depuis longtemps par l'Angleterre. En 1832 déjà, les agresseurs anglais avaient envoyé un navire espion, le « Lord Amherst », recueillir systématiquement toutes les informations sur la situation militaire, politique et économique de la côte, faire des relevés des ports et des embouchures, établir des cartes maritimes, etc. Tous ces renseignements permirent aux Anglais de préparer, dès 1935, les modalités concrètes de leur plan d'agression de la Chine.

En octobre 1839, le Cabinet britannique décide officiellement de lancer ses troupes contre la Chine.

En février 1840, le gouvernement anglais nomme l'amiral Georges Elliot Chef d'état-major des troupes d'agression et représentant plénipotentiaire à toute négociation. Charles Elliot lui est adjoint. En juin 1840, la Première Guerre de l'opium éclate. Une armada composée de 16 vaisseaux de ligne, 4 bateaux à vapeur armés, 28 navires de transport amène 540 canons de gros calibres et 4 000 hommes devant Canton. Marx a indiqué que cette guerre a été « *commencée et poursuivie pour la défense du trafic de l'opium* » (19). Mais la défense serrée qu'ils

(19) K. Marx, « L'histoire du commerce de l'opium », « La Chine, Marx et Engels », p. 324. UGE 10/18.

trouvent devant eux dissuade les Anglais d'agir à la légère. Selon leur plan, ils commencent par bloquer l'entrée de la Rivière des Perles. Le 30 juin, les agresseurs se retournent vers Hsiamen (20), dans le Foukien, d'où ils sont repoussés par une flotte bien préparée à la riposte. Mais toutes les autres provinces côtières étaient dirigées par des gouverneurs corrompus et capitulards qui laissèrent des ports quasiment sans défense du Tchekiang au Tcheli (21).

Le 5 juillet, la flotte anglaise, qui continue ses attaques vers le nord, prend Tinghai dans le Tchekiang. A peine posé le pied sur la terre chinoise, les agresseurs se livrent aux pires violences. Un officier anglais raconte : « *lorsque nos troupes débarquèrent sur la rive, notre drapeau était à peine déployé que s'offraient à nos yeux d'atroces scènes de pillage. Chaque maison était violée et tous les coffres vidés, [...] tout était dérobé. Il ne restait que des corps gisants, tués ou blessés par un impitoyable feu d'artillerie* ». L'histoire des guerres de l'opium abonde en scènes de piraterie de ce genre.

En août, 8 navires anglais forcent l'entrée du port de Tientsin pour faire directement pression sur la Cour. Dans son « communiqué » à l'Empereur, Georges Elliot exigea notamment la légalisation du commerce de l'opium, la cession de territoires et le paiement des dommages de guerre. L'Empereur hésite et se trouble tandis que le parti des capitulards saisit l'occasion pour tenir de grands discours et prétendre que « *les Anglais ont des navires et des canons effroyables, qu'il est impossible de les vaincre ; que s'ils étaient repoussés cette année, ils ne manqueraient pas de revenir l'année suivante ; qu'une fois la guerre commencée, nul n'en verrait la fin* », etc. Certains disaient

(20) Amoy (N.d.T.).
(21) Ancien nom de la province du Hopei (N.d.T.).

même que « *l'arrivée des troupes barbares n'était due qu'à la prohibition de l'opium* », s'en prenaient à Lin Tse-hsiu et soutenaient qu'« *il n'avait pas pris les mesures convenables* » et qu'il avait ainsi entraîné de grands malheurs.

L'Empereur avait auparavant consenti à interdire l'opium ; mais il était loin d'être ferme sur la question et en vint très vite à une position de compromis. Il blâma Lin Tse-hsiu d'avoir « *mal mené l'affaire* » et envoya Tsi Chan parlementer avec les Anglais. Ce personnage servile mit tout sur le compte des « *fautes* » de Lin, garantit que ce dernier serait « *sévèrement châtié* » et, s'adressant sans témoins à Georges Elliot, lui fit entendre que toutes les questions restées en suspens seraient réglées à Canton une fois que la flotte anglaise y serait retournée. En septembre, les Anglais se retirèrent de Tientsin pour regagner le sud.

Le 17 septembre, Tsi Chan fut nommé Grand commissaire impérial chargé de poursuivre à Canton les pourparlers avec les Anglais. Le 3 octobre, Lin Tse-hsiu et Teng Ting-cheng étaient destitués de leurs fonctions et une instruction allait être ouverte contre eux. Le blâme et le châtiment de Lin Tse-hsiu marquèrent la fin prématurée du mouvement pour la prohibition de l'opium et du parti de la résistance qu'il dirigeait. Lin Tse-hsiu était alors à la tête du parti de la résistance. Parmi les dignitaires de la cour des Tsing, il fut le premier à ouvrir les yeux sur le monde tel qu'il était. Afin de « *s'informer des étrangers et de connaître où était leur force et leur faiblesse* », pour « *déterminer le meilleur endroit où l'on a prise sur eux* », il « *faisait étudier chaque jour les affaires occidentales* » et « *traduire des livres occidentaux* ». Il dirigea lui-même la traduction et l'édition d'une « *Encyclopédie des quatre continents* » qui exposait l'histoire des divers pays, l'état de leur territoire et leur jeu politique. Il était très intime avec Wei Yuan qui augmenta cet ouvrage de divers maté-

riaux chinois et étrangers, et en fit une « *Encyclopédie illustrée des pays du monde* ». Wei Yuan (1794-1857), appelé aussi Wei Mo-chen, né à Chaoyang, dans le Hounan, était un penseur progressiste à l'égal de Kong Tse-tchen. Ses œuvres dévoilaient la vraie nature de l'agression étrangère et de la guerre de l'opium, flétrissait le gouvernement Tsing et les lettrés, confinés dans un confucianisme imbécile et bornés à l'extrême. « *Nous faisons commerce depuis deux siècles avec les étrangers ; mais de quel côté trouve-t-on l'ignorance et l'obscurantisme ?* », écrivait-il. Partant de principes patriotiques, il exhortait à imiter « *les navires robustes et les canons maniables* » des occidentaux et à « *étudier tous les arts où les étrangers excellent pour mieux les contenir* ». Son but était « *d'arrêter des armées cuirassées par des armées cuirassées* ».

Avec la destitution de Lin Tse-hsiu, le mouvement pour la prohibition de l'opium périclita. Tsi Chan « *entrait en faveur auprès du Prince* » tandis que le parti de la capitulation exultait.

Arrivé le 29 novembre à Canton, Tsi Chan, pour gagner la faveur des agresseurs, retira la garnison de défense, diminua la flotte de 2/3, dispersa les milices côtières, fit enlever les chaînes et les madriers qui bloquaient l'entrée du fleuve et laissa les navires anglais pénétrer profondément dans le chenal et le sonder.

Tsi Chan considéra les inflexibles résistants cantonais comme des « *traîtres* ». Il fit de Pai Peng — un véritable traître celui-là, un agent des trafiquants réputé « *comprendre parfaitement le langage des étrangers* » —, l'un de ses intimes et le promut à un poste important.

Au début du mois de décembre, les négociations commencèrent. Malade, Charles Elliot avait dû rentrer en Angleterre. Les exigences implacables de Georges Elliot furent toutes agréées, hormis la cession de Hong-kong. Sur ce point, Tsi Chan n'osa pas prendre lui-même la décision

et répondit qu'il allait « *transmettre la demande à l'Empereur* ».

Mais Georges Elliot était impatient.

Le 7 janvier 1841, Elliot envoie la troupe attaquer les 2 batteries de Takiao et Chakiao dont le commandant, Tchen Lien-cheng, meurt en martyr avec ses hommes. Les agresseurs foncent alors sur Houmen où l'amiral Kouan Tien-pei et ses soldats leur résistent par le feu nourri de leurs canons tandis qu'on dépêche des émissaires demander des renforts à Canton. Mais le traître Tsi Chan ignore la requête et, le 25 janvier, signe avec Elliot le « projet de Traité de Tchouanpi ». Il promet secrètement la cession de Hong-kong, l'ouverture de Canton au commerce, et la somme de 6 millions de yuans (22) d'argent en réparation de l'opium confisqué et détruit.

L'empereur Tao Kouang avait pensé qu'en échange du châtiment de Lin Tse-hsiu et de Teng Ting-cheng, et de la liberté d'écouler l'opium, l'Angleterre rendrait Tinghai et déposerait les armes. Le cours des événements devait le surprendre. Le 29 janvier, quand la nouvelle de la prise des batteries de Takiao et Chakiao lui parvint à Pékin, il entra dans une violente colère et décida de déclarer la guerre à l'Angleterre. Il nomma son neveu Yi Chan « général chargé de mettre fin à la rébellion ». 17 000 hommes furent mobilisés dans la garnison de chaque province pour aller combattre à Canton. Lorsqu'en février, il découvrit la trahison de Tsi Chan, l'Empereur considéra que la perte d'un territoire et le paiement d'une indemnité portaient un trop grave préjudice à la « dynastie céleste et au prestige impérial ». Il ordonna d'arrêter sur le champ Tsi Chan et de confisquer tous les biens de sa famille. En même temps, il pressait son neveu de se hâter.

Le 25 février, Elliot, qui sentait le vent tourner, con-

(22) 1 yuan vaut aujourd'hui 2,50 F environ (N.d.T.).

duisit 15 vaisseaux à l'attaque de la forteresse de Houmen. Kouan Tien-pei mourut au combat à la tête de ses hommes, après avoir repoussé plusieurs fois les Anglais. Le 26, à 3 heures de l'après-midi, les Anglais concentrèrent le feu de plusieurs centaines de pièces sur le fort. Sous ce bombardement furieux, Kouan Tien-pei, bien que blessé en plusieurs endroits, donnait calmement les ordres et tirait parfois lui-même au canon, touchant chaque fois plusieurs ennemis. Ses soldats défendirent la place sans souci de leur vie ; ils n'étaient que 400 en tout. Le combat dura jusqu'au soir. Ils finirent par succomber sous le nombre, se sacrifiant jusqu'au dernier. Les Anglais purent alors remonter la Rivière des Perles ; les portes de Canton leur étaient pratiquement ouvertes.

Yi Chan n'atteignit Canton que le 14 avril. Le haut dignitaire n'était qu'une « *planche pourrie* » qui se défiait bien plus du peuple que des envahisseurs. Il prétendait que « *le mal ne venait pas de l'extérieur mais de l'intérieur* ». Inquiet de la diversité de ses troupes qui venaient de toutes les provinces, il les avait « *complètement mêlées, puis regroupées et enfin divisées en garnisons et camps séparés* », à tel point que « *les soldats ne connaissaient pas leurs officiers, ni les officiers leurs soldats* ». Déjà peu disciplinées en temps ordinaire, les troupes ne constituaient plus qu'une masse informe au moment de combattre.

Yi Chan comptait sur la fortune pour vaincre et s'adonnait nuit et jour à l'alcool et aux plaisirs. Le 21 mai, il divisa son armée en trois et hasarda une attaque nocturne contre les Anglais. Après l'avantage du début, ce fut bientôt la déroute et ses hommes se débandèrent et coururent se réfugier en ville. Les batteries de Nitcheng et Sefang, 2 points stratégiques de la banlieue de Canton, furent prises sans coup férir par les Anglais. Du fort de Sefang, les Anglais entreprirent de bombarder la ville sans relâche, jour et nuit. Le 26, ils concentrèrent une force de

feu encore plus importante sur la résidence de Yi Chan et de sa clique au sud-est de la ville. Yi Chan, en transes, se hâta d'envoyer le préfet Yu Pao-tchouen demander merci aux Anglais. Cet éminent préfet faisait la pluie et le beau temps pour le pauvre peuple. Mais cette fois-ci, devant l'envahisseur, il s'inclina et se prosterna jusqu'à terre. Le 27 mai 1841, Yi Chan accepta les 5 conditions d'Elliot et signa la honteuse « Paix de Canton ». Le traité stipulait que la Chine devait verser dans les 8 jours six millions de yuans de rançon pour Canton, 300 000 yuans de dommages et intérêts pour les établissements de commerce anglais et ordonnait le retrait des troupes de Yi Chan à 30 lis (23) de la ville.

Le combat n'avait duré qu'une semaine. Les 170 000 hommes de Yi Chan n'avaient pu contenir l'assaut des 2 400 soldats anglais ; ce qui montre quel degré de décadence et de bassesse avaient atteint la dynastie et ses capitulards. Tandis qu'ils se prosternaient devant l'envahisseur, le peuple, lui, allait bientôt lever son poing de fer. Comme dit le poète : « *Là-haut, sur la muraille, on lève l'étendard ; Au pied de la muraille, on vient faire alliance. Le bruit de la fureur s'est à peine élevé, que déjà il résonne comme la mer qui se retire.* »

Yi Chan n'avait couru au combat comme un jeune fou que pour demander bientôt piteusement merci. Ainsi se terminait la première manche de cette bataille d'opérette.

3. La colère gronde à Sanyuanli

Devant cette agression, fallait-il résister ou capituler ? le peuple avait d'emblée pris une voie opposée à celle de ses dominateurs. Le président Mao a indiqué : « *Nous*

(23) 1 li = 0,5 km environ (N.d.T.).

autres Chinois, nous sommes prêts à combattre l'ennemi jusqu'à la dernière goutte de sang (24). » Dans l'histoire contemporaine, le peuple chinois a accompli d'immortels exploits en repoussant ses agresseurs. En luttant courageusement contre les envahisseurs anglais, les habitants de Sanyuanli ont écrit les premières pages de ces annales glorieuses.

Ce village de quelques centaines d'habitants se trouvait près des batteries de Nitcheng et Sefang. Après la signature de la « Paix de Canton », les Anglais avaient mis la région à feu et à sang. Ils violaient, pillaient, brûlaient tout sur leur passage, s'emparaient du grain des paysans, tuaient leurs porcs et leurs buffles et allaient même profaner les tombes pour y ravir des objets funéraires.

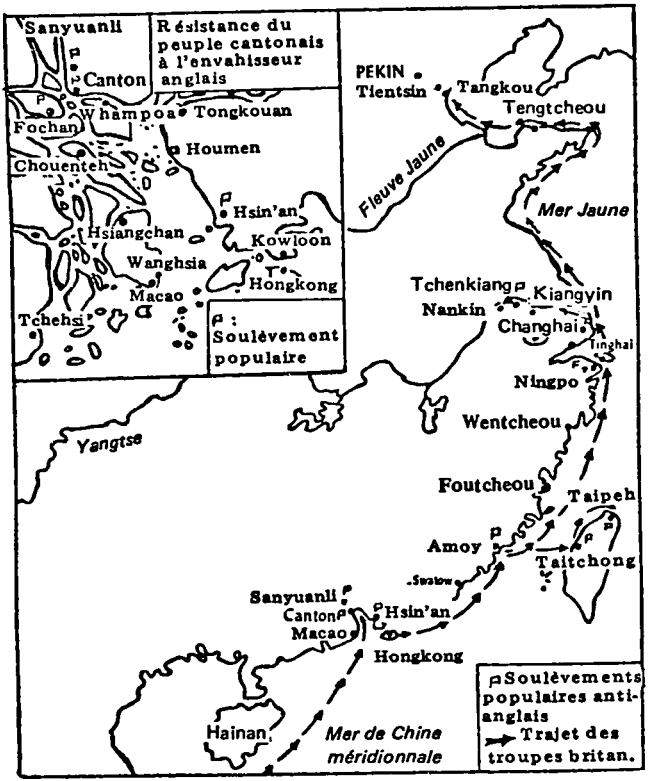
De telles violences ne pouvaient que soulever la colère et l'indignation de la population. Le 29 mai, comme une bande d'Anglais accourait à Sanyuanli pour piller le village et outrager les femmes, ils se virent entourés d'une foule nullement effrayée qui rossa à mort 8 ou 9 d'entre eux. Les autres prirent la fuite.

Sachant bien que l'ennemi reviendrait se venger, le peuple de Sanyuanli décida d'unir toutes ses forces pour se préparer à de plus durs combats.

« A Sanyuanli, tonnerre de clameurs ;
l'on vient en même temps s'y rassembler en foule. »

Tout le village, les femmes comme les hommes, se réunit devant le vieux temple, se donne comme chef un maraîcher du nom de Wei Chao-kouang et prend pour étendard un drapeau à fond noir bordé de blanc, représentant une constellation de trois étoiles. Ils prêtent un serment solennel : *« Quand l'étendard avance, avancer ; quand il recule, reculer ; accepter la mort sans une plainte. »* Wei Chao-kouang envoie des émissaires dans les villages voi-

(24) « La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 1, p. 188. E.P.



La Première guerre de l'opium

sins. Il organise rapidement une grande armée, composée de paysans pauvres, d'artisans, de pêcheurs ainsi que de notables patriotes. Les paysans en constitueront la force principale.

Le même jour, 103 délégués de village tiennent une réunion à Nieoulankang, à 12 lis au nord de Canton, pour discuter des dispositions de combat. Il y est décidé à l'unanimité :

1) que l'étendard à trois étoiles devienne le drapeau de commandement général ; que chaque village lève sa propre troupe, arbore une bannière, désigne un chef.

2) que le son des cymbales soit le signal du rassemblement ; quand ils l'entendront, tous les combattants d'un village devront sortir et se préparer.

3) que tous les hommes valides de 15 à 50 ans soient mobilisés.

4) que l'ennemi soit attiré dans l'arrière-pays ; il sera exterminé à Nieoulankang même, dont le relief vallonné est fort propice aux embuscades.

Le 30 mai, de bon matin, les hommes de la région de Sanyuanli sont plusieurs milliers à marcher sur le fort de Sefang, devenu le camp de la garnison anglaise. Occupés à déguster leur « breakfast », les Anglais entendent soudain des cris de guerre emplir le ciel et voient accourir une multitude humaine couvrant la campagne, armée de sabres, de lances, de boucliers et de fusils à mèche, arborant des bannières aux vives couleurs. Sir Hugh Gough, commandant général des troupes anglaises, fait sortir 2 000 hommes pour arrêter les assaillants.

Mais au lieu de livrer combat, les hommes de Sanyuanli se retirent, selon le plan prévu, pour attirer l'ennemi vers l'intérieur. Les Anglais se lancent à leur poursuite, pensant que les forces chinoises sont faibles et faciles à écraser. Ils s'engagent ainsi de plus en plus loin, sur des sentiers étroits, entre les rizières où ils doivent progresser en file, embarrassés de leur lourd équipement. Ils se laissent mener ainsi jusqu'à Nieoulankang où le peuple en armes les attend en bon ordre. Sir Hugh Gough comprend

qu'il a été joué et ordonne la retraite, mais il est trop tard.

Les cymbales résonnent. D'effroyables cris de guerre éclatent comme le tonnerre dans la vallée. 7 à 8 000 hommes armés embusqués surgissent tout à coup et chargent les Anglais qui ouvrent le feu, complètement désemparés. Mais comment pourraient-ils arrêter la vague qui déferle sur eux ? Les épées se croisent ; les agresseurs sont taillés en pièces, pourfendus, empalés, décapités ! Hugh Gough ordonne à ses troupes de se diviser en 2 colonnes afin de briser l'encerclement et de se replier sur Sefang. Mais le peuple en armes se divise immédiatement en 2 ailes qui enveloppent l'arrière de l'ennemi. Il profite de ce que les Anglais traversent une rivière en file indienne pour les attaquer au corps à corps.

A 1 heure de l'après-midi, l'orage éclate. Les éclairs, le tonnerre et la pluie se déchaînent. La tourmente ajoute encore à l'âpreté du combat. Les combattants du peuple, protégés par des imperméables de palmes et des chapeaux de paille, déploient tout leur courage qui grandit dans le feu du combat. Les Anglais, quant à eux, perdent leur vigueur et leurs esprits. La poudre et les fusils mouillés ne leur servent plus à rien. Sous les trombes d'eau que déverse le ciel, les sentiers s'effondrent ou sont noyés et les rizières se transforment en une mer de boue dans laquelle ils glissent et s'enlisent avec leurs grandes bottes de cuir. Le peuple de Sanyuanli fond sur eux de toutes parts, lance au poing, et le carnage recommence.

Et voici qu'accourent les femmes, les vieux et les plus faibles, qu'on avait décidé d'éloigner des combats mais qui viennent en renfort, brandissant qui une pioche, qui un manche de charrue ; jusqu'aux enfants de moins de 15 ans qui se jettent dans la mêlée en criant : « Tue, tue ! ». Les femmes qui ne participent pas au combat préparent de la nourriture qu'elles portent aux premières lignes. Telles

sont les inépuisables ressources du peuple chinois lorsqu'il combat un agresseur. Les Anglais sont à bout et beaucoup succombent sous les coups de pioches et de piques, tandis que d'autres se prosternent dans la boue en levant les mains au ciel.

A 4 heures, Hugh Gough et ses hommes se dégagent enfin et battent en retraite jusqu'au fort. Ils se rendent compte alors que la 3e compagnie du 317e régiment (25) s'est évanouie. Celle-ci avait vu en effet sa retraite coupée par les troupes de Sanyuanli. Dans leur fuite, les hommes de la 3e compagnie s'étaient serrés les uns contre les autres pour former un carré. Ils avaient progressé pas à pas et à reculons dans cette posture, espérant échapper ainsi au massacre. Mais les troupes chinoises, aussi habiles qu'héroïques, les avaient attrapés les uns après les autres, à l'aide de longues piques munies d'un crochet, les isolant aussitôt.

Ce combat fut un brillant succès. Plus de 200 Anglais y laissèrent leur vie et un nombre plus important fut blessé ; 15 soldats furent faits prisonniers. Une quantité non négligeable d'armements fort utiles leur furent confisqués.

Le bruit de cette victoire s'était répandu partout et releva encore le courage du peuple. Le lendemain, à 10 heures du matin, c'est par dizaines de milliers que tous les villageois de la banlieue cantonaise vinrent assiéger le camp anglais, forêt de bannières déployées, sabres au clair et piques brandies. Les Anglais se terrèrent dans leur fort et n'osèrent risquer cette fois-ci une nouvelle sortie.

A ce moment critique, les 8 000 hommes de l'armée impériale, équipés de pied en cap, sortent de la ville silencieusement et bannières en berne, suivant les conditons du Traité qui leur enjoignait de se retirer. Ils passent devant le camp anglais en affectant de ne pas voir les préparatifs

(25) Envoyée en renfort par la garnison de Sefang (N.d.T.).

du combat qui se déroulent sous leurs yeux. Les agresseurs anglais assistent à cette scène. Elliot envoie alors l'un de ses agents chinois franchir les lignes des insurgés et porter une missive au préfet Yu Pao-tchouen, lui demandant de faire disperser immédiatement les troupes populaires. Sans quoi les autorités anglaises se considèreront déliées des engagements du Traité, « *attaqueront et brûleront à nouveau tous les villages et les bourgs des environs* ». Il ne s'agissait en réalité que d'une grossière tactique d'intimidation, car comment les Anglais pouvaient-ils songer à « *attaquer* » quoique ce soit, encerclés comme ils l'étaient ?

Mais Yi Chan est assez veule pour charger aussitôt le préfet d'aller libérer les Anglais des masses populaires qui les assiègent. Yu Pao-tchouen use de toute son habileté et de son hypocrisie pour convaincre les masses de se retirer. Détesté par le peuple, il reçoit à la tête les injures de « *traître sans pudeur, dévoué aux envahisseurs, prêt à vendre son pays* ». Il se retourne alors vers les propriétaires fonciers et les notables et leur demande de trouver un moyen de disperser les troupes. « *C'est vous qui avez créé ces troubles avec les villageois. S'ils ne se retirent pas, vous en serez tenus pour responsables et c'est vous qui payerez les 6 millions de yuans exigés par le Traité !* », dit-il pour les intimider. Les notables prennent peur, certains abandonnent les villageois et disparaissent, d'autres retournent leur veste et aident à « *disperser* » la foule en armes. Ainsi fut ruinée une grande lutte populaire par la trahison des hauts dignitaires et l'indécision des notables et des hobereaux.

Quand le siège fut levé, les Anglais, qui tremblaient encore de frayeur, firent leurs bagages en vitesse et levèrent le camp le 1er juin.

L'armée des villageois s'est dissoute temporairement. Mais le flambeau de la résistance ne s'est pas éteint. Le 7

juin, Elliot fait placarder un avis sur les murs de Canton, qui cherche à intimider la population et prétend, à propos de la défaite anglaise, qu'*« il ne permettra pas que de tels soulèvements se reproduisent »*. Le peuple de Canton lui riposte aussitôt et placarde à son tour des affiches sur les établissements anglais qui avertissent les agresseurs en termes tranchants : si vous osez revenir à la charge, le peuple chinois saura bien *« trouver assez de forces pour vous exterminer jusqu'au dernier ! »*. Ces affiches assignaient aux Anglais un rendez-vous pour un nouveau combat. Mais Elliot et Hugh Gough, aussi lâches l'un que l'autre sous leurs airs de bravaches, n'osèrent plus relever le défi.

Le peuple chinois est invincible. La victoire de Sanyuanli fut un glorieux exemple pour la lutte du peuple chinois contre ses agresseurs. Il anima son courage et rabattit l'arrogance des envahisseurs ; il témoigne *« de l'indomptable esprit de résistance du peuple chinois qui refuse de s'incliner devant l'impérialisme et ses laquais »*(26). Le peuple avait gagné un combat, et ce combat l'avait instruit : *« Le peuple ne peut compter sur l'armée impériale »*, *« les diables étrangers n'ont rien d'effrayant »* ; il suffit d'oser combattre pour défaire tout agresseur.

4. Un traité signé sous la menace des canons

Après la campagne de Canton, Yi Chan, dans son rapport à l'empereur, travestit honteusement les faits. Il présenta sa déroute comme *« un grand coup porté à l'avant-gard de l'ennemi »*, sa lâche capitulation comme *« une protection demandée par Georges Elliot »* et le paiement des indemnités et des réparations comme *« un prêt com-*

(26) « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 335. E.P.

mercial ». Il sollicita de l'empereur l'approbation du rétablissement du commerce avec l'Angleterre. Celui-ci lui fit confiance et fit savoir qu'il « *autorisait la reprise du commerce* ». Il ordonna aussi de dégarnir chaque province.

Mais le gouvernement anglais estima de son côté qu'Elliot n'avait pas su tirer suffisamment avantage de la victoire et qu'il pouvait extorquer plus qu'il ne l'avait fait. Il fit rappeler Elliot et envoya à sa place son représentant plénipotentiaire Henry Pottinger. L'Angleterre était bien résolue à étendre la guerre et en tirer d'autres avantages.

En août 1841, Pottinger arrive en Chine, assisté de l'amiral Parkes et du major-général Hugh Gough, à la tête d'une flotte de 26 navires transportant 3 500 hommes de troupe. Le 25 août, il attaque Hsiamen que défend vaillamment l'armée impériale. Le lendemain, les places-fortes de Hsiamen et de Koulangyu tombent l'une après l'autre. Le 25 septembre, les Anglais attaquent à nouveau Tinghai. A la tête des 5 000 hommes de la garnison chinoise, Ko Yun-fei, Teng Kouo-hong et Wang Hsi-peng se battent courageusement pendant six jours et six nuits et tombent au champ d'honneur avec leur troupe. L'histoire les appellera « *les 3 généraux de Tinghai* ». Tinghai est prise le 1er octobre. Puis Tchenhai est assaillie. Yu Pou-yun, le commandant en chef des troupes du Tchekiang, craint pour sa vie et s'enfuit. Le gouverneur Yu Tsien se bat bravement mais, ne pouvant tenir, il se suicide dans le fleuve. Tchenhai tombe le 10 octobre. Ningpo, la plus riche place marchande de la province, est attaquée le 13. Dans les seules caisses de cette sous-préfecture, les agresseurs se saisissent de 120 000 yuans d'argent ; ils s'emparent d'assez de grain pour nourrir leur armée pendant 2 ans, et d'une quantité innombrable de soieries et de porcelaines.

En outre, ils extorqueront 1,2 million de yuans à la population à titre de « *récompenses* » pour leurs troupes.

Parallèlement à ces attaques, les Anglais avaient par deux fois envoyé leurs soldats occuper la province de Taïwan. Ils furent chaque fois repoussés héroïquement par la garnison et le peuple de Taiwan qui en tuèrent près de 200 et refroidirent leur arrogance.

Avec la perte de ces 3 grandes villes du Tchekiang s'évanouissaient en fumée les espoirs de la « *grande paix* » pour l'empereur Tao Kouang. Le 18 octobre, il promut au grade de « *général chargé d'exercer l'autorité* » un autre de ses neveux, Yi King, assisté de deux Grands Commissaires adjoints, Wen Wei et Teh Yi-chouen. Nieou Tsien fut fait Commandant en chef des armées du Tchekiang, du Kiangsou, du Kiangsi et de l'Anhouei. Les troupes de plusieurs provinces intérieures furent mobilisées pour se battre au Tchekiang.

Mais Yi King ne valait guère mieux que Yi Chan. Le bellâtre muse en chemin, admire les beautés de la nature ou se livre aux plaisirs du vin, des femmes, du chant et de la danse. Il parvient début décembre à Soutcheou, dans le Kiangsou. Là, sous prétexte de « *préparatifs militaires* », il mène une vie de scandaleuse oisiveté. Le 25 janvier 1842, il voit en songe « *les étrangers remonter sur leurs navires en grande presse et s'enfuir sur la mer* » ; Wen Wei prétend avoir fait le même songe. Et c'est sur la foi de cet heureux présage que l'idée leur prend soudain de partir en campagne !

Le 8 mars, ils divisent leur armée en trois, escomptant ainsi recouvrer en même temps les trois villes prises par l'ennemi. Yi King est tellement sûr du succès de l'opération qu'il ordonne à ses hommes de ne se battre qu'à l'arme blanche et de ne pas se charger d'armes à feu. Mais les agresseurs anglais, qui connaissaient leurs plans, se sont préparés à les recevoir. Ils les laissent entrer dans

Ningpô et de là fondent sur eux de toutes parts. La moitié de la troupe est mise hors de combat et l'autre s'enfuit en débandade, laissant sur le terrain morts et blessés. Quant aux deux autres corps d'armée, l'absurdité de leur commandement les conduit au même désastre. Les Anglais en profitent pour prendre la ville de Tsehsi pendant que Yi King et les siens s'enfuient à Hangtcheou, chef-lieu du Tchekiang, d'où ils n'oseront plus bouger.

Yi King a pris le même chemin que Yi Chan : capituler sans condition après avoir agi inconsidérément et connu la défaite. La bataille de Canton et celle du Tchekiang sont les deux grandes défaites de la dynastie des Tsing au cours de la Guerre de l'opium.

L'empereur Tao Kouang s'avisa tout à coup qu'il fallait sauvegarder « *l'unité de l'empire Tsing* » et « *garantir la gloire impériale de la Cour céleste* ». Aussi déclara-t-il la guerre à l'Angleterre. Il envoya donc Yi Chan et Yi King « *pacifier la rébellion* » et « *faire resplendir la gloire impériale* ». Mais, dans tout le cours de la guerre, loin d'oser s'appuyer sur les forces du peuple et les organiser, le gouvernement des Tsing « *se garde du peuple plus que des bandits étrangers* », voit la résistance d'un œil hostile et cherche à l'entraver par tous les moyens. Cet antagonisme entretenu avec la grande masse du peuple chinois le vouait à la défaite.

Après la défaite de Yi King dans le Tchekiang, l'empereur Tao Kouang ne songeait qu'à capituler et « *interdit tout mouvement de troupe* » dans les provinces maritimes. Il décréta qu'aucun Anglais ne devait être menacé, que celui qui tuait un agresseur serait décapité et entraînerait dans son châtiment le fonctionnaire ou l'officier dont il dépendait. Parallèlement à ces dispositions, il envoya deux princes mandchous, Tsi Ying et Yi Li-pou, négocier la capitulation avec les Anglais.

Mais plus le gouvernement des Tsing se prosternait de-

vant ses envahisseurs, plus ces derniers devenaient arrogants. Pour contraindre l'Empereur à se plier à leurs exigences, ils préparèrent le siège de Nankin, sur le cours inférieur du Yangtse. Ils tiendraient ainsi entre leurs mains l'une des régions les plus prospères de la Chine et le carrefour des deux principales voies navigables : le Yangtse et le Grand canal. Tout le grain et l'argent des impôts des provinces du sud étaient rassemblés dans cette ville, avant d'être acheminés à Pékin par le Grand canal, en passant par Tchenkiang. Sachant qu'il pouvait étrangler le pouvoir impérial en se rendant maître de Nankin, Pottinger décida de repousser toute négociation de paix et d'entreprendre cette campagne pour forcer l'Empereur à accéder à toutes les exigences anglaises.

Le 17 mai, les agresseurs s'emparent de Tchapou, une place importante de la défense côtière du Tchekiang. A la mi-juin, l'Angleterre envoie de l'Inde plus de 100 navires de guerre de tout gabarit et plus de 10 000 soldats en renfort.

Le 16 juin, les envahisseurs anglais entrent à Wousong, à l'embouchure du Yangtse. La ville est défendue à l'est et à l'ouest par 2 batteries. Tchen Houa-tcheng, le vieux commandant en chef des troupes de toutes les provinces du sud, âgé de 70 ans, commande en personne le fort de l'ouest. Tchen prie Nieou Tsien de prendre 3 000 hommes avec lui et d'occuper Paochan pour soutenir ses arrières tandis qu'il va lui-même, bannière de commandement en main, au plus fort du feu de l'ennemi, diriger une vaste contre-offensive. La canonnade dure 2 heures et demie. Le vaisseau-amiral « Cornwallis » et 2 autres bateaux sont touchés plusieurs fois. Les Anglais essuient de lourdes pertes et n'osent débarquer de front.

Ayant entendu dire que Tchen Houa-tcheng avaient endommagé de nombreux navires anglais, Nieou Tsien accourut en renfort de Pao chan en espérant que tout le

mérite rejaillirait sur lui. Ce dignitaire corrompu vint se pavaner avec tout son cortège devant les canons de l'ennemi et fit le bravache devant la ville.

Il essuya comme on peut s'en douter un feu nourri des Anglais qui le plongea dans un grand désarroi. Il courut se dissimuler parmi ses hommes et précipita toute son armée dans la panique la plus confuse. Les Anglais mirent cette situation à profit en prenant en tenaille le fort de l'ouest, par terre et par mer. Tchen Houa-tcheng mourut dans son sang, percé de mille blessures. Officiers et soldats de la garnison jurèrent de mourir plutôt que de se rendre et tombèrent en martyrs. Paochan, puis Changhai, furent bientôt aux mains des envahisseurs.

Les Anglais restèrent six jours à Changhai. Non contents d'exiger 500 000 yuans pour la rançon de la ville, ils mirent à sac la ville entière et ses faubourgs. C'était alors le début de l'été et on les vit se revêtir « *d'habits de soie et de satin ornés de riches fourrures* » et « *agiter des éventails brodés* » qu'ils avaient dérobés dans les boutiques des prêteurs sur gage. Ils se livrèrent au vin et à la débauche et se laissèrent aller à mille bassesses et grossièretés.

Ils remontèrent ensuite le fleuve et, le 25 juillet, concentrèrent toutes leurs forces sur Tchenkiang dont ils firent sauter la porte Ouest. Ils franchirent les remparts à l'aide d'échelles de corde. Les troupes mandchoues résistèrent pied à pied dans chaque retranchement. Un officier anglais a écrit plus tard : « *Les soldats mandchous opposèrent une résistance acharnée, luttant pour chaque pouce de terrain ; le moindre recoin de muraille, la moindre canonnière, ne furent enlevés qu'après de sanglants corps à corps.* » Engels loua en ces termes l'héroïque résistance des défenseurs de Tchenkiang : « *Si déficients que fussent en l'art militaire les soldats tartares-chinois, ils ne manquaient pas de courage ni d'allant au combat. Ces soldats,*

au nombre de 1 500 à peine se battirent avec l'énergie du désespoir, et se firent tuer jusqu'au dernier. [...] Les Anglais perdirent 185 hommes dans la bataille ; [...] si l'envahisseur s'était heurté partout à une résistance aussi farouche, il n'eût jamais pu atteindre Nankin (27). »

Le peuple chinois en effet ne craint pas la violence. C'est bientôt la population du Foukien, du Tchekiang et de tout le bassin inférieur du Yangtse qui, tout comme l'a fait celle de Canton, osa se soulever pour combattre l'envahisseur. Partout où les Anglais avançaient, brûlaient les flammes d'une ardente résistance. Non comprises les forces spontanées et celles qu'organisa à Tchenhai et Ningpo le « *Parti des Eaux Noires* », les forces armées populaires de résistance à l'envahisseur atteignirent 100 000 hommes dans le seul bassin du Yangtse, de juin à août 1842. A l'aide de pioches et de simples pierres, la population de Tsingkiang repoussa les Anglais qui les provoquaient. Dans la région de Kouatcheou et de Yitcheng, les sauniers (28) s'organisèrent pour attaquer les agresseurs. Au moment de la chute de Tchenkiang, les riverains attaquaient sans trêve les bateaux anglais et, quand le vent s'y prêtait, lançaient contre eux des barques ou des radeaux enflammés. L'ennemi ne connut jamais la tranquillité.

Mais le gouvernement des Tsing suivait une ligne politique de haute trahison. A l'intérieur, il considérait le peuple comme un ennemi et à l'extérieur s'apprêtait à tous les compromis et à la capitulation. Loin d'organiser les forces populaires et de s'appuyer sur elles, il leur manifestait son hostilité et mettait tout en œuvre pour entraver leur résistance aux Anglais.

C'est pourquoi, malgré la résistance héroïque de la masse du peuple, des simples soldats et de quelques offi-

(27) F. Engels, « La nouvelle campagne anglaise en Chine », « La Chine, Marx et Engels », p. 236. UGE 10/18.

(28) Ouvriers des marais salants (N.d.T.).

ciers, rien ne put sauver le pays de la défaite. D'autant plus que le pouvoir, sachant que le peuple était prêt à se soulever et que ces « *troubles internes* » menaçaient davantage sa domination que le danger extérieur, préférait la honte de la capitulation à la perspective d'un renversement.

Dans la première quinzaine d'août 1842, 75 navires anglais parviennent à la hauteur de Nankin. Les Anglais font grand étalage de leurs forces, puis annoncent qu'ils vont bombarder la ville. Yi Li-pou s'empresse de leur envoyer un émissaire qui leur apporte une proclamation de « *réconciliation éternelle* » émanant de l'Empereur en personne. Il fait dire à Pottinger que le Grand commissaire impérial Tsi Ying doit arriver d'un jour à l'autre et le conjure de différer le bombardement jusqu'à son arrivée.

Tsi Ying arrive le 11 août. Dans le but de l'intimider et d'annihiler toute velléité de marchandage lors des pourparlers, Pottinger convie Tsi Ying à « *visiter* » le vaisseau-amiral anglais... Cette visite produira l'effet attendu ; Tsi Ying rapportera à son souverain : « *ces barbares ont de forts navires, de terribles canons ! J'en avais déjà entendu parler, mais depuis que je suis monté moi-même à bord et que j'ai vu leurs canons de mes propres yeux, je comprends mieux que nulle force au monde ne pourrait leur résister* ».

L'empereur Tao Kouang finit par céder complètement et se résout à publier le honteux « *décret impérial* » par lequel il « *accorde à l'envahisseur tout ce qui est demandé* ». Le 29 août 1842, Tsi Ying et Li Yi-pou montent à bord du Cornwallis qui mouille devant Hsiakouan, tout près de Nankin. Acceptant toutes les conditions de l'envahisseur anglais sans soumettre aucun amendement, ils signent le « *Traité de Nankin* », traité de la souveraineté bafouée et de l'opprobre national. L'année suivante à Canton, Tsi Ying signe avec Pottinger les « *Statuts des*

cinq ports ouverts au commerce » et le « *Traité de Houmen* » qui parachèvent le Traité de Nankin.

Le Traité de Nankin fut le premier des traités inégaux imposés à la Chine dans l'histoire contemporaine. Comme le dira Marx, il s'agit d'un traité « *dicté à la Chine sous le feu des canons* » (29).

Les agresseurs anglais s'arrogèrent par ce traité des droits et des avantages considérables :

1) *L'occupation de Hong-kong.* Peu après la signature du « *projet de traité de Tchouanpi* » en janvier 1841? les Anglais avaient investi Hong-kong. Avec le Traité de Nankin, ils y établirent leur domination coloniale. Un siècle plus tard, Hong-kong servira de base d'appui à l'agression de l'impérialisme en Chine.

2) *Les cinq ports ouverts au commerce.* Le Traité de Nankin stipulait que les ports de Canton, Foutcheou, Hsiamen, Ningpo et Changhaï seraient ouverts au commerce extérieur. Par là, c'est toutes les provinces maritimes du Sud-Est qui durent ouvrir leurs portes à l'afflux des marchandises capitalistes. Le Traité de Houmen autorisait en outre les Anglais à bâtir des édifices sur les territoires investis et à les occuper à perpétuité. Par la suite, ils dénaturèrent cette clause en saisissant tous les prétextes pour s'octroyer et se faire concéder des terrains dans chaque port de commerce, les placer sous leur propre juridiction et s'en servir à tout moment pour mieux tenir la Chine en sujétion.

3) *L'extorsion d'énormes sommes d'argent.* Les dommages de guerre, le remboursement de l'opium et des dettes commerciales se montèrent à 21 millions de yuans, sans compter la rançon de 10 millions pour le recouvrement de Canton. Cette somme équivalait au tiers du reve-

(29) K. Marx, « Les effets du traité de 1842 sur le commerce sino-britannique », « La Chine, Marx et Engels », p. 327. UGE 10/18.

nu annuel du gouvernement impérial. L'Angleterre pillait ainsi sans vergogne le peuple chinois.

4) *La convention sur les droits de douane.* Cette convention priva la Chine de sa souveraineté sur la fixation des droits de douane qu'elle ne pouvait plus arrêter sans l'accord préalable de l'Angleterre. Les « *statuts des cinq ports ouverts au commerce* » stipulaient d'autre part des taux de douane très bas qui ne pouvaient excéder 5 % du prix des marchandises. Ces avantages permirent au capitalisme étranger d'écouler tous ses produits en Chine et de piller à moindres frais les matières premières du pays.

5) *La juridiction des consulats.* Lorsqu'un ressortissant anglais commettait un délit en territoire chinois, la justice chinoise ne pouvait pas le poursuivre ni le juger selon les peines prévues par les lois nationales. Seul le consulat d'Angleterre était autorisé à le poursuivre et le juger selon les lois anglaises. C'était là une grave atteinte à la souveraineté de la juridiction chinoise. Dès lors, tous les crimes étaient permis, les Anglais n'ayant plus à s'inquiéter des dispositions de la loi chinoise.

6) *La clause de la nation la plus favorisée.* Le Traité de Houmen stipulait que tout privilège accordé par la Chine à un quelconque Etat devait être partagé avec l'Angleterre. Par la suite, les traités imposés par la France et les Etats-Unis comportèrent chacun cette clause. Tous les agresseurs étrangers, dont les intérêts étaient liés entre eux, en vinrent ainsi à se liguer contre la Chine.

Bien que les traités fissent le silence sur la question de l'opium, il était convenu tacitement de laisser entrer en Chine de grandes quantités de drogue, exemptes de tous droits.

Dans cette Guerre de l'opium, l'Amérique fut toujours la complice de l'Angleterre. Après la signature du Traité de Nankin, l'ambassadeur extraordinaire des Etats-Unis,

Caleb Cushing, se montra à son tour menaçant et déclara que « *son gouvernement se verrait certainement dans la nécessité de contraindre une fois encore la Chine à la guerre* ». En juillet 1844, il força le gouvernement chinois à signer le Traité de Wanghsia qui conférait à son pays les mêmes privilèges que ceux qu'avait arrachés l'Angleterre et d'autres encore. Ainsi, la juridiction de leur consulat était plus étendue et les droits de douane plus restreints. De plus, les navires américains pouvaient désormais entrer librement dans les eaux territoriales chinoises, « *prospecter* » en tous points de la côte et bâtir dans les « *cinq ports ouverts au commerce* » des églises, des hôpitaux et d'autres établissements. Enfin, la dernière clause du Traité de Wanghsia stipulait la révision du traité 12 ans après sa signature. Cette clause devait permettre aux étrangers d'aller plus loin encore dans l'escroquerie et de léser un peu plus la souveraineté chinoise.

Puis, ce fut au tour de la France d'intervenir et de forcer la Chine, en octobre 1844, à signer le Traité de Houangpou. Outre les privilèges accordés à l'Angleterre et aux Etats-Unis, ce traité lui donnait des pouvoirs spéciaux pour propager la religion catholique en interdisant expressément l'endommagement ou la destruction des églises sous peine de très sévères châtiments.

Bientôt on allait voir tous les états capitalistes accourir à la curée et revendiquer un partage « *équitable* » des privilèges accordés aux premiers agresseurs. Le gouvernement des Tsing consomma sa trahison sous couvert « *d'impartialité* » et satisfit tout le monde.

La guerre de l'opium et la série de traités inégaux qu'elle a engendrés entraînèrent des changements importants dans la société chinoise. La Chine avait été jusque-là un pays féodal indépendant. Après la guerre, la souveraineté territoriale chinoise se trouva compromise dans son ensemble et le pays commença à perdre son indépendance

politique. La Chine, d'autre part, s'était suffi économiquement jusqu'alors. Mais la pénétration du capitalisme étranger disloqua entièrement son économie féodale naturelle et transforma le pays en marché d'écoulement et en source de matières premières pour le capitalisme mondial. Le président Mao l'a fort justement indiqué : « *A partir de la guerre de l'opium en 1840, la société chinoise s'est transformée peu à peu en une société semi-coloniale et semi-féodale* (30). » « *Par leur agression contre la Chine, les puissances impérialistes ont, d'une part, hâté la désagrégation de la société féodale et la croissance des éléments du capitalisme, transformant la société féodale en une société semi-féodale, et, d'autre part, imposé leur cruelle domination à la Chine, faisant d'un pays indépendant un pays semi-colonial et colonial* (31). »

Avant la guerre de l'opium, la contradiction principale dans la société chinoise opposait le système féodal aux masses populaires. Après la guerre, la contradiction entre l'impérialisme et la nation chinoise va bientôt déterminer toutes les contradictions de la société chinoise contemporaine, où la lutte de classes ne va pas tarder à se déchaîner comme jamais auparavant. La révolution démocratique bourgeoise va pouvoir s'engager contre l'impérialisme et contre le régime féodal.

(30) et (31) « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, pp. 329-330 et p. 333. E.P.

CHAPITRE II

La Révolution des Taiping

1. Hong Hsieou-tsiuan et le soulèvement à Kintien

En envahissant la Chine, le capitalisme étranger a non seulement créé une situation catastrophique pour le peuple chinois, mais a en plus intensifié l'ancienne contradiction des classes dans la société chinoise. Marx l'indique : « *le tribut à payer à l'Angleterre après la guerre malheureuse de 1840, l'énorme consommation improductive de l'opium, l'hémorragie de métaux précieux par suite du commerce de l'opium, l'action dévastatrice de la concurrence étrangère sur la production indigène et l'état de démoralisation de l'administration publique, ont eu un effet double : les impôts traditionnels se firent plus lourds et plus oppressifs, et de nouveaux vinrent s'ajouter aux anciens* » (1).

Dix ans après la fin de la guerre, les impôts avaient plus que décuplé. Autrefois, trois boisseaux de riz étaient largement suffisants pour payer les impôts d'un mou de terre ; maintenant six boisseaux ne suffisaient même pas à payer les impôts d'un terrain de même superficie. La grande masse des paysans ne supportait plus comme avant la domination des propriétaires féodaux, et ne pouvait continuer à vivre dans ces conditions.

Opprimé par les agresseurs étrangers et par la domination féodale du pays, le peuple chinois engagea une vive lutte de protestation. La vague de colère contre les Anglais, déclenchée par les habitants de Canton, qui refusaient l'entrée des Anglais dans cette capitale provinciale, se développa et s'étendit de jour en jour. Toutes les régions se soulevèrent contre le gouvernement Tsing. De 1841 à 1849, 110 soulèvements furent enregistrés. La lutte paysanne gagna le pays entier, notamment dans les trois provinces où les combats furent les plus violents, le

(1) « La révolution en Chine et en Europe. », « *La Chine, Marx et Engels* », p. 202. UGE 10/18.

Kouangsi, le Kouangtong et le Hounan. La vague de colère contre les Anglais et le soulèvement contre les Tsing accélérèrent l'éclatement de la première grande révolution dans l'histoire contemporaine de la Chine. C'est dans cette grande mutation sociale que la tempête révolutionnaire du « *Royaume céleste des Taiping* », dirigée par Hong Hsieou-tsiuan, traversa la Chine.

« *Depuis la défaite de la Chine dans la guerre de l'opium de 1840, les hommes de progrès chinois ont passé par d'innombrables épreuves alors qu'ils cherchaient la vérité auprès des pays occidentaux* (2). » Le leader de la révolution des Taiping, Hong Hsieou-tsiuan, fut l'un des premiers à se tourner vers l'Occident.

Hong Hsieou-tsiuan est né le 1er janvier 1814 à Kouanloupou, un petit village du district de Huahsien de la province du Kouangtong, dans une famille de paysans moyens pauvres. Ce village se trouve à 90 km de Canton. A l'aide de sévères économies, sa famille avait pu l'envoyer à l'école. A 16 ans, il dut abandonner ses études, faute d'argent et retourner garder les vaches de son père. A 18 ans, il obtint un poste d'instituteur à l'école primaire du village. Sa longue expérience d'instituteur de village, sa parfaite compréhension de la misère et des aspirations des paysans pauvres ont tissé entre lui et eux des liens de chair et de sang.

La laideur de la société, le malheur du peuple, ajouté à son indignation, ne cessèrent de développer en lui une vague irrésistible de colère et de protestation.

Dans sa jeunesse, Hong Hsieou-tsiuan, influencé par les doctrines confucéennes, avait décidé de faire une carrière de fonctionnaire. Il se rendit plusieurs fois à Canton pour y passer des concours mais échoua à chaque fois.

(2) « De la dictature démocratique populaire », *OEuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 4, p. 340. E.P.

Lors de son deuxième passage à Canton en 1836, il rencontra dans la rue un étranger et un Chinois qui prêchaient l'Evangile. A cette occasion, il reçut un petit livre rédigé par Liang Fa et distribué par les protestants : « *Bons conseils donnés au monde.* » Hong Hsieou-tsiuan le ramena chez lui, le parcourut rapidement et le laissa finalement de côté. L'année suivante, lors d'une maladie infectieuse qui dura quarante jours, Hong Hsieou-tsiuan eut des rêves et des visions de toutes sortes. Il s'éleva plusieurs fois contre « *les démons pratiquant la sorcellerie* » en criant : « *tuer les démons, tuer les démons* ! ». Il composa quelques vers qui disaient : « *Je tiens dans ma main tout le pouvoir de l'univers, je condamne les méchants et protège les bons afin de libérer le peuple de ses angoisses.* » Ces paroles généreuses annoncèrent l'apparition d'un nouveau leader des paysans qui proclamait son ambition d'éliminer tous les maux de la terre et de sauver le peuple de ce monde mauvais.

Pendant les six ans qui suivirent, Hong Hsieou-tsiuan continua d'enseigner dans l'école primaire du village. C'est en 1843 qu'il passa pour la dernière fois le concours d'entrée de fonctionnaire d'Etat ; or c'est à cette époque, peu après la défaite chinoise dans la Guerre de l'opium, que l'incapacité du gouvernement Tsing se révéla dans les domaines politique et économique. Un jour, discutant de la situation avec Hong Jen-kan, un de ses parents éloignés, Hong Hsieou-tsiuan tapa sur la table et dit, avec une émotion qu'il ne pouvait contrôler : « *le gouvernement des Tsing dépense chaque année des tonnes et des tonnes d'or pour acheter de l'opium et s'approprier les richesses du peuple, ce qui lui permet de vivre dans le luxe. Cela se reproduit année après année, depuis deux cents ans* (3). *Comment les riches ne deviennent-ils pas*

(3) La dynastie des Tsing a commencé en 1644 (N.d.T).

pauvres ? Et les pauvres, comment n'agissent-ils pas à l'encontre des lois ? ». La corruption des dirigeants Tsing, les soulèvements incessants, la cruauté des agresseurs étrangers, et enfin, la vague de colère de la population cantonaise, incitèrent cet intellectuel de souche paysanne à abandonner sa carrière de mandarin et à prendre le chemin de la révolution.

Poussé par l'idée de faire la révolution, Hong Hsieou-tsiuan étudia le petit livre « *Bons conseils donnés au monde* » qu'il avait délaissé si longtemps et y trouva des inspirations et des idées nouvelles. Il se nomma lui-même « *Deuxième fils de Dieu* », en faisant coïncider les propos du livre avec les visions de ses rêves et fonda, en juin 1843, la « *Société des adorateurs de Dieu* », d'apparence religieuse, mais révolutionnaire en substance. Les deux premiers membres de la « *Société des adorateurs de Dieu* » furent Fong Yun-chan, son collègue et camarade d'école, originaire du même village et Hong Jen-kan, un parent éloigné. Hong Hsieou-tsiuan fit forger une épée qu'il surnomma « *l'é[illegible] à trancher les maux* ». Dans un élan de générosité il écrivit ces vers :

J'ai dans la main une épée de trois mètres, pour conquérir
fleuves et montagnes
Le monde entier est une seule et même maison, buvons
ensemble la coupe du bonheur et de la joie
Chassons tous les « *démons* » et jetons-les en enfer !
Supprimons tous les traîtres et les buveurs de sang !

Dans ces vers on retrouve une fois de plus chez Hong Hsieou-tsiuan les intentions politiques de reconstruire son pays à la force de l'épée et d'éliminer tous les « *démons* » et les traîtres, c'est-à-dire tous les exploiteurs et les oppresseurs, pour établir un monde où tous appartiendraient à une seule famille vivant dans la paix universelle.

Après la fondation de cette société, Hong Hsieou-tsiuan entreprit sa première action d'inspiration révolutionnaire. Avec l'aide de Fong Yun-chan, il détruisit la statue de Confucius à l'école primaire du village. Cette action constituait à l'époque un défi à l'idéologie qui considérait depuis deux mille ans Confucius comme un saint inattaquable. Il entama ainsi la lutte anticonfucéenne du mouvement Taiping. Après cette action, Hong Hsieou-tsiuan, afin de porter un coup à l'influence féodale sur la classe paysanne, conçut avec beaucoup de soin une légende qui, s'appuyant sur le pouvoir de Dieu, dénonçait les œuvres de Confucius en l'accusant d'avoir mal instruit le peuple. Selon cette légende, Confucius s'était réfugié en enfer au milieu d'autres démons, mais en avait été retiré par des envoyés de Dieu et tellement fouetté qu'il se mit à genoux pour demander pardon. Un tel conte reflétait les sentiments typiques des paysans révolutionnaires, qui critiquaient durement Confucius et lançaient un appel à la lutte contre lui. C'est cette démarche qui entraîna les masses populaires, sous la direction du dirigeant du mouvement Taiping, à entreprendre simultanément deux actions : renverser le confucianisme et mettre fin au système social féodal, de façon à tracer le chemin de la révolution paysanne.

L'action révolutionnaire contre Confucius et ses œuvres valut à Hong Hsieou-tsiuan d'être persécuté par les protecteurs du confucianisme. L'école du village fut fermée, Hong Hsieou-tsiuan et Fong Yun-chan perdirent leur gagne-pain. Néanmoins, ils décidèrent d'aller vivre auprès des paysans, qui connaissaient des conditions d'existence encore inférieures. En avril 1844, sous le couvert de la religion, Hong Hsieou-tsiuan et Fong Yun-chan propagèrent les idées révolutionnaires dans la région de l'estuaire de la Rivière des Perles à Canton. Pour survivre, ils vendaient des pinceaux et de l'encre de Chine et ils eurent à sur-

monter de nombreuses difficultés. Ils atteignirent enfin la région de Koueiping-Koueihsien dans la province du Kouangsi.

Après quelques mois d'efforts laborieux dans les faubourgs de Koueihsien, ils enrôlèrent une centaine de membres et détruisirent ensemble le temple local. Ce furent les tout premiers germes révolutionnaires qu'ils semèrent dans cette province. Au début de l'hiver de cette année-là, Hong Hsieou-tsiuan retourna à Canton, tandis que Fong Yun-chan se rendait à Tsekingchan dans le district de Koueiping. C'est ainsi qu'ils se lancèrent dans la lutte pour la cause révolutionnaire.

Au cours de ces six mois d'expériences révolutionnaires Hong Hsieou-tsiuan eut des contacts plus étroits avec la vie du peuple chinois, et connut de plus près la grande misère populaire, ce qui renforça son indignation. A son retour au village, il reprit son poste d'enseignant et consacra en même temps ses forces à établir l'idée de base de la Société qu'il avait fondée. Entre 1854 et 1856, Hong Hsieou-tsiuan a écrit successivement plusieurs essais intitulés respectivement : « *L'Hymne de la doctrine originelle et salvatrice* », « *Les Enseignements de la doctrine* », « *Les Enseignements de la doctrine originelle et démystificatrice* ».

En adoptant certaines idées de la religion catholique, telles que l'idée d'égalité et d'entraide, le premier de ces essais commence par démontrer le besoin d'égalité chez les paysans révolutionnaires et va jusqu'à critiquer sévèrement les dogmes réactionnaires de Confucius et de Mencius qui soutenaient les oppresseurs et les exploiteurs et maudissaient les révolutionnaires. C'est ainsi que Hong Hsieou-tsiuan créa et développa les bases fondamentales de sa Société.

Son premier ouvrage « *l'Hymne de la doctrine originelle et salvatrice* » met en lumière l'égalité politique en ex-

pliquant que « *Dieu appartient à tous depuis les temps les plus anciens et qu'il n'y a donc qu'une seule famille sur terre* », que « *tous les hommes sont frères* » puisqu' « *aux yeux de Dieu, nous sommes tous ses enfants* ». Dans la société féodale, seul l'empereur avait le droit de se prénommer « *Fils du ciel* ». Confucius prêchait : « *l'empereur doit avoir une conduite d'empereur, le père celle d'un père, et le fils celle d'un fils* ». Cette formule soulignait la nécessité de distinguer entre nobles et roturiers : classe supérieure et classe inférieure. En condamnant ouvertement le dogme de Confucius, Hong Hsieou-tsiuan entama une attaque violente contre l'esprit de classe et le régime autocratique et monarchique de l'époque.

Le second ouvrage, « *Les enseignements de la doctrine* » inculque l'égalité économique. Il affirme avec enthousiasme que « *tous les hommes et femmes sont frères et sœurs, qu'il ne doit pas exister de barrières au sein du peuple* ». Il condamne le régime féodal du gouvernement des Tsing, responsable de l'état lamentable de querelles, de disputes, de tueries dans lequel la Chine se trouvait. Il exprime les aspirations du peuple qui souhaitait mettre fin à l'oppression féodale, répartir les richesses et construire un monde idéal où tout le monde appartiendrait à une seule famille vivant dans la paix éternelle.

Le troisième, « *Les enseignements de la doctrine originelle et démystificatrice* » indique le but de la lutte. Hong Hsieou-tsiuan traite de « *démons* » tous les dieux et les idoles, aussi bien que les confucianistes et les empereurs de la dynastie des Tsing et accuse les fonctionnaires du gouvernement, les propriétaires fonciers et les exploiteurs d'être leurs disciples-fantômes. Il appelle tous les hommes à s'unir pour exterminer ces êtres maléfiques. La lutte entre « *Dieu* » et les « *démons* », deux termes symboliques empruntés par Hong Hsieou-tsiuan au langage occidental,

est en fait une véritable lutte de classes entre les paysans et les propriétaires fonciers.

Lénine dit : « *L'idée d'égalité est l'idée la plus révolutionnaire dans la lutte contre le vieux régime de l'absolutisme en général, contre le vieux régime de la grosse propriété féodale en particulier [...] puisqu'elle exprime la lutte contre l'inégalité féodale* (4). » De cette grande lutte va naître une grande personnalité, Hong Hsieou-tsiuan qui, dans l'exercice de ce combat, va formuler dans une langue populaire et accessible, en prose ou en vers, l'idée rudimentaire d'égalité des classes qui existait déjà chez les paysans. Il donne à cette idée une forme religieuse pour en faire une arme psychologique propre à lutter contre le féodalisme.

« *C'est l'homme qui fait la religion, ce n'est pas la religion qui fait l'homme* (5). » Utiliser la religion comme couverture pour mobiliser et organiser les paysans constitue certes une limite à la guerre paysanne mais c'est un phénomène commun chez tous les peuples du monde, à une étape déterminée du développement historique. Engels dit : « *Les soulèvements paysans et le début de ceux des citadins dans l'Europe du Moyen-Age ont toujours été revêtus d'un manteau religieux [...] ; mais, derrière cette ferveur, se cachent chaque fois les réels intérêts de l'époque* (6). » Enlever ce manteau de mystère, c'est découvrir clairement que cette fondation religieuse, grâce à laquelle Hong Hsieou-tsiuan déclencha l'insurrection paysanne, était un instrument de propagande et une façon d'organiser les paysans.

Le petit livre des protestants « *Bons conseils donnés au*

(4) « Programme agraire de la social-démocratie », Lénine, *Œuvres*, tome 13, p. 249.

(5) K. Marx, « Contribution à la « critique de la philosophie du droit de Hegel », « Marx et Engels, Etudes philosophiques », p. 24. E.S.

(6) F. Engels, « Sur l'histoire des premiers temps du Christianisme », *OEuvres complètes de Marx et Engels*, tome 22, p. 526 de l'édition chinoise.

monde » expliquait la nécessité de vénérer « *l'unique et vrai Dieu, créateur de l'univers* », laissait entendre « *que le bonheur n'existe pas dans ce monde terrestre, et qu'on ne peut le trouver que dans le monde céleste* », enfin prêchait l'amour de l'ennemi pour éviter la contestation du pouvoir abusif. Mais Hong Hsieou-tsiuan prendra les exigences des paysans révolutionnaires comme point de départ pour continuer et développer encore l'idée traditionnelle des paysans rebelles que la Chine a connue tout au long de son histoire, c'est-à-dire « *la répartition équitable des richesses* ». Il attaquera les vertus telles que « *la patience et l'humilité* » prêchées par les protestants, modifiant ainsi le dogme chrétien. Puisque Dieu est unique, toutes les idoles, toutes les créations de l'esprit de superstition en Chine, et les empereurs comme les Confucianistes sont des « *démons* » et doivent donc être exterminés. Puisque chaque homme est le fils de Dieu, il doit donc être traité d'égal à égal. C'est pour cette raison que les paysans qui ont tant souffert ont le droit de se soulever pour exiger l'égalité et construire un monde céleste dans ce monde terrestre. Cette philosophie de résistance, préconisée par Hong Hsieou-tsiuan, est très différente de celle des protestants qui consiste en une obéissance servile. Un missionnaire américain, Issachar J. Roberts, dit que Hong Hsieou-tsiuan « *se servait de ses ridicules prétentions religieuses pour des fins politiques* ». De ce point de vue, il avait tout à fait raison.

En août 1847, Hong Hsieou-tsiuan se rendit à Tsekingchan dans le district de Koueiping de la province du Kouangsi pour rejoindre Fong Yun-chan. Tsekingchan est une région pauvre et aride de quelques kilomètres carrés. Les montagnes y sont très découpées et le village de Kintien, au sud, constitue le passage principal pour pénétrer dans cette région montagneuse. En dehors de la culture, le travail le plus courant y était la fabrication du charbon

de bois. La population menait une vie très pénible. C'est dans cette région que Fong Yun-chan entreprit une tâche difficile et remarquable. Pour répandre l'esprit révolutionnaire et organiser la population, il circulait partout, faisant n'importe quel travail pour survivre : transporteur de terre, ramasseur d'excréments ; ou participait à certains travaux saisonniers. Il finit par trouver un poste de précepteur dans la famille Tchen. Pendant ces trois ans de vie combattante, Fong Yun-chan gagna peu à peu la confiance de la population. Souvent, il sillonnait de nuit la région, escaladait et descendait les montagnes pour répandre les principes de sa Société aux villageois. Grâce à son enthousiasme et à sa persévérance, la Société devint une véritable organisation possédant deux à trois mille combattants.

Le Kouangsi était considéré par les propriétaires fonciers comme un repaire de brigands. Hong Hsieou-tsiuan arriva dans la région au moment où le soulèvement paysan battait son plein. Il se réjouit beaucoup de voir cette solide base révolutionnaire fondée avec tant d'acharnement par Fong Yun-chan. Pour mieux développer encore la cause révolutionnaire, Hong Hsieou-tsiuan et Fong Yun-chan décidèrent d'installer leur siège dans cette région. Ils élaborèrent ensemble les rites religieux de leur Société, ainsi que les « *Dix décrets célestes* », (par exemple : avoir la foi, s'abstenir de tuer, de violer, de mentir, de voler, etc.). Les « *Dix décrets célestes* » étaient des lois que les membres devaient respecter en temps de paix. En cas de guerre, ces lois devaient être observées avec encore plus de rigueur.

Au fur et à mesure que se développait la Société, Hong Hsieou-tsiuan et Fong Yun-chan tentaient de rassembler ses membres et préparaient secrètement le déclenchement de la révolution. Sous la direction de Hong Hsieou-tsiuan et Fong Yun-chan, les partisans détruisaient

les idoles, démolissaient les temples et stimulaient ainsi l'esprit révolutionnaire des masses. De tous ces événements, le plus célèbre fut celui de la destruction du roi Kan. On disait que le roi Kan était un dieu méchant, et les habitants de Hsiangtchéou le craignaient par-dessus tout. Le 28 octobre, Hong Hsieou-tsiuan et Fong Yun-chan se dirigèrent à la tête de leurs partisans vers le temple du roi Kan. Arrivés au temple, ils dénoncèrent les dix crimes commis par le roi Kan et passèrent immédiatement à l'action en brisant le « *démon* » Kan en mille morceaux. La destruction du temple du roi Kan contribua à élargir la réputation de Hong Hsieou-tsiuan. A partir de ce moment, la Société s'agrandit rapidement.

La lutte entre les révolutionnaires et les contre-révolutionnaires devint de plus en plus acharnée. Des propriétaires fonciers et des intellectuels locaux, considérant que la Société entraînait certains groupes à l'insurrection, s'opposèrent à elle en s'appuyant sur les forces locales. Au début de l'année 1848, Fong Yun-chan fut arrêté et mis en prison à Koueiping. Immédiatement après avoir appris cette mauvaise nouvelle, Hong Hsieou-tsiuan retourna à Tsekingchan et se rendit ensuite à Canton pour y trouver les moyens de le sauver. Cette attaque imprévue contre la Société, la panique qui s'empara de ses membres sans chef, désagrégèrent quelque peu la structure de l'organisation. A ce moment crucial, Yang Hsieou-tsing et Hsiao Tchao-kouei prétendirent que l'*« âme des saints pénétrait dans leurs corps »*, se présentèrent comme des porte-paroles du père et du frère du Ciel (Jésus) arrivant sur terre, et prirent la direction de la Société. Ils consolidèrent ainsi sa situation et apaisèrent ses membres. Grâce à leurs efforts, la Société continua de se développer. Fong Yun-chan fut libéré en octobre, après des luttes persistantes en prison. En juin 1849, Hong Hsieou-tsiuan et Fong Yun-

chan retournèrent à leur base révolutionnaire de Tsekingchan.

Au cours des luttes, la Société forma peu à peu son propre noyau de direction. A part Hong Hsieou-tsiuan et Fong Yun-chan, on y trouvait Yang Hsieou-tsing (originaire de Koueiping dans la province du Kouangsi, où il vivait de la culture de montagne, et de la fabrication du charbon de bois), Hsiao Tchao-kouei (paysan pauvre, originaire de Wouhsiuan dans le Kouangsi), Wei Tchang-houei (d'une famille de propriétaire foncier et de prêteur sur gage, originaire du village de Kintien près de Koueiping, devenu un dissident révolutionnaire), Che Ta-kai (originaire d'une famille de propriétaires fonciers de Kouaihsien dans le Kouangsi, entré dans la Société après s'être fait repousser par les propriétaires fonciers locaux).

La Société des adorateurs de Dieu se développa très rapidement. En 1850, son influence partit de Tsekingchan pour s'étendre à l'Est à Pingnan et Tenghsien, au Sud à Popai, Louchouan et Hsinyi dans le Kouangtong, à l'Ouest à Koueihsien, au Nord dans les villages de Wouhsien, Hsiangtcheou et leurs environs montagneux. Les forces principales étaient composées de paysans pauvres. C'étaient des ouvriers charbonniers, des mineurs, des ouvriers du transport ainsi que des artisans qui avaient rejoint avec enthousiasme la lutte révolutionnaire.

La lutte révolutionnaire s'amplifia de plus en plus. « *Réunissons-nous—tous pour lutter contre nos ennemis communs* » était un souhait unanime de tous les membres de la Société. En 1850, une grande famine ravagea la province du Kouangsi et la population affamée se souleva. Les Taiping profitèrent de cette situation confuse pour organiser un soulèvement armé. En juillet, Hong Hsieou-tsiuan donna l'ordre de mobilisation générale, demandant à tous les membres de la Société de se réunir le 4 novembre au village de Kintien. Plus de dix mille membres,

hommes, femmes, jeunes et vieux, tous animés d'un esprit combatif, se rassemblèrent dans les camps des Taiping à Kintien. Sous la direction du noyau central, les partisans soulevés apportèrent chacun leur part d'argent à la « *Trésorerie sacrée* », après avoir vendu leurs biens familiaux. Ils vivaient ensemble grâce à cette caisse commune qu'on répartissait entre tous les membres en parts équitables. Les membres de la Société s'astreignaient, d'une part, à un entraînement militaire rigoureux et, d'autre part, fabriquaient eux-mêmes leurs armes ; ils organisèrent ainsi une armée destinée à combattre l'armée impériale des Tsing. Apres une longue preparation, Hong Hsieou-tsiuan alluma à Kintien le flambeau de la révolution paysanne.

2. Avance militaire triomphale

Le 11 janvier 1851, la Société des adorateurs de Dieu lança l'insurrection du village de Kintien, dans la province du Kouangsi. La société des Taiping fut appelée « *le Royaume céleste des Taiping* ». L'armée Taiping, sous le commandement de Hong Hsieou-tsiuan, se jura de renverser la domination féodale des Tsing. Elle réunit tous les effectifs animés de la volonté commune de reconstruire la patrie, et commença une marche triomphale irrésistible.

Le drapeau des Taiping s'éleva dans le ciel des régions du Sud. Partout, des rebelles paysans se joignaient à son appel. Les rebelles armés du « *Mouvement du ciel et de la terre* » (une association secrète anti-Tsing), dirigés par Lo Ta-kang vinrent à leur rencontre.

Le 25 mars, Hong Hsieou-tsiuan se déclara chef suprême à Wouhsien et prit le nom de « *roi du ciel* ».

Au cours des huits mois qui suivirent l'insurrection à Kintien, l'armée des Taiping conbattit successivement à Koueiping, Wouhsien, Hsiangtcheou, Pingnan et put rom-

pre à plusieurs reprises les encerclements de l'armée contre-révolutionnaire des Tsing. Le gouvernement des Tsing fut pris de panique devant l'avance des révolutionnaires Taiping. A deux reprises, le commandement impérial chargé de la répression fut changé ; Li Hsing-yuan, battu à plusieurs reprises, devait mourir désemparé sur le champ de bataille ; le grand secrétaire Saichanga, commandant l'armée impériale, se trouva impuissant devant l'habileté et la fougue des Taiping. En septembre, Fong Yun-chan et Hsiao Tchao-kouei remportèrent une brillante victoire à Kouantien dans le district de Pingnan. L'armée des Tsing dirigée par le commandant régional du Kouangsi, Hsiang Jong, fut attaquée par l'armée des Taiping avant même d'avoir pu installer son camp.

Yong'an, ville stratégique, est entourée sur trois côtés, à l'Est, à l'Ouest et au Nord, de montagnes escarpées. La rivière Maï et son affluent contournent deux de ses côtés vers le Sud. C'est dans cette ville que Hong Hsieou-tsiuan émit de nombreux décrets, réforma l'administration et l'armée, et mit en place différents systèmes, dotant ainsi le Royaume céleste des Taiping d'une base solide.

Dès le début, les Taiping vécurent dans des conditions rudimentaires et difficiles, mais dans l'égalité et l'entraide. Les soldats étaient animés d'un seul cœur et d'un esprit fort. Pour maintenir une discipline militaire rigoureuse, Hong Hsieou-tsiuan ordonna que « *chacun se consacre au bien de la Société* ». Tout le butin récolté dans les villes assiégées ou qui s'étaient rendues fut versé dans la « *Trésorerie sacrée* ». Il enseigna à ses officiers et à ses soldats l'observance des « *Décrets célestes* » (notamment s'abstenir de viol et de mauvaise conduite). Tous ceux qui agissaient à l'encontre de ces lois, une fois découverts, étaient décapités sur-le-champ et leurs têtes exposées sur la place publique. Il élabora également des mesures concrètes de récompenses ou de châtiments en vue de stimuler l'esprit de

lutte. Une discipline rigoureuse non seulement renforça le potentiel des combattants de l'armée mais gagna aussi les sympathies et le soutien des habitants.

Hong Hsieou-tsiuan envoyait ses hommes dans les campagnes pour faire connaître la politique des Taiping, expliquant que le but des soldats était d'exterminer les « *démons* » : les habitants des villes pouvaient donc continuer à vivre sans être dérangés. Ceux qui voulaient rejoindre l'armée étaient assurés de la nourriture et du vêtement. Dans la ville de Yong'an, les Taiping attaquèrent violemment la classe des propriétaires fonciers, confisquèrent leurs biens mal acquis et les forcèrent à faire des dons. La population tout entière était mobilisée pour ces confiscations. Le fermage était également interdit.

Le 17 décembre 1851, le « *roi du ciel* » Hong Hsieou-tsiuan attribua les titres de « *roi de l'Est* » à Yang Hsieou-tsing, « *roi de l'Ouest* » à Hsiao Tchao-kouei, « *roi du Sud* » à Fong Yun-chan, « *roi du Nord* » à Wei Tchang-houei ; Che Ta-kai fut nommé « *vice-roi* ». Chacun était sous les ordres du « *roi de l'Est* ». Dans l'administration nouvellement établie, Tsin Je-kang et Hou Yi-houang assurèrent deux postes de ministre. Louo Ta-kang, celui de Premier ministre. C'est ainsi que s'est formé petit à petit l'organe dirigeant de la révolution. Cependant la position spéciale que détenait le roi de l'Est, Yang Hsieou-tsing, (même Hong Hsieou-tsiuan devait se mettre à genoux pour l'écouter), ainsi que son pouvoir réel dans l'armée et dans l'administration firent apparaître une double direction qui sema les germes d'une future division.

Au cours de l'occupation des Taiping à Yong'an qui dura plus de 6 mois, la puissance contre-révolutionnaire des Tsing ne cessa de se renforcer, essayant en vain, par un encerclement militaire et un blocus économique, d'anéantir le jeune Royaume céleste des Taiping dans cette ville.

Au début d'avril 1852, les vivres commençant à man-

quer, Hong Hsieou-tsiuan donna l'ordre de percer l'encerclement Tsing, appelant « *tous les habitants, hommes, femmes à s'unir et à prendre les armes avec courage afin de tuer les "démons".* » L'armée Taiping brisa enfin l'encerclement et s'empara de Kousoutchong, territoire sous la protection des Tsing. Mais ses arrières furent attaqués par l'armée Tsing dirigée par le commandant en chef de la division du Sud, Wou Lan-tai qui, croyant le moment venu, poursuivit les Taiping et fut, à son tour, battu de deux côtés à la fois dans une embuscade des Taiping qui les attendaient à Liaolong. Les pertes Tsing furent importantes. Quatre officiers furent tués. Wou Lan-tai, en tombant dans un fossé, échappa à la mort.

L'armée Taiping lança ensuite une violente offensive sur Koueilin, le quartier général des contre-révolutionnaires du Kouangsi. Cette ville était ceinturée d'un solide rempart. Son commandant en chef, Hsiang Jong, n'osa pas tenter une sortie. Les Taiping montèrent des échafaudages ; mêmes les femmes s'engagèrent à leurs côtés ; les enfants poussèrent des cris pour augmenter l'energie au combat. Cela dura plus d'un mois. Mais d'autres troupes contre-révolutionnaires accoururent au secours de la ville : le 19 mai, les Taiping l'abandonnèrent et se dirigèrent vers le Nord. Le 3 juin, ils prirent Tsiuantchéou et pénétrèrent dans la province du Hounan. Fong Yun-chan, roi du Sud, fut gravement blessé à Tsiuantchéou et mourut peu après. Le Royaume céleste des Taiping perdit avec lui un chef brillant et courageux.

Avant et après le soulèvement à Kintien, les insurrections contre le gouvernement Tsing, lancées au Hounan par le « *Mouvement du Ciel et de la Terre* », furent particulièrement efficaces. A son entrée dans cette province, l'armée Taiping promulgua trois édits signés du roi de l'Est, Yang Hsieou-tsing, et du roi de l'Ouest, Hsiao Tchao-kouei. Comme trois couteaux effilés, ces trois édits

firent l'autopsie de la classe dirigeante Tsing et de son régime féodal, en révélant leur cruauté et leur laideur. Ils condamnèrent le gouvernement Tsing comme un royaume de riches infesté de fonctionnaires corrompus. Ils déclarèrent que le but de l'organisation Taiping était de chasser les « *démons* » sous la protection de Dieu. Ils appelèrent le peuple à se soulever et à rejoindre les Taiping pour assouvir une haine sans égale. Sur leur passage, les Taiping massacrèrent les bureaucrates, les riches, les notabilités locales, les propriétaires fonciers, brûlèrent les locaux des yamen, les formulaires des impôts fonciers et des emprunts. Ils mirent le feu également aux temples confucianistes et à une grande quantité d'ouvrages tels que les « *Quatres livres* » et les « *Cinq classiques* ». Toute la population s'en réjouit.

Des milliers de Hounanais se joignirent à l'armée Taiping pour « *exterminer les Tsing* » dans un effort commun. En moins de trois mois, l'armée Taiping atteignit le chiffre de cent mille hommes, y compris les anciens combattants du Kouangsi. Quelques milliers d'anciens mineurs rejoignirent l'armée à Taotcheou et Pintcheou et formèrent une division spéciale dite du génie, corps particulièrement important qui eut la charge de creuser des tunnels et d'abattre les murailles.

Le 11 septembre, Hsiao Tchao-kouei, commandant une troupe d'avant-garde arriva dans la banlieue de Tchangcha. L'armée Taiping se mit à bombarder la ville. A la tête de tous ses soldats, Hsiao Tchao-kouei s'élança à cheval, l'épée au poing, pour attaquer le portail Sud. Hélas, il fut abattu par un boulet de canon. En apprenant la nouvelle, Hong Hsieou-tsiuan, furieux, mit en branle l'armée tout entière et encercla la ville dans une violente offensive. Le combat fut acharné. La division du génie creusa des tunnels et abattit les murs dès le troisième coup de canon. Le siège dura deux mois. Toute la force Tsing

étant massée dans la seule ville de Tchangcha, Yang Hsieou-tsing décida à la fin « *d'éviter toutes villes fortifiées et de s'attaquer uniquement à des villes non gardées* ». Il retira brusquement ses troupes, contourna la ville de Tchangcha et prit facilement la ville de Yiyang. Il traversa la région du lac Tongting sans encombres. En décembre, la ville de Yuétcheou fut prise sans manifester aucune résistance. A Yiyang et Yuétcheou, les Taiping obtinrent des quantités de jonques, de fusils, de canons ; de nombreux bateliers gagnés à leur cause formèrent ensuite une division navale, ce qui augmenta beaucoup la force des Taiping.

Après une réorganisation lors d'une courte trêve, l'armée Taiping partit de Yuétcheou et descendit la rivière. « *Sur la rivière circulait des milliers de jonques transportant des hommes courageux et belliqueux et sur les deux rives marchait une armée colossale* » ; telle fut l'image grandiose d'une avance triomphale de l'armée Taiping. Au cours de la deuxième quinzaine de décembre, l'armée Taiping s'empara des villes de Hanyang, puis Hankeou. A Hanyang, ils construisirent un pont en fil de fer reliant les jonques les unes aux autres, et traversèrent ainsi le fleuve Yangtsé pour gagner la ville de Woutchang sur l'autre rive. Les habitants de la banlieue de Woutchang se précipitèrent pour leur servir de guides et leur fournir des renseignements. Les Taiping, au courant de la situation de la ville, adoptèrent la tactique suivante : « *faire beaucoup de bruit à l'Est et attaquer à l'Ouest* », et en même temps camouflèrent les travaux de construction de tunnels. Le 12 janvier 1853, à l'aube, les murs de la porte Wentchang cédèrent sous les mines, et huit combattants suivis de la troupe Taiping pénétrèrent dans la ville et l'occupèrent tout entière. La discipline de l'armée Taiping pendant l'occupation de la ville fut très sévère. « *Aucun fonctionnaire Tsing ne survécut, mais aucun civil ne fut touché* ». Au-

cun acte à l'encontre des lois ne fut permis. L'idée de la révolution se répandit parmi les habitants. Beaucoup se joignirent à l'armée, coiffés d'un turban rouge. Ils firent preuve d'une ardeur révolutionnaire sans précédent.

Woutchang fut la première capitale provinciale prise par les Taiping. L'Empereur, et tous les propriétaires fonciers, effrayés par la marche triomphale et irrésistible des Taiping, en perdirent l'appétit et le sommeil. Pour arrêter l'avance des Taiping et écarter cette situation dangereuse où il n'avait connu jusqu'alors que des échecs, l'Empereur confia à Lou Tsien-ying, commandant en chef du Kouang-si-Kouangtong, la défense des deux provinces, le Kiangsou et l'Anhouei.

Le 10 février 1853, Hong Hsieou-tsiuan, commandant une armée de cinq cent mille hommes, partit de Wouhan, avança par voie d'eau et par terre vers Nankin. Des milliers de jonques, dont les voiles cachèrent le fleuve, transportèrent vers l'Est les vivres et les armes nécessaires. Sur les deux rives, les bannières de l'armée Taiping flottaient au rythme de sa marche victorieuse. Elle s'empara en un clin d'œil des villes de Kieoukiang, d'Anking, de Wouhou et de Taiping. Sur son passage un grand nombre d'hommes se joignirent à elle. L'armée Taiping, y compris la division navale et la division terrestre, s'éleva au nombre d'un million d'hommes. Le 8 mars, les Taiping arrivèrent devant les murs de la ville de Nankin. L'armée Tsing stationnée dans la ville fut prise de panique. Le gouvernement Tsing blâma Lou Tsien-ying dans le but de le piquer au vif et le contraindre à remporter la victoire, ce qui souleva l'esprit de combat de ses troupes. Pourtant, rien ne résista devant la force dévastatrice de la révolution. Le 19 mars, l'armée Taiping, sous le commandement de quelques grands généraux, dont Lin Feng-hsiang, détruisit au canon la porte Yifong ; le lendemain, elle pénétra dans la deuxième enceinte de la ville, tua le général Ning Ho, et

occupa Nankin. Les Taiping aux cheveux longs, coiffés d'un turban rouge, vêtus d'un habit court, tenant dans la main un sabre ou une lance, entrèrent triomphalement dans la ville, par colonnes de 25.

Hong Hsieou-tsiuan changea le nom de la ville de Nankin, l'appela la Capitale céleste et en fit désormais la capitale du royaume, établissant ainsi un régime révolutionnaire paysan contre le régime des propriétaires fonciers des Tsing.

« *Avec la profondeur de l'action historique augmentera donc l'ampleur de la masse dont elle constitue l'action* (7). »

Lors du soulèvement à Kintien, les Taiping ne formaient qu'une armée de dix mille hommes ; en deux ans et deux mois, ils combattirent du Kouangsi jusqu'à Nankin et devinrent forts d'un million. Leur succès reflétait le désir du peuple chinois de renverser l'empire Tsing. Rien ne peut résister au courant de la volonté populaire.

La révolution Taiping encouragea les soulèvements paysans qui se multiplièrent à travers le pays tout entier. Au Foukien, éclatèrent le soulèvement de la « *Société des Petits couteaux* » et celui de la « *Société de l'Argent rouge* ». La « *Société des Petits couteaux* » formée à Changaï, était dirigée par Lieou Li-tchouan. Par ailleurs, la « *Société du Ciel et de la Terre* » se souleva dans les trois provinces du Kouangtong, Hounan et Kiangsi. Au Kouangsi éclata également le soulèvement du « *Royaume céleste des Chenping* ». L'armée révolutionnaire des Nians se forma dans les provinces de l'Anhouei et du Honan. Le peuple en colère prenait partout les armes. Dans le pays entier ces soulèvements furent encouragés et formèrent une force commune de lutte qui se répandit comme une mer de feu sur l'empire des Tsing.

(7) « La Sainte Famille », K. Marx et F. Engels, p. 104. E.S.

En 1853, Marx, le grand maître de la révolution prolétarienne, célébrait avec enthousiasme la révolution Taining : « *les révoltes chroniques de ces dix dernières années en Chine [...] confluent aujourd'hui vers un bouleversement gigantesque* » (8).

Bien qu'à court de moyens, le gouvernement Tsing ne voulut jamais se retirer volontairement de la scène de l'histoire. Vers les mois de mars et avril 1853, une armée de dix-sept mille hommes, commandée par Hsiang Jong, poursuivit les Taiping jusqu'à Nankin. Dans les environs de Tsiaolinhouei, à l'Est de la ville, elle installa son camp, qui fut appelé le « *Grand camp de la rive Sud du fleuve* ». Une autre armée conduite par Tsi Chan et Tchen Pao, installa près de la ville de Yangtchéou un camp qui fut appelé le « *Grand camp de la rive Nord du fleuve* ». Ces deux armées contre-révolutionnaires, semblables aux deux serres d'un rapace étaient prêtes à tout moment à s'emparer de la Capitale céleste. Partout, les propriétaires fonciers, les dignitaires locaux et les riches familles réunirent des forces locales pour exterminer les Taiping.

Pour faire face à cette situation, les dirigeants du Royaume céleste des Taiping décidèrent non seulement de renforcer la défense de la capitale, mais aussi d'engager une lutte militaire pour consolider et développer la victoire de la révolution. Il fallait dès ce moment profiter de cette situation favorable et combattre vers le Nord pour s'emparer de l'Empire. Il fallait combattre sur le fleuve en direction de l'Est pour en dominer le cours supérieur en vue de protéger la Capitale céleste.

En mai 1853, une armée d'élite de vingt mille hommes, dirigée par Lin Feng-hsiang et Li Kai-fang, quitta la ville de Yangtcheou et marcha vers le Nord. Hong Hsieou-

(8) « La révolution en Chine et en Europe », « La Chine, Marx et Engels », p. 200. UGE 10/18.

tsiuan leur indiqua qu'il fallait pénétrer dans le Nord par surprise pour pouvoir prendre Pékin. Grâce au soutien considérable que leur apporta la population du Nord, l'armée Taiping put avancer, en brisant sur son passage les forces Tsing, pourtant bien supérieures en nombre. Elle franchit la région du Nord de l'Anhouei, combattit ensuite au Honan, traversa le Fleuve Jaune, la province du Chansi, et gagna enfin la province du Hopei. Le 13 octobre, l'avant-garde de l'armée s'approcha de Paoting. Fin octobre, elle gagna Tsinhai et Toulieou, au Sud de Tientsin. La cour impériale était terrifiée. Pékin était en état de siège. Les hauts fonctionnaires s'enfuirent l'un après l'autre de la capitale. L'Empereur, effrayé, était prêt à se réfugier au Jéhol.

Traversant six provinces, l'expédition du Nord de l'armée Taiping ébranla Pékin et Tientsin. Cependant, en février de l'année suivante, le manque de ravitaillement l'obligea à se retirer vers le Sud en attendant de l'aide. Or, les renforts envoyés à deux reprises par la Capitale céleste furent arrêtés en route par l'armée Tsing et ne purent atteindre l'expédition du Nord. Au mois de mai, Lin Feng-hsiang et Li Kai-fang, conduisant l'armée entière de l'expédition du Nord, combattirent à Foutcheng en vue de briser l'encerclement des Tsing, mais furent coincés l'un à Lientcheng dans la province du Hopei, l'autre à Kaotangtcheou dans la province du Chantong. Dans cette situation critique, l'armée Taiping fit preuve une fois de plus de son courage héroïque. En mars 1855, à Lientcheng, Lin Feng-hsiang, à la tête de ses soldats, lança une violente attaque pour briser l'encerclement des Tsing. Malheureusement, il fut touché au bras par une flèche et, perdant son sabre, fut ensuite capturé. Dédaignant la mort, il mourut héroïquement, exécuté à Pékin le 15 mai. Ce même mois, Li Kai-fang, commandant une autre armée Taiping brisa l'encerclement Tsing à Kaokangtcheou et se retira ensuite



La révolution du Royaume céleste des Taiping

dans le village de Fengkouang du district de Tchepin. Le commandant de l'armée Tsing donna l'ordre de percer le canal pour noyer le village. L'armée Taiping de l'expédition du Nord fut ainsi sacrifiée. Les derniers soldats moururent d'une mort héroïque. En même temps que l'expédition du Nord, le Royaume céleste des Taiping confia à Hou Yi-houang et Lai Han-ying le soin de conduire une armée navale de plus de mille jonques militaires chargée de combattre à l'Ouest. En juin, la ville d'Anking fut prise ; en septembre, Kieoukiang ; en octobre Hankeou et Hanyang. Au printemps 1854, l'expédition de l'Ouest entra dans la province du Hounan où elle rencontra une forte résistance de la part de l'armée Hsiang (force locale de la province du Hounan) dirigée par Tseng Kouo-fan.

Tseng Kouo-fan, grand propriétaire foncier du village de Hsiang, était un haut fonctionnaire de la cour impériale. En 1853, il s'installa, à la mort de ses parents, dans la maison familiale. Il représentait un élément dur de la classe des propriétaires fonciers, partisan acharné du système féodal. Sous le commandement de l'Empereur, il constitua une force locale dans sa province natale du Hounan. Au nom de l'idéologie confucianiste, du patriotisme, et de la tradition familiale, il rassembla des hommes de la province et souleva une troupe contre-révolutionnaire de propriétaires fonciers.

En février 1854, l'armée Hsiang était formée. Elle comprenait dix-sept mille hommes ; elle était composée d'une division navale et d'une division terrestre. Avant de s'engager dans l'attaque contre les Taiping, Tseng Kouo-fan brandit une bannière noire sur laquelle on lisait l'inscription : « *hommage à Confucius* », et il rédigea également un manifeste pour « *l'anéantissement des bandits du Kouangtong* ». Il attaqua violemment la révolution des Taiping, inventa une théorie contre-révolutionnaire. Le 28 avril, Tseng Kouo-fan commandant lui-même l'armée

Hsiang, s'avance vers Tsingkang au bord du lac Tongting. L'armée Taiping l'accueille au canon, met le feu aux jonques de l'armée Hsiang et en coupe les cordages. La division navale de l'armée Hsiang est complètement anéantie et la division terrestre, attaquée, s'enfuit dans toutes les directions. C'est une débâcle totale. Tseng Kouo-fan, cerné, se jette à l'eau mais est repêché plus tard par ses hommes. Au même moment, une division de l'armée Hsiang attaque Hsiangtan, par le fleuve et par la terre, et bouscule l'armée Taiping qui doit se retirer vers le Nord et évacuer les provinces du Hounan et du Houpei. Au début de l'année suivante, lors des combats à Hankeou et Kieoukiang, avec peu d'hommes, l'armée Taiping remporte, grâce à un stratagème, une glorieuse victoire contre l'armée Hsiang beaucoup plus nombreuse qu'elle. Tseng Kouo-fan se lamente, « *je suis, dit-il, cerné de toute part, sans possibilité de demander du secours, et terrifié jusque dans mes rêves* ». Il feint une nouvelle fois le suicide en se jetant à l'eau. Profitant de cette situation victorieuse, les Taiping lancent l'offensive et occupent de nouveau les villes de Hanyang et de Woutchang.

Après trois ans de lutte, les Taiping ayant remporté de nombreuses victoires sur le cours supérieur du Yangtsé, la partie orientale du Houpei et du Kiangsi et une grande partie de l'Anhouei se retrouvèrent sous leur contrôle.

Lors du premier semestre 1856, les Taiping remportèrent également de brillants succès militaires. Ils détruisirent le « *Grand camp de la rive Nord du fleuve* » et le « *Grand camp de la rive Sud du fleuve* » et firent disparaître ainsi les dangers qui menaçaient la Capitale céleste.

La période comprise entre le soulèvement de Kintien et l'installation de la Capitale céleste, entre l'expédition du Nord et de l'Ouest et l'anéantissement des deux camps

des Tsing constitue le sommet des victoires militaires du Royaume céleste des Taiping.

3. Puissante propagation de la lutte anticonfucianiste

Hong Hsieou-tsiuan n'a pas seulement dirigé les combattants révolutionnaires du Royaume céleste des Taiping dans la lutte armée contre le monde ancien mais il a aussi lié le renversement du système despotique féodal à la destruction du support spirituel de cette domination : le confucianisme. Sur le plan idéologique et culturel, les mouvements qui attaquèrent violemment Confucius et Mencius occupèrent une place dominante. En Chine, qui veut la révolution et le progrès doit forcément s'opposer à Confucius ; qui veut combattre la révolution et régresser doit alors vénérer Confucius. Au cours de la révolution des Taiping, un conflit aigu a éclaté entre partisans et adversaires de Confucius ; cette bataille n'était que la prolongation d'une guerre menée entre les deux parties depuis l'époque des Royaumes combattants (9), et le reflet de la lutte à mort entre la classe des propriétaires fonciers et la paysannerie.

L'idéologie anticonfucianiste de Hong Hsieou-tsiuan se base sur les exigences égalitaires de la paysannerie, ce qui explique pourquoi les masses paysannes accepteront la rapidité du processus de lutte. Comme un véritable ouragan, les armées Taiping progressent sur la route de la victoire en balayant violemment sur leur passage « Confucius et sa boutique » et les héros paysans foulent Confucius de leurs pieds boueux. Les temples, les portraits et les tablettes confucéennes qui, sur le plan spirituel, inspiraient au

(9) 475 à 221 av. J.-C. Epoque charnière entre l'ancienne société esclavagiste, vantée par Confucius, et la nouvelle société féodale, soutenue par les légistes anticonfucéens. (N.d.T.).

peuple un respect ridicule depuis plus de deux mille ans, sont tous brûlés et détruits. L'armée des Taiping incendie les temples confucianistes de Tchentcheou et Taotcheou, brûle ceux de Tatcheng et de Lintsingwen dans le Chantong, détruit aussi les tablettes du temple Kienchanwen dans l'Anhouei. Elle transforme les temples de Nankin en « *abattoirs publics* » où on met à mort les bœufs, les porcs et les chiens et où « *l'on barbouille entièrement les têtes de Confucius et de Mencius avec du sang de chien* ». Les flammes violentes de la révolution paysanne réduisent en cendres les « *cinq classiques* » et « *les quatre livres* » que la classe dominante féodale tenait pour vérités intangibles. La classe des propriétaires fonciers, frénétique, piétine de rage, maudissant ce mouvement Taiping qui « *ose traiter absurdement Confucius et Mencius de « démons », et brûler durant un jour entier les essais historiques et classiques* ». En fait, cela n'a rien d'un crime, c'est un superbe exploit révolutionnaire des paysans ! Les injures haineuses des ennemis ne sont que le reflet du progrès de l'esprit grandiose de la lutte anticonfucianiste des Taiping.

Toutes les factions réactionnaires vénéraient la clique confucianiste. La féodalité dominante de la dynastie des Tsing, dirigée par l'empereur Hsien Feng et par Tseng Kouo-fan, s'armant d'un couteau de boucher, déclenche une atroce répression militaire contre les Taiping et, agitant la bannière noire d'« *hommage à Confucius* », elle entreprend un « *siège* » culturel contre le Royaume céleste.

L'empereur Hsien Feng en personne prend la tête du mouvement et ordonne à ses ministres confucianistes la rédaction de quatre rapports propageant la doctrine de Confucius et de Mencius : « *régler sa conduite* », « *bien diriger sa famille* », « *gouverner le pays* » et » *faire régner la paix dans le monde* ». Il se rend lui-même au temple Linwen où il accomplit un sacrifice à Confucius. Il réunit les fonctionnaires chinois et mandchous pour leur parler de

« *l'Invariable Milieu* » et demande aux chiens couchants qui sont ses esclaves « *de calquer leur pensée sur celle de leurs ancêtres et leur politique sur la leur* », et de réprimer d'un commun accord la révolution des Taiping. L'« *appel à punir les mystérieux brigands* », de Tseng Kouo-fan, le grand bourreau, est manifestement de mauvaise foi. Il soutient avec force la doctrine de Confucius et Mencius, les commandements et enseignements des sages et les principes de la morale féodale. On y lit : « *depuis Tang le Victorieux, l'empereur Yu et les trois anciennes dynasties, les saints hommes des générations successives ont préservé les commandements et les enseignements des sages et classé honnêtement les relations humaines entre le prince et le vassal, le père et le fils, le haut et le bas de l'échelle, le respectable et le méprisable ; on ne peut pas plus inverser la nature d'une telle ordonnance, qu'on ne peut échanger le chapeau et les sandales* ».

Tseng Kouo-fan s'en prend aussi au Royaume céleste des Taiping, incendiaire du temple de Lintcheou (autrement dit le temple de Confucius), destructeur des tablettes ancestrales du saint homme (alias Confucius), qui « *empêche les lettrés de réciter les classiques confucéens* », et « *balaye totalement les rites chinois plusieurs fois millénaires des principes, canons, livres et poèmes sur les relations humaines* » ; effrayé, il clame que la lutte anticonfucianiste des Taiping « *menace de jeter par-dessus bord tous les rites, l'ensemble des obligations morales, des canons classiques et des codes que la Chine possède depuis des millénaires* », que c'est un désastre sur lequel Confucius et Mencius « *se lamentent dans l'autre monde* ». Tseng Kouo-fan invite la classe des propriétaires fonciers et ses intellectuels à se dresser pour défendre la Voie, en réprimant en commun la révolution des Taiping, en éteignant le feu ardent de l'anticonfucianisme, et en s'opposant avec une extrême intransigeance à la flamme révolutionnaire.

Partout où les combattants révolutionnaires des Taiping ont brûlé les temples et les effigies de Confucius, les propriétaires fonciers, qui reconnaissaient en Tseng Kouo-fan le représentant de leur classe féodale, réparent les temples, relèvent les idoles jetées à terre ; les Taiping ayant brûlé la plupart des exemplaires des « *quatre livres* » et des « *cinq classiques* », Tseng crée des entreprises de réimpression des textes confucéens, où l'on colporte anarchiquement la doctrine de Confucius et de Mencius ; les Taiping ayant voulu renverser la domination féodale de la dynastie des Tsing et faire table rase des inetpies de Confucius et Mencius, Tseng lance alors les mots d'ordre : « *protégeons les princes de la doctrine* », « *couchons sur la paille et mangeons du fiel pour affermir notre résolution de vengeance, afin d'exterminer les féroces rebelles* ». Le visage bouffi de rage, Tseng Kouo-fan, le représentant de la pensée confucéenne, s'oppose à Hong Hsieou-tsiuan, adversaire de Confucius. On ne pouvait que souhaiter la peine capitale pour Tseng si l'on voulait que nos descendants pussent vivre en paix.

Pourtant la révolution ne peut pas être écrasée par la menace. Après la désignation de la Capitale céleste à Nankin, la lutte anticonfucianiste continua à se développer suivant l'implantation du pouvoir révolutionnaire et l'évolution des aspects du combat.

Après 1853, dans la réédition de l'« *Edit royal des Taiping* », Hong Hsieou-tsiuan apporte des corrections notables à « *l'Hymne de la doctrine originelle et salvatrice* », aux « *Enseignements de la doctrine* » et aux « *Enseignements de la doctrine originelle et démystificatrice* » publiés avant l'édification de la Capitale céleste : il y supprime toute référence aux paroles de Confucius et de Mencius. « *l'Hymne des cent loyautés* » qu'il avait composé très tôt lui-même est totalement délaissé à cause de son ton trop confucianiste. « *Les Enseignements de la doctrine originel-*

le et démystificatrice » citaient ce passage du chapitre Li-yun du Livre des Rites : « *Selon Confucius, pour prendre la route de la grande Voie, le monde doit être gouverné par un seul esprit public* ». Les cent trente quatre caractères du passage sont supprimés. Hong Hsieou-tsiuan chasse l'influence de Confucius et de Mencius de son propre esprit, ce qui n'a pas seulement pour but d'engager la lutte anticonfucianiste des Taiping mais démontre aussi l'énergie révolutionnaire du dirigeant paysan.

Pour contrer la classe dominante féodale qui prône le respect envers Confucius et l'étude des classiques et qui nuit au peuple, avec ses criminelles actions contre-révolutionnaires, le Royaume des Taiping émet en 1853 une loi officielle : « *les textes ineptes et ténébreux de toutes les écoles philosophiques de Confucius et de Mencius seront détruits par le feu ; leur commerce sera interdit ; il ne sera pas permis de les lire en cachette* ». Un intellectuel de la classe des propriétaires fonciers, témoin oculaire d'un perquisition visant les « *diableries* » interdites à Nankin à l'époque des Taiping, écrit, sous l'empire de la colère et de la haine : « *pour transporter les livres on doit les dissimuler ou bien il faut les jeter au hasard dans les fosses d'aisance ; si on ne les jette pas à temps, il faut les brûler et si on n'en a pas le loisir, on les fait disparaître sous l'eau ; ceux qui les lisent, les recueillent, les achètent et les vendent sont tous décapités* ». La classe des propriétaires fonciers considère cet autodafé des « *diableries* » interdites de Confucius et de Mencius comme une calamité, alors que le peuple révolutionnaire applaudit et exprime sa joie.

En outre, le Royaume céleste des Taiping institue un « *service de confection* » et un « *service d'impression des livres* » sous la propre direction de Hong Hsieou-tsiuan. D'abord, ils corrigent les « *quatre livres* » et les « *cinq classiques* », « *éliminant totalement les inepties, diableries,*

manigances et mensonges qu'ils contiennent » ; ils interdisent sévèrement les sujets sur les « *cinq classiques* » et les « *quatre livres* » aux examens provinciaux et, dans le domaine de la forme, s'attaquent sans aucune mansuétude aux classiques confucéens. D'autre part, une grande partie de ce qui est imprimé diffuse l'idéal révolutionnaire des Taiping et fait l'éloge des nouveaux livres révolutionnaires. Peu après la rébellion de Kintien, pour reconquérir le domaine de l'éducation, monopolisé depuis plusieurs millénaires par la classe des exploitateurs, les Taiping éditent leurs propres « *Poèmes pour l'instruction des enfants* » et, successivement, en 1853, leur « *Classique en trois caractères* » et une « *Vérification de l'Edit en mille caractères* ». Sur le plan de la forme, ces manuels d'étude sont similaires aux « *Poèmes des enfants divins* », au « *Classique en trois caractères* », et au « *Manuel en mille caractères* », qui propageaient la doctrine de Confucius et de Mencius ; mais pour le contenu, ils leur sont tout à fait opposés. Les manuels d'étude des Taiping associent l'éducation politique des enfants à leur apprentissage de la lecture ; ils font une propagande ardente pour les aspirations révolutionnaires : « *adorer Dieu* » et « *vaincre le Diable* » (ou le dieu de l'Enfer) ; ils préconisent énergiquement leur idéologie égalitaire, adoptent les principes moraux des « *Dix commandements* » et, sur les traces glorieuses de l'armée des Taiping, s'attachent à cultiver dès l'enfance un amour ardent du Royaume céleste, organisant ainsi la relève de la révolution. Engager la lutte anticonfucianiste est une initiative des travailleurs chinois sur le front de l'éducation.

Par ailleurs, Hong Hsieou-tsiuan complète et corrige sans cesse ses premières compositions, des légendes anticonfucianistes. A l'aide de ce procédé simple et populaire, il critique et révèle aux masses populaires les crimes de Confucius. Peu après l'établissement de la Capitale céleste, des légendes variées circulent en ville ; elles citent directe-

ment le nom de Confucius, le traitant de « *bachelier incapable* », classé au quatrième échelon à chaque fois qu'il passa ses examens ; ou bien elles disent que ses livres d'enseignement sont truffés d'erreurs, qu'il a aidé les « *démons* » à accomplir leurs manigances, et qu'il est pour cela sévèrement puni au ciel ; elles l'accusent encore d'avoir « *transformé les démons pour tromper les hommes* » et ainsi provoqué la colère de Dieu qui l'a fait saisir et fouetter au ciel puis envoyé « *en punition cultiver son potager* ». Si ces légendes semblent au premier abord fantaisistes, elles sont en fait dotées d'un sens politique profond et expriment tout le mépris du peuple révolutionnaire qui foule aux pieds Confucius !

La lutte anticonfucianiste du Royaume céleste des Taiping fut un véritable ouragan révolutionnaire : elle a balayé impétueusement le dogme féodal qui, depuis deux mille ans, contraignait en Chine le cœur humain, et a ébranlé les bases théoriques du système féodal (la doctrine de Confucius et de Mencius). Sous l'impulsion de ce mouvement et grâce à son enseignement, un très grand changement se produisit dans l'esprit des paysans. Tchang Tekien, un lettré réactionnaire, spécialement chargé de recueillir des renseignements pour la dynastie des Tsing, attaque durement la lutte anticonfucianiste des Taiping en tant que « *procédé pour métamorphoser les cœurs* ». Il grince des dents et dit : « *sous l'administration du Royaume des Taiping, les masses populaires vivent assez longtemps, mais « quand les paysans parlent, ils disent tous des extravagances », « c'est un monde séparé de celui des principes de droiture et des relations sociales de Confucius et Mencius* », car envers les fonctionnaires de la dynastie des Tsing « ils n'ont aucune marque de respect ». La lutte anticonfucianiste eut pour effet de « *revigorer les cœurs* », incita les masses paysannes à s'échapper de leur cangue

spirituelle et stimula leur courage révolutionnaire. Ce sont là des effets vraiment grandioses !

En menant la lutte anticonfucianiste des Taiping, Hong Hsieou-tsiuan succédait à plus de mille ans de tradition de luttes révolutionnaires glorieuses des masses laborieuses et il atteignit les plus haut sommets possibles pour l'époque. Idéologiquement, cette lutte révolutionnaire déclencha sur le plan politique un mouvement inéluctable de libération. C'est pourquoi la révolution des Taiping a pu engendrer un élan aussi puissant, tenir aussi longtemps et déclencher avec elle une lutte anticonfucianiste pleine d'énergie qui en reste indissociable.

La lutte anticonfucianiste des Taiping est le premier mouvement de libération idéologique dans l'histoire de la Chine moderne. Elle n'a pas seulement lancé des attaques écrasantes et énergiques contre la superstructure de la classe féodale des propriétaires fonciers, mais elle a aussi annoncé le courant d'idées démocratique de l'époque du 4 mai 1919 (10) concrétisé par le mot d'ordre : « *A bas Confucius et sa boutique !* ».

Cependant, à cause des limites dues à la nature des classes qui existaient alors et à l'époque où ils se battaient, les héros révolutionnaires du Royaume céleste des Taiping, dirigés par Hong Hsieou-tsiuan, ne pouvaient avoir une vision scientifique du monde et discerner totalement le fond réactionnaire et le contenu de classe de la doctrine qu'ils attaquaient. Ainsi, dans les ouvrages anticonfucianistes de Hong Hsieou-tsiuan, çà et là, apparaissent des contradictions internes. Ce fut un anticonfucianiste remarquable, mais il ne put toutefois « *détruire toute la boutique de Confucius* », en s'appuyant sur l'idéologie égalitaire de la classe paysanne. Il ne parvint pas non plus

(10) Mouvement révolutionnaire anti-impérialiste et antiféodal qui éclata le 4 mai 1919. (N.d.T.).

à supprimer le poison de la pensée humaine qu'est cette antique doctrine, en s'appuyant sur une seule ordonnance administrative ; en effet, comme le démontre Engels : « *on ne vient pas à bout d'une philosophie en se contentant de la déclarer fausse* » (11). Cette mission historique de « *démolir Confucius et sa boutique* » et de remporter une victoire totale sur la doctrine de Confucius et de Mencius ne pouvait s'accomplir qu'avec le prolétariat armé du marxisme.

4. Le régime agraire du Royaume céleste des Taiping

La Capitale céleste étant établie à Nankin, le Royaume céleste des Taiping continua la lutte. Non seulement il entreprit, sur le plan militaire, le renversement de la dynastie des Tsing et, sur le plan idéologique et culturel, le développement de la lutte de masse anticonfucianiste, mais il établit aussi des lois, entreprit des réformes sociales, et s'efforça d'affirmer et de consolider son nouveau pouvoir.

Au cours de l'hiver 1853, avec l'approbation de Hong Hsieou-tsiuan, le Royaume céleste des Taiping décrète la mise en vigueur du « *régime agraire de la dynastie céleste* ». Cette réforme est une cristallisation de la lutte révolutionnaire antiféodale du Royaume céleste des Taiping, c'est le programme principal proposé par les héros de la paysannerie pour construire un « *royaume céleste* » idéal. Il réunit chacun des aspects de la politique, de l'économie, des affaires militaires et de la culture en prenant comme noyau de tous les programmes les problèmes agraires.

Le « *régime agraire de la dynastie céleste* » stipule un nouveau remembrement des terres : « *les hommes cultivent de la même façon tous les champs du monde. Si d'un*

(11) F. Engels, « Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie allemande », p. 24. E.S.

champ à l'autre l'on manque d'hommes, il faudra les transférer de l'un à l'autre ». C'est la négation radicale de la propriété foncière féodale. L'idéal social sera : « *que tous cultivent la même superficie, mangent la même quantité de nourriture, portent les mêmes vêtements, aient autant d'argent ; que les inégalités disparaissent de partout, que personne ne reste sans nourriture ni confort* ».

Partant de cette idéologie du « *régime agraire de la dynastie céleste* », la terre est répartie en neuf catégories : les champs qui, en deux récoltes, peuvent donner plus de 2 tonnes et demie par mou, sont de la catégorie supérieure : à chaque tranche de 200 kg en moins dans la production correspond une catégorie inférieure, jusqu'à une production annuelle minimum de 800 kg qui représente le dernier niveau.

Ensuite les sols sont distribués en fonction du nombre de personnes par famille paysanne : les parts sont proportionnelles au nombre de personnes, sans distinction de sexe ; à partir de seize ans on reçoit une part de terre, en-dessous de seize ans une demi-part. Les bons et mauvais sols sont répartis de manière égale.

Sur la base du partage absolu des terres, défini par le « *régime agraire de la dynastie céleste* », on détermine les règles d'un modèle d'existence autarcique. Chaque famille paysanne doit planter quelques pieds de mûriers et élever quelques vers à soie, tisser un peu d'étoffe, nourrir cinq poules et élever deux truies. Le « *régime agraire de la dynastie céleste* », suivant l'exemple de l'organisation des « *greniers sacrés* » de l'armée des Taiping, détermine la structure des greniers du royaume. L'excédent de chaque récolte annuelle, en dehors des besoins vitaux, est rassemblé dans les greniers du royaume ; un mariage ou un autre événement heureux survient, ce sont ces magasins royaux qui payent les dépenses supplémentaires d'après des règles établies.

Lors d'une année de famine, les régions favorisées et déshéritées s'entraident mutuellement. En adoptant ces règles à la fois subtiles et détaillées, l'intention est que chaque paysan, sur les bases d'une économie de petite paysannerie, puisse conserver éternellement un patrimoine égal, pour atteindre la solution idéale où « *chacun sur terre est égal, où tous les hommes sont rassasiés et ont chaud* ».

Le contrôle des terres par les propriétaires féodaux est la base du système féodal et la cause de l'exploitation subie par les paysans. En reprenant les terres à leur compte, les paysans se soustraient à l'exploitation féodale — exigence pressante de la grande masse paysanne depuis plus de mille ans.

Le « *régime agraire de la dynastie céleste* », en ce qui concerne les règles de partage égal des terres et l'établissement du système des greniers du royaume, reflète pleinement l'espoir brûlant d'innombrables paysans qui réclamaient l'anéantissement de l'exploitation féodale et voulaient se soustraire à une vie misérable, en établissant un monde égalitaire dans lequel il n'y aurait de déséquilibre nulle part, chacun mangeant à sa faim et ne souffrant pas du froid.

Le « *régime agraire de la dynastie céleste* » joua un rôle d'opposition au système féodal, et sa nature révolutionnaire très développée synthétisa et ranima les slogans combatifs des révolutions paysannes sous les dynasties successives de la Chine : « *Egalité des terres, Egalité des biens* », etc. Ce fut le programme le plus glorieux de l'histoire des luttes paysannes des deux derniers millénaires.

Mais le « *régime agraire de la dynastie céleste* » a été proclamé dans les conditions historiques difficiles d'une Chine déjà entrée dans une société semi-coloniale et semi-féodale. Par suite, quelles que soient les attaques ou les destructions réalisées à l'encontre du système féodal, elle a

laissé, objectivement, la voie libre au développement et à la percée du capitalisme chinois. Sur ce point, elle diffère des révolutions paysannes sous les dynasties successives de la Chine.

De plus, les dirigeants du Royaume céleste des Taiping ont entrepris, sur la base de la petite production, d'égaliser toutes les richesses sociales, d'établir un certain niveau de propriété publique, ce qui est une utopie irréalisable de socialisme agricole. L'égalitarisme absolu, produit d'une économie de petite paysannerie et d'artisanat, est une illusion de la petite bourgeoisie rurale. Le président Mao a dit à ce sujet : « *Si nous soutenons la revendication paysanne d'une répartition égale des terres, c'est pour faciliter la mise en mouvement des larges masses paysannes, en vue de liquider rapidement le système de propriété foncière pratiqué par la classe féodale, mais non pour préconiser un égalitarisme absolu. Qui préconise l'égalitarisme absolu a tort* (12). »

Suivant les règles du « *régime agraire de la dynastie céleste* », si chaque famille paysanne conserve dans un égalitarisme absolu une part de terre et de biens, le surplus de sa récolte annuelle sera juste suffisant pour préserver une partie supplémentaire de bien-être. Ainsi, non seulement, les forces productives de la société ne pourront progresser et stagneront au niveau d'une économie de petite paysannerie dispersée, mais elles finiront aussi par régresser. A l'époque de la révolution des Taiping, les nouveaux rapports de production et les nouvelles forces productives ne sont pas encore apparus, pas plus qu'une nouvelle puissance de classe. Il n'y a pas d'authentiques digigeants de partis politiques progressistes et les héros paysans, partant de leurs exigences subjectives, proposent

(12) « Discours prononcé à une conférence des cadres de la région libérée du Chansi-Soueiyuan », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 4, p. 247. É.P.

un programme agraire d'égalitarisme absolu qui subit évidemment l'influence des limites dues à leur nature de classe et à la période historique, ce qui peut se comprendre aisément.

La « *réforme agraire de la dynastie céleste* » est donc de nature révolutionnaire, tout en gardant un côté utopique.

Les règles de partage équitable des terres et le système des greniers du royaume, malgré l'impossibilité de les appliquer, ont néanmoins, par l'esprit révolutionnaire qui les animait, guidé les masses paysannes et les ont encouragées à porter de violentes attaques destructrices contre le système féodal de la propriété de la terre, comme nous allons le démontrer ci-dessous :

1) L'armée des Taiping s'attaqua sévèrement aux fonctionnaires de tous les échelons du gouvernement Tsing et détruisit sans pitié les milices des propriétaires fonciers, non seulement en attaquant leur classe sur le plan politique, mais en les obligeant aussi à s'enfuir en nombre croissant vers Changhaï ou ailleurs. De grandes superficies de terres étaient alors naturellement abandonnées aux paysans, de même que les terres appartenant aux nombreux temples, une fois ceux-ci détruits. Les paysans devenaient ainsi leurs propres maîtres pour la culture des terres, et en dehors de l'impôt à verser au pouvoir révolutionnaire, ils n'avaient plus à payer de fermage aux propriétaires fonciers. Par exemple, à Yangtchéou, on parles des « *trois années où l'on versa des impôts sans payer de fermage* ». Après la révolution des Taiping, la superficie des régions cultivées librement au sud du Yangtsé s'étendit rapidement et dans de vastes proportions.

2) En certains endroits, le Royaume des Taiping distribua aux paysans des « *titres de propriété* ». « *Les ayant reçus, ils assuraient la production pour leur propre compte sur les terres affermées* », sans permettre aux propriétaires

de « *percevoir nominalement le fermage* ». Cela revenait à nier le pouvoir que les propriétaires fonciers détenaient légalement sur le sol, et à mettre en pratique la possession du terrain par le cultivateur. Les propriétaires fonciers, contemplant le spectacle d'une année d'abondance, soupirèrent et gémirent qu'« *on ne leur avait pas donné leur part* ».

3) Avec le soutien et l'influence de l'armée des Taiping, les paysans pauvres ou très pauvres développèrent la lutte pour la réduction et la suppression des fermages. Selon les endroits, lorsque le propriétaire venait chez les fermiers percevoir le fermage, certains n'acceptaient d'en payer qu'une partie ; d'autres refusaient carrément de verser quoi que ce soit ; quelques uns donnaient seulement une somme équivalent à la moitié du fermage d'origine. Le propriétaire devait encore payer sur la somme reçue la taxe foncière perçue par le pouvoir révolutionnaire. Les expressions « *envoyer un tribut* », « *piller les riches* », revinrent souvent, et l'on força les propriétaires à donner l'excédent de leur fortune sous forme d'argent et de vivres, procédé qui fut souvent adopté par les Taiping pour frapper la classe des propriétaires fonciers.

Evidemment, le développement de la lutte ne fut pas partout similaire. L'influence révolutionnaire étant relativement faible et la mobilisation paysanne des provinces n'étant pas assez complète, les coups portés au système de propriété féodale furent assez modérés.

Un autre élément important de « *la réforme agraire de la dynastie céleste* » concerne le système des fonctionnaires locaux. Calqué sur l'organisation interne de l'armée des Taiping, ce système visait à établir le pouvoir politique des organisation de base locales en s'appuyant sur les « *soldats paysans* » (13).

(13) Vieux système chinois de défense nationale par lequel les soldats travail-

« *La réforme agraire de la dynastie céleste* » stipule : en dessous du niveau d'un canton, sont institués des échelons de fonctionnaires locaux dont l'organisation réglementaire est semblable à celle de l'armée. Cinq hommes forment une escouade, dirigée par un chef d'escouade ; cinq escouades forment une patrouille de 25 hommes avec un chef de patrouille ; quatre patrouilles forment un bataillon de 100 hommes avec un chef de batillon ; cinq bataillons forment une brigade de 500 hommes avec un général de brigade ; cinq brigades forment une division de 2 500 hommes avec un général de division ; et enfin cinq divisions forment une armée de 10 000 hommes commandée par un général en chef. Le général en chef s'occupe de 13 156 familles, chacune envoyant un soldat paysan pour former l'armée. Si les événements le commandent, ils se battent, mais en temps de paix, ils travaillent la terre. Chaque échelon de fonctionnaires locaux correspond à celui des officiers. La patrouille, constituée de vingt-cinq familles, est l'élément de base de la société. Chacune d'elle possède une trésorerie et une église, également dirigées par le chef de patrouille.

A chaque échelon, les fonctionnaires locaux sont en principe nommés publiquement par la localité — disposition fondamentalement démocratique. Les larges masses laborieuses approuvent avec chaleur le système des fonctionnaires locaux, de nombreux fonctionnaires étant pris en charge par les masses pauvres et misérables. Opprimées dans le passé, les couches sociales les plus basses ont pris le pouvoir, et les propriétaires fonciers n'ont d'autre recours que de vomir des injures. Dans ces conditions de lutte âpre et violente, le système de fonctionnaires locaux permet d'accélérer la collecte de l'argent et des vivres, de pourvoir aux besoins de l'armée, de s'unir aux Taiping

lent comme paysans en tant de paix et peuvent se mobiliser rapidement en cas d'invasion de l'ennemi (N.d.T.).

dans les combats, de préserver l'ordre administratif des localités, de diriger la réfection des digues fluviales ; il permet encore, lors des calamités, d'assister la population, d'interdire de fumer l'opium, etc., ainsi que d'autres actions toutes aussi positives. Les paysans de toutes les localités du Kiangsi se lancèrent ainsi activement dans la lutte révolutionnaire sous la direction de ces fonctionnaires locaux, « *chaque combat mettant immédiatement en action plusieurs dizaines de milliers d'hommes* », ce qui épouvantait au plus haut point le bourreau Tseng Kouo-fan chargé de réprimer leur action.

Sur le plan de la libération des femmes la « *réforme agraire de la dynastie céleste* » dénote un esprit révolutionnaire aigu. Les dirigeants Taiping préconisent l'égalité de l'homme et de la femme selon la théorie : « *sur terre, tous les hommes sont frères et toutes les femmes sont sœurs* ». Un des principes de cette réforme indique que « *tout partage de terre sera fait d'après le nombre de personnes, sans distinction de sexe* », puisque la situation économique est la même pour tous ; un autre principe stipule que « *les mariages ne seront plus une affaire d'argent* », abolissant ainsi la coutume féodale du trafic matrimonial. Par ailleurs, les armées Taiping recrutent des femmes, tout comme l'administration du royaume possède ses fonctionnaires féminins. Les bataillons de femmes participent à toutes les activités de la production, recommandent l'abandon de la pratique du bandage des pieds, interdisent le commerce des esclaves et abolissent la prostitution. Ces mesures pour l'égalité des sexes et la défense de la femme sont à la fois une attaque violente et un refus audacieux de l'implacable étiquette féodale et de sa conception de l'homme vénéré par la femme esclave ; c'est une remise en cause aussi de la doctrine réactionnaire de Confucius et de Mencius. Un étranger, ayant visité la Capitale céleste, raconte ceci : « *quand on flâne dans la ville, la vue de cette*

foule de femmes qui déambulent est vraiment un phénomène insolite. Leurs vêtements et leurs parures sont très convenables, et leur aspect tout à fait respectable. Certaines sont à cheval, les autres marchent et la plupart d'entre elles ont de grands pieds... En comparaison du cérémonial de l'ancien système, c'est tout à fait nouveau. » Cette politique de libération de la femme fait indubitablement partie intégrante de la lutte antiféodale des Taiping et représente une page glorieuse dans l'histoire du mouvement de libération de la femme.

5. La diplomatie de sauvegarde de la dignité nationale

L'action essentielle de la révolution des Taiping se situe précisément dans son conflit avec la classe dominante féodale de la dynastie des Tsing, mais aussi dans la lutte courageuse entreprise contre les envahisseurs capitalistes étrangers.

Avant le soulèvement de Kintien, Hong Hsieou-tsiuan, s'adressant à son cousin Hong Jèn-kan, définit ainsi les rapports internationaux parfaits : « *chaque pays garde ses propres biens et ne nuit pas à ceux des autres* » ; « *ils entretiennent des relations amicales, se transmettent leur science et leur savoir et se reçoivent mutuellement selon le protocole* ». Sur le plan des relations avec l'étranger, le Royaume des Taiping est fidèle à ces idées ; il préserve son indépendance et sa souveraineté, s'oppose à l'agression de ses positions révolutionnaires et sauvegarde la dignité nationale.

L'armée Taiping envoie ses troupes dans la région du Fleuve Jaune au moment même où les agresseurs étrangers s'apprêtent à soutenir publiquement le gouvernement des Tsing et à réprimer la révolution des Taiping en s'opposant au peuple chinois. Le 15 janvier 1853, le journal

« *Nouvelles de la victoire en Chine du Nord* », publié à Changhaï par les Anglais, affiche partout : « *l'effondrement de la cour des Tsing ne peut nous apporter que des inconvénients et aucun avantage* ». Simultanément, le consul anglais de Changhaï, John Rutherford Alcock, dans sa correspondance secrète à Georges Bonham, plénipotentiaire anglais en Chine et gouverneur général de Hong-kong, propose que la Grande-Bretagne, la France et les Etats Unis s'entendent pour envoyer immédiatement une escadre, occupent Tchenkiang, bloquent le Fleuve Jaune et ses canaux, interviennent militairement dans la révolution des Taiping, « *aident l'empereur de la dynastie des Tsing à sortir de la situation de dégradation continue à laquelle il est réduit* » et « *reçoivent de lui une certaine récompense pour leur intervention* ». Georges Bonham adopte la proposition d'Alcock et, en février, l'escadre quitte Hongkong et se hâte vers Changhaï où les alliés s'apprêtent, après avoir discuté des conditions satisfaisantes de « *la récompense* » avec Lou Kien-Ying, gouverneur général des provinces du Kiangsou, Anhouei et Kiangsi, à porter des coups redoublés sur la révolution des Taiping.

Pourtant, telles la bourrasque et la tempête, la progression militaire des Taiping est un triomphe et jette le trouble dans celle des agresseurs étrangers. Bonham n'est pas encore à Changhaï que déjà les Taiping ont pris d'assaut Nankin et rapidement réinvesti Tchenkiang. Ainsi les agresseurs étrangers sont-ils forcés de modifier leur tactique : ils troquent une ingérence délibérée pour une neutralité factice. Dès lors, ils épieront la situation afin d'étrangler la révolte.

Après avril 1853, la Grande-Bretagne, la France, et les Etats-Unis hissent l'un après l'autre le drapeau dépenaillé de leur neutralité et, en un peu plus d'un an, ils envoient plusieurs ambassadeurs « *visiter* » la Capitale céleste pour

s'infiltrer dans les coulisses de la politique internationale des Taiping.

Le 27 avril, l'ambassadeur anglais Bonham fait en toute hâte la route de Changhaï à la Capitale céleste. Son navire fait irruption sans autorisation dans les eaux territoriales du Royaume céleste ; du fort de Tchenkiang, les armées Taiping lui envoient sur le champ un coup de semonce. Ce coup de canon exprime nettement l'opposition des Taiping aux agresseurs étrangers et leur esprit révolutionnaire de sauvegarde de la souveraineté territoriale. L'ambassadeur anglais, contraint de s'arrêter, explique sur-le-champ le but de sa route vers l'Ouest, affirme « *sa garantie absolue de neutralité* », puis est autorisé à passer. Il va jusqu'aux abords de la capitale céleste où il se retrouve dans la même situation qu'à Tchenkiang. Une fois à Nankin, Bonham envoie son interprète déclarer aux fonctionnaires du Royaume des Taiping que les Anglais « *garantissent totalement leur neutralité et n'apportent aucune aide aux Mandchous* ». Les fonctionnaires Taiping lui répondent, très sûrs d'eux : « *ce serait une lourde erreur d'aider les Mandchous, mais quand bien même vous le feriez, cela n'aurait aucune utilité* ». La signification même de cette réponse et la sévérité des paroles témoignent de leur dédain et du mépris extrême dans lequel ils tiennent les agresseurs.

Les activités des agresseurs étrangers dans la Capitale céleste ont toutes le même but contre-révolutionnaire : tenter de forcer les Taiping à accepter les traités inégaux. Bonham menace ouvertement le Royaume des Taiping en leur remettant un exemplaire chinois du Traité de Nankin : « *nos humbles pays ont déjà signé un traité avec le gouvernement chinois,... votre noble armée ou quelqu'un d'autre ont porté préjudice aux biens et aux vies de ressortissants anglais, la Grande-Bretagne doit donc adopter les mêmes méthodes qu'il y a dix ans pour se défendre de*

toutes sortes de désagréments ». Il ajoute que la Grande-Bretagne sortira ses canonnières, investira Tchenkiang et Nankin, refaisant une guerre de l'opium et forçant la Chine à accepter la paix sous la pression de l'ennemi. En décembre de la même année, l'ambassadeur français Bourboulon se rend dans la Capitale céleste et en mai de l'année suivante c'est au tour de l'ambassadeur américain Mac Lane. Face aux Taiping, ils citent toujours leur prétendue « *garantie des traités solennels* » et essayent d'obtenir des Taiping qu'ils acceptent leurs traités inégaux et respectent leurs privilèges d'agresseurs. Mais le Royaume des Taiping n'accorde pas la moindre attention aux exigences absurdes et aux chantages agressifs des envahisseurs étrangers.

Bonham guette l'attitude du gouvernement révolutionnaire envers les actes des ressortissants anglais. Les Taiping répondent : « *ils peuvent circuler librement dans la province, faire du commerce comme à l'accoutumée, mais n'ont plus le droit de vendre de l'opium* ». Bourboulon présente la prétendue nécessité de protéger la religion catholique lors d'une entrevue accordée à Tsin Je-kang ; le Royaume des Taiping n'ayant pas encore persécuté la religion catholique, ce dernier rejette catégoriquement les provocations des envahisseurs français. Le Royaume des Taiping met en garde de la même manière et à juste titre les Etats-Unis : « *Il est absolument indispensable que les commerçants suivent strictement les ordres du Royaume céleste* ». Il exprime clairement sa désapprobation envers la « *juridiction consulaire* » et affirme la difficulté de violer la souveraineté chinoise. En juin 1864 particulièrement, lors de la visite des envoyés du nouvel ambassadeur anglais John Bowring à la Capitale céleste, la première clause d'un document établi au nom du roi de l'Est Yang Hsieou-tsing, en réponse à l'Angleterre spécifie : « *Depuis que nous sommes en paix, nous n'avons pas fait de commerce uniquement avec l'Angleterre. Dix mille pays font*

du commerce dans le monde entier et sont tous frères. La question de l'établissement des ports sera réglée dans un certain temps. Les denrées nuisibles sont prohibées ». Cette réponse montre nettement les principes de base de la politique étrangère des Taiping qui peuvent se résumer ainsi :

1) Après avoir abattu le pouvoir réactionnaire de la dynastie des Tsing, on souhaitera la bienvenue en Chine à chaque pays afin de faire du commerce et de se traiter mutuellement en frères.

2) Ce que l'on appelle « *l'affaire de l'établissement des ports* », c'est-à-dire le problème de l'ouverture de ceux-ci au négoce, devra attendre le succès de la révoltution avant d'être résolu, et l'on refusera intégralement les traités inégaux signés auparavant avec l'étranger, par le gouvernement des Tsing.

3) Interdire strictement l'importation de l'opium.

Après la visite dans la Capitale céleste des ambassadeurs des trois pays, il est clair que « *les larges masses soutiennent et honorent universellement* » le Royaume des Taiping et que « *rien ne pourra faire obstacle à son triomphe* ». Donc, pendant une certaine période, les étrangers adoptent une attitude d'expectative, affichant leur neutralité et se laissant porter par le courant : si l'expédition du Nord des Taiping triomphe, ils amorceront des relations avec le Royaume céleste ; si elle échoue, ils discuteront et marchanderont avec le gouvernement des Tsing.

Dans son rapport au cabinet du Foreign Office, Bonham signale : « *Si nous aidons l'actuel gouvernement et si les rebelles remportent la victoire, notre situation en Chine ne sera pas des plus enviables* ». Donc, « *pour l'instant, la meilleure politique, mais non la seule, c'est d'attendre* » (que la situation mûrisse). Le Foreign Office se rangea officiellement à l'avis de Bonham. Voilà les véritables buts de la neutralité affichée par le gouvernement anglais.

Le président Mao l'a indiqué : « *le principe qu'observent les forces réactionnaires à l'égard des forces démocratiques populaires est de détruire résolument toutes les forces démocratiques qu'elles peuvent, et de se préparer à détruire plus tard celles qu'elles n'arrivent pas à détruire pour le moment* » (14).

Cette fallacieuse neutralité n'est qu'un masque trompeur des agresseurs étrangers dont il s'affublent en cas de besoin ; quand il ne sert plus, ils découvrent alors l'expression terrible et coléreuse de leur visage scélérat.

Après la visite de McLane à Nankin, le secrétariat d'Etat américain se pose le problème suivant : « *Le roi du Ciel, ses frères et ses ministres sont devenus les maîtres de l'empire chinois, comment accepteront-ils ces traités déjà signés par le gouvernement des Tsing avec la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France ?* ». La conclusion s'impose : « *Ils ne les accepteront pas* ». Quelque temps passe en expectative et en surveillance pour les étrangers mais ils réalisent de plus en plus clairement « *qu'ils ne retireront aucun avantage de ce pouvoir aux mains des Taiping qui maintiennent la souveraineté et l'indépendance et préservent la dignité nationale* ». C'est pourquoi McLane propose sans fards de s'unir avec la France et la Grande-Bretagne pour intervenir dans la révolution des Taiping. L'ambassadeur anglais Bowring suggère aussi que les gouvernements abandonnent leur neutralité pour aider la dynastie des Tsing à réprimer la révolution des Taiping, afin d'obtenir des mains mêmes de l'Empereur de nouveaux privilèges.

Soutenant une dynastie chancelante, les agresseurs étrangers sont alors de connivence pour étouffer la révolution des Taiping et mettent en valeur leurs principes politiques

(14) « Quelques appréciations sur la situation internationale actuelle », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 4, p. 88. E.P.

fondamentaux. Mais, à ce moment-là, la révolution des Taiping est toujours en plein développement, tandis que certaines contradictions subsistent entre les étrangers et la cour des Tsing qui n'a pas encore eu le front de signer l'ultime marché, celui qui doit négocier sa souveraineté.

Bref, au moment de l'intervention militaire, la situation n'est pas encore mûre et les agresseurs ne peuvent plus continuer à feindre la « *neutralité* ». En fait, les puissances réactionnaires chinoises et les étrangers seront de connivence jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre de l'opium en 1860.

Bien que manquant de connaissances et de vigilance envers la nature agressive du capitalisme étranger et allant jusqu'à prendre par erreur pour des frères européens ces loups déguisés en agneaux, les dirigeants de la révolution des Taiping, dans un premier temps, ont fermement maintenu la souveraineté et l'indépendance dans les relations diplomatiques, s'opposant aux agressions étrangères et sauvegardant la dignité nationale chinoise, exploit difficile et estimable. C'est un brillant contraste avec la diplomatie traîtresse du gouvernement réactionnaire de la dynastie des Tsing. Pendant quelque temps encore, les héros du Royaume céleste des Taiping brandiront leurs armes et s'opposeront militairement aux envahisseurs, luttant contre l'agression capitaliste étrangère, dans un combat grandiose digne d'être loué et d'arracher des larmes.

CHAPITRE III

L'agression anglo-française

1. L'incident du « Arrow »

En octobre 1856, l'Angleterre s'engagea contre la Chine dans une nouvelle entreprise de piraterie à laquelle, l'année suivante, vinrent se joindre les Français. Ce fut l'agression anglo-française, ou Deuxième Guerre de l'opium.

Dans cette « *guerre injuste au dernier point* », le seul but visé par ces deux nations était de s'ouvrir plus largement les marchés chinois et d'accélérer la semi-colonisation de la Chine. Cette seconde guerre ne fut donc que la poursuite et l'extension de la première.

Les Etats-Unis se firent leur complice, soutinrent avec zèle les entreprises anglo-françaises et y participèrent. La Russie tsariste quant à elle, en tira profit non seulement pour s'emparer de privilèges d'envahisseurs au moins égaux à ceux des trois autres nations, mais pour occuper plus de 1 440 000 kilomètres carrés du territoire chinois.

A la fin de la Première Guerre de l'opium, les bourgeois anglais avaient estimé que, dorénavant, l'immense marché chinois était ouvert au monde, et ils ne se sentaient plus de joie : « *il suffisait, disaient-ils, que chaque Chinois eût besoin, par an, d'un simple bonnet de nuit en coton, pour que toutes les filatures anglaises n'y puissent suffire* ». Mais ils durent déchanter : depuis 1843 jusqu'en 1855, la valeur totale des marchandises anglaises exportées vers la Chine chaque année ne fit qu'osciller entre 1 000 000 et 2 500 000 livres sterling, et ne connut jamais d'augmentation plus considérable. A la veille de la grande crise économique mondiale de 1857, l'Angleterre avait un besoin de plus en plus pressant d'écouler en Chine ses surplus. Dans le même temps, l'importation d'opium en Chine s'était énormément accrue : de 1843 à 1845, elle avait été de 17 000 caisses par an en moyenne ; entre 1853 et 1855, elle se montait à 73 000 caisses, ce qui représen-

tait une valeur de 5 à 6 millions de livres sterling. D'où il apparaît clairement que l'opium continuait d'enlever à la Chine de grandes quantités d'argent, car « *les Chinois ne peuvent à la fois acheter des produits manufacturés et de l'opium,... l'augmentation de ce dernier est incompatible avec l'essor du commerce légal* » (1).

Le gouvernement anglais voyait fort clair dans cet état de choses. Mais l'opium rapportait à la bourgeoisie anglaise des profits si prodigieux, que la politique gouvernementale consistait à intensifier toujours plus le trafic d'opium vers la Chine, tout en tâchant d'écouler de grandes quantités de produits industriels. Les Anglais pensaient qu'il suffisait de pouvoir faire ouvrir davantage de ports chinois au commerce, tant sur le littoral du Sud et du Nord que le long du Yangtsé ; qu'il suffisait d'établir à Pékin un plénipotentiaire qui eût la haute main sur le gouvernement des Tsing, pour que s'accrût l'écoulement de leurs marchandises. Pour y parvenir, il leur fallait employer les armes et, pour reprendre les paroles mêmes du Premier ministre Palmerston ; « *infliger à la Chine un nouveau coup, et la frapper cette fois bien fort* ».

Peu après la signature du traité de Nankin, la bourgeoisie anglaise se remit à pousser des clameurs de guerre, escomptant « *s'octroyer en Chine le droit d'entrer plus avant dans l'arrière-pays* », afin d'y introduire un premier marché, et de planter ses dents de vampire au cœur même de nos terres et de nos campagnes. Mais l'ardeur du peuple chinois dans la résistance avait déjà porté de nombreux et rudes coups aux agresseurs britanniques. La lutte du peuple de Canton, en particulier, avait illustré la résolution de résister à tout envahisseur étranger. Si le traité de Nankin stipulait que Canton était un port de commer-

(1) K. Marx, « L'histoire du commerce de l'opium », « La Chine, Marx et Engels », p. 317. UGE 10/18.

ce, il n'autorisait nullement les Anglais à entrer dans les murs de la ville. Et quand, par trois fois, de 1844 à 1849, ces derniers l'avaient tenté, ils s'étaient vus repoussés par la population en armes. En 1846, des milices, qui se dénommaient « associations éducatrices », avaient publié une proclamation anti-anglaise, qui menaçait « *les barbares* » d'être chassés tambour battant s'ils pénétraient dans la cité. Une foule indignée avait forcé les portes de la préfecture et conspué le préfet Lieou Hsiun, qui avait convenu secrètement avec les Anglais de les laisser entrer quelques jours. Elle l'avait traité de « *chien couchant* », avait mis le feu à son collier et à son habit de dignitaire, lui causant une telle frayeur qu'il avait fui par l'arrière-cour, en sautant le muret. En août 1849, une escadre entreprit de forcer l'entrée de la ville par la Rivière des Perles. Cent mille miliciens, transportés d'indignation, en défendirent les deux rives, sabre ou lance au poing, et se préparèrent au combat « *en poussant des clameurs qui ébranlèrent le ciel* ». Ils interdirent l'accès de la ville aux Anglais. Effrayée, l'escadre anglaise dut se retirer, et « *cesser les hostilités, pour nouer de bonnes relations* » avec les habitants. Mais ce n'était qu'un faux-semblant. Dans un rapport à Palmerston, le chef d'escadre dévoila ses vrais projets : « *si nous ne déployons pas les plus grandes forces, nous ne viendrons jamais à nos fins* ». L'Angleterre n'avait en effet d'autre dessein que de venir à bout de la Chine en s'adonnant plus que jamais à une sauvage piraterie.

Les années de 1851 à 1856 sont justement l'époque où la révolution du Royaume céleste des Taiping se répand dans tout le pays avec la violence du tonnerre ; et lorsqu'ils provoquent la Deuxième Guerre de l'opium, nos agresseurs ont également pour but d'achever de transformer le gouvernement des Tsing en outil à leur discrétion, en conjuguant flatteries et menaces. C'est par une telle alliance

qu'ils comptent exterminer les Taiping, défenseurs de l'indépendance nationale chinoise.

En 1854, douze ans après la signature du Traité de Nankin, Sir J. Bowring, le représentant anglais en Chine, exige du gouvernement chinois, conjointement avec les représentants de la France et des Etats-Unis, que ce traité soit révisé. Ils demandent notamment que le territoire chinois tout entier soit ouvert au commerce ; que le trafic de l'opium soit légalisé ; que soit autorisée « *l'exportation* » de main-d'œuvre chinoise à bon marché ; que soient abolis tous les droits d'octroi (2) ; et que les ambassadeurs étrangers puissent tous séjourner à Pékin ; en récompense, ils proposent de prêter la main à l'écrasement des Taiping. Mais le gouvernement des Tsing trouva qu'ils offraient leur aide à un trop haut prix, d'autant qu'il doutait que des étrangers pussent l'aider sincèrement à réprimer la révolution et les soupçonnait même de vouloir s'allier avec les Taiping après avoir pénétré le cours du Yangtsé. Il refusa donc cette offre, ce que Bowring rapporta immédiatement à son gouvernement en demandant un recours à la force puisque les négociations avaient échoué. Mais l'Angleterre et la France étaient alors engagées en pleine guerre de Crimée, et ne pouvaient disperser leurs troupes. Comme les Taiping menaient au même moment leurs expéditions du Nord et de l'Ouest et volaient de victoires en victoires, et comme le gouvernement des Tsing, aux abois, ne pouvait prendre aucune disposition, les choses en demeurèrent là.

En 1856, ce sont les traités de Wanghsia et de Whampoa qui sont à leur tour contestés par les trois mêmes puissances. L'empereur Hsien Feng déclare alors que « *si l'on peut consentir à quelques accommodements, il n'est pas question d'y faire de grands changements* », et refuse

(2) Douanes intérieures (N.d.T.).

de les négocier à nouveau. C'est la même année que s'achève la guerre de Crimée ; l'Angleterre prend donc la tête d'une force étrangère, qui vient s'emparer par la force des privilèges qu'on lui refuse.

Cependant, la flèche était déjà sur l'arc bandé : c'est alors que se produisirent « *l'incident du Arrow* » (3) et « *l'affaire du missionnaire Ma Chen-fou* », qui ne sont rien d'autre que des prétextes cherchés et provoqués par les agresseurs.

Le 8 octobre 1856, alors que des marins chinois perquisitionnaient sur le « *Arrow* », un bateau de contrebandiers amarré près du fort qui défendait la Rivière des Perles, ils arrêtèrent deux pirates et 10 de leurs matelots, qui s'y cachaient. Le « *Arrow* » était un navire du négociant chinois Fang Ya-ming. Tout l'équipage était chinois ; mais pour faciliter la contrebande de l'opium et tous les agissements des pirates, les contrebandiers avaient acheté aux autorités de Hong-kong, un document attestant qu'ils étaient inscrits sur les registres maritimes de la colonie. La validité de ce document était d'une année ; comme il était périmé depuis la fin de septembre, le « *Arrow* », lorsqu'il fut réquisitionné, ne battait plus pavillon anglais depuis six jours. Ce fait n'empêcha pas le consul britannique à Canton, Mr. Parkes, d'affirmer que c'était là un navire anglais, et que la marine chinoise venait d'enfreindre les traités anglo-chinois. Il forgea de surcroît une fable, selon laquelle les fonctionnaires chinois avaient déchiré le pavillon anglais du navire pirate et, par là, outragé l'Angleterre. Enfin, il exigea du gouverneur général des provinces du Sud, Yeh Ming-chen, que les pirates fussent aussitôt relâchées, qu'il payât des réparations et présentât des excuses au gouvernement anglais.

Sir J. Bowing, lui, savait fort bien que le document du

(3) Egalement appelé « l'incident de la lorcha » (N.d.T.).

« *Arrow* » était périmé ; cela ne l'empêche pas, dans son rapport à Palmerston, d'écrire perfidement : « *le navire ne jouissait d'aucune protection légale, mais cela, les Chinois ne le savent pas et, pour l'amour du ciel, ne le leur faîtes pas savoir* ». Mais il ne s'en tiendra pas là, et prendra prétexte de cet incident, pour ordonner, au mépris de tout droit, d'envoyer un ultimatum au gouvernement chinois, ne lui laissant que 48 heures pour satisfaire aux exigences anglaises, sous peine que la marine britannique entre en action.

Yeh Ming-chen n'était qu'un dignitaire féodal obstiné et fort sot. Cruel et brutal à l'égard du peuple, il affectait, à l'égard des envahisseurs étrangers, des airs terribles qui masquaient une grande faiblesse. A l'acte de provocation, il n'avait point fait de réponse, comme si rien ne s'était passé. Mais, au reçu l'ultimatum anglais, il fit diligence, et s'empressa servilement d'obéir aux exigences de Parkes, ce qui ne fit qu'accroître l'arrogance des agresseurs.

En effet, le consul Parkes ne voulut recevoir ni les prisonniers relâchés par Yeh ming-chen, ni la réponse envoyée par lui. Le 23 octobre, l'armée anglaise attaqua furieusement Canton et déclencha ainsi la Deuxième Guerre de l'opium. Quant aux Américains, alors même qu'ils se proclamaient « *neutres* » dans ce conflit, ils dépêchèrent des troupes de fusiliers marins en renfort à l'armée britannique.

Le 29 octobre, les Anglais entrent dans la ville, où ils incendient, pillent, et massacrent à l'envi, se livrent aux pires forfaits, et n'épargnent même pas la résidence du gouverneur général. Tandis que Yeh Ming-chen et les officiers du gouvernement chinois se cachent où ils peuvent, le peuple de Canton, et une partie de la garnison régulière de la ville, prennent d'eux-mêmes les armes et entreprennent de résister héroïquement. Les agresseurs ne peuvent contenir cette riposte et doivent se retirer le soir même.

Enflammé d'une haine unanime et mortelle contre l'envahisseur, le peuple de Canton fait alors le serment de le combattre sans merci. Au mouillage des vaisseaux anglais, ils envoient tantôt des grenades (4) dans les airs, tantôt des machines infernales (5) par la mer ; chaque nuit, ils les abordent sur de petits sampans. Frappés ainsi de toutes parts, les Anglais ne connaissent plus de repos ; Bowring s'esquive d'abord et gagne Hong-kong. Le 15 décembre, la population de Canton en fureur vient incendier Yanglou occupé par l'armée anglaise ; « *un vent violent attisait les flammes, le feu brûlait d'autant plus qu'on cherchait à l'éteindre. Une fois détruit leur repaire terrestre, les troupes anglaises n'ont plus d'autre refuge que leurs vaisseaux* ». En janvier 1857, l'ardeur anti-anglaise des Cantonais augmente encore, au point que les 2000 agresseurs se voient contraints de se retirer de Amoy, et d'attendre des renforts d'Angleterre.

Quand l'incident du Arrow est connu à Londres, il ne fait qu'attiser la frénésie belliqueuse du gouvernement ; Palmerston s'ingénie à travestir entièrement la vérité et proclame : « *nos compatriotes viennent de subir, en de lointaines contrées de l'univers, quantité de vexations et d'injures ; et nous ne pouvons fermer les yeux là-dessus* ». Un journal anglais va jusqu'à écrire : « *le déploiement de l'esprit d'entreprise anglais* (il faut dire ici : de l'expansion colonialiste) *s'est heurté au système protectionniste d'une société chinoise fermée sur elle-même ; et point n'est besoin ici de s'embarrasser de détails tels que la « légalité » ou la « décence » de nos actions là-bas* ». Quand les agresseurs n'ont point de prétexte pour s'emparer de la

(4) Il s'agissait sans doute de grenades primitives semblables à celles qui furent utilisées à partir du XVIIIe siècle dans les régiments de grenadiers (N.d.T.).

(5) C'est ainsi que l'on nommait, dans l'ancienne marine chinoise, les pontons chargés d'explosifs utilisés dans les sièges des ports et dans les guerres navales (N.d.T.).

Chine et pour l'asservir, ils en forgent donc ; et quand ils ne trouvent pas de raison, ils en fabriquent, par des sophismes. La « *loi* » et la « *justice* » qu'ils ont à la bouche ne sont que des leurres et des mensonges. « *La force, c'est le droit* », voilà la seule « *vérité* » qu'ils vénèrent.

En mars et en avril 1857, le gouvernement anglais propose officiellement à la France, aux Etats-Unis et à la Russie de former une expédition militaire conjointe pour forcer le gouvernement des Tsing à signer à nouveau un traité unique avec les puissances occidentales.

C'est en matière de religion que la France avait mené depuis longtemps, en Chine, une politique très offensive. Le prêtre catholique Chapedelaine, qui s'était introduit dans le district de Silin de la province du Kouangsi, au mépris des stipulations des traités franco-chinois, venait alors d'être arrêté et mis à mort par les autorités locales. Le gouvernement de Napoléon III saisit donc ce prétexte pour arborer l'étendard de la « *protection de la foi* », et organiser avec les Anglais une grande expédition conjointe.

En juillet 1857, le ministre plénipotentiaire anglais, Lord Elgin, et en octobre, celui de la France, parviennent à Hong-kong, à la tête d'armées composées de fantassins comme de marins. A la fin de novembre, les nouveaux ambassadeurs américain et russe les y rejoignent. Ils établissent ensemble un plan expéditif ; soutenus par les Américains et les Russes, 5 600 soldats anglais et français s'élancent à nouveau sur Canton en décembre.

Pourtant, avant l'attaque, nos perfides agresseurs donnent encore dans la comédie, pour affecter de « *n'attaquer qu'après avoir traité honnêtement* ». Le 12 décembre, ils demandent donc à Yeh Ming-chen qu'il les laisse entrer en ville, négocie avec eux une convention, et leur paie des réparations. Ils lui donnent 10 jours pour répondre. Yeh voit bien que l'ennemi est déjà en ordre de bataille, mais il af-

fecte d'en rire, prétend qu'« *ils ne font montre de leur puissance que pour nous effrayer* », et que « *si nous ne nous montrons pas conciliants, il leur faudra bien en rabattre* ». Mais le 24, le commandement anglo-français lui envoie un ultimatum, lui laissant 48 heures pour livrer la ville avant de donner l'assaut. Les lieutenants de Yeh, voyant la menace imminente, le supplient de renforcer la garnison et d'organiser la défense ; de faire observer les mouvements de l'ennemi et de préparer la riposte... Yeh, lui, n'a qu'une pensée : ne point résister. Il entre en fureur et vocifère : « *celui qui s'avisera d'augmenter les effectifs devra pourvoir lui-même à leur entretien* », « *quiconque attaquera un navire ennemi sera châtié selon la loi militaire !* ». Il va jusqu'à ordonner « *qu'on laisse entrer les bateaux ennemis* », et, à interdire « *de riposter en tirant du canon* ». Cet âne bâté vouait une foi aveugle à la protection céleste, croyait aux oracles des « *immortels* », et affirmait que « *passé le 15 du mois lunaire (le 30 décembre), tout danger serait écarté* ».

Grâce à cette politique, les coalisés ont tôt fait d'atteindre la ville et, à l'aube du 28 décembre, la bombardent sans interruption pendant 20 heures. Les simples combattants de la garnison se risquent avec patriotisme sous le feu de l'ennemi, et tentent d'héroïques sorties. Mais ils ne peuvent empêcher la chute de Canton, le 29. Le gouverneur de la place, Po Kouei, et le général de la garnison capitulent sans vergogne ; sous le contrôle rigoureux d'un triumvirat dirigé par les représentants de l'Angleterre et de la France ils garderont leurs fonctions et rempliront leur office en vrais suppôts de l'ennemi, devenant ainsi, dans les annales de la Chine moderne, le premier exemple d'un pouvoir fantoche installé par des étrangers. Quant à Yeh Ming-chen, il est fait prisonnier par les anglo-français et conduit à Calcutta, où on l'exécutera dans sa prison l'année suivante.

Canton, dévasté par les agresseurs, connut donc un nouveau désastre et vit ses citoyens massacrés, ses maisons incendiées, ses femmes violées, ses richesses pillées ; les envahisseurs firent main-basse sur les 227 000 taëls que la ville avait dans ses caisses.

Le peuple, qui avait déjà une glorieuse tradition de résistance ne tarda pas à prendre les armes. En février 1858, les habitants des 96 villages de Sanyuanli, à qui se joignirent ceux des districts de Nanhai et de Panyu, formèrent à Fochan une association de milices, organisèrent plusieurs dizaines de milliers d'insurgés, et résolurent de « *bien se retrancher et de protéger les récoltes, d'arrêter et d'exécuter les traîtres* ». Si les envahisseurs osaient s'aventurer plus avant, ils seraient aussitôt exterminés, sans autre forme de « *procès* ». En avril, l'association se mit à la tête d'un grand mouvement de grève des ouvriers et des commerçants à Hong-kong. En moins d'un mois, des dizaines de milliers de personnes cessèrent tout travail et quittèrent la colonie, ce qui suspendit tout le commerce qui s'y faisait. Dans le même temps, les habitants de la banlieue de Canton venaient chaque nuit lancer dans la ville des flèches enflammées qui semaient la frayeur chez l'ennemi. Quant à ceux qui étaient restés dans les murs, en groupes de 4 ou 5 hommes, il s'embusquaient dans les ruelles, les encoignures, pour lui porter tous les coups possibles. Au début de juin, la population de Tongkouan tendit un piège aux envahisseurs et en tua d'un coup plusieurs centaines. Parkes fut désarçonné et manqua de peu d'être pris. Les résistants creusaient partout des trappes, posaient des pièges à flèches, dont les envahisseurs ne pouvaient jamais se garantir, et qui les tenaient en alerte dans des transes perpétuelles.

Le secrétaire de Lord Elgin devait écrire plus tard, ces lignes, qui trahissaient un reste de frayeur : « *il était vraiment bien difficile de reconnaître qui était l'ennemi ; la*

campagne était pleine de gens qui épiaient sans cesse nos moindres mouvements, et l'on pouvait fort bien imaginer qu'en son cœur, chaque villageois nous était hostile ».

Engels, quant à lui, loua la résistance du peuple chinois et la définit comme « *une guerre populaire pour la survie de la nation chinoise* ». « *Le fanatisme même dont font preuve les Chinois du Sud dans leur lutte contre les étrangers semble exprimer la conscience aiguë qu'ils ont du péril mortel qui plane sur la vieille Chine* (6). »

2. La défaite de Takou et le traité de Tientsin

Après l'occupation de Canton par les armées coalisées anglo-françaises, la plus grande partie de leurs troupes marcha vers le Nord, tandis que le reste gardait la ville. En février 1858, les 4 représentants anglais, français, américain et russe demandèrent séparément à la cour des Tsing l'autorisation de séjourner à Pékin, l'ouverture de nouveaux ports, la faculté de voyager librement dans tout le pays et le paiement de dommages de guerre. Ils devaient envoyer un ministre plénipotentiaire à Changhaï pour en négocier. En mars, la réponse chinoise fut la suivante : les ministres anglais, français et américain devaient retourner à Canton où ils pouvaient négocier sur les lieux avec Hoang Tsong-han, le gouverneur des Provinces du Sud qui succédait à Yeh Ming-chen. Quant au ministre russe, il devait regagner le Heilongkiang, où il pouvait traiter avec Yi Chan.

Mais les 4 ministres n'avaient jamais eu l'intention de négocier à Changhaï. Ils décidèrent de marcher sans tarder au Nord, sur Pékin et Tientsin. Les Anglais et les Fran-

(6) F. Engels, « Perse-Chine », « La Chine, Marx et Engels », pp. 230 et 232. UGE 10/18.

çais tenaient alors le rôle de puissances belligérantes, exerçant dans la région une pression militaire directe, pour forcer le gouvernement chinois à « *se résoudre à toutes les exigences en contestation* » ; quant aux ministres russe et américain, ils avaient le rôle de médiateurs et, sous prétexte de s'entremettre, s'employaient à tirer les marrons du feu.

En avril, une dizaine de vaisseaux anglais, 6 navires français et un navire russe abordent à l'embouchure du Peïho, à Tientsin. Le 24, les ministres anglais et français communiquent au gouvernement chinois, sur le ton le plus rude, qu'ils envoient un plénipotentiaire à Takou et déclarent que « *s'il ne pouvait être satisfait aux demandes formulées, des dispositions résolues seraient prises à coup sûr* ». Les ministres russe et américain jouent aussitôt les médiateurs, et exhortent la cour des Tsing à accepter d'ouvrir les négociations, pour « *relâcher un peu la tension* ». Des 4 agresseurs, deux jouaient donc les foudres de guerre, tandis que les deux autres affectaient de prêcher l'accommodement ; ils donnaient là une tragi-comédie bien méprisable et bien sombre !

Mais l'empereur Hsien Feng, qui avait levé de grandes armées au Sud pour réprimer dans le sang la révolte des Taiping, fut pris de frayeur à l'idée que « *surgissait un péril extérieur, quand le cœur même du pays n'était point pacifié* » ; au lieu de prendre les mesures militaires qui s'imposaient, il préféra garder l'illusion de pouvoir « *contenir les Anglo-Français, par le truchement des Russo-Américains* ». Les atermoiements du gouvernement chinois devant la menace armée reflétaient le plus grand égarement.

Le 20 mai 1858, les coalisés anglo-français rallumèrent pour de bon le feu de la guerre, et se lancèrent soudain dans un furieux assaut contre la batterie de Takou. C'était un ouvrage presqu'en ruine aux défenses bien im-

parfaites ; mais sa garnison, dans un sursaut de patriotisme, put tenir deux grandes heures contre les canons de l'ennemi. Et quand les troupes anglaises s'en approchèrent enfin, ces héroïques combattants sautèrent des murailles et s'élancèrent sur l'ennemi dans un ultime combat au corps à corps.

Quelques dizaines de Français, qui étaient venus à bout d'un autre fortin, périrent dans l'explosion de l'ouvrage, provoquée par la garnison qui se fit sauter en même temps. L'héroïsme des défenseurs stupéfia l'ennemi ; mais le haut dignitaire impérial qui tenait en main le commandement militaire « *perdit cœur et esprit au seul bruit du canon* » et, le premier, monta en chaise à porteurs pour s'enfuir vers l'Ouest ; ce n'était autre que Tan Ting-siang, le gouverneur du Houpei. La chute de Takou permit aux coalisés de remonter le fleuve Peïho et d'être en moins d'une semaine devant Tientsin.

Tan Ting-siang, en prétendant que « *les remparts étaient en très mauvais état* », et que « *la ville n'avait pas même de provision d'eau pour un jour, ni assez de grain pour aller jusqu'à la nuit suivante* » soutint une politique de capitulation : « *il est impossible de combattre, difficile de soutenir un assaut ; nous sommes réduits à temporiser* ». Il renonça donc à défendre Tientsin. Pourtant, le peuple brûlait de combattre et s'apprêtait à organiser des milices pour « *exterminer la sale engeance* ». Mais Tan s'y opposa de toutes ses forces et chercha à déshonorer cette résistance. Quand les coalisés arrivèrent dans la région de Wanghailou, hors des remparts, il leur envoya Tchang Tsin-wen, un grand négociant en sel, avec la charge d'établir un « *office d'attente* » et de fournir aux agresseurs toutes sortes de viandes et de volailles, de les faire loger, de leur complaire et de les servir de toutes les façons possibles.

Le 26 mai, les Anglo-Français sommèrent le gouverne-

ment chinois de leur envoyer deux dignitaires du plus haut rang et de faire diligence, sans quoi ils attaqueraient Tientsin, puis iraient investir Pékin. Ils envoyaient de temps en temps des éclaireurs sur le canal du Nord et se préparaient ostensiblement à marcher sur la capitale. L'empereur, effrayé, se hâta de leur envoyer Kouei Lang, l'un des quatre ministres du conseil privé, et Houa Chana, le président du Ministère civil, comme plénipotentiaires ; ils arrivèrent à Tientsin le 2 juin.

Au cours des négociations qui suivirent, le ministre russe Boudiarine soufflait le chaud et le froid, tirant parti de la menace de nouvelles attaques anglo-françaises, tout en affectant de la sympathie pour la cause chinoise. Cela lui permit de se présenter comme un médiateur, et de pousser le gouvernement des Tsing à signer, le 13 juin, le traité sino-russe de Tientsin. Le 18, par de semblables procédés, les Américains arrachèrent eux aussi la signature d'un traité. La politique américaine peut se résumer ainsi : « *on se poste sous l'arbre un panier à la main et on attend tranquillement que ses compagnons y fassent tomber les fruits qu'ils sont montés cueillir ; on a, de surcroît, mission d'arranger les choses en cas de conflit entre les maraudeurs et le propriétaire du verger* ». Même l'historien accrédité auprès du Conseil d'Etat américain fut obligé de reconnaître que le représentant des Etats-Unis en Chine avait joué un rôle aussi honteux.

A la différence des Russes et des Américains, qui avaient soin de sauver les apparences, les représentants anglais et français se firent toujours plus arrogants et féroces. Ils ne se montraient pas et se bornaient à envoyer aux négociations l'interprète Li Tai-kou, flanqué de deux sinistres individus bouffis de morgue. « *Dans un langage de frénétiques* », ils imposèrent au gouvernement chinois toutes sortes de clauses, refusèrent la moindre discussion, retouchèrent chaque article, rejetèrent toute proposition

d'amendement, et allèrent jusqu'à fixer eux-mêmes la version chinoise du traité. Les Anglo-Français brandissaient sans cesse la menace de la guerre, proclamant qu'ils allaient laisser là les pourparlers pour faire marcher leur troupes sur Pékin.

Kouei Lang et Houa Cha-na en reçoivent une telle impression, qu'ils se hâtent de prévenir l'Empereur que « *les armées étrangères sont promptes à faire parler le canon* », et que « *si l'on résiste aux portes de Pékin, ils craignent que ne s'ensuivent d'imprévisibles malheurs* ». Ils rapportent aussi que « *le peuple est en ébullition dans la ville de Tientsin, et que s'il n'est point calmé dans les jours qui suivent, des troubles internes ne manqueront pas d'éclater* ». En un mot, il n'y a pas, selon eux, d'autre issue que la capitulation. Ployer devant la force extérieure et, à l'intérieur, considérer le peuple comme un ennemi, c'est ce qui firent, sans exception, tous les capitulards de l'histoire. Enfin, les 26 et 27 Juin 1858, sont signés l'un après l'autre les traités sino-anglais et le traité sino-français de Tientsin, par lesquels le gouvernement des Tsing accédait à toutes les exigences des envahisseurs.

Cette suite de traités inégaux aggravait encore le mal qu'avait inauguré le Traité de Nankin dans l'histoire de la Chine moderne.

Les principales clauses de ces traités étaient les suivantes :

1) — Les ambassadeurs et représentants étrangers résideraient à Pékin. A l'origine, ils ne pouvaient remplir leurs fonctions qu'à Hong-kong, Canton, Changhaï, ni entretenir de rapports officiels qu'avec les fonctionnaires locaux du gouvernement, ce qui les empêchait d'exercer toute pression directe sur le pouvoir central. Dans l'élaboration du traité, ce fut sur ce point que l'empereur montra le plus de réticences, craignant d'être par là « *pris en tenail-*

le » ; il en fut bien ainsi pourtant, et les agresseurs purent se livrer plus que jamais à leurs menées colonialistes.
2) — Les villes de Nieoutchouang (et quelque temps après, Yingkeou), Tengtcheou (puis Yentaï), Taïwan (puis Taïnan), Tanchouei, Tchaotcheou (puis Chanteou), Hsiongtcheou, Hankeou, Kieoukiang, Nankin et Tchenkiang seraient ouvertes au commerce extérieur. les étrangers pourraient y résider librement, louer des maisons, acheter de la terre, édifier des églises et des hôpitaux, voyager dans l'arrière-pays, se liver au commerce, et propager leur religion. Le long des côtes et des fleuves de Chine, de nombreuses cités s'ajoutèrent donc à celles que le Traité de Nankin avait déjà cédées à l'agression économique, politique, et culturelle du capitalisme étranger.
3) — Les vaisseaux de guerre et de commerce étrangers auraient toute latitute de remonter le Yangtsé, et d'entrer dans tous les ports ouverts au commerce. Ceci devait gravement affaiblir la défense côtière et fluviale chinoise ; le gouvernement des Tsing perdait encore un peu plus de son indépendance militaire ; les navires de guerre étrangers allaient pénétrer plus avant encore dans les fleuves, pour venir opprimer et massacrer le peuple chinois.

4) — Le droit de juridiction des consuls serait étendu. Non seulement les magistrats chinois perdaient tout droit d'intervenir dans les différends entre les étrangers, et de réprimer leurs délits, mais encore, toutes les affaires civiles entre les Chinois et les étrangers devaient être instruites par des tribunaux mixtes, placés sous l'autorité et le contrôle des consuls. Protégés par un tel « *talisman* », les colons se trouvaient en Chine dans un vrai « *paradis* » et les aventuriers, dans un « *jardin des délices* ».

5) — La Chine verserait 4 000 000 de taëls à la Grande-Bretagne, et 2 000 000 de taëls à la France.

Les traités stipulaient en outre que, passé le délai d'un

an, les deux parties se réuniraient à Pékin pour y échanger les textes approuvés par leur gouvernement respectif.

Il y était également question de réformer le régime des douanes. En novembre 1858, Kouei Lang et Houa Cha-na se réunirent à cet effet à Changhaï, avec les représentants de la Grande-Bretagne, de la France et des Etats-Unis. Une nouvelle convention fut signée, stipulant premièrement que le trafic de l'opium était reconnu comme un commerce légal, que l'opium prendrait officiellement le nom de « *drogue étrangère* (7) » et qu'il serait versé 30 taëls par demi-quintal d'opium comme droits de douane ; deuxièmement, que tous les objets usuels nécessaires aux étrangers seraient exempts de droits de douane à leur entrée en Chine et que les diverses marchandises exportées ou importées seraient taxées suivant les nouveaux règlements. Selon les statistiques, les droits d'importation des cotonnades anglaises baissèrent de 13 à 65 % par rapport à l'année 1843 ; troisièmement, que lors de leur écoulement ou de leur transport par voie terrestre dans l'intérieur du territoire chinois, les marchandises étrangères seraient exemptées du droit d'octroi, une fois que celui-ci aurait dépassé 2,5 % de leur valeur, (suivant les prix de saison) ; quatrièmement, que les étrangers seraient invités à travailler dans les services de l'Office des douanes — ce qui leur donnait, bien entendu, la haute main sur cette administration. En effet, les droits de douane sont une bonne arme pour un état souverain, le garantissent des agressions commerciales étrangères et protègent son économie nationale. C'est également pour l'Etat une importante source de revenus. Toutes « *ces nouvelles regles d'imposition et de taxation* » offraient toutes commodités à l'invasion commerciale du capitalisme étranger. L'artisanat chinois traditionnel en subit de graves contrecoups et le développement de l'industrie

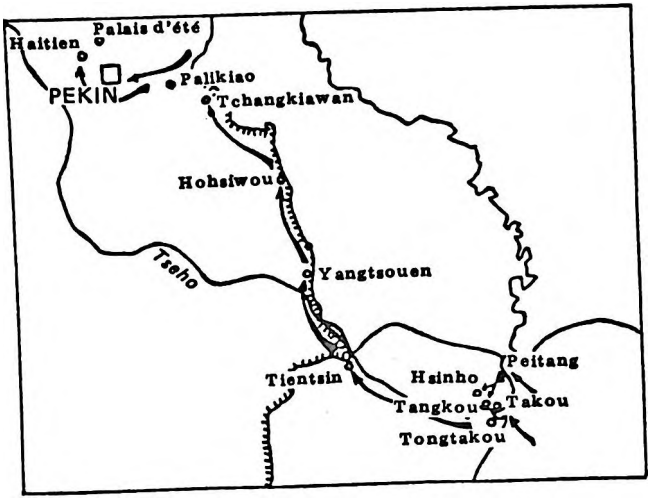
(7) « Drogue » a ici le sens de produit chimique ou pharmaceutique (N.d.T.).

nationale naissante en fut également entravé ; l'économie nationale s'abîmait un peu plus dans un état de semi-colonisation.

3. Le sac du Palais d'Été

Après la signature du traité de Tientsin, les coalisés anglo-français se retirèrent graduellement de la rade de Takou. Marx jugea alors que « *du point de vue politique, loin d'instaurer la paix, ce traité rendait au contraire une guerre inévitable* (8) ». La suite devait lui donner raison. La convoitise des agresseurs était insatiable. L'encre des signatures était à peine sèche que « *le Daily Telegraph* » proclamait : « *les clauses sur le commerce ne sont pas satisfaisantes* ». Pour forcer le gouvernement des Tsing à modifier encore plus docilement les clauses du traité, pour arracher de nouveaux privilèges coloniaux, les agresseurs anglo-français décident « *d'envoyer en Chine des grandes forces* », d'y concentrer « *une flotte de canonnières suffisante* » et de « *donner à Tientsin une nouvelle leçon au gouvernement chinois* » Pour avoir un prétexte au déclenchement des hostilités, ils exigent de pouvoir se rendre à Pékin « *échanger les ratifications des traités* ». Ils proclament frénétiquement que « *puisque le traité de Tientsin a été imposé à la Chine sous la menace du canon, seule la violence pourra la contraindre à lui donner une pleine application* ». L'empereur Hsien Feng se tourmentait nuit et jour au sujet de ces traités. Mais ce qui le rebutait le plus, et ce qu'il considérait comme « *le plus grand dommage* », c'était la résidence à Pékin des diplomates étrangers qui porterait un sérieux coup à sa « *dignité* ». Il avait donc ordonné à Kouei Lang et à Houa Cha-na de

(8) K. Marx, « La nouvelle guerre chinoise », « La Chine, Marx et Engels », p. 375. UGE 10/18.



L'agression des troupes anglo-françaises
au cours de la Deuxième Guerre de l'opium

« *s'efforcer de préserver tout ce qui pouvait l'être* » lors des pourparlers de Changhaï, tandis qu'il faisait remettre en état la défense de Tientsin, restaurer et renforcer la batterie de Takou, augmenter la garnison et placer, à l'embouchure du fleuve Peïho, toutes sortes d'obstacles tels que des troncs d'arbres et des pieux de fer, pour empêcher que les agresseurs « *une fois partis, ne reviennent à la charge, insatiables dans leur convoitise* ».

En 1859, l'Angleterre, la France, et les Etats-Unis chargent leurs représentants en Chine de s'embarquer vers le Nord, pour aller à Pékin échanger les ratifications des traités. L'amiral anglais Hope les escorte à la tête d'une flotte de 16 vaisseaux de guerre. Le 17 juin, ils atteignent

la rade de Takou, où ils font à nouveau parade de force militaire. Le gouvernement chinois redoute la furie des canonnières ; il fléchit de nouveau, et communique à plusieurs reprises qu'au moment d'échanger les traités, nul ne devra manquer à la parole ; il enverra des hommes tout exprès pour recevoir les ambassadeurs étrangers, mais il exige de ceux-ci de ne venir qu'avec les seuls membres de leur suite et d'aborder à P ''ng pour se rendre à Pékin. Dans un but de provocation, les agresseurs s'entêtent à *« ne point vouloir passer par Peitang »*, à faire aborder leurs vaisseaux à Tientsin par Takou, et à protéger leurs ambassadeurs par une escorte armée en entrant dans Pékin.

A l'aube du 25 juin, la flotte anglo-française fait irruption dans le fleuve Peiho. Hope envoie un vapeur ôter un à un les obstacles à l'aide d'un cable. Quinze d'entre eux sont ainsi retirés. Le reste de la flotte se range alors en deux colonnes et fait grande démonstration de force sur le fleuve. Les soldats de la garnison de la batterie de Takou y assistent, brûlant d'indignation patriotique ; mais comme l'empereur leur a donné l'ordre de ne pas tirer les premiers, ils ne peuvent qu'observer haineusement l'envahisseur qui remonte le fleuve vers Pékin et prétend régner en maître sur le territoire chinois. Soudain, à deux heures de l'après-midi, l'ennemi ouvre le feu et bombarde la batterie. Mais la riposte indignée de la garnison les plonge dans le plus grand trouble. Plusieurs de leurs navires s'échouent et, ne pouvant plus avancer ni reculer, deviennent une cible rêvée pour nos artilleurs. L'ennemi se débat et fait débarquer ses fantassins, espérant par là faire tomber enfin cette batterie, qui contrôle tout le secteur. Mais ses fantassins s'embourbent dans les fondrières, et tombent sous une pluie de balles. L'amiral américain s'écrie : *« le sang est plus épais que l'eau »*. Il quitte alors son masque de neutralité et, prétextant les *« liens du sang »*

qui lient la nation anglaise et la nation américaine, ordonne à son artillerie de faire feu, pour soutenir les anglo-français. Ce qui ne sauve rien.

En un jour et une nuit de furieux combats, 5 des navires anglais sont envoyés par le fond, deux sont capturés, et six autres mis hors de combat. 500 de leurs hommes sont tués ou blessés, sur un effectif de 1200. L'amiral Hope est lui-même gravement blessé et ses lieutenants sont en transes. L'amiral français est également touché. Les coalisés anglo-français s'en retournent donc bien déconfits, et rentrent piteusement à Changhaï ; mais leur complice américain reprend son air innocent, aborde à Peitang et entre dans Pékin comme si rien ne s'était passé. C'est à Peitang, sur le chemin du retour, qu'il échange avec le gouvernement chinois les lettres d'approbation du traité sino-américain de Tientsin.

La victoire de Takou avait relevé le courage du peuple chinois et rabattu l'arrogance de l'ennemi. Dans ce combat, provoqué par la barbarie des coalisés anglo-français, les soldats chinois s'étaient vus contraints de riposter, et cette riposte fut parfaitement légitime. Comme l'écrivait K. Marx : « *Les autorités chinoises n'interdisaient pas l'envoi de la mission britannique à Pékin, mais la remontée du Peiho par la flotte de guerre britannique. Elles proposaient que M. Bruce voyage par terre, sans l'appui de ces forces armées (...) le droit de résider à Londres habilite-t-il l'ambassadeur français à forcer la Tamise à la tête d'une expédition armée française ? (...) Ils [les Chinois] avaient indubitablement le droit de s'opposer à une expédition militaire des Anglais à cette occasion. En agissant comme ils l'on fait, ils n'ont pas violé un traité, mais au contraire se sont opposés à sa violation* (9). »

(9) K. Marx, « La nouvelle guerre chinoise », « La Chine, Marx et Engels », p. 378. UGE 10/18.

Quand la défaite de Takou fut connue à Londres et à Paris, tous les journaux ne parlèrent que « *d'une revanche de grande ampleur* ». Palmerston s'écria : « *nous allons envoyer là-bas une armée de terre et de mer, qui ira faire tomber et investir Pékin, en chassera l'Empereur, et y installera l'autorité de notre ministre plénipotentiaire* ». Le Daily Telegraph l'appuyait en ces termes : « *il s'agit d'apprendre aux Chinois à respecter les Anglais* ». Quant au gouvernement français, il s'employait également à de nouveaux plans d'agression.

En février 1860, de nouvelles forces coalisées anglo-françaises, conduites par 2 ambassadeurs extraordinaires, se mirent en route vers la Chine.

Le gouvernement des Tsing, après la victoire de Takou, avait semblé se raffermir quelque peu et parlé « *d'abolir les traités* », mais il ne songeait toujours qu'au compromis et à l'apaisement et n'avait pas la ferme résolution de résister. L'empereur Hsien Feng ne cessait de mettre en garde son ministre de la guerre : « *Il ne faut pas que l'ennemi nous pousse à tirer les premiers* », lui disait-il, « *cela nuirait fort à la paix* » ; « *il faut toujours considérer l'apaisement comme objectif principal* ». Il fit exprès de laisser Peitang sans défense, avec l'illusion d'en faire « *un lieu de passage et de négociation pour les ambassadeurs* », de pouvoir tendre la main aux agresseurs, et de les apaiser par de bonnes paroles.

Mais notre brutal ennemi ne songeait qu'à la guerre ; et le gouvernement des Tsing, anxieux de faire la paix, n'avait aucune envie de résister.

Au printemps 1860, une troupe anglaise de 18 000 hommes, et une troupe française de 7 000, abordèrent les côtes chinoises. Fin juillet, une flotte anglaise de 173 vaisseaux et 10 500 hommes, jointe à 33 vaisseaux et 76 300 soldats français surgit devant la rade de Takou. Le ministre russe, qui était arrivé avant eux avec 4 vaisseaux et

s'était informé de la situation, avait découvert que Peitang était sans défense. Le 1er août, guidée par les Russes, une flotte de quelque 30 navires anglo-français entre dans le port et investit la ville sans coup férir. Le 12, 10 000 agresseurs attaquent Hsinho. 3 à 4 000 cavaliers chinois, divisés en 2 troupes et armés de grands sabres, leur livrent un combat furieux, et leur prennent en une fois 3 canons. Nos ennemis eux-mêmes durent admettre que ces patriotes chinois « *formaient une cavalerie d'élite* », et que « *personne ne chargeait plus héroïquement* ».

Mais, sous un terrible feu d'artillerie, nombre d'entre eux répandirent leur sang sur le sol sacré de la patrie qu'ils protégeaient pour défendre la dignité nationale. Le 14, les envahisseurs occupent Tangkeou et prennent en tenaille la batterie de Takou, qui se retrouve isolée et encerclée. Le 24 la batterie de la rive Nord est investie par les coalisés.

Kelinhsin, le prince de la bannière mongole de Korchin qui commandait la défense chinoise, s'enfuit aussitôt jusqu'à Tongtchéou. Heng Fou, le gouverneur général du Hopeï, redoutant pour sa vie, ordonne alors à toutes les garnisons « *d'arborer le drapeau blanc* » et s'empresse de livrer la batterie Sud à l'ennemi. Les coalisés peuvent donc remonter librement le fleuve jusqu'à Tientsin qui tombe le 24.

La cour des Tsing leur dépêche aussitôt Kouei Lang et Heng Fou, avec le rang de grands commissaires impériaux, pour demander la paix. Les coalisés expriment dès lors des exigences sans limites. Il ne saurait être question pour eux d'amender les traités. Au contraire, ils posent de nouvelles conditions, exigent qu'un port soit construit à Tientsin, alourdissant les « *dommages de guerre* » que doit leur verser la Chine ; ils exigent en outre que lors de l'échange des traités, les ambassadeurs puissent être escortés de troupes en armes. L'Empereur tergiverse ; il répugne

surtout à céder à la dernière demande, qui l'inquiète plus que tout. Comme les envahisseurs ont le ferme dessein de faire du gouvernement des Tsing leur « *allié au pied du mur* », ils rompent brutalement les pourparlers et marchent sur Tongtchéou.

L'Empereur envoie le prince de Korchin, défendre la ville. En même temps il y dépêche Tai,Tan, prince de Yi, qui accède à toutes les exigences des agresseurs. Mais ce n'est plus assez pour eux ; le 17 septembre, les négociateurs anglo-français posent à Taiyuan deux nouvelles conditions : la première est d'obtenir, une fois entrés dans Pékin, une entrevue de l'Empereur, et de lui remettre en mains propres leur lettre de créance ; la seconde est que Pékin soit immédiatement dégarni de ses troupes. Pour la première, l'Empereur considère « *qu'il y va du prestige du pays* », et qu'« *elle est des plus difficiles à satisfaire* » ; si les ambassadeurs veulent remettre leur lettre de créance en mains propres, ils devront se prosterner comme le prescrit l'étiquette, ce dernier retranchement de Sa majesté impériale devant être préservé quoiqu'il advienne. Quant à la seconde, elle est sans doute plus malaisée encore à accepter. Les négociations ne tardent pas à rompre de nouveau.

Le 18 septembre, les coalisés redonnent la parole au canon ; ils bombardent le camp de l'armée impériale établi devant Tchangkiawan. Le 21, ils se lancent dans un assaut général contre le pont de Pali, à Tongtcheou, qui est une importante voie d'accès à la capitale. Les troupes impériales cantonnées dans ces parages sont fortes de quelque 30 000 hommes. Elle sont commandées par le général mongol Sengalintsin, celui même qui avait réprimé dans le sang l'expédition du Nord de l'armée des Taiping. Mais sous le feu nourri des fusils européens, la cavalerie mongole est mise en pièces ; Tchangkiawan, puis Tongtchéou sont bientôt aux mains de l'ennemi. Dans la bataille du pont de Pali, les hommes de troupe et les

sous-officiers avaient tous héroïquement riposté et manifesté leur patriotisme et, pendant deux heures, infligé de lourdes pertes à l'ennemi. Le pont une fois perdu, la route de Pékin s'offrait aux envahisseurs. Ceux-ci, toutefois, avaient essuyé tant de pertes qu'ils durent stationner deux semaines à Tongtchéou, pour y attendre des renforts de troupes venant de Tientsin.

Tant que l'ennemi avait avancé et que le bruit des bottes s'était peu à peu rapproché de la capitale, l'Empereur avait fait montre d'une généreuse ardeur et déclaré « *qu'il voulait prendre en personne la tête de 6 grandes armées, marcher tout droit à Tongtcheou, et déployer une grande force pour châtier l'ennemi* ». Mais sa seule pensée était de « *tenir au Nord de la capitale* » pour préparer sa fuite. Les défaites de Tchangkiawan et du pont de Pali l'avaient mis dans un tel égarement, que son grand dessein de « *prendre en personne la tête d'une expédition* » s'était mué en fuite éperdue vers le Jéhol. Ce fut son frère cadet, le prince Yi Hsin, qui dut demeurer à Pékin pour y « *administrer la paix* ». Les princes, grands seigneurs et hauts dignitaires de la cour « *craignaient l'ennemi comme le tigre* », et « *accueillirent les bandits en leur ouvrant les portes* ». Le 13 octobre, les coalisés anglo-français entraient dans Pékin par la porte Anting, sans avoir tiré un seul coup de feu. Voilà donc comment la capitale d'une dynastie féodale put tomber aux mains d'un agresseur étranger.

Mais si la classe dominante suivait la voie de la capitulation, le peuple chinois, lui, suivait celle de la résistance. Les habitants de la région de Pékin et de Nankin, indignés, se résolurent à prendre les armes et à s'engager dans un combat sanglant.

En septembre, les habitants de Tientsin conduits par Wang Hsing-pang, Souei Teng-tcheou et d'autres, s'étaient organisés de leur propre mouvement, avaient brûlé les ba-

teaux ennemis, et tendu une embuscade à des soldats coalisés qu'ils avaient tués. En octobre, dans la banlieue Ouest de Pékin, le peuple de Hsietchouang avait formé des milices, dont le chasseur Feng San-pao avait pris la tête ; embusqués à Chetchai et à Toupao, ils avaient attendu l'ennemi et fait reculer une centaine d'envahisseurs sous une grêle de balles. Pour prévenir des représailles, la fille de Feng San-pao, Feng Yuan-tchen, avait réuni une petite troupe de jeunes chasseurs qui s'était dissimulée dans les bois, à 2 kilomètres du village. Lorsque 5 à 600 soldats ennemis marchèrent comme prévu sur Hsietchouang, avec des canons, ils surgirent et fondirent sur eux *« frappant d'estoc et de taille »*. Les envahisseurs, contraints de se défendre à la baïonnette, durent se retirer sous l'assaut furieux des jeunes miliciens. La population de Hsietchouang arriva bientôt en renfort. Le soir, plus d'une centaine d'ennemis avaient perdu la vie ; le reste s'était enfui piteusement en abandonnant les canons et n'osa plus revenir inquiéter Hsietchouang.

Les leçons de l'histoire prouvent de manière irréfutable que, devant chaque agression étrangère, le peuple chinois s'est dressé comme un géant, et qu'il a préféré mourir debout plutôt que de vivre à genoux. *« Ceux qui craignent les étrangers, ce sont les dignitaires, et non point le peuple »*. Cette maxime était alors dans toutes les bouches parmi le peuple de Tientsin.

Quand les coalisés eurent investi Pékin, il s'y livrèrent à tous les crimes imaginables. Le sac et l'incendie du Palais d'Eté sont leur forfait le plus signalé.

Situé près de Haitien, dans la banlieue Nord-Ouest de Pékin, le palais de Yuanmingyuan était l'une des résidences d'été où les empereurs des Tsing menaient leur vie de délices. La construction en avait commencé en 1709, et avait consumé d'immenses ressources humaines, matérielles, et financières. Le parc était un modèle de l'art paysa-

ger créé par le peuple chinois, et le palais était l'un des plus riches et des plus beaux du monde. Il renfermait des joyaux, des bronzes, des porcelaines, des peintures et des calligraphies, ainsi que des livres rares et précieux, qui en faisaient l'un des plus riches musées à l'époque et l'une des plus grandes et des plus fameuses bibliothèques du monde.

Le 6 octobre 1860, les coalisés franco-anglais y firent irruption.

Cette meute de brigands éhontés entreprit de le piller. Tout ce qu'ils purent emporter, ils le dérobèrent ; les pièces les plus lourdes furent enlevées sur des charrettes. Le reste, ils le brisèrent, le piétinèrent, le mirent en pièces à leur plaisir. Le correspondant de guerre du Times nota : « *La valeur des richesses dérobées ou détruites se monte à plus de 6 000 000 de livres anglaises. Chaque soldat prend pour lui-même tout ce qu'il peut emporter. Dans le palais même on ne sait où porter la main ; on laisse l'argent pour l'or, on laisse l'or pour les joyaux, les montres incrustées de jade et de perles ; enfin, on brise des porcelaines et des vases cloisonnés de grande valeur mais trop gros pour être emportés ; beaucoup ont dérobé ainsi jusqu'à 30 ou 40 livres d'or pur, et quelques-uns ont mis la main sur des gemmes et des perles d'une valeur inestimable* ». Dans ce compte rendu, les agresseurs se peignirent ainsi eux-mêmes dans toute leur brutale cupidité et leur extrême impudence.

Le Palais d'Eté avait subi un désastre irréparable. Pour tâcher d'effacer la trace de ce forfait, Lord Elgin décida de le brûler entièrement. Les 18 et 19 octobre, 3.500 soldats coalisés reçurent l'ordre d'y bouter le feu. L'édifice se consuma pendant trois jours et trois nuits. Des volutes de fumée s'élevèrent dans le ciel et cette admirable œuvre d'art ne fut bientôt plus qu'un amas de décombres.

Ainsi, les nations les plus « *civilisées* » faisaient preuve

du plus abject vandalisme, prouvant par là la nature barbare de la « *civilisation* » bourgeoise occidentale.

Mais les forces coalisées anglo-françaises reçurent de leur propre peuple un blâme vigoureux. L'écrivain bourgeois français Victor Hugo a lui-même flétri cet ignoble pillage.

Les cendres du palais n'étaient pas encore froides, que le prince Yi Hsin, sous la protection et par l'entremise de l'ambassadeur russe, ploya le genou devant les coalisés ; Sans négocier le moins du monde, il satisfit à toutes leurs exigences. Le 24 et le 25 octobre 1860 furent donc signés les « *traités de Pékin* » avec l'Angleterre et la France. Par ces traités, il était reconnu, premièrement, que ceux de Tientsin demeuraient pleinement en vigueur ; deuxièmement, que Tientsin s'ajouterait aux ports de commerce déjà ouverts à l'étranger ; troisièmement, que les étrangers seraient autorisés à engager en Chine des hommes de peine, qui travailleraient hors du pays ; quatrièmement, que Kowloon (10) serait cédé à la Grande-Bretagne ; cinquièmement, que toutes les églises catholiques confisquées seraient rendues, et que les missionnaires français auraient toute latitude pour acheter du terrain en chaque province et en bâtir de nouvelles ; sixièmement, que huit millions de taëls seraient également versés, comme dommages de guerre, à l'Angleterre et à la France.

Comme la guerre de sécession venait d'éclater aux Etats-Unis, l'ambassadeur américain n'était plus en Chine, et ne put donc, quant à lui, arracher de nouveaux traités au gouvernement des Tsing. Mais, en vertu de la « *solidarité* » devenue coutumière entre les puissances occidentales, les Etats-Unis bénéficièrent du même coup des privilèges que les coalisés avaient extorqués par la guerre.

Quant à la Russie, elle prétexta les « *mérites* » qu'elle

(10) Péninsule de la côte chinoise en face de l'Ile de Hong-kong.

s'était acquis comme « *arbitre* », pour tirer ses marrons du feu. Le 14 novembre, fut signé le traité sino-russe de Pékin, dont on trouvera le détail dans le chapitre suivant.

Pour la Chine, la Deuxième Guerre de l'opium s'achevait donc dans la honte nationale.

Les conséquences en furent très graves.

1) La souveraineté du territoire chinois avait subi des atteintes sans précédent. L'Angleterre ajoutait à ses conquêtes « *toute la région de Kowloon* » ; la Russie militariste, féodale et impérialiste, avec l'annexion d'immenses territoires au Nord-Est et au Nord-Ouest de la Chine fut l'Etat qui s'étendit le plus aux dépens du pays.

2) Grâce au fait que les ambassadeurs étrangers pouvaient résider à Pékin et prendre appui sur toute une aristocratie de dignitaires serviles envers l'étranger représentés par le prince Yi Hsin, leur emprise sur le gouvernement des Tsing fut renforcée. Ce dernier vendit les intérêts de la nation chinoise et devint le pilier de la domination étrangère ; et l'on verra bientôt les maîtres et leurs laquais s'unir pour former une alliance contre-révolutionnaire, et écraser conjointement la révolution du Royaume céleste des Taiping.

3) Le nombre des ports ouverts au commerce avec l'étranger, au nombre de 5 à l'origine dans le Sud-Est, passèrent à 16, répartis dans plus de 10 provinces, y compris celles du bassin du Yangtsé. Les marchandises étrangères et l'opium y entrèrent à flot. L'exportation — par un véritable pillage — des productions agricoles subsidiaires et des matières premières chinoises s'accrut aussi considérablement. Cela accéléra la semi-colonisation économique de la Chine.

4) Les envahisseurs profitèrent en outre du contrôle qu'ils avaient obtenu d'exercer sur les douanes pour mettre la main sur une source de revenu vitale pour le gouvernement chinois et, par là, accroître tous les jours leur

influence politique. C'était là l'une des marques les plus évidentes de l'état semi-colonial où s'abîmait la Chine.

5) Enfin, les étrangers, dont la liberté de mouvement était à l'origine limitée aux ports côtiers, se virent d'un coup libres de voyager et de propager leur religion à leur guise. Dans tout l'arrière-pays, les missionnaires, sous couleur de religion, vinrent renforcer l'agression culturelle des colonialistes et leur entreprise d'abrutissement des populations ; ils se croyaient tout permis et s'adonnaient aux pires forfaits. Des agents et des espions mettaient à profit la liberté de prêcher et de voyager pour s'enfoncer dans l'intérieur de la Chine, y recueillir des renseignements, et s'y livrer à d'inavouables et louches besognes.

Cette Deuxième Guerre de l'opium avait mis en échec complet la politique autarcique de la cour des Tsing. La Chine abdiquait un peu plus sa souveraineté, l'agression du capitalisme étranger s'y étendait davantage, la politique comme l'économie de la Chine, ses affaires militaires comme sa civilisation, étaient tour à tour gagnées par le désastre du semi-colonialisme.

4. La Russie tsariste met la situation à profit

La Russie tsariste était un Etat européen dont le territoire, à l'origine, ne confinait nullement au territoire chinois. Dans les années 80 du XVIe siècle, elle s'étendit rapidement vers l'Est, au-delà des monts Oural, qui marquent la limite de l'Europe et de l'Asie. Ce fut en 1643 que la première troupe d'agresseurs russes, venue de Sibérie, au nombre de 130 hommes, pénétra en Chine dans le bassin du fleuve Heilongkiang (11), pillant, tuant, incendiant tout sur leur passage comme de véritables bêtes fauves ; ils

(11) Nom chinois du fleuve Amour (N.d.T.).

massacrèrent, cet hiver-là, plus de 50 Chinois. Leur dessein était d'occuper tout le Nord de la province du Hei longkiang ; c'est là l'origine de la contestation qui, depuis le milieu du XVIIe siècle, persiste entre la Russie et la Chine touchant le tracé des frontières.

En 1689, la Chine et la Russie avaient signé le premier traité à ce sujet, « *le traité sino-russe de Nipchu* » qui fixait la frontière orientale entre les deux pays. Ce traité stipulait que les vastes régions situées au sud du Heilongkiang, au sud du Khingan extérieur et à l'est du Wousouli (12) sont territoires chinois. En 1727, une convention sino-russe fixa la partie centrale des frontières qui forme aujourd'hui la majeure partie des frontières russo-mongoles. Quant au lac Balkash, qui se trouvait alors dans la région frontière occidentale de la Chine, non loin de la Russie, il n'y avait à l'époque aucune contestation à son sujet.

Mais les agresseurs russes s'étaient toujours montrés alléchés par le bassin du Heilongkiang, dont on a pu dire qu'il fut « *ardemment convoité par la Russie, du Tsar Alexis Michaïlovitch à Nicolas* » (13).

Avec la Guerre de l'opium, la Chine sombrait dans le semi-colonialisme et la Russie, quant à elle, se transformait en un Etat impérialiste féodalo-militaire.

En 1847, le tsar Nicolas 1er nomma le général Mouraviev gouverneur de la Sibérie orientale. C'était un partisan forcené de l'expansionnisme russe. De grandes forces militaires lui furent affectées et, progressant pas à pas, il vint étendre ses griffes vers le Heilongkiang. Quand éclata la Deuxième Guerre de l'opium, la Russie tsariste considéra que l'heure était venue d'investir le territoire chinois. D'intelligence avec les puissances occidentales, usant tantôt de la menace militaire, et tantôt de rouerie diplomatique, elle

(12) Nom chinois de l'Oussouri (N.d.T.).

(13) K. Marx, « Le nouveau traité avec la Chine », « La Chine, Marx et Engels », p. 343. UGE 10/18.

entreprit d'annexer tout le Nord-Est de la Chine, et de vastes territoires du Nord-Ouest. Staline avait fort justement qualifié la Russie tsariste de « *démon malfaisant des nations de l'orient* (14) ».

En 1850, les Russes avaient occupé le port de Miaokié, à l'embouchure du Heilongkiang, qu'ils avaient baptisé « *Nikolaïevsk* », du nom du tsar. Ce dernier, transporté de joie, s'écria en montrant ce lieu sur une carte : « *Là où est hissé le drapeau de la Russie, jamais plus il ne devra être amené* ».

La Russie était particulièrement habile à tirer profit de chaque occasion pour étendre son territoire. A la fin de l'année 1853, le général Mouraviev écrivait dans un rapport secret à son gouvernement : « *le grand trouble dans lequel la Chine est plongée pour le moment* — il voulait parler de la révolution des Taiping — *est l'occasion rêvée pour ouvrir des lignes de navigation dans la province du Heilongkiang* ».

En mai 1853, il prit lui-même la tête d'une flotte de 75 navires où s'étaient embarqués une nombreuse troupe d'infanterie, un détachement de cosaques et un autre d'artilleurs de montagne. Cette flotte remonta très haut le cours du Heilongkiang. Mouraviev établit ouvertement des garnisons dans le bassin inférieur du fleuve, des batteries de canons et des postes militaires. Il occupa ainsi toute la région, en clamant bien haut qu'il « *se faisait le protecteur de la Chine* ».

A la fin de l'année 1856, la Russie fit illégalement du bassin du Heilongkiang l'une de ses « *provinces maritimes* ».

En 1857, profitant de l'expédition anglo-française et de l'incapacité où était le gouvernement chinois de porter ses

(14) Staline, « Sur le mouvement révolutionnaire en Chine », *Œuvres complètes*, tome 7, p. 191 de l'édition chinoise.

forces vers le Nord, les Russes regroupèrent aux frontières du Nord-Est une armée de 16 000 fantassins, 5 000 cavaliers et un millier d'artilleurs qui, forte de 40 canons de grand modèle, plaça la Chine devant le fait accompli et acheva d'occuper le Heilongkiang en y établissant partout des postes de garde, des camps militaires et des fortins, s'étendant jusqu'à la rive nord du cours moyen du fleuve et sur les deux rives de son cours inférieur.

Engels écrivit alors : « *Cependant que les flottes et troupes anglaises et françaises affluent vers Hong-kong, les cosaques de Sibérie implantent progressivement, mais sûrement, leurs stanitzas* (15) *depuis les monts Daours jusqu'aux rives de l'Amour et l'infanterie de marine russe ceinture de fortifications les magnifiques portes de Mandchourie* (16). »

Le tsar avait donc dans une main le fusil et dans l'autre main le rameau d'olivier. Il envoya l'amiral Boudiarine, connu pour son hypocrisie diplomatique, forcer la Chine à signer des traités qui devaient la priver de territoires entiers.

Boudiarine atteignit Tientsin en août 1857. Après avoir en secret convenu de tout avec Mouraviev, il tâcha de séduire le gouvernement chinois par l'appât d'un renfort contre l'Angleterre et la France, et d'une aide pour réprimer la révolution des Taiping. Il proposa de ramener la frontière sino-russe aux fleuves Heilongkiang et Wousouli. Le gouvernement chinois répliqua que les frontières orientales entre leurs deux pays étaient fixées depuis longtemps par la convention de Nipchu et précisa : « *les frontières alors établies l'ont été à jamais* », et « *il est hors de question de les renégocier* ».

(15) Les stanitzas étaient des sortes de villages militaires (N.d.T.).

(16) F. Engels, « Perse-Chine », « La Chine, Marx et Engels », p. 232. UGE 10/18.

Mais Boudiarine ne manquait pas de ressources. En novembre, il alla trouver à Hong-kong les coalisés anglo-français et les Américains, pour se mettre en intelligence avec eux et leur proposer ses stratagèmes. « *Si l'on n'exerce pas de pression directe sur Pékin, l'on ne peut venir à bout du gouvernement chinois. Et pour que cette pression soit la plus efficace possible, il suffit de remonter le fleuve Peïho sur des bateaux de faible tirant d'eau* ». Il remarqua en outre que les mois de mai et de juin étaient les meilleurs pour entreprendre une action militaire.

En mars de l'année suivante, quand le gouvernement des Tsing eut refusé de négocier à Changhaï avec les 4 puissances occidentales, ce fut encore lui qui suggéra d'occuper Tientsin et de menacer directement Pékin, comme le meilleur et l'unique moyen de l'emporter. Toutes les menées de Boudiarine révélaient crûment la férocité des agresseurs tsaristes.

En avril 1858, les coalisés anglo-français avaient atteint le fleuve Peïho et Tientsin. Le 20 mai, ils prenaient Takou, et forçaient le gouvernement des Tsing à négocier à Tientsin. Pendant les pourparlers, Boudiarine mena les pires intrigues ; il incitait tant qu'il pouvait les anglo-français à faire parler les armes contre le gouvernement chinois ; « *on ne peut les faire céder,* clamait-il, *qu'en alliant la plus forte pression militaire à des actions soudaines* ». Aux yeux des Chinois, cependant, il se posait en médiateur et mettait à profit la pusillanimité de la cour des Tsing pour lui extorquer les avantages coloniaux et territoriaux les plus exorbitants.

Le 13 juin 1858, Boudiarine obtint enfin que le traité sino-russe fût signé avant tous les autres. Outre les droits déjà acquis au commerce par voie de terre, la Russie obtenait l'accès aux rivages chinois de l'Est et du Sud, et à tous les ports du Yangtsé, ainsi que le droit de propager la

religion orthodoxe, le droit de juridiction consulaire et le traitement unilatéral de la nation la plus favorisée.

Elle emportait ainsi d'un coup tous les privilèges coloniaux que les autres puissances avaient déjà acquis où allaient acquérir ; et en outre, la neuvième clause du traité sino-russe recélait des sous-entendus fort dangereux : « *Pour ce qui est des frontières que les deux parties n'ont pas encore clairement fixées, le traité sera équitablement examiné par de hauts fonctionnaires qu'elles nommeront ultérieurement.* »

Bien des faits devaient prouver par la suite que ces prétendus « *examens équitables* » ne seraient rien d'autre que de nouvelles entreprises d'annexion des territoires chinois sous prétexte « *d'inspection des frontières* ».

En conjugaison avec les artifices diplomatiques de Boudiarine, le ministre russe des affaires étrangères écrivait à Mouraviev : « *il importe à présent de mettre à profit le moment où le gouvernement des Tsing a le pressant besoin de se concilier la Russie afin de soutenir la guerre ouverte que lui mènent l'Angleterre et la France, pour conclure nos négociations au plus tôt. Il ne faut pas perdre cette bonne occasion* ».

Le 22 mai, soit trois jours après la prise du port de Takou par les anglo-français, Mouraviev, à la tête de quelque 200 hommes, se rendit à Aïgoun pour y rencontrer Yi Chan, qui commandait les troupes provinciales du Heilongkiang. Escorté de deux canonnières, il lui donna communication de ses revendications territoriales insensées.

Avant même le début des négociations, il exhiba un projet de traité déjà rédigé, proclama que « *pas une ligne ne serait changée au passage, affirmant que le fleuve (le Heilongkiang) marquerait la frontière* », et prétendit forcer Yi Chan à le signer et à le sceller.

Yi Chan riposta que « *le traité de Nipchu n'avait jamais été modifié* », et « *le serait bien difficilement* ».

Mouraviev entra alors en fureur, s'écria « *qu'il ne pouvait plus attendre* », et que s'il ne lui était pas donné satisfaction, il irait aussitôt rallier l'Angleterre. Puis il ordonna à ses canonnières de faire grande parade de force sur le fleuve, et de tirer des bordées.

C'est donc sous la menace des canonnières que Yi Chan dut signer, le 28 mai 1858, le traité inégal d'Aïgoun, qui amputait la Chine de tous ses territoires situés entre le Khingan extérieur et le Heilongkiang, ce qui représente plus de 600 000 kilomètres carrés. Les territoires à l'Est du Wousouli étaient placés sous l'administration conjointe des deux parties. Quant à Mouraviev, le tsar Alexandre II le sacra « *comte de l'Amour* », pour les mérites qu'il s'était acquis par cet acte de brigandage colonial.

Engels, en novembre 1858, montra parfaitement la véritable nature des traités sino-russes de Tientsin et d'Aïgoun : « *Abstraction faite de ce qu'elle participe à tous les avantages tangibles — quels qu'ils puissent être — concédés à la France et à l'Angleterre, la Russie s'est assurée de tout le pays sur l'Amour* » (17), « *en dépouillant la Chine d'un territoire grand comme la France et l'Allemagne réunies, et long comme le Danube* » (18).

Mais pour l'insatiable Russie des tsars, ce n'était pas encore assez. Une dizaine de jours après la signature du dernier traité, Mouraviev entreprit d'annexer sans autre forme de procès les territoires de l'Est du Wousouli. En juin, les Russes occupèrent le bourg chinois de Poli, qu'ils baptisèrent Khabarovsk et d'où ils envoyaient sans cesse des navires chargés de soldats faire des incursions sur le Heilongkiang, le Wousouli et jusque sur le Songhoua (19).

---

(17) F. Engels, « Les gains de la Russie en Extrême-Orient », « La Chine, Marx et Engels », p. 366. UGE 10/18.

(18) Idem, p. 363.

(19) Nom chinois du fleuve Soungari.

Tout au long de la rive orientale du Wousouli, ils établirent des garnisons militaires, des ouvrages fortifiés et des batteries par dizaines. Ils tracèrent de nouvelles cartes de la région et déplacèrent toutes les bonnes frontières. Mouraviev alla jusqu'à se vanter de ses forfaits : « *J'ai ordonné alors à tous les fonctionnaires et à tous les garde-frontières chinois de se retirer sur la rive occidentale, et à mes troupes d'arrêter manu-militari tous ceux qui résisteraient, et de les conduire à Aïgoun sous escorte.* »

En juin 1860, les Russes occupèrent le grand port d'Haichenwei, et le baptisèrent « *Vladivostok* », qui signifie « *l'Orient conquis* ».

Créer un fait accompli d'occupation militaire, puis forcer à signer d'indignes traités reconnaissant le fait était devenu la tactique habituelle de la Russie tsariste à l'égard de la Chine. Et tandis que Mouraviev découpait allègrement les territoires orientaux du Wousouli, le tsar nommait en Chine, comme ministre plénipotentiaire, l'un de ses plus fidèles agents, le chef de ses gardes du corps.

Il atteignit Pékin en juillet 1859. En moins d'un an, après avoir tantôt charmé par de beaux discours flatteurs, tantôt effrayé par des airs impatients et furieux, il voulut forcer le gouvernement des Tsing à céder à la Russie tous les territoires situés à l'Est du Wousouli ; « *sinon, dit-il, la Russie pourra certainement, et plus facilement encore que les puissances maritimes, porter à la Chine les coups les plus mortels* ».

Le gouvernement chinois déclara alors aux Russes : « *ces territoires étant parties intégrantes de la Chine, comment pourrait-on arbitrairement décider de les céder à un royaume étranger ? Si l'on venait ainsi occuper quelque contrée de votre vénérable royaume, Messieurs les grands ministres, vous laisseriez-vous faire ?* » N'étant point parvenu à ses fins par artifice, le ministre russe se rend l'année suivante à Changhaï pour rencontrer Lord Elgin et le

représentant français, mettre ses talents et ses ressources à leur service, et les inciter à attaquer Pékin au plus tôt. Il escomptait ainsi, en donnant son concours à la pression militaire des coalisés anglo-français, redonner la vieille comédie qui avait déjà permis à la Russie de tirer ses marrons du feu.

Ce fut le ministre russe lui-même qui clama qu'il fallait « *donner par la force des armes une terrible leçon au gouvernement chinois* » ; ce fut lui qui fournit aux coalisés les renseignements nécessaires, leur montra comment passer par les endroits dégarnis, et les fit aborder à Peitang. Ce fut encore lui qui, sur une carte de Pékin des plus détaillées, leur montra les points où la défense de la ville était la plus faible et les aida à concevoir un plan d'assaut. Qui eût dit que cet infâme complice de nos agresseurs vînt aussi se poser en médiateur, en « *protecteur équitable* », et proclamer « *que seule la Russie était l'amie sincère de la cour des Tsing ?* ».

Mais ce que les Russes firent de plus éhonté, fut de se louer de leur « *mérite* » en tant que médiateurs. Car enfin, de qui donc avaient-ils mérité ? Laissons répondre les agresseurs français qui le savaient très bien : « *Nous nous reposâmes entièrement sur les beaux tours du ministre russe qui seuls purent pousser rapidement le prince Kong à capituler.* »

Après la signature des traités sino-anglais et sino-français de Pékin, le ministre russe déclara au prince Kong : « *Si certaines grandes puissances ne s'en étaient pas mêlées, et n'avaient contraint les Anglais et les Français à reculer, les diables étrangers auraient sans doute investi tous vos Etats.* » — Puis il tendit la main : « *Ce que demande la Russie pour son salaire,* dit-il à la cour, *n'est rien d'autre que quelques territoires sans valeur : vos régions frontières* ». Il en vint finalement à l'intimidation ouverte : « *Il n'est pas difficile de provoquer une série*

d'incidents militaires ». « *Votre Etat et le nôtre ont 10 000 lieues russes de frontière commune, et si la Russie voulait vous frapper, où que ce fût, de coups terribles et impossibles à parer, elle le pourrait très aisément* ». Il alla jusqu'à menacer « *de rappeler les coalisés, ce qui se ferait en un tour de main* ».

Ce fut alors que le gouvernement des Tsing lâcha pied et se soumit, craignant par-dessus tout de nouvelles provocations anglo-françaises, d'intelligence avec la Russie.

Le 14 novembre 1860, par la signature du traité sino-russe de Pékin, la Russie tsariste forçait le gouvernement des Tsing à lui céder les vastes territoires situés à l'Est du Wousouli (y compris l'île de Konye) que le traité d'Aïgoun avait déjà placés sous une prétendue « administration conjointe » des deux parties. Elle investissait au même moment l'Ouest du territoire chinois, ce qui lui permit d'imposer, avec la deuxième clause du traité, la modification du tracé d'une section des frontières occidentales. Des fleuves et des montagnes situées dans l'intérieur du territoire chinois furent dès lors considérés comme frontière sino-russe. En outre, selon les stipulations du traité sino-russe de Pékin, la Russie obligea le gouvernement des Tsing à signer, le 7 octobre 1864, la « *convention sur la révision du tracé des frontières du Nord-Ouest* », par laquelle elle ne fit qu'une bouchée des quelque 440 000 kilomètres carrés de terre chinoise situés à l'Est et au Sud du lac Balkach.

La Russie tsariste avait donc profité de la Deuxième Guerre de l'opium, pour envoyer de grandes forces militaires envahir de vastes territoires dans les régions frontières, tandis qu'elle hissait la bannière de la « *neutralité* » et se posait en médiateur, pour tirer ses marrons du feu en aidant les armées coalisées anglo-françaises. Elle y gagna les mêmes privilèges coloniaux que l'Angleterre, la France et les Etat-Unis, tout en annexant par surcroît

1 440 000 kilomètres carrés de terre chinoise. A partir de l'année 1858, à chaque nouveau traité, à chaque nouvelle révision de frontière, la Russie amputait la Chine de nouveaux territoires, avec un degré de cupidité et une ignominie rarement égalés dans l'histoire. Même le ministre anglais des affaires étrangères en personne s'emporta jusqu'à dire : « *La Russie trouverait difficilement son pareil au monde pour acquérir de si riches territoires par des procédés si commodes et si malhonnêtes.* »

Depuis la Guerre de l'opium, l'impérialisme russe féodalo-militaire fut donc celui qui ravit le plus de terre à la Chine. Comme l'écrivait Lénine avec indignation : « *La politique du gouvernement tsariste en Chine est une politique criminelle* (20). »

Toutes les populations de nos régions frontières, quelle que fût leur nationalité, avaient fait l'épreuve des méfaits de la Russie tsariste, « *la haïssaient d'un sentiment commun et lui résistaient héroïquement* ». En 1850, comme des envahisseurs russes avaient abordé près de l'embouchure du Heilongkiang, quelque deux cents villageois les avaient aussitôt entourés pour leur exprimer des protestations indignées. En 1855, 5 ou 600 habitants de la région de Tarbakatai, dans le Nord-Ouest, incendièrent les parcs à bestiaux des négociants russes, par représailles contre les meurtres et les violences commis par les agresseurs, et chassèrent ces « *fauves mangeurs d'hommes* ». En 1860, toute la population de trappeurs répandue à l'Est du Wousouli forma une milice de quelque 10 000 hommes et établit en 2 ou 3 mois 150 camps retranchés.

Partout les populations appartenant à diverses minorités nationales, s'armant de fourches de chasse ou de haches, livraient aux envahisseurs des combats acharnés ; 30 familles Hotche (21) qui vivaient à l'origine près de Ko-

(20) « La guerre de chine », Lénine, *Œuvres*, tome 4, p. 392.
(21) Nom d'une minorité nationale du Nord-Est de la Chine (N.d.T.).

tundun, sur le fleuve Songhua, préférèrent émigrer en se risquant, avec tout leur bétail, sur les eaux du fleuve, plutôt que de se voir les esclaves des Russes. En 1868, des chercheurs d'or chinois de Tsingtao, au Sud-Est du port d'Haichenwei, armés seulement de sabres ou d'épées, résistèrent héroïquement aux colons russes, mirent hors de combat une dizaine d'officiers et de soldats de l'armée tsariste. Quand la nouvelle se répandit, les habitants de Soutcheng et d'autres lieux se joignirent aussitôt aux insurgés de Tsingtao, incendièrent tous les postes militaires de Houangtao, de Chemiaotse et de Mayitang, encerclèrent les camps établis par les Russes au bord de la mer, et leur portèrent de rudes coups.

Dans les années 80 du XIXe siècle, un officier russe écrivait encore dans un rapport au gouvernement, rempli d'un profond sentiment d'impuisssance : « *Les Chinois de ces régions, qu'ils soient de nationalité Han, Hotche, ou Orchone demeurent insoumis à notre autorité politique, et n'obéissent qu'à celle de la Chine* » ; « *ils veulent constamment se soustraire à notre joug* ».

L'histoire l'a prouvé : « *Les différentes nationalités de Chine ont toujours combattu le joug étranger et cherché à s'en libérer par la résistance* (29). »

(22) « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 324. E.P.

CHAPITRE IV

La lutte héroïque après la chute des Taiping

1. Les nuages noirs s'amoncellent dans le ciel de la Capitale céleste

Au moment où les canons de la Deuxième Guerre de l'opium tonnent dans les régions de Pékin et de Tientsin, la révolution des Taiping traverse une période de formidables bouleversements et s'engage sur la pente du déclin.

La période faste des Taiping sur le plan militaire s'est située en été 1856. A l'époque, toutes les bases militaires de Wouhan à Tchenkiang étaient reliées en un seul camp ; le majestueux Yangtsé en était le principal axe de transport fluvial qui facilitait le flot des échanges entre l'Est et l'Ouest du pays ; la bonne coordination qui existait également entre le Nord et le Sud faisait que les nouvelles des victoires affluaient. Cependant, c'est à cette époque que les nuages commencent à apparaître dans le ciel du Royaume céleste des Taiping. Wei Tchang-houei, élément de la classe des propriétaires fonciers qui avait usurpé de hautes fonctions dans le Royaume des Taiping, profite des contradictions sévissant alors au sein du groupe dirigeant pour fomenter une émeute contre-révolutionnaire dans la Capitale céleste.

C'est de l'intérieur qu'une forteresse est le plus aisément conquise. La rébellion dans la Capitale céleste fait partie de la lutte des classes, reflétée avec acuité dans les rangs révolutionnaires.

Les dissensions internes dans le noyau dirigeant des Taiping ne sont pas de fraîche date. Déjà, avant la révolte de Kintien, Yang Hsieou-tsing occupait la place privilégiée d'envoyé mandaté par le Père céleste ; Young'an avait été sacrée Reine, et Yang tenait en mains tous les pouvoirs civils et militaires du Royaume des Taiping. Pendant les débuts des Taiping, lors de la lutte révolutionnaire, grâce à la direction de Hong Hsieou-tsiuan et le soutien des masses des soldats et du peuple, Yang Hsieou-tsing avait ap-

porté des contributions méritoires. A l'époque, l'armée Taiping menait un combat à mort contre la dynastie Tsing et, faisant front contre l'ennemi commun, les dirigeants étaient unis. Les ennemis de classe ne pouvaient trouver de faille par où s'infiltrer. Seulement, après le choix de Nankin comme capitale, les choses changèrent. Le roi de l'Est, Yang Hsieou-tsing, s'enorgueillissant de ses exploits, se conduisait avec arrogance. Monopolisant tous les pouvoirs, il causa un tort considérable aux structures de la direction. Pour asseoir son prestige, Yang ne trouva rien de mieux que d'appliquer le fouet aux commandants de haut rang et même, prétendant parler au nom du Père céleste, il voulut appliquer ce châtiment à Hong Hsieou-tsiuan. Cette attitude tyrannique et cette conduite désastreuse qui le menaient à braver le Roi céleste en haut et opprimer les généraux méritants en bas, firent régner une atmosphère anormale dans les relations entre les dirigeants des Taiping. Ce furent ces contradictions au sein du noyau dirigeant qui fournirent à Wei Tchang-houei l'occasion de perpétrer une tuerie contre-révolutionnaire.

Wei Tchang-houei, le roi du Nord, était fourbe et cruel. Après s'être infiltré dans les rangs révolutionnaires, il avait toujours usé de duplicité, leurrant Hong et Yang, et obtenant leur confiance. Il flattait assidûment Hong Hsieou-tsiuan, au point que ce dernier loua « *la sincérité de son frère bien-aimé* » et en fit son confident. Avec Yang Hsieou-tsing, il usait encore plus de flagornerie. Dès qu'il voyait arriver la chaise à porteurs de Yang, Wei se précipitait au galop pour l'accueillir ; Yang lui avait à peine dit quelques mots, que Wei, prosterné devant lui, s'écriait : « *Il faut que mon quatrième frère aîné (c'est-à-dire Yang Hsieou-tsing) me fasse profiter de ses enseignements ; mes connaissances sont maigres, qui peut l'ignorer ?* » Une fois, le frère aîné de Wei Tchang-houei étant entré en conflit avec le frère de la concubine de Yang

Hsieou-tsing au sujet d'une maison, Yang exigea réparation de Wei, et ce dernier n'hésita pas à condamner son frère au supplice barbare de l'écartèlement par cinq chevaux, pour complaire à Yang Hsieou-tsing. Mais toutes ces marques d'adulation cachaient de sinistres desseins, et Wei Tchang-houei attendait son heure pour frapper et s'emparer du pouvoir.

En août 1856, tout de suite après la victoire de la campagne de l'Ouest et la conquête du Kiangnan, Yang Hsieou-tsing, grisé par ses victoires, voit son ambition s'enfler démesurément. Au nom de l'incarnation du « *Père céleste* » qu'il prétend être, il convoque Hong Hsieou-tsiuan en son palais personnel et l'oblige à lui donner le titre de « *Seigneur de Dix mille Ans* » (1). Pour sauvegarder les intérêts de la révolution et les structures dirigeantes, Hong Hsieou-tsiuan feint d'accéder à sa demande, mais en fixant la cérémonie au jour de son anniversaire (le 23 septembre), afin de gagner du temps. Simultanément, il ordonne en secret à Wei Tchang-houei et à Che Ta-kai, le vice-roi, de revenir dans la capitale pour éliminer Yang Hsieou-tsing qui commence à aller trop loin.

Tard dans la nuit du 1er septembre, le perfide Wei Tchang-houei revient en hâte dans la Capitale céleste, à la tête de plus de trois mille hommes de ses troupes fidèles. A l'aube du 2 septembre, il lance une attaque surprise, la troupe se rue dans le palais du roi de l'Est, tue Yang Hsieou-tsing mais massacre aussi plusieurs milliers de ses relations et de ses gens. C'est une tuerie contre-révolutionnaire. Hong Hsieou-tsiuan blâme Wei Tchang-houei d'avoir tué aveuglément. Wei, avec hypocrisie, demande qu'on lui inflige une sanction. Le 4, il persuade des subordonnés de Yang Hsieou-tsing de se désarmer

(1) Titre auquel seul l'empereur pouvait prétendre (N.d.T.).

pour venir assister à « *son châtiment* ». En fait, il a posté des hommes de main en embuscade, et c'est à nouveau un massacre impitoyable. En un peu plus de deux mois, plus de vingt mille cadres militaires vétérans des Taiping sont ainsi massacrés avec leurs familles dans les sanglants désordres contre-révolutionnaires fomentés par Wei Tchang-houei. Ce que l'armée contre-révolutionnaire Tsing n'avait pu réussir en campagne, ce bourreau, cet ex-propriétaire foncier infiltré dans le noyau dirigeant de la révolution était arrivé à le faire.

Ayant appris ces graves incidents, Che Ta-kai arrive en hâte de Woutchang à la Capitale céleste à la mi-septembre. Wei Tchang-houei, s'étant emparé du pouvoir, trouve que Che Ta-kai constitue également un obstacle sur sa route, et prépare donc son assassinat. Mais Che Ta-kai, ayant eu vent du complot, s'enfuit par la petite Porte du Sud vers Anking la même nuit. Wei Tchang-houei, ayant fait encercler le palais de Yiwang, et n'y trouvant pas Che Ta-kai, fait tuer toute sa famille, jeunes et vieux.

Wei Tchang-houei, qui vient de démontrer la nature féroce des propriétaires fonciers, ne se contente pas de continuer à « *tuer à tort et à travers, civils et militaires, jeunes et vieux, hommes et femmes* » dans la Capitale céleste ; il envoie même des troupes assiéger le Palais du Roi céleste, dans le but de se débarrasser aussi de Hong Hsieou-tsiuan. Mais toutes ces atrocités contre-révolutionnaires ont suscité l'indignation sans bornes des officiers et soldats Taiping contre Wei Tchang-houei. En novembre, sur l'ordre de Hong Hsieou-tsiuan, « *tous s'unissent autour du Trône* » pour réprimer la rébellion contre-révolutionnaire. Wei Tchang-houei et quelque deux cents de ses partisans sont punis de mort.

On peut dire que Yang Hsieou-tsing avait été l'artisan de sa propre perte, mais eu égard à ce qu'il avait fait pour le Royaume des Taiping, Hong Hsieou-tsiuan décide

de l'honorer à titre posthume en décrétant que le jour de sa mort (le 2 septembre) sera commémoré comme « *Fête de l'ascension de l'Est* » (voulant exprimer par là l'ascension au ciel du roi de l'Est). Quant au chef-de-file contre-révolutionnaire Wei Tchang-houei, son souvenir resta à jamais honni du peuple révolutionnaire Taiping et sera toujours entaché d'opprobre.

Wei Tchang-houei exécuté, Che Ta-kai revient dans la capitale participer au gouvernement. Tirant le leçon de la conduite autocratique de Yang Hsieou-tsing et de la rébellion de Wei Tchang-houei, Hong Hsieou-tsiuan reste méfiant à l'égard de Che Ta-kai et, tout en le chargeant « *d'administrer les affaires d'Etat* », l'encadre de son frère aîné Hong Jen-fa et de son frère cadet Hong Jen-ta, auxquels sont conférés les titres de « *An Wang* » (Roi de la Tranquillité) et « *Fou Wang* » (Roi du Bonheur), chargés conjointement de gouverner avec Che Ta-kai et par là d'exercer un contrôle. Che Ta-kai, alléguant que Hong Hsieou-tsiuan « *se défie à l'égard de tout et de tous* », fait scission avec la révoluton. En mai-juin 1857, Che Ta-kai quitte la Capitale céleste, emmenant avec lui une troupe de plus de cent mille hommes, la fleur de l'armée Taiping, s'engageant ainsi sur la voie contre-révolutionnaire de la défection.

L'ambitieux Che Ta-kai est décidé à conquérir le Setchouan et à s'y tailler un royaume personnel. Guerroyant à travers le Kiangsi, le Tchekiang, le Foukien, le Hounan, le Kouangsi, il rencontre partout des déboires. En 1860, Che Ta-kai recrute des mercenaires au Kouangsi, rompant avec le système des Taiping. Alors, la plus grande partie des officiers et soldats commence à réaliser l'erreur commise en entrant dans la dissidence et réclament avec insistance de « *refaire dix mille* lis *pour retrouver le gouvernement, aller soutenir le souverain* ». L'année suivante, plus de soixante commandants, dont Ki Tsing-yuan,

Peng Ta-chouen et Tchou Yi-tien, conduisant leurs hommes, « *changent d'allégeance et repartent pour la Capitale* ». Il rejoignent le gros de l'armée Taiping à Kouanghsing, dans le Kiangsi, rentrant ainsi dans les rangs de la révolution. La nouvelle réjouit fort Hong Hsieou-tsiuan, qui décerne à l'armée revenue le titre « *d'Armée céleste de soutien au gouvernement* ». Che Ta-kai, abandonné des masses, s'obstine et continue son chemin, avec les troupes qui lui restent, vers le Setchouan, en passant par le Hounan, le Houpei, le Koueitcheou et le Yunnan. En mai 1863, Che Ta-kai se trouve encerclé par l'armée Tsing à Tsetati (aujourd'hui, Anchouentchang, sur la rivière Tatou, dans la province du Setchouan). Toute honte bue, il songe que, « *s'il fait une soumission sincère, peut-être pourra-t-il sauver sa tête* », et il capitule devant l'ennemi. Mais le gouvernement Tsing ne le tient pas quitte pour autant. Finalement, le 25 juin, il passe à son tour sous la lame du bourreau, après que ses subordonnés aient été exécutés, eux aussi.

La rébellion dans la Capitale céleste a frappé le Royaume des Taiping dans sa partie vitale. La situation de la révolution empire rapidement. L'armée Tsing en profite pour attaquer en force. A la fin de l'année 1856, Woutchang et Hanyang tombent sous l'assaut de l'armée du Hounan sur la ligne occidentale ; en mai 1858, Li Hsiu-pin et ses troupes prennent Kieoukiang. Le commandant des troupes Taiping, Lin Tsi-jong et son armée entière de plus de dix-sept mille hommes se battent héroïquement jusqu'au dernier. L'armée Tsing réorganise ses forces au Kiangnan (le sud du Yangtsé) sur la ligne orientale et, à la fin de 1857, cette armée refaite s'empare de Tchenkiang ; l'année suivante, en avril, elle entre dans Yuhouatai, établit la liaison avec l'armée du Kiangpei (au nord du Yangtse). Puis, c'est le siège de la Capitale céleste. Tseng Kouo-fan le bourreau ne se tient plus de joie. Selon

lui, l'armée Taiping se trouve dans une voie sans issue : « *Nous n'avons pas à craindre que la rébellion ne soit pacifiée dans l'année* », dit-il.

Les graves revers subis, les formidables forces ennemies qui les menacent, n'arrivent pas à abattre les révolutionnaires Taiping. Hong Hsieou-tsiuan prend le commandemant des forces armées, administre les affaires d'Etat, donne de l'avancement en bon temps à Tchen Yu-tcheng, Li Che-hsien, Yang Fou-tsing et autres jeunes commandants, ainsi qu'à Li Hsieou-tcheng. Des contacts sont noués avec Tchang Lou-hsing et les autres chefs des Nians, qui possèdent des forces très importantes dans le bassin de la rivière Houaiho. Une contre-offensive résolue est organisée devant l'attaque forcenée des contre-révolutionnaires.

Les flammes de la révolution Taiping ont forgé de nombreux héros authentiques, dont Tchen Yu-tcheng est l'un des exemples les plus éclatants. Pendant bien des années, il s'était toujours jeté là où la bataille rageait le plus fort. Le moment venu, Tchen Yu-tcheng était prêt à assumer la lourde charge de commandant en chef de l'armée de front et à se battre avec vaillance pour sauver la situation.

En août 1858, Tchen Yu-tcheng et Li Hsieou-tcheng convoquent les commandants d'armées des diverses routes dans le canton de Tsongyang, au nord du Foukien, pour une conférence militaire. La décision est prise de combattre à l'unisson, en commençant par s'attaquer au Grand camp de la rive Nord du fleuve. En septembre, les troupes Taiping prennent l'ennemi en tenaille, à l'avant et à l'arrière. Le centre de la bataille se situe à Poukeou. Les forces Tsing — les troupes conduites par Tehsinga et Cheng Pao, comprenant une dizaine de milliers d'hommes — sont anéanties. L'armée de secours de Tchang Kouo-liang se voit infliger une défaite cuisante. Dès lors, la grande armée du

Kiangpei s'est effondrée. L'armée Taiping reprend Yangtcheou, rouvrant la voie de communications entre la Capitale céleste et la région au nord du fleuve. Le blocus contre-révolutionnaire est brisé.

Au même moment, le féroce commandant de l'armée du Hounan, Li Hsiu-pin, menace la province de l'Anhouei avec une armée considérable. Sur son chemin, il soumet Taihou, Tsienchan, Tongtcheng et autres villes périphériques d'Anking. Au début de novembre, il attaque le canton de Sanho. A Sanho, situé sur les bords du lac Tchao, se trouvaient les greniers de céréales et les dépôts d'armes de l'armée Taiping ; c'était également un point stratégique avoisinant Loutcheou et la Capitale céleste. Tchen Yu-tcheng, aussitôt qu'il est informé du péril qui menace Sanho, vole vers l'ouest à son aide. L'ennemi présomptueux, qui s'est avancé très loin sur ce territoire sans assurer ses arrières, est bientôt complètement assiégé. Le 15, Tchen Yu-tcheng livre bataille à Li Hsiu-pin, à Kinnieouling. Ce jour là, un épais brouillard couvre la localité. L'armée du Hounan « *entend les bruits des hommes, mais ne sait pas où ils se trouvent* ». C'est le désordre. Alors Tchen Yu-cheng fond sur ses arrières, et balaie son aile gauche, son centre et son aile droite. Puis, l'armée d'appoint des Taiping charge à son tour et le commandant de la garnison de Sanho, Wou Ting-Kouei, fait une sortie. Ces trois forces foncent de concert sur l'ennemi. Dans la mêlée acharnée qui s'ensuit, les Taiping tuent Li Hsiu-pin et Tseng Kouo-houa (frère cadet de Tseng Kouo-fan) et anéantissent la troupe d'élite de plus de six mille hommes de l'armée du Hounan. Sur la lancée de cette victoire, les Taiping reprennent Choutcheng, Tongtcheng et autres localités. L'armée Tsing assiégeant Anking s'enfuit. Les chefs de l'armée du Hounan, Tseng Kouo-fan, Hou Lin-yi se lamentent : « *Depuis la défaite de Sanho, nous avons été atteints dans nos parties vitales* », « *en un jour, une*

force d'élite, qu'il a fallu quatre ans pour former, a été écrasée. »

Ces succès dissipent les nuages sombres, et une amélioration relativement importante se produit dans la situation des révolutionnaires Taiping. Peu de temps après, en avril 1859, le cousin de Hong Hsieou-tsiuan, Hong Jen-kan, arrive de Hong-kong à la Capitale céleste pour participer à la révolution. Hong Jen-kan est un instituteur de village, fils d'une famille de paysans. Il a été l'un des premiers à se joindre à la Société des adorateurs de Dieu. En mai, Hong Hsieou-tsiuan lui décerne le titre de Kan Wang (Roi Capable) et le charge de gérer les affaires d'Etat. En juin, Tchen Yu-tcheng reçoit le titre de Ying Wang (Roi Héroïque) pour couronner ses exploits de guerre. En décembre de la même année, Li Hsieou-tcheng reçoit à son tour le titre de Tchong Wang (Roi Fidèle). Les forces dirigeantes de la période postérieure du Royaume des Taiping sont ainsi formées.

Hong Jen-kan a résidé pendant longtemps à Hong-kong et a eu des contacts relativement plus nombreux avec la science et la culture capitalistes occidentales. Il a des connaissances sur la situation mondiale et souhaite ardemment que la Chine change. Quelques mois après son arrivée dans la Capitale céleste, rempli d'espérances à l'égard de la cause révolutionnaire des Taiping, Hong Jen-kan soumet à Hong Hsieou-tsiuan des propositions de réformes teintées de capitalisme : le « *Nouveau texte sur l'administration gouvernementale* ».

D'entrée de jeu, il exprime son point de vue dans cet ouvrage : « *Elaborer des solutions appropriées à l'époque et des actions conformes aux circonstances* ». Il préconise que le Royaume des Taiping mette en œuvre des réformes en accord avec le courant et l'évolution des circonstances actuelles, afin de créer « *un nouveau ciel, une nouvelle*

terre, un nouveau monde », « *unifier le pays dans la paix (« taiping = grande paix ») pour l'éternité* ».

Se référant aux pays capitalistes occidentaux, Hong Jen-kan présente toute une série de propositions de réformes sur les plans politique, économique, social et culturel pour le Royaume des Taiping. Il faut, au niveau politique, que « *le pouvoir soit unifié de l'ensemble au particulier, de bas en haut* » ; on doit renforcer la direction unifiée tout en établissant des organes de presse indépendants du contrôle officiel, ainsi que des boîtes à lettres confidentielles ; instituer des moyens de communication entre échelons supérieurs et inférieurs, assurer « *l'expression de l'opinion publique* » ; écouter la voix de l'opinion et les suggestions des masses, nettoyer l'administration, interdire le favoritisme et le commerce des charges. Au niveau économique, il plaide en faveur de l'ouverture de mines et d'usines, la construction de routes et chemins de fer, l'aménagement de voies fluviales, la production de trains et de bateaux, la fondation de banques et bureaux de postes, et l'encouragement aux innovations techniques. Au niveau de la politique étrangère, il demande des relations d'égalité avec les pays capitalistes, la liberté de commercer, les échanges culturels, mais avec interdiction aux pays étrangers d'intervenir dans les affaries internes de la nation, de « *pénétrer sans autorisation à l'intérieur du territoire* », ou de « *violer les lois du pays* ». Par ailleurs, Hong Jen-kan propose la création d'écoles et d'hôpitaux, juge que « *les écrits doivent rapporter la réalité* », préconise que les us et coutumes soient réformés, que les superstitions féodales soient proscrites.

Il est évident que cette tentative par Hong Jen-kan de combattre le féodalisme et l'intervention étrangère sur la base du pouvoir révolutionnaire des Taiping, ainsi que de développer l'industrie moderne et encourager la croissance du capitalisme, est dotée d'une signification progressiste et

que ses demandes sont en accord avec l'évolution de l'histoire. Hong Hsieou-tsiuan donne son approbation à la plupart de ces propositions, les annotant d'un « *Bon* », « *Peut être mis en pratique* », ou « *Cette solution est bonne* ». On peut y voir le vif désir de Hong Hsieou-tsiuan de s'inspirer de l'Occident et la « *quête d'une vérité capable de sauver le pays et le peuple* » (2). Il n'y a que deux propositions sur lesquelles Hong Hsieou-tsiuan n'est pas du même avis. La première concerne la nomination d'un « *directeur de la presse* » chargé de réunir les nouvelles des dix-huit provinces et de tous côtés. Hong Hsieou-tsiuan note : « *Solution inapplicable pour l'instant. Il serait à craindre que les forces du mal en profitent pour agir, mais quand les « démons » auront été annihilés, il ne sera pas trop tard alors pour ce faire.* » la deuxième proposition est : « *Ne pas tuer.* » Hong Hsieou-tsiuan fait ce commentaire : « *On ne peut se dispenser d'occire les méchants et de préserver les bons, de tuer les démons et les criminels* ». La réaction de Hong Hsieou-tsiuan sur ces deux points démontre sa volonté de continuer la révolution et de maintenir la dictature sur les ennemis de classe, ainsi que sa vigilance à l'égard des sabotages par les « *démons* ». Le » *Nouveau texte sur l'administration gouvernementale* » est bien promulgué, mais, à cause de la situation tendue qui règne alors, conséquence de la guerre, il ne peut être entièrement mis en pratique.

2. Le combat pour renforcer la Capitale céleste

Entre 1860 et 1861, le combat entre le Royaume céleste des Taiping et la dynastie Tsing se déroule dans un mouvement de balancier. L'armée Tsing grignote du terrain,

(2) « Réformons notre étude », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 3, p. 13. E.P.

projette d'assiéger la Capitale céleste afin d'étrangler la révolution. Les Taiping, de leur côté, mettent l'accent sur la défense d'Anking sur le front occidental, avec, en appoint, l'effort pour détruire la grande armée du Kiangnan (au sud du fleuve Yangtsé) sur le front oriental. Le but est de briser l'encerclement contre-révolutionnaire de l'armée Tsing et de renforcer le pouvoir révolutionnaire dans la Capitale céleste. Au début de 1860, la grande armée Tsing du Kiangnan, commandée par Ho Tchouen et Tchang Kouo-liang, creuse des dizaines de kilomètres de tranchées, bâtit plus de cent ouvrages fortifiés, et accentue sa pression sur la Capitale céleste. Pour sauver la Capitale et sauvegarder la révolution, les commandants et soldats Taiping mènent un combat sans répit. Hong Jen-kan relatera plus tard : « *A l'époque, il était difficile de lancer une forte offensive contre les assiégeants. Il fallait prendre l'ennemi à revers, par les points vulnérables de Houtcheou et Hangtcheou, ce qui l'obligerait à revenir sur ses pas pour accourir au secours de ces deux villes. L'ennemi retirant ses troupes, nous serions assurés de la victoire* ». La ruse de guerre décrite ici est habile, il s'agit d'un stragagème du genre « *attaquer le royaume de Wei pour sauver le royaume de Tchao* » (3). Agissant selon la stratégie élaborée par Hong Jen-kan, Li Hsieou-tcheng, Li Che-hsien conduisent leurs troupes respectives et marchent sur le Tchekiang en passant par le sud de l'Anhouei. En mars, ils occupent Hangtcheou. Conformément aux prévisions, la grande armée du Kiangnan détache quelque quatorze mille hommes pour venir à l'aide de Hangtcheou. Les Taiping se retirent, mais non sans avoir planté leurs bannières à l'intérieur comme à l'extérieur de la ville, pour induire l'ennemi en erreur, et volent vers la Capitale céleste par des chemins peu fréquentés.

(3) Référence à un épisode de l'époque des Royaumes combattants — 403-221 av. J.-C. (N.d.T.).

A la fin du mois d'avril, les troupes Taiping conduites par Tchen Yu-tcheng, Li Hsieou-tcheng, Li Che-hsien, Yang Fou-tsing et Lieou Kouan-fang avancent sur cinq routes. Le 2 mai, l'assaut est donné sur la grande armée du Kiangnan, en coordination avec la garnison de la ville, et c'est le coup d'envoi de la bataille pour briser le siège de la Capitale céleste. Ho Tchouen, Tchang Kouo-liang, incapables de tenir sous les coups, reculent pas à pas. L'armée Taiping remporte une victoire totale et l'armée du Kiangnan est à nouveau détruite. Ho Tchouen se suicide en avalant de l'opium avec de l'alcool à brûler ; Tchang Kouo-liang se noie dans le fleuve avec son cheval. En juin, les troupes Taiping avancent vers l'est et, au cours d'une campagne foudroyante qui aura duré moins de deux mois, occupent successivement Tchangtcheou, Soutcheou, Songkiang, Kiahsing et Ling'an. Les Taiping délimitent alors la nouvelle province de Soufou, ayant Soutcheou comme capitale et englobant plus de vingt régions et districts.

L'effondrement de la grande armée du Kiangnan a non seulement levé le long siège de trois ans de la Capitale céleste, enfin débarrassée des troupes Tsing campant sous ses murailles, mais en plus, la création de la base du Kiangsou-Tchekiang fournit un bouclier pour la capitale céleste, tout en procurant aux Taiping des renforts considérables en effectifs et en matériels pour les combats révolutionnaires ultérieurs. Les troupes Taiping dans la région Kiangsou-Tchekiang, avec l'appui et l'approbation des larges masses enthousiastes de paysans pauvres, châtient les propriétaires fonciers armés, instaurent un gouvernement régional, confisquent les biens des mandarins et des gens très fortunés, et luttent pour la diminution des impôts. Grâce à ces mesures, la production reprend, le commerce prospère, la région devient florissante. Mais, à cause de la ligne politique de compromission dans la lutte des classes pratiquée par Li Hsieou-tcheng, certaines unités armées

des propriétaires fonciers réussissent à s'infiltrer dans l'armée Taiping et certaines administrations régionales se trouvent sous le contrôle de propriétaires fonciers et de notables. Qui plus est, la permission de toucher des fermages est pratiquement accordée aux propriétaires fonciers, ce qui revient à reconnaître de facto le système féodal de propriété foncière. C'est pourquoi la base Taiping installée dans la région Kiangsou-Tchekiang reste fort fragile.

Les conséquences de la victoire Taiping sur le front oriental sont de poids pour les deux parties adverses. Du côté de la contre-révolution, l'empereur Hsien Feng projetait de faire donner toute l'armée du Hounan contre Anking, tandis que la grande armée du Kiangnan se taillerait la première place dans l'ordre de mérite en emportant la Capitale céleste. Il se voit à présent obligé de nommer Tseng Kouo-fan gouverneur général du Kiangsou-Tchekiang, avec le commandement de toutes les troupes en action, au Nord comme au sud du Yangtsé, et envoyé impérial avec pouvoirs plénipotentiaires militaires pour écraser le Royaume céleste des Taiping : dès lors, la puissance de l'armée du Hounan s'accroît considérablement. Du côté de l'armée Taiping, de sérieurses divergences se font jour sur le plan stratégique. Li Hsieou-tcheng « *ne pense qu'à lui et non aux autres, ne se soucie que de ses intérêts et non du bien public* » ; négligeant l'amont, il porte toute son attention sur l'aval du fleuve, considérant la riche région de Soutcheou et Hangtcheou comme un fief personnel, et du coup il se désintéresse de la lutte, capitale pour la cause commune, pour les territoires en amont. Hong Jen-kan explique à Li Hsieou-tcheng que les anciens comparaient le Yangtse à un long serpent, dont le Houpei serait la tête, l'Anhouei le milieu du corps et le Kiangsou la queue : « *Aujourd'hui nous n'avons pas encore pris le Houpei et nous avons subi des pertes dans l'Anhouei ; le serpent est*

donc coupé au milieu et sa queue ne pourra survivre longtemps. » Cette métaphore exprime avec justesse l'importance stratégique de l'Anhouei.

Hong Jen-kan insiste : « *Aussi longtemps qu'Anking restera saine et sauve, la Capitale céleste ne sera pas menacée.* » L'ennemi mortel des Taiping, Tseng Kouo-fan, considère aussi que la prise d'Anking est essentielle pour les vaincre. Il soumet sa tactique à l'empereur Hsien Feng : « *Depuis les temps anciens, la tactique pour soumettre la région au sud du Yangtse a été de tenir l'amont ; dès lors, on domine l'aval et sa prise est assurée.* » Cela revient à dire qu'il préconise la prise d'Anking, qui donnera une position de force au-dessus des terres en aval, permettant de tenir la Capitale céleste à la gorge et de l'occuper. Ce dessein contre-révolutionnaire est lourd de menaces pour les Taiping. Durant la première moitié de 1860, l'armée du Hounan avançant sur trois routes, resserre son étau autour d'Anking ; en juin, ayant pris Hsienkouan et Tsongyang, elle met le siège devant Anking.

Hong Hsieou-tsiuan approuve personnellement le plan élaboré par Hong Jen-kan pour une deuxième expédition vers l'ouest, dont le but serait de s'emparer de Wouhan pour défendre Anking. Ce plan est bon et praticable. En effet, l'armée du Hounan ne peut se permettre de perdre Woutchang, point névralgique sur ses arrières. Une offensive sur Woutchang fera immanquablement revenir l'armée du Hounan à son secours, ce qui non seulement soulagera Anking, mais encore permettra d'écraser l'armée du Hounan. Fin septembre 1860, l'aile nord de l'armée, conduite par Tchen Yu-tcheng, avance le long de la rive nord du Yangtse, pénétrant dans le Houpei par l'Anhouei ; l'aile sud, commandée par Li Hsieou-tcheng, compte entrer dans le Houpei par le Kiangsi, en longeant le sud du fleuve. Les deux armées projettent de se rejoindre à Wouhan en avril 1861.

L'armée de Tchen Yu-tcheng, « *fonce comme un vent d'orage, marchant jour et nuit* ». Son chemin est jalonné de combats victorieux. En mars 1861, elle s'empare de Houangtcheou (aujourd'hui Houangkang), situé à seulement cent cinquante lis (soixante-quinze kilomètres) de Hankeou. Wouhan, défendu par trois mille soldats Tsing seulement, est à ce moment très vulnérable. Venu apporter son soutien dans le Houpei, le gouverneur provincial militaire Hou Lin-yi, étouffe de détresse et s'injurie lui-même, se traitant « *d'imbécile tellement pris par le jeu d'échecs qu'il en oublie sa maison* ». Il se hâte aussitôt de transférer des troupes pour secourir Wouhan. Si le Roi Héroïque lançait immédiatement ses troupes à l'attaque, la victoire lui serait acquise. Mais c'est alors que les agresseurs capitalistes étrangers interviennent. Le conseiller d'ambassade anglais, Parkes, arrive dare-dare à Houangtcheou et lance un avertissement à Tchen Yu-tcheng : Woutchang, Hankeou, Hanyang (4) « *sont liées l'une à l'autre* », « *si l'armée Taiping s'empare de n'importe laquelle de ces villes, le commerce du port marchand tout entier en sera inévitablement affecté, aussi je vous conseille de vous en éloigner* ». Par ailleurs, le 20 avril étant passé, comme on est toujours sans nouvelles de Li Hsieou-tcheng à la tête de son armée du sud, et qu'Anking se trouve dans une situation désespérée, Tchen Yu-tcheng est forcé de se hâter vers Anking avec ses troupes, en laissant toutefois un détachement à Houangtcheou pour y attendre l'aile sud. Ainsi l'intervention effrontée des agresseurs étrangers et la carence de Li Hsieou-tcheng ont fait manquer l'occasion d'un grand succès militaire et la bande de contre-révolutionnaires de Wouhan est sauvée in-extremis.

Or, pourquoi l'aile sud conduite par Li Hsieou-tcheng n'a-t-elle pu arriver à la date voulue dans le Houpei pour

(4) Les trois villes n'en forment qu'une seule : Wouhan (N.d.T.).

se joindre à l'aile nord de Tchen Yu-tcheng ? La raison se trouve dans la cupidité de Li Hsieou-tcheng, convoitant la région de Soutcheou et Hangtcheou au détriment de l'intérêt général et refusant d'aller prendre Woutchang. Ce n'est qu'après un sévère avertissement de Hong Hsieou-tsiuan qu'il quitte enfin Wouhou à regret, au milieu du mois de novembre 1860, avec un mois et demi de retard sur Tchen Yu-tcheng. A la fin de l'année, ses troupes pressaient le haut commandement de l'armée du Hounan. Ce bandit ennemi du peuple, Tseng Kouo-fan, en proie à la panique, s'exclamait : « *La situation militaire empire journellement, nous sommes totalement incertains de l'avenir* », « *il n'est pas de jour où le péril ne nous menace* ». Déjà, il avait écrit son testament, prêt à rencontrer la mort. Il ne pensait pas que Li Hsieou-tcheng, craignant de livrer bataille à l'armée du Hounan, préférerait faire un détour, laissant ainsi échapper Tseng Kouo-fan. Sur la route du Kiangsi au Houpei, en outre, Li Hsieou-tcheng s'était arrêté en plusieurs endroits pour enrôler de nouvelles recrues et augmenter ses effectifs, sans regards pour l'urgence de la jonction des deux armées ; il avait ainsi perdu plusieurs journées. C'est en juin 1861, finalement, qu'il était arrivé aux approches de Wouhan. L'occasion était perdue. Pis encore, quand les commandants de l'armée du Hounan, Hou Lin-yi et Pao Tchao arrivèrent successivement avec leurs troupes, Li Hsieou-tcheng surestima les forces ennemies et « *recula sans avoir combattu* », se contentant de fuir devant le danger. C'est de cette manière que la deuxième expédition Taiping vers l'ouest se solda par un échec.

Cette défaite ajouta aux difficultés pour défendre Anking, déjà assiégée depuis un an. Tseng Kouo-tsiuan (le propre frère cadet de Tseng Kouo-fan) avait fait construire des ouvrages de fortifications partout. La ville était encerclée par trois longues tranchées, une pour empêcher les

défenseurs de la ville de sortir, une autre pour barrer l'accès à des renforts Taiping, et la troisième pour protéger les arrières de l'armée de Tseng. En mai, Tchen Yu-tcheng arrive à la ligne extérieure des forces assiégeantes, il livre une bataille rangée à Tseng Kouo-tsiuan pendant une vingtaine de jours, sans pouvoir remporter de victoire. Les effectifs de l'armée du Hounan totalisent plus de cinquante mille hommes. Ils sont en outre appuyés par des forces fluviales, et « *tout l'effort porte sur le point-clé d'Anksing* ». En juin, Tchekangling tombe. Le commandant en chef Taiping, Lieou Tsiang-lin, est tué et toute son armée, forte de quelque quatre mille hommes, est anéantie. En juillet, presque toute l'armée Taiping sur la ligne de siège extérieure tombe aux mains de l'armée du Hounan.

Face au danger pressant, le Roi Héroïque reste inébranlable. Dans le début du mois d'août, il organise l'attaque pour venir à l'aide d'Anking. A la tête de ses soldats, bravant les flèches et les projectiles, Tchen Yu-tcheng se bat vaillamment pendant plus de dix jours. Il réussit une percée à Kitsienkouan. Les soldats « *jetant des brassées de paille pour remplir les tranchées* », la première ligne ennemie est franchie. Le commandant de la garnison fait en même temps une sortie de la ville pour répondre à cette opération, chargeant l'ennemi avec force. Mais sa troupe est arrêtée par les tranchées et palissades et ne peut, en fin de compte, rejoindre ses compagnons. Le 5 septembre 1861, les troupes Tsing font sauter à la mine la porte ouest de la ville. Anking tombe. A l'intérieur de la ville, « *les vivres étaient épuisés depuis longtemps* ». Pourtant, les officiers Taiping Ye Yun-lai, Wou Ting-tsai qui défendent Anking avec plus de dix mille hommes, résistent héroïquement jusqu'à la fin et tous succombent en se battant avec courage.

La bataille d'Anking, véritable épopée, est perdue. Mais l'esprit révolutionnaire des héros Taiping, intrépides

devant la mort, mérite d'être commémoré et chanté à tout jamais par le peuple !

Après la chute d'Anking, Tchen Yu-tcheng se retire à Loutcheou. L'ennemi, tout en le poursuivant de tous côtés, se lance en même temps sur la Capitale céleste. L'armée Taiping se trouve en mauvaise posture. Tchen Yu-tcheng, bien que démis de sa charge en punition, fait quand même front bravement. Les revers subis aiguillonnent son courage et sa combativité : il continue à défendre la base d'Anhouei et la Capitale céleste

L'année suivante, en février, le contingent de Tolounga de l'armée du Hounan presse Loutcheou. En mai, Tchen Yu-tcheng, à la tête de quatre mille hommes, opère une sortie et se dirige vers Choutcheou dans le nord. Malheureusement, il est trahi et livré à l'ennemi par Miao Pei-lin, un officier qui a feint de se joindre à l'armée Taiping, mais est en réalité un agent secret de Cheng Pao, commandant d'armée Tsing. Cheng Pao envoie des gens persuader le Roi Héroïque de se rendre, mais celui-ci les chasse avec des injures. Ensuite, Cheng Pao vient en personne et somme le Roi Héroïque de se mettre à genoux. Debout, très droit, ce dernier accable de sarcasmes Cheng Pao, qu'il a jadis vaincu : « *Vous qui fuyez devant le combat, dont j'ai écrasé les cinquante bataillons à Päichechan, si bien que vous vous sauviez piteusement avec une dizaine de chevaux, vous n'êtes en vie que parce que j'avais donné ordre de vous la laisser. Et vous voudriez que je m'agenouille devant vous ? Individu sans vergogne !* » A l'ennemi plein de morgue, le Roi Héroïque déclare avec mépris : « *Sans le piège de Miao Pei-lin, vous ne m'auriez jamais capturé* ». Cheng Pao tente encore de l'exhorter à céder, mais Tchen Yu-tcheng, nullement impressionné par sa mort imminente, lui lance d'une voix forte : « *L'homme courageux ne faiblit pas devant la mort, pourquoi tout ce verbiage ?* » Le 4 juin 1862, Tchen

Yu-tcheng, le Roi Héroïque, est exécuté à Yenking, province du Hounan. Il est âgé de 26 ans.

Tchen Yu-tcheng a été le plus remarquable parmi les jeunes commandants d'armée des Taiping. D'une vaillance sans défaut sur la champ de bataille, il s'est montré d'une loyauté irréprochable devant le sacrifice suprême. Toute sa courte vie a été consacrée à la grande cause révolutionnaire du Royaume céleste des Taiping, et il a bien mérité son titre glorieux de « *Roi Héroïque* ».

Mais la chute d'Anking et la mort de Tchen Yu-tcheng rendent l'armée du Hounan très sûre d'elle. La Capitale céleste est en péril, la situation n'a jamais été aussi grave pour la révolution. L'armée Taiping a beau avoir remporté de grands succès militaires dans le Kiangsou et le Tchekiang et, après avoir établi la province du Soufou, pris en décembre 1861 Ningpo et Hangtcheou, toutes ces victoires, en fin de compte, ne pourront contrebalancer la perte de la bataille d'Anking, qui décida du sort de la guerre.

3. Ecraser les envahisseurs étrangers

A la fin de la Deuxième Guerre de l'opium, l'état des relations sino-étrangères subit de profonds changements. Les envahisseurs étrangers, voulant consolider et élargir les privilèges qu'ils avaient soutirés au gouvernement Tsing, abandonnèrent leur politique agressive à l'égard de la cour impériale pour une politique de collaboration et de collusion et, à l'égard de la révolution du Royaume céleste des Taiping, ils firent tomber le voile de neutralité pour entreprendre une intervention armée.

Depuis longtemps déjà, il existait des relations de complicité entre les envahisseurs et le gouvernement Tsing. Depuis 1843, Changaï était un port ouvert et servait de base à l'agression en Chine du capitalisme

étranger. En septembre 1853, la Société des petits couteaux de Changhaï, pour répondre à l'appel de la révolution du Royaume céleste des Taiping, se souleva sous la direction de Lieou Li-tchuan et occupa la ville. Les envahisseurs étrangers, d'un côté proclamaient la neutralité des concessions, et d'un autre étaient de connivence avec le gouverneur du Kiangsou. Ils firent construire des murailles entre la ville chinoise et les concessions et coupèrent ainsi l'approvisionnement de la Société des petits couteaux. Wou Kientcheng, intendant des douanes à Changhaï, d'origine compradore et qui avait aussi bénéficié de l'aide des envahisseurs américains, réussit à s'enfuir du chef-lieu de district à la concession. Les canonnières étrangères bombardaient sans arrêt la ville. L'armée des envahisseurs français alla jusqu'à se coaliser avec l'armée Tsing pour attaquer la ville et massacrer les insurgés et la population locale. Après dix-sept mois de combats héroïques, vivres et munitions furent épuisés, et en février 1855, l'armée d'insurrection de la Société des petits couteaux fut exterminée par l'attaque conjointe des forces réactionnaires chinoises et étrangères.

Pendant cette période, les envahisseurs anglais, américains et français, sous le couvert de la neutralité, profitèrent des troubles pour arracher par la ruse et la force des privilèges et faire des concessions leurs colonies en Chine. En 1854, les envahisseurs anglais, américains et français s'unirent avec les fonctionnaires locaux de la dynastie Tsing. Ils prirent le contrôle administratif des douanes de Changhaï et élargirent encore les privilèges des concessions. Ils établirent de leur prorpe autorités des « *départements du travail* », organisèrent des « *troupes de Justice et de Courage* » et une police, et exercèrent sur la population chinoise le droit d'imposition et le pouvoir judiciaire. Ils établirent ainsi tout un système de colonisation et firent des concessions un « *Etat dans l'Etat* ».

En mai 1860, l'armée des Taiping attaqua Soutchéou et balaya toute la région du Kiangnan, faisant des percées jusqu'à Changhaï. Ce fut la panique chez les envahisseurs étrangers. L'intendant des douanes de Changhaï, Wou Hsiu, sans tenir compte du fait que son propre gouvernement était en guerre contre la France et l'Angleterre, alla jusqu'à demander de l'aide aux ennemis. Le ministre anglais Bruce et le Français Bourboulon décidèrent de s'opposer par les armes à l'attaque des armées Taiping. Le 26 mai, ils apposèrent en Chine et à l'étranger des affiches signées de leurs deux noms, et déclarant insolemment : « *Changhaï est un port de commerce ouvert à tous les pays* », « *en accord avec les généraux et amiraux stationnés à Changhaï, nous empêcherons toute émeute et tout pillage ; la ville doit être placée sous notre protection et ne subir aucune attaque extérieure* ». N'est-ce pas une logique criminelle que d'estimer que le territoire chinois doit être la protection d'étrangers ? Mais les hauts fonctionnaires de la dynastie Tsing et les propriétaires fonciers, les mauvais hobereaux, les compradores venus des provinces du sud-est qui s'étaient rassemblés comme des fourmis dans les concessions de Changhaï, considéraient l'ingérence armée des envahisseurs étrangers dans la politique intérieure de la Chine comme leur seule planche de salut. En juin, un fonctionnaire chargé des taxes sur les grains et les terres de Soutcheou et Songkiang, Yang Fang, qui était d'origine compradore, proposa d'organiser la tristement célèbre « *Armée des fusils étrangers* », composée de deux cents étrangers et quelques centaines de chinois, avec à sa tête Ward, l'aventurier militaire américain. En juillet, Ward conduisit « *l'Armée des fusils étrangers* » à l'attaque de Songkiang. La concession de Changaï devint ainsi également la base contre-révolutionnaire des forces réactionnaires chinoises et étrangères, unies dans la lutte contre le Royaume céleste des Taiping.

Faisant front contre les interventions armées et les provocations militaires des étrangers, les héros du Royaume céleste soutenaient l'indépendance nationale, développaient un esprit révolutionnaire intrépide et, prenant les armes, ils passèrent à l'attaque directe contre l'armée des envahisseurs.

Au début du mois d'août 1860, « *l'armée des fusils étrangers* » de Ward, avec la collaboration de plus de dix mille soldats de l'armée Tsing, attaqua Tsingpou, la banlieue ouest de Changhaï. L'armée Taiping avait à peine déployé ses drapeaux qu'elle remporta la victoire et anéantit d'un coup un tiers de l'effectif de « *l'Armée des fusils étrangers* ». Elle tua et blessa une grande partie de l'effectif de l'armée Tsing, s'empara de plus de deux mille fusils étrangers, de plus de cent canons de toutes tailles et d'une centaine de bateaux. Ward lui-même fut criblé de balles et s'enfuit lamentablement dans un palanquin. Il battit en retraite jusqu'à Songkiang avec le reste des soldats et généraux vaincus. C'était la première fois que l'armée Taiping se battait contre les envahisseurs étrangers, et déjà elle remportait une grande victoire.

L'armée Taiping profita de son succès pour reprendre Songkiang et le 17 août, arriva au pied des murs de Changhaï, tout près des concessions anglaise et française. Mais Li Hsieou-tcheng, alors responsable de l'expédition militaire de l'Est, manqua de vigilance à l'égard des interventions armées des étrangers ; il espéra même former une nouvelle alliance avec ceux-ci. Il annonça aux ministres étrangers la date prévue pour l'attaque de Changhaï, et ajouta : « *Si les ressortissants étrangers veulent éviter les dangers, ils peuvent, au moment de notre arrivée, accrocher des drapeaux jaunes à leur maison* ». Le 18 août, Li Hsieou-tcheng, à la tête de trois mille soldats, attaqua Hsiukiahouei et crut pouvoir prendre facilement Changaï sans combats importants. Mais au lieu de drapeaux jaunes

haut-accrochés, ce furent les fusils et les canons des armées d'envahisseurs anglais et français qui les accueillirent. L'armée Taiping, en attaquant à la Porte de l'Ouest, à la Porte du Sud et dans les concessions essuya les bombardements des armées étrangères et subit beaucoup de pertes. Les navires anglais amarrés sur le Houangpou canonnèrent les bases de l'armée Taiping à travers les concessions. Au même moment, l'arrière-garde des troupes était attaquée à Kiahsing par l'armée Tsing. L'armée Taiping n'eut plus qu'à se retirer de Changhaï le 22. Le but final de l'expédition de l'Est — occuper Changhaï — avait donc été saboté par l'intervention armée des envahisseurs étrangers et par ce qu'on pourrait appeler la trahison de Li Hsieou-tcheng.

En octobre de la même année, après la seconde guerre de l'opium, le gouvernement central de la dynastie Tsing capitulait devant les envahisseurs étrangers, et la collaboration contre-révolutionnaire sino-étrangère était rapidement conclue. Ensemble, ils pointèrent leurs armes contre le Royaume céleste des Taiping.

Le ministre anglais Palmerston exposa la politique de son pays vis-à-vis de la Chine : « *Maintenant, la situation a complètement changé. Auparavant les Chinois et les Anglais étaient ennemis, mais maintenant nous avons avec le gouvernement chinois des relations extrêmement amicales.* » Il déclara ouvertement vouloir soutenir la cour réactionnaire Tsing et écraser la révolution du Royaume céleste des Taiping, « *pour permettre à la situation intérieure chinoise de se normaliser* ». L'ambassadeur français indiqua aussitôt la volonté de la France d'« *aider* » le gouvernement Tsing à « *anéantir* » l'armée Taiping. Il ajouta que « *les navires et troupes stationnés dans tous les ports se mettraient à la disposition des Tsing* ». L'ambassadeur tsariste, de son côté, demanda que « *l'armée gouvernementale chinoise employât des troupes importantes pour*

attaquer par la terre », et promit que les Russes enverraient trois à quatre cents soldats pour attaquer par les eaux. Il prit également l'initiative d'offrir au gouvernement Tsing toute une série de fusils et canons étrangers.

La dynastie Tsing avait été tellement mise en difficulté par le feu révolutionnaire du Royaume céleste des Taiping qu'elle fut très reconnaissante envers les envahisseurs étrangers pour leur soutien et leur aide. Yi Hsin, le prince Kong, proposa d'envoyer auprès des étrangers des « *chargés de mission pour les bonnes relations* » afin de faire disparaître « *ce fléau interne* » qu'était le Royaume céleste. Le gouvernement Tsing ordonna aussitôt au gouverneur du Kiangsou « *de faire immédiatement le nécessaire vis-à-vis de toutes les armées qui étaient venues les aider* ». Tseng Kouo-fan se conduisait comme son maître mandchou, courbant l'échine et cherchant la protection des envahisseurs étrangers. Son refrain était que « *dans une telle situation, ce n'est pas une bonne tactique de ne pas faire appel aux armées étrangères* ». Il proposait une philosophie de trahison et intimait à ses subordonnés d'être, envers les soldats étrangers, « *respectueux en paroles et loyaux en action en temps normal et, dans la bataille, de leur laisser la gloire en cas de victoire et de les soutenir en cas de défaite, d'être modestes et coopératifs et non pas méfiants* ». Pour le peuple révolutionnaire, ils étaient des loups et des bourreaux qui tuaient sans merci, mais pour les maîtres étrangers ils étaient des agneaux et des esclaves bien dociles. Tel était le visage réel des Tseng Kouo-fan, Tsouo Tsong-tang, Li Hong-tchang et de tous les exploiteurs nationaux, esclaves de l'étranger, qui leur succèderont.

En novembre 1861, le gouvernement Tsing, pour unifier le commandement du front de l'armée impériale, donna à Tseng Kouo-fan le pouvoir militaire et administratif dans le Kiangsou le Tchekiang, l'Anhouei et le Kiangsi.

Tseng Kouo-fan commanda en personne les forces principales de l'armée du Hounan et ordonna à Tseng Kouo-tsiuan d'attaquer la Capitale céleste à partir du cours supérieur du Yangtsé ; Tsouo Tsong-tang, commandant une autre partie de l'armée du Hounan, attaqua le Tchekiang ; Li Hong-tchang, commandant l'armée de la Houai, partit d'Anking pour rejoindre rapidement Changaï, et ensemble, ils attaquèrent les armées Taiping. Ces trois bandes armées contre-révolutionnaires obtinrent un soutien important sur les plans militaire, politique aussi bien qu'économique de la part des envahisseurs anglais, américains et français. Ils devinrent l'instrument féroce de la collaboration des forces réactionnaires sino-étrangères contre la révolution du Royaume céleste des Taiping.

Tsouo Tsong-tang, originaire de Hsiangyin dans le Hounan, était un intellectuel de la classe des propriétaires fonciers réactionnaires. Repéré par Tseng Kouo-fan, il entra dans l'armée du Hounan où il fut chargé des affaires militaires : recruter les soldats, acheter les chevaux et renforcer le potentiel de l'armée du Hounan. Au cours de son commandement, il acquit une pratique et une expérience contre-révolutionnaires. Peu après son entrée dans le Tchekiang, il y fut nommé gouverneur, et collabora avec l'armée des envahisseurs étrangers pour massacrer furieusement le peuple chinois.

Li Hong-tchang, originaire de Hofei dans l'Anhouei, avait passé avec succès les examens impériaux. Il prit Tseng Kouo-fan comme maître et rejoignit l'armée du Hounan où il fut un collaborateur efficace et discret. En 1868, il reçut de Tseng Kouo-fan l'ordre de suivre l'exemple de l'armée du Hounan et de recruter dans l'Anhouei. Li Hong-tchang se rallia les armées locales des propriétaires fonciers et, au printemps 1862, forma l'armée de la Houai qui comptait sept mille hommes. Prenant un bateau anglais, il descendit d'Anking à Changhaï. Un mois plus

tard, grâce aux recommandations de Tseng Kouo-fan, il fut nommé gouverneur du Kiangsou. Ainsi l'armée de la Houai, ajoutée à celle du Hounan, était une nouvelle composante des forces contre-révolutionnaires des seigneurs de la guerre durant la période de l'histoire moderne chinoise.

L'agression militaire directe des envahisseurs étrangers et l'arrogance des armées contre-révolutionnaires du Hounan et de la Houai ne faisaient pas peur aux héros du Royaume céleste des Taiping.

A cette époque, les connaissances du peuple chinois sur le capitalisme occidental n'étaient encore que superficielles. Les dirigeants du Royaume céleste, à cause de la similitude formelle des religions, ont considéré les envahisseurs étrangers comme des « *frères* », pensant qu'il n'y avait « *pas de différences* » entre eux. Ils s'imaginèrent qu'ils sauraient conserver une stricte neutralité, au point de manquer de la vigilance révolutionnaire nécessaire, et lors de la première attaque de Changhaï, ils furent très surpris. Mais chaque difficulté apporte ses enseignements et à travers ces épreuves sanglantes, le peuple chinois a appris à voir la cruelle vérité de l'« *assistance vorace* » des étrangers. Sans hésiter, il s'est mis dans le camp opposé aux envahisseurs étrangers et, rendant coup pour coup, il a pleinement démontré que la nation chinoise avait l'énergie de se battre jusqu'au bout contre son ennemi.

En janvier 1862, l'armée Taiping, profitant de sa victoire dans le Tchekiang, fit avancer sur cinq fronts ses soldats depuis Soutcheou et Hangtcheou et attaqua successivement Fenghsien, Nanhouei, Tchouancha, Kincha, etc., et elle fit sonner le clairon pour la deuxième attaque de Changhaï. L'armée Taiping, sur les affiches et dans les lettres officielles, mit formellement en garde les envahisseurs étrangers contre « *l'aide qu'ils pourraient apporter aux réactionnaires* », sinon, « *ils seraient comme des pa-*

pillons de nuit qui se jettent dans le feu et y trouvent la mort ».

En février, les forces contre-révolutionnaires organisèrent en toute hâte à Changhaï un « *Bureau de défense sino-étrangère* », chargé de planifier des mesures appropriées. Plus de mille cinq cents hommes des armées anglaise et française disposèrent leur défense dans les différents quartiers de Changhaï. Ils firent venir en outre des milliers de soldats britanniques en renfort de Hong-kong, Hsiamen et Tientsin. L'« *Armée des fusils étrangers* » de Ward changea de nom et s'appela l'« *Armée toujours victorieuse* ». Elle atteignait un effectif de cinq mille hommes. Ajoutés aux sept mille hommes de l'armée de la Houai commandée par Li Hong-tchang, qui venait d'arriver à Changhaï, ils formaient une importante force armée sino-étrangère contre-révolutionnaire. Sous la direction de l'amiral Hope, la marine britannique se montra également arrogante et expédia toutes ses forces dans une contre-attaque sauvage des positions Taiping. Mais au début d'avril, durant la bataille de Louokiakang, à trente lis de la ville, ils subirent une sévère défaite devant les Taiping. L'aventurier Ward, qui dirigeait l'« *Armée toujours victorieuse* », sur trois assauts essuya trois défaites. Le feu de l'armée Taiping se dirigeait sans répit sur l'ennemi ; Hope fut blessé et ses subordonnés battirent en retraite. L'armée Taiping faisait ainsi sentir aux envahisseurs la rudesse de son poing de fer.

En avril et mai, les armées d'envahisseurs, bien équipées, lancèrent de nombreuses attaques mais se heurtèrent chaque fois au mur d'acier des Taiping. Elles subirent une défaite à Taitsang, deux à Kiating et trois à Tsingpou. L'amiral français Protet, malgré sa force et son arrogance, fut tué sur le champ de bataille par l'armée Taiping. L'amiral anglais Hope fut blessé et la soi-disant « *Armée toujours victorieuse* » devint l'« *Armée toujours vaincue* ».

Même le colonel Forrester fut fait prisonnier par l'armée Taiping. Pendant la grande bataille de Taitsang, au mois de mai, l'armée Taiping anéantit quelques centaines d'hommes de l'armée des envahisseurs, démolit plus de trente garnissons de l'armée Tsing, annihila plus de cinq mille hommes et saisit une grande quantité de fusils et canons étrangers. Ensuite l'armée Taiping occupa Kiating et Nanhsing. En juin, lors de la bataille de Tsingpou, Tan Chao-kouang dirigea à nouveau l'armée Taiping et anéantit la presque totalité d'une division de l'« *Armée toujours victorieuse* ».

Le prestige de l'armée des Taiping se répandait de part et d'autre du fleuve Pukiang, et cette réputation faisait perdre tout courage à l'armée des envahisseurs. Tsouo Tsong-tang et Li Hong-tchang avouaient : « *Les étrangers craignent les Taiping tout comme nous* » ; « *les étrangers arrêtent leurs armées et n'osent pas bouger* ». Comme des tortues qui rentrent leur tête, ils se cantonnaient à Changhaï et n'osaient plus lancer d'attaques. Mais la Capitale céleste, à cause de l'attaque de l'armée du Hounan, était en danger, et el Roi céleste des Taiping n'arrêtait pas d'envoyer des appels. Le courant principal des armées Taiping fut obligé de rentrer pour aider à l'Ouest. Les contre-révolutionnaires chinois et les étrangers eurent ainsi l'occasion de souffler et de reprendre des forces.

En même temps que l'assaut était donné à Changhaï, sur le champ de bataille du Tchekiang, Li Che-hsien se lançait dans un violent combat contre les envahisseurs étrangers. En mai 1862, les armées d'envahisseurs anglais et français mobilisèrent six navires et plus de quatre cents fantassins et attaquèrent Ningpo avec l'aide de l'armée Tsing. L'armée Taiping résista fermement, tuant le lieutenant de vaisseau Kenney et deux commandants anglais, et ce n'est qu'après avoir fait de nombreux blessés, que les Taiping se décidèrent à se retirer. Les envahisseurs trou-

vaient que l'armée Taiping était un adversaire redoutable. Ils prirent alors modèle sur l'« *Armée des fusils étrangers* » de Changhaï et organisèrent au Tchekiang des troupes mixtes sino-françaises et sino-anglaises baptisées « *Armée constamment victorieuse* » et « *Armée sûrement victorieuse* ». Ils firent venir Ward et son « *Armée toujours victorieuse* » dans l'Est du Tchekiang. En septembre, l'armée Taiping tua Ward, donnant une leçon bien méritée à ce bandit américain qui avait les mains pleines du sang du peuple chinois. Après la mort de Ward, le poste de commandement de l'« *Armée toujours victorieuse* » changea plusieurs fois de mains et fut très disputé. Ce n'est qu'en mars 1863 que le général Gordon, qui avait pris part au pillage et à l'incendie du Palais d'Eté, prit possession de ce poste.

L'armée Taiping qui défendait la Capitale céleste lutta durement pendant quarante-six jours contre l'armée du Hounan et ne réussit pas à débloquer la ville assiégée. En revanche les forces armées sino-étrangères réunies profitèrent de la concentration des forces principales de l'armée Taiping dans la Capitale céleste pour lancer des attaques sauvages depuis le champ de bataille du Kiangsou et du Tchekiang.

En 1863, le Royaume céleste des Taiping se trouvait dans une situation très défavorable.

En janvier, dans le Kiangsou, le général Louo Kouotchong, qui était chargé de la défense de Tchangcheou, trahit et passa à l'ennemi, ouvrant ainsi une brèche aux contre-révolutionnaires et leur permettant d'attaquer le Kiangsou. En mai et juin, Taitsang et Kouenchan tombèrent successivement. En septembre les ennemis puisuivirent l'attaque jusqu'à Soutcheou. Hong Hsieou-tsiuan lança un appel à toute l'armée en disant : « *Tout le monde se doit de faire la guerre à l'ennemi et à ses diables d'alliés étrangers !* » Tan Chao-kouang, toujours loyal à la ré-

volution, jurant de résister jusqu'à la mort, dirigea à Soutcheou l'armée Taiping et fit construire des forteresses très solides pour défendre la ville. Les cadavres des armées alliées contre-révolutionnaires jonchaient l'extérieur de la ville et les ennemis n'arrivaient plus à avancer d'un pas. Un ami anglais, Lindley, qui s'était jeté dans la bataille aux côtés de l'armée Taiping, écrit dans son livre « *Journal d'un témoin du Royaume céleste des Taiping* » : « *L'armée Taiping et ses soldats, sous les encouragements de leur valeureux chef, se sont conduits comme des héros et ont bravé pendant trois heures les salves de vingt canons. Ils sont restés dans leur camp pour le défendre du début jusqu'à la fin* », « *pleins de courage ils n'ont pas cédé d'un pouce* ». Même le général Gordon dut reconnaître que l'armée Taiping « *avait combattu héroïquement* », et avouer qu'elle « *avait un camp très solide* ».

Li Hong-tchang et Gordon s'étant rendu compte que l'attaque directe et violente n'aboutissait pas, essayèrent de séduire Tan Chao-kouang pour qu'il capitule. Mais Tan Chao-kouang répliqua par une attaque encore plus violente à leur proposition honteuse. Un autre chef, Kao Yong-kouan, se préparait à livrer la ville et à se rendre avec huit hommes. Li Hsieou-tcheng comprit leur jeu et ouvrit une porte aux traîtres en disant : « *Le Royaume céleste n'en a plus pour longtemps* », quant à la reddition « *la décision vous en revient, vous et moi ne devons pas nous nuire* ». Il ajouta même : « *Moi qui suis un général si célèbre dans le pays, qui oserait me proposer de me rendre ?* » Il dévoilait ainsi lui-même son visage de traître. Le 30 novembre Li Hsieou-tcheng en personne quitta Soutcheou en emmenant ses fidèles. Le 4 décembre, le traître Kao Yong-kouan, Wang An-kun et d'autres firent assassiner Tan Chao-kouang et offrirent la ville aux ennemis. Soutcheou tomba dans les griffes des contre-révolutionnaires et plus de vingt mille hommes et généraux

de l'armée Taiping furent massacrés par Li Hong-tchang. Bien qu'ils eussent offert la tête des combattants Taiping aux ennemis, les traîtres furent quand même tués par Li Hong-tchang : telle fut la fin de ces chiens galeux.

Au Tchekiang, l'armée Taiping continuait à punir sévèrement les envahisseurs français. En janvier Le Brethon de Caligny, commandant l'« *Armée toujours victorieuse* » fut tué à Chaohsing ; en février, ce fut son successeur Tardif de Moidrey qui tomba ; en mars, en raison du manque du munitions, l'armée Taiping se retira de sa propre initiative et l'envahisseur put enfin occuper Chaohsing. En septembre, Tsouo Tsong-tang collabora avec d'Aiguebelle, de l'« *Armée toujours victorieuse* », et fit tomber Fouyang, puis attaqua Hangtcheou. Ce n'est qu'en mars 1864, après sept mois de dure bataille et de nombreuses pertes humaines, qu'il prit Hangtcheou et Yuhang.

Soutcheou et Hangtcheou étaient totalement perdues. Les positions de l'armée Taiping étaient ébranlées et la révolution était arrivée à un moment critique. Mais l'armée Taiping, qui gardait la région de Kintan et Tchangtcheou, continuait à se battre résolument, décidée à vivre et mourir avec son camp, montrant ainsi l'esprit héroïque des combattants révolutionnaires. Pendant la bataille de Kintan au mois de mars, les envahisseurs utilisèrent férocement des canons ; à trois reprises ils lancèrent des attaques sauvages, mais ils furent chaque fois repoussés par les défenseurs Taiping qui se battaient à mains nues. Gordon et ses surbordonnés furent blessés. En avril, Gordon prit la tête de sa troupe pour encercler Tchangtcheou. Le bourreau Li Hong-tchang arriva rapidement pour diriger les combats. L'armée Taiping de Tchangtcheou, sous la direction de Tchen Kouen-chou, combattit héroïquement dans le sang et fit plusieurs fois échec à l'offensive des ennemis. Le 11 mai, l'« *Armée toujours victorieuse* » et l'Ar-

mée de la Houai se mobilisèrent et firent leur entrée dans Tchangtcheou. Bien après leur entrée dans la ville, les combats de rues continuaient et il ne resta pour finir que quelques dizaines de combattants pour défendre fermement la résidence de Tchen Kouen-chou. Celui-ci devait dire, avant de mourir bravement : « *Bien que cela ne serve pas la victoire, j'offre ma loyauté jusqu'au bout.* »

La Capitale céleste était devenue une ville isolée et les réactionnaires chinois et étrangers s'en réjouissaient ensemble. Li Hong-tchang, Tsouo Tsong-tang et les autres étaient couverts du sang du peuple révolutionnaire. Après avoir fait tomber Soutcheou, Li Hong-tchang gagna le titre de « *défenseur des princes* » ; avant de lancer l'attaque à Hangtcheou, Tsouo Tsong-tang monta en grade et devint gouverneur général du Foukien et du Tchekiang. Les subordonnés aux dents longues furent également récompensés en devenant les uns après les autres chefs et chefs-adjoints et autres hauts membres dirigeants de l'armée. Les esclaves des étrangers, quand ils montèrent en grade, n'oublièrent pas les faveurs de leurs maîtres. Li Hong-tchang demanda à l'empereur Tong Tche de donner la fonction de gouverneur militaire à Gordon et de récompenser ce bandit qui écrasait la révolution chinoise, en lui faisant revêtir la tenue de haut fonctionnaire. Il dévoila ainsi complètement l'affreux visage des traîtres qui collaboraient avec les envahisseurs étrangers et qui, ensemble, écrasaient la révolution du Royaume céleste des Taiping.

4. La flamme révolutionnaire est inextinguible

La Capitale céleste ne voyait aucun renfort venir de l'extérieur et, à l'intérieur, manquait de provisions et d'armes. L'armée du Hounan renforçait son siège et le resserrait toujours plus violemment ; l'armée Taiping, qui gardait avec courage la ville isolée, ne craignait pas les dan-

gers et ne tenait pas compte de la différence des rapports de force. Elle était bien décidée à vivre tant que la ville tiendrait et à mourir si la ville tombait. Elle luttait héroïquement contre cinquante mille ennemis féroces.

A la fin de février 1864, l'armée ennemie fit tomber le poste-clé de Tchongchan, c'est-à-dire la ville de Tienpao ; l'unique voie qui fît communiquer la Capitale céleste avec l'extérieur fut donc coupée. Le 2 mars, les ennemis attaquèrent les Portes de Tienking et de Chengtse. Toutes les portes de la muraille de la Capitale céleste furent bloquées et l'arrivée des vivres fut coupée. La situation devint difficile. Li Hsieou-tcheng faisait tomber la combativité de ses soldats en arguant du manque de vivres. Mais le Roi du ciel donna l'ordre suivant : « *Que toute la ville mange la rosée sucrée et nous pourrons vivre.* » La rosée sucrée, c'était les herbes sauvages. Li Hsieou-tcheng dit : « *Ces choses ne se mangent pas.* » Hong Hsieou-tsiuan rétorqua furieusement : « *Allez en préparer, je les mangerai en premier.* » Cela montrait bien sa volonté de mourir plutôt que de plier. Les provisions épuisées, il se nourrit d'herbes sauvages, pleinement résolu à lutter jusqu'au bout contre ses ennemis. »

Soutenus par son exemple, les généraux et les soldats unirent leur force et leur volonté pour garder fermement la Capitale céleste. L'armée du Hounan de Tseng Kouofan, malgré un long encerclement, n'arrivait pas à faire tomber cette forteresse militaire. En avril Tseng Kouotsiuan donna l'ordre à l'armée du Hounan de creuser à deux reprises des souterrains et de construire des remblais, et il attaqua férocement la Capitale céleste ; mais chaque assaut se solda par un échec.

Sous la tension et la fatigue prolongées, l'état de santé de Hong Hsieou-tsiuan se détériorait de jour en jour. Le 1er juin 1864, il mourut à la suite d'une maladie funeste. Hong Hsieou-tsiuan fut un dirigeant révolutionnaire pay-

san extraordinaire de la société semi-coloniale et semi-féodale chinoise. Il fut un pionnier révolutionnaire à la recherche de la vérité pour sauver le pays et le peuple durant la période chinoise de démocratie de type ancien. Il dirigea la glorieuse révolution du Royaume céleste des Taiping. Il fut aussi inébranlable dans sa lutte contre les ennemis à l'intérieur et à l'extérieur du pays que contre la pensée de Confucius et Mencius. Il se consacra tout entier à la révolution démocratique et donna sa vie pour elle. Sa mort fut une grande perte pour le Royaume céleste des Taiping qui était en train de mener fermement sa dernière lutte.

L'immense entreprise de la défense de la Capitale céleste continuait ; chaque pas en avant de l'ennemi lui coûtait très cher. Le gouvernement Tsing avait réprimandé Tseng Kouo-tsiuan en disant qu'il n'attaquait pas assez violemment ; l'armée du Hounan redoubla donc ses assauts contre la ville. Le 3 juillet, Paotcheng, un autre poste-clé pour la défense de la Capitale céleste tomba. L'armée ennemie utilisa la place haute sur le troisième sommet des collines Tchongchan et y installa plus de cent canons qui bombardèrent la ville jour et nuit. Tseng Kouo-tsiuan, en fureur, ordonna à chaque bataillon de creuser des souterrains et d'attaquer la ville à tour de rôle. La bataille atteignait l'ultime étape du corps à corps. Le courage inébranlable des armées Taiping faisait trembler les ennemis. Tseng Kouo-fan, dans un compte rendu à l'Empereur reconnaît les faits : pendant ces quinze jours, l'armée du Hounan « *fit attaquer chaque bataillon à tour de rôle, il y eut de nombreux morts et blessés* ». « *Plus de cinquante mille soldats du gouvernement sont à bout de force.* » Quant à trois hauts dirigeants, « *en quelques jours ils sont morts les uns après les autres* ». Tseng Kouo-fan, pour sa part, craignait qu'« *à la longue il ne risque d'y avoir des mutineries* ». Il se sentait dans « *une situation très périlleuse* ».

Mais la Capitale céleste était isolée et privée de renforts. Après des jours et des nuits de batailles sanglantes, les héroïques combattants de l'armée Taiping n'étaient plus que trois ou quatre mille. Le 19 juillet à midi, les ennemis utilisèrent des explosifs dans les souterrains, faisant tomber plus de deux cents pieds de muraille ; l'armée Tsing profita des brèches pour pénétrer comme un essaim d'abeilles dans la ville. Au crépuscule, la capitale du Royaume céleste des Taiping, après une résistance de onze ans, tomba.

Les héros qui défendaient la Capitale céleste luttèrent pour chaque pouce de terrain, affrontant les ennemis au couteau et ne craignant pas de perdre leur sang pour la révolution. Le chef contre-révolutionnaire Tseng Kouo-fan s'écria stupéfait : « *il n'y en a pas un seul qui se rende, ils vont jusqu'à se laisser brûler ensemble sans regret* ». Nos grands combattants révolutionnaires paysans avaient écrit avec leur propre sang la page la plus glorieuse et la plus triste de l'histoire du Royaume céleste.

Après la chute de la Capitale céleste l'armée contre-révolutionnaire montra toute sa bestialité. D'après les annales, après son irruption dans la ville, l'armée du Hounan tira à vue, incendia les maisons, s'empara des enfants et des filles, pilla les trésors, balaya tout sur son passage. Comme des brutes féroces, ses soldats tuèrent, violèrent, brûlèrent et ravagèrent à l'envi. Tseng Kouo-tsiuan fut le premier à mettre à sac la résidence du Roi du ciel, et l'armée du Hounan, après avoir vidé la Capitale céleste, y mit le feu. Les flammes montèrent au ciel pendant sept jours sans s'éteindre. Cette ville qui avait abrité la civilisation de la Chine ancienne, célèbre pendant six Dynasties, fut donc réduite en cendres en un moment. Hong Tien-kouei put sortir de la ville et rejoignit Hong Jen-kan à Kouangteh dans l'Anhouei. De là, ils se retirèrent ensemble, à Houtcheou dans le Tchekiang. Par la suite, ils fu-

rent tous capturés et tués. Hong Jen-kan marcha bravement vers la mort, « *préférant se sacrifier pour le pays que de vivre une existence pleine de contrariétés* ». Le poème qu'il a composé juste avant sa mort est plein d'optimisme révolutionnaire et montre sa confiance inébranlable en l'entreprise inachevée du Royaume céleste des Taiping qui, « *un jour sûrement, ressuscitera* ». Li Hsieou-tcheng, chargé de bijoux et de trésors, tenta de percer l'encerclement, mais fut fait prisonnier par l'armée Tsing. Il s'agenouilla et demanda à se rendre, en priant d'avoir la vie sauve. Dans la prison des ennemis, Li Hsieou-tcheng écrivit des dizaines de lettres d'aveux pour se blanchir. La confession de ce traître attaquait bassement la révolution du Royaume céleste des Taiping comme étant : « *nuisible au peuple, nuisible aux masses* ». Servilement, il proposa à Tseng Kouo-fan d'appeler à se rendre l'armée Taiping, qui se battait au nord et au sud du Yangsté. Mais Tseng Kouo-fan, le jour même où Li Hsieou-tcheng terminait sa confession, le fit mettre à mort. Telle fut la fin de la carrière honteuse du traître Li Hsieou-tcheng.

La chute de sa Capitale marqua la défaite de la révolution du Royaume céleste des Taiping. L'empereur Tong Tche récompensa les hommes qui l'avaient servi : Tseng Kouo-fan reçut le titre de « *gardien des princes* », équivalant à celui de marquis, Tseng Kouo-tsiuan reçut celui de « *gardien-adjoint des princes* », équivalant à celui de comte ; tous les autres commandants en chef dans le Sud-Ouest furent également promus. Les propriétaires fonciers et les mauvais hobereaux, qui s'étaient enfuis, avec le soutien de l'armée Tsing contre-révolutionnaire, revinrent à la charge comme des bêtes féroces, toutes dents et griffes dehors, cherchant une revanche de classe contre le peuple révolutionnaire et avides de régler les comptes. Dans leurs mains, ils tenaient des couteaux de bouchers, à la bouche ils avaient des mots de Confucius et Mencius : « *Ceux qui*

ont la justice dans leur cœur, détestent les méchants comme leurs ennemis. Quand on veut pratiquer la justice, il faut la technique. Tuer les méchants, voilà la technique pour pratiquer la justice. » La classe des propriétaires fonciers dont la nature est plus féroce que celle des loups, pour maintenir cette prétendue « *politique de justice* » — en fait pure politique de mangeurs d'hommes — voulait massacrer tous ceux qui avaient osé faire la révolution, osé se révolter. Telle était la réelle signification de l'expression : « *quand on veut pratiquer la justice, il faut la technique* ». L'idéologie fondamentalement contre-révolutionnaire de Confucius et Mencius apparaît alors avec netteté. D'après les notes de l'Anglais Lindley : d'Août 1860 à Septembre 1864, rien que sur le champ de bataille du Tchekiang, il y eut jusqu'à deux millions huit cent soixante-dix mille tués parmi les soldats Taiping et la population locale. Dans les différentes provinces du Kiangnan, par suite des pillages, incendies et tueries perpétrés par les Chinois et les étrangers contre-révolutionnaires, « *pendant des centaines de lis, on ne voyait ni fumée ni trace d'homme ; la majorité de la population était morte, les maisons brûlées, les champs abandonnés et en friche* ». Sous le mot « *justice* », c'était le sang du peuple révolutionnaire qui coulait !

Le gouvernement Tsing, chaque fois qu'il occupait une région tenue par les Taiping, établissait aussitôt le pouvoir politique féodal et restaurait le système correspondant de propriété de la terre. Partout où étaient arrivées les troupes contre-révolutionnaires chinoises et étrangères, la classe des propriétaires fonciers revenait à la charge. « *Dans les cantons et les districts, les propriétaires fonciers arrivèrent comme des tigres affamés qui sortent de la forêt, les mauvais hobereaux avancèrent comme des serpents venimeux, les autres fonctionnaires hurlèrent comme des chiens enragés dans les villages.* » Avec comme mot d'ordre revan-

chard « *la terre aux propriétaires d'autrefois* » et comme but, la reprise des « *terres arrachées* », ils se retournèrent ensemble contre les paysans, leur enlevant toutes les terres et tous les droits obtenus pendant la révolution. « *Les bureaux de perception* », « *les bureaux de loyers* », « les *bureaux de réclamation des taxes* » réapparurent ; le loyer de la terre dans la région de Soutcheou fut très rapidement rétabli et dépassa même l'ancien taux d'avant la révolution du Royaume céleste des Taiping. Les dominateurs de la dynastie Tsing organisèrent la participation des propriétaires fonciers et des mauvais hobereaux au système « *d'unités de sécurité* », en promouvant « *l'assurance mutuelle et la responsabilité collective* », resserrant ainsi les chaînes de la domination féodale autour du peuple travailleur.

Les tueries sanglantes, l'exploitation profonde, la domination cruelle pesaient sur le peuple. Après la guerre paysanne, la classe des propriétaires fonciers ne pensait qu'à prendre sa revanche et à régler ses comptes avec le peuple révolutionnaire. Comment auraient-ils pu « *faire des concessions ?* »

Mais la flamme de la révolution populaire est inextinguible. Après la chute de la Capitale céleste, les héros du Royaume céleste des Taiping ne furent pas effrayés ni soumis, et ils ne furent pas tous tués ; ils brandirent à nouveau le grand drapeau de la révolution et rejoignirent l'armée Nian. Ils gagnèrent rapidement la région au Sud et au Nord du Yangtsé, persistant dans la lutte armée et poursuivant le combat pendant quatre ans.

Li Che-hsien, à la tête de l'armée Taiping passa du Kiangsi au Foukien, occupant Tchangtcheou et d'autres villes, et établissant une base dans le Sud du Foukien. Le gouvernement Tsing envoya de toute urgence Tsouo Tsong-tang qui, en collaboration avec la marine étrangère, procéda à un encerclement ; l'armée de la Houai, avec les

armes et les navires fournis par les envahisseurs, débarqua à Hsiamen par la voie maritime. Sous l'attaque combinée des contre-révolutionnaires chinois et étrangers, Li Chehsien ne put rompre cet encerclement et retourna au Kouangtong. En février 1866, le reste des effectifs de l'armée Taiping, lors de la lutte révolutionnaire dans le Sud de la Chine, fut totalement écrasé par la dynastie Tsing.

Au nord du Yangtsé, l'armée Taiping et l'armée Nian continuaient à se battre sans relâche. En novembre 1864, l'armée Nian et l'armée Taiping du Nord-Ouest choisirent comme chef Lai Wen-kouang. Celui-ci réorganisa l'armée Nian selon le système militaire et la discipline de l'armée Taiping, transformant l'infanterie en cavalerie, et continuant l'entreprise révolutionnaire des Taiping. Il lança une lutte armée héroïque dans les plaines du Fleuve Jaune et de la Houai. Parmi les batailles qu'il livra, celle de Kaoleoutchai, au mois de mai 1865, se termina par une belle victoire.

La nouvelle armée Nian avait comme adversaire l'aristocrate mongol Tsengolinsin, un favori de la cour des Tsing. Sa cavalerie, lors des attaques vers l'intérieur du pays, se montrait très brutale. Pour anéantir ces ennemis tenaces, Lai Wen-Kouang pratiqua la tactique dite « *surprendre l'ennemi après la fatigue de la poursuite* ». Parfois il galopait jour et nuit, et en l'espace de quelques jours couvrait plus de mille lis. Parfois il tournait en rond dans une limite de cent lis, appliquant la tactique dite « *du champignon* ». Par cette guerre de mouvement, il affaiblissait d'abord l'ennemi, puis il cherchait le moment opportun pour l'exterminer. Tsengolinsin, têtu et fier, croyait que l'armée Nian avait peur du combat. Il la poursuivit donc sans arrêt, mais partout ne tombait que sur un terrain vidé de l'ennemi. Il galopa tant que la fatigue ne lui permettait plus de tenir les rênes du cheval. Le 18 mai 1865, la nouvelle armée Nian lança ses filets à Kaoleout-

chai, au Nord-Ouest de Hotse dans le Chantong, anéantit d'un coup tous les ennemis et tua Tsengolinsin. Les dominateurs Tsing ne savaient plus où donner de la tête. Ils ordonnèrent à Li Hong-tchang et Tseng Kouo-fan de venir se charger de la répression. En octobre de l'année suivante, l'armée Nian se séparait au Honan en deux branches, l'une vers l'Est et l'autre vers l'Ouest, avec Lai Wen-kouang et Tchang Tsong-yu comme chefs respectifs. Ils persistèrent dans la lutte et donnèrent des coups sévères à l'armée de la Houai et du Hounan. En janvier 1868, Lai Wen-kouang brisa la ligne de défense ennemie à Lieoutangho, au Nord du Kiangsou, mais il y fut blessé et fait prisonnier. Il mourut héroïquement à Yangtcheou et ce fut la défaite de l'armée Nian de l'Est. En août, Tchang Tsong-yu participa au dernier combat, à Cheping dans le Chantong, et l'armée Nian de l'Ouest rencontra aussi la défaite.

La révolution du Royaume céleste des Taiping fut la première grande vague révolutionnaire de la période de l'histoire moderne de la Chine.

Du soulèvement de Kintien à la chute de la Capitale céleste et à celle de l'armée Nian, la révolution du Royaume céleste des Taiping avait tenu dix-huit ans et la tempête avait touché plus de six cents villes. Par ses dimensions, sa durée et la profondeur de son influence, elle fut une expérience extraordinaire dans l'histoire chinoise.

La révolution du Royaume céleste des Taiping fit apparaître un aspect jusque-là inconnu des révoltes paysannes sur la scène de l'histoire de la Chine. Pendant le feu de la révolution, la classe paysanne organisa une puissante force armée, édifia ses propres pouvoirs politiques d'Etat, promut une politique révolutionnaire porteuse d'un esprit démocratique et s'opposa au gouvernement Tsing pendant plus de dix ans. Du pied des monts Tseking jusqu'au Nord et au Sud du Yangtse, dans la région du Fleuve

Jaune, une masse de cent millions de paysans souleva une vague révolutionnaire contre le système féodal de propriété de la terre et contre ses superstructures corrompues et décadentes. Son influence fut telle que la dynastie Tsing fut incapable de s'en relever. Ni l'aide des maîtres étrangers, ni leurs armes, ni les seigneurs de la guerre du Hounan et de la Houai ne purent la sauver. Quarante ans plus tard, le docteur Sun Yat-sen, qui se considérait comme le successeur de la révolution du Royaume céleste des Taiping, lança la Révolution de 1911 pour enterrer cette dynastie féodale.

La révolution du Royaume céleste, apparue dans la société chinoise semi-coloniale et semi-féodale, lutta non seulement contre la classe des dominateurs féodaux du pays, mais aussi contre les envahisseurs impérialistes étrangers. Le président Mao a nommé avec clairvoyance cette révolution « *la lutte du Royaume céleste des Taiping contre la dynastie Tsing, laquais de l'impérialisme* » (5). L'anti-impérialisme et l'antiféodalisme furent justement les particularités de la révolution démocratique bourgeoise en Chine. Les héros du Royaume céleste des Taiping méritent bien leur appellation d'enfants valeureux de la nation chinoise. Ils ont mené un combat ardu contre les envahisseurs cruels et malins, ils ont opposé un refus absolu aux demandes des envahisseurs et, à leur ingérence armée, ils ont opposé une ferme contre-attaque. Le Royaume céleste des Taiping soutenait l'indépendance nationale, protégeait les prestige de la nation, attaquait profondément les envahisseurs impérialistes en combattant leur projet criminel de faire de la Chine leur colonie.

Tous ces faits « *sont autant de témoignages de l'indomptable esprit de résistance du peuple chinois qui refuse*

(5) « La faillite de la conception idéaliste de l'histoire », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 4, p. 479. E.P.

de s'incliner devant l'impérialisme et ses laquais » (6). Ils montrent également le rôle militaire important que la classe paysanne a joué dans la lutte de la Chine contre l'impérialisme et le féodalisme. La révolution est la force motrice de l'histoire. Celle du Royaume céleste des Taiping accéléra le déclin de la dynastie Tsing. Elle donna un coup d'arrêt à la puissance agressive des impérialistes en encourageant la lutte du peuple chinois contre l'impérialisme et le féodalisme. Pendant la période de révolution démocratique de type ancien, elle a joué un rôle grandiose qui a fait avancer la roue de l'histoire. Tels furent les mérites inoubliables de la révolution du Royaume céleste des Taiping.

Bien que le Royaume céleste ait échoué, le feu de la révolution reste inextinguible. Dans les provinces du Yunnan, Koueitcheou, Chansi, Kansou, il a allumé la flamme révolutionnaire des minorités nationales Miao, Yi et Houei ; les successeurs ont suivi leurs traces et ont lutté pour renverser l'impérialisme et ses laquais.

Pourquoi l'héroïque révolution du Royaume céleste des Taiping échoua-t-elle finalement ?

C'est parce que « *les ennemis de la révolution chinoise sont extrêmement forts. Ils comprennent non seulement le puissant impérialisme, mais encore les puissantes forces féodales* » (7). A ce moment, la dynastie Tsing était déjà devenue un outil de l'impérialisme pour envahir la Chine. L'Angleterre, la France, la Russie, etc., craignaient que le peuple chinois ne renversât ce gouvernement, ce qui risquait de leur faire perdre leurs avantages et intérêts dans l'invasion de la Chine. C'est pourquoi, au moment où le Royaume céleste des Taiping venait à peine d'établir son

(6) « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 335. E.P.

(7) Idem, p. 337.

propre pouvoir politique et où il n'avait pas encore eu le temps de réaliser entièrement son but, les impérialistes ont collaboré avec la classe dominante de la dynastie Tsing et, avec des armes contre-révolutionnaires, ont étranglé la révolution Taiping. Les envahisseurs étrangers étaient les plus cruels ennemis de la révolution du Royaume céleste. Hong Jen-kan, avant sa mort héroïque, réalisa enfin ces deux vérités : « *la source de nos ennuis, c'est l'aide étrangère apportée aux méchants* », « *si les étrangers n'aidaient pas nos ennemis nous pourrions tenir longtemps* ». Le président Mao, lorsqu'il résuma les enseignements historiques de la révolution populaire de la période moderne, a bien démontré qu'« *étouffées par l'impérialisme, les révolutions antérieures ont échoué en Chine, et d'innombrables martyrs sont tombés, avec l'amer regret de n'avoir pas pu remplir leur mission* » (8). Cette leçon obtenue au prix du sang, le peuple révolutionnaire ne l'oubliera jamais !

D'un point de vue subjectif, du fait que la révolution du Royaume céleste des Taiping était dirigée par des paysans, compte tenu des conditions historiques de l'époque, elle ne pouvait obtenir la direction juste du prolétariat et de son parti ; par conséquent, elle n'avait pas les moyens de dépasser ses limites naturelles, et finalement ne pouvait pas ne pas échouer.

Le problème agraire était le problème central qui devait influer sur l'échec ou la réussite de la révolution. La révolution du Royaume céleste des Taiping attaqua violemment le système féodal de propriété de la terre et proclama le « *régime agraire de la dynastie céleste* ». A travers de nombreuses luttes de toutes formes, elle s'opposa sur le plan politique et économique à la classe des pro-

(8) « La démocratie nouvelle », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 379. E.P.

priétaires fonciers. Cependant, dans l'ensemble, elle n'arriva pas à proposer un programme agraire réalisable et juste. Ainsi elle ne put détruire le système féodal de propriété de la terre, elle ne put satisfaire les besoins urgents de terres qu'avaient les paysans depuis des milliers d'années. Finalement, cela ne réussit qu'à affaiblir les liens du Royaume céleste des Taiping avec les larges masses paysannes, et le combat révolutionnaire ne put obtenir la victoire finale.

Les révolutionnaires du Royaume céleste des Taiping se heurtèrent violemment à l'idéologie féodale, et la pensée de Confucius, inattaquable et sacrée depuis deux mille ans, fut jetée à terre. Mais la religion n'est toujours qu'idéalisme, et la classe paysanne n'a pas combattu de façon radicale l'arme idéologique du féodalisme. Après l'édification de la Capitale céleste à Nankin, certains dirigeants n'ont pas su éviter les attaques sournoises de l'idéologie féodale : ils ont fait construire des résidences et des palais magnifiques, ont choisi des femmes et des concubines. Ils pratiquèrent aussi un « *système de rites* » très hiérarchisé ; dans leurs palais, les esclaves et domestiques étaient nombreux ; lorsqu'ils sortaient, les cortèges solennels étaient innombrables. Ils conservèrent cette idéologie corrompue de jouissance et de luxe, et cette situation s'aggrava de jour en jour. Beaucoup de révolutionnaires du Royaume céleste des Taiping, lorsqu'ils galopaient engagés dans une dure bataille, s'opposaient en héros inébranlables à l'ennemi ; mais à l'influence de l'idéologie et des habitudes de corruption, ils n'eurent pas la force de s'opposer.

Les dirigeants du Royaume céleste des Taiping ont osé utiliser la lutte armée pour se révolter contre les cliques réactionnaires intérieures et étrangères et, devant l'ennemi, ils ont su rester unis ; mais après la victoire, ils devinrent fiers et arrogants. Certains dirigeants, comme Yang Hsieou-tsing se crurent les plus forts et pleins de mérites.

Ils se lancèrent dans des activités scissionnistes et leurs ambitions personnelles brisèrent l'unité dans les rangs de la révolution, permettant ainsi aux ennemis de classe d'en profiter. Les rébellions contre-révolutionnaires de Wei Chang-houei, les scissions et l'abandon et Che Ta-kai, les sabotages du traître Li Hsieou-tcheng, firent subir à la révolution du Royaume céleste des Taiping des pertes incalculables. Pour la victoire de la révolution, il faut purifier ses propres rangs et être vigilant vis-à-vis de toute infiltration ou sabotage de l'ennemi. Lou Sin l'a très bien dit : « *Une révolution est rarement sabotée dès le début ; la fin d'une révolution provient, en général, de l'infiltration des profiteurs. Ils sont comme des vers poussant à l'intérieur d'un fruit.* » Le président Mao a quant à lui clairement démontré que toute « *révolution échoue sans la direction de la classe ouvrière* » (9). Toute l'histoire de la révolution du Royaume céleste des Taiping est la preuve vivante de cette vérité.

(9) « De la dictature démocratique populaire », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 4, p. 440. E.P.

CHAPITRE V

La nouvelle politique occidentaliste et la crise des frontières

1. La « Nouvelle politique » occidentaliste

Les mots d'ordre de « *renforcement* » et d'« *enrichissement et puissance* » font leur apparition dans l'atmosphère sanglante de la répression du mouvement Taiping par les forces réactionnaires conjuguées de l'intérieur et de l'extérieur. La Deuxième Guerre de l'opium achevée, les agresseurs étrangers soutiennent avec plaisir et renforcent la domination du gouvernement des Tsing, traître à son pays, et le transforment en leur propre instrument docile. « *Utilisons les armements étrangers pour vaincre* » et « *achetons les canonnières occidentales* », voilà la planche de salut que la dynastie mandchoue chancelante saisit pour se sortir de sa position critique.

En s'adaptant aux besoins des agresseurs étrangers, la clique dirigeante de la classe des propriétaires fonciers sous la dynastie des Tsing voit apparaître en son sein, à partir des années soixante du XIXe siècle, une poignée de seigneurs de guerre transformés en compradores (1). Représentés au gouvernement central par le prince Kong et dans les régions par Tseng Kouo-fan, Tsouo Tsong-tang, Li Hong-tchang, ceux-ci constituent ce que l'on a appelé le Parti occidentaliste (Yangwou pai). En s'appuyant sur les agresseurs occidentaux, ils mettent sur pied des industries militaires modernes et des entreprises civiles et forment des armées de terre et de mer réactionnaires commençant à faire usage d'équipements de type nouveau ; telle est dans ses grandes lignes la teneur de ce prétendu mouvement occidentaliste. Les historiographes de la bourgeoisie et de la classe des propriétaires fonciers louent le développement de ce mouvement, des années soixante aux années quatre-vingt-dix, comme une « *nouvelle politique pour renforcer le pays* ». Il est en réalité le produit de la collabo-

(1) Bourgeoisie liée aux intérêts de l'impérialisme (N.d.T.).

ration entre l'impérialisme et la féodalité chinoise. Il met en application une ligne réactionnaire de capitulation et de féroce répression intérieure. Toutes les mesures qu'il prend pour promouvoir les activités à l'occidentale ont pour objectif de sauver la domination féodale mandchoue condamnée.

Après la signature du traité de Pékin, les ambassadeurs d'Angleterre, de France, des Etats-Unis, de Russie, et d'autres pays tiers sont venus résider en permanence dans la capitale et ont accentué leur contrôle sur le gouvernement impérial. Ces ambassadeurs étrangers, grâce aux vertus magiques des traités inégaux et avec l'appui de leurs canonnières et de leur artillerie lourde, dictent leurs volontés au gouvernement impérial. L'ambassadeur américain proclame publiquement : « *De fait, les ambassadeurs étrangers sont devenus partie intégrante du gouvernement chinois* ». Se comportant en conquérants, ils font peser sur ce gouvernement une tyrannie sans bornes, « *blâmant comme ils l'entendent tout fonctionnaire chinois dont l'attitude est incorrecte envers les étrangers* », et d'un autre côté s'efforçent de développer, pour la soudoyer, une bureaucratie compradore entièrement dévouée aux agresseurs étrangers.

Les douanes jouent un rôle de tout premier ordre dans le mécanisme de contrôle du gouvernement mandchou par les puissances étrangères. Robert Hart, un des agresseurs étrangers, occupe le poste de direction de l'Inspection générale des douanes chinoises pendant une longue période de 45 années (de 1864 à 1909). Non seulement il s'ingère dans la politique intérieure locale, collecte toutes sortes de renseignements au moyen des nominations des commissaires des douanes, et contrôle les destinées financières du gouvernement mandchou en gardant la haute main sur les rentrées douanières, mais de plus, il étend directement son emprise sur bon nombre d'activités diplomatiques de la

plus haute importance, s'immisce dans des nominations et les destitutions des fonctionnaires de haut rang (les gouverneurs du Yunnan, Koueitcheou et Setchouan par exemple) et joue un rôle de contrôle sur le gouvernement chinois dans de nombreux domaines intérieurs et diplomatiques. Robert Hart sera anobli par le gouvernement anglais et fait Baron pour ses « *mérites* » lors de l'invasion de la Chine ; et comme il a eu aussi des « *mérites* » dans le lancement des activités chinoises à l'occidentale, il sera également récompensé par le gouvernement impérial qui lui attribuera les plus hautes distinctions honorifiques, les fonctions les plus élevées. Ainsi, un « *serviteur émérite* » à la fois des agresseurs capitalistes étrangers et de la dynastie des Tsing peut n'être qu'une seule et même personne : Robert Hart. Cet étrange phénomène n'a pu apparaître qu'au sein d'une société semi-coloniale et semi-féodale.

Par le passé, le gouvernement mandchou ne possédait aucun appareil diplomatique particulier. Un Office d'administration générale des affaires avec tous les pays (Tsongli Yamen) est fondé en 1861 sous la coupe de l'aristocratie mandchoue, représentée par le prince Kong, le vice-ministre des Finances Wen Hsiang et d'autres, dans le but de collaborer et de traiter avec les puissances étrangères. Il constitue un signe important de la semi-colonisation de l'appareil de domination de la dynastie des Tsing. Les attributions de cet Office des affaires étrangères ne sont pas du tout limitées à la diplomatie ; elles incluent en réalité toutes les activités à l'occidentale. Est de son ressort tout ce qui a trait aux occidentaux, qu'il s'agisse de l'achat ou de la construction des canonnières, de l'inspection des douanes, de tous les ports ouverts, des missionnaires, des écoles, du télégraphe, des chemins de fer, des mines, de la création d'usines, et même de la constitution d'une marine de guerre. Par voie de conséquence, le Tsongli Yamen, devenu aussi l'Office des activités à

l'occidentale, s'est transformé en Cabinet coiffant les six ministères (Fonctionnaires, Finances, Rites, Armée, Justice, Travaux publics). Le prince Kong, chancelier, devient quant à lui Administrateur général des activités à l'occidentale pour la collaboration entre la dynastie des Tsing et les agresseurs étrangers.

En même temps qu'il met en place l'Office des affaires étrangères, le gouvernement des Tsing installe un ministre superintendant du commerce pour les ports du Nord, et un autre pour les ports du Sud. A partir de 1865, le Ministre superintendant pour les ports du Sud est à la fois Gouverneur général du Liangkiang (Kiangsi, Kiangsou, Anhouei) ; dès 1870, celui pour le Nord est également Gouverneur général du Tcheli (Hopei). Les ministres superintendants ne se cantonnent pas dans la gestion des différentes affaires commerciales avec les pays ; toutes les négociations avec l'étranger doivent également passer par leur entremise pour monter ensuite jusqu'à l'Empereur et être notifiées par dépêches à l'Office des affaires étrangères. De ce fait les Gouverneurs généraux du Liangkiang et du Tcheli, par ailleurs ministres superintendants pour les ports, sont les plus puissants fonctionnaires régionaux de l'époque. Ceux qui y sont nommés sont des leaders du Parti occidentaliste, et son également reconnus par les agresseurs étrangers. Tseng Kouo-fan et Li Hong-tchang ont occupé par exemple pendant de nombreuses années, respectivement la charge de Gouverneur général du Liangkiang et du Tcheli. Le Liankiang et le Tcheli sont ainsi devenus les bases locales d'où ils ont lancé les activités à l'occidentale et accru leur puissance.

En 1862, le gouvernement impérial crée le Collège pour interprètes de Pékin subordonné à l'Office des affaires étrangères dans le but de former des traducteurs et des fonctionnaires occidentalistes « *connaissant les langues étrangères et comprenant le langage des étrangers* ». Le

Collège pour interprètes de Pékin monte successivement des sections d'anglais, de français, de russe, d'allemand, de japonais, ainsi qu'une section pour l'astronomie et les mathématiques. De son côté, le Gouverneur du Kiangsou, Li Hong-tchang, met sur pied en 1863, à Changhaï, un Collège de langues étrangères sur le même modèle. Houei Lin, Gouverneur général du Liangkouang, (Kouangtong, Kouangsi) fonde lui aussi, en 1864, un Collège pour interprètes à Canton. Dans le prolongement des activités du Collège pour interprètes de Pékin, le gouvernement des Tsing envoie en 1872 le premier contingent d'étudiants aux Etats-Unis, sous la conduite de Tchen Lan-pin et Jong Hong.

Les ordres dictés par les ambassadeurs étrangers et la domination exercée par l'Inspection générale des douanes laissent apparaître de manière saillante l'accentuation du contrôle des agresseurs étrangers sur le gouvernement impérial. La mise en place d'appareils bureaucratiques tels que l'Office des affaires étrangères et les ministres du commerce avec l'étranger montrent aussi de façon claire la collaboration entre les classes contre-révolutionnaires chinoises et étrangères et l'autorité peu à peu grandissante du Parti occidentaliste.

En ce qui concerne les activités à l'occidentale rangées sous le vocable de « *nouvelle politique* », elles comprennent essentiellement des activités touchant au domaine militaire, menées dans la perpective du « *renforcement* », et des activités touchant au domaine économique, menées dans la perspective de l'« *enrichissement* ». Les chefs du Parti occidentaliste soutenant les activités dans ces deux domaines sont ceux-là même qui détiennent le pouvoir effectif local, des seigneurs de guerre de la Houai et du Hounan, Tseng Kouo-fan, Tsouo Tsong-tang, Li Hong-tchang, ainsi que Tchang Tche-tong, bureaucrate du Parti occidentaliste, apparu plus tardivement.

Les prétendues activités de « *renforcement* » du Parti occidentaliste comportent en priorité l'acquisition d'armements de type nouveau pour les armées et l'utilisation de « *canonnières d'outre-mer* ». Le Parti occidentaliste craint « *les navires robustes et les canons hors pair* » des occidentaux et préconise la soumission devant les puissances étrangères ; il se rend compte d'un autre côté que l'on peut utiliser les armement étrangers pour écraser la révolution des Taiping à l'intérieur et pour consolider sa propre domination. C'est pourquoi, dès 1861, le Prince Kong reprend les termes de Tseng Kouo-fan, disant que « *la marche à suivre pour se renforcer c'est de former tout d'abord une armée* », et qu'« *acheter des canonnières occidentales est la tâche première pour sauver notre époque* ». La même année, après avoir pris Anking, Tseng Kouo-fan crée l'arsenal d'Anking afin d'« *imiter la fabrication des armes étrangères* ». L'année suivante, en raison des attaques nombreuses des armées contre-révolutionnaires alliées chinoises et étrangères, Li Hong-tchang crée l'arsenal de Changhaï.

Les armées de la Houai et du Hounan, grâce au soutien des agresseurs étrangers, sont formées à l'occidentale, achètent des fusils et des canons, font usage d'armements de type nouveau dans l'attaque des villes et la prise des régions, et répriment férocement la révolution Taiping. Dans les nuages de poudre de la contre-révolution, les entreprises à l'occidentale connaissent une poussée graduelle. En 1864, Li Hong-tchang écrit au Prince Kong : « *Si la Chine désire être forte, il vaut mieux étudier les armes étrangères ; si l'on désire étudier les armes étrangères, mieux vaut chercher les instruments permettant de maîtriser ces armes.* » Ces prétendus « *instruments* » consistaient en machines de fabrication d'armes achetées à l'étranger. Le Prince Kong rapportera cette suggestion de Li Hong-tchang à l'empereur Tong Tche en disant que « *pour gou-*

verner un pays, il faut le rencorcer ; pour le renforcer, il faut le doter d'une armée ; et pour une armée, il faut des armes... »

Du début des années 60 à celui des années 70, le Parti occidentaliste crée, sous couvert de « *renforcement* », tout un ensemble d'usines d'armes et de munitions, et de chantiers navals. Parmi les plus importants :

— L'Arsenal du Kiangnan, créé en 1865 à Changhaï, la plus grosse entreprise militaire que le gouvernement mandchou ait jamais créée.

— L'Arsenal de Kinling, monté également la même année par Li Hong-tchang à Nankin.

— L'Arsenal de Foutcheou (appelé aussi Arsenal de Mawei), fondé en 1870 par Tsouo Tsong-tang, le plus gros chantier naval de l'époque.

— L'Arsenal de Tientsin, créé par Tchong Heou en 1867, qui passe sous l'autorité de Li Hong-tchang en 1870, et sera agrandi peu après.

— Pour finir, la manufacture d'armes du Hounan, fondée en 1890 à Hanyang par Tchang Tche-tong et qui arrive juste derrière l'Arsenal du Kiangnan par son envergure.

Ces entreprises d'armement, créées par des bureaucrates féodaux, dépendent des techniciens occidentaux sur le plan de la production, et sont aussi tributaires de l'étranger pour ce qui est des matériaux de base tels que les équipements mécaniques, le charbon et l'acier. Les industries militaires du complexe de la Houai sont placées principalement sous la direction de l'Anglais Halliday Macartney, et celles du complexe du Hounan sous la direction du Français Giquel. Elles sont, sur le plan de la gestion, aux mains des seigneurs de guerre de la Houai et du Hounan flanqués de tout un ensemble de chefs de diverse importance, ce qui a entraîné l'adjonction d'un ensemble de services bureaucratiques corrompus. Les crédits pour entamer

la construction de ce type d'entreprises et les dépenses de fonctionnement proviennent entièrement des rentrées fiscales du gouvernement. Les produits fabriqués sont uniquement destinés à l'usage militaire, leur coûts de production n'entrent pas en ligne de compte, et ils ne participent pas aux échanges du marché ; le fer de lance en est tout entier tourné contre le peuple. A propos de la « *fabrication nationale* » d'armements et de l'entraînement d'armées nouvelles du Parti occidentaliste sous la conduite des agresseurs étrangers, Li Hong-tchang avoue lui-même que « *l'on peut à la rigueur s'en servir contre les bandits de l'intérieur, mais on ne saurait réellement y songer pour repousser l'attaque des étrangers* ». A vrai dire, la fallacieuse « *quête de renforcement* » du Parti occidentaliste se réduit tout bonnement à quêter l'aide des pays capitalistes étrangers pour obtenir des armes modernes afin de réprimer les soulèvements populaires de l'intérieur, de « *renforcer* » la domination féodale des Tsing et la position du Parti occidentaliste.

En raison de la création des industries de guerre au cours des années 60, les besoins en combustible et en matières premières s'accroissent de façon ininterrompue, les transports prennent chaque jour plus de développement, et surtout, des sommes plus importantes deviennent nécessaires pour l'entretien des industries militaires et des gigantesques armées. Le Parti Occidentaliste prend conscience petit à petit qu'« *il faut d'abord s'enrichir pour pouvoir ensuite se renforcer* ». Aussi, se met-il à prôner l'« *enrichissement* » dès les années 70 et met-il sur pied tout un ensemble d'entreprises civiles, en empruntant les techniques de production capitalistes pour accumuler des richesses ; par « *l'enrichissement* », il entend appuyer le « *renforcement* », mais il vide les poches des particuliers. On peut compter comme relativement importantes parmi les

entreprises civiles fondées par le Parti occidentaliste pendant plus de vingt ans :

— La China Merchants' Steam Navigation & C°, fondée à Changhaï par Li Hong-tchang en 1872, au capital de 26 millions de taëls. C'est la première en date et l'une des plus importantes entreprises de ce type à avoir été fondée.

— Le Bureau minier de Kaiping, ouvert par Li Hong-tchang à Tientsin en 1878, exploitant le charbon.

— Le Bureau général du télégraphe, fondé par Li Hong-tchang à Tientsin en 1880.

— L'Office de tissage mécanique de drap, fondé à Lantcheou par Tsouo Tsong-tang la même année.

— L'Office de tissage mécanique de cotonnades, créé par Li Hong-tchang à Changhaï en 1882.

— Les Aciéries de Hanyang, fondées par Tchang Tche-tong en 1890, et les Mines de fer de Tayeh, mises en exploitation l'année suivante.

— Les quatre Offices du Houpei, créés par Tchang Tche-tong de 1893 à 1894 à Woutchang : filature, tissage, dévidage de cocons, et fabrication du lin.

Ces entreprises civiles possèdent, en dehors du mode de gestion officielle, celui de la gestion semi-officielle (contrôle des fonctionnaires, gestion par les marchands), ou mixte (co-gestion fonctionnaires-marchands). Toutefois, dans ces entreprises mixtes ou semi-officielles, « *tout le pouvoir est au fonctionnaire, point au marchand* », chacun doit l'obéissance la plus absolue à celui qui est à la tête. Les compradores et la bureaucratie occidentaliste, qui détiennent le pouvoir effectif, se rendent coupables de malversations accrues et se gavent de ce qu'ils prennent dans les poches des particuliers. Les équipements industriels et les techniques de production de ces entreprises dépendent de l'étranger tout comme les industries militaires. Leur gestion est extrêmement corrompue et porte en son sein toutes les tares du monde corrumpu des fonctionnaires

féodaux. Les privilèges politiques sont en usage, les monopoles économiques pratiqués, les industries privées (gérées par des marchands) sont exclues et écrasées. Pour prendre un exemple, Li Hong-tchang, à la création de l'Office de tissage mécanique de Changhaï, émet une réglementation d'exclusivité pour 10 ans, « *autorisant seulement les marchands chinois à investir dans l'entreprise en ajoutant des actions et leur interdisant de fonder d'autres offices* ». Il fit ansi gravement obstacle au développement de l'industrie capitaliste nationale.

Le Parti occidentaliste, qui gère ces entreprises dans l'optique du « *renforcement* », est d'une nature compradore, féodale, et possède un certain caractère monopolisateur. Il s'agit en fait du modèle même du capitalisme bureaucratique chinois. Bien que, dans le domaine des techniques de production, il ramène de l'étranger quelques « *nouvelles* » broutilles, il ne désire pas le moins du monde développer le capitalisme en Chine mais compte emprunter quelques miettes aux capitalistes occidentaux pour porter secours au pouvoir féodal moribond et aboutir à l'objectif du « *renforcement* ».

Le noyau de la « *nouvelle politique de renforcement* », c'est la constitution d'une flotte de guerre. C'est dans ce domaine que le gouvernement mandchou utilise le plus d'argent et aussi que les transformations sont les plus lentes.

D'après les partisans de Li Hong-tchang, si la Chine ne fait pas l'achat de cuirassés, « *jamais elle ne verra le jour où elle se sera renforcée* ». Tout en mettant en place une industrie militaire et civile, le gouvernement impérial gaspille des sommes fantastiques dans l'achat de 39 cuirassés de toutes tailles à l'Angleterre, à l'Allemagne et à d'autres pays. En fin de compte, est-ce pour anéantir les malfaiteurs étrangers qu'ils « *commandent des cuirassés* » ? Non ! et Li Hong-tchang en personne en fait

l'aveu spontané : « *Cette manière de procéder n'est qu'un simulacre, et l'on ne saurait oser affirmer faire front à l'ennemi.* »

En 1884, les forces navales commencent à prendre de l'ampleur ; la Flotte du Sud compte 17 navires, celle du Nord, 15, et celle du Foukien 11. Elles sont respectivement contrôlées par les seigneurs de guerre du Hounan, de la Houai et par le Commissaire à la marine pour la Flotte du Foukien. Mais en septembre, au cours de la Guerre franco-chinoise, pendant le combat de Mawei, la Flotte du Foukien est coulée, celle du Sud connaît le même sort, et il ne reste que la Flotte du Nord, aux mains de Li Hong-tchang qui réussit à se tenir à l'écart du conflit et à conserver ses forces. En 1885, le gouvernement des Tsing crée un Ministère de la marine, et Li Hong-tchang, reprenant prétexte de la réorganisation de la flotte, achète à l'étranger de nouveaux navires et saisit également cette occasion pour attirer dans la Flotte du Nord les bâtiments d'assez bonne qualité éparpillés ailleurs.

En 1888, la Flotte du Nord est officiellement constituée. Parmi les 22 unités qu'elle possède, 17 ont été achetées à l'Angleterre, à l'Allemagne ou à d'autre pays, et 5 sont de construction nationale. Parmi les navires achetés, le Tingyuan et le Tchenyuan constituent le gros des forces et jaugent plus de 7 000 tonneaux ; quant aux patrouilleurs Kingyuan, Laïyuan, Tcheyuan et Tsiyuan, ils jaugent plus de 2 000 tonneaux. En 1891, Li Hong-tchang, en pleine euphorie, déclare avec orgueil : « *la Flotte du Nord totalise un nombre de 21 navires de guerre, constitue une force navale largement équipée. La construction des équipements maritimes pourra peut-être s'améliorer au fil du temps ; limités à l'heure actuelle par l'argent, nous ne pouvons les compléter. Toutefois si l'on considère le Golfe du Pohai, on peut dire qu'il possède déjà des forces solides et inébranlables* ». Mais le grondement des canons de la

Guerre sino-japonaise de 1894 va étouffer le mot creux de « *renforcement* » cher au Parti occidentaliste. La Flotte du Nord est entièrement coulée, ce qui rend évident l'échec total de la « *nouvelle politique* » occidentaliste.

La « *nouvelle politique* » occidentaliste s'est flattée, du commencement à la fin, d'être en « *quête de renforcement* » et en « *quête d'enrichissement* », mais à quel résultat ont abouti ces trente années de » *quête* » ? A rendre le pays de plus en plus pauvre et le peuple de plus en plus misérable. N'y a-t-il personne qui ne se soit « *renforcé* » ou « *enrichi* » ? Si, bien sûr : les seigneurs de guerre du Hounan et de la Houai, ainsi que la bureaucratie occidentaliste. Les dirigeants féodaux de la cour ont vanté le mouvement occidentaliste comme étant celui de la « *Restauration Tong Tche* » ou de la « *nouvelle politique de Tong Kouang* », mais les historiens impérialistes, eux, n'ont pas accordé la moindre considération au gouvernement des Tsing et ont carrément appelé cette phase de l'histoire des rapports de la Chine avec l'étranger : « *la période de la soumission* ». L'histoire l'a bien démontré : les membres du Parti occidentaliste, représentant les intérêts de la classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie compradore, « *sont de véritables appendices de la bourgeoisie internationale et dépendent de l'impérialisme quant à leur existence et leur développement* » (2). Dès le début, leur prétentieuse « *nouvelle politique* » n'a été capable que de précipiter davantage la Chine dans le bourbier de la semi-colonisation.

(2) « Analyse des classes de la société chinoise », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 1, p. 11. E.P.

2. Feux d'alarme aux frontières

La maxime la plus répétée du Parti occidentaliste est celle du « *renforcement* ». Néanmoins, c'est pourtant à l'époque où celui-ci détient le pouvoir et met en application cette « *nouvelle politique* », que les agresseurs étrangers étendent leur emprise aux frontières maritimes du Sud-Est et aux autres frontières du Nord-Ouest, Sud-Ouest et Nord-Est. Ne prêtant qu'une attention distraite aux appels d'urgence provenant des frontières, le Parti occidentaliste recule petit à petit et, tout en ne cessant de répéter le mot de « *renforcement* », capitule en réalité.

Après les années 70, le capitalisme mondial passe de la libre concurrence à l'étape monopoliste — le stade de l'impérialisme. Avec la conquête des marchés, des régions productrices de matières premières et des zones d'exportation de capitaux « *commence "l'essor" prodigieux des conquêtes coloniales, et la lutte pour le partage territorial du monde devient infiniment âpre* » (3).

Après avoir réduit à l'état de colonies ou de protectorats les nations amies voisines de la Chine, l'Angleterre, la Russie, la France et le Japon, tournent ensemble leurs convoitises vers la Chine elle-même et se pressent à ses frontières.

La crise aiguë des frontières constitue une épreuve cruciale pour la clique dominante du gouvernement mandchou.

Le Parti occidentaliste, représenté par Tseng Kouo-fan et Li Hong-tchang, sous prétexte que les armements chinois sont arriérés et les défenses côtières inexistantes, préconisent de faire des concessions et de capituler devant l'étranger. Tseng Kouo-fan déclare en 1870 que, sous les règnes de Tao Kouang (1821-1851) et de Han Feng (1851-

(3) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 91. E.P.

1862), on a commis l'erreur, pour régler les affaires avec l'étranger, de faire un jour la guerre et le lendemain la paix, sans ligne politique stable, tandis que, dès le règne de Tong Tche (1862), vu qu'« *on s'en est tenu à un accord de paix sans jamais changer, on a pu avoir de bonnes relations pacifiques avec l'étranger, soit 10 années sans histoires* ». Si l'on résistait à l'étranger, « *peut-être pourrait-on être victorieux cette année mais, l'année suivante, l'ennemi reviendrait immanquablement. Quand bien même Tientsin pourrait se défendre, les autres points de la côte ne peuvent être suffisamment équipés* ». Aussi, « *la seule politique juste avec l'étranger, c'est de toujours rester en bonne intelligence et de plier pour vivre en bon voisinage* ». C'est avouer que devant les agresseurs étrangers, on ne peut que capituler, que toute résistance s'avère impossible. La seule condition pour avoir la paix entre la Chine et l'étranger, c'est de « *plier* ». Li Hong-tchang n'est pas aussi cynique que Tseng Kouo-fan, mais pendant les trente années au cours desquelles il a dirigé la politique étrangère, sous couvert de « *chercher à se renforcer lentement* », il a constamment soutenu la non-résistance aux étrangers. Selon son point de vue, « *parler de repousser l'invasion, parler de bouter l'ennemi hors des frontières, ne relèverait tout bonnement que de propos insensés* », c'est pourquoi il est impossible de « *parler à la légère de guerre contre les puissances européennes* ». Tout ce qu'on peut faire vis-à-vis des agresseurs, « *c'est de contracter avec eux des traités de commerce pour les museler* ». Qu'est-ce à dire, sinon qu'il faut brader totalement le pays ?

Au sein de la clique dominante des Tsing, le Parti conservateur est formé par tout un groupe de bureaucrates, tels que le Prince Chouen et le Grand Secrétaire Wo Jen, qui défendent le passé, possèdent d'assez nombreux traits féodaux et n'entretiennent que peu de relations avec les capitalistes occidentaux. Ceux-là sont effrayés par les

menaces des étrangers et appréhendent la chute de la dynastie. Ils rêvent de restaurer le passé révolu et de rejeter sans faire de détail tout ce qui est étranger. Le Parti conservateur ne veut pas entendre parler des activités à l'occidentale et pour toute négociation avec les étrangers, il préconise à chaque fois la guerre. Mais à l'aide de quoi pourrait-il la mener ? Avec « *la loyauté et l'honnêté pour armure* », « *les rites et la justice pour bouclier* » indique Wo Jen. Voilà pour l'essentiel les armes idéologiques féodales fourbies par le Parti conservateur pour défendre le passé. Ce n 'est pas avec une armée archaïque et décomposée qu'ils vont pouvoir faire front aux envahisseurs étrangers et les contraindre à demander la paix ! Aussi le Parti occidentaliste et le Parti conservateur sont-ils plongés dans d'inlassables querelles : l'un préconise la paix pour qu'il n'y ait pas de guerre et l'autre la guerre pour obtenir la paix. Mais cela revient au même car tous deux ne peuvent que capituler. Par suite, la souveraineté territoriale de la Chine diminue progressivement et les deux partis ne se révèlent pas le moins du monde capables de parer à la crise quand les frontières sont attaquées par les puissances ennemies.

C'est sur la façade maritime du Sud-Ouest que les feux d'alarme s'allument les premiers.

Taiwan est une partie indivisible du territoire sacré de la Chine, et ce depuis l'Antiquité. Or, le Japon, après la réforme Meiji de 1868, s'est engagé sur la voie du capitalisme développé ; il s'efforce de s'étendre à l'étranger et fait grand bruit autour de sa « *doctrine de la conquête de la Corée* » et de sa « *doctrine de la conquête de Taiwan* ». En septembre 1872, le Japon contraint le souverain des îles Ryû Kyû à accepter le titre de « *vassal* ». En 1874, saisissant le prétexte que des marins de ces îles, s'étant échoués sur le territoire chinois de Taiwan, ont été massacrés, il envoie plus de 3 000 matelots et fantassins

attaquer Taiwan. Comment se fait-il que le Japon encore fragile ait osé envahir Taiwan ? Cela s'explique essentiellement par le soutien intéressé que les Etats-Unis lui donnait. Très tôt, en effet, ceux-ci avaient nourri des ambitions de conquête sur Taiwan. En 1847, ils avaient envoyé des gens y prospecter pour des mines de charbon et, dans les années cinquante, avaient de surcroît prétendu l'occuper. En 1867, ils envoyèrent ouvertement une expédition composée de deux navires et de 181 hommes de troupe attaquer par surprise Taiwan. Mais le peuple de la minorité nationale de Kaochan, embusqué dans les montagnes, contre-attaqua avec bravoure, tua le commandant de l'armée américaine et triompha de la première agression armée des Etats-Unis sur Taiwan. Ceux-ci changèrent de méthode par la suite et incitèrent continuellement le Japon à envahir Taiwan, en lui fournissant armes, navires, instructeurs et conseillers militaires.

En mai 1874, les Japonais débarquent à Lienkiao, attaquent les communautés rurales de Kaochan. Les populations indigènes évincées de leurs positions stratégiques, se retranchent dans les montagnes. L'armée japonaise met la région à sac, brûle et massacre tout ce qu'elle rencontre. Le peuple de Kaochan mène une résistance opiniâtre. L'armée d'invasion japonaise de Taiwan blessera et tuera entre 500 et 600 personnes et transmettra en outre des épidémies. Au même moment, Tchen Pao-tchen, commissaire à la marine de la Flotte du Foukien, emmène une armée de soldats et de marins au secours de Taiwan pour renforcer sa défense. L'attaque armée japonaise échoue, les ambassadeurs des Etats-Unis et d'Angleterre se posent immédiatement en « médiateurs » tandis que, militairement et diplomatiquement, ils appuient sans réserves le Japon. Li Hong-tchang sait pertinemment que « *les bateaux japonais ne constituent pas un adversaire pour les nouveaux navires chinois* », et que « *la multitude des soldats de la marine*

de guerre chinoise ne peuvent être effrayés par leurs trois ou quatre mille hommes ». Il n'ose pas cependant défier les ordres des ambassadeurs anglais et américain qui l'exhortent vivement à faire la paix et il interdit aux armées chinoises d'engager les combats. Au mois d'octobre, le pouvoir mandchou signe avec le Japon le Traité de Pékin qui ratifie la vassalité des îles Ryû Kyû par rapport au Japon et accorde à ce dernier une indemnité de 500 000 taëls pour ses dépenses de guerre comme condition du retrait de ses troupes de Taiwan. En 1879, le Japon annexe officiellement les îles Ryû Kyû qui formeront le département d'Okinawa. Dès lors, Taiwan devient l'objectif principal de la « *progression au Sud* ».

Le Japon naissant a porté un rude coup à la dynastie mandchoue de la « *Restauration* ». Les forces militaires supérieures de la dynastie des Tsing ont connu en définitive une capitulation humiliante. Et cela a infligé un démenti retentissant au « *renforcement* » qui servait de prétexte au Parti occidentaliste.

Puis les feux d'alarme apparaissent aux confins du Sud-Ouest.

La Birmanie est limitrophe de la province chinoise du Yunnan. En 1852, après l'avoir occupée, l'Angleterre espionne dans le Sud-Ouest de la Chine et explore sans relâche les communications existantes entre la Birmanie et le Yunnan. En 1874, l'Angleterre envoie le Colonel Brown, à la tête de 200 hommes de troupe, former une mission de reconnaissance pour chercher à pénétrer au Yunnan par la Birmanie. L'ambassadeur d'Angleterre à Pékin envoie un interprète, Margary, pour aller au-devant d'eux en Birmanie par le Yunnan. En février de l'année suivante, Margary amène avec lui sans autorisation une troupe de reconnaissance armée et fait irruption dans le Yunnan non loin de Nantchong. La population locale fait subir aux Anglais un interrogatoire serré, en vue d'assurer la protec-

tion des familles et du pays. Mais voilà que Margary ouvre criminellement le feu. La population indignée fonce sur eux, tue Margary et repousse les soldats anglais en Birmanie. L'affaire Margary est la conséquence du projet anglais d'invasion des frontières du Sud-Ouest de la Chine. Néanmoins, le ministre anglais Thomas Wade, s'empare de cette affaire pour l'exploiter au mieux : il formule de larges exigences agressives et exerce une intimidation armée sur le gouvernement ; il rompt plusieurs fois ses relations diplomatiques, envoie de nouveaux navires de guerre vers la Chine, etc. Li Hong-tchang, à la dévotion des occidentaux reconnaît que dans l'affaire Margary, *« la faute est du côté chinois »*, et qu'il est absolument impossible de *« se brouiller »* avec l'Angleterre ; il conseille d'accepter toutes les exigences insensées des agresseurs. En septembre 1876, le gouvernement envoie Li Hong-tchang rencontrer Wade à Yentai où ils signent le traité sino-anglais du même nom et le traité spécial *« d'exploration des routes »* pour pénétrer au Tibet.

Voici la teneur générale du Traité de Yentai :

1) L'Angleterre envoie des fonctionnaires au Yunnan mener une enquête de cinq années et y observer les conditions pour le commerce international afin de signer des conventions commerciales ; 2) la juridiction consulaire est élargie. Toutes les fois qu'il se présentera une affaire concernant les biens vitaux d'un ressortissant britannique, tant dans les ports ouverts que dans les provinces de l'intérieur, l'Angleterre pourra y envoyer quelqu'un pour enquêter ce qui porte atteinte, à un degré supérieur, à la souveraineté judiciaire chinoise ; 3) quatre localités de plus sont ouvertes au commerce international : Yitchang, Wouhou, Wentcheou et Pohai ; 4) les marchandises étrangères sont exemptées de la gabelle au sein des concessions étrangères ; les marchands chinois comme les marchands étrangers ne payent que la taxe d'importation sur les marchan-

dises introduites dans le pays et échappent totalement aux diverses taxes intérieures ; 5) l'Angleterre est autorisée à envoyer ses agents pénétrer au Tibet et passer en Inde soit, au départ de Pékin, en traversant le Koueitcheou ou le Tsinghai, soit par le Setchouan. Elle est également autorisée à les envoyer de l'Inde au Tibet. Non seulement ces concessions ont accentué les violations de souveraineté contenues dans les traités de Tientsin et de Pékin, mais elles ont offert aux agresseurs anglais et autres des conditions de facilité pour envahir le Yunnan et le Tibet. Le Traité de Yentai a été un accord par lequel le Parti occidentaliste, flattant servilement l'étranger et capitulant devant lui, a tragiquement sacrifié le pays.

Au Nord-Ouest, l'infâme Russie tsariste enfonce ses griffes dans le Sinkiang.

La province du Sinkiang est la grande porte de la Chine donnant sur l'Occident. Le plateau du Pamir, appelé le « *toit du monde* », abrite de magnifiques montagnes et fleuves chinois. La Russie tsariste a convoité très tôt le très prospère Sinkiang. Même après 1864, où elle s'est emparée d'une portion de plus de 440 000 km² de territoires dans l'Ouest de la Chine, son avidité est demeurée insatiable. Elle a voulu annexer encore la totalité du Sinkiang. Il en a découlé toutes sortes d'intrigues menées entre l'Angleterre et la Russie tsariste, et une lutte aiguë s'est engagée entre eux.

En 1864, les peuples musulman et ouighour du Sinkiang des régions au Nord et au Sud des monts Tienchan prennent les armes pour s'opposer aux Tsing. L'année suivante, Ya Koub-beg, chef militaire du Kokand (à l'ouest du Sinkiang, situé aujourd'hui dans l'Ouzbekistan), envahit le Sinkiang. De mèche avec les seigneurs féodaux musulmans qui se sont rendus maîtres de la région de Kash-

gar, il s'empare successivement de toutes les villes de la région au Sud des monts Tienchan (Turkestan chinois) et fonde, en 1867, un État formé de 7 villes. Non seulement Ya Koub-beg opprime cruellement le peuple et lui extorque de multiples impôts, mais il exécute aussi de façon très dure tous ceux qui ont des opinions religieuses différentes de la sienne. L'ensemble des peuples du Sinkiang connaît une misère extrême et lance d'incessants combats pour résister à la tyrannie cruelle de Ya Koub-beg. En 1872, le gouvernement tsariste reconnaît publiquement Ya Koub-beg comme chef d'État et arrache à la Chine sa souveraineté territoriale sur le Sinkiang. Voyant les forces armées tsaristes s'enfoncer dans le Sud du Sinkiang et menacer ses intérêts, l'Angleterre accentue son influence sur Ya Koub-beg et reconnaît en 1874 son « *royaume indépendant légitime* ». Elle signe avec lui un traité de commerce et lui fait don d'une grande quantité de fusils et de munitions. C'est ainsi que Ya Koub-beg devient l'instrument criminel de l'Angleterre et de la Russie en vue de détacher le Sinkiang du territoire sacré de la Chine.

Pour les régions au Nord des monts Tienchan (Dzoungarie), la Russie tsariste adopte le mode d'occupation militaire directe. En juillet 1871, elle prend prétexte d'aider le gouvernement des Tsing à « *mettre un obstacle aux troubles* » et à « *assurer l'ordre aux frontières* » pour envoyer des troupes occuper la région de l'Ili. Fourbe et insidieuse, elle déclare avec énergie que « *jamais l'Ili ne sera annexé au territoire russe* », mais place dans la région des fonctionnaires pour gouverner, occupe les terres pour les cultiver, lève de lourdes taxes sur le peuple des différentes nationalités chinoises et développe une domination coloniale sans déguisement ; puis, comme elle estime que l'armée chinoise n'a plus la force de récupérer le Sinkiang, elle déclare hypocritement : « *La Russie n'a pas l'intention d'occuper longtemps l'Ili ; simplement, vu que les troubles*

des Houei chinois ne sont pas encore rentrés dans l'ordre, nous l'avons récupéré pour la Chine. » Le jour où le gouvernement chinois sera capable de le contrôler, « *nous le restituerons* ». Pourtant, l'année suivante, lorsque le gouvernement de l'époque envoie le général Hong Tsiuan négocier à maintes reprises avec la Russie tsariste la rétrocession de l'Ili, non seulement celle-ci refuse de le rendre, mais elle élève en plus toutes sortes de complications et émet toute une série d'exigences agressives. La Russie se livre de manière très évidente à une mise en scène déjà vue : en occupant militairement l'Ili, elle compte obliger le gouvernement mandchou à se plier devant le fait accompli.

Face aux crises frontalières du Japon s'infiltrant à Taiwan et de la Russie occupant par la force l'Ili, d'âpres controverses voient le jour au sein de la clique dominante mandchoue, portant sur la « *défense maritime* » ou la « *défense fortifiée* ». Sous prétexte que la « *défense maritime* » est essentielle, la clique de la Houai, représentée par Li Hong-tchang, préconise l'abandon du Sinkiang : « *transférons l'argent qui est imparti à l'Ouest pour renforcer la défense maritime* ». Elle clame que « *si le Sinkiang n'est pas restitué, ce ne sera pas une atteinte portée au bon état de l'organisme* ». La clique du Hounan, représentée par Tsouo Tsong-tang, considère au contraire que « *ce qui fait toute l'importance du Sinkiang c'est qu'il protège la Mongolie, et l'on protège la Mongolie car elle défend la capitale* », mettant ainsi l'accent sur la nécessité de la restitution du Sinkiang. Cette polémique reflète tout naturellement les contradictions existantes entre les cliques de la Houai et du Hounan, même si leur objectif commun est de sauvegarder la domination de la dynastie régnante. Néanmoins, la proposition de Tsouo Tsong-tang comporte un aspect de résistance à l'agression étrangère, de défense de la souveraineté territoriale ; aussi re-

çoit-elle le soutien de l'opinion publique. Le gouvernement mandchou finit par accepter les propositions de Tsouo Tsong-tang d'envoyer des troupes au Sinkiang.

En août 1876, Tsouo Tsong-tang entre au Sinkiang avec son armée pour écraser Ya Koub-beg. Avec le concours des peuples des diverses nationalités de la province, l'armée des Tsing remporte une belle série de victoires. En octobre, elle a récupéré la majeure partie du Nord du Sinkiang ; en 1877, suite à ses succès militaires, elle reprend huit villes du Sinkiang du Sud, et la province est restituée à la patrie. Ya Koub-beg se suicide au cours de sa fuite. Les territoires restants passent sous la protection des agresseurs tsaristes et sont intégrés à la dérobée au territoire russe. Mais le complot russe et anglais visant à utiliser Ya Koub-beg pour arracher la région au Nord et au Sud des monts Tienchan du Sinkiang se révèle en définitive un échec. Après avoir récupéré ces deux régions, le gouvernement mandchou adresse de nombreuses requêtes à la Russie tsariste pour qu'elle lui rétrocède l'Ili. Changeant alors de visage, celle-ci n'en tient aucun compte et cherche à s'en emparer définitivement. En 1878, le gouvernement chinois délègue Tcheng Heou en Russie pour négocier la rétrocession de l'Ili. Tcheng Heou, ignorant tout de la situation aux frontières, sous la pression et les menaces tsaristes, s'arroge le droit de signer 18 conditions qui trahissent les droits et les intérêts du pays. Parmi elles, on note : la cession d'une large portion de territoire au Sud et à l'Ouest de l'Ili, une indemnité de cinq millions de roubles destinée à « *couvrir* » les frais d'occupation de l'Ili par les troupes russes ; une exemption de taxe au Sinkiang et en Mongolie pour les commerçants russes ; une autorisation pour la Russie d'emprunter pour le commerce les routes continentales allant du Sinkiang jusqu'à Tientsin, Hankeou, Sian, etc. En contrepartie, il n'obtient

qu'une ville isolée de l'Ili, sans aucune défense, et exposée sur trois fronts à l'ennemi.

Ces effarantes conditions, qui trahissent le pays, suscitent une réprobation générale dans le peuple ; le gouvernement mandchou n'ose pas les ratifier. En 1880, le gouvernement chinois envoie Tseng Ki-tche en Russie comme ambassadeur extraordinaire pour négocier une révision du traité. Le vice-ministre des Affaires étrangères du gouvernement tsariste vocifère furieusement : pour discuter avec les Chinois, dit-il, il faut « *pointer la gueule du fusil sur leur poitrine* ». Le 24 février 1881, la Russie tsariste oblige Tseng Ki-tche à signer le Traité de Livadia. Bien que le gouvernement mandchou récupère l'Ili occupé pendant dix longues années par les tsaristes, ainsi que les territoires au Sud de l'Ili, il lui est arraché une large portion de territoire à l'Ouest du fleuve Houo'erkouose. Le montant des « *indemnités* » augmente jusqu'à 9 millions de roubles (l'équivalent de 5 millions de taëls). En évacuant l'Ili, les tsaristes obligent bon nombre d'habitants à fuir ; « *ceux qui ne veulent pas partir sont durement fouettés, et leurs plaintes s'élèvent aux quatre coins de l'horizon* ». Ce fait révèle l'agressivité et la barbarie de la Russie tsariste et prouve les sentiments profonds des compatriotes des provinces frontalières. Plus grave encore, il est dit dans les clauses du traité que la frontière du Nord-Ouest entre la Chine et la Russie, pourtant déjà établie, « *n'est pas réglée par endroits* » et que de nouvelles « *révisions* » s'avèrent nécessaires. Aussi, grâce au Traité de Livadia et à plusieurs protocoles de révision des frontières qui vont suivre, les tsaristes incorporeront à la carte de la Russie plus de 70 000 km² de territoire chinois. En 1892, ils envoient à nouveau dans la région du Pamir des troupes qui occupent, en violation des traités, une portion de plus de 20 000 km² de territoire chinois, à l'Ouest de la Chaîne des monts Saïan. En un court demi-siècle, l'infâme impé-

rialisme tsariste a dépouillé la Chine de plus de 1,5 million de km² de territoire, l'équivalent de trois fois la France ou de douze fois la Tchécoslovaquie !

Marx disait que « *l'histoire elle-même fait fonction de juge* » (4). L'histoire honteuse de la capitulation diplomatique du Parti occidentaliste n'apporte pas seulement le verdict qu'il est le plus fidèle chien couchant des agresseurs étrangers, elle donne aussi la preuve que le drapeau du « *renforcement* » qu'il brandit n'est qu'un vulgaire chiffon mité, utilisé pour cacher la laideur de ses vraies intentions. Et cela apparaîtra de manière encore plus parlante au travers de la guerre franco-chinoise et la première guerre sino-japonaise qui vont faire suite.

3. La Guerre franco-chinoise

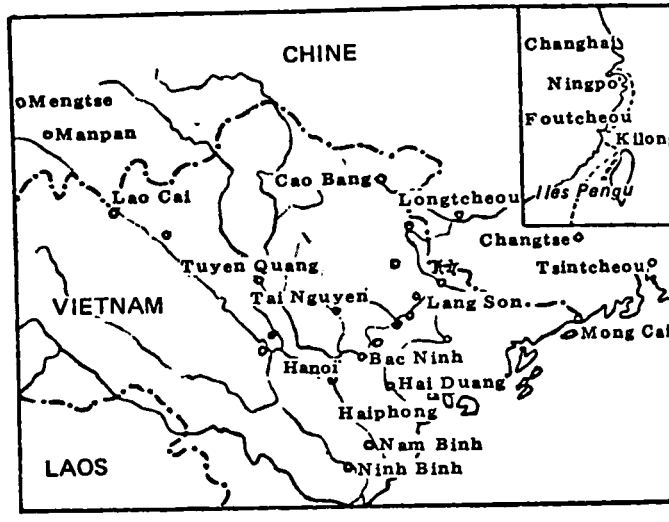
Dans les années 80 du XIXe siècle, les feux d'alarme de la Guerre franco-chinoise s'allument dans les régions frontalières du Sud-Est. Il s'agit d'une guerre injuste perpétrée par les agresseurs français envahissant la Chine et le Vietnam. C'est une guerre juste pour les Chinois et les Vietnamiens qui résistent à leur ennemi commun.

La Chine et le Vietnam sont soudés par les montagnes et les eaux. Le président Mao Tsé-toung disait qu'ils sont « *deux pays voisins unis comme les lèvres et les dents ; les peuples frères des deux pays ont leur destin scellé* » (5). Le grand dirigeant du peuple vietnamien, le président Ho Chi-minh, remarquait lui aussi que « *les deux peuples chinois et vietnamien ont entre eux une très vieille et profon-*

(4) K. Marx, « Discours à l'occasion de l'anniversaire du "People's paper" », *Œuvres choisies de Marx et Engels*, tome 1, p. 522. Ed. du Progrès Moscou/Paris.

(5) « Quotidien du peuple » du 19 décembre 1967.

de amitié. Au cours des cent dernières années, les deux peuples ont subi l'oppression et l'exploitation cruelle des impérialistes. Nous sommes non seulement deux pays voisins amis mais aussi des frères de détresse » (6).



La guerre franco-chinoise

La France a eu très tôt des ambitions agressives sur le Vietnam. Dès le début du XVIIe siècle, les premiers missionnaires français y avaient mené des activités. En 1787, l'évêque Pigneau de Béhaine s'adressa à Louis XVI pour lui conseiller d'occuper le Vietnam pour y « *établir une colonie* », et mieux, « *d'ouvrir des routes commerciales* » pour pénétrer au cœur de la Chine. Cette suggestion fut

(6) « Quotidien du peuple » du 27 juin 1955.

immédiatement acceptée par Louis XVI. On sait qu'il sera conduit à l'échafaud lors de la révolution bourgeoise de 1789 ; il n'en reste pas moins que l'annexion du Vietanm devait servir par la suite de base d'attaque contre la Chine, l'asservissement de l'Orient ayant été de tous temps le projet ambitieux des agresseurs français.

En 1858, sous couvert de protéger les catholiques, la France s'allie avec l'Espagne pour constituer une armée coalisée et attaque le Vietnam. Une fois la Deuxième Guerre de l'opium terminée, la France déplace immédiatement son armée d'agression de Chine, composée de 3 500 hommes, pour attaquer avec l'ensemble de ses forces la Cochinchine (partie Sud du Vietnam). En juin 1862, elle oblige le Vietnam à signer le premier Traité de Saïgon arrachant les provinces de Bien Hoa, Gia Dinh, Dinh Tuong et l'île de Poulo Condore. En 1867, elle occupe aussi les trois provinces de Vinh Luong, Chau Doc et Ha Tien. Et c'est ainsi que les agresseurs français ont établi une colonie en Cochinchine et contrôlé le très important delta du Mékong.

Au départ, la France comptait remonter le cours du Mékong pour envahir le Yunnan, mais elle s'aperçut par la suite que le cours supérieur n'était pas navigable ; aussi songea-t-elle à occuper le Tonkin pour envahir le Yunnan par le Fleuve Rouge. Le consul de France à Haiphong déclara sans détour : « *la France doit occuper le Tonkin... parce que c'est une base militaire idéale. En ayant cette base, si un jour les puissances européennes faisaient mine de se partager la Chine nous serions les premiers au cœur même du pays* ». Les canons des agresseurs français ne menacent pas simplement l'existence de la nation vietnamienne, ils menacent aussi la sécurité du peuple chinois. L'existence ou la disparition du Vietnam est en corrélation très étroite avec la sécurité de la Chine et leurs destins sont scellés ; aussi les peuples chinois et vietnamien se

sont-ils porté mutuellement secours et ont-ils lutté côte à côte.

En novembre 1873, le consul de France à Saïgon envoie Francis Garnier à la tête d'une troupe attaquer Hanoï et quatre provinces environnantes. Le peuple et l'armée vietnamienne se jettent dans la résistance. Les Pavillons Noirs, conduits par Lieou Yong-fou, appelés par le gouvernement vietnamien, s'opposent eux aussi à l'agression barbare des Français. Ces Pavillons Noirs étaient à l'origine une armée rebelle de paysans agissant à la frontière du Kouangtong et du Kouangsi, au temps des Taiping ; refoulés par l'armée impériale, ils s'étaient déplacés après 1867 pour venir dans la région de Paocheng (aujourd'hui Lao Cay) à la frontière du Yunnan et du Vietnam où ils avaient défriché des montagnes boisées et s'étaient regroupés pour les cultures et l'élevage. Ils étaient au départ pleins d'une haine farouche à l'égard des violences des troupes françaises. Pour lors, sous les encouragements du peuple vietnamien, Lieou Yong-fou décida de se mettre à la tête d'une armée de 1 000 Pavillons Noirs courageux et aguerris pour s'opposer aux ennemis. Ils empruntèrent des sentiers tortueux et très peu fréquentés, contournèrent les montagnes, passèrent sur les crêtes et vinrent se retrancher dans la banlieue de Hanoï. Le 21 décembre 1873, Garnier, à la tête du corps français, sort de la ville pour provoquer le combat. L'ensemble de la troupe des Pavillons Noirs se précipite en vague au-devant d'eux, Garnier a la tête tranchée, ils blessent et tuent une centaine de soldats français, s'emparent d'autant d'armes à feu et forcent le corps d'invasion français à se replier sur Hanoï. Les étendards des Pavillons Noirs flottent, victorieux ; leur armée a porté de front un coup terrible au projet prétentieux de « Grand empire français d'Orient » des agresseurs.

Dans les années 80 du XIXe siècle, le capital financier

français connaît un essor particulièrement rapide. La grande bourgeoisie anime une politique de plus en plus colonialiste. En 1880, Jules Ferry, qu'Engels a fustigé comme étant lors de la répression de la Commune de Paris *« un honteux bourreau parmi les plus honteux »*, est pour la première fois désigné comme président du Conseil. Cet individu déclare frénétiquement à la tribune : *« Il va de soi qu'il faut conquérir ce gigantesque empire chinois »* aussi, *« nous devons nous tenir sur la route menant à ces riches contrées »* (c'est-à-dire le Vietnam). En avril 1882, l'armée française attaque une nouvelle fois Hanoï, pensant ouvrir les communications sur le Fleuve Rouge et aller directement inspecter le Yunnan. En mai de l'année suivante, Pavillons Noirs et peuple vietnamien s'unissent à nouveau pour la lutte. Ils rencontrent l'armée française dans un corps à corps au Pont du Papier situé à l'Est de Hanoï. Les solides Pavillons Noirs mettent toute leur force dans la bataille, *« attaquant violemment de front avec la puissance d'une vague déferlante »*. Ils massacrent les agresseurs qui s'enfuient à la débandade ; le général Rivière qui commande le corps expéditionnaire est abattu sur le champ de bataille, plus de 200 soldats français y succombent. Il s'agit de l'épisode retentissant de la grande victoire du Pont du Papier.

Bien qu'elle soit sortie vaincue de chaque engagement au Tonkin, l'armée d'agression française s'est néanmoins emparée en Annam, de la capitale de l'époque, Hué, et a forcé la dynastie féodale régnant sur le Vietnam à signer le traité humiliant et à accepter le prétendu *« protectorat »* de la France. A deux reprises le gouvernement vietnamien a envoyé des émissaires en Chine demander au gouvernement impérial de lui venir en aide pour sauvegarder son indépendance et sa souveraineté. A cette époque, la querelle en Chine entre partisans de la paix et de la guerre ne s'était pas encore apaisée, le plus haut organe exécutif

était plus hésitant encore : craignant que la France n'en veuille toujours davantage et que son appétit ne devienne insatiable, il n'osait pourtant pas résister ouvertement et offenser la France. Dans le domaine militaire, d'un côté le gouvernement impérial envoya des troupes au secours du Vietnam et, de l'autre, il leur intima à maintes occasions l'ordre de ne pas prendre l'initiative de l'attaque. Dans le domaine diplomatique, d'une part il protesta contre l'agression française au Vietnam et, de l'autre, il tenta de négocier la paix avec les Français. Li Hong-tchang, qui détenait sous son contrôle les pouvoirs militaires et diplomatiques et qui, de surcroît, avait le soutien de la plus haute instance dirigeante, l'impératrice Tse Hsi, préconisa sans relâche de « *louvoyer pour s'en sortir et de faire des concessions* ». Cependant, les agresseurs français, bien abrités derrière le rideau de fumée des « *pourparlers de paix* », accentuèrent avec rigueur leur attaque sur le Vietnam et se préparèrent à porter la guerre en territoire chinois. En 1883, Jules Ferry, chef de file des colonialistes enragés, forme son second Cabinet. En décembre, l'Assemblée adopte un projet de rallonge des crédits militaires, augmente de 15 000 hommes les effectifs du corps expéditionnaire, et décide de s'emparer dans un premier temps du Tonkin, puis d'attaquer la Chine.

La Guerre franco-chinoise est officiellement déclarée en décembre 1883. Cette guerre connaîtra approximativement deux périodes : la première, de décembre 1883 à avril 1884, sera un conflit terrestre, le théâtre des opérations étant limité au delta du Fleuve Rouge ; la seconde, de juillet 1884 à mars 1885, sera menée sur deux fronts, terrestre et maritime ; elle se déroulera au Vietnam et en Chine.

Le 21 décembre 1883, le corps expéditionnaire français, composé de 6 000 hommes et placé sous le commandement de l'amiral Courbet, se scinde en deux colonnes pour aller

attaquer l'armée impériale chinoise et les Pavillons Noirs qui défendent Sontay. Dans l'armée chinoise hantée par la ligne capitularde, les ordres sont confus et la combativité est au plus bas ; chacun fuit sans résistance devant l'ennemi. Seuls les Pavillons Noirs et un petit nombre de combattants de l'armée chinoise font face à l'ennemi. Les combats acharnés entre les Pavillons Noirs et l'armée française durent trois jours et 300 ennemis sont abattus ; mais finalement, ployant sous le nombre, Sontay tombe aux mains de l'ennemi. Après s'être emparée de la ville, l'armée française pille, brûle et massacre à l'envi. Un des agresseurs français avouera : « *ils tuaient tout ce qu'ils trouvaient sur leur chemin : homme, femme, enfant, toute âme qui vive* ». Au mois de mars de l'année suivante, le corps expéditionnaire français attaque Bac Ninh. De nouveau, l'armée impériale refuse le combat et s'enfuit. Le 19, Tuyen Quan est prise. En avril, c'est Hung Hoa qui tombe. L'armée française occupe tout le delta du Fleuve Rouge.

La France profite de ce que le gouvernement chinois est pris de panique devant les revers militaires pour le pousser à se rendre. Li Hong-tchang prône que « *devant le danger, il faut se retirer ; quand la tempête s'annonce, on amène les voiles* » et se fait de loin l'écho des agresseurs français. En mai 1884, le gouvernement chinois envoie Li Hong-tchang à Tientsin pour qu'il négocie avec le représentant de la France, Fournier. L'impératrice Tse Hsi enjoint à Li Hong-tchang de « *ne pas perdre de temps en expectative car une occasion est vite passée* ». Le 21, ils signent la Convention Li-Fournier où la Chine reconnaît le protectorat français sur le Vietnam, accepte d'ouvrir la frontière sino-vietnamienne au transit commercial et doit retirer ses troupes du Tonkin (sans pour cela qu'une date précise soit fixée). Au cours des négociations, Li Hong-tchang accepte toutes les exigences des agresseurs français.

Jules Ferry s'en réjouit fort et fait son éloge : « *d'une profonde expérience, il envisage de la même manière que nous les intérêts et les choses à venir entre nos deux pays* ». Li Hong-tchang, surpris de se voir l'objet d'un tel engouement, rend son compliment à Jules Ferry : « *avec son intelligence, il voit loin* », et il enchérit sur lui : « *lorsque nous avons le même problème, nous nous comprenons sans mot dire* ». C'est ainsi qu'il révèle sans fard son visage de laquais au service de l'ennemi, trahissant le pays contre quelques faveurs.

Les ambitions de conquête des impérialistes ne connaissent aucune limite. Au mois de juin, les 700 hommes restants de l'armée française se livrent à une provocation aux abords de Langson, sous prétexe d'une « *reconnaissance aux frontières* », et forcent l'armée chinoise, qui n'a pas encore reçu l'ordre d'évacuation, à leur livrer sa position. Les Chinois envoient un émissaire pour traduire leurs explications, mais l'armée française tire brutalement et sans raison aucune sur lui et le tue, puis elle canonne la position chinoise. A bout de patience, les défenseurs sont obligés d'ouvrir le feu pour riposter à l'attaque. Ils blessent ou abattent une centaine de soldats et repoussent la troupe française. Après leur défaite dans la provocation de Langson, les agresseurs français accuseront la Chine d'avoir violé la Convention signée à Tientsin. Le 12, le Chargé d'affaires français à Pékin adresse un ultimatum au gouvernement impérial : il exige l'évacuation immédiate du Tonkin par les troupes impériales et le versement d'une indemnité de 250 millions de francs, sinon, le gouvernement français se verra obligé d'envoyer sa marine de guerre occuper un ou deux ports chinois à titre de gage pour le versement des réparations. Le gouvernement chinois est une nouvelle fois contraint de négocier avec la France. Il se tient prêt à évacuer dans un délai d'un mois ses troupes stationnées au Vietnam et donne l'ordre dans toutes

les provinces côtières de ne pas « *prendre l'initiative des hostilités* « ; « *si une troupe française arrive et qu'elle n'intervient pas, nous attendrons sans intervenir* ».

Les agresseurs français, pleins de morgue, se sentent assurés de la victoire, et le gouvernement impérial baisse respectueusement le ton, hésitant entre la guerre et la paix. Cela donne encore plus d'arrogance aux agresseurs et entraîne une confusion accrue dans les ordres donnés par le gouvernement chinois face aux ennemis. Après la mi-juillet, l'escadre française, sous les ordres de l'amiral Courbet, pénètre de force dans la base militaire de la Flotte du Foukien à Foutcheou, et vient mouiller sur le même fleuve que les navires de guerre chinois. Cependant, le Commissaire à la marine pour la Flotte du Foukien, Ho Hou-tchang et tous ceux que guide la ligne capitulationniste, ne dressent aucun plan de bataille par crainte d'entraver les « *pourparlers de paix* », allant même jusqu'à donner des ordres insensés : « *défense de faire feu les premiers ; quiconque désobéira sera décapité, quand bien même il serait victorieux* ». Le 5 août, l'escadre française pénètre de force à Kilong (Kelung), mais elle est héroïquement repoussée par la défense chinoise. Le 23 août, les vaisseaux français mouillés à Mawei (sur la rivière Min, près de l'arsenal de Foutcheou) lancent une attaque-surprise contre la marine de guerre chinoise, à coups de canons et de torpilles. Les navires de la flotte du Foukien ne parviennent même pas à lever l'ancre et doivent en toute hâte accepter le combat. Sous le feu très supérieur des canons ennemis, la grande masse des soldats et officiers de la flotte du Foukien continuent à se battre héroïquement, méprisant le danger. Le Yangwou, vaisseau-amiral, tire rapidement et avec précision sur la poupe de son homologue français, le Volta, qu'il touche dès la première salve à la hauteur du pont, tuant six soldats ; Courbet lui-même passe à deux doigts de la mort. Le Tchenwei, prix

en tenaille sous le feu de l'ennemi, la coque déjà éventrée, déploie inlassablement toute son énergie. Juste avant de sombrer, il tire une ultime salve furieuse et blesse grièvement le capitaine d'un bateau ennemi. Le Fouhsing fonce de toute sa puissance au milieu de la masse des bâtiments français, lance ses bordées des deux côtés à la fois, et se jette dans un combat à mort contre les navires ennemis. Par malheur, un obus l'atteint dans la soute aux munitions et le fait exploser ; tous les soldats du vaisseau succombent dans un grandiose sacrifice.

Avec sa ligne capitulationniste criminelle, le gouvernement mandchou a sabordé la Flotte du Foukien. L'attaque-surprise des vaisseaux français est couronnée de succès : 11 navires de guerre de la Flotte du Foukien et 19 bateaux marchands ont été coulés à la suite ; parmi les marins et les officiers, on compte plus de 700 blessés et disparus. La flotte que le Parti occidentaliste a mis vingt années à construire est totalement anéantie dans la bataille de Mawei, et l'arsenal de Foutcheou est complètement détruit par la marine française. La « *nouvelle politique* » tant vantée par le Parti occidentaliste coule à pic, suivant le même chemin que la Flotte du Foukien engloutie par les eaux.

Devant les actes de violence des agresseurs français, ennemis communs de tout le peuple chinois, partout se lève contre eux un impétueux courant de lutte. Les peuples du Kouangtong, du Foukien, du Tchekiang, du Yunnan, du Koueitcheou et d'autres régions, « *comme une multitude grondante et unanime* » se dressent spontanément pour mener le combat défensif. Ils incendient les églises catholiques des Français et en chassent les missionnaires. A Hong-kong, en particulier, les ouvriers des chantiers navals refusent de réparer les navires de guerre français, les dockers n'en effectuent pas le chargement et le déchargement. Lorsque les autorités coloniales anglaises envoient la

troupe pour réprimer leur action, les patriotes de Hongkong déclenchent un mouvement de grande ampleur avec grèves et fermeture des magasins afin de s'opposer à l'utilisation de la ville par les Français pour mener leur guerre d'agression. Les Chinois d'outre-mer résidant aux Etats-Unis, au Japon, à Singapour, à Cuba, etc., font de nombreuses souscriptions pour soutenir leur patrie dans la guerre contre ses envahisseurs. Les luttes de résistance menées contre la France par les masses populaires atteignent très fortement les agresseurs.

C'est le 26 août 1884, trois jours après la défaite de Mawei, que le gouvernement impérial corrompu déclare enfin la guerre à la France, et commande l'offensive aux armées du Yunnan et du Kouangsi pour défendre de pied ferme les régions côtières contre toute intrusion de la marine de guerre française.

Tout en feignant de déposer les armes, la France réunit un grand nombre de troupes. Son armée attaque une nouvelle fois Taiwan en octobre. Le corps de défense de Tanchouei, renforcé par des chasseurs locaux en armes, les reçoit en combattant courageusement. L'armée française essuie un cuisant échec et regagne ses navires en déroute. Après avoir échoué dans son attaque, elle adopte la tactique du blocus et isole l'armée de défense taïwanaise. Les peuples du Kouangtong, du Foukien, et de Changhai apportent alors à Taïwan du matériel et viennent en aide à la lutte de résistance aux Français menée par l'armée et le peuple de l'île, en rompant sans cesse le blocus exercé par les navires ennemis. En mars 1885, les vaisseaux français viennent harceler les agglomérations côtières du Tchekiang. Mais, reçus par le feu des canons des forteresses de Paochan, ils sont désemparés et battent en retraite. Le vaisseau-amiral de Courbet est également atteint ; lui-même, grièvement blessé, mourra en juin aux Pescadores, trouvant ainsi la fin de toute une vie d'ignominie.

Le conflit terrestre se déroule au Nord du Vietnam. En février 1885, le corps militaire français accroît à nouveau ses effectifs au Tonkin. Sous les ordres du général Négrier, il se précipite directement sur la frontière sino-vietnamienne. Le moral des troupes impériales du Front Est, commandées par Pan Ting-hsin, est au plus bas ; elles fuient à la moindre approche, ceci en raison de l'influence des déclarations défaitistes de Li Hong-tchang : *« une défaite n'est certes pas une bonne chose, mais une victoire risque aussi d'entraîner de nombreux problèmes »*. Le 23 février, l'armée française se rue sur la position stratégique de la frontière sino-vietnamienne, la Passe du Midi (Tchennankouan, l'actuelle *« Passe de l'Amitié »*), menaçant par là toute la province du Kouangsi.

C'est à cet instant critique que le vieux général Feng Tse-tsouen, âgé de 70 ans, reçoit l'ordre de conduire rapidement l'armée du Kouangtong en première ligne. Stimulé par l'esprit hautement combatif des peuples vietnamien et chinois, Feng Tse-tsouen réunit les officiers et les soldats de toutes les unités, réorganise les troupes, arrange minutieusement la défense et harangue les combattants : *« Nous tiendrons ou disparaîtrons ensemble »* sur les lignes de défense frontalières.

Le 24 mars, le général Négrier conduit en trois colonnes le corps expéditionnaire français vers la Passe du Midi. Feng Tse-tsouen donne l'ordre aux troupes de résister coûte que coûte et de se battre furieusement au corps à corps avec l'ennemi. Le millier de combattants restant de l'armée vietnamienne vient aussi prêter main-forte pour la bataille et s'oppose bravement aux ennemis. Quant les envahisseurs se mettent à grimper comme des loups enragés sur les remparts, Feng Tse-tsouen part d'un cri énorme et se précipite sur les rangs ennemis en maniant une longue lance. Toute l'armée, officiers en tête, brûlant de détermination, combat au corps à corps de façon intrépide et

contraint les ennemis à descendre la vallée. Le 25, Feng Tse-tsouen donne l'ordre du déclenchement de l'offensive générale. Les armées chinoises et vietnamiennes se ruent au coude à coude pour frapper « *jusqu'à la victoire totale en poursuivant les criminels au-delà des passes* ». Négrier est contraint de se replier. La troupe française abandonne sur le terrain plus de mille cadavres et s'enfuit en pleine panique. Après sa victoire, l'armée chinoise se lance à sa poursuite. Le 29, elle attaque la position militaire stratégique de Langson et blesse grièvement Négrier. L'armée française abandonne armes et bagages, allant même jusqu'à jeter 120 000 yuans d'argent dans le fleuve, et s'enfuit à corps perdu vers le Sud. Sur le frond Ouest, les armées du Pavillon Noir et des Vietnamiens s'épaulent mutuellement, battent l'armée française à Lintao et remportent une très importante victoire. La troupe française réfugiée à Langson est attaquée sur deux côtés et se trouve en proie à une peur panique et à un complet désarroi.

Les grandes victoires de Langson et de la Passe du Midi ont porté un coup de boutoir aux troupes d'occupation françaises et bouleversé l'ensemble de la situation critique du théâtre des opérations au Vietnam. Les armées populaires vietnamiennes et chinoises ont été animées d'une vigoureuse combativité et se sont fortifiées au fil des combats. L'ensemble du front de l'armée d'agression française s'effondra et celle-ci se trouva complètement désemparée. Fin mars, lorsque la nouvelle de la défaite de l'armée française parvient à Paris, le peuple français entre immédiatement en action et manifeste aux cris de « *A bas Jules Ferry !* » ; le soir même le cabinet Jules Ferry est renversé.

A l'instant crucial où des nouvelles de nombreuses victoires parviennent du front, où le gouvernement français est tombé, et alors que les armées populaires sino-vietnamiennes s'apprêtent à continuer sur leur lancée et à

chasser radicalement les agresseurs du Vietnam, le gouvernement mandchou donne l'ordre, le 7 avril, de cesser les combats sur le front. De fait, le gouvernement impérial, qui depuis de nombreuses années n'a pas de plan défini de guerre ou de paix, continue à suivre vis-à-vis des agresseurs français une ligne consistant à éviter la guerre et négocier la paix. Grâce aux rapports secrets qu'il entretient avec l'Inspecteur général des douanes, Robert Hart, le gouvernement impérial envoie à Paris au début de 1885 un autre agresseur anglais, James Duncan Campbell, afin d'engager des pourparlers secrets avec le Ministère des Affaires étrangères français. En février, les revers de l'armée chinoise sur le champ de bataille du Vietnam accélèrent de plus belle les activités capitulardes du gouvernement de Pékin. A la veille de la grande victoire de la Passe du Midi, les discussions menées entre Campbell et le gouvernement français sont déjà entrées dans leur phase terminale. Le bouleversement de la situation militaire sur le terrain des hostilités place la Chine dans une position extrêmement favorable sur les plans militaire et diplomatique. Pourtant, pour les dirigeants mandchous, cela ne constitue qu'une occasion de reddition avantageuse. Ces traîtres à la Chine et ces ennemis du peuple se vantent à cor et à cri qu'ils vont « *recueillir les fruits de la victoire* ». Mais ils ne font des victoires obtenues par le sang des martyrs de l'armée populaire du front qu'un acquis pour quémander la paix aux agresseurs. Li Hong-tchang suggère de « *se servir du prestige de la victoire de Langson pour signer un traité de paix ; les Français n'auront alors plus d'exigences* ». Le gouvernement des Tsing accepte lâchement sa proposition de reddition et, devant cette belle victoire chinoise et cette grande défaite française, donne l'ordre perfide et défaitiste d'arrêter les combats et de retirer les troupes. En apprenant cette nouvelle, les combattants et commandants du front « *brandissent leurs poings d'indigna-*

tion et refusent de se retirer », « *ils arrachent leurs épées et les jettent sur le sol en criant tous ensemble leur hostilité* ». En avril 1885, J.D. Campbell, représentant le gouvernement chinois, signe à Paris avec les agresseurs français un accord d'armistice consacrant la validité de la Convention Li-Fournier et sanctionnant la fin de la guerre entre la Chine et la France. Le 9 juin, Li Hong-tchang signe à Tientsin avec le ministre français en Chine, le Traité de Tientsin qui reconnaît la domination coloniale française sur le Vietnam et approuve l'ouverture au commerce des frontières entre le Vietnam et les deux provinces chinoises du Yunnan et du Kouangsi. C'est ainsi que, tout en étant dans la situation du vaincu, la France atteint quand même tous les objectifs pour lesquels elle avait déclenché cette guerre d'agression.

La Guerre franco-chinoise s'est terminée par quelque chose de rarissime dans l'histoire : « *une Chine vaincue alors qu'elle était gagnante* », et « *une France victorieuse alors qu'elle était perdante* ». La raison de cette situation s'explique par la ligne capitularde suivie par Li Hong-tchang et le gouvernement mandchou. L'issue défavorable de la Guerre franco-chinoise a frappé le peuple de stupeur et révélé une nouvelle fois à tous l'état de noire pourriture du gouvernement des Tsing et la nature perfide de la « *nouvelle politique* » occidentaliste.

4. La lutte contre les religions étrangères

Face aux agresseurs étrangers, la classe dominante féodale des Tsing a retiré toutes les défenses de la nation et s'est engagée de plus en plus loin dans la voie traîtresse de la capitulation. A l'encontre de cette ligne réactionnaire de capitulation nationale, le peuple chinois a mené des luttes contre les religions étrangères et s'est opposé de façon

héroïque et inflexible à l'agression du capitalisme étranger.

Christianisme, commerce et canonnières constituent les trois volets de l'agression capitaliste étrangère en Chine. A chacun des chapitres de l'histoire contemporaine chinoise, on peut noter les exactions sans nombre commises par les missionnaires étrangers.

Pionniers de la conquête coloniale, et à titre de « *connaisseurs de la Chine* », les missionnaires sont intervenus directement ou bien ont dressé les plans des attaques contre l'armée chinoise et des mesures d'oppression politique. En 1832, le missionnaire anglais Gützlaff, d'origine poméranienne, s'embarque sur un navire espion, le Lord Amherst, pour suivre les côtes chinoises et visiter tous les points stratégiques, offrant ainsi des renseignements militaires, économiques et politiques extrêmement précieux aux armées d'agression anglaises. C'est le missionnaire anglais Robert Morrison qui rédige le projet du premier traité inégal, le Traité de Nankin, avec la France et l'Angleterre. La mission américaine qui force le gouvernement mandchou à signer le Traité de Wanghsia engage deux missionnaires américains P. Parker et C. Bridgman comme secrétaires-interprètes. Par la suite, en raison de ses « *bons services* » au cours de l'invasion chinoise, P. Parker est promu au poste d'ambassadeur en Chine. C. Bridgman avoue lui-même : « *Pour moi, et pour les autres missionnaires résidents en Chine, mieux vaut dire que nous sommes là pour des raisons religieuses et non des motifs politiques.* » Cela illustre bien le fait que les missionnaires utilisent la religion uniquement comme un stratagème et que leur véritable but est l'invasion.

Avant les guerres de l'opium, les missionnaires faisaient entendre leurs appels pour que « *la croix conquière la Chine* ». Une fois la Première Guerre de l'opium terminée, les agresseurs étrangers vont obtenir par le Traité de Wanghsia, signé entre la Chine et les Etats-Unis, et par le

Traité de Houangpou (Whampoa) avec la France et l'Angleterre, le droit de bâtir des églises dans tous les ports chinois ouverts au commerce, ainsi que le privilège des libertés religieuses. Après 1860, grâce aux clauses de « *protection des religions* » contenues dans les traités de Tientsin et de Pékin, les agresseurs vont recouvrer le droit de « *louer et acheter des terrains et y construire à leur convenance* » dans toutes les provinces chinoises. Sociétés religieuses et missionnaires étrangers font irruption en grand nombre aux frontières et au cœur du pays ; le poids de leurs activités se fait sentir jusque dans les campagnes les plus reculées. « *Inciter les hommes à faire le bien* », « *prier pour le salut de l'âme* » : ils n'ont que ces mots à la bouche, et pourtant, il n'est de sale besogne coloniale qu'ils ne fassent. L'apparence de « *charité* » et le voile de « *sainteté* » ne peuvent masquer la nature agressive des églises étrangères ; tout au contraire, elles ont excité davantage la haine nationale et de classe du peuple chinois.

Grâce aux églises implantées partout en Chine, les missionnaires occcidentaux se livrent à de vastes activités d'espionnage et collectent des renseignements. L'ambassadeur américain en Chine n'a pu s'empêcher de les glorifier : « *ce que recueillent ces équipes de pionniers (c'est-à-dire les missionnaires) concerne les minorités (chinoises), les langues, la géographie, l'histoire, le commerce, ainsi que toutes les données d'ordre culturel. Lorsqu'ils retourneront au pays, ils apporteront une très large contribution aux Etats-Unis* ». Les agresseurs de tous les pays ont fait d'une même voix l'apologie des « *mérites du travail laborieux des missionnaires* », ce qui dénonce la véritable nature des missionnaires et leur évidente fonction d'agents de renseignement.

Avec le soutien de leurs divers gouvernements, les églises étrangères s'immiscent brutalement dans la politique intérieure chinoise. De la sorte, un missionnaire du Chan-

tong s'étant lui-même proclamé « *gouverneur de province* » se prendra pour la plus haute autorité administrative et ordonnera aux fonctionnaires chinois d'obéir aux instructions de l'Eglise. L'Eglise prend dans son giron les tyrans locaux, les voyous, la canaille et s'appuie sur ces suppôts. Les missionnaires prennent sur eux d'administrer la justice et élèvent des tribunaux privés, ils vont même jusqu'à édifier des fortifications armées autour des églises, et à lever des impôts, « *tels d'innombrables potentats locaux indépendants à l'intérieur du pays* ». Ils utilisent également toutes sortes de procédés comme les occupations de terrains, les achats et les locations forcées, le « *recouvrement des biens religieux* », les « *souscriptions* ». Ils s'emparent de terrains et d'immeubles, multiplient leurs entreprises et exploitent le peuple. L'église de Pailou, dans le district de Peng au Setchouan, possédait environ 650 hectares de terre. L'église de Tchongking détenait, quand à elle, plus de 450 propriétés foncières et immobilières. Les Eglises étrangères s'appuient sur des privilèges d'envahisseurs pour nuire à loisir au peuple chinois. En 1869, l'église catholique de la préfecture de Hsiyang au Setchouan « *dresse des fortins* », constitue une troupe armée et massacre plus de 200 habitants du lieu qui résistent aux actes de violence de l'Eglise : « *l'on vit des écartelés, des brûlés, des violées, et ce de manière si atroce qu'on ne saurait le décrire* ». « *Il est impossible d'énumérer les affaires graves qui se sont produites dans l'ensemble des provinces et dans lesquelles des époux, des biens et des vies ont été arrachés à leurs possesseurs* » par des missionnaires. De telles actions étaient-elles supportables ?

Là où il y a oppression, il y a révolte. Le peuple chinois, riche de traditions révolutionnaires ne pouvait pas endurer longtemps les crimes monstrueux des missionnaires.

En 1861, la lutte contre les religions étrangères prend

naissance dans le Koueitcheou, puis s'étend très rapidement au Hounan — et au Kiangsi. Au tout début, la noblesse féodale et la classe des propriétaires fonciers participent elles aussi au grand courant de lutte contre les religions étrangères. En effet, elles haïssent les Eglises qui entament leur propre monopole de domination, et elles craignent de voir les religions étrangères, qui ne respectent pas leur statut social et ne vénèrent pas les ancêtres, ébranler l'ordre féodal. Mais, au bout d'un ou deux affrontements, elles se retirent, effrayées. En 1862, un missionnaire français à Nantchang dans le Kiangsi viole plusieurs femmes et sequestre des enfants. Au mois de mars, les masses locales indignées détruisent l'église et saccagent l'orphelinat. Le gouvernement impérial est prêt à capituler honteusement sous l'intimidation du ministre français ; il fait cesser les préparatifs de bataille aux mandarins et aux propriétaires fonciers de la couche supérieure impliqués dans la lutte ; mais la population de Nantchang réplique bravement qu'on ne peut reculer devant les agresseurs : « *si nous les laissons avancer, ils avanceront toujours, et l'on ne sera jamais tranquille* », il ne peut y avoir qu'« *une lutte à mort avec eux* » ! Face à la volonté inflexible du peuple révolutionnaire, les agresseurs n'auront plus d'endroit pour exercer leurs talents. L'année suivante, le même missionnaire français tente de regagner Nantchang par bateau pour reconstruire son église. A peine le bateau vient-il mouiller à l'entrée du port que, sur les deux rives du fleuve, apparaissent de larges banderoles : « *Interdisons l'accès de la ville aux barbares étrangers* », puis des volées de pierres et de briques se mettent à s'abattre ; effrayés, les missionnaires étrangers larguent immédiatement les amarres et s'enfuient à Kieoukiang.

Le feu ardent de la lutte contre les religions étrangères embrase l'ensemble de la vaste Chine. Tout au long des années soixante, des luttes d'importance diverse vont se

produire au Koueitcheou, au Hounan, au Kiangsi, au Setchouan, dans l'Anhouei, au Honan, au Hopei, au Foukien et à Taïwan. Tandis que les clameurs s'élèvent pour exiger l'expulsion des étrangers éclate « *l'affaire de Tientsin* ».

En juin 1870, 30 à 40 enfants recueillis à l'orphelinat catholique français Saint-Vincent-de-Paul à Tientsin meurent, leurs cadavres pourrissent : c'est un spectacle insupportable. A la même époque, des disparitions d'enfants ne cessent de se produire dans la région de Tientsin. Ces rapts ont directement approvisionné l'Eglise locale et ont été ordonnés par les diverses églises catholiques ; une fois la rumeur de cette affaire répandue, les gens se sont pris d'une grande colère. Le 21 juin, une foule d'un millier de personnes encercle l'église catholique et accuse les missionnaires étrangers de ces crimes sauvages. Le Consul de France à Tientsin, Fontanier et le chancelier Simon font irruption avec arrogance dans la résidence de Tcheng Heou, Commissaire des trois ports ouverts au commerce occidental. D'une voix coléreuse, ils exigent que Tcheng Heou envoie des troupes pour mater la foule, en ouvrant le feu sur l'heure. En sortant de la résidence, Fontanier tire sur le magistrat du district ; Simon, qui ouvre la voie à coups de sabre, fait un carnage encore plus dément parmi la foule. Cette arrogance sauvage de la part des agresseurs déchaîne la fureur sans frein des masses. Sur-le-champ, Fontanier et Simon sont exécutés comme des malfaiteurs par la foule, et leurs cadavres sont jetés au fleuve. Puis les masses vont aussi incendier l'orphelinat et sauver les enfants chinois, dévaster les églises et consulats de France, d'Angleterre, des Etats-Unis, etc. En tout, 20 personnes, missionnaires, commerçants et fonctionnaires sont tués.

A la suite de cette affaire, les agresseurs de 7 pays : France, Angleterre, Etats-Unis, Russie, etc., s'associent dans une « *protestation* » qui exige du gouvernement im-

périal le massacre du peuple de Tientsin, et d'autre part ils ramènent leurs navires de guerre et font une démonstration de force dans le port, en vociférant que « *si des mesures efficaces ne sont pas prises dans les dix jours, Tientsin sera réduite en cendres* ». Le Gouvernement mandchou, apeuré, plie une fois de plus sous l'intimidation armée des agresseurs. Il envoie en toute hâte Tseng Kouo-fan, le traître et le bourreau de sinistre renom, amadouer les étrangers et « *poursuivre les coupables* » à Tientsin. Peu de temps après, il délègue aussi Li Hongtchang pour régler les affaires de concert avec lui.

C'est l'agression des églises étrangères qui a suscité l'affaire religieuse de Tientsin. La révolte du peuple de cette ville a été une juste lutte contre l'agression. Tseng Kouo-fan sait pertinemment que « *le tort se trouve du côté des étrangers* » ; néanmoins il reste attaché au principe servile d'implorer la grâce des agresseurs en massacrant la population. Le peuple patriote, incriminé à tort, « *est cruellement châtié sans pour autant être intimidé* ». Tseng Kouo-fan fera exécuter 60 personnes, en bannira 25, accordera 4 sursis, et réprimera cruellement la lutte de la population de Tientsin contre l'agression. Les envahisseurs étrangers apprécient le comportement félon de Tseng Kouo-fan ; le peuple, quant à lui, le stigmatise impitoyablement et le dénonce comme traître. Quelque temps plus tard, Tseng Kouo-fan meurt dans l'opprobre général. Ce « *ministre réputé de la Renaissance* », adulateur de l'étranger et oppresseur du peuple a dévoilé une fois de plus le caractère de trahison du prétendu « *renforcement* » du Parti occidentaliste.

La lame du bourreau ne parvient pas à effrayer le peuple révolutionnaire, et n'épouvante que les propriétaires fonciers et les mandarins féodaux engagés dans le grand courant d'opposition aux religions étrangères. Au fil de l'aggravation de la crise nationale, des années 70 jusqu'à

la veille de la Guerre franco-chinoise, la lutte contre les religions occidentales va s'étendre de façon continue. En 1876, la population du Setchouan à Lingchouei, Foutcheou et Kiangpeiting attaquent les églises, incendient les hôpitaux des missions et portent une rude attaque aux forces d'agression catholiques locales. En 1879, la population de Yenping au Foukien lance cette devise : « *n'acceptons ni le venin des étrangers, ni les brimades des mandarins* ». Tout au long des années 80, les luttes contre les religions étrangères vont se développer impétueusement dans toutes les provinces côtières du Sud-Est et du Sud-Ouest, et de nombreux « *incidents religieux* » vont également éclater en Mandchourie et dans la Chine du Nord.

Après le déclenchement de la Guerre franco-chinoise, les luttes contre l'agression des églises étrangères redoublent d'ampleur. Dès lors, toutes les couches de la féodalité quittent les rangs de la lutte. « *Le peuple, unanime, est indigné des crimes commis* » ; la formidable tempête de la lutte armée contre les religions étrangères qui va secouer tout le pays finit par éclater, au début des années 90, dans trois régions : le district de Tatsou au Setchouan, la région du cours moyen et inférieur du Yangtsé et celle de Tchaoyang au Jehol (7).

En 1890, dans le district de Tatsou au Setchouan, une insurrection armée se produit, conduite par Yu Li-chen, contre les exactions des églises. L'armée des insurgés lance une proclamation stigmatisant les crimes monstrueux de l'impérialisme et des missionnaires, dénonçant la complicité de la noblesse féodale, et lançant un appel au peuple pour qu'il se dresse d'un élan unanime et chasse les forces d'agression des églises étrangères. L'armée rebelle porte la guerre dans l'Est du Setchouan. Elle dispose de canons de fusils de fabrication locale ; elle luttera avec acharnement

(7) Ancienne province chinoise du Nord de la Chine (N.d.T.).

contre l'armée gouvernementale bien supérieure venue la réduire et résistera deux longues années.

En 1891, un formidable courant contre les missions se met à déferler dans la région du cours moyen et inférieur du Yangtsé. Les principales forces de la lutte sont constituées par les dockers, portefaix, bateliers, artisans, et la population pauvre des villes de la région du fleuve. Le noyau dirigeant de la lutte est constitué par une société secrète populaire, la Société des Aînés et des Anciens. Au mois d'avril, à plus d'une dizaine de milliers, les masses de Wouhou (port sur le Yangtsé dans l'Anhouei), « *aussi puissantes qu'un raz de marée et aux clameurs si élevées qu'elles renversent les montagnes* », détruisent et incendient les églises ainsi que les écoles religieuses tout en luttant contre la répression de l'armée mandchoue. La nouvelle de l'insurrection de Wouhou se répand à la vitesse de l'éclair en amont et en aval du fleuve, dans l'Anhouei, le Kiangsou, le Kiangsi, le Tchekiang, etc., et entraîne une tempête anti-religieuse encore plus forte. Le gouvernement des Tsing la réfrène à tour de bras. « *Tous les navires de guerre étrangers en Chine en état de combattre sont mis en campagne.* » Pourtant les agresseurs sont toujours dans l'angoisse ; le ministre des Etats-Unis s'écrie, effaré : « *Aucune ville, pas même Changhaï, n'est en sécurité.* »

A la suite de la grande vague de lutte contre les religions occidentales du cours moyen et inférieur du Yangtsé, le peuple de la région de Tchaoyang, sous la direction de deux sociétés secrètes, la Secte de l'Elixir d'Or et la Secte de la Raison, déclenche en novembre 1891 une vaste révolte armée regroupant plusieurs dizaines de milliers de personnes. L'armée des insurgés incendie les églises, supprime les missionnaires, « *se venge des fonctionnaires corrompus* », saccage les résidences des mandarins et les prisons. Ayant parcouru des centaines de kilomètres, elle s'approche en droite ligne de la région-clé de la domina-

tion mandchoue, le Tcheli. Armée de lances et de sabres, elle se bat pendant plus de deux mois contre l'armée gouvernementale munie de fusils et d'équipements occidentaux, livre des dizaines de batailles, tandis que les gouvernants mandchous, sentant *« leur fin venue, sont inquiets et ont peur »*.

L'impérialisme, à cette époque, agresse la Chine dans tous les domaines, politique, économique et militaire; *« de plus [il n'a] jamais relâché [son] effort pour empoisonner l'esprit du peuple chinois. C'est [sa] politique d'agression dans le domaine culturel, qui s'effectue par l'activité des missionnaires, l'ouverture d'hôpitaux et d'écoles, la publication de journaux et le fait d'engager les étudiants à aller étudier dans les pays impérialistes »* (8). Dans ce domaine, les Eglises ont fourni le maximum d'efforts et ont joué le rôle le plus pernicieux. Les Eglises étrangères ont inculqué au peuple chinois opprimé et exploité *« l'idéologie chrétienne de la résignation, du conservatisme et de l'acceptation des souffrances »*. Elles ont débité un discours absurde faisant de l'invasion des Occidentaux *« la bonne parole divine »* et seriné la musique annihilante du *« Paradis »* pour endormir et démolir la conscience révolutionnaire du peuple chinois. Lénine a écrit: *« Comment les Chinois pourraient-ils ne pas haïr des gens [...] qui ont hypocritement mené une politique de brigandage sous le couvert de la propagation du christianisme ? »* (9). Les hôpitaux qu'ils tenaient étaient faits d'une part pour leurrer le peuple et de l'autre pour utiliser de façon inhumaine les Chinois comme cobayes. Ils avaient également des écoles et des journaux ; en 1876, d'après des statistiques, on compte 294 écoles primaires construites

(8) « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 333. E.P.

(9) « La guerre de Chine », Lénine, *Œuvres*, tome 4, p. 388.

en Chine rien que par les Etats-Unis. De 1860 à 1890, les catholiques diffusèrent en Chine plus de 76 périodiques. L'objectif poursuivi était de répandre la civilisation capitaliste corrompue, d'éduquer des intellectuels à sa dévotion et d'abêtir la grande masse du peuple chinois. Voilà en quoi consistent réellement les prétendues œuvres « *charitables* » et culturelles de l'impérialisme.

Les luttes contre les religions étrangères ont été dans l'histoire moderne de la Chine un immense mouvement patriotique anti-impérialiste, et une des formes principales de la bataille menée contre les agresseurs étrangers par le peuple chinois durant toute cette période historique. Elles ont été le symbole de l'esprit de résistance acharné du peuple chinois ; elles ont porté des coups à la domination semi-coloniale de l'impérialisme, mis à nu l'escroquerie constituée par la fallacieuse « *bonne entente entre la Chine et l'étranger* » du Parti occidentaliste et montré l'esprit héroïque de la nation chinoise face à toutes les formes d'oppression venant de l'étranger. Le grand mouvement patriotique anti-impérialiste des Yihotuans de 1900 se développera justement sur la base du refus passionné des religions étrangères. Les luttes contre les religions occidentales ont été fondamentalement justes, même si, de façon générale, elles ont revêtu, sur le plan de la forme, des traits xénophobes. Cela était en effet inévitable, compte tenu de la conscience qu'avait à l'époque le peuple chinois de l'impérialisme, conscience qui se situait encore au « *degré de la connaissance sensible* » (10).

(10) « De la pratique », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome I, p. 332. E.P.

5. Transformation de l'économie sociale et des rapports de classe

Pendant les trente années d'« *activités à l'occidentale* », non seulement la Chine a accéléré sa semi-colonisation sur le plan politique par suite de la pression continue de l'agression des puissances capitalistes sur elle, mais la semi-colonisation de son économie sociale s'est également de plus en plus accentuée. La politique de trahison du gouvernement mandchou et la transformation en compradore de l'appareil de domination féodal ont ouvert la voie à l'agression économique des puissances capitalistes contre la Chine.

A cette période, la Chine est contrainte d'ouvrir ses ports au commerce international ; au nombre de 7 avant 1860 (les 5 ports du Sud-Ouest auxquels il a fallu rajouter l'Ili et Tatchong au Nord-Ouest) les ports ouverts vont se multiplier pour atteindre 34 en 1894. Les tentacules des agresseurs s'étirent depuis ces ports ouverts jusque dans le bassin du Yangtsé et au centre du vaste territoire. Le montant des importations de marchandises étrangères augmente lui aussi brusquement et passe de 51 millions de taëls en 1864 à 160 millions en 1894. Avant les années 80, l'opium se place en tête de l'ensemble des produits importés ; après les années 80, les cotonnades vont venir se placer en première position et constituer le tiers de la valeur totale des importations. Bien que l'opium ait rétrogradé à la seconde place, il n'en continue pas moins sa progression constante en chiffres absolus. A la veille des années 90, les importations de machines et d'outils ne représentent, quant à elles, que 0,5 % des importations. Avant les années 80, les exportations sont principalement constituées de thé et de soie. Après les années 80, celles de coton et de soja vont s'accroître graduellement. Forcée d'accélérer le processus qui la fait entrer dans le tourbillon du monde

capitaliste, la Chine devient le marché d'écoulement des produits de ces pays, et leur région productrice de matières premières à bon marché.

Pour développer leur commerce de rapine, les pays capitalistes de l'époque, outre leurs exportations de marchandises à destination de la Chine, commencent petit à petit à y exporter leurs capitaux.

C'est, tout d'abord, la création de banques. A la veille de la guerre sino-japonaise de 1894, les principales banques étrangères installées en Chine sont les banques anglaises « *Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation* », « *Chatered Bank of India* » et « *Australia and China* » ; la « *Banque Française d'Indochine* » ; la banque allemande « *Deutsch-Asiatische Bank* » ; la banque japonaise « *Yokohama Specie Bank* ». La plus influente est la Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation. Non seulement ces banques émettent du papier-monnaie en Chine, draînent les dépôts et s'occupent d'opérations de change internationales, mais elles accordent aussi des prêts au gouvernement impérial en s'appuyant sur les événements politiques et contrôlent les destinées financières de la Chine.

C'est, en second lieu, l'exploitation des transports maritimes. En vertu des privilèges conférés par les différents traités, l'Angleterre, les Etats-Unis et d'autres pays montent successivement, à partir des années 60 du XIXe siècle, des compagnies de bateaux à vapeur en Chine. Avant les années 70, ces transports par bateaux à vapeur sont contrôlés par l'Angleterre et les Etats-Unis. On voit se former par la suite un monopole anglais avec les compagnies « *Jardine & Matheson* » et « *Butterfield & Swire* ». Avant que ne soit fondée en 1872, la « *China Merchant Steam Navigation Company* », l'industrie des transports maritimes est entièrement aux mains des étrangers ; en 1892, ceux-ci en contrôlent encore 78 %. Les bateaux de com-

merce étrangers sillonnent les côtes et les fleuves du pays et s'arrogent le droit de transporter toute marchandise. Ils ne se contentent pas de violer la souveraineté chinoise et d'accentuer leur pillage des marchandises, mais ils frappent aussi durement la navigation de commerce à voile chinoise et fabriquent une grande masse de chômeurs parmi les bateliers et les travailleurs des transports.

C'est, en troisième lieu, la création d'usines. Avant la guerre sino-japonaise de 1894, le capital étranger a fondé en Chine plus d'une centaine d'usines que l'on peut diviser approximativement en quatre secteurs : les industries navales, les industries de transformation de produits importés et exportés, les industries légères de petite envergure, les entreprises publiques des concessions. Non seulement les agresseurs étrangers qui installent en Chine des industries modernes pillent directement la main-d'œuvre à bon marché et les riches matières du pays puis, une fois les produits fabriqués, les écoulent sur le marché chinois en manœuvrant pour obtenir des profits fantastiques, mais en plus, ils empêchent et neutralisent l'essor du capitalisme national, grâce aux traités inégaux qu'ils utilisent comme des talismans ainsi qu'à leur énorme supériorité dans les domaines financier, technique et d'équipement.

A cause de l'intrusion du capitalisme étranger, l'économie sociale chinoise connaît une dramatique stagnation, s'enlise toujours plus avant dans le bourbier de la semi-colonisation, et se fait prendre dans les rouages du marché capitaliste mondial. En 1883, le rapport commercial d'un consul anglais en Chine indique : « *Dans chaque village on trouve du fil de coton anglais en vente ; sur les rayons de chaque boutique on peut voir du fil de coton anglais.* » En 1891, le réformateur bourgeois Tcheng Kouan-ying, dans son essai « *Menaces sur un monde prospère* », écrit amèrement : « *les étoffes étrangères, le fil étranger, la dentelle étrangère, la chaussette étrangère af-*

fluent en Chine, tandis que l'ouvrage féminin a perdu toute son activité. Les huiles, les bougies, les lanternes étrangères pénétrent en Chine, alors que les plantations d'arbres à suif sont abandonnées et inutilisées dans plusieurs provinces du Sud-Est. Le fer, les aiguilles, et les clous étrangers entrent en Chine, tandis que maintes fonderies n'ont pas de travail. Ces diverses choses sont importantes, mais il en reste encore d'innombrables petites. ... les moyens d'existence des Chinois leur ont tous été ravis ». La dure réalité l'a montré : « *Le capitalisme étranger a joué un rôle important dans la décomposition de notre économie sociale ; d'une part, il a sapé les bases de l'économie naturelle qui se suffisait à elle-même, et a ruiné l'industrie artisanale dans les villes et l'artisanat domestique dans les campagnes ; d'autre part, il a favorisé le développement de l'économie marchande à la ville et à la campagne* (11). »

La transformation de l'économie sociale a amené la transformation des rapports de classe. « *L'agression impérialiste a stimulé l'économie sociale de la Chine, y a provoqué des changements et créé les éléments opposés à l'impérialisme : l'industrie nationale et la bourgeoisie nationale de Chine, et tout particulièrement le prolétariat chinois travaillant dans les entreprises gérées directement par les impérialistes, dans les entreprises du capital bureaucratique, et dans celles de la bourgeoisie nationale* (12). » Le prolétariat et la bourgeoisie nationale sont des classes qui n'avaient jamais existé au préalable dans l'histoire chinoise. Il s'agit de deux nouvelles forces de classe en lutte contre la vieille forme d'économie sociale et sa superstructure.

(11) « La révolution chinoise et le Parti communiste », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 330. E.P.

(12) « Rejetez vos illusions et préparez-vous à la lutte », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 4, p. 446. E.P.

Le développement de l'économie marchande dans la société chinoise féodale contenait déjà en son sein les germes du capitalisme. Après l'intrusion du capitalisme étranger, la destruction de l'économie sociale naturelle chinoise et l'essor de l'économie marchande ont créé pour le capitalisme un marché des produits. La ruine d'une grande masse de paysans et d'artisans a créé pour lui un marché de main-d'œuvre. Dans le même temps, certaines ressources monétaires se sont accumulées, capables de se transformer en capital. Ainsi, la combinaison du marché des produits, du marché de main-d'œuvre et du capital monétaire ont préparé les conditions nécessaires à l'éclosion de l'industrie capitaliste nationale.

A partir des années 70 du XIXe siècle, une fraction des marchands, des propriétaires fonciers et des bureaucrates investit directement dans les industries de type nouveau et donne naissance à la bourgeoisie et au capitalisme chinois. La bourgeoisie chinoise est formée de deux composantes : la bourgeoisie bureaucratique compradore et la bourgeoisie nationale. Le modèle même de la bourgeoisie bureaucratique compradore est constitué par les gros bureaucrates du Parti occidentaliste, qui contrôlent les entreprises civiles officielles et semi-officielles et par les grands compradores, qui ont la charge effective de les administrer. La bourgeoisie nationale, qui se réfère principalement à la moyenne bourgeoisie, « *représente le rapport capitaliste de production dans les villes et les campagnes* » (13).

Malgré les nombreux obstacles mis en place par le capitalisme étranger, en dépit du féodalisme intérieur, et à travers plus de vingt années d'activités menées dans des conditions particulièrement dures, la jeune bourgeoisie nationale montante a créé, à la veille de la guerre sino-

(13) « Analyse des classes de la société chinoise », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 1, p. 10. E.P.

japonaise de 1894, plus d'une centaine de petites et de grosses entreprises (petites en majorité).

C'est l'industrie du moulinage mécanique de la soie qui a été la plus précoce. En 1872, Lien Tsi-yuan, un commerçant d'outre-mer originaire du Kouangtong, crée dans son village natal du district de Nanhai l'usine de moulinage Touantchanglong. Il s'agit de la première usine issue du capital national. En 1878, quelques marchands notables de Changhai adressent la demande de création d'une filature de coton de type nouveau, mais, en raison des entraves dressées par le Parti occidentaliste, il leur faut attendre 1890 pour qu'apparaisse le Nouvel Office des tissages chinois et les Filatures de Yuyuan. L'exploitation des farines, la fabrication des allumettes, celle du papier, l'impression ont été assez précoces. Pour répondre aux besoins de la navigation de transport, le capital national gère également plusieurs chantiers de construction navale à Changhai, Canton et Hankeou. En 1880, l'usine d'appareillage de Hengtchanghsiang est fondée à Changhai. Plus tard, le capital national dirigera certaines industries extractives de type nouveau, comme par exemple les mines de charbon de Tchetcheou dans l'Anhouei, celles de Tsaotchouang au Chantong, etc. Une dizaine de mines d'or, d'argent, de cuivre, de plomb seront ouvertes, mais la plupart seront vouées à l'échec.

Le capitalisme national chinois est né tandis que le pays s'enfonçait toujours plus dans la semi-colonisation. Cette caractéristique déterminera son incapacité à obtenir son libre développement. Il ne pourra que se frayer difficilement un chemin dans l'étroit créneau entre le capitalisme étranger et le féodalisme national. Par la force armée, les agresseurs capitalistes ont contraint la Chine à signer des traités inégaux, et ont appliqué à son égard une politique d'agression et une exploitation sans scrupules, ce qui a complètement démuni le capitalisme national chinois fa-

ce au capital étranger. Le gouvernement impérial a exercé domination et contraintes sur toutes les industries mises en place ; en alourdissant sans cesse la charge des impôts, il rendit l'industrie nationale incapable d'assumer ses lourdes tâches. Après le règne de Tong Tche (1862-1875), de nombreuses barrières d'octroi vont se dresser un peu partout ; « *la moindre volaille, la moindre étoffe doit payer des droits* » à tel point que « *les voyageurs gémissent de désolation, et les routes sont encombrées d'obstacles* ». Tout cela entravera énormément la circulation et l'écoulement des produits agricoles ou industriels nationaux et rendra difficile pour la bourgeoisie de passer à travers les mailles du filet. Mais ce n'est pas tout : les différentes entreprises gérées en Chine par le capital étranger et les entreprises officielles gérées par le Parti occidentaliste ont contribué elles aussi à saper le développement de l'industrie nationale chinoise, à l'aide de leur position politique et économique privilégiée.

D'un côté, la bourgeoisie nationale chinoise a subi l'oppression et les entraves du capitalisme étranger et du féodalisme chinois, ce qui a entraîné des contradictions et des luttes entre elle et eux, mais de l'autre, elle a entretenu avec eux mille liens qui détermineront son caractère dépendant et soumis par rapport à eux. Pour éviter la faillite ou chercher à se développer, certaines entreprises attirent à elles des capitaux étrangers ou engagent des étrangers comme gestionnaires et se cachent ainsi derrière la façade de commerçants étrangers ; d'autres entreprises cherchent à s'attirer les faveurs de fonctionnaires du gouvernement, à tel point que leur dépendance vis-à-vis des capitalistes étrangers et du pouvoir féodal national au niveau des appareillages, des techniques de production et des achats de matières premières se généralise de plus en plus.

Ainsi, « *la bourgeoisie nationale (chinoise) est une classe*

à double caractère » (14). On peut observer « *d'un côté sa participation possible à la révolution, de l'autre sa disposition au compromis avec les ennemis de la révolution, voilà ce qui témoigne de son double caractère : "elle joue deux rôles à elle seule"* » (15). C'est sur la base de l'ascension graduelle de la bourgeoisie industrielle nationale que l'idéologie réformiste bourgeoise chinoise s'est développée.

Avec l'apparition de l'industrie moderne est né le prolétariat industriel chinois.

Peu de temps après les guerres de l'opium, le capital étranger a développé des industries modernes dans les divers ports ouverts comme Hong-kong, Canton et Changhai et utilisé la main-d'œuvre locale à bon marché. Il s'agit là des premiers ouvriers industriels chinois. L'industrie militaire et les entreprises civiles créées par le Parti occidentaliste après les années soixante, de même que les industries modernes édifiées par le capital national au cours des années 70 ont produit un autre contingent d'ouvriers industriels. Ainsi donc, la majeure partie du prolétariat chinois est de loin antérieure en âge et en qualité à la bourgeoisie chinoise. Selon des approximations, les ouvriers travaillant dans des entreprises modernes en 1870 ne doivent pas dépasser la dizaine de milliers ; en 1894, leur nombre s'élève aux environs de cent mille.

Le prolétariat industriel moderne chinois est apparu alors que la Chine marchait vers sa situation historique de société semi-coloniale et semi-féodale. Dans le processus graduel de son développement, il aura ses caractéristiques propres.

Le prolétariat industriel moderne de Chine était consti-

(14) « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 342. E.P.

(15) « La démocratie nouvelle », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 374. E.P.

tué au départ par des paysans ou des artisans plongés dans la ruine par les pressions de l'agression capitaliste étrangère et des propriétaires fonciers féodaux du pays. L'invasion des marchandises des divers pays capitalistes, la ruine de l'artisanat des villes et des campagnes, la cruelle exploitation à l'aide des fermages, l'avalanche d'impôts et de taxes féodales, les exactions sans nombre commises par les marchands grâce aux prêts usuraires, les nombreuses calamités naturelles qui se sont produites sous les règnes de Tong Tche et de Kouang Hsiu (de 1862 à 1908) ont condamné bon nombre d'artisans et de paysans à la disparition, à la ruine, au vagabondage. L'implantation en Chine par le capital étranger d'une industrie des transports a eu pour résultat de changer les vieux circuits chinois de transit des marchandises, ce qui a entraîné pour beaucoup de travailleurs des transports le chômage et la ruine. Et c'est ainsi que la multitude de paysans et d'artisans en faillite, de vagabonds sans travail se sont mis à affluer vers les villes et ont formé la grande armée de réserve du prolétariat industriel moderne.

La masse des ouvriers industriels sera dès le départ assez concentrée ; en les répartissant par zones, on constate que les ouvriers de Changhai, Hankeou et Canton représentent 77 % du nombre global des ouvriers chinois, et Changhai en comprend à elle seule 46 %. Par le nombre d'employés, on s'aperçoit que l'on compte déjà pas mal de grandes entreprises de plus de 500 ouvriers. Les plus grandes en comptent jusqu'à trois ou quatre mille ; en 1894, par exemple, l'arsenal du Kiangnan possède 2 800 salariés, et l'Office de tissage mécanique de cotonnades de Changhai, 4 000. En outre, dans la masse de ces 100 000 ouvriers, une bonne partie est composée d'enfants et de femmes.

Le prolétariat industriel moderne chinois a subi dès le départ trois lourdes oppressions. La vie des ouvriers était

plus dure que celles des bêtes de somme. A cette époque, le salaire journalier d'un ouvrier montait généralement de 1,5 à 2 maos (16) ; celui des ouvriers qualifiés dépassait 2 maos et se montait au maximum à 2,7 ou 2,8 maos ; le salaire féminin était généralement de 1 à 1,6 maos. D'après les prix des denrées de cette époque à Changhai, 2 maos par jour étaient communément nécessaires pour maintenir un homme en vie ; on comprend ainsi ce que représentait le bas niveau des salaires ouvriers. Ils devaient néanmoins, sur d'aussi maigres salaires, souffrir de la part des patrons et des contremaîtres des retards de paye et des retenues. La durée du temps de travail était hors de proportion avec ces salaires dérisoires, le travail journalier dépassant le plus souvent onze heures. Bien que le travail fût fixé par contrat, il n'en était ainsi que sur le papier ; lorsqu'il y avait une besogne pressante à effectuer à l'arsenal du Kiangnan, par exemple, les ouvriers étaient souvent forcés, sous la menace du bâton, à trimer sans arrêt jour et nuit jusqu'à épuisement. Les chefs d'entreprises ne se souciaient absolument pas de la vie des travailleurs, et ne pensaient qu'à leur recherche du profit. Pour la majorité des usines et des mines, les équipements de protection et de sécurité faisaient cruellement défaut, les conditions de travail étaient affreuses, et un nombre incalculable d'accidents se produisaient. Pour prendre un exemple, dans une usine de dévidage de la soie, les ateliers conservaient tout au long de l'année une forte humidité et, aux mois de juillet et août, devenaient de « *véritables bagnes* ». Les femmes et les enfants avaient chacun à surveiller une cuve à moitié remplie d'eau en ébullition. En manipulant les cocons dans cette eau bouillante, les travailleurs avaient les mains arrachées jusqu'au sang par les brûlures, et il arrivait à des surveillants de prendre les

(16) 1 mao vaut aujourd'hui 25 centimes environ (N.d.T.).

mains des enfants et de les plonger dans l'eau bouillante en guise de punition.

Les entreprises du capital étranger exerçaient une oppression coloniale sur les travailleurs. Les contremaîtres et les capitalistes étrangers insultaient, frappaient et allaient même jusqu'à tuer des ouvriers chinois comme bon leur semblait. Le salaire des ces ouvriers était près de dix fois inférieur à celui des ouvriers étrangers pour le même travail. Dans les entreprises gérées par le gouvernement impérial, les ouvriers subissaient en plus la terrible domination féodale. Une Cour pénale était installée dans l'usine et prononçait un grand nombre de peines de flagellation et de *« mise à la cangue* (17) *pour servir d'exemple »*. Pour *« mater »* et *« surveiller »* les travailleurs, bon nombre d'usines et de mines possédaient à demeure une police militaire ; le seul arsenal du Kiangnan employait plus d'une centaine de fonctionnaires et de soldats dans son *« quartier de police »*. Ainsi la sauvage férule des dirigeants féodaux, exerçait-elle ses sévices dans toutes les entreprises. Dans les usines gérées par le capital national, la bourgeoisie nationale mettait en œuvre la même oppression, la même exploitation cruelle des ouvriers pour être compétitive avec les entreprises officielles et celles du capital étranger.

Sous ces trois lourdes oppressions, les ouvriers chinois connaissaient sur le plan politique et économique un sort inhumain et se débattaient entre la mort et la faim. Un Anglais, Inspecteur général du travail, rapporta sur le compte de l'Office des Filatures de coton du Houpei : *« les ouvriers indigènes n'ont que la peau sur les os ; sur 50, je n'ai pas réussi à en trouver un en bonne santé »*. La situation des ouvriers chinois des autres usines était en tous points semblabe. F. Engels a pu dire à cette époque : *« le niveau de vie des ouvriers chinois est le plus bas ni-*

(17) Carcan dans lequel on engageait le cou et les poignets des condamnés (N.d.T.).

veau de vie mondial ». Les ouvriers vendaient la totalité de leur force de travail ; ils recevaient en échange des denrées grossières pour nourriture : millet, soja ou légumes, logaient dans des chaumières en terre ou de grossières cabanes en roseaux et n'étaient vêtus que de guenilles innommables.

Là où il y a oppression, il y a résistance. La classe ouvrière chinoise a, dès sa naissance, résisté en utilisant l'arme des grèves face à l'oppression et à l'exploitation du capitalisme étranger, des forces féodales et de la bourgeoisie de son pays. En 1858, les ouvriers de Hong-kong lancent une grève pour s'opposer à l'occupation de Canton par l'Angleterre et la France. En août 1879, les ouvriers du chantier naval d'un commerçant anglais font grève pour s'opposer à une saisie sur salaire par la maîtrise. En 1882, une grève éclate parmi les ouvriers des mines de Kaiping qui exigent des conditions de salaire équitables. Une autre grève a lieu parmi les marins d'une compagnie de remorqueurs de Changhaï qui pour exiger des augmentations de salaire. En 1883 et en 1890, deux grèves paralysent l'arsenal du Kiangnan à Changhai ; les ouvriers s'opposent à la prolongation du temps de travail. A l'époque de la Guerre franco-chinoise, les ouvriers de Hong-kong refusent de réparer les bateaux français, ne voulant pas que Hong-kong serve de base d'agression à la France.

Ces différentes grèves ne constituent bien entendu que des exemples partiels des luttes de résistance précoces de la classe ouvrière chinoise, mais ils apportent la preuve que, dès le départ, cette classe a mené le combat contre les classes réactionnaires chinoises et étrangères qui l'opprimaient et l'exploitaient et même contre les agresseurs étrangers dont l'arrogance sauvage ne l'a pas effrayée. Cela montre de façon édifiante que la classe ouvrière chinoise, la dernière à apparaître, est la classe la plus progressiste et la plus révolutionnaire de la Chine moderne. Natu-

rellement, les grèves de l'époque n'étaient encore que des luttes de masse spontanées et la forme d'organisation la plus largement adoptée était celle des vieilles sociétés secrètes et des associations entre gens originaires d'un même village. Ces différentes conditions montrent également qu'à cette époque le prolétariat n'en était encore qu'à son enfance.

CHAPITRE VI

La guerre sino-japonaise

1. L'expansion japonaise

L'attitude de « *vaincu sans l'avoir été* » du gouvernement mandchou dans la guerre franco-chinoise a encouragé l'ambition des puissances capitalistes d'envahir la Chine et de se la partager. En 1894 (année Kiawou du calendrier lunaire), le Japon a déclenché la guerre sino-japonaise, en envahissant la Chine et la Corée.

Cette guerre a été l'application de la politique expansionniste du militarisme japonais. Elle a constitué une étape inévitable du plan d'invasion de la Chine. Après 1868, avec la politique d'occidentalisation de l'empereur Meiji, s'est instauré au Japon la dictature de la classe des propriétaires fonciers et des capitalistes. A partir de ce moment-là, non seulement le capitalisme s'y est développé, mais, ayant aussi rallié ce qui restait de l'économie féodale et de la machine d'Etat de l'Empereur, il a dévoilé sa nature agressive et sa volonté d'expansion. Au début du règne de l'empereur Meiji, « *une politique continentale* » très arrogante est déjà établie, qui consiste à conquérir d'abord la Corée et Taïwan, puis la Chine et enfin le monde entier. En 1869, l'empereur Meiji rend publique « *une lettre écrite de sa main* » proclamant : « *les vagues doivent déferler sur des territoires illimités et clamer notre puissance* ». Cette affirmation fait ressortir les véritables buts du Japon qui sont l'invasion et l'occupation des territoires voisins situés de l'autre côté de la mer : la Chine et la Corée.

Pour réaliser cette ambition expansionniste démesurée, le gouvernement japonais Meiji propage d'abord l'idée que « *la réussite ou l'échec d'un pays dépend de sa force militaire* » ; il accélère les rentrées d'argent et augmente le budget militaire du pays ; d'autre part, il s'efforce à l'extérieur de s'assurer l'appui des Etats-Unis et de l'Angleterre. Car, malgré les ambitions de la classe dirigeante, la

pauvreté des ressources du Japon limite sa puissance. Il doit ainsi adopter simultanément une politique d'agression en Asie et de vile soumission à l'égard des puissances occidentales, notamment des Etats-Unis, pour pouvoir préparer l'invasion de la Chine et de la Corée. En 1874, avec l'appui des Etats-Unis, le Japon envoie des soldats à Taïwan et projette d'occuper par la force tout le territoire chinois. Puis, encore avec l'appui des Etats-Unis, il pénétre en Corée et met en place un « *pont pour la création de la Mandchourie* ». En 1879, le Japon contraint par la force la Corée à signer le traité inégal de Kang-koa et obtient un droit privilégié sur le commerce, des concessions, une juridiction consulaire et la navigation libre sur le territoire maritime coréen.

La Chine et la Corée, dont les chaînes de montagnes et les rivières se prolongent d'un pays à l'autre, sont liées comme les lèvres et les dents. Il existe des liens politiques, économiques et culturels millénaires entre leurs deux peuples. Le grand dirigeant du peuple coréen, le camarade Kim Il Sung, a pu dire qu'« *à travers leur longue histoire, les deux peuples chinois et coréen ont scellé une amitié profonde et se sont aidés mutuellement dans la lutte contre l'agresseur étranger* ». A la fin du XVIe siècle déjà, le maître du Japon Hideyosho Toyotomi avait envoyé son armée envahir la Corée. Le général de la dynastie Ming, Li Jou-song, à la tête de l'armée chinoise et appuyé par la marine coréenne dirigée par son héros national Ri Soun Sin, avait repoussé l'envahisseur japonais. Après la Guerre de l'opium de 1840, la Chine et la Corée sont devenues à tour de rôle le pôle d'agression du capitalisme occidental. Leurs deux peuples sont comme des frères éprouvés par le même destin et vivant ensemble les mêmes difficultés.

Mais dans les années 70 du XIXe siècle, au moment où le Japon envahit la Corée, la Chine est divisée, le gouvernement des Tsing corrompu ne peut aider la Corée à ré-

sister à l'envahisseur. Pendant que le Japon contraint la Corée à signer le traité inégal de Koang-hoa, Li Hong-tchang conseille secrètement au gouvernement coréen d'« *utiliser l'ennemi contre l'ennemi* » en signant avec les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie et la France d'autres traités inégaux, et d'utiliser ainsi l'influence des envahisseurs capitalistes occidentaux pour faire contrepoids au Japon. Cette méthode, qui consiste à attirer l'ennemi dans son camp, n'a pas réussi à contenir l'avance japonaise en Corée, et n'a fait qu'accélérer la semi-colonisation de la Corée. L'arrivée rapide des forces d'agression des capitalistes occidentaux a fait ainsi de la Corée le centre de la lutte d'influence du capitalisme occidental.

Après la signature du Traité de Koang-hoa, les forces d'agression japonaises se sont infiltrées dans tous les domaines, politique, économique et culturel. Sur le plan militaire, le Japon prétexta « *une réorganisation de l'armée* » pour envoyer ses officiers dans l'armée coréenne, et ainsi mieux la contrôler. Ces mouvements d'agression furent catastrophiques pour la Corée et rencontrèrent une ferme opposition du peuple coréen. En avril 1879, près de Fusan, éclate un soulèvement du peuple coréen contre l'envahisseur japonais. En 1882, les pauvres des villes et les soldats déclenchent une émeute armée. Les insurgés incendient l'ambassade japonaise à Séoul et châtient sévèrement les fonctionnaires féodaux qui ont vendu le pays. Chaque fois, la rébellion est dirigée contre les forces d'agression japonaises. Le Japon en prend prétexte pour envoyer des troupes en Corée, laisse planer une menace de guerre, et contraint la Corée à signer le Traité d'Inchon, par lequel, outre des indemnités, il obtient le droit de cantonner des troupes en Corée. Le bruit des bottes des envahisseurs se fait entendre un peu plus.

En décembre 1884, éclate un coup d'Etat militaire en Corée. Avec l'aide de l'armée mandchoue, le roi coréen

réussit à l'écraser. Dès lors, le Japon commence à faire pression sur le gouvernement mandchou et l'année d'après, signe avec Li Hong-tchang « *les accords de la conférence de Tientsin* » qui stipulent notamment que, si la Corée devient le foyer de troubles ou d'événements importants et qu'un pays, ou les deux, y envoient des soldats, l'information devra en être donnée de part et d'autre. Puis, en utilisant cette clause, le Japon, envoie son armée en Corée et commence ainsi la guerre d'invasion de Corée et de Chine.

En 1887, l'Etat major japonais propose à l'Empereur sa « *stratégie pour conquérir le pays des Tsing* ». Il s'agissait du plan de guerre pour l'invasion de la Chine : le gros des troupes devait se préparer à attaquer Pékin, pendant que les forces militaires d'appoints occuperaient les points stratégiques de la vallée du Yangtsé, pour empêcher l'armée des Tsing qui stationnait au sud du Yangtsé de rejoindre le Nord. Après la victoire, ce plan prétentieux prévoyait l'occupation de Chentsing (aujourd'hui Chenyang) dans la presqu'île du Liaotong, la région au Sud de la ville de Kaiping, la préfecture de Tentchéou au Chantong, les îles Tcheouchantsiun dans le Tchekiang, Taiwan, les îles Penghu (1), ainsi qu'une zone de 10 kilomètres autour des ports du Yangtsé. Dans le même temps, les autres régions de la Chine seraient divisées en Chine du Nord-Est, du Sud et du Nord, Tsinghoua, Tibet, Mongolie intérieure et extérieure, Kansou, Zoungarie, etc., dont le Japon voulait faire des petits pays sous protectorat japonais. Ce plan arrogant projetait « *de se préparer pendant cinq ans, et d'attendre l'occasion favorable pour attaquer* ». Pour façonner l'opinion publique, le chef des seigneurs de guerre japonais et ministre de l'Intérieur Yamagata Aritomo, publie en 1890 « *un discours politique* » qui précise que

(1) Iles Pescadores (N.d.T.).

« *le prolongement vers le continent est la condition de survie du Japon* ». En 1892, le plan décennal de modernisation de l'armée est réalisé avec 3 ans d'avance. A ce moment-là, le Japon a atteint son but et peut disposer en temps de guerre d'une armée de terre moderne de 230 000 hommes, d'une marine moderne dont les navires totalisent plus de 60 000 tonneaux. L'année suivante, le Japon envoie de nombreux espions qui s'introduisent en secret en Chine et en Corée et se rendent aux endroits stratégiques pour observer la topographie des lieux, ramasser des informations et dessiner des cartes militaires très détaillées.

L'envahisseur japonais a sorti son sabre du fourreau, la flèche est tendue sur la corde de son arc et, de tous côtés, il se tient prêt pour la guerre d'invasion de la Chine et de la Corée.

2. L'armée japonaise envahit la Chine et la Corée

Au printemps 1894, éclate au Sud de la Corée, un vaste soulèvement paysan dirigé par une Société secrète, le Tonghak, qui lance pour mot d'ordre : « *chasser définitivement les japonais* », « *exterminer les défenseurs du pouvoir* », dirigeant ainsi le fer de lance de la lutte contre les agresseurs étrangers (surtout les Japonais) et les dominateurs féodaux du pays. L'armée des insurgés attaque les sièges de l'administration, s'empare des armes, ouvre les entrepôts d'alimentation et distribue la nourriture aux pauvres. Partout la foule accueille avec enthousiasme l'armée insurectionnelle, qui contrôle rapidement les routes des trois provinces du Sud, Cholla, Ch'ungch'ong, Kyongsang. Début juin, elle s'empare du chef-lieu de la province de Cholla ; dès lors les vagues révolutionnaires déferlent rapidement sur tout le pays.

L'envahisseur japonais complote et prend prétexte de

cette insurrection paysanne coréenne pour lancer sa guerre d'invasion. D'une part, il donne l'ordre au groupe des rônins, « *héros bénis par le ciel* », de s'infiltrer en Corée, en faisant semblant « *d'aider* » l'armée insurrectionnelle, pour essayer de détourner l'orientation de lutte du Tonghak qui était de « *chasser définitivement les Japonais* » ; d'autre part, il joue aussi la carte de la diplomatie, et s'efforce de persuader le gouvernement chinois d'envoyer des soldats en Corée, pour avoir encore un prétexte d'envoyer sa propre armée. L'ambassadeur japonais en Corée déclare : si le gouvernement mandchou aide le gouvernement coréen à écraser l'insurrection, « *mon gouvernement ne s'y opposera pas* ». Li Hong-tchang, qui a les pleins pouvoirs face à l'armée et à la puissance diplomatique japonaise, ne décèle pas le complot des envahisseurs et croit fermement à ce mensonge. Le 4 juin, à la demande du gouvernement coréen, il envoie en Corée Yeh Tche-tchao, commandant en chef de la province du Houpei et Nie Che-tcheng, commandant de Taiyuan (2) à la tête d'une armée de 1 500 hommes (elle débarque à Yesan entre le 9 et le 11) et en informe officiellement le Japon.

Avant le 2 juin, le gouvernement japonais, qui connaissait la demande d'aide militaire du gouvernement coréen au gouvernement mandchou, prétexte « *la protection* » de l'ambassade et des ressortissants japonais pour envoyer l'armée. Le 5 juin, le Japon installe son grand quartier général, et envoie en secret des brigades mixtes : sept à huit mille hommes rapidement acheminés vers la Corée. Le 8 juin, l'avant-garde de l'armée japonaise se trouve déjà à Inchon. Le 10, de Inchon à Séoul, elle occupe et contrôle entièrement tous les points stratégiques. Or, à ce moment-là, l'armée mandchoue n'est même pas tout à fait arrivée à Yesan. A la fin juin, l'armée japonai-

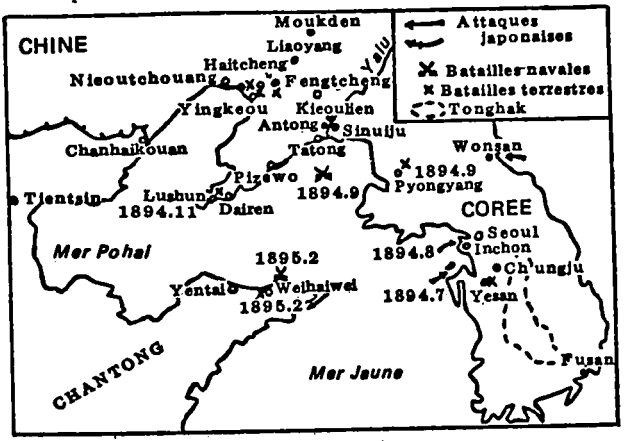
(2) Chef-lieu de la province du Houpei (N.d.T.).

se compte plus de 10 000 hommes et l'ensemble de ses forces militaires dépasse de loin celles de l'armée mandchoue. Il devient évident que le Japon a prévu de lancer une vaste guerre d'invasion. Par la suite, le ministre des Affaires étrangères japonais Mutsu Muhemitsu reconnaît lui-même que dans cette guerre, « *tout était déjà arrêté, au moment où le gouvernement japonais avait décidé d'envoyer l'armée en Corée* ».

Face à la suprématie des forces japonaises en Corée, Li Hong-tchang n'ose pas s'opposer, ni renforcer son armée ; il ne sait s'il doit avancer ou reculer et reste très perplexe, proposant que les deux armées se retirent et qu'on « *abaisse le rideau* » rapidement. Mais le Japon a l'intention d'aggraver l'affaire et propose de « *réformer* » les exigences non fondées de la politique intérieure coréenne, cherchant à mettre la Corée sous son contrôle. Il refuse avec arrogance les propositions du gouvernement mandchou.

La guerre est sur le point d'éclater. En Chine, l'opinion exige que le gouvernement augmente les renforts et prépare la guerre. En outre, le groupe qui soutient l'empereur Kouang Hsiu et son tuteur Weng Tong-ho, voudrait profiter de la guerre pour reprendre le pouvoir à l'impératrice douairière Tse Hsi, et poussent donc Li Hong-tchang à préparer la guerre. Mais l'impératrice douairière et Li Hong-tchang pensent en défaitistes que « *chaque provocation entraîne une perte supplémentaire* » et, profondément apeurés par la tournure des relations sino-japonaises, ils pousseront au compromis et à la retraire, chercheront la paix en évitant la guerre, mettant tous leurs espoirs dans « *la médiation* » des Anglais et des Russes. Le Tsar, à ce moment-là, réalise bien qu'il ne profitera pas de cette guerre déclenchée par le Japon, et refuse d'intervenir dans l'immédiat ; l'Angleterre, pour s'opposer au Tsar, désire s'allier le Japon. Celui-ci, pour

avoir l'appui de l'Angleterre, promet de ne pas s'attaquer aux intérêts anglais en Chine. La « *médiation* » devient alors plus qu'illusoire. Pourtant, Li Hong-tchang donne toujours à Yeh Tche-tchao l'ordre de « *rester inactif sans prendre d'initiative* » et s'imagine que « *s'il ne commence pas la guerre, l'adversaire n'attaquera pas le premier* ». Ainsi le gouvernement mandchou et Li Hong-tchang reculent petit à petit, tandis que l'envahisseur japonais avance à grands pas et devient plus agressif.



La guerre sino-japonaise

L'avance progressive de l'envahisseur japonais, la pression des partisans de la guerre, et « *l'ordre secret* » réitéré de l'Empereur, obligent Li Hong-tchang à envoyer Wei Jou-kouei, Ma Yu-tchouen, Tsouo Pao-kouei, Feng Cheng-a de la presqu'île du Liaotong jusqu'à Pyong Yang (3) en traversant le fleuve Yalu ; en même temps, il

(3) Aujourd'hui capitale de la République populaire démocratique de Corée.

loue un navire marchand anglais pour transporter des troupes et renforcer la garnison mandchoue du port de Yesan.

Les espions japonais cachés à Tientsin ont obtenu, par de l'argent et des pots-de-vin, d'importantes informations militaires de Tchang Tsi-heng, le neveu de Li Hongtchang, concernant la date de départ des renforts mandchous. Le 25 juillet 1894, l'envahisseur japonais envoie des navires de guerre se rassembler près d'une île au large de Yesan et attaque soudain deux vaisseaux d'escorte chinois, en même temps qu'il intercepte et attaque le navire anglais qui transportait les soldats. Les officiers et les soldats chinois, bien décidés à ne pas se rendre à l'agresseur japonais, résistent le fusil à la main, mais leurs bâtiments sont coulés par les torpilleurs et les canons japonais. Tous les occupants des navires, 700 soldats et officiers, périssent héroïquement à leur poste. Ce même jour, l'envahisseur japonais attaque sur terre la garnison de Yesan. La violence de l'attaque des Japonais fait hésiter le général en chef de l'armée mandchoue Yeh Tche-tchao qui refuse de donner des renforts à la garnison de Yesan. Les troupes de Nie Che-tcheng tuent un bon nombre de Japonais et se retirent. Quant à Yeh Tche-tchao, craignant l'ennemi comme le tigre, il s'enfuit avec son armée. L'armée de Nie Che-tcheng la suivit et la rejoignit, et elles continuèrent ensemble leur repli vers le Nord jusqu'à Pyong Yang.

L'attaque sournoise des envahisseurs au large de Yesan, inaugurait l'ère des « *guerres sans déclaration* » du Japon contre la Chine. Le 1er août, le gouvernement mandchou est obligé de déclarer la guerre au Japon.

Dans la guerre de l'année Kiawou, le Japon est l'agresseur, et la Chine ne s'y engage que pour se protéger et faire obstacle à l'invasion japonaise en Corée. Cette guerre contre l'invasion japonaise est une guerre juste. Au début du mois d'août, les renforts chinois — 14 000 hom-

mes en tout, arrivent successivement à Pyong Yang. Les Coréens accueillent l'armée chinoise au bord des routes et la salue chaleureusement. Pendant la guerre, le peuple coréen appuie fermement l'armée chinoise qui s'oppose à l'envahisseur japonais. Au mois de septembre l'armée japonaise est forte de 50 000 hommes ; l'armée chinoise à Pyong Yang n'en compte que 20 000. Yeh Tche-tchao fuit de Yesan à Pyong Yang. En cours de route, il travestira sa défaite en victoire. Le gouvernement mandchou corrompu, non seulement augmente sa récompense, mais le nomme en plus commandant en chef de toute l'armée de Pyong Yang. Chaque général de l'armée mandchoue a ses propres idées et personne n'obéit aux ordres ; Yeh Tche-tchao et les autres, une fois réunis à Pyong Yang, ne font que dérober la solde des soldats, sans prendre d'initiatives militaires, ni même préparer la défense ; de plus, la discipline est très relâchée dans l'armée mandchoue qui pille sans vergogne et déçoit ainsi beaucoup le peuple coréen.

Le 15 septembre, l'armée japonaise attaque Pyong Yang sur plusieurs fronts. L'armée mandchoue organise la défense en hâte pour protéger les portes de la ville. L'armée de Ma Yu-tchouen qui se trouve sur la rive orientale du fleuve Taedong et à la porte Sud de Pyong Yang, se bat courageusement du matin au lendemain après-midi et réussit à faire reculer l'armée japonaise, tuant 140 officiers et soldats japonais, en blessant 230, dont un général de brigade. L'armée de Tsouo Pao-kouei oppose une ferme résistance à la porte Nord-Est de Pyong Yang. Malgré le feu nourri des canons des envahisseurs, Tsouo Pao-kouei monte sur les remparts, dirige la bataille en personne, et demande des renforts à Yeh Tche-tchao. Mais Yeh n'en envoie pas : il ne pense qu'à abandonner la ville et à s'enfuir. Tsouo Pao-kouei s'y oppose et tente de le retenir. Les soldats chinois résistent jusqu'à la mort, combattant courageusement l'envahisseur et infligent de très gran-

des pertes à l'ennemi. Tsouo Pao-kouei est tué par un obus et le champ de bataille de Huanwumen est repris par les Japonais.

Après la prise de la porte Nord-Est, les Japonais n'osent pas entrer tout de suite dans la ville. L'armée de Ma Yu-tchouen et de Wei Jou-kouei à réussi à faire reculer les flancs Est et Ouest de l'armée japonaise, et la situation n'est pas encore bien claire. De plus, l'armée des paysans insurgés coréens harcèle sans arrêt les arrières de l'ennemi, avance vers Séoul et appuie la résistance de l'armée chinoise. La jonction de l'armée chinoise et du peuple coréen aurait permis de faire reculer l'adversaire, mais le général en chef Yeh Tche-tchao n'est qu'un lâche. Il se désintéresse de la résistance sanglante de l'armée chinoise et du peuple coréen et donne une fois de plus l'ordre de se replier. Dans la soirée, Yeh Tche-tchao abandonne une grande quantité de matériel militaire et, profitant du mauvais temps, s'enfuit précipitamment de Pyong Yang. Avec quelques autres généraux, il parcourt 500 kilomètres vers le Nord à toute vitesse. Le 21, il traverse le fleuve Yalu et se retire jusqu'à la région de Kieoulien et de Fenghouang. A ce moment-là, le brasier allumé par l'envahisseur japonais s'enflamme jusqu'à la frontière chinoise.

Deux jours après la bataille de Pyong Yang, la marine japonaise attaque par surprise la Flotte chinoise du Nord à l'embouchure du fleuve Yalu, sur la Mer Jaune. Le 17 décembre à 9 h, alors qu'il se dirige vers l'embouchure du fleuve Taedong, l'amiral Ting Jou-tchang, qui commande la Flotte chinoise du Nord, aperçoit un groupe de navires battant pavillon américain. Les navires s'approchent et hissent tout à coup les drapeaux japonais. La Flotte chinoise du Nord est composée de 10 navires de guerre et de 4 torpilleurs. Les Japonais ont 12 navires. La force respective des deux adversaires est donc sensiblement égale par le nombre de bâtiments, leur vitesse de manœuvre et

de tir, la taille de leurs canons, l'épaisseur de leur blindage, etc. Lorsqu'il réalise la supercherie, Ting Jou-tchang donne l'ordre d'attaquer. Avec le capitaine du vaisseau-amiral, Lieou Pou-tchan, il décide de porter les deux plus gros navires à l'avant-garde et d'attaquer en formation serrée. Ces deux navires, le « *Tingyuan* » et le « *Chenyuan* », jaugent respectivement 7 000 tonneaux, possèdent un fort blindage et sont dotés d'un grand canon. Mais Lieou Pou-tchan craint pour sa vie ; il ne tient pas à engager le combat et il lance volontairement de faux signaux. Au même moment, Ting Jou-tchang tombe, blessé, sur le pont avant du vaisseau-amiral, et Fang Po-tsien, le capitaine du « *Kiyuan* », exécute l'ordre de retraite qui est donné. La Flotte chinoise du Nord, mal dirigée, n'arrive pas à se regrouper en formation serrée. Pourtant, officiers et soldats partagent le même sentiment de vengeance et répondent fermement à l'attaque, manifestant par là la volonté du peuple chinois d'exterminer l'ennemi jusqu'au dernier.

Au cours de la bataille, le patrouilleur « *Tcheyuan* » s'est avancé courageusement près des vaisseaux ennemis. Malgré le pilonnement ininterrompu de l'artillerie adverse, alors que les munitions commencent à manquer et que le bâtiment menace de couler, le capitaine Teng Che-tchang donne l'ordre de lancer son navire sur le plus redoutable des navires ennemis — Il est malheureusement torpillé avant d'avoir pu atteindre son but et coule avec ses 250 hommes d'équipage qui meurent héroïquement. Sur le patrouilleur « *Kingyuan* », le capitaine Ling Yong-cheng se bat malgré son sang qui coule jusqu'à ce qu'il tombe, touché par un obus. Tous les officiers et soldats continueront à se battre bravement jusqu'à ce que le navire sombre. Le vaisseau-amiral « *Tingyuan* » est en feu mais les matelots n'en ont cure et continuent à bombarder l'enne-

mi. Certains tireurs sont gravement blessés mais retournent au combat après avoir bandé leurs plaies.

Après 5 heures de combat, la flotte chinoise est en mauvaise posture — 4 bâtiments ont été coulés et 2 autres sont en fuite. Mais les navires restants se battent bravement et endommagent plusieurs unités ennemies. Le grand canon du « *Chengyuan* » pilonne le vaisseau-amiral japonais, dont le dépôt de munitions explose et enflamme tout le navire, faisant de nombreux blessés parmi les marins.

La bataille de Pyong Yang et celle de la Mer Jaune, montrent clairement la pourriture et la perfidie du système dominateur mandchou ainsi que la faillite complète du mouvement d'occidentalisation. Cela prouve que la capitulation politique conduit au défaitisme militaire, qu'une ligne erronée mène à la défaite, et cela malgré un armement comparable à celui de l'ennemi, malgré tout le courage et l'esprit de résistance de la plupart des soldats et d'une partie des généraux. Pour conserver une position dominante, Li Hong-tchang, après la guerre en Mer Jaune, donne l'ordre à la Flotte du Nord de se cacher dans un port et lui « *interdit de sortir en mer et de livrer bataille confusément* ». Quant à l'armée de terre, « *ce qu'on peut garder, gardons-le et si c'est possible retirons-nous* », dit-il. Il pratique la doctrine de non-résistance et laisse l'envahisseur japonais installer soldats et officiers, tandis qu'il se pavane sur terre et sur mer.

Dans la seconde quinzaine d'octobre, l'envahisseur japonais, après un mois de mise en ordre et d'installation, attaque la Chine sur deux fronts.

D'une part, il fonce de Pyong Yang vers le Nord, le fleuve Yalu et attaque le Liaotong en Chine. L'armée mandchoue compte alors 40 000 hommes sur la frontière sino-coréenne. Dans la guerre d'invasion, elle a perdu l'initiative et ne peut compter que sur les accidents de terrain pour contrer l'avance japonaise. Le 24 octobre une avant-

garde japonaise de 20 à 30 soldats traverse le fleuve Yalu et le 25, le gros des troupes passe la frontière. A l'exception de l'armée de Nie Che-tchen qui résiste encore aux alentours de Houchan, le gros de l'armée mandchoue recule en débandade. Le 26, Antong (aujourd'hui Tantong) et Kieoulien tombent. Jusqu'à la mi-décembre, Fenghouang, Kouantien, Hsieouyen, Haitcheng sont perdus à tour de rôle.

D'autre part, le 24 octobre, l'armée japonaise débarque à Houayuankeou sur la presqu'île du Liaotong. En moins de 12 jours, 30 000 Japonais débarquent sans que l'armée mandchoue y mette d'obstacle. Ting Jou-tchang demande à Li Hong-tchang de conduire la flotte en renfort à Lushun pour y livrer une bataille décisive. Li Hongtchang l'insulte et lui dit de « *rester à Weihan garder les navires et de s'occuper de ce qui le regarde* ». Face au défaitisme de Li Hong-tchang, la plupart des officiers de la région de Lushun (Port Arthur) et de Dairen ne pensent, face à l'attaque ennemie, qu'à emporter leur butin sans tentative de résistance. Au début de novembre, l'armée japonaise attaque Dairen. Le général responsable de la ville s'étant enfui la veille, Dairen est pris sans coup férir. Le 18, l'armée japonaise attaque Lushun. 13 000 soldats mandchous y stationnent encore, mais irrésolus, car leur chef vient de s'enfuir. Seule l'armée de Hsiu Pang-tao se lance à l'attaque pendant toute une journée au Nord de Lushun et réussit même à battre l'avant-garde japonaise. Le 21, l'armée japonaise bombarde la ville. Le 22, le gros des forces attaque Lushun qui tombe. Lushun et Dairen sont deux ports militaires stratégiques que les chefs du Parti occidentaliste et Li Hong-tchang avaient aménagés pendant 16 ans, dépensant pour cela plusieurs dizaines de milliers de taëls. Leur perte montre une fois de plus que la compromission et le défaitisme du

gouvernement mandchou minèrent les bases des plus solides forteresses.

Après avoir occupé Lushun, l'armée d'invasion japonaise se comporta de façon bestiale et massacra pendant plusieurs jours d'affilée. Selon les notes d'un Anglais qui se trouvait sur place, « *seules 36 personnes, dans toute la ville, ont été épargnées, et c'est parce qu'on leur a fait enterrer les cadavres de leur compatriotes* ». Le peuple chinois n'oubliera jamais cette dette sanglante du militarisme japonais.

Après l'invasion du territoire chinois, les Japonais brûlent, tuent et pillent tout sur leur passage, suscitant une violente résistance du peuple chinois. Les gens du Liaotong sont les premiers à s'organiser spontanément, utilisant des armes de leur fabrication, des fusils de chasse et même des haches et des faucilles. Ils s'adjoignent une partie de l'armée Tsing décidée à lutter et à faire face à l'envahisseur. D'après les statistiques, les groupes armés de Liaoyang et de Fengtchen comptaient 300 000 hommes. Les 4 attaques de l'armée japonaise à Liaoyang sont chaque fois repoussées par les troupes armées locales. En février 1895, les habitants de Tongpientao sur les bords du fleuve Yalu entreprennent une vaste guerre de guérilla ; le 25, ils exterminent 70 à 80 militaires japonais aux alentours de Houansilin, les poursuivent et récupèrent ainsi la ville de Kouantien. Le 1er mars, ils exterminent plus de 80 Japonais et reprennent la ville de Tchangtien. Toutes ces victoires prouvent clairement que « *les grandes forces de la guerre trouvent leurs sources profondes dans les masses populaires* » (4).

En janvier 1895, pour faire plier le gouvernement mandchou, l'envahisseur japonais envoie son armée à Tchengchanteou dans la presqu'île du Chantong. Il adopte

(4) « De la guerre prolongée », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 203. E.P.

une stratégie d'encerclement par l'arrière, et attaque Weihaiwei, pour anéantir la Flotte chinoise du Nord bloquée dans le port. En février, les marins et la plupart des officiers patriotes, bien qu'en mauvaise posture, s'efforcent, pendant plus de 15 jours, de résister à l'envahisseur. Attaqués de la terre et sur mer, la plupart des navires sont coulés et la situation devient de plus en plus critique. Des conseillers étrangers et certains généraux apeurés font un compromis secret et veulent obliger le commandant en chef de la marine de guerre, Ting Jou-tchang à capituler. Ting Jou-tchang préfère mourir plutôt que de se rendre, et donne l'ordre à tous les commandants de saborder leurs navires ; mais ceux-ci refusent. Acculé par les ennemis intérieurs et extérieurs Ting Jou-tchang se suicide. Le 12, le conseiller américain en Chine propose un projet de capitulation, livrant les 11 navires restants, et anéantissant ainsi la Flotte chinoise du Nord. En mars, l'armée japonaise attaque et occupe en moins de 10 jours, Nieoutchouang, Yingkeou et Tientchouangtai ; 60 000 soldats de l'armée Tsing du Liaotong reculent sur tous les fronts.

Pendant 8 mois, de juillet 1894 à mars 1895, l'armée mandchoue est vaincue sur tous les fronts, elle perd des territoires et se fait décimer. C'est la conséquence naturelle de la politique de compromis et de capitulation du gouvernement mandchou. L'impératrice douairière Tse Hsi cherche à conserver la paix à tout prix et essaie de maintenir une atmosphère de calme pour fêter son 60e anniversaire pendant cette année Kiawou ; elle détourne 5 millions de taëls du budget de la marine de guerre pour construire le Palais d'Eté. Dans toutes les discussions sur le problème coréen, elle se range à l'avis de Li Hongtchang. Après le déclenchement de la guerre, elle essaie par tous les moyens d'écraser les partisans de l'intervention. Ainsi les grandes orientations du pays dépendaient donc

de traîtres, partisans de la capitulation comme Tse Hsi et Li Hong-tchang ; la défaite était donc inévitable.

Apeuré par cette défaite, le gouvernement des Tsing décide de se rendre et de capituler. A cause de ses difficultés financières et de la résistance courageuse du peuple chinois, l'agresseur japonais n'a pas la force de lancer une attaque d'envergure. Alors, sous le contrôle des Américains, commence la conférence de Shimonoseki.

3. Le traité de Shimonoseki

Les défaites militaires successives sont la « *preuve* » de la traîtrise des partisans de la capitulation. Le gouvernement mandchou, après les compromis pour éviter la guerre et faire la paix, en est arrivé à vendre les intérêts de la nation — mettre un genou à terre et capituler en signant l'humiliant traité de Shimonoseki.

Dans la deuxième quinzaine du mois de septembre 1894, Tse Hsi rappelle Yi Ting comme ministre de la Défense. Il avait été démis de ses fonctions pendant la guerre franco-chinoise. Elle exige de lui qu'il demande aux pays étrangers de servir d'intermédiaire, et au Japon de négocier la paix. En octobre, l'agresseur japonais s'avance loin sur le territoire chinois. Yi Ting se met en avant et implore des puissances comme l'Angleterre de s'unir et de servir d'intermédiaire pour arrêter la guerre sino-japonaise. Il promet en outre d'accorder des dédommagements et de satisfaire les autres demandes proposées par l'Angleterre en faveur du Japon. Mais à ce moment-là, le Japon victorieux ne pense qu'à envahir et n'a pas envie d'accepter la médiation de puissances telle que l'Angleterre. En novembre, le gouvernement mandchou demande encore une fois aux Américains de servir d'intermédiaire. Les Américains ont toujours appuyé le Japon dans l'invasion de la Chine et de la Corée et en ont bien profité en Chine. Ils consi-

dèrent que le moment est venu de s'allier aux Japonais pour rançonner la Chine et acceptent de servir de médiateur. Ce faisant, les Américains proposent au Japon de cesser la guerre à temps pour éviter l'intervention des puissances européennes à son détriment. Apparemment, le Japon est très fort. Mais après plusieurs mois de guerre terrestre et navale, il doit faire face à la résistance farouche du peuple chinois ainsi qu'à des problèmes financiers et à des difficultés logistiques militaires. C'est pourquoi il accepte la médiation américaine.

En janvier 1895, le gouvernement mandchou nomme Tchang Yin-houan, secrétaire d'Etat et Chao Yeou-hsien, préfet du Hounan, comme plénipotentiaires pour demander la paix au Japon. En même temps, sous la pression américaine, il engage le secrétaire d'Etat américain comme conseiller auprès de la délégation.

Les courbettes du gouvernement mandchou suscitent la grande indignation du peuple chinois. Des gens écrivent alors au gouvernement pour demander la tête de Li Hongtchang, disant que demander la paix revient à brader le pays. Pour aller au Japon, Tchang Yin-houan doit passer par Changhaï. L'opposition des Changhaïens est très forte puisqu'ils collent des affiches murales demandant de continuer la guerre de résistance. Il est évident que la majorité du peuple a le désir ardent de s'opposer à l'envahisseur.

Le gouverneur mandchou envoie pourtant son représentant officiel négocier la paix à Hiroshima mais cela n'empêche par l'armée japonaise, dont l'attitude est très arrogante, d'attaquer Weihaiwei, la base de la Flotte chinoise du Nord. Discutant des conditions de la paix, le clan dirigeant japonais demande un prix très élevé ; certains réclament non seulement la presqu'île du Liaotong et Taiwan, mais aussi les trois provinces du Nord-Est de la Chine ; d'autres exigent un important dédommagement. Mais le représentant mandchou ne veut pas capituler à ces condi-

tions, car il pense que l'opinion publique n'acceptera pas le morcellement territorial ; qui plus est, la bataille de Weihaiwei et de la presqu'île du Liaotong ne sont pas encore terminées.

Quand l'envahisseur japonais réalise que le gouvernement mandchou n'est pas prêt à accepter toutes ses conditions, il prétend, pour faire pression sur les mandchous, que leur représentant n'est pas « *compétent* » et refuse ainsi la négociation. Il laisse alors entendre qu'il n'acceptera de négocier qu'avec un traître de l'acabit de Li Hong-tchang. Tchang Yin-houan est finalement rappelé et rentre misérablement au pays.

Face à l'attaque militaire japonaise et à la pression diplomatique, le clan dirigeant des Tsing déclare tristement qu'il « *ne sait pas s'il doit continuer la guerre ou signer la paix* » et décide enfin de se soumettre et de capituler. De plus, le 13 février 1895, la Flotte chinoise du Nord est anéantie à Weihaiwei. Alors que l'opinion publique est défavorable au traître Li Hong-tchang, le gouvernement des Tsing le nomme quand même précipitamment « *ambassadeur plénipotentiaire pour engager la négociation de paix avec le Japon* ». En mars, l'armée japonaise, qui est victorieuse sur tous les champs de bataille du Liaotong, menace Pékin et Tientsin. Prétextant de la formule perfide qui dit : « *la mère patrie est la chose essentielle, les régions frontalières sont moins importantes* », le gouvernement des Tsing accorde officiellement les « *pleins pouvoir* » à Li Hong-tchang pour morceler le territoire et vendre la patrie. Li Hong-tchang part ainsi au Japon quémander la paix.

Le 20 mai 1895, Li Hong-tchang, accompagné du conseiller américain en Chine, rencontre Itô Hirobumi, premier ministre et représentant plénipotentiaire du Japon, ainsi que le ministre des Affaires étrangères japonais,

Mutsu Munemitsu, et son conseiller américain, à Shimonoseki, au Japon, où commencent les négociations.

Dans la négociation de paix de Shimonoseki, les Japonais vont dépecer la Chine avec l'appui des Américains. Pendant les pourparlers, le conseiller américain au Japon propose à Itô Hirobumi « *de ne faire qu'une esquisse de traité et de soutirer un maximum de dédommagements* », d'utiliser toutes sortes de menaces pour obtenir de l'argent ; de son côté, le conseiller américain en Chine aide habilement le Japon et pousse Li Hong-tchang à partager rapidement le territoire, à accorder les dédommagements demandés, et à signer le traité de capitulation. Apparemment, les deux conseillers américains appuient respectivement chaque partie et discutent leur cas ; en fait, ils ont le même objectif secret : mettre en pratique la politique agressive américaine d'appui au Japon et de dépècement de la Chine.

Au début des négociations, pour éviter l'intervention des autres puissances capitalistes, le gouvernement japonais essaie de faire accepter rapidement ses conditions au gouvernement mandchou. En même temps, il maintient sa pression militaire en Chine et s'en sert comme menace sur la table des négociations. Le 30 mars, les deux parties se mettent d'accord pour un cessez-le-feu dans un délai de 20 jours. Mais le Japon considère hors de la zone de cessez-le-feu le territoire de Taiwan et l'archipel des Iles Penghu qu'il veut récupérer.

Le 1er avril, le Japon pose des conditions de paix extrêmement sévères et fixe un délai de réponse de 4 jours. Le contenu essentiel est le suivant : la reconnaissance du contrôle du Japon sur la Corée ; la séparation du Sud de Tientsin, de Taiwan et des îles Penghu du territoire chinois ; un dédommagement militaire de 300 millions de taëls, l'ouverture de 7 ports, y compris Pékin, et d'autres privilèges dans le commerce et l'industrie. Secrètement, Li

Hong-tchang fait part de ces conditions aux ambassadeurs anglais, russe et français, espérant ainsi faire intervenir ces puissances. En même temps, il implore servilement l'agresseur japonais pour qu'il allège les conditions de la paix. Au cours des négociations, le ministre des Affaires étrangères Mutsu accepte de diminuer de 100 millions les dédommagements et de n'ouvrir que 4 ports, mais refuse de modifier les autres conditions. Le 14 avril, le Japon décrète la « *fin des négociations* » et met la Chine devant l'alternative du « *oui ou non* ». Qui plus est, en cas de rupture des accords, le Japon menace Li Hong-tchang d'une autre guerre et déclare que « *si le plénopotentiaire s'en retourne, il n'est pas garanti qu'il puisse à nouveau entrer ou sortir de Pékin* ». Li Hong-tchang demande à discuter encore une fois. Mutsu refuse catégoriquement et déclare qu'en cas de continuation de la guerre, les conditions de paix du Japon seront encore plus sévères. L'envahisseur japonais se montre très féroce, alors qu'il est en fait à bout de forces, car, « *à l'intérieur (du Japon), toutes les ressources militaires sont épuisées* ». L'armée japonaise qui a envahi la Chine doit faire face aux attaques continuelles du peuple chinois et ne connaît pas de répit. L'envahisseur japonais fait semblant de sortir ses grifes pour effrayer les traîtres du genre de Li Hong-tchang.

Au cours des discussions, les deux ministres japonais, Ito et Mutsu, et Li Hong-tchang montrent leurs vrais visages : bandits du militarisme japonais pour les uns, traître servile pour l'autre. Par exemple, alors que le Japon oblige la Chine à se séparer de Taiwan, Ito ordonne au gouvernement des Tsing de terminer le partage du pays en un mois. « *Taiwan est déjà dans la bouche du japon, à quoi bon se presser* » déclare Li Hong-tchang. — « *Nous ne l'avons pas encore avalé et nous restons sur notre faim* » répond Ito.

Ces réflexions montrent ouvertement le caractère avide

des impérialistes et la perfidie, l'attitude servile de Li-Hong-tchang.

Devant l'inertie des autres puissances capitalistes et alors que le cessez-le-feu va arriver à son terme, le gouvernement mandchou ordonne à Li Hong-tchang d'accepter de traiter sans conditions s'il ne peut plus négocier.

Le 17 avril 1895, à Shimonoseki, Li Hong-tchang signe finalement avec le Japon un traité humiliant qui brade le pays, comme jamais cela n'était arrivé en Chine auparavant. Le traité sino-japonais de Shimonoseki comprend :

1 — l'annexion de Taiwan et des îles qui en dépendent, ainsi que des îles Pengu ;

2 — l'annexion de la presqu'île du Liaotong.

Cette dernière clause va à l'encontre des ambitions de la Russie qui a des vues territoriales sur la Mandchourie. C'est pourquoi, quelques jours après la signature du traité, la Russie s'unit à la France et à l'Allemagne pour intervenir et forcer le Japon à abandonner la presqu'île du Liaotong en demandant à la Chine 30 millions de taëls pour « *le droit de recouvrement* ». C'est ce qu'on a appelé « *l'intervention des 3 puissances pour le recouvrement de la presqu'île du Liaotong* » ;

3 — L'extorsion de dédommagements importants dont 200 millions de taëls pour les Japonais, plus 30 millions pour le recouvrement du Liaotong, soit en tout 230 millions de taëls ;

4 — la reconnaissance d'une « *complète indépendance* » de la Corée, c'est-à-dire, en fait, du contrôle du Japon sur la Corée ;

5 — l'ouverture des ports chinois aux capitalistes japonais qui investissent et installent des usines ;

6 — l'ouverture des ports de Chache, Tchongking, Soutcheou, Hangkeou, où les bateaux japonais peuvent désormais prendre des clients et des marchandises.

Le traité de Shimonoseki est un lourd carcan que l'en-

vahisseur japonais pose sur les épaules du peuple chinois. Il représente la collusion de l'impérialisme et du féodalisme pour transformer la Chine en colonie et en semi-colonie. C'est, « *après le traité de Nankin* », le traité qui a le plus cruellement bradé la Chine. Selon les termes du traité de Shimonoseki, le Japon occupe une grande partie du territoire chinois et il est l'instigateur du découpage de la Chine par les puissances impérialistes. Le traité de Shimonoseki exige un dédommagement d'une lourdeur sans précédent puisqu'il équivaut à 3 fois le revenu national qui est de 80 millions de taëls. Pour rembourser cette somme, le gouvernement des Tsing est obligé d'emprunter et, par là, de trahir encore plus les intérêts du pays ; car l'envahisseur étranger, sous couvert d'emprunts, progresse dans le contrôle politique et le pillage économique de la Chine et augmente le fardeau du peuple chinois. Le traité de Shimonoseki permet aux capitalistes étrangers d'exploiter les mines, d'installer les usines en profitant des matières premières et de la main-d'ouvre à bon marché. Les capitalistes anglais, américains, français, russes obtiennent des « *profits égaux pour chacun* ». C'est un fait très grave pour le pays car, forts de ce nouveau droit, ils se précipitent en Chine pour installer des usines et la nécessité qu'ont les pays impérialistes d'exporter des capitaux devient l'obstacle majeur au développement du commerce, de l'industrie et de l'artisanat chinois.

Nous avons dit qu'après la signature du traité de Shimonoseki, les Russes, les Allemands et les Français sont immédiatement intervenus pour que le Liaotong soit restitué à la Chine contre paiement. Par la suite, on nota une rivalité violente entre les puissances impérialistes qui faisaient tout pour investir, gagner des concessions, se partager des zones d'influence. L'imminence d'une crise nationale et le danger croissant d'un partage du territoire devint chaque jour plus menaçant.

4. La résistance héroïque du peuple taiwanais

Pendant la guerre de l'année Kiawou, de la Mer Jaune jusqu'au détroit de Taiwan, du fleuve Yalu jusqu'au col de Changhaï, la population chinoise et les soldats patriotes s'engagent dans une lutte sans merci contre les japonais. A propos de cette guerre, il faut mentionner la haute résistance du peuple taïwanais ; celle-ci a effectivement commencé au mois de juin 1895 et illustre glorieusement l'histoire de la résistance aux invasions du peuple chinois.

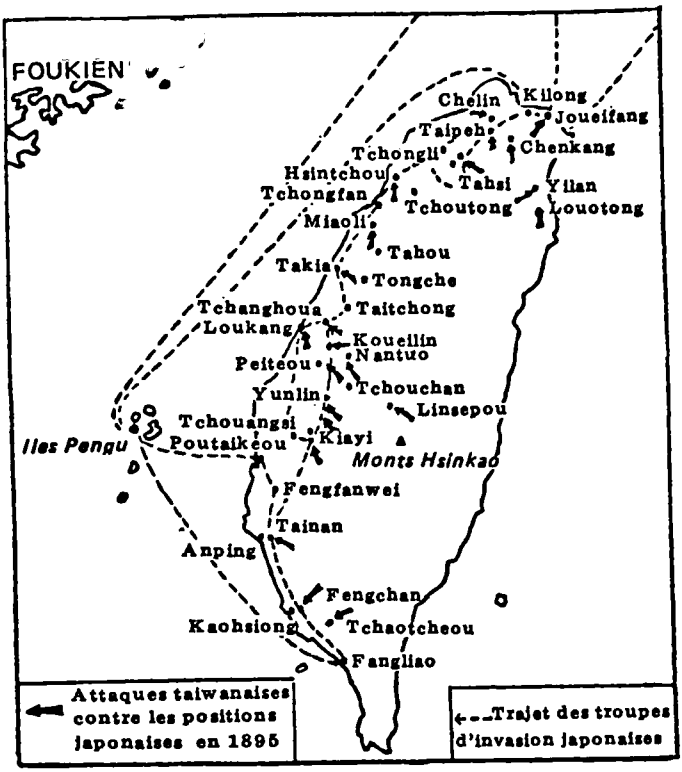
En avril 1895, parvient à tout le pays l'annonce de la signature du « *traité de Shimonoseki* » qui suscite une vague de protestation générale. Le peuple tout entier demande l'annulation de ce traité et la continuation de la guerre. La poème écrit à cette occasion par Houan Tchouen-hsien exprime l'extrême indignation du peuple chinois. « *Faisons résonner les tambours au sommet de la muraille, versons des pluies de larmes, quand les nains japonais nous dérobent Taiwan* ». La population de Haitcheng, Kaiping, Yeouyuan, « *prête à se sacrifier de colère* », est en première ligne et pense que, si la porte de la Mandchourie est forcée, l'agresseur risque « *d'envahir le pays sans rencontrer d'opposition* ». C'est pourquoi elle pratique la méthode de la « *terre brûlée* », pour empêcher la progression des Japonais. A cette période a lieu le concours d'Etat des hauts fonctionnaires à Pékin. Des candidats, tel Kang Yeou-wei, qui ressentent profondément la crise nationale, s'adressent à l'Empereur pour lui demander d'annuler le traité, de refuser la paix, et de changer de capitale pour continuer la résistance. Ce candidat de Taiwan exprime ainsi son amertume : « *il vaut mieux mourir en Chinois, que vivre comme des esclaves après avoir capitulé* », « *la population de Taiwan et les militaires peuvent se sacrifier jusqu'à la mort* » pour lutter contre l'envahisseur japonais.

Quand la nouvelle de l'annexion de Taiwan parvient à Taipeh (5), une grève spontanée éclate. La foule force les locaux de la préfecture pour manifester contre la traîtrise du gouvernement des Tsing. La population déclare « *qu'elle luttera jusqu'à la mort* » contre l'envahisseur japonais, « *qu'elle n'acceptera jamais la domination japonaise* ». Elle ordonne aux fonctionnaires du gouvernement mandchou de rester à leurs postes et interdit l'exportation de l'argent public et des munitions pour pourvoir ainsi continuer la résistance. Malgré la peur ambiante, 30 à 40 000 militaires taiwanais et une partie des militaires du continent refusent de partir. Le peuple taiwanais proclame ouvertement sa volonté de s'opposer au Japon, blâme Li Hong-tchang, « *ce traître qui brade le pays pour consolider sa position* », et montre ainsi sa détermination à s'opposer à la séparation de Taiwan du continent.

Devant cette grave crise, les fonctionnaires mandchous, apeurés, mais négligeant malgré tout la résistance populaire, espèrent encore trouver une solution au traité de Shimonoseki par l'intervention des puissances étrangères. C'est manifestement une énorme illusion. La France, dans « *un langage très clair et très approprié* » , proclame son intention de ne pas intervenir sur le problème de l'annexion de Taiwan par les Japonais. Finalement, le gouvernement décide de céder. Le 20 mai 1895, le gouvernement des Tsing demande au préfet Tang King-song de faire en sorte que les fonctionnaires et les militaires « *rentrent sur le continent et se retirent de Taiwan* ». Il donne en même temps à Li King-fang (le fils de Li Hong-tchang) « *pleins pouvoirs pour régler la séparation de Taiwan du continent* ». Li King-fang est aidé dans cette vile besogne par le conseiller américain en Chine.

Le préfet Tang King-song et les siens, feignent d'ap-

(5) Capitale de la province de Taiwan (N.d.T.).



La résistance du peuple taiwanais à l'agression japonaise

puyer la résistance des Taiwanais. Ils promettent de rester à Taiwan. En fait, ils compromettent la lutte de résistance du peuple et de l'armée de Taiwan en expédiant à Tainan (6) les généraux et l'armée de résistance, ce qui leur

(6) Taipeh et Tainan se trouvent respectivement au nord et au sud de Taiwan (N.d.T.).

permet de contrôler la région de Taipeh où on n'organise pas sérieusement la défense. Ils laissent aussi s'enfuir l'armée mandchoue, ce qui rend de fait la résistance impossible. Le 29 mai, venant d'Okinawa, la force principale de l'armée japonaise débarque à l'Est de Kilong, à Santiaokiao. Les navires japonais attaquent directement Kilong. L'armée locale résiste bien. Elle fait la jonction avec un groupe armé de 4 000 personnes de Yilan pour encercler les japonais qui débarquent. Le 2 juin, « *le ministre délégué à la séparation de Taiwan* » Li King-fang, qui craint la colère des Taiwanais, n'ose pas débarquer à Taiwan. A l'instigation du conseiller américain, il signe en cachette la séparation de Taiwan sur un navire japonais au large de Kilong. Le lendemain, l'armée japonaise attaque violemment Kilong et paie très cher en vies humaines la prise de cette ville. En apprenant cette nouvelle, Tang King-song veut abandonner Taipeh et recule jusqu'à l'embouchure du fleuve Tanchouei. Le 7 juin, accompagné de sa clique et des autres fonctionnaires, il fuit vers le continent à bord d'un navire marchand étranger. Grâce à cette fuite précipitée, l'argent public, soit plusieurs milliers de taëls, ainsi que les munitions militaires tombent facilement aux mains des Japonais. Aussi, dans la première quinzaine de juin, toute la région de Taipeh est aux mains des Japonais.

Après la fuite de Tang King-song et la chute de Taipeh, les fonctionnaires et militaires mandchous de l'intérieur de l'île abandonnent le territoire en emmenant soldats et argent avec eux. Seuls quelques militaires restent à leur poste. La région du Sud est entourée par la mer des trois côtés. C'est pourquoi, très tôt, les Japonais ont envoyé leurs navires y semer la confusion. Au début de la Guerre sino-japonaise, le gouvernement mandchou a envoyé à Taiwan l'armée des Pavillons Noirs de Lieou Yongfou. Celle-ci, malgré sa faiblesse, maintient la ligne de défense maritime. Au moment critique où l'armée japonaise

progresse, le peuple taiwanais, dans la tradition glorieuse du peuple chinois qui ne s'incline jamais devant l'ennemi extérieur, organise et développe la défense de l'île. Il y a 7 ou 8 groupes importants de résistance. Chaque groupe est constitué de plusieurs centaines à un millier d'hommes. Parmi les plus illustres figurent le groupe de Hsiu Hsiang et celui de Wou Tang-hsin. Hsiu Hsiang est un intellectuel patriote originaire du district de Hsintchou. A la veille de l'invasion japonaise, il regroupait la population en groupe d'autodéfense et déclarait : « *il faut combattre pour sauver le pays* », « *chacun fait la guerre pour soi-même, chaque famille doit se protéger elle-même* », « *avec notre sang et nos os, nous combattrons jusqu'au bout* ». Il exprimait ainsi la volonté de résistance à tout prix des Taïwanais. A la fin du mois de juin, l'armée et la population de Taiwan demandent à Lieou Yong-fou de prendre le commandement de l'armée de résistance. Ils font le serment de « *défendre le pays jusqu'à la mort* ».

La résistance ardente et pathétique de Taiwan se déroule en trois phases.

Première phase : la résistance à Hsintchou. Le 12 juin, l'armée japonaise attaque Hsintchou sur deux fronts. Hsintchou est une ville charnière pour aller vers le sud de l'île. Les résistants, dirigés par Hsiu Hsiang, Wou Tang-hsing, Kiang Chao-tsou, se joignent aux restes de l'armée mandchoue et occupent les points stragégiques. L'armée japonaise du Front Est est encerclée de trois côtés par Hsiu Hsiang et un groupe d'aborigènes à Sankiaoyong ; soixante Japonais meurent dans la bataille. L'armée japonaise du Front Ouest a des effectifs plus importants et « *ses projectiles tombent comme la pluie* ». Mais les résistants dirigés par Wou Tang-hsin ont bien organisé les embuscades, et « *les projectiles atteignent leur but* ». Ils tuent beaucoup d'ennemis et forcent les autres à reculer. La résistance à Hsintchou continue jusqu'à la fin juin.

Puis, privés de ravitaillement et de munitions, les résistants reculent vers la région de Miaoli et doivent abandonner Hsintchou. Le 10 juillet, ils s'organisent pour reprendre la ville et s'opposent aux Japonais dans les monts Chepakien à l'est de Hsintchou. Ils épuisent leurs munitions et « *luttent jusqu'à la tombée de la nuit* ». Kiang Chao-tsou est blessé à mort au cours de cette bataille. La résistance de Hsintchou dure plus d'un mois au cours duquel on compte plus de vingt attaques d'importance diverse. A ce propos, les Japonais doivent eux-mêmes le reconnaître : « *chaque fois que notre armée est en mauvaise position, les villageois des environs, femmes y compris, prennent les armes contre nous et nous attaquent en criant* ». En fin de compte la bataille de Hsintchou affaiblit énormément l'ennemi.

Deuxième phase : La résistance de Taitchong et de Tchanghoua. A la mi-août, venant de Hsintchou, l'armée japonaise attaque Miaoli. L'armée des Pavillons Noirs sous les ordres de Wou Peng-nien, envoyé par le commandant général Lieou Yong-fou, organise la défense de Miaoli avec quelques centaines de personnes. Elle se trouve face à une brigade japonaise qui abandonne Miaoli après avoir perdu de nombreux soldats. Après Miaoli, Tchanghoua, qui protège Taitchong, devient le champ de bataille de la résistance. L'armée des Pavillons Noirs prend position sur les bords de la rivière Tatou où elle organise sa défense et résiste obstinément aux attaques japonaises. L'armée japonaise fait alors un détour jusqu'à l'embouchure de la riviére et attaque la ville de Tchanghoua sur deux fronts. A l'Est de Tchanghoua se trouve le mont Pakoua. C'est un point stratégique important parce qu'il domine la ville : « *Si la montagne est prise, la ville tombe* » ; les canons sont installés sur le mont. Le 27 août, l'armée japonaise attaque violemment Pakoua. Elle est repoussée par Hsiu Hsiang. Le lendemain matin les Japonais soudoient des

traîtres qui les conduisent à travers des sentiers vers le sommet du mont. Ceux qui gardent le sommet se défendent à l'arme blanche sur l'ordre de Tang Jen-kouei. Pendant ce temps, Wou Tang-hsin et Hsiu Hsiang amènent leurs troupes en renfort. Les Japonais perdent beaucoup d'hommes dans cette lutte féroce où Tang Jen-kouei et Wou Tang-hsin sont également tués. Wou Peng-nien arrive alors avec 300 hommes de l'armée des Pavillons Noirs. Il attaque lui aussi à l'arme blanche, est plus de dix fois blessé, et succombe avec ses soldats. Seul Hsiu Hsiang réussit à se dégager et fait retraite vers Tainan. Tchanghoua tombe ainsi aux mains des Japonais.

Troisième phase : La résistance de Kiayi et de Tainan. Après la chute de Tchanghoua, Lieou Yong-fou envoie Wang Teh-pia pour protéger Kiayi. Violemment attaquée par l'armée et la population, l'armée japonaise demande du renfort et fait venir deux divisions du continent. Elle réorganise son « *quartier général du Front Sud* » et attaque Tainan par terre et par mer. Comme Taipeh et Taitchong sont déjà perdues, la région Sud manque terriblement de ravitaillement et de munitions. Malgré cela, le gouvernement mandchou interdit à la population « *d'aider la résistance* », espérant ainsi l'asphyxier. Dans cette passe difficile, certains conseillent à Lieou Yong-fou de « *se retirer dans la montagne avec ses soldats et d'organiser ainsi une résistance plus efficace, car les Japonais ne pourraient pas attaquer "une position aussi imprenable"* ». En outre, l'armée des Pavillons Noirs pourrait ainsi avoir l'appui des montagnards et autres résistants. Lieou Yong-fou refuse cette proposition. Il compte sur l'aide du gouvernement mandchou et envoie plusieurs émissaires en Chine pour demander des subsides. Mais en vain. Le 11 octobre, les renforts japonais arrivent et attaquent Kiayi. Le commandant Wang Teh-piao fait miner les casernes à l'extérieur de la ville, les abandonne et rentre en ville. A mi-

nuit, les Japonais envahissent les casernes. Plus de 700 de leurs soldats y laissent la vie. Mais le lendemain, les Japonais forcent les portes de Kiayi à coups de canon et entrent en ville. L'armée des Pavillons Noirs et quelques résistants attaquent dans les rues et tuent de nombreux ennemis. Dans cette attaque, le commandant japonais est mortellement blessé. Mais la ville est prise.

Après la chute de Kiayi, une armée de 25 000 Japonais débarque à Poutaikeou au Nord de Tainan et à Fangliao au sud de Tainan, en même temps que le gros des troupes attaque Tainan par terre. A la rivière Tchengwen, les résistants s'opposent aux Japonais qui débarquent à Poutaikeou. Hsiu Siang trouve la mort dans cette lutte sans merci. Le reste de l'armée recule alors vers Tainan. L'armée japonaise, qui a débarqué à Fangliao, attaque Takeoukang (l'actuelle Kaohsiong). Les résistants combattent obstinément, mais sont défaits le 15 du même mois. A ce moment critique pour Tainan, Lieou Yong-fou est à bout de ressources. A plusieurs reprises, il essaye de négocier avec les Japonais par l'intermédiaire du consul américain. Le 17, les Japonais attaquent Tainan alors que Lieou Yong-fou commande en personne, aux canons. En ville, le ravitaillement manque et l'armée est dispersée. Le 19, l'armée japonaise attaque le dernier bastion de la résistance. Lieou Yong-fou abandonne son armée et embarque pour Hsiamen à bord d'un navire anglais. Le 21, c'est la chute de Tainan.

Ces rudes batailles ont duré 5 mois. Pendant cette période, le peuple et les valeureux soldats Taiwanais ont mis à mal, en dépit de forces inférieures, trois divisions d'armement moderne, un escadron de l'armée navale japonaise. Les ennemis morts, blessés ou malades sont au nombre de 32 000, soit le quart de l'armée. Pour protéger le territoire sacré de leur patrie, le peuple taiwanais a écrit par sa lutte un chapitre d'histoire héroïque. Pendant les cin-

quante années d'occupation de l'impérialisme japonais, le peuple taiwanais n'a jamais cessé sa résistance. Cet esprit de lutte incessante est bien rendu par cette phrase : « *Nous autres chinois, nous sommes prêts à combattre l'ennemi jusqu'à la dernière goutte de notre sang* (7). »

(7) « La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome I, p. 188. E.P.

CHAPITRE VII

La réforme de 1898

1. La ruée sur les territoires

La Guerre sino-japonaise de l'an « Kiawou » (1894-1895) démontre d'une manière encore plus poussée la corruption et la faiblesse du gouvernement Tsing. Quant à la signature du Traité de Shimonoseki, elle ouvre un peu plus largement les portes de la Chine à l'agression impérialiste. Si l'on peut dire que la Guerre de l'opium marque le début de l'invasion de la Chine par le capitalisme mondial, on peut également ajouter que la guerre sino-japonaise déclenche le complot impérialiste international pour le démembrement de la Chine.

A la fin du XIXe siècle, le capitalisme dans le monde est déjà passé au stade impérialiste. Comme l'a expliqué Lénine : « *L'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation de marchandises, prend une importance particulière* (1). » « *D'où la tendance des grandes puissances à asservir d'autres nations, à conquérir des colonies, en tant que sources de matières premières et débouchés pour l'exportation de capitaux* (2). »

A la suite de la Guerre sino-japonaise, c'est parmi les pays impérialistes la ruée frénétique sur la Chine, pour y fonder usines et banques, investir dans les chemins de fer, fournir des prêts pour raisons politiques, occuper par la force des bases militaires, enfin se répartir les zones d'influence. La nation chinoise se trouve menacée dans sa survie même.

A cette époque, les prêts à taux d'intérêt élevé constituent une des principales tactiques d'agression impérialiste, servant à exporter des capitaux, dominer et piller la Chine. De 1895 à 1898, le gouvernement Tsing doit payer au

(1) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 105. E.P.
(2) « Projet de résolution de la gauche de Zimmerwald », Lénine, *Œuvres*, tome 21, p. 357.

Japon, en trois versements, une indemnité de guerre énorme, dont le montant s'élève à deux cent trente millions de taëls. Ses coffres étant vides, et le revenu annuel ne dépassant pas quatre-vingts millions de taëls, il lui faut bien s'endetter lourdement à l'étranger. Entre l'Angleterre et l'Allemagne d'une part, la Russie et la France de l'autre, la lutte est âpre, pour exporter des capitaux et contrôler ainsi le gouvernement Tsing. Leurs représentants respectifs hantent le « *Tsong Yamen* » (3) où l'on est chaque fois témoin de scènes étonnantes. Même les grands mandarins de la Cour des Tsing, pourtant habitués aux capitulations, sont forcés de constater que, dans cette ruée sur la concession des crédits, le ministre anglais « *tempête sans retenue* » avec une obstination pleine de morgue ; le ministre français se montre « *éhonté et insatiable* », présentant sans cesse de nouvelles exigences ; quant au ministre de la Russie tsariste, il brandit la menace de la guerre, déclarant : « *Si vous contractez un emprunt auprès de l'Angleterre et non de la Russie, une expédition punitive sera envoyée.* » En fin de compte, alléguant que son « *intervention pour la rétrocession du Liaotong (à la Chine) mérite salaire* », la Russie, en collusion avec la France, emporte le droit de fournir le premier emprunt, tandis que l'Angleterre et l'Allemagne obtiennent les droits pour les deux emprunts suivants.

Ces trois emprunts, chacun de cent millions de taëls, totalisent donc la somme de trois cents millions de taëls. Non seulement ils sont assortis de forts taux d'intérêt et d'escompte et d'un terme de longue durée, mais de plus, des conditions politiques draconiennes y sont attachées. Les rentrées principales de l'Etat : douanes, gabelle, « *likin* » (4), doivent cautionner les emprunts. Le contrat de

(3) Abrégé de « Tsongli Kekouo Shewou Yamen » ou Bureau d'administration générale des affaires avec tous les pays (N.d.T.).

(4) Taxe intérieure sur les marchandises en transit (N.d.T.).

prêt signé par le gouvernement Tsing avec la Russie et la France, en juillet 1895, stipule que le taux d'intérêt annuel sera de 4 %, le taux de rachat de 94 %, et que les paiements s'échelonneront sur trente-six ans ; les revenus des douanes servent de garantie, et la Russie se fait donner le droit de participer à l'administration douanière. Quant au prêt anglais, il procure au pays créditeur l'occupation par un de ses ressortissants du poste de premier ordre qu'est celui d'Inspecteur général des douanes, pour une durée de quarante-cinq ans. Avant que n'éclate la Guerre sino-japonaise, le gouvernement Tsing fait à l'étranger des emprunts se montant à plus de quarante-cinq millions de taëls, que les rentrées des douanes couvrent en laissant une marge. De 1894 à 1898, pour régler les seuls coûts de guerre et paiements d'indemnités, une dette extérieure de plus de trois cent quarante millions de taëls est contractée. Les recettes douanières, source majeure de revenus pour le gouvernement, sont épongées par les paiements écrasants de dettes, capital et intérêts. C'est ainsi que les impérialistes, par le truchement de prêts politiques leur donnant barre sur la monnaie et les finances chinoises, tiennent le pays à la gorge et que le gouvernement Tsing se trouve encore plus soumis à leur emprise.

En même temps qu'elle rivalise avec les autres puissances pour fournir des prêts à la Chine, la Russie tsariste s'efforce d'étendre son territoire en empiétant sur le Nord-Est chinois. « *L'intervention des trois puissances pour la rétrocession du Liaotong à la Chine*» est une comédie montée de toutes pièces par la Russie, dont l'objet n'est pas du tout de sauvegarder l'intégrité territoriale de la Chine, mais tout simplement d'évincer les Japonais du Nord-Est, afin que « *la Mandchourie reste pour toujours aux mains des Russes* ». Après l'événement de la « *rétrocession du Liaotong* », l'impératrice douairière Tse Hsi, Li Hongtchang et les autres personnalités de la faction pro-russe se

targuent de leur « *clairvoyance politique* », et un climat russophile règne au-dedans comme en dehors de la cour. Alléguant une « *défense commune contre le Japon* », la Russie tsariste déploie tous ses efforts pour faire choir le gouvernement Tsing dans ses filets. En mai 1896, pour le couronnement de Nicolas II, les Russes invitent nommément Li Hong-tchang, ce renégat confirmé, à assister aux célébrations, en qualité « *d'envoyé de première classe* » du gouvernement Tsing. Nicolas II n'hésite pas à payer de sa personne. Il reçoit Li Hong-tchang et lui donne des assurances : « *il est difficile de garantir qu'à l'avenir l'Angleterre et le Japon ne créeront pas d'autres incidents ; dans ce cas, la Russie viendra en aide à la Chine* » ; « *le passage de troupes à travers les provinces de l'Est ne servira qu'à hâter leur progrès en cas d'urgence* » ; par ailleurs, il soudoie son interlocuteur avec un « *cadeau* » d'argent des plus considérables. Le résultat est la signature du « *Traité secret sino-russe* » le 3 juin, à Moscou.

Le « *Traité secret sino-russe* » comporte six articles, dont nous donnons ci-après la teneur générale : en cas d'invasion par le Japon des territoires extrême-orientaux russes ou de la Chine ou de la Corée, les deux pays signataires s'assisteront réciproquement de toutes leurs forces armées, de mer ou de terre ; en temps de guerre, les bâtiments de la marine russe pourront entrer dans n'importe quel port chinois ; la Chine permettra à la Russie de prolonger sa ligne de chemin de fer jusqu'à Haichenwei (Vladivostok) en traversant les provinces du Heilongkiang et du Kirin (le *Transmandchourien* » ou Chemin de Fer de l'Est chinois), ligne qui sera gérée par la Banque sino-russe Taotcheng. En septembre de la même année, par le « *Contrat de co-gestion de la Compagnie du Chemin de Fer de l'Est chinois* », la Russie tsariste se fait accorder en sus toutes sortes de droits spéciaux dans les territoires jouxtant la voie ferrée, tels que droits d'administration, de

juridiction, de stationnement de troupes, d'exploitation minière et forestière, d'exemption partielle ou entière de taxes. Le prétexte invoqué pour la signature du traité secret et du contrat est l'alliance militaire contre les visées japonaises. La cause réelle est l'intention de la Russie tsariste de faire du Nord-Est chinois sa colonie exclusive. Li Hongtchang rêve d'une « *alliance avec la Russie pour faire échec au Japon* », s'imaginant qu'en s'appuyant sur les Russes, « *une ère de tranquillité de vingt ans* » pourrait être garantie pour la Chine. Mais deux ans ne sont pas écoulés depuis la signature du traité que la Russie envoie ses navires de guerre occuper Lushun et Dairen ; deux ans et demi après, ce sont les troupes russes qui entrent dans le Nord-Est chinois. Cette même Russie, qui clamait bien haut qu'elle venait en « *aide* » à la Chine, est la première à participer à son dépècement.

L'ouverture d'usines est une autre méthode largement employée par les impérialistes pour l'exportation de capitaux. A la suite de la Guerre sino-japonaise, les puissances impérialistes se hâtent d'exploiter les clauses du « Traité de Shimonoseki » pour fonder quantité d'entreprises industrielles ou minières en Chine. Au cours de la seule période de 1895 à 1896, rien que dans le domaine de l'industrie textile, on voit apparaître quatre grandes filatures de coton étrangères : deux britanniques, une allemande, et une américaine, dont les capitaux réunis totalisent plus de quatre millions de taëls. Aucune filature nationale ne peut rivaliser d'envergure avec ces entreprises étrangères. En outre, des capitaux étrangers sont également investis dans des minoteries, huileries et autres manufactures. Selon des statistiques incomplètes, les investissements industriels des impérialistes en Chine dans les domaines industriel, minier, ferroviaire et bancaire, notamment, se montent, pour la période 1895-1900, à plus de cent millions de taëls. Non seulement ces firmes étrangères pressurent cruellement

les masses laborieuses chinoises et pillent les riches ressources du pays mais, de plus, elles freinent lourdement l'essor de l'industrie nationale.

L'investissement ferroviaire est un autre objectif à l'assaut duquel se sont lancés les capitaux impérialistes. Pour les impérialistes, la construction de chemins de fer n'est pas seulement le meilleur moyen d'agression économique, mais c'est plus encore une tactique majeure pour l'extension de zones d'influence.

En 1895, profitant de l'intervention des trois puissances pour le recouvrement du Liaotong, la France, s'arrogeant le « *mérite* » d'avoir « *fourni ses services de médiation et grandement aidé la Chine* », exerce des pressions par voie diplomatique sur le gouvernement Tsing et obtient tout d'abord le droit de prolonger la voie ferrée de la frontière vietnamienne jusqu'à Longtcheou, province du Kouangsi, et les droits prioritaires d'exploitation des mines du Yunnan, du Kouangtong et du Kouangsi.

Tout de suite après, en 1896, la Russie tsariste, par des manœuvres combinant la ruse et la force, arrache au gouvernement Tsing les droits spéciaux de construction et d'administration du Transmandchourien à travers le Nord-Est par lequel elle peut poursuivre son agression contre la Chine.

Entre la Russie et la France, d'une part, et l'Angleterre et l'Allemagne, d'autre part, une rivalité aiguë sévit au sujet du droit de construction de la voie ferrée Loukeoutsiao-Hankeou (aujourd'hui la ligne Pékin-Hankeou). La concession est accordée à la Belgique. En fait, derrière la Belgique se cachent les intérêts russo-français, et c'est aux mains de ce dernier bloc que tombe cette voie ferrée.

En 1898, l'Allemagne reçoit le droit de construire le chemin de fer Kiaotcheou-Tsinan, au Chantong. Les Etats-Unis, eux, obtiennent la fourniture de crédit et la construction de la ligne Canton-Hankeou. Voyant l'extension

de l'influence prise par ses rivales, la Russie et la France, qui menacent d'empiéter sur sa propre zone d'intérêts, le bassin du Yangtse, l'Angleterre se rue à la charge et se fait concéder d'un coup par le gouvernement Tsing les cinq lignes Tientsin-Tchenkiang (qui devient plus tard la voie Tientsin-Poukeou), Canton-Hankeou, Poukeou-Hsinyang, Soutcheou-Hangtcheou-Ningpo, et la voie ferrée allant du Chansi à la rive du Yangtse en passant par le Honan, droits de crédit et construction compris ; ainsi, elle ne va pas se laisser distancer par la Russie et la France.

Le grand Lénine a fait des observations pénétrantes sur le caractère agressif de la ruée impérialiste sur les voies ferrées dans tous les coins du globe. Il a déclaré : « *La construction des chemins de fer semble être une entreprise simple, naturelle, démocratique, culturelle, civilisatrice... En réalité, les liens capitalistes, qui rattachent par mille réseaux ces entreprises à la propriété privée des moyens de production en général, ont fait de cette construction un instrument d'oppression pour un* MILLIARD *d'hommes (les colonies plus les semi-colonies), c'est-à-dire pour plus de la moitié de la population du globe dans les pays dépendants et pour les esclaves salariés du capital dans les pays civilisés* (5). »

La course forcenée aux droits de crédit et de construction ferroviaire qui se déroule entre les puissances impérialistes entre 1895 et 1898, a pour but une spoliation intensifiée de la Chine et l'agrandissement de leurs zones d'influence respectives. A l'époque, le « *Kouo-Wen-Pao* » (« *Nouvelles nationales* »), organe du groupe réformiste bourgeois, constate avec consternation : « *Les chemins de fer chinois appartiennent tous aux Occidentaux, et, au fur et à mesure qu'ils se construisent, la Chine perd son ca-*

(5) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 5. E.P.

ractère d'Etat souverain. » La calamité du démembrement s'abat sur la Chine.

Par le « *Traité de Shimonoseki* », les agresseurs japonais accaparent de grands morceaux de territoires chinois, dont le Liaotong et Taiwan. L'intervention des trois puissances pour la rétrocession du Liaotong est un épisode de la lutte entre puissances impérialistes, acharnées sur la Chine comme des chiens se disputant un os, et cet épisode est le signal de la curée des impérialistes fondant sur la Chine à la fin du XIXe siècle.

C'est l'Allemagne qui ouvre la voie. En août 1897, l'empereur d'Allemagne Guillaume II, en visite en Russie, obtient l'accord tacite de Nicolas II pour occuper la baie de Kiaotcheou au Chantong. Au début de novembre de cette même année, saisissant le prétexte fourni par le meurtre de deux missionnaires allemands, les Allemands envoient des troupes occuper la Baie de Kiaotcheou et s'emparent des fortifications de Tsingtao. L'année suivante, le gouvernement Tsing est forcé de signé le Traité sino-allemand du 6 mars 1898, aux termes duquel la Baie de Kiaotcheou est cédée comme « *territoire à bail* » à l'Allemagne pour devenir une station navale fortifiée, la durée du bail étant de 99 ans. En outre, l'Allemagne se fait octroyer des droits spéciaux, ferroviaires, miniers et autres, dans la province du Chantong, laquelle devient « *zone d'influence* » allemande.

En échange de son soutien pour l'occupation de Kiaotcheou, la Russie tsariste obtient l'appui de l'Allemagne pour s'emparer de Lushun et Dairen. Dans le mois qui suit l'occupation de Kiaotcheou par les Allemands, l'escadre russe fait irruption dans les eaux de Lushun-Dairen. En mars 1898, le gouvernement Tsing se voit acculé à conclure avec la Russie le « *Traité du territoire à bail de Lushun-Dairen* ». La durée du bail de chacun de ces deux territoires est de vingt-cinq ans, mais il peut

être « *renouvelé avec accord des deux parties* ». En fait, la Russie s'est fait octroyer le privilège d'occupation permanente. De plus, le gouvernement Tsing permet que le chemin de fer transmandchourien aboutisse à Kharbine, et qu'un embranchement soit construit jusqu'à Dairen. Ainsi le butin arraché aux Japonais tombe-t-il aux mains rapaces des Russes et tout le Nord-Est chinois devient-il « *zone d'influence* » russe.

La voracité agressive de la France est, elle aussi, de taille. En avril 1898, suivant les traces de l'Allemagne et de la Russie, la France fait pression sur le gouvernement Tsing, pour qu'il lui « *cède à bail* » pour quatre-vingt-dix-neuf ans la baie de Canton (aujourd'hui la région de Tchankiang), lui concède l'investissement pour la construction d'une voie ferrée du Vietnam à Kouenming, et lui promette de ne pas céder les territoires du Kouangtong, du Kouangsi ou du Yunnan à une puissance tierce. La plus grande partie de ces trois provinces se trouve ainsi désormais « *zone d'influence* » française.

Le Japon, bien qu'il vienne de se saisir de Taiwan, territoire sacré de la Chine, n'en voit pas moins ce partage d'un œil jaloux. Avec le soutien de l'Angleterre et l'accord tacite de l'Allemagne, il étend encore une fois des serres rapaces et, en avril 1898, oblige le gouvernement Tsing à promettre que la province du Foukien et sa région littorale ne seront cédées, ni à bail, ni d'aucune autre manière, à quelque autre puissance. Le Japon s'assure donc le Foukien comme « *zone d'influence* ».

Une puissance impérialiste chevronnée comme l'Angleterre, détentrice des plus grands intérêts dans cette invasion de la Chine, ne peut évidemment pas rester sans réaction devant les menées de ses rivales. En février 1898, l'Angleterre force le gouvernement Tsing à reconnaître le bassin du Yangtse comme partie intégrante de sa « *zone d'influence* » et exige qu'il soit garanti dans une déclara-

tion que ce territoire « *ne sera pas aliéné* » au profit d'une autre puissance. En juin et juillet, sous prétexte de mettre un terme à l'expansion de l'influence française, l'Angleterre obtient par la force un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans pour les territoires au sud de la rivière de Chentchen, dans la presqu'île de Kowloon. D'autre part, pour contrebalancer la puissance russe, l'Angleterre se fait octroyer Weihaiwei, au Chantong, comme port militaire, pour une période de vingt-cinq ans. Dès lors, son hégémonie ne s'exerce plus seulement sur le bassin du Yangtse, mais, en outre, enserre la Chine sur ses deux ailes, au nord et au sud, grâce à ces deux « *antennes* ».

Les impérialistes américains, eux, mènent grand tapage à propos du « *démembrement de la Chine* ». La cause véritable de cette attitude est due tout simplement au fait que, en 1898, les Etats-Unis se sont trouvés les mains liées par leur conflit avec l'Espagne au sujet de la colonie des Philippines, et qu'ils ont par suite été déçus dans leurs visées sur Weihaiwei, les Anglais les y ayant devancés. Après leur victoire sur l'Espagne, les Philippines deviennent pour eux un tremplin d'où ils comptent s'élancer sur la Chine, déclarant sans vergogne : « *Immédiatement au-delà de ce territoire, se trouve le marché aux possibilités illimitées de la Chine.* » Pendant un temps, le gouvernement américain est décidé à occuper Tinghai, des îles Tcheouchan, pour en faire une base d'agression, mais ce projet qui heurte les intérêts anglais fait long feu. En 1898, le ministre des Etats-Unis en Chine se lamente : « *La province du Tcheli exceptée, il ne reste plus guère de territoires à prendre pour les Etats-Unis.* » Cependant, les envahisseurs américains ne déclarent pas forfait pour autant. Ils vont employer d'autres tactiques d'agression, bien plus sournoises.

C'est en septembre 1899 qu'au terme de plans élaborés secrètement, le secrétaire d'Etat, John Hay, expose cette

fameuse « *politique de la porte ouverte* », qui consiste à reconnaître les « *sphères d'influence* » des diverses puissances, mais en stipulant la liberté de commerce et de navigation dans ces territoires pour tous les autres pays. De cette façon, les territoires sous la coupe des diverses puissances restent ouverts aux Etats-Unis, leur donnant la possibilité d'entrer en lice avec toute la puissance de leur capitalisme monopoliste et leur supériorité économique, pour se livrer au pillage et à l'exploitation à travers la Chine entière dans des conditions « *d'égalité de chances* ». En outre, cette formule apaise provisoirement les contradictions irréductibles entre les puissances impérialistes intéressées, et constitue par là un accord pour l'accaparement collectif du territoire chinois. Les Etats-Unis, bien entendu, n'abandonnent en rien leurs ambitions territoriales sur la Chine, et jusqu'en 1900 encore, maintiennent leurs visées sur la baie de Sancha, au nord de Foutcheou, qu'ils souhaitent occuper comme « *territoire à bail* », mais ne le peuvent à cause de l'opposition farouche du Japon.

Au cours de la période d'un peu moins de trois ans qui s'écoule de 1896 à 1898, la presque totalité des vastes territoires chinois tombe sous les « *sphères d'influence* » des diverses puissances impérialistes : la région au nord de la Grande Muraille sous la domination de la Russie tsariste, le bassin du Yangtse sous celle de l'Angleterre, le Chantong sous celle de l'Allemagne, le Foukien sous celle du Japon, et la plus grande partie du Yunnan, du Kouangtong et du Kouang-si sous celle de la France. Sur toute la longueur du littoral chinois, pourtant immense, il n'y a plus un seul port dont la Chine puisse faire une base navale pour son usage propre.

Lénine déclare avec indignation, en 1900 : « *Les gouvernements européens (et parmi eux le gouvernement russe l'un des tout premiers) ont déjà commencé ce parta-*

ge (6). » Le découpage de la Chine en zones d'influence signale un nouveau pas en avant dans le processus de semi-colonisation de la société chinoise. Les impérialistes regardent avec convoitise ce morceau de choix que constitue la Chine, et chacun rêve de se l'approprier. Ils clament haut et fort que la Chine en est à son dernier souffle, que dans quelques années ce sera un pays fini.

« *Saisie de toutes parts à la gorge* », « *où donc, sur la terre, la Chine peut-elle trouver sa place ?* » Devant le danger pressant du dépècement, un vaste mouvement se dessine parmi le peuple chinois, luttant pour sauver la nation en péril. Les grandes tempêtes anti-impérialistes, comme, notamment, le mouvement des Yihotouans (« *Milices de la justice et de la Concorde* », connues aussi sous le nom de « *Boxers* »), pointent bientôt à l'horizon, prêtes à éclater. Le groupe réformiste de la bourgeoisie, récemment évoluée, de la classe des propriétaires terriens, va essayer de sauver la nation du désastre par des méthodes allant de haut en bas, en développant le capitalisme. En 1898, le mouvement politique réformiste, qui va avoir un certain retentissement dans l'histoire, est lancé pour la première fois. Comme cette année est désignée sous l'appellation d'année « *Wou-hsiu* » dans le calendrier traditionnel chinois lunaire, on appellera donc le mouvement : « *Réforme Wou-hsiu* » ou « *Changement de méthodes Wou-hsiu* ».

2. Formation d'un courant de pensée réformiste

Le mouvement politique réformiste bourgeois dans l'histoire de la Chine moderne se développe selon un certain processus.

La pensée réformiste bourgeoise fait son apparition

(6) « La guerre de Chine », Lénine, *Œuvres*, tome 4, p. 389.

avec la naissance de l'industrie capitaliste nationale en Chine. A partir de 1870, le capitalisme national et la bourgeoisie nationale se développent en Chine et deviennent la base matérielle et l'assise de classe de la pensée réformiste bourgeoise. L'intensification de l'agression du capitalisme étranger, la montée de la crise sociale domestique en Chine, font que, après la perte de la guerre contre la France en 1885, les premières tendances de pensée réformiste se rejoignent en un courant réformiste. Puis, après la défaite devant le Japon, ce courant de pensée évolue rapidement en un mouvement politique réformiste, qui joue un rôle véritable dans la lutte, pour devenir en 1898, une réalisation politique réformiste : « *la Réforme des Cent Jours* ».

En 1870 et 1890, une cinquantaine d'entreprises capitalistes nationales sont fondées successivement dans les provinces côtières. Un processus est enclenché, par lequel une partie des commerçants, des officiels et des propriétaires terriens, ainsi que certains des intellectuels, se joignent progressivement à la bourgeoisie. Cette nouvelle bourgeoisie est mécontente de la politique du gouvernement Tsing, qui restreint le développement du capitalisme ; elle désapprouve également l'asservissement de la Chine et les crimes perpétrés par le capitalisme étranger à l'encontre de la nation chinoise. Elle commence à se rendre compte que l'attachement opiniâtre aux vieilles traditions de l'absolutisme féodal, comme les doctrines de l'école confucianiste, et les « *dissertations en huit parties* » (7), ne permet plus de répondre aux besoins nouveaux ; qu'il faut donc à toute force sortir de l'impasse et, pour ce, étudier les problèmes politiques et économiques actuels. Dans l'esprit des membres de cette nouvelle classe, seul l'Occident détient le

(7) Epreuves très formalistes des concours littéraires servant au recrutement de fonctionnaires sous le régime féodal de la Chine du XVe au XIXe siècle, qui symboliseront plus tard la culture scolastique et desséchée (N.d.T.).

remède aux maux chinois, et c'est auprès de lui qu'ils trouveront la recette pour réaliser leurs aspirations : développement d'une industrie nationale, soulagement des misères dont la nation est accablée et atténuation des contradictions sociales. Ils refusent l'oppression et le pillage impérialistes, veulent un « *Etat prospère et puissant* », mais redoutent en même temps que le gouvernement Tsing ne soit balayé par l'ouragan montant des forces révolutionnaires. C'est par la voie d'une politique réformiste qu'ils espèrent assurer son salut. Dès ses débuts, le réformisme bourgeois en Chine se montre sous un double jour : d'une part, il veut accomplir la « *réforme pour l'autorenforcement* », « *le salut et la survie* » de la nation ; de l'autre, il craint la révolution et mystifie les masses.

Le premier à formuler des théories réformistes bourgeoises de façon relativement nette, est Jong Hong, de la province du Kouangtong. C'est le premier Chinois de l'époque moderne à avoir fait des études aux Etats-Unis. Il est l'auteur d'un livre : « *L'apparition de la culture occidentale en Chine* », dans lequel il préconise que « *le savoir occidental* » soit « *inculqué à la Chine, afin que celle-ci parvienne graduellement à un état de civilisation, de prospérité et de force* ». Ce qui signifie que la Chine doit se transformer en copiant le modèle capitaliste occidental.

Aux environs de la décennie de 1880-90, les réformistes bourgeois relativement plus connus sont Wang Tao, Hsiue Fou-tcheng, Ma Kien-tchong, Tcheng Kouan-yin, entre autres. Ces hommes appartiennent aux couches moyennes et inférieures de la classe gouvernante. C'est en écrivant des livres et des documents, en publiant leurs thèses sur le changement de méthodes, qu'ils suscitent progressivement dans les milieux intellectuels un courant de pensée réformiste. Parmi les œuvres les plus marquantes, citons, de Wang Tao : « *Suite des extraits de l'œuvre de Wang Tao* » ; de Hsiue Fou-tcheng : « *Suggestions concernant la*

préparation pour l'occidentalisation » ; de Ma Kien-tchong : « *Relations des faits et dires dans le cabinet de travail de la Modération* » ; et, de Tcheng Kouan-yin : « *Avertissement pour un âge prospère* ». Ce dernier ouvrage est le plus représentatif, car il donne un aperçu relativement plus complet de la nature et des caractéristiques de la pensée réformiste d'avant la Guerre sino-japonaise. Par ailleurs, il eut aussi une plus large diffusion et une plus grande influence.

Les principales thèses présentées dans les ouvrages susdits peuvent être résumées comme suit : 1) Ils mettent en évidence les menaces présentées pour la Chine par les traités inégaux, dénoncent l'agression du capitalisme étranger. Selon leur point de vue, le seul moyen pour la Chine de sauvegarder son indépendance et sa souveraineté, est de se renforcer en adoptant le savoir occidental et en changeant de méthodes. L'étape suivante doit être l'abrogation des privilèges spéciaux extorqués par les impérialistes, ceci par la négociation de modifications de traités, etc. Cependant, pour eux, du moment que la Chine se sera « *auto-renforcée* », les impérialistes mettront un terme à leur agression, abandonneront leurs privilèges et se retireront du pays. Or, cette manière de voir n'est qu'un rêve totalement coupé de la réalité. 2) Ils réclament l'essor d'entreprises industrielles et commerciales nationales, la fondation « *d'entreprises non gouvernementales gérées par des particuliers* », et envisagent une forme d'exploitation capitaliste où « *les riches fournissent le capital et les pauvres le travail* ». Ils proposent que le gouvernement Tsing adopte une politique de « *protection du commerce* » en renforçant les douanes et en abrogeant le likin, et ils préconisent une « *guerre commerciale* » pour concurrencer le capitalisme étranger. Tout en réclamant le développement du capitalisme national, ils n'osent pas ébranler les fondations du régime féodal, c'est-à-dire le système de propriété des terres.

3) Ils veulent l'établissement d'un Parlement et l'instauration d'une monarchie constitutionnelle. Considérant que la monarchie absolue donne trop de pouvoir au monarque et que la république démocratique est trop radicale, ils optent pour un gouvernement conjoint du souverain et du peuple (système de monarchie constitutionnelle) sous lequel la dictature est exercée conjointement par la classe des propriétaires fonciers et la bourgeoisie : ce régime leur paraît le plus « *appropri* ».

Bien que les réformistes se différencient des lettrés-hobereaux ultra-conservateurs et des compradores mandarins du parti occidentaliste, ils ne souhaitent guère autre chose que de changer leur position sociale et de faire partie de la classe dirigeante. Ils préconisent la pratique d'une politique de réformisme pour résoudre la crise nationale et apaiser les contradictions de classes, sous condition de maintenir au pouvoir le gouvernement féodal des Tsing. Nous trouvons là les causes de la pusillanimité et des compromissions de ces réformistes.

Les personnalités les plus représentatives de la période postérieure du courant de pensée réformiste sont Kang Yeou-wei, Liang Tsi-tchao, Yen Fou et Tan Tse-tong.

Kang You-wei (1858-1927), natif du district de Nanhai, province du Kouangtong, vient d'une famille de bureaucrates-propriétaires fonciers dans laquelle il reçoit, dès l'enfance, une éducation féodale très stricte. Dans sa jeunesse il voyage à Hong-kong, à Changhai ; il y est exposé aux idées et coutumes occidentales et lit des œuvres qui l'initient au savoir occidental. Il trouve que, par comparaison avec l'antique système féodal chinois, le capitalisme étranger a développé une méthode de gouvernement plus progressive, et que les nations capitalistes étrangères ne peuvent plus être considérées comme « *barbares* ». Dès lors, il se penche avec plus d'attention sur le « *savoir occidental* » s'efforce de mieux comprendre la « *civilisation* »

capitaliste occidentale, voyant là la vérité salvatrice pour la Chine.

Kang Yeou-wei, figure de proue du mouvement réformiste, se trouve déjà lancé dans ses activités politiques au cours de la décennie 1880-90.

A partir de 1888, des Etats voisins étroitement liés à la Chine sont successivement annexés par l'Angleterre et la France. Le bruit de bottes des envahisseurs se rapproche de plus en plus des frontières chinoises, les signaux d'alarme se multiplient. Le peuple gronde de plus en plus fort contre les dirigeants Tsing, les « *rébellions* » éclatent à travers tout le pays, qui sombre dans le désordre. Kang Yeou-wei ressent alors avec acuité la gravité de la crise dans laquelle se débat la nation, et il appréhende la venue d'une révolution populaire. Il profite donc de son séjour à Pékin, où il prend part au concours de recrutement de fonctionnaires, pour adresser un premier mémoire de 5 000 caractères à l'Empereur. Il s'adresse en termes pleins d'angoisse au souverain Tsing : « *A l'extérieur, les puissances étrangères nous pressent de tous côtés ; à l'intérieur, les populations factieuses méditent des soulèvements. Que les troubles surgissent, et comment y fera-t-on face ?* » Kang Yeou-wei juge que, si des changements de méthodes et des réformes sont instaurés d'urgence, il est encore temps de sauver la situation ; mais que, si on laisse les choses aller, le pire est à craindre. Par ce mémoire, Kang Yeou-wei commence à transformer en propositions concrètes ses idées longuement mûries sur le changement de méthodes et ses aspirations aux réformes. Cependant, il y calomnie les masses populaires qui se préparent à la lutte anti-impérialiste et antiféodale, les traitant de « *populations factieuses* », ce qui démontre bien que « *la bourgeoisie craint le mouvement des masses PLUS que la réaction* » (8). Les propositions réformistes de développement

(8) « Deux utopies », Lénine, *Œuvres*, tome 18, p. 363.

du capitalisme présentées par Kang Yeou-wei pour le salut national sont faites également dans l'intention de prévenir la révolution.

Par la faute des manœuvres d'obstruction des mandarins ultra-conservateurs, ce mémoire n'est jamais remis à l'empereur Kouang Hsiu. Kang Yeou-wei retourne au Kouangtong et, en 1891, fonde une école qu'il appelle l'académie Wanmou. Là, il recrute des élèves parmi lesquels il forme des assistants, et élabore ses théories réformistes. C'est à cette époque que Liang Tsi-tchao adopte Kang Yeou-wei comme maître, devenant plus tard son principal adjoint dans le mouvement réformiste.

Pour propager le réformisme, Kang Yeou-wei compose, parallèlement à ses cours, deux ouvrages : « *Recherches sur les classiques apocryphes* » (1891) et « *Recherches sur la réforme des institutions entreprise par Confucius* » (commencé en 1892, publié en 1897), ainsi que d'autres écrits majeurs sur la réforme et le changement de méthodes.

Inévitablement, les demandes d'amendements politiques des réformistes bourgeois devaient déboucher sur une offensive contre la pensée confucianiste, pilier de l'ordre ancien. Le livre « *Recherches sur les classiques apocryphes* » a été écrit par un Kang Yeou-wei animé d'un vif ressentiment à l'encontre de la vieille thèse qui soutient : « *N'ayez même pas l'audace de parler de changement au sujet des coutumes ancestrales.* » La base théorique sur laquelle se fondent les ultras pour s'opposer au changement de méthodes, ce sont les classiques confucéens. Pour surmonter cet obstacle, il faut donc que Kang Yeou-wei se trouve dans ces classiques des références qui justifient ses options. Il déclare que plusieurs versions des classiques confucéens révérés par les générations successives de dirigeants sont en fait apocryphes, que ce sont de faux textes « *forgés* » par Lieou Hsin pour aider l'usurpateur Wang

Mang à se saisir du pouvoir des Han, et non les « *œuvres authentiques* » de Confucius. De cette manière, Kang Yeou-wei réussit à amener les gens à douter des écrits portés aux nues comme « *livres sacrés* » par les confucianistes, et secoue quelque peu le vieil ordre vétuste et étouffant.

Dans un autre ouvrage « *Recherches sur la réforme des institutions entreprise par Confucius* », Kang Yeou-wei, pour les besoins de sa cause, présente Confucius comme le précurseur de la méthode qui consiste à se fonder sur l'autorité des anciens pour effectuer les réformes » ; il allègue que Confucius faisait appel « *aux sages et aux rois de l'antiquité* » pour pouvoir mettre en œuvre ses propositions de « *réforme des institutions* » politiques. Ceci en dépit du fait que Confucius, en réalité, était le défenseur opiniâtre du système esclavagiste et a toujours été un conservateur opposé à toute réforme et à tout progrès. A cette époque, le confucianisme n'était donc déjà plus qu'une façade vide. D'ailleurs, sa vie durant, ce conservateur intraitable de l'ordre établi, qui toujours s'attacha à « *transmettre (l'ancienne culture) sans créer* », n'entreprit jamais la moindre « *réforme des institutions* ». Kang Yeou-wei crée un Confucius « *réformateur* » pour avoir en la personne du « *Sage* » une caution pour ses propres thèses réformistes ; une telle référence voulait désarmer la clique des ultra-conservateurs.

Objectivement, les idées de Kang Yeou-wei ébranlent la pensée confucianiste de l'époque et entament par là le pouvoir féodal qui domine le pays. Aussi s'attirent-elles les persécutions des forces ultra-conservatrices. A plusieurs reprises, les deux ouvrages susdits sont interdits et détruits.

Les « *Recherches sur les classiques apocryphes* » et les « *Recherches sur la réforme des institutions entreprise par Confucius* » développent l'idée de « *se fonder sur l'autori-*

té des anciens pour réformer les institutions », établissent la base théorique pour le changement de méthodes préconisé par les réformistes bourgeois, deviennent une arme idéologique dans le combat mené contre les forces féodales, et préparent l'opinion pour le mouvement réformiste de 1898. Mais, à cause de la faiblesse foncière de la bourgeoisie chinoise, la pensée politique de Kang Yeou-wei se trouve dans son contenu entachée de fortes traces de féodalisme et apparaît extrêmement équivoque. Pourquoi donc Kang Yeou-wei tient-il à « *se fonder sur l'autorité des anciens pour réformer les institutions* » ? D'après ce qu'il admet lui-même : « *Si un lettré non fonctionnaire d'Etat veut réformer les institutions, il cause un scandale ; aussi vaut-il mieux se référer aux anciens rois, pour que les gens ne soient pas choqués et que les calamités puissent être évitées.* » Ces « *lettrés non fonctionnaires d'Etat* » de la bourgeoisie réformiste, qui n'ont encore pu acquérir aucun pouvoir, rêvent en fait d'endosser un jour l'habit retaillé de Confucius, afin d'écarter la pression des ultras et d'entreprendre changements et réformes. La faiblesse et la pusillanimité, vices inhérents au groupe des réformistes bourgeois, font que s'ils se « *rebellent* », s'ils entreprennent des « *réformes d'institutions* », ce n'est qu'avec la plus grande timidité.

Kang Yeou-wei écrit encore « *Le Livre de la Grande Harmonie* ». Dans cette œuvre, guidé par le principe directeur du réformisme bourgeois, il emprunte aussi bien au fonds idéologique du féodalisme que du capitalisme occidental, en y ajoutant sa propre pensée, pour brosser le tableau d'un utopique « *monde de grande harmonie* ». Selon « *Le Livre de la Grande Harmonie* », le monde des hommes est un monde de souffrances, où tous ont leurs peines : riches et pauvres, nobles et roturiers, rois et hommes du peuple. L'auteur déclare qu'il faut transformer ce « *monde de souffrances extrêmes* » en un « *monde de*

bonheur extrême », « *sans propriété privée, sans classes, sans clans, sans Etats, sans rois, où tous les hommes s'aimeront et seront égaux, vivant sans crainte ni inquiétude* ». Kang Yeou-wei redoute « *les rigueurs de fer et de sang* » d'une révolution bourgeoise ; « *le fer et le sang* » d'une révolution prolétarienne lui font bien plus peur encore. Aussi adjure-t-il les hommes de faire preuve de « *nature humaine* » et de montrer « *un esprit de compassion* » : qu'ils se donnent la main, s'embrassent, et rejettent les rigueurs de fer et de sang de la révolution. Mais, « *dans la société de classes, il n'existe de nature humaine que revêtue d'un caractère de classe* » (9).

C'est en se figurant que la classe des propriétaires fonciers n'avait qu'une « *nature humaine* » que Kang Yeou-wei déclarait : « *l'homme est doté de l'esprit de compassion* », et s'opposait à la révolution. Il se leurrait en pensant pouvoir éliminer la lutte des classes, atténuer les contradictions de classe, « *unir dans l'harmonie* » les classes opprimées sous la bannière des propriétaires fonciers et avancer vers « *la grande harmonie* » d'un monde « *sans classes* ». Avec de telles théories, il ne pouvait qu'induire les autres en erreur en se trompant soi-même.

La route menant vers « *la grande harmonie* » ne pouvait être autre que celle de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat.

La formation de ce courant de pensée réformiste bourgeois a bien préparé l'opinion publique pour que soit lancé le mouvement politique réformiste à la suite de la Guerre sino-japonaise de 1894-95. Mais les activités réformatrices de Kang Yeou-wei se sont appuyées sur les deux plus hautes autorités féodales : l'une étant l'autorité politique de l'empereur, l'autre l'autorité de la théorie confucéenne.

---

(9) « Interventions aux causeries sur la littérature et l'art à Yenan », *Textes choisies de Mao Tsé-toung*, p. 299. E.P.

Ce point démontre de façon évidente que le parti réformiste bourgeois est resté attaché, dans le domaine de la ligne politique et idéologique, avec la classe dirigeante féodale par une multitude de liens, et ceci, dès ses débuts mêmes.

3. Présentation de mémoires à l'Empereur

La défaite désastreuse dans la Guerre sino-japonaise et la signature du « *Traité de Shimonoseki* » avaient suscité parmi toutes les couches sociales de la population chinoise un vif ressentiment. « *Les larmes coulaient des yeux de quatre cents millions d'hommes* » — tous exigeaient la résistance à l'agression et le refus de signer le traité. C'est au milieu de cette immense vague de « *sauvetage pour la survie de la nation* » que le mouvement politique du réformisme bourgeois est né.

En avril 1895, les « *tsiujen* » (10) des diverses provinces se présentent au concours à l'échelon supérieur, qui a lieu dans la capitale, à Pékin. C'est alors que Kang Yeou-wei et d'autres encore ayant pu se renseigner sur l'ensemble du contenu du « *Traité de Shimonoseki* », en sont profondément choqués et font signer une pétition collective par les candidats au concours, demandant que le gouvernement Tsing refuse de signer cet acte de félonie. Les « *tsiujen* » des diverses provinces répondent promptement à l'appel et se précipitent au Censorat pour y remettre leur pétition. Pendant quelques jours, une foule de gens discutant avec fougue s'agglutine aux portes du Censorat et une gigantesque vague de protestation contre la signature du traité submerge la capitale en effervescence.

Constatant l'intensité du sentiment patriotique des « *tsiujen* », Kang Yeou-wei pense qu'il peut l'utiliser pour donner plus de force à son mouvement de réformes. Il dé-

(10) Candidats ayant passé le concours littéraire à l'échelon provincial.

cide de rallier tous les « *tsiujen* » à Pékin, afin de présenter un mémoire de plus grande envergure. Il se met immédiatement à l'ouvrage et prépare un projet de mémoire destiné à l'Empereur, long de quatorze mille caractères. Dans ce deuxième mémoire, Kang Yeou-wei déplore la gravité des conséquences qu'auront l'abandon de territoires et le paiement d'indemnités. Il insiste particulièrement sur le fait qu'en cédant Taiwan, on s'aliène la sympathie de la population et on appâte les autres puissances impérialistes, alléchées par le butin. « *Avec la menace de l'extérieur et la désunion à l'intérieur, la catastrophe fond sur nous.* » Il demande que l'Empereur « *publie un décret qui encourage la population, déménage la capitale pour mieux assurer la sûreté de l'Etat, entraîne des troupes pour renforcer le pays, entreprenne des réformes pour consolider le gouvernement* ». Il ajoute que les trois premières suggestions sont « *des expédients pour faire face à l'ennemi dans l'immédiat* » ; seules les réformes peuvent « *rendre le pays souverain et puissant* » à long terme. Dans ce domaine, Kang Yeou-wei propose des mesures pour assurer « *la prospérité nationale* », « *la vie de la population* » et « *l'éducation de la population* », ainsi qu'un système de « *Conseil* » (l'équivalent du Parlement). C'est le programme politique réformiste : développement du capitalisme national et établissement d'une monarchie constitutionnelle.

Kang Yeou-wei ayant écrit ce mémoire de plus de dix mille caractères, mille trois cents et quelques « *tsiujen* » se réunissent au temple de Songyun et y apposent leurs signatures. Le 2 mai, il est remis au Censorat. C'est le fameux épisode de « *la présentation de mémoire par les utilisateurs des chars officiels* ». (Cette expression fait allusion à la coutume de la dynastie Han de faire monter dans les chars officiels les candidats ayant réussi aux concours provinciaux pour les conduire dans la capitale. Plus tard, le terme « *utilisateur de char officiel* » désigna tout

« *tsiujen* » se rendant dans la capitale pour participer au concours de la métropole.)

Ce mémoire ne parvient pas à Kouang Hsiu, mais cette action politique brise néanmoins l'interdit que la dynastie Tsing fait peser de longue date sur « *l'intervention des lettrés* » dans les affaires d'Etat. Les propositions de réformes se propagent rapidement dans tout le pays, et Kang Yeou-wei devient le chef du réformisme, sur qui l'attention de toute la Chine est braquée. L'épisode de la remise de cette pétition représente un tournant dans l'histoire du réformisme, c'est le point où ce courant de pensée qui a mûri depuis de longues années commence à se transformer en un mouvement réformiste qui est également un combat politique.

Le deuxième jour après la présentation du mémoire, les résultats du concours sont publiés. Kang Yeou-wei obtient le grade de « *kinche* » (11) et il est nommé secrétaire-adjoint au bureau de l'industrie, un poste de fonctionnaire mineur. Il ne prend pas sa charge. A la fin du mois de mai, il adresse à l'Empereur un troisième mémoire, dont la substance est, dans l'ensemble, similaire au précédent mémoire des « *tsiujen* », et dans lequel il souligne les raisons d'effectuer rapidement des réformes. Sous la pression de l'opinion publique, le Censorat du gouvernement Tsing remet la pétition à Kouang Hsiu. L'Empereur se rend compte à la lecture que les propositions de réforme qu'elle contient répondent précisément aux nécessités de consolider le règne des Tsing et sa propre position. Il y attache donc le plus grand intérêt.

« *L'intérêt* » et « *l'appréciation* » de l'empereur Kouang Hsiu semblent apporter un rayon d'espoir pour le mouvement réformiste. En réalité, les choses ne sont pas aussi simples. Avec la lutte acharnée que se livrent les

(11) Candidat ayant réussi l'épreuve de l'examen dans la capitale (N.d.T.).

puissances impérialistes pour accaparer des territoires chinois grâce à toutes sortes de manœuvres politiques, les dissensions entre les deux factions au sein de la clique dirigeante des Tsing s'exacerbent au fil des jours. La première est le « *parti de l'impératrice douairière* », avec à sa tête l'impératrice Tse Hsi, qui tient les rênes du pouvoir central et régional. Ce parti veut maintenir l'ordre ancien, s'oppose aux réformes et vend les droits souverains de la Chine contre la protection des impérialistes, en particulier de la Russie tsariste. La seconde, le « *parti de l'empereur* » est conduite par l'empereur Kouang Hsiu ; ne se résignant pas à sa position de fantoche, celui-ci espère en l'aide de quelque autre puissance impréialiste qui lui permette de contrebalancer les forces du parti de l'impératrice douairière. Le parti de l'Empereur ne comprend que quelques mandarins sans véritables pouvoirs. Aussi attache-t-il de l'importance aux activités des réformistes, qu'il souhaite utiliser pour damer le pion à ses adversaires. L'Empereur a comme tuteur Weng Tong-ho, qui est également président de la Commission du Trésor, Grand Conseiller et mandarin de première classe. Ce dernier, contrevenant aux règles de l'étiquette, condescend à rendre visite au petit secrétaire-adjoint qu'est Kang Yeou-wei. Au cours de leur conversation, Kang Yeou-wei plaide la cause du réformisme devant cet important partisan de l'Empereur. Weng exprime son approbation et révèle à son interlocuteur un secret de la cour : la sujétion de Kouang Hsiu à l'impératrice douairière Tse Hsi, la véritable puissance derrière le trône. Il laisse percer ses inquiétudes quant à l'avenir du mouvement réformiste. L'existence de relations plus proches entre le parti de l'Empereur et les réformistes renforce les illusions de ces derniers sur la possibilité de compter sur l'Empereur et les grands de la Cour pour réaliser des réformes politiques.

Cependant, l'événement de « *la présentation de mémoi-*

res par les utilisateurs de chars officiels » a créé une atmosphère nouvelle pour le mouvement réformiste. Pour se ménager l'appui d'un plus grand nombre de lettrés-hobereaux et d'intellectuels de la classe des propriétaires fonciers, les réformistes bourgeois ont une tâche urgente à remplir : propager leur pensée et préparer l'opinion aux réformes. C'est pourquoi, tout en écrivant des pétitions à l'Empereur et établissant des contacts avec les grands de la cour, Kang Yeou-wei et ses amis déploient de grandes activités : publication de journaux et revues, fondation de sociétés et écoles.

En août 1895, Kang Yeou-wei réunit lui-même les fonds pour lancer un journal à Pékin, le « *Wankouo Kongpao* » *(« Communiqué international »)*, rebaptisé en décembre « *Tchongwai Kiwen* » *(« Bulletin de la Chine et de l'étranger »)*. Dans ce journal paraissent des articles écrits par les principaux disciples de Kang Yeou-wei : Liang Tsi-tchao, Mai Meng-houa, qui propagent le savoir occidental et préconisent les réformes. A ses débuts, le journal est imprimé à mille exemplaires et distribué gratuitement aux fonctionnaires à Pékin, en même temps que le « *Kingpao* » *(« Gazette de la capitale »)*, qui publie exclusivement les décrets impériaux, mémoires à l'Empereur et autres documents officiels. Bientôt, le tirage du « *Bulletin* » atteint le chiffre de trois mille exemplaires. Le premier journal édité par les réformistes bourgeois éveille l'intérêt des lettrés-fonctionnaires, « *leur ouvre progressivement les yeux sur l'utilité d'un renouvellement* ».

Dans le domaine de l'organisation, les réformistes adoptent la méthode de fonder des sociétés pour entreprendre des activités politiques, réunir des forces et mener leur propagande. Grâce aux efforts de Kang Yeou-wei, un mandarin du parti de l'Empereur, Wen Ting-che peut organiser, en août, le « *Tsiang Hsiue Houei* » (Société pour l'étude du renforcement) à Pékin. Cette société a quelques

dizaines de membres, les réformistes Tchen Tche et Liang Tsi-tchao en sont respectivement les président et secrétaire. En dehors des fonctionnaires du parti de l'Empereur, Yuan Che-Kai, cet intrigant consommé, chargé à l'époque d'entraîner les troupes à Hsiaotchan, près de Tientsin, réussit à s'infiltrer dans le « *Tsiang Hsiue Houei* ». Des mandarins, seigneurs de la guerre opportunistes comme Tchang Tche-tong et Lieou Kouen-yi, vont même jusqu'à verser une contribution de cinq mille taëls chacun. Des réunions sont tenues tous les quelques jours, et des orateurs y font des interventions sur « *l'étude du renforcement de la Chine* ». Dans le manifeste écrit à l'occasion de la création de la société, Kang Yeou-wei décrit en ces termes la menace imminente, conséquence de l'agression impérialiste : « *Les flots d'une mer en furie se déchaînent ; jour et nuit, le grondement du canon résonne à nos oreilles.* » Il lance un appel angoissé aux officiels féodaux et aux lettrés à se lever pour sauver la nation du péril qui la presse.

L'apparition du Tsiang Hsiue Houei intéresse fort les impérialistes anglais et américains. Ils voudraient bien profiter de cette occasion pour amener sous leur influence le parti de l'Empereur et les personnalités réformistes, et faire servir leur intérêt au Tsiang Hsiue Houei dans le conflit qui les oppose à la Russie. Les légations anglaise et américaine en Chine expriment immédiatement le désir de fournir livres et équipements à la société ; le missionnaire anglais Timothy Richard et le missionnaire américain Gilbert Reid se hâtent vers Pékin et font des pieds et des mains pour se faire admettre dans les rangs du Tsiang Hsiue Houei. Timothy Richard écrit un long mémoire exhortant l'empereur Kouang Hsiu à adopter une « *politique de réformes* ». Sous ce prétexte, T. Richard glisse dans son épître la proposition que le gouvernement Tsing engage « *deux Occidentaux dignes en tout point de confiance,*

pour élaborer conjointement avec le gouvernement une politique appropriée ». L'un de ces deux Occidentaux sera, bien sûr, T. Richard lui-même. Il propose également la création d'un « *Ministère des Réformes* » qui deviendrait l'organe directeur pour l'élaboration et la mise en œuvre de nouvelles politiques et dont le corps de responsables serait constitué, par moitié, d'éléments impérialistes notoires tels que Robert Hart, Inspecteur général des Douanes impériales chinoises, Charles Addis, directeur de la Hong Kong and Shanghai Bank, entre autres. La vraie nature colonialiste de la « *politique nouvelle* » est ici mise à nu. Si ces propositions avaient été agréées, la Chine entière tombait sous la coupe des impérialistes.

Les activités et suggestions de ces impérialistes en habits de missionnaires ne sont pas couronnées de succès, mais ne manquent pas, cependant, d'aggraver la dépendance des mandarins du parti de l'Empereur vis-à-vis des impérialistes anglais et américains, comme de renforcer les illusions des réformistes bourgeois au sujet des impérialistes, dont ils souhaitaient la coopération pour « *promouvoir* » conjointement l'essor de leur mouvement.

En novembre de la même année, Kang Yeou-wei fonde une succursale du Tsiang Hsiue Houei à Changhaï. En janvier de l'année suivante, paraît un quotidien : le « *Tsiang Hsiue Pao* » (Journal pour l'étude du renforcement). A présent, le Tsiang Hsiue Houei de Pékin et sa filiale changhaïenne comptent une cinquantaine de membres, dont les principaux éléments actifs viennent des rangs des réformistes bourgeois. Avec la montée de ces forces, les forces ultra-conservatrices, dont le parti de l'impératrice douairière constitue le noyau dur, pressentent un grave danger pour elles et redoublent leurs efforts pour empêcher toute réforme. Une clameur s'élève : « *plutôt l'annihilation nationale que les réformes !* » En janvier 1896, le censeur Yang Tchong-yi (parent de Li Hong-tchang par

alliance) est le premier à agir : il écrit au Trône pour dénoncer le Tsiang Hsiue Houei comme association aux visées intéressées et le « *Tchongwai Kiwen* » comme feuille de propagande du savoir occidental. L'impératrice Tse Hsi saute sur l'occasion et donne ordre à l'Empereur d'interdire le Tsiang Ksiue Houei et proscrire le « *Tchongwai Kiwen* ». Tous ceux des fonctionnaires qui ont l'échine souple devant le pouvoir se hâtent de démissionner de la société. Le gouverneur du Liangkiang, Tchang Tche-tong, qui a « *soutenu* » le Tsiang Hsiue Houei pendant un temps, change très vite d'attitude, coupe les subsides et ordonne la cessation des activités de la branche de Changhaï, y compris la parution du « *Tshiang Hsiue Pao* ».

La fermeture du Tsiang Hsiue Houei à Pékin et à Changhaï ne peut, cependant, mettre un terme à son influence sur les esprits. L'habitude de discuter l'événement politique est prise désormais, et le mouvement réformiste continue à se développer dans tout le pays.

En août 1896, les réformistes reviennent à la charge en fondant, à Changhaï, le « *Che Wou Pao* » (« *Affaires contemporaines* », périodique paraissant tous les dix jours), avec Liang Tsi-tchao comme rédacteur en chef. Liang Tsi-tchao (1873-1929) est né à Hsinhouei, province du Kouangtong, dans une famille de petits propriétaires fonciers bureaucrates. C'est un excellent propagandiste, qui manie la plume avec brio, et il est devenu le principal collaborateur de Kang Yeou-wei, si bien que les gens de l'époque désignent communément ce tandem sous l'appellation conjuguée de « *Kang-Liang* ». Dans le Che Wou Pao, Liang Tsi-tchao continue à rédiger des articles pour la propagande du savoir occidental et du réformisme, tels que les « *Commentaires d'ordre général sur la réforme* ». Leur substance neuve, leur style aisé, leur valent la popularité auprès des milieux intellectuels. En quelques mois, le Che Wou Pao atteint un tirage de plus de dix mille

exemplaires et se révèle le périodique le plus influent du mouvement réformiste.

Au moment où ce mouvement monte vers son apogée à Pékin et à Changhaï, le Hounan entre aussi en action et devient la province la plus active de Chine à l'époque. Après la fin de la guerre sino-japonaise, Tan Tse-tong, Tang Tsai-tchang et d'autres fondent une société à Lieouyang pour la propagation de la réforme. Tan Tse-tong (1865-1898) est natif de Lieouyang, province du Hounan. Il est d'une famille de propriétaires fonciers bureaucrates. La signature du « *Traité de Shimonoseki* » l'indigne au plus haut point, et lui fait dire que cette action « *équivaut à abandonner les vies de quatre cents millions de chinois aux mains de l'ennemi* ». En 1896, il écrit à Nankin une « *Etude sur la bienveillance* », ouvrage dans lequel il lance un appel vigoureux à « *briser les entraves* » de l'éthique féodale et secouer l'ordre féodal dominant. Bien qu'il haïsse la morale féodale, Tan Tse-tong n'ose, pourtant, s'attaquer de front au père de cette doctrine, Confucius. Tout en maudissant le régime autocratique féodal qui dure depuis deux mille ans, il soutient l'action réformiste de l'empereur Kouang Hsiu et travaille dans ce sens. Ces faits démontrent que, malgré la présence de figures généreuses et braves comme Tan Tse-tong dans ses rangs, le groupe des réformistes bourgeois, par sa faiblesse fondamentale, est incapable de se dépêtrer des liens que le féodalisme a tissés autour de lui comme une gigantesque toile d'araignée. En 1897, le gouverneur du Hounan Tchen Pao-tchen, son juge provincial (responsable du droit criminel de la province) Houang Touen-hsien, son Chancelier littéraire (responsable de la culture et de l'éducation provinciales) Kiang Piao, ainsi que le successeur de ce dernier, Hsiu Jen-tchou, approuvent tous les réformes. En octobre de la même année, Tchen Pao-tchen ouvre une Ecole des Affaires contemporaines à Tchangcha, province

du Hounan, et y invite Liang Tsi-tchao pour y remplir le poste de maître-enseignant, avec Tang Tsai-tchang, notamment, comme assistant. Ceux-ci se font les avocats du concept des « *droits du peuple* » et de la réforme. Au printemps de l'année suivante, Tan Tse-tong fonde le « *Nan Hsiue Houei* » (« *Société pour l'étude du Sud* »), dont le siège est installé à Tchangcha, avec des succursales dans les sous-préfectures et districts. Au Nan Hsiue Houei de Tchangcha, se tiennent hebdomadairement des réunions où l'on écoute des conférences. « *Plus de mille personnes participent à chaque réunion* », « *on y exalte le patriotisme et on y cherche le moyen de sauver la nation* ». Ces activités commencent à tenir un rôle important dans le mouvement réformiste au Hounan. En même temps, sont fondés successivement à Tchangcha le « *Hsiang Hsiue Hsinpao* » (« *Nouveau Journal d'études du Hounan* » ; paraissant tous les dix jours, rebaptisé plus tard le « *Hsiang Hsiue Pao* » ou « *Journal du Hounan* »), et le « *Hsiang Pao* » (« *Quotidien du Hounan* »), qui publient plusieurs articles à tendance réformiste et préconisent un système constitutionnel de « *gouvernement conjoint par le monarque et le peuple* ».

Quant à Kang Yeou-wei, après l'interdiction du Tsiang Hsiue Houei, il est entré au Kouangtong, où il continue à enseigner à l'Ecole Wanmou. En 1897, il fonde encore le « *Tche Hsin Pao* » (« *Connaissances nouvelles* ») à Macao, avec son frère cadet Kang Kouang-jen comme rédacteur en chef. Ce journal jouera un rôle important dans la propagation des idées réformistes dans le sud de la Chine. Au printemps de la même année, Kang Yeou-wei se rend à Koueilin pour y enseigner, et organise le « *Cheng Hsiue Houei* » (« *Société de la doctrine sacrée* »). Partout où il va, Kang Yeou-wei garde à l'esprit les « *préceptes sacrés* » de Confucius, dont il se sert comme d'une bannière de ralliement.

A Tientsin, des penseurs bourgeois novateurs comme Yen Fou, fondent successivement, entre octobre et décembre 1897, le « *Kouo Wen Pao* » (quotidien des « *Nouvelles nationales* »), et le « *Kouowen Houeipien* » (« *Recueil des Nouvelles nationales* », revue paraissant tous les dix jours). Ces publications encouragent le réformisme et font connaître des œuvres théoriques de la bourgeoisie occidentale, telles que « *Evolution and Ethics* ».

Yen Fou (1853-1921) est natif de Houkouan (aujourd'hui Foutcheou), province du Foukien. Il vient d'une famille de propriétaires fonciers. En 1867, il entre à l'école navale de Foutcheou. En 1877, il part en Angleterre faire des études dans la marine. En 1880, il est nommé directeur de l'Ecole navale Peiyang à Tientsin, poste qu'il occupe durant vingt ans. L'une des plus éminentes parmi les personnalités de la Chine moderne qui cherchèrent la vérité à l'Occident, Yen Fou a pour mérite principal d'avoir introduit en Chine de manière relativement systématique les théories socio-politiques de la bourgeoisie occidentale. C'est après la défaite de la Chine dans la guerre sino-japonaise que Yen Fou a commencé, en décembre 1897, à traduire « *Evolution and Ethics* » ouvrage qui paraît en feuilleton dans le « *Kouowen Houeipao* », puis est édité sous forme de livre l'année suivante.

« *Evolution and Ethics* », de l'Anglais Aldous T. Huxley, a été traduit par Yen Fou sous le titre de « *L'évolution naturelle* ». La première moitié de l'ouvrage est matérialiste : elle traite de l'évolution biologique selon Darwin. La deuxième moitié est idéaliste : elle enveloppe les théories darwiniennes sociales réactionnaires. Yen Fou se fonde sur le principe évolutionniste de la « *survie du plus apte* » pour tirer la sonnette d'alarme aux oreilles du peuple chinois et le prévenir du danger qui menace sa patrie. Il appelle avec force un changement, des réformes,

sans quoi « *les plus forts vaincront les plus faibles* », « *les faibles périront* », et la Chine disparaîtra en tant que nation. Les théories sociales darwiniennes, en fait, servaient la politique impérialiste de la raison du plus fort ; mais, dans le contexte chinois de l'époque, Yen Fou les utilise pour appuyer sa campagne contre l'agression et pour le salut national, quand il exhorte le pays « *à se renforcer pour protéger la race* » et assurer sa survie. Aussi la publication de « *L'évolution naturelle* » émeut-elle la Chine entière. Kang Yeou-wei juge que Yen Fou, en traduisant « *L'évolution naturelle* », s'est taillé « *la première place dans le domaine du savoir occidental en Chine* ». Lou Sin, dans ses mémoires, narrant ses souvenirs d'étudiant à l'école navale de Nankin, écrit : *dès que j'avais du temps libre, je mangeais des galettes, des cacahuètes, des piments et lisais « l'évolution naturelle », ce qui donne une idée du retentissement de cette œuvre.* »

A l'époque, Yen Fou publie également d'autres ouvrages politiques, importants, notamment, « *Aux origines de la puissance* » et « *Réfutation de Han Yu* ». Il y fait état des positions réformistes, présente des thèses radicales qui recommandent « *le respect du peuple et la déloyauté envers le souverain, la place au présent aux dépens du passé* » ; avec audace, il honore les penseurs légistes représentés par Sun Tse et critique la voie confucianiste exaltée par Han Yu. En cette période, le « *Che Wou Pao* » de Changhaï et le « *Kouo Wen Pao* » de Tientsin deviennent, dans leurs régions respectives, le sud et le nord, des forces qui entraînent l'opinion. Les efforts de Yen Fou pour propager la pensée bourgeoise occidentale et promouvoir la réforme des institutions ont joué un rôle important (12).

(12) Yen Fou, s'il propagea la théorie de l'évolution, n'avança pas dans le sens du courant de l'histoire. Tout au contraire, après le fiasco de la Réforme de 1898, il se montra de plus en plus rétrograde sur le plan politique. Lancé sur cette pente déclinante, d'un Chinois progressif, il devint un avocat de la restau-

Immédiatement après la présentation du mémoire par les candidats provinciaux, les réformistes bourgeois se mettent à fonder dans toute la Chine, sociétés, écoles et journaux. C'est pour leur mouvement une étape importante grâce à laquelle les forces sont organisées et l'opinion publique préparée. Ce grand essor donne naissance, entre 1895 et 1898, à plus de trois associations, écoles et organismes de presse, principalement dans les provinces du Kiangsou, du Hounan, du Tcheli et du Kouangtong. Les réformistes ne constituent qu'une infime partie de la population, mais leur influence a donné une telle envergure à leur mouvement que celui-ci devient, d'ores et déjà, un courant politique irrésistible.

4. Lutte entre forces réformistes et conservatrices

Dans l'histoire de la Chine moderne, la Réforme de 1898 constitue une étape dans l'évolution de la lutte entre l'ordre ancien et le nouveau ; dans ce cas, entre le féodalisme et la bourgeoisie. Kang Yeou-wei, Liang Tsi-chao, Tan Tse-tong, Yen Fou et autres réformistes bourgeois représentent les couches supérieures de la bourgeoisie apparues sur la scène politique, qui essayent, par la voie réformiste des « *actions entreprises dans le respect de l'ordre des choses* », de « *changer* » les règles établies par la classe des propriétaires fonciers tout en maintenant le nouvel ordre de la bourgeoisie. De leur côté, les dirigeants féodaux ultra-conservateurs de la dynastie Tsing, se cramponnant à leur doctrine : « *le Ciel est immuable, immuable est la Voie* » et soutenant obstinément que la voie de Confucius et de Mencius, et l'ordre établi par les ancêtres

ration impériale ; d'un adversaire du confucianisme et partisan du légisme, il déchut jusqu'à devenir un défenseur de Confucius. C'était la conséquence inéluctable de son adhésion tenace au point de vue réformiste bourgeois.

sont intangibles, ne peuvent tolérer la moindre réforme proposée par la bourgeoisie.

Le Grand Conseiller Hsiu Tong, membre de la faction ultra-conservatrice, clame publiquement : « *Plutôt l'annihilation nationale que les réformes !* » En même temps, Tchang Tchen-tong, haut fonctionnaire du Parti occidentaliste, laisse tomber le masque : il n'est plus question de soutenir les réformes ; au lieu de cela, il accuse les réformistes de « *trahison envers les Classiques et la Voie* » et accuse les propagateurs de leur pensée de « *disséminer l'hérésie et la violence sous le ciel* ». En outre, en mars 1898, dans le but de saboter les réformes et « *d'écarter les calamités de la Chine* », Tchang écrit « *Exhortation à l'étude* ». Il y prône « *les principes radicaux comme moyen de rectifier les cœurs* » et « *les relations avec les nations comme moyen d'ouverture des esprits* ». C'est-à-dire, selon lui, que la doctrine de Confucius et de Mencius est le principe essentiel, immuable, pour rectifier le cœur des hommes ; les activités dans les domaines du commerce, de l'éducation et de la presse, par contre, peuvent être entreprises partout où elles s'avèrent possibles. En bref, il s'agit là d'une nouvelle version de la vieille rengaine de « *l'occidentalisation* », c'est-à-dire « *le savoir chinois comme substance, le savoir occidental comme attribut* ». L'impératrice douairière, à la lecture de ces propos venant à la rescousse du régime féodal, porte l'ouvrage aux nues. Kouang Hsiu, lui aussi, en apprécie fort les proclamations de respect pour le droit du souverain, et ordonne qu'il soit imprimé et publié dans tout les pays, « *que par la puissance du Trône il en soit fait ainsi et qu'il soit spontanément disséminé partout en deçà des mers* ». Des tyrans locaux notoires du Hounan comme Wang Hsien-kien (président de l'Académie Yuélou) et Yeh Te-houei, réunissent une bande d'extrémistes et, levant le drapeau de la « *défense de la Voie sacrée* », attaquent les réformistes,

les traitant de « *parti de factieux ne connaissant ni père ni souverain* ». Le conflit qui dresse la bourgeoisie, désireuse de réformes, contre la classe des propriétaires fonciers, obstinément attachée à l'ordre ancien, devient aigü. Un combat acharné se noue entre deux classes et deux lignes politiques.

Dans l'histoire de la Chine moderne, la querelle des confucéens et des légistes a pour thème la révolution démocratique bourgeoise. La différence avec la Chine féodale est que, à cette époque, la bourgeoisie ne se contente pas de continuer la tradition légiste en réclamant seulement des réformes, mais en plus s'est imprégnée des idées bourgeoises occidentales concernant l'évolution et les « *droits du peuple* ». Elle s'en sert pour contrer les thèses de la faction ultra-conservatrice, qui tient à l'absolutisme féodal, à la restauration de l'ordre ancien et au retour en arrière. Dans ce contexte, par conséquent, la lutte entre les deux courants de pensée, légiste et confucianiste, se manifeste sous forme d'une lutte de la bourgeoisie contre le féodalisme et l'impérialisme dans le domaine politique.

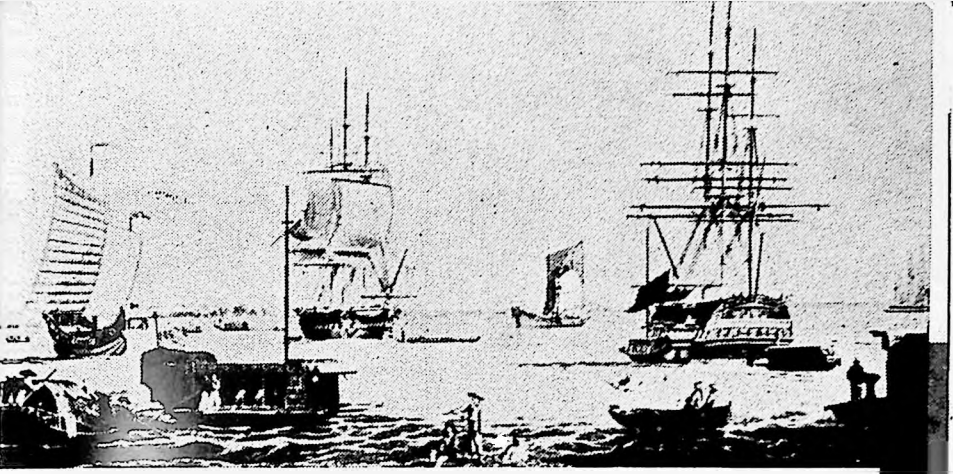
Avant la Réforme de 1898, Yen Fou s'était montré l'une des figures les plus éminentes du groupe réformiste bourgeois dans le mouvement pro-légiste et anti-confucianiste. Un débat passionné s'est engagé au cours de cette période sur toutes les tribunes : presse, livres, mémoires, écoles (ou académies), les protagonistes étant les réformistes bourgeois et les ultra-conservateurs de la classe des propriétaires fonciers. Cette polémique comporte trois thèmes essentiels :

1) Faut-il ou non une réforme ? Le groupe ultra-conservateur s'accroche à la thèse réactionnaire de la doctrine confucianiste : « *le Ciel est immuable, immuable est la Voie* », pour s'opposer aux réformes, ainsi qu'à tout changement du régime absolutiste féodal. Ils clament : « *L'ordre établi par les ancêtres ne peut être modifié* ».

En effet, entre l'absolutisme féodal et la voie de gouvernement de Confucius et de Mencius, il existe un accord profond, et, pour ses défenseurs, tout changement amènera « *calamités et désordres dans l'Etat* ».

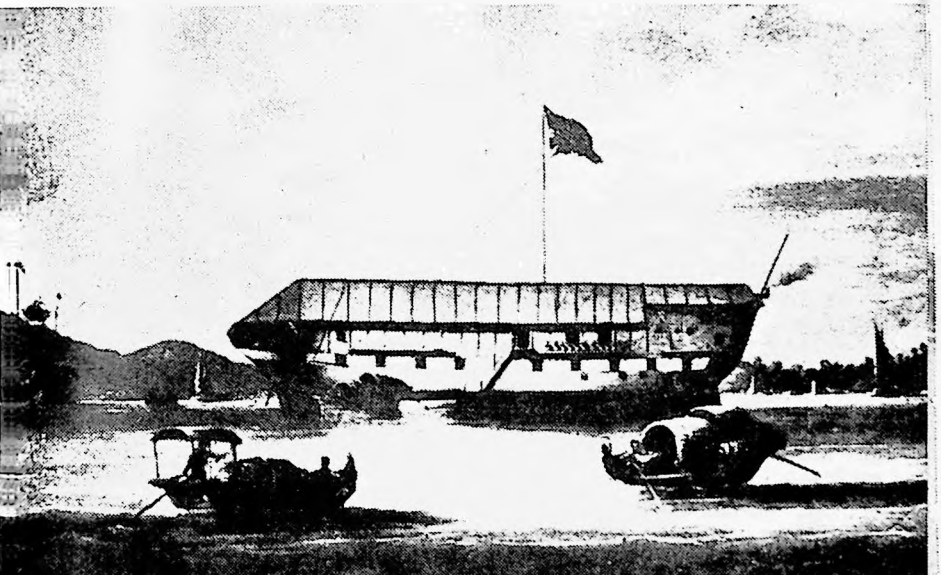
A la notion « *d'immuabilité* » des ultra-conservateurs, les réformistes opposent celle de changement par l'évolution historique. Ils soulignent que « *de tout temps, le changement a été la règle* », « *tout ce qui existe entre le ciel et la terre est voué au changement* », « *il y a changement en tous temps et en toutes choses* ». Kang Yeouwei se fonde sur des extraits de la littérature antique qui affirment que l'humanité passe par trois âges : « *désordre* », « *paix ascendante* » et « *extrême paix* », pour expliquer les trois étapes historiques couvrant la période de l'antiquité aux temps modernes : la monarchie absolue, la monarchie constitutionnelle et la république démocratique. Il insiste sur le fait que cette évolution historique est inéluctable et irrésistible, préparant ainsi un courant d'opinion en faveur du réformisme. Il lance un appel à l'Empereur : « *Si vous regardez l'histoire des nations du monde, vous verrez que celles qui effectuèrent des changements devinrent puissantes, alors que celles qui maintinrent l'ordre ancien périrent... Voyez que parmi toutes les nations, ce sont celles qui surent changer qui demeurèrent intactes, tandis que celles qui ne le purent furent détruites ; les nations qui ont entrepris de grands changements en sont sorties renforcées, celles qui n'en firent que de petits furent vaincues quand même.* » Il dit encore : « *Par la Voie, il faut entendre la sauvegarde du territoire. Aujourd'hui, alors que le territoire nous échappe, que sert-il de parler de la Voie des ancêtres ?* » Ces paroles percent à jour les traîtres à la nation qui maintiennent que « *la Voie des ancêtres est immuable* ».

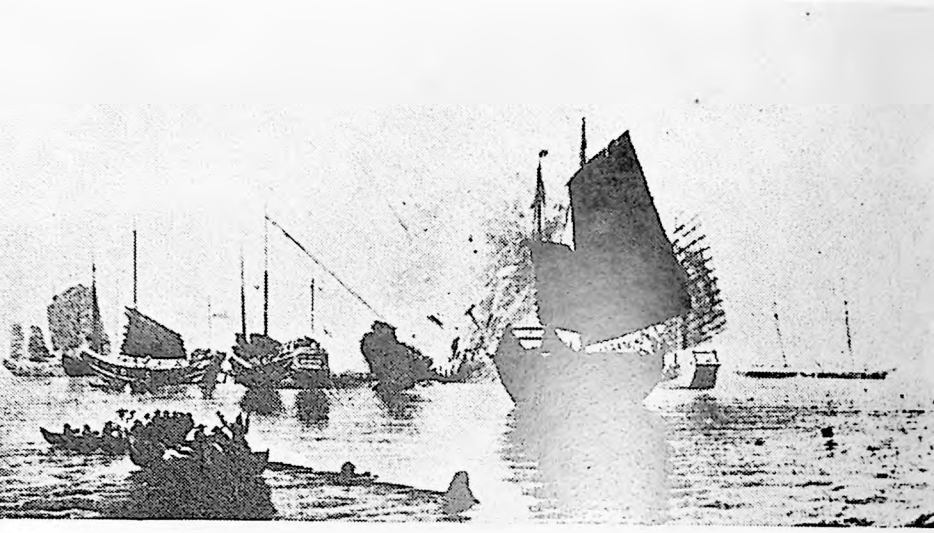
Dans ses commentaires sur sa traduction de « *L'évolution naturelle* », Yen Fou développe le point de vue que



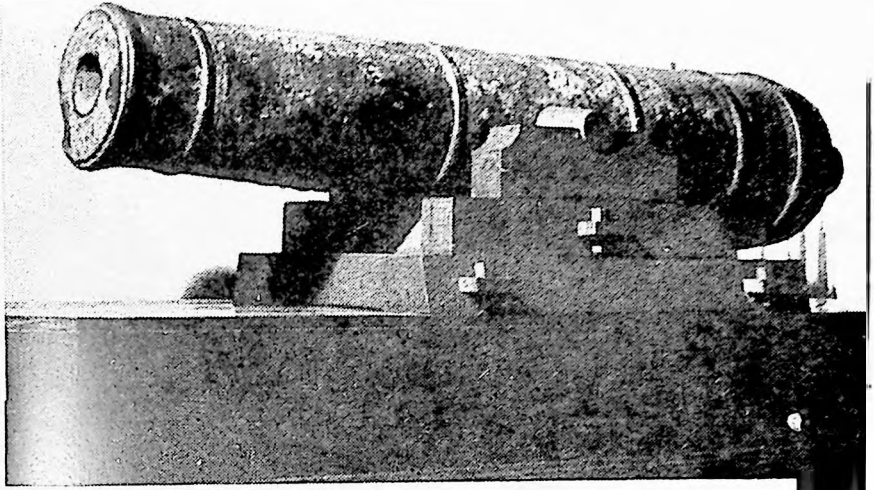
Le port de Whampoa près de Canton en 1835

Chaland de contrebande mouillé à Lingting près de Canton en 1839





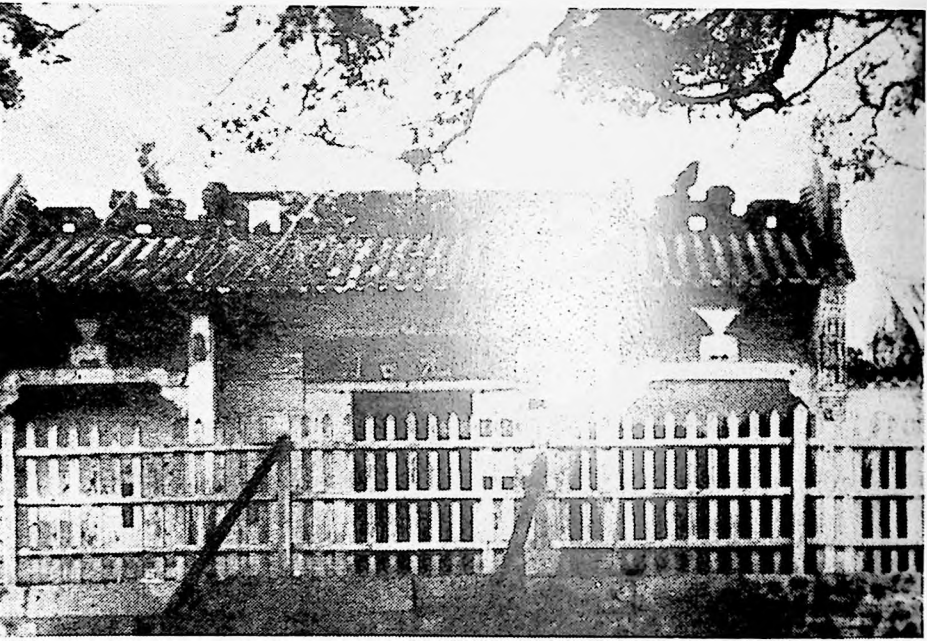
Forces navales du gouvernement des Tsing contre les navires d'agression anglais, le 7 janvier 1841, à Canton



Un canon du fort de Houmen

Ruines de Houmen





Le vieux temple de Sanyuanli près de Canton où les villageois organisèrent la résistance contre l'invasion britannique, en 1841

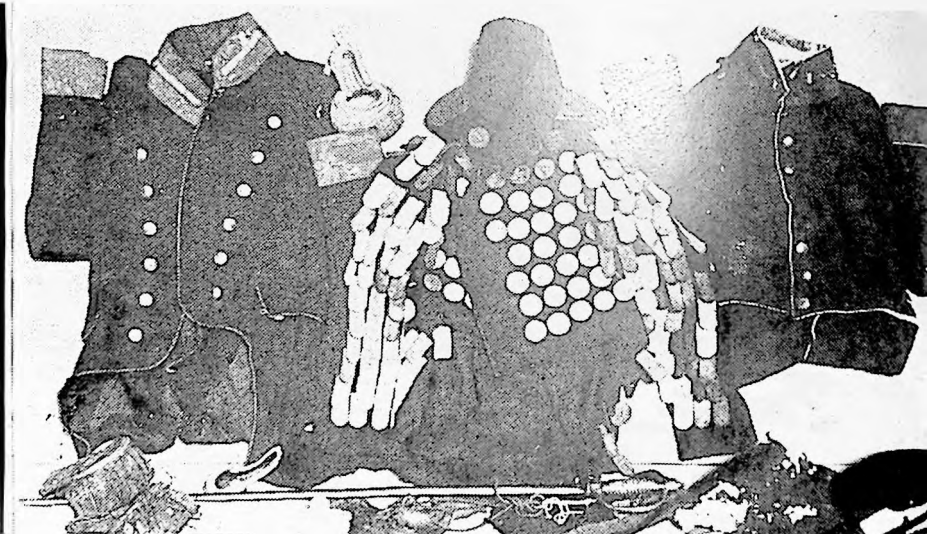


三元里西村、南岸、九十餘鄉、義衿耆、為不共戴天、誓滅
英逆事、照得向來英逆、素不安分、屢犯
天朝、昔攻沙角炮台、殘害官兵、我
皇上深仁、恩加誅逆、且示懷柔、彼尚不知感、恩猶復乞滅禍心、
深入重地、剽掠火攻、燒害居民、攻及城池、目無各憲、
戕差大臣、見城廂內外、逼狹、誘約戕兵安民、英逆理宜得此
好意、即休、胡乃貪婪不知輸、得尺則尺、得寸則寸、容縱
兵卒、擾亂村庄、搶我耕牛、傷我田禾、蹂躪我祖墳、淫辱
我婦女、鬼神共怒、天地難容、我等所以奮不顧身、圍困
義律於北門、斬首百墨於南岸、尔等逆黨、試思此時、
若非我 府尊為尔解此厄、各逆其得保首領以下哉、乎
今聞尔出示當逆、畏為 將軍大人無功、揚言於衆、與
百墨申雪、其早視我此地無人、實
尝思除妖孽、飽德之義士、發助兵粮、荷鋤之衆民、盡
利双務使鬼子無双影留存、鬼船無片帆回國、而後已、示
劉欽、其下旧攻城、為此特示、

Déclaration de guerre de la population de Sanyuanli contre les agresseurs britanniques

Gravure contemporaine montrant le pillage des envahisseurs anglais.







L'école de Sanyuanli qui a servi de quartier général de la résistance à l'envahisseur britannique

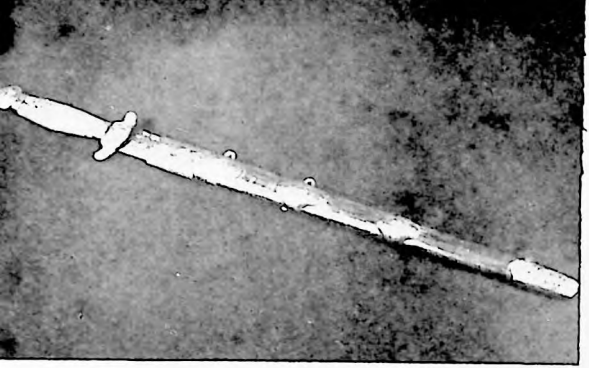
Uniformes, épées, insignes des envahisseurs anglais capturés par la population de Sanyuanli.



Buste de Hong Hsieou-tsiuan



Maison natale de Hong Hsieou-tsiuan à Kouanloupou, district de Houahsien, province du Kouangtong





Epées utilisées par les Taipings lors du soulèvement de Kintien.

Canons utilisés par l'armée Taiping.





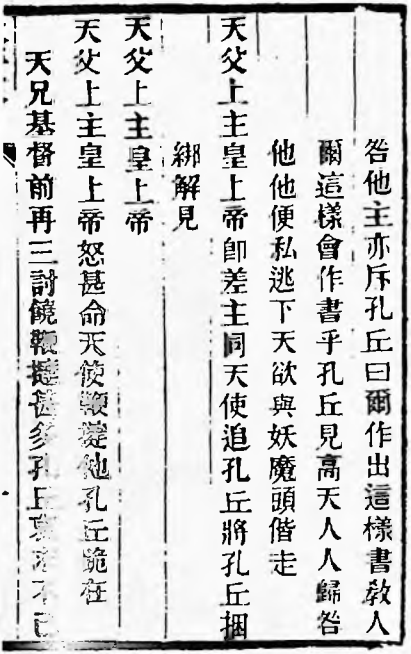
Site du camp des Taiping à Kintien

Page de couverture des « Nouveaux textes sur l'administration gouvernementale ».



Couverture et page du « Régime agraire de la dynastie céleste ».



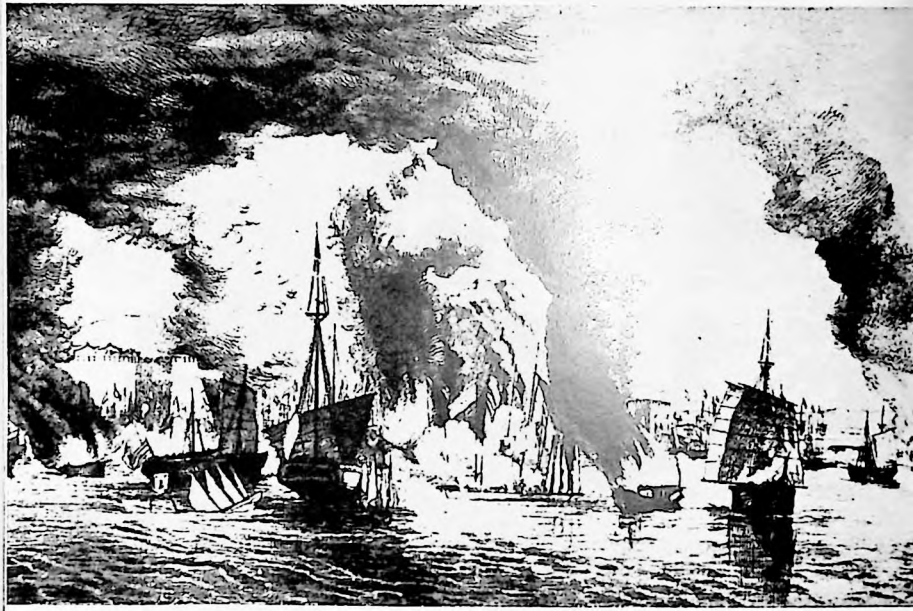


堂間有被迷壞心腸者亦欲跟隨他走斯
時
救世主天兄基督統衆天使咸集
天父上主皇上帝大發聖旨凡高天人有跟隨妖魔
頭走者個個要捉回凡有奸心帮妖者及
一切偷闖之妖魔仔個個要驅逐下去又
推勘妖魔作怪之由總追究孔丘教人之
書多錯

咎他主亦斥孔丘曰爾作出這樣書教人
爾這樣會作書乎孔丘見高天人人歸咎
他他便私逃下天欲與妖魔頭偕走
天父上主皇上帝即差主同天使追孔丘將孔丘捆
綁解見
天父上主皇上帝
天父上主皇上帝怒甚命天使鞭笞他孔丘跪在
天兄基督前再三討饒鞭笞多孔丘哀求不已

Deux pages du « Calendrier du Royaume céleste des Taipings ». Ce livre démolit complètement Confucius qui était présenté comme un « sage » par la classe féodale. Il expose les idées erronées des canons confucéens et encourage le peuple travailleur à la révolte.

Une furieuse canonnade des forces Taiping contre les bateaux de guerre des Tsing encerclant la Capitale céleste

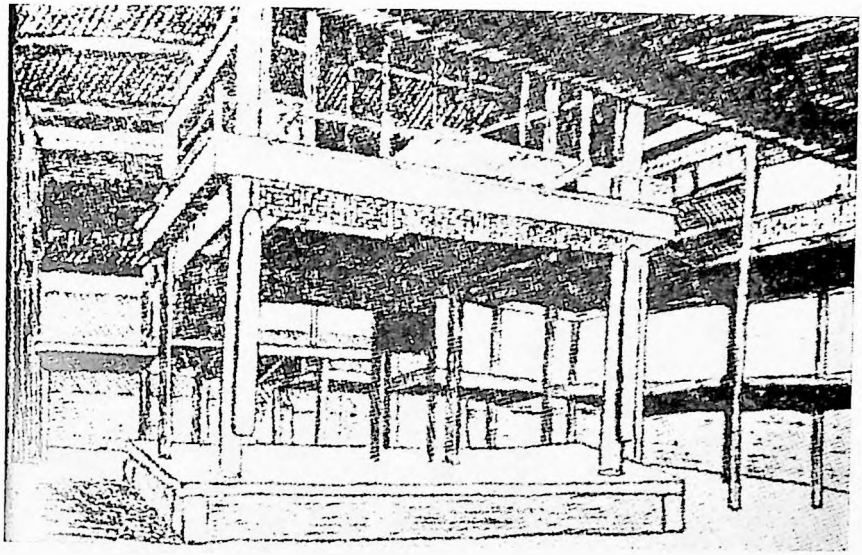




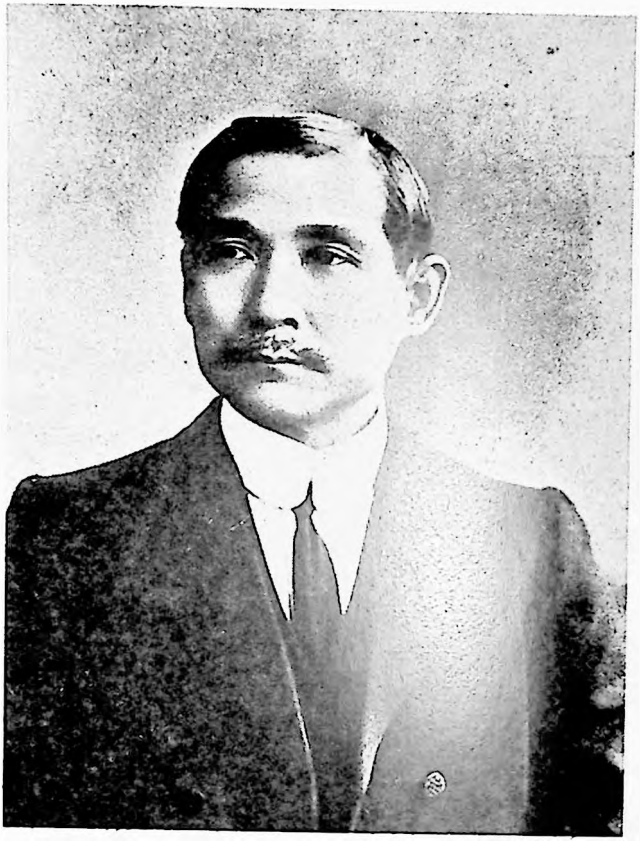
Pendant la Révolution des Taiping, un certain nombre d'étrangers servirent dans l'armée Taiping. A Wouhsi, en décembre 1863, Lin-Le, un Anglais sympathisant avec les Taiping, aida à repousser les forces navales des Tsing avec le « Firefly », un vapeur armé capturé à « l'Armée toujours invincible »



Le temple de Songyun, où les diplômés provinciaux se réunirent pour discuter de leur pétition à l'empereur Kouang Hsu.



Lieu du meeting inaugural de la « Société pour la protection du pays »



Sun Yat-sen, précurseur de la révolution démocratique bourgeoise en Chine

Livres et périodiques de propagande pour la révolution publiés avant la Révolution de 1911





Quartier général secret lors de la prise de Woutchang situé au n° 85 de la rue Hsiaotchao à Woutchang.

L'armée révolutionnaire fait feu sur les troupes impériales à Hankeou





Les cannonières impérialistes à Hankeou dans leur tentative d'intervention armée contre la révolution chinoise en octobre 1911

Les forces d'intervention américaines stationnées à Changhai pour menacer la révolution





Cérémonie inaugurale du gouvernement provisoire à Nankin, le 28 janvier 1912
(Sun Yat-sen, 5e à partir de la gauche au premier rang)

« *le changement dans la nature ne suit pas une voie déterminée* », « *la notion d'immuabilité n'a jamais existé dans l'ordre de la nature* », réfutant avec force l'affirmation mensongère que « *le Ciel est immuable, immuable est la Voie* ». Il y affirme avec force que, sous la pression de l'invasion impérialiste, il faut bien que la Chine évolue, sans quoi elle se trouvera bientôt réduite à l'impuissance et soumise au démembrement. Yen Fou lance des encouragements aux hommes, les exhortant à tendre leurs efforts, car « *l'homme peut vaincre le Ciel* », « *l'homme peut arracher la victoire au Ciel* » et il doit oser « *lutter avec le Ciel et le vaincre* ». Cela étant dit, il n'en reste pas moins que le « *changement* » préconisé par Yen Fou, comme par Kang Yeou-wei, ne constitue que l'évolutionnisme vulgaire, qui reconnaît seulement le changement quantitatif et l'avance graduelle, et non le changement qualitatif et le bond en avant, de même qu'il propose le réformisme et s'oppose à la révolution, sans oser s'attaquer aux fondements mêmes du système féodal.

2) Faut-il ou non admettre les droits du peuple et réaliser une monarchie constitutionnelle ? Voici le point crucial de la polémique entre les réformistes bourgeois d'une part, et les ultras et mandarins féodaux de la faction de « *l'occidentalisation* », d'autre part. L'objectif des premiers, en lançant le mouvement réformiste, est la participation au pouvoir, dont ils veulent que la classe drigeante féodale leur cède une part. Les propositions politiques « *d'accorder des droits au peuple* », « *d'établir un parlement* » ou d'instituer « *une monarchie constitutionnelle* » sont toutes des manœuvres visant à ce but.

L'attaque violente lancée par les réformistes contre le régime féodal est principalement dirigée contre « *le poison virulent des Trois Autorités et des Cinq Relations* (13) »

(13) Les Trois Autorités : du souverain sur le vassal, du père sur le fils, du

qui sévit depuis des millénaires. Dans son ouvrage « *Réfutation de Han Yu* », Yen Fou s'est élevé avec force contre les thèses du confucianiste Han Yu de la dynastie Tang, qui prétendait : « *Le souverain est celui qui donne des ordres* », « *le peuple fournit des céréales, du lin, de la soie, des ustensiles et autres articles, se livre au commerce afin de servir ses supérieurs.* » Ce qui équivalait à soutenir que l'empereur est le dirigeant prédestiné, tandis que le peuple est né pour être gouverné et exploité, thèse aberrante s'il en fut. Yen Fou déclare, lui : « *L'existence du souverain est l'un des phénomènes nocifs qui subsistent sous le Ciel* », et ne constitue nullement « *la volonté du Ciel* », ni « *l'origine de la Voie* ».

Pour Yen Fou, le gouvernement des souverains féodaux est semblable à « *un grand brigand pillant la nation* » ; se fondant sur le droit du peuple selon la bourgeoisie, il croit que l'Etat est « *la propriété collective du peuple* », que « [illegible] » est le maître de l'Etat. Ces affirmations constituent autant de coups vigoureux assénés à la tradition confucianiste réactionnaire et au régime absolutiste de la dynastie Tsing.

Les réformistes soulignent que l'épanouissement des droits du peuple est la clé de la survie de l'Etat ; la fondation d'un Parlement, l'instauration d'une monarchie constitutionnelle sont des mesures capables de sauver la nation. Cependant, ces « *droits du peuple* » ne concernent pas le peuple travailleur, car, dans l'optique des réformistes, il s'agit seulement de lutter pour que la bourgeoisie et les lettrés-hobereaux en train d'évoluer en bourgeois, obtiennent plus de pouvoirs. « *Pour développer les droits du peuple, il faut auparavant développer les droits des lettrés-hobereaux* », « *pour développer les droits des lettrés-*

mari sur la femme. Les Cinq Relations : empereur-sujet, père-fils, mari-femme, frère aîné-frère cadet, ami-ami.

hobereaux, il faut commencer par les sociétés d'étude » ; ces déclarations mettent à nu l'attitude poltiique extrêmement timorée de la bourgeoisie.

La faction des extrémistes et celle des mandarins de « *l'occidentalisation* », elles, soutiennent toutes deux la monarchie absolue et s'opposent aux droits du peuple au nom de l'éthique féodale traditionnelle. Elles vont jusqu'à affirmer : « *Le sentiment de loyauté qui lie le seigneur et son vassal est conforme à la voie du Ciel* », et elles attaquent le livre de Yen Fou : « *Réfutation de Han Yu* », comme étant « *le rejet du principe de souverain et vassal* », « *la negation de toute éthique, la disparition de l'homme supérieur* ». Les ultras s'écrient : « *Si la thèse des droits du peuple a droit de cité, les ignorants se réjouiront, les factieux se soulèveront ; les principes ne seront plus respectés, et des désordres éclateront partout* ». Décidément, même ces timides propositions de réformes leur causent une peur panique et on croirait que, du coup, le ciel va s'effondrer.

3) Faut-il ou non abroger le système de dissertation en huit parties et préconiser le savoir occidental ? Le système de concours littéraire avec la dissertation en huit parties comme épreuve est de caractère féodal, alors que le système d'enseignement dans l'école de l'époque est copié sur les pays capitalistes d'Europe et d'Amérique. Le conflit entre l'école moderne et le système traditionnel reflète la lutte entre le nouveau savoir capitaliste et l'ancien savoir féodal. Les ultras veulent maintenir le mode d'examen traditionnel pour sauvegarder la voie de Confucius et de Mencius, assurer le respect des « *classiques* » et de l'ordre ancien, et ainsi maintenir le peuple dans ses fers spirituels.

Les réformistes dénoncent les effets nuisibles du concours littéraire traditionnel pour le recrutement des fonctionnaires, et dénoncent ce système comme une manœuvre obscurantiste de la classe dirigeante, désireuse de maintenir

le peuple dans l'ignorance. Yen Fou énumère les trois grand maux dont est responsable ce système de concours : il « *dessèche l'intelligence* », « *gâte le cœur* », « *encourage le dilettantisme* ». Yen Fou déclare que n'importe lequel de ces trois maux suffirait à lui seul pour détruire une nation. Aussi les réformistes attachent-ils la plus grande importance à l'abrogation du concours littéraire traditionnel et en font-ils l'un des principaux sujets de leur programme.

Yen Fou va plus loin encore : « *Non seulement il faut abolir la dissertation en huit parties, gâcheuse de talent, mais en outre l'école des études Song* (14) *et des études Han* (15), *ainsi que les odes et poésies, toutes choses qui devraient être mises au rancart* ». En particulier, il dénonce le danger présenté par le culte des dirigeants Tsing à l'égard de la doctrine morale Song et Ming : « *Ses effets néfastes commencent avec la science, s'achèvent avec l'Etat* » ; car, d'après lui, « *si on veut ouvrir l'esprit du peuple, il faut lui enseigner le savoir occidental* ». Il fait l'opposition entre le savoir confucéen (ou ancien savoir) et le savoir nouveau : le premier favorise les gens de sa coterie, le second récompense le mérite ; le premier honore le souverain, le second respecte le peuple ; le premier vante la mémorisation mécanique, le second apprécie les connaissances nouvelles ; le premier s'en remet au Ciel, le second s'appuie sur l'effort humain. Les réformistes recommandent l'établissement d'écoles type nouveau, où l'on enseignerait les sciences naturelles et sociales, espérant par ce moyen former des talents et sauver le pays.

Ce débat qui agite la Chine en cette fin du XIXe siècle est la rencontre brutale entre la bourgeoisie et la classe des propriétaires fonciers, entre le réformisme et le conservatisme. « *A l'époque, l'idéologie de cette nouvelle école*

(14) Ethique (N.d.T.).
(15) Erudition et critique des textes anciens (N.d.T.).

joua un rôle révolutionnaire en combattant l'idéologie féodale chinoise ; elle était au service de la révolution démocratique bourgeoise de l'ancienne période (16) ».

Les réformistes ont emprunté à la bourgeoisie occidentale la théorie de l'évolution, les sciences naturelles et les thèses socio-politiques. Leur critique du féodalisme a ouvert une brèche dans la muraille idéologique féodale de « *l'immuabilité du Ciel et de l'ordre établi* » ; ils ont propagé la thèse selon laquelle « *le seul moyen de sauver le pays était de le moderniser, et, pour le moderniser, de se mettre à l'école des pays étrangers* (17) ». Leurs idées ont ouvert les yeux des intellectuels de l'époque, tout en poussant le mouvement réformiste vers des hauteurs nouvelles.

Puisqu'ils s'opposent aux opinions des ultra-conservateurs de la classe des propriétaires fonciers, accrochés désespérément à l'ordre l'ancien, les réformistes bourgeois ne peuvent faire autrement que de confirmer la pensée réformiste des légistes, « *ne pas rectifier le passé, mais ne pas suivre l'ordre coutumier* ». Le point de vue légiste de Yen Fou reflète clairement ce fait. Non seulement il donne raison à Sun Tse, qui affirme que l'Homme vaincra le Ciel, et préconise de « *maîtriser le mandat du Ciel pour s'en servir* », mais encore il reprend le point de vue de ce dernier quand il déclare : « *l'homme est supérieur aux bêtes et oiseaux en ce qu'il peut vivre en société* », et rejoint ainsi la pensée bourgeoise occidentale sur l'évolution de l'Histoire et sur « *la compétition entre les êtres et la sélection naturelle* ». Yen Fou met encore plus l'ancien régime dans l'embarras lorsqu'il atteste avec audace que l'empereur Tsin Chehouangti a progressé dans le sens de l'histoire et que si « *Tsin Chehouangti a fait*

(16) « La démocratie nouvelle », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p: 397. E.P.

(17) « De la dictature démocratique populaire », *Textes choisies de Mao Tsé-toung*, p. 405. E.P.

fondre les armes et brûlé les classiques », c'était poussé par la nécessité de « *la grande unification* » : son action était indispensable. La différence d'attitude des réformistes bourgeois envers l'école confucianiste et l'école légiste démontre leurs aspirations politiques : se débarrasser du joug féodal et développer le capitalisme.

Mais la polémique en question a également dévoilé la grande faiblesse de l'attaque réformiste contre les forces féodales. Les réformistes, tout en critiquant sévèrement les confucianistes depuis l'époque des Han et des Song, n'ont pourtant pas osé toucher un cheveu de la tête de Confucius, leur maître à penser. Qui plus est, Kang Yeou-wei et autres réformistes ont tout fait pour déifier Confucius, le présentant comme « *le grand Maître de tous les Ages* » « *se référant à l'antiquité pour réformer les institutions* ». Pour les besoins de la réforme, ils se sont contentés de demander une évolution progressive, sans oser s'en prendre à la base même du système féodal et, devant l'intensification de la révolution anti-impérialiste et antiféodale des masses populaires, ils ont été saisis de terreur. Pour eux, « *les droits du peuple* » se trouvent dans « *les droits des lettrés* », *et* « *l'ouverture des esprits des fonctionnaires* » se place avant « *l'ouverture des esprits du peuple* ». Ils ont démontré dans tous les cas leur répugnance à rompre avec le féodalisme, surtout dans le domaine culturel et idéologique, où ils prouvent leur impuissance à rompre les liens avec le féodalisme. Lénine dit : « *D'une façon générale, voici ce qu'est le réformisme : on se contente de faire de l'agitation pour des changements qui ne réclament pas la suppression des bases essentielles de la vieille classe dominante, pour des changements COMPATIBLES avec le MAINTIEN de ces bases* (18). »

Cela suffit à expliquer que le mouvement réformiste ait porté en lui les germes de son échec.

(18) « Questions litigieuses », Lénine, *Œuvres*, tome 19, p. 172.

5. Le réformisme, une voie sans issue

En novembre 1897, l'Allemagne a occupé par la force la baie de Kiaotcheou et les autres puissances agressives se sont hâtées de suivre ses traces. C'est le grand signal du partage de la Chine par les pays impérialistes après la Guerre sino-japonaise. Dans ces circonstances, le peuple des régions côtières est le premier à se lancer dans la lutte contre l'agression et l'oppression, donnant ainsi un nouvel essor au mouvement réformiste.

Dès qu'il apprend la nouvelle, Kang Yeou-wei quitte en hâte Canton pour Pékin et, en décembre de la même année, il compose son cinquième mémoire à l'Empereur. Il y déclare solennellement que l'heure est grave pour la Chine, menacée de démembrement, et qu'elle est comme une personne « *entourée de mines* » prêtes à exploser au moindre choc. Le mécontentement sévit parmi la population entière à l'encontre du gouvernement Tsing, « *les factieux s'agitent* » et « *de mauvaises pensées naissent dans les esprits malveillants* ». De l'avis de Kang Yeou-wei, le gouvernement Tsing, accablé de difficultés domestiques comme extérieures, se trouve dans une situation critique. S'il ne procède pas à des réformes, il n'y aura point de salut pour lui et le jour viendra où l'empereur n'aura même plus une moitié de pays sur laquelle régner, où il ne pourra même plus y vivre comme un simple roturier. De telles paroles, pour un souverain féodal, sont proprement impensables, mais Kang Yeou-wei va jusqu'à les proférer et à risquer sa tête pour faire preuve de son dévouement au Trône. En outre, il présente trois plans de sauvetage national : les plans optimal, moyen et minimal. Selon le premier, l'Empereur, suivant en cela l'exemple de Pierre le Grand en Russie et de Meiji au Japon, prendra personnellement en charge la politique d'Etat et proclamera des réformes. Le Japon étant proche de la Chine aussi bien

géographiquement que dans le domaine des structures politiques, il sera plus aisé de prendre modèle sur lui et les chances de réussite en seront accrues. Ce mémoire, à cause de l'obstruction multiple des ultra-conservateurs, ne parvient à l'empereur Kouang Hsiu qu'au début de l'année 1898. Kouang Hsiu l'apprécie beaucoup et donne ordre à Kang Yeou-wei de lui soumettre des propositions concrètes.

En janvier 1898, Kang Yeou-wei obtempère à l'ordre impérial et écrit son « *Mémoire concernant la situation générale* » (le sixième), dans lequel il énonce trois points du programme réformiste de style Meiji : 1) « *La convocation générale des ministres pour prêter serment d'effectuer la réforme* », ce qui revient à dire que Kouang Hsiu doit proclamer officiellement le réformisme comme politique d'Etat et que l'on mise sur le pouvoir de l'Empereur pour mettre en œuvre une politique nouvelle. 2) La création d'un « *Bureau des pétitions* » pour recevoir les pétitions des fonctionnaires, à tous les échelons, et des gens du peuple, sans distinction de rang, afin d'accroître les moyens d'expression ; ces pétitions seront remises directement entre les mains de l'Empereur. Toute personne jugée qualifiée pourra être nommée à un poste officiel, en dérogation à la procédure habituelle. 3) L'établissement d'un Bureau des institutions au palais, pour élaborer de nouvelles lois et institutions, sous la conduite de quelques douzaines de « *personnes capables* ». L'Empereur ira quotidiennement siéger à ce bureau pour des consultations, au cours desquelles des politiques seront définies et promulguées pour être mises en œuvre. Le Bureau des institutions sera l'organe directeur pour l'élaboration et l'application des politiques nouvelles, et coiffera douze services : droit, finances, éducation, agriculture, industrie, commerce, chemins de fer, postes, mines, armée de terre, marine, chacun appliquant les lois et règlements relevant de sa compétence.

Cette pétition sur « *la situation générale* » comprend la totalité des requêtes des réformistes bourgeois et on peut dire qu'elle constitue le programme d'action du mouvement réformiste de 1898. Les réformistes, tournant exclusivement les yeux vers le haut, n'aperçoivent que l'Empereur et ne voient pas les forces du peuple. Ils s'imaginent qu'il suffira de décrets impériaux pour que les réformes se fassent, de haut en bas, et atteignent leurs deux objectifs, à savoir « *le salut national* » et leur participation personnelle au gouvernement. Ils croient pouvoir, par la voie qu'ils préconisent, instaurer une monarchie constitutionnelle où les propriétaires fonciers et la bourgeoisie exerceront conjointement la dictature.

En avril 1898, Kang Yeou-wei et ses alliés, outre l'envoi de pétitions à l'Empereur, organisent le « *Pao Kouo Houei* » (« *Association pour la Sauvegarde nationale* »), sous le mot d'ordre de sauver le pays en péril et le rendre fort. Ils prennent pour devise : « *Protéger l'Etat, protéger la race, protéger la religion.* » On demande le changement des méthodes et des politiques intérieure et extérieure, ainsi que la mise en place d'une économie efficace pour aider le gouvernement à mieux régir le pays. « *Le manifeste du Pao Kouo Houei* » stipule l'établissement de sièges à Pékin et à Changhaï, et de succursales dans les provinces, chef-lieux et districts. Il précise également l'organisation, le mandat, l'articulation, les formalités d'inscription, les droits des membres, etc. On peut constater que, du Tsiang Hsiue Houei au Pao Kouo Houei, un certain chemin a été parcouru : la nouvelle association s'est développée en organisation d'envergure nationale, qui est déjà l'ébauche d'un parti politique de la bourgeoisie. Quant à ses activités, ses ambitions se limitent à mener quelques réformes politiques et économiques, avec la permission des dirigeants féodaux de la dynastie Tsing. Le Pao Kouo Houei tient trois conférences à Pékin. A la première, il vient en-

tre deux et trois cents personnes, et une centaine à chacune des deux dernières. Leur but est de créer un courant d'opinion favorable parmi les lettrés-fonctionnaires et les mandarins féodaux et d'organiser certaines forces pour promouvoir la réforme. Mais les ultras voient d'un œil hostile même ces timides tentatives et attaquent en nombre. A leur instigation, le Censeur Wen-Ti dénigre le Pao Kouo Houei, alléguant qu'*« au nom de la sauvegarde nationale, il a en réalité pour but la ruine nationale »*, et entend *« sauver la nation aux dépens de la grande dynastie Tsing »* ; dans leur optique, cette dénonciation doit servir de base à une enquête. Mais l'empereur Kouang Hsiu reconnaît la loyauté de Kang Yeou-wei envers lui et la dynastie, aussi considère-t-il l'épître de Wen Ti comme un pamphlet diffamatoire et limoge-t-il ce dernier. Le haut mandarin Jong Lou, lui, va jusqu'à proférer des menaces, avertissant les membres du Pao Kouo Houei de prendre garde à leurs têtes. Sous ces pressions des ultra-conservateurs, plusieurs des fonctionnaires et intellectuels opportunistes entrés dans le Pao Kouo Houei, se dépêchent de signifier leur démission et les activités de l'association finissent par s'arrêter.

La dissolution du Pao Kouo Houei, par l'action des ultras, a bien eu lieu, mais la lutte pour le pouvoir n'en continue pas moins à s'exacerber entre les deux partis, celui de l'empereur et celui de l'impératrice douairière. Kouang Hsiu est décidé à utiliser la réforme pour mieux asseoir son pouvoir. Le 11 juin 1898, il souscrit à la proposition des réformistes et promulgue un décret *« de définition de la politique d'Etat »* où il proclame la réforme. Son but est de secouer la tutelle de l'impératrice Tse Hsi et de prendre en mains les rênes du pouvoir impérial par ce moyen. La nouvelle politique commence à dater de ce jour, et s'achève le 21 septembre par le coup d'Etat fomenté par Tse Hsi. Elle aura duré en tout cent trois

jours, et passera dans l'Histoire sous l'appellation de la « *Réformes des Cent Jours* ».

Le quatrième jour après la promulgation du décret sur la réforme, l'impératrice douairière, chef de file des ultras, force l'empereur Kouang Hsiu à prendre les mesures suivantes :

1) Démettre de ses fonctions Weng Tong-ho, Grand Conseiller et tête du parti de l'Empereur et l'obliger à rentrer dans son pays natal comme simple particulier. De cette manière, l'Empereur se trouve isolé.

2) Obliger tous les fonctionnaires, à partir du deuxième grade, à aller rendre grâces en personne à Tse Hsi dès leur nomination.

3) Nommer le Grand Secrétaire Jong Lou, homme de confiance de Tse Hsi, au poste de gouverneur du Tcheli et de commandant de l'Armée Peiyang qui contrôle Pékin. Maintenant, le groupe des ultras a en mains les véritables pouvoirs, tant militaires que politiques, la voie est libre pour le coup d'Etat qu'il prépare.

Kouang Hsiu, pour sa part, a convoqué pour la première fois Kang Yeou-wei en audience le 16 juin et discuté minutieusement avec lui des mesures de réforme à prendre. Les réformistes commençaient à participer au pouvoir. Mais les forces des quelques mandarins du parti de l'Empereur, ajoutées à celles, limitées, d'un petit nombre de nouvelles personnalités réformistes, étaient bien faibles. On rapporte que, pendant l'audience, Kang Yeou-wei demanda à Kouang-Hsiu : « *Puisque Votre Majesté comprend que les réformes sont indispensables, comment se fait-il que, durant si longtemps, Elle n'ait entrepris aucune action, alors que le pays court à sa perte ?* » Kouang Hsiu jeta une regard par la fenêtre pour s'assurer qu'il n'y avait pas d'espion à l'écoute, puis il dit en soupirant : « *J'ai les mains liées et ne puis agir à ma guise.* » Kang Yeou-wei comprit à demi-mot et déclara : « *Il ne sera pas*

nécessaire d'abolir tous les anciens yamens, il suffira d'en créer de nouveaux ; il ne sera pas non plus nécessaire de limoger tous les anciens ministres, il suffira de nommer des fonctionnaires capables, de recevoir de nombreuses personnalités favorables à la réforme, de leur donner des postes avec le privilège de soumettre des mémoires directement au souverain et l'autorisation de mener à bien les changements. Les anciens mandarins de haut rang peuvent être maintenus dans leurs honneurs et bénéfices, ... ainsi ils n'auront pas envie de mettre obstacle à la réforme. » Kouang Hsiu approuva.

Ce dialogue ne met en scène qu'un empereur falot et timoré et un grand bourgeois réformiste qui recule devant la lutte. Après l'audience, devant l'opposition des forces ultra-conservatrices, Kang Yeou-wei ne peut obtenir qu'un poste relativement peu important, celui de clerc dans le Tsongli Yamen. En juillet, le titre de fonctionnaire de 6e grade est conféré à Liang Tsi-tchao, ainsi que la charge de l'Enseignement supérieur et du Bureau de Traduction de livres. Le 5 septembre, Kouang Hsiu accorde par procédure exceptionnelle les titres de fonctionnaires de 4e grade et la charge de Secrétaire du Grand Conseil à Tan Tse-tong, Lieou Kouang-ti, Yang Jouei et Lin Hsiu, pour que la réforme soit menée avec plus de vigueur. En fait, tout ce que Kang Yeou-wei et les autres réformistes avaient pu gagner à leur cause était l'empereur Kouang Hsiu et le droit de rédiger et promulguer quelques décrets : des avantages bien minces.

Pendant ces cent trois jours, plus de cent dix édits et décrets impériaux sont publiés, dont le contenu essentiel comprend : 1) La réforme du système de concours littéraires au fonctionnariat, l'abolition des dissertations en huit parties, remplacées par des essais sur des sujets pratiques ; 2) l'établissement d'écoles modernes où l'on enseigne le savoir occidental ; 3) l'envoi de personnes à l'étranger pour

étudier et voyager ; 4) l'encouragement, par la distribution de prix, aux nouvelles œuvres et inventions ; 5) l'incitation à la création de nouvelles publications de presse et à l'expression d'opinion par voie de mémoires au Trône ; 6) la protection et le soutien à l'agriculture, à l'industrie et au commerce, par la fondation d'un Bureau d'Agriculture, d'Industrie et de Commerce, le défrichage de terres non cultivées, l'élaboration d'un code de règlements pour récompenser le succès des manufactures ; 7) la construction de voies ferrées, de mines, et la fondation d'un Bureau général des chemins de fer et des mines ; 8) l'inauguration d'un service postal et l'abolition du système de relais courriers ; 9) la modification des règlements administratifs, la simplification des structures et l'élimination des sinécures ; 10) la réforme des finances, l'élaboration du budget d'Etat et de la situation financière ; 11) l'entraînement poussé des armées de terre et de mer, avec des méthodes modernes ; 12) la prise de dispositions pour que les hommes des Bannières mandchoues gagnent leur vie par leurs propres moyens et l'abolition de leur privilège d'entretien par des pensions d'Etat.

A première vue, ces nouvelles mesures politiques semblent couvrir un champ très vaste. Elles touchent à la politique, à l'économie, à la défense, à l'éducation et à la culture, et si certaines ont pour objectif d'éliminer l'ordre ancien, plus nombreuses encore sont celles qui visent à introduire le nouveau. En fait, il ne s'agit en fin de compte que de réformes fragmentaires. Même Liang Tsi-tchao convient qu'elles sont « *des plus modérées* ». Pendant la période des réformes, Kouang Hsiu reçoit à plusieurs reprises des mémoires adressés par les réformistes qui demandent « *d'élaborer une constitution et d'ouvrir un parlement* », mais, devant ces requêtes, l'Empereur fait la sourde oreille et se garde bien de promulguer quelque décret dans ce sens. Cela démontre bien que Kouang Hsiu a

ses propres normes pour juger si une proposition est acceptable : le critère est de voir si telle réforme renforcera ou affaiblira le pouvoir impérial. D'ailleurs, tous ces édits se heurtent à la mauvaise volonté des dirigeants régionaux qui y répondent par un simulacre d'exécution, ou bien les ignorent complètement. Un seul parmi eux, le gouverneur du Hounan, Tchen Pao-tchen, accepte de s'y conformer. Ainsi, les manœuvres d'obstruction et de sabotage des ultras et du Parti occidentaliste réussissent à faire lettre morte de pratiquement tous les décrets impériaux de réformes.

Puisque les réformistes bourgeois veulent entreprendre des changements pour « *sauver le pays* », pour que leurs espoirs de voir la Chine sortie des griffes des impérialistes prêts à la dépecer soient réalisés, il leur aurait fallu résoudre le problème de l'attitude à adopter face à l'impérialisme et ses laquais, les forces féodales. Or, quelle est leur façon de voir et de traiter l'impérialisme ? Ils se rendent bien compte de l'attitude menaçante des impérialistes, mais lorsque certaines puissances étrangères se présentent avec des paroles fleuries, ils ne savent pas voir la duplicité sous-jacente ; ils veulent apprendre de l'Occident et du Japon, mais cette étude est pour eux un soutien dont ils restent dépendants. Ils se bercent de l'illusion que s'ils procèdent à des réformes, ils pourront obtenir le soutien de certains pays impérialistes. Kang Yeou-wei croit que l'Angleterre est le « *pays sauveur* » et que les missionnaires anglais et américains veulent sincèrement aider les Chinois à effectuer des réformes. C'est ainsi qu'il donne à Timothy Richard son appui pour devenir Conseiller de l'empereur. En février 1898, l'Etat-major japonais délègue à Wouhan Hitsuomi Kamio et deux autres envoyés qui essayent, par l'entremise de Tchang Tche-tong, de persuader le gouvernement Tsing de faire cause commune avec le Japon et l'Angleterre contre la Russie tsariste. Kang Yeou-wei ap-

prend la nouvelle, et s'imagine qu'on pourra utiliser l'Angleterre et le Japon pour servir les intérêts chinois. Il va spécialement trouver Weng Tong-ho pour l'inciter à prêter une oreille favorable aux propositions japonaises. Non seulement il envoie deux pétitions pour demander le ralliement à l'Angleterre et au Japon, mais il prend la plume lui-même pour écrire des articles prônant une telle alliance, afin de défendre la Chine contre les agressions des autres puissances. Les impérialistes anglais et japonais sautent sur l'occasion, feignent la sympathie, font de la propagande autour de la gravité de la menace russe, et expriment le désir « *d'aider* » la Chine à mener la réforme et à devenir un état riche et puissant. Naïvement, les réformistes mettent leur espoir en l'aide des Anglais et des Japonais pour réussir leur tentative, croyant qu'ainsi ils pourront, à l'extérieur, résister à la Russie tsariste et, à l'intérieur, mettre fin à l'influence du parti de l'impératrice. Mais ce n'est qu'un leurre et ils n'aboutissent qu'à mettre le loup dans la bergerie !

Au début de septembre, le combat pour le pouvoir entre Kouang Hsiu et Tse Hsi s'intensifie et devient plus aigu. Kouang Hsiu voudrait bien balayer l'obstruction des ultras aux réformes. Le 4 septembre, six grands dignitaires, dont le Président de la Commission des Rites, Huai-Ta-pou coupables d'avoir mis obstacle à la remise des mémoires adressés au Trône, sont démis de leurs fonctions. Le 7, Li Hong-tchang et les autres opposants à la réforme sont chassés du Tsongli Yamen. Mais l'heure de la revanche a sonné pour les ultras. Ils passent à l'action. Tse Hsi envoie une série d'hommes de confiance comme courriers à Jong Lou, avec qui elle complote. Pékin et Tientsin bruissent de rumeurs. On raconte que, lorsque Tse Hsi emmènera Kouang Hsiu à Tientsin en octobre pour la revue des troupes, Jong Lou fera un coup d'Etat avec ses soldats et Kouang Hsiu sera amené à abdiquer. C'est

d'ailleurs à ce moment que Jong Lou commence à transférer les troupes de l'armée Peiyang sur Tientsin et Tchanghsintien. Les signes d'un coup d'Etat imminent se manifestent de plus en plus.

Sentant que la situation est grave, le 14 septembre, Kouang Hsiu adresse un message confidentiel à Kang Yeou-wei et aux autres réformistes, dans lequel il déclare qu'il est en danger de perdre le trône et demande à Kang Yeou-wei et aux autres de prendre d'urgence « *des mesures pour sauver la situation* ». Les réformistes, éloignés des masses populaires comme ils le sont, n'ont guère de forces sur lesquelles ils puissent compter en cet instant crucial, aussi s'en remettent-ils entièrement aux légations étrangères de Tongkiaominhsiang (19) et à Yuan Che-kai, qui commande une nouvelle armée moderne, pour leur sauver la mise. Kang Yeou-wei et ses amis mendient le soutien déclaré des impérialistes anglais et japonais, sans succès. Reste Yuan Che-kai. Natif de Hsiangtcheng dans le Honan, il a vu le jour en 1859 dans la famille d'un propriétaire foncier-bureaucrate. Dans sa jeunesse, il s'est mis au service du commandant militaire de la région, Wou Tchang-tsing. En 1895, il finit par s'insinuer dans l'armée et il est nommé au poste d'officier chargé d'entraîner l'armée nouvelle à Hsiaotchan, près de Tientsin. Bientôt, il a sous son commandement sept mille hommes équipés d'armements modernes, et devient le point de mire des réactionnaires. La même année, il feint de pencher vers le mouvement réformiste, devient pendant un temps membre du Tsiang Hsiue Houei et réussit à jeter de la poudre aux yeux des réformistes. Au milieu de la nuit du 18 septembre 1898, Tan Tse-tong rend secrètement visite à Yuan Che-kai, projetant d'utiliser les troupes de celui-ci pour tuer Jong Lou, investir le Palais d'Eté, et sau-

(19) Concession étrangère à Pékin (N.d.T.).

ver « *l'Empereur* ». Il avoue à Yuan : « *Si vous refusiez et alliez nous dénoncer à l'impératrice douairière, on me couperait la tête et vous seriez promu à un haut rang.* » Le fourbe Yuan Che-kai, simulant un loyal attachement à l'Empereur, s'écrie avec une émotion bien contrefaite : « *Tuer Jong Lou sera aussi simple que de tuer un chien !* », mais quand il rentre daredare à Tientsin le 20, il se hâte de révéler le projet de Tan Tse-tong à Jong Lou. Ce dernier se précipite vers Pékin par train spécial et fait en secret son rapport à Tse Hsi.

le 21 septembre, à l'aube, Tse Hsi quitte en hâte le Palais d'Eté pour la Cité Interdite, organise un coup d'Etat et interne Kouang Hsiu dans la petite île « *Terrasse de l'Océan* », au milieu du lac Tchongnanhai. Ensuite elle fait publier un édit au nom de l'Empereur par lequel celui-ci est censé implorer la « *tutelle* » de l'impératrice douairière. A nouveau, Tse Hsi « *tient cour et règle les affaires d'Etat* ».

Elle en profite pour ordonner l'arrestation massive des personnalités réformistes. Kang Yeou-wei est déjà hors de Pékin et, sous la protection des Anglais, s'enfuit à Hongkong. Liang Tsi-tchao, avec l'assistance des Japonais, se réfugie au Japon. Tan Tse-tong, Yang Jouei, Lieou Kouang-ti, Li Hsiu, Yang Cheng-hsiou et Kang Kouang-jen sont arrêtés et exécutés. L'Histoire les retiendra sous le titre des « *Six martyrs de la Réforme de 1898* ». Un grand nombre de fonctionnaires ayant pris part à la réforme, ou sympathisé avec elle, sont limogés ou exilés. Ce coup d'Etat sanglant effectué par les ultras met en un terme au mouvement conduit par les réformistes bourgeois. De toutes les mesures prises, seule subsistera l'Université de Pékin. Sous l'offensive des ultras, La «*Réforme des Cent Jours* » est partie en fumée.

Le president Mao nous a bien dit que, au cours du siècle écoulé, les luttes du peuple chinois, y compris la Ré-

forme de 1898, « *bien que différentes les unes des autres, avaient toutes pour but d'opposer une résistance à l'ennemi extérieur ou de changer la situation existante* » (20).

Devant l'ampleur sans précédent de la crise nationale qui a secoué la Chine à la fin du XIXe siècle, les réformistes bourgeois représentés par Kang Yeou-wei se sont dressés pour essayer de sauver le pays en procédant à la réforme des conditions de l'époque ; ils ont lancé un mouvement fondé sur l'exemple de l'Occident, l'instauration de la monarchie constitutionnelle et le développement du capitalisme. Dans les circonstances historiques du moment, ces activités ont eu une signification progressiste certaine. Les réformistes, en plaidant pour le nouveau savoir bourgeois, ont affronté l'ancien savoir féodal et, quoiqu'ils se soient montrés d'une grande faiblesse dans ce combat entre l'ordre ancien et le nouveau, leurs vues ont néanmoins eu un retentissement positif dans le domaine de la pensée. Après que ces vues se soient traduites par la Réforme de 1898, les demandes pour l'instauration d'un régime démocratique se sont intensifiées, tandis que croissait le nombre de ceux qui remettaient en question le savoir ancien et accueillaient favorablement le nouveau. Les forces ultra-conservatrices, dont Tse Hsi représente le type achevé, ont pu abolir les mesures réformatrices ; mais elles n'ont pu éliminer l'influence idéologique de la lutte entre l'ancien et le nouveau.

La défaite de la Réforme de 1898 a démontré cependant que le réformisme bourgeois est une voie sans issue : là est l'enseignement historique le plus précieux que le peuple chinois ait pu tirer de cette expérience.

Avec le mouvement réformiste, la bourgeoisie nationale chinoise s'est manifestée pour la première fois sur la scène politique. Mais les réformistes bourgeois ont fait preuve,

(20) « L'orientation du mouvement de la jeunesse », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 261. E.P.

dans leur action politique, de leur peur du mouvement des masses et, qui plus est, de leur crainte des forces réactionnaires ultra-conservatrices. Kang Yeou-wei, Liang Tsi-tchao, notamment, n'ont cessé de dresser l'épouvantail du soulèvement de Kintien, signal de départ de la révolution des Taiping, et de parler de la « *révolte populaire* » comme du loup-garou. Leur description de la lutte révolutionnaire, qui fera couler le sang, est un tableau brossé avec les couleurs les plus sombres. Les mesures de réformes, dans leur esprit, doivent prévenir l'explosion révolutionnaire. Aussi se trouvent-ils très éloignés des masses populaires et, par conséquent, privés d'alliés capable de briser les forces de l'ancien régime. Ils se voient donc obligés de compter uniquement sur la puissance de l'empereur et d'une poignée de lettrés-fonctionnaires pour pouvoir faire aboutir leurs projets. Si les réformistes bourgeois se sont effondrés dès le premier assaut, il faut en chercher la cause dans la combinaison de leur obsession de réforme politique et de leur crainte et leur refus de la révolution, contradiction interne qui leur enlève la possibilité d'obtenir l'aval des larges masses populaires. Dès lors, ils sont condamnés d'avance. Avant de faire le sacrifice suprême, Tan Tse-tong a exprimé des sentiments pleins d'ardeur généreuse : « *J'ai la volonté d'anéantir les bandits, mais je suis impuissant à retourner la situation.* » Pourtant, il existait bien une force dotée de ce pouvoir : c'était le peuple ; mais les réformistes y étaient aveugles, ou bien craignaient de le voir. C'est pourquoi, finalement, le mouvement de « *réformes et changement de méthodes* » n'a pu être autre chose qu'une chimère née dans l'esprit de grands bourgeois.

Le rêve irréalisable caressé par les réformistes bourgeois a été de gagner la grande cause de la réforme en comptant sur l'aide de puissances impérialistes et sur un empereur « *éclairé* ». Candidement, ils supposaient qu'il suffisait de transplanter le savoir-faire et les systèmes

étrangers, de rénover la politique intérieure et de rendre le pays fort pour empêcher l'agression impérialiste et le démembrement de la Chine. Prenant l'impérialisme pour maître, ils ne se sont pas demandé pourquoi le maître ne cessait d'agresser l'élève. Le président Mao a fait cette remarque pénétrante : « *A cette fin, elles* [les puissances impérialistes] *ont employé et continuent d'employer des moyens d'oppression militaires, politiques, économiques et culturels, si bien que la Chine est devenue peu à peu une semi-colonie et une colonie* (21). »

Les réformistes bourgeois, cherchant à s'appuyer sur telle puissance impérialiste pour en contrecarrer une autre, ne comprenaient pas cette vérité que, si le tigre de la montagne de l'est est mangeur d'hommes, celui de la montagne de l'ouest n'en est pas inoffensif pour autant. Aussi longtemps que la Chine ne s'opposerait pas complètement à l'impérialisme, il serait impossible d'effectuer des réformes en toute indépendance et souveraineté. Les réformistes bourgeois n'ont pas su percer à jour le double jeu des impérialistes, qui consistait, d'une part, à dépecer et exploiter la Chine, et, d'autre part, à se livrer à des intrigues et manipulations. Ils ont vu, à tort, des « *pays amis* » capables d'aider la Chine à se transformer, dans l'Angleterre, le Japon et les Etats-Unis, trois puissances impérialistes. Pareilles idées et actions, allant à l'encontre des aspirations de « *salut national* », ne pouvaient jamais permettre à la Chine de sortir de l'impasse du semi-colonialisme.

Le peuple est le véritable héros. Ce n'est pas à ces grands bourgeois réformistes qu'allait revenir la mission historique d'arrêter la ruée féroce sur le territoire chinois, mais au vaste mouvement anti-impérialiste du peuple chinois, la campagne des Yihotuans.

(21) « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 331. E.P.

CHAPITRE VIII

Le mouvement des Yihotuans

1. La tempête anti-impérialiste se déchaîne dans tout le pays

En 1898, le coup d'Etat des réformistes chinois échoua, ce qui montre que leur ligne politique ne pouvait nullement sauver le pays de la crise aiguë.

Les masses, face aux vagues violentes des impérialistes qui visaient à démembrer la Chine, se dressèrent vaillamment devant l'armée alliée des huit pays envahisseurs. Ce furent elles qui lancèrent le mouvement du Yihotuan (1) contre les impérialistes qui ébranlait le monde entier. Ce fut la deuxième épopée révolutionnaire de l'histoire moderne de la Chine.

Si les Yihotuans firent appel au peuple pour anéantir les étrangers, c'est parce que la contradiction était profondément inconciliable entre le peuple chinois et les impérialistes. On déclarait donc que « *Dieu soutenait les Yihotuans parce que les diables étrangers ravageaient la Chine* ». Manifestement, l'éclatement du mouvement patriotique des Yihotuans en 1900 contre les impérialistes fut le produit des invasions de plus en plus violentes menées par ceux-ci et de la crise nationale que l'on n'avait jamais connue aussi grave. Ce fut également la concentration des luttes du peuple chinois contre les religions venant de l'étranger. Si l'on admet que les agissements des Yihotuans avaient commencé dans la province du Chantong et qu'en moins de trois mois ils s'étaient déjà répandus partout, ce n'était absolument pas un hasard.

Au cours de la guerre sino-japonaise de 1895, le peuple du Chantong avait subi des ravages de toutes sortes dus aux envahisseurs japonais. A la fin de la guerre, le Chantong fut la première province que les impérialistes vi-

(1) Yihotuan : « milice de justice et de concorde », connu aussi sous le nom de Boxers ou Boxeurs (les Yihotuans pratiquaient la boxe chinoise tratidionnelle).

sèrent par leurs complots afin de régner sur la Chine en la divisant. Vers la fin de 1897, la baie de Kiaotcheou, un port important du Chantong, se vit occupée par les impérialistes allemands et devint l'année suivante une zone d'influence allemande en Chine. En 1898, l'Angleterre loua par la force la ville de Weihaivei et y installa deux préfectures à proximité : Wenteng et Jongtcheng. Les paysans qui habitaient là étaient obligés de payer un impôt. Entre temps, l'influence des églises étrangères avait pénétré dans toute la province du Chantong. D'après les statistiques, on sait qu'il y avait plus de mille églises et on comptait à peu près huit mille missionnaires et convertis chinois dans cette province. *Tous ceux qui étaient convertis au christianisme se transformaient en tigres* ». Car à l'instigation des missionnaires impérialistes, des chenapans et des voyous chinois s'étaient convertis, pour perpétrer des actes criminels tels que les services de renseignements au profit des impérialistes, l'occupation du sol d'autrui, le contrôle de procès civils, les assassinats, etc. En outre, les hauts ou petits fonctionnaires mandchous s'appuyaient sur les forces impérialistes tout en protégeant le christianisme et opprimant le peuple.

Devant l'accroissement de l'invasion et de la répression des forces réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur, les masses populaires ne purent que se dresser avec leurs armes et lutter avec fermeté. En 1899, sous la direction de Chou Hong-teng, la population des districts de Tcheping, Kaotang, Pingyuan, etc., situés dans l'ouest et le nord-est du Chantong, s'engagea dans la lutte contre le christianisme. La préfecture Yi dans le sud et les districts avoisinants les suivirent les unes après les autres. Ainsi, les Yihotuans brûlaient d'une flamme plus violente qu'auparavant.

Les Yihotuans ne formaient pas une société secrète homogène. Ce fut sous ce nom que se groupèrent au fur et

à mesure des sociétés réparties dans les différentes régions du Chantong, telles que les « *Poings de justice et de paix* », les « *Poings des fleurs de pruniers* », la « *Société des Grands couteaux* » et d'autres, tout ceci dans la trame des luttes populaires contre le christianisme. Déjà, dès le début, du XIXe siècle, ces sociétés populaires mystiques menaient des luttes antiféodales dans les provinces du Chantong, Honan et Hopei sous le mot d'ordre « *résister aux Mandchous et rétablir la dynastie des Ming* ». A la fin du XIXe siècle, par suite de la pénétration des forces impérialistes, elles organisèrent les masses sous prétexte de s'exercer aux arts martiaux, et acquirent ainsi une structure organisée qui leur permit de s'unir et de lutter contre les forces impérialistes dont « *l'atrocité égalait celles des tigres et des loups* ».

Les Yihotuans ne formèrent jamais une organisation soumise à une direction unique. En général, ils avaient leurs assises dans des temples ; la plupart des adhérents qui s'y réunissaient étaient des jeunes gens. Les jeunes filles et les jeunes femmes qui y participaient s'étaient organisées dans la « *Lumière de la lanterne rouge* », portaient une lampe rouge et étaient vêtues de rouge. Elles se battaient courageusement. Malgré l'absence d'un commandement central, tous les adhérents, que ce fussent les dirigeants ou les simples membres, devaient observer une stricte discipline et consolider leur union. De ce fait, leur combativité était suffisamment forte « *pour qu'au premier appel, mille personnes se regroupassent tout de suite* ».

La plupart des adhérents étaient d'origine paysanne. Les autres étaient des artisans, des employés aux transports routiers ou maritimes et des gens pauvres des villes. Devant la gravité de la crise nationale et afin de recruter plus de combattants pour la lutte anti-impérialiste, les Yihotuans marquaient sur leurs bannières le slogan suivant : « *soutenir la dynastie des Tsing, abattre les étrangers* » ;

Toutefois, tout en se battant contre les impérialistes, ils ne cessèrent jamais de lutter contre le régime réactionnaire de la dynastie des Tsing.

Les Yihotuans dirigés par Chou Hong-teng et le moine Peng Ming (son nom d'origine était Yang Chao-souen) furent les plus importants dans la province du Chantong. En octobre 1899, le sous-préfet de Pingyuan avait mobilisé plus d'une centaine de soldats pour emprisonner Chou Hong-teng. Aussitôt, les Yihotuans réunirent mille combattants qui « *défilèrent et ouvrirent le feu* ». Ils remportèrent ainsi une grande victoire en écrasant les troupes mandchoues selon une extraordinaire tactique militaire. Comme l'importance des Yihotuans s'était accrue dans la province du Chantong, le gouverneur Yu Hsien envoya de nouveau un grand nombre de troupes pour réprimer leur action. Chou Hong-teng rassembla alors plus de mille combattants dont une partie s'embusquèrent près de Pingyuan. Dès que les soldats mandchous arrivèrent, les combattants sortirent leurs sabres et leurs piques et attaquèrent. Les soldats mandchous prirent aussitôt la fuite dans un grand désordre.

Ayant subi des échecs à plusieurs reprises, les dominateurs féodaux s'aperçurent avec étonnement que les « *Yihotuans se comptaient par centaines et par milliers, disposaient d'une grande quantité d'armes, brûlaient et tuaient à leur gré et que les fonctionnaires ne pouvaient rien faire pour remédier à cela* ». En décembre de la même année, Chou Hong-teng et d'autres dirigeants trouvèrent malheureusement la mort après avoir été capturés. Toutefois, cela n'empêcha pas le mouvement des Yihotuans de se développer sur une grande échelle.

La lutte héroïque des Yihotuans dans la province du Chantong fut un coup direct porté aux forces impérialistes. Les légations étrangères à Pékin demandèrent au gouvernement mandchou de mettre fin aux agissements des

Yihotuans. Le ministre américain, pensant que Yu Hsien, chien couchant des impérialistes, était incapable de réduire les Yihotuans, demanda au gouvernement mandchou de le relever de ses fonctions et de nommer Yuan Che-kai. Ce dernier fut alors chargé d'entraîner d'une façon moderne une armée à Hsiaotchan près de Tientsin. Le gouvernement mandchou obéit sans aucun délai en le promouvant gouverneur du Chantong. Au mois de décembre 1899, Yuan Che-kai arriva à Tsinan, suivi de son armée de sept mille hommes. Le lendemain de son arrivée, il fit placarder un avis interdisant le mouvement des Yihotuans. En suivant les volontés de ses maîtres impérialistes, il se mis à massacrer les Yihotuans avec une extrême cruauté.

Cependant, le peuple du Chantong résista fermement devant la férocité de la répression. Pendant les massacres, le peuple de Tsinan encercla l'église « Hongkialeou », dont la croix, symbole de l'agression étrangère, fut détruite. Le peuple de Feitchang exécuta aussi un missionnaire anglais connu pour ses exactions — toutes punitions que les envahisseurs méritaient. En même temps, divers groupes de Yihotuans dirigés par Wan Yu-chen, Wang Wen-yi, Souen Touo-tsiuan, etc., se battirent vaillamment dans le nord du Chantong. Toutes ces vagues d'une farouche résistance menées par les Yihotuans fatiguaient l'armée moderne de Yuan Che-kai. Devant cette situation, Yuan recruta vingt bataillons de cavalerie, d'infanterie et d'artillerie et l'effectif de son armée s'éleva ainsi à plus de vingt mille hommes. En s'alliant avec la troupe allemande stationnée à Tsingtao et aux milices formées par les églises des régions avoisinantes, il lança d'importantes attaques contre les Yihotuans.

Sous la répression des forces réactionnaires unies de l'intérieur et de l'extérieur, les forces des Yihotuans au Chantong subirent de grandes défaites. Mais *« plus les réactionnaires commettent des crimes, plus les forces révo-*

lutionnaires grandissent et plus l'anéantissement des réactionnaires est proche. C'est une loi inévitable » (2).

Le peuple du Chantong vouait une haine mortelle à Yuan et une chanson populaire se répandit partout : « *Nous ne serons tranquilles que lorsque nous aurons tué Yuan.* » Celui-ci craignait la mort et afin de se défendre contre le châtiment du peuple, il fit entourer son domicile de barbelés et mit en place un système strict de mesures préventives.

Au printemps 1900, une partie des Yihotuans resta au Chantong tandis que leurs forces principales pénétraient dans la province du Tcheli, le vieux nid des impérialistes et de ses valets, pour rejoindre les Yihotuans de cette région. Les mouvements anti-impérialistes dans les régions de Pékin et de Tientsin purent ainsi se développer rapidement.

Tandis que la lutte des Yihotuans se répandait rapidement au Chantong, leur mouvement s'était développé dans les districts et les préfectures au sud de la province du Tcheli : Koutcheng, Kingtchéou, Tongkouang, Foutcheng. Des « *arènes* » s'établirent petit à petit pour que la population puisse y pratiquer les arts martiaux et lutter contre les forces d'agression des églises étrangères. Entrés au Tcheli comme le déferlement des vagues, les Yihotuans firent appel aux masses en leur demandant de « *protéger la patrie et de chasser les bandits étrangers* ». La réaction des masses fut très favorable. Dans le sud du Tcheli, un grand nombre de paysans pauvres, de bateliers au chômage habitant le long du canal et des masses urbaines rejoignirent les Yihotuans. Avec la croissance en nombre, les Yihotuans devinrent une force révolutionnaire très puissante. Après la réorganisation des différents groupes de com-

(2) « L'impérialisme et tous les réactionnaires sont des tigres en papier », Mao Tsé-toung, 1958.

battants dans le centre du Tcheli, les Yihotuans se divisèrent en deux régiments dont l'un s'avança vers Pékin, l'autre vers Tientsin. Déjà, au mois d'avril, une situation favorable pour les Yihotuans se manifestait dans le Nord du Tcheli, où les « *hommes s'exerçaient pour devenir combattants du Yihotuan et les femmes, combattantes de la Lanterne rouge* »

Les forces réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur prirent peur face aux Yihotuans dont l'influence et les effectifs ne cessaient de croître vers le milieu du règne du gouvernement mandchou. Les impérialistes enjoignirent au gouvernement mandchou d'anéantir au plus vite le mouvement des Yihotuans, sinon, ils enverraient leurs propres forces pour rétablir l'ordre. En mai 1900, Jong Lou, gouverneur du Tcheli, ordonna au vice-général Yang Fou-tong de diriger ses troupes sur Laichouei afin d'y massacrer les Yihotuans et la populations locale. Le 22 mai, deux mille à trois mille Yihotuans organisèrent une embuscade à Cheting près de Laichouei ; la cavalerie de Yang Fou-tong fut progressivement encerclée, plus de soixante-dix de ses hommes furent tués. Yang Fou-tong lui-même ne put y échapper et fut tué à coups de sabre sous son cheval. Le 27 mai, la force principale des Yihotuans attaqua des districts de Tchouotcheou et sa popularité augmenta considérablement. Afin de rendre difficile la mobilisation des troupes du gouvernement mandchou, les Yihotuans sabotèrent un tronçon de la ligne de chemin de fer entre Leoukeoukiao et Paoting ; ils incendièrent également les gares de Kaopietien, Tchouotcheou, Lieouliho, Leoukeoukiao, etc. ; ils attaquèrent la gare de Fengtai, une gare entre Pékin et Tientsin et même le « *wagon de dragon* » de l'impératrice Tse Hsi fut incendié. Sous les coups des violentes contre-attaques lancées par les Yihotuans, les troupes de répression de la cour mandchoue, dirigées par Ni Chetcheng, durent faire retraite jusqu'à Tientsin.

En juin 1900, après avoir brisé l'encerclement des troupes gouvernementales, les Yihotuans se dirigèrent sans rencontrer de difficultés sur Pékin et Tientsin.

Au printemps de la même année, les Yihotuans investirent progressivement Pékin. Partout dans la ville, dans les rues importantes et autour des églises, on pouvait voir les affiches anti-impérialistes déclarant : « *Rendez-nous notre territoire et notre souveraineté ; pour le reste, les pires difficultés ne nous font pas peur. Bien que l'Empereur soit soumis aux étrangers, nous ne cesserons d'agir qu'après avoir exterminé les derniers d'entre eux* ». De plus, les Yihotuans firent dégager de la mine où elle avait été auparavant enfouie, sur la colline de la source thermale à Pékin, une stèle sur laquelle on pouvait lire : « *Nous haïssons ces traités de paix qui ruinent le pays et nuisent au peuple ; les hauts fonctionnaires trahissent, leurs inférieurs les imitent ; le peuple n'a plus les moyens de s'opposer à cette injustice* ». Ainsi les crimes odieux du gouvernement mandchou qui vendait son pays pour conserver son trône, humiliait et opprimait le peuple, s'étalèrent aux yeux de tous, et incitèrent la population à s'unir pour engager la lutte contre les impérialistes et leurs laquais. Au début du mois de juin, des groupes de Yihotuans venus des districts des environs de Pékin entrèrent dans la capitale. Tous portaient au front un turban rouge et étaient armés de sabres et de piques. Les rues se remplissaient de drapeaux, d'affiches anti-impérialistes, portant des mots d'ordre tels que : « *Exterminons les étrangers !* » Plus de cent mille combattants se joignirent au mouvement. Chaque soir, des jeunes gens s'exerçaient aux arts martiaux sous les murs du palais impérial. Devant la porte Tsienmen, les forges brûlaient jour et nuit pour fabriquer à temps les armes.

Toute la ville de Pékin était sous le contrôle des Yihotuans. Les palais impériaux, les bureaux d'administration

et les résidences royales et aristocratiques étaient sous surveillance. Aux croisements des rues et aux portes de Pékin, les combattants examinaient jour et nuit l'identité des voyageurs. Les masses encadrées par les Yihotuans défilaient en criant des slogans, notamment : « *A bas les diables étrangers* ». Les envahisseurs devinrent alors la cible des archers. Ils se réfugièrent dans le quartier des légations et dans la cathédrale Peitang, et commencèrent des travaux de fortification pour préparer la résistance.

A Tientsin, en mars 1900, on voyait déjà dans toutes les rues et les passages des affiches anti-impérialistes. Une chanson populaire disait : « *si l'on apprend correctement l'art de la guerre et les tactiques du combat, chasser les étrangers ne sera plus qu'une chose facile. On devra faire dérailler les trains, saboter les poteaux électriques, détruire les bateaux étrangers. La France, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Russie, tous prendront peur devant ces attaques* ». Décidé à engager résolument la lutte contre le démembrement de la Chine, les Yihotuans s'en prenaient à son principal responsable, l'impérialisme.

En avril 1900, plusieurs contingents de Yihotuans, combatifs et puissants, dirigés par Tchang Te-tcheng, Tchao Fou-tsiuan étaient actifs dans Tientsin ; des habitants de la ville vinrent grossir leurs rangs de même que d'autres contingents venus des alentours. L'attitude héroïque des Yihotuans avait effrayé les envahisseurs et fait perdre leur superbe aux fonctionnaires du gouvernement mandchou. Au début du mois de juin, l'armée russe kolsaque lança une attaque contre « *le premier régiment céleste* » des Yihotuans stationnés à Toulieoutchen, dans la banlieue de Tientsin. Elle subit une forte contre-attaque de ces derniers et dut faire retraite vers Tientsin. Lorsque les Yihotuans rencontraient dans la rue des fonctionnaires du gouvernement mandchou, ils ordonnaient à ceux qui étaient à cheval d'en descendre, à ceux qui voyageaient en

palanquin d'en sortir, et les obligeait à se tenir debout de côté, et à se découvrir la tête. Un jour que Nie Chetcheng, un chef militaire du gouvernement mandchou qui avait combattu les Yihotuans, passait à cheval dans une rue, il se trouva tout à coup nez à nez avec plus de cent combattants Yihotuans. En voyant Nie, ceux-ci furieux le pourchassèrent, brandissant leurs sabres. Effrayé, Nie sauta de son cheval et prit la fuite par une rue traversière.

Les Yihotuans étendirent leur autorité sur Pékin et Tientsin ; les combattants de ces villes s'épaulaient mutuellement et, en quelques mois, le mouvement fut connu de toute la Chine et des pays étrangers. Une vague anti-impérialiste déferlait sur tout le pays.

En février 1900, dans le nord-est de la Chine, la population s'exerçait aux arts martiaux dans tous les endroits publics, et se préparait à mettre fin à l'invasion étrangère. En juin, dans l'actuelle ville de Chenyang, les Yihotuans commencèrent à coller des affiches condamnant les crimes commis par les impérialistes et lancèrent un appel à la mobilisation du peuple chinois pour « *chasser les envahisseurs hors du territoire* ». Dès la seconde moitié du mois de juin, les Yihotuans lancèrent d'importantes attaques contre les impérialistes, comme en témoigne la destruction de presque toutes les églises de la région. Dans leur fureur, ils détruisirent également les 250 kms de voies ferrées construites par la Russie tsariste, et tous les ponts, toutes les gares, excepté celle d'Anchan dans la province du Liaoning. Parmi les représentants des impérialistes, notamment les missionnaires, certains furent châtiés par les Yihotuans, d'autres se réfugièrent à Dairen, à Harbin, etc.

La province du Chansi fut également une région importante des activités des Yihotuans. Dès le mois de mai, à Taiyuan, ville principale du Chansi, on pouvait voir de nombreuses affiches. A partir de la mi-juin, des « *autels* » furent aménagés dans les rues et les passages tandis que

« *la Lanterne rouge était en pleine activité* » ; de plus, tous les chefs de districts du Chansi (plus de quarante) s'engagèrent dans la lutte anti-impérialiste. Les combattants tuèrent plus de cent cinquante représentants des impérialistes, et détruisirent plus de soixante-dix églises.

En Mongolie intérieure, diverses minorités nationales se jetèrent activement dans la lutte. En juin, des affiches apparurent dans l'ouest de la Mongolie intérieure et, en juillet, toute la province s'embrasait. Le plus vicieux représentant des impérialistes, l'évêque responsable pour la région Sud-ouest de la Mongolie, fut amené devant le tribunal public à Togtoh. En route, on lui fixa sur le dos une pancarte sur laquelle était écrit : « *vieux diable étranger* ». Le public applaudit cette humiliation de l'ennemi.

Le Yihotuans s'activèrent aussi dans la province du Honan en collaboration avec la Société des Longs couteaux, la Société des Rivières et des Lacs ainsi que d'autres sociétés secrètes, pour renforcer encore le mouvement anti-impérialiste. Au cours de la seule année 1900, les trois quarts des églises du Honan furent détruites. Cela porta un coup sévère à la domination des envahisseurs.

Malgré la collusion entre les impérialistes et les compradores chinois qui faisait obstacle au développement du mouvement vers le sud et dans le bassin du Yangtsé, on voyait pourtant s'y développer des luttes au cours desquelles les églises étaient brûlées et les missionnaires expulsés. Au Kiangsi, trente-neuf églises furent incendiées. Un mouvement du même genre se dessina aussi au Honan, au Tchekiang, au Setchouan et au Chensi.

Le glorieux mouvement des Yihotuans avait débuté au Chantong. Grâce aux affiches et à la coordination entre ses différentes unités, il avait pu se développer rapidement et ébranler Pékin et Tientsin au bout de quelques mois et devenir enfin un mouvement d'envergure nationale qui gagna le cœur des centaines de millions de paysans chinois

et devint la plus violente tempête anti-impérialiste jamais connue.

2. Intervention des huit puissances impérialistes

La vague anti-impérialiste des Yihotuans déferlait sur la Chine du Nord. Les impérialistes s'écrièrent alors, tout étonnés : « *Entre le Fleuve Jaune et la Grande Muraille, et même au nord de la Grande Muraille, nous allons voir la terre plonger dans la violence et le chaos ; Pékin et Tientsin vivent tous les jours sous la menace d'une attaque.* » Sentant le danger se préciser et l'insécurité s'installer, les impérialistes se rendirent compte que le gouvernement mandchou à leurs ordres n'était plus capable de mater les Yihotuans. Le mouvement, s'il continuait à se développer, menaçait directement le statut d'Etat semi-colonial qu'on avait imposé à la Chine et à son peuple, et ceci pouvait en outre relancer des mouvements d'émancipation dans d'autres pays sous domination coloniale. Ils saisirent donc cette excellente occasion d'intervenir et de procéder au démembrement de la Chine, s'encourageant aux cris de : « *Dieu ne permettrait pas que nous laissions échapper une pareille occasion !* »

Pour mener à bien la répression du mouvement Yihotuan, les impérialistes des différents pays se contactèrent pour mettre sur pied un commandement unifié. En avril 1900, les ministres de quatre pays : Etats-Unis, Angleterre, Allemagne, France, envoyèrent un ultimatum au gouvernement mandchou : « *Vous anéantissez les Yihotuans avant deux mois, ou nous entreprenons nous-mêmes une opération militaire pour "rétablir l'ordre".* » Le gouvernement mandchou était bien incapable d'une telle performance.

Au contraire, les Yihotuans étaient plus forts que jamais sans que les impérialistes en aient conscience. Le 20 mai

1900, réalisant l'état de déliquescence du gouvernement mandchou, les ministres des grandes puissances en Chine demandèrent l'un après l'autre à leurs gouvernements d'envoyer des troupes pour mener la répression. Entre le 31 mai et le 2 juin, sous prétexte de « *protéger leurs légations* », plus de quatre cent quarante marins anglais, français, japonais, russes, allemands, américains, italiens et autrichiens arrivèrent à Pékin via Tientsin. Le 5 juin, six cents envahisseurs étrangers débarquèrent à Tangkou et se dirigèrent vers les concessions étrangères de Tientsin. Les impérialistes déclarèrent durement, qu'en vue de « *préserver les intérêts du commerce et de la mission évangélisatrice, il était nécessaire d'intervenir militairement* ». Le ministre russe envoya à son gouvernement un télégramme secret libellé comme suit : « *Dans cette situation critique, seule une coopération efficace et résolue entre nous pourra arrêter le mouvement des Yihotuans.* »

Entre le 10 et le 11 juin, une armée comptant plus de mille huit cents soldats des huit puissances débarquait à Takou près de Tientsin. Ils devaient prendre le train de Tientsin et se diriger vers Pékin. Son commandant en chef était l'amiral anglais Lord Seymour. Le 16 juin à 20 heures, comme elle voulait utiliser le fort de Takou comme base côtière, l'armée d'invasion intima au commandant du fort l'ordre de se rendre, à 2 heures le lendemain au plus tard. Le commandant du fort, Louo Jong-kouang et tous ses subordonnés refusèrent à l'unanimité de se rendre à cette injonction déshonorante.

Devant l'inefficacité de cette menace, une attaque surprise fut lancée le soir même à 23 heures contre Takou. La garnison qui défendait le fort se battit courageusement ; plus de cent Yihotuans participèrent également au combat. La bataille dura jusqu'à la matinée du 17 juin, mais, en l'absence de renforts, et à cause de la fatigue, le fort fut investi. Cependant, six bateaux de guerre des en-

vahisseurs avaient été coulés ou endommagés et plus de deux cents soldats des troupes d'invasion avaient été tués ou blessés.

Après la prise du fort de Takou, l'armée des huit puissances marcha sur Tientsin et Pékin ; elle se livra, aux dépens du peuple chinois, à des massacres et à des pillages jamais vus jusqu'alors.

Devant les atrocités commises par l'armée alliée des huit puissances, toutes les classes chinoises et tous les partis politiques s'interrogeaient : que faire ? résister, capituler, ou bien atermoyer ? Le peuple chinois était galvanisé par l'exemple des Yihotuans. Pour lui, la réponse était : « *Résister courageusement jusqu'au bout !* »

Bien que le gouvernement mandchou, dirigé par l'impératrice Tse Hsi, ne fût qu'un instrument des impérialistes, il y avait des contradictions insolubles entre eux. Ainsi, devant l'armée des huit puissances, il n'était pas impossible que ces dissensions n'aboutissent à une rupture.

Les conservateurs du gouvernement mandchou et Tse Hsi craignaient que l'intervention militaire impérialiste n'aboutît à l'accession au pouvoir de l'empereur Kouang Hsiu. La lutte entre la faction de l'impératrice et celle de l'Empereur se poursuivait déjà depuis longtemps, et chacun disposait d'appuis importants. Après leur coup d'Etat de 1898, l'impératrice Tse Hsi et sa clique s'étaient moqués des puissances, déclarant que « *l'Empereur était tombé gravement malade* », alors qu'ils avaient projeté de l'assassiner. Contre leur volonté, les ministres des puissances étrangères à Pékin comme l'Angleterre, la France et d'autres, avaient protesté auprès du gouvernement mandchou contre ce projet. Le complot fut donc mis en échec. En Janvier 1900, lorsque l'impératrice nomma le fils du prince héritier de la couronne, les ministres des puissances refusèrent de le reconnaître. Le complot de l'impératrice Tse Hsi ne put être mis à exécution. Qui serait le chef du

gouvernement ? Le problème restait à résoudre par le gouvernement mandchou et les puissances impérialistes.

Le ministre de la guerre Jong Lou fut l'un des plus importants soutiens de la clique de l'impératrice Tse Hsi. Vis-à-vis des Yihotuans, ils partageaient le même avis que les réformistes. Tout en suivant la volonté de leurs maîtres impérialistes, ils tenaient à exterminer les Yihotuans. Le père du prince héritier, le prince Touan, son gendre Kang Hsi et d'autres avaient une position ambiguë : d'une part, ils voulaient « *pacifier* » les Yihotuans pour bloquer l'évolution des forces révolutionnaires. D'autre part, ils cherchaient à utiliser les Yihotuans dans la mesure où leur résistance aux impérialistes les servaient eux-mêmes. Malgré tout, le prince Touan et le ministre Jong Lou s'accordaient tous les deux pour capituler devant les impérialistes. D'après des archives historiques, on sait qu'ils étaient d'accord pour céder du territoire aux impérialistes tant que ceux-ci accepteraient de reconnaître l'Empereur.

Le pouvoir de décision passa aux mains de l'impératrice Tse Hsi. Elle joua sur deux tableaux : d'une part, elle mobilisa des troupes afin d'exterminer les Yihotuans, d'autre part, elle envoya des officiers à la base principale des Yihotuans, Paoting, située dans la banlieue de Pékin. Ceux-ci, sous un prétexte de « *pacification* », allaient évaluer les forces réelles des Yihotuans, ce qui leur permettrait d'adopter des mesures appropriées.

Bien que le mouvement mandchou ait interdit aux Yihotuans de continuer leurs activités dans Pékin, les mouvements déjà déclenchés ne purent que prendre de l'ampleur, pendant que des légations des pays impérialistes et les églises étaient transformées en camps retranchés. Les marins des grandes puissances se pavanaient à Pékin et cherchaient querelle au peuple chinois. Le ministre américain avoua qu'« *en quelques jours, les gardes de sa légation avaient tué presque cent boxers* ». Le 17 juin, le mi-

nistre allemand et sa suite massacrèrent sept Yihotuans. Tout cela faisait monter la colère du peuple. Il lança de violentes attaques contre les envahisseurs et les nids où ils se réfugiaient : les églises. L'impératrice Tse Hsi était alors aussi agitée qu'une fourmi dans une poêle chaude. Elle ordonna à Li Hong-tchang et Yuan Che-kai d'amener immédiatement leurs troupes à Pékin. Elle ordonna à Jong Lou de « *protéger plus efficacement* » les légations. De plus, des troupes furent envoyées garder la voie ferrée de Tientsin. Elle convoqua aussitôt une « *conférence impériale* » pour discuter des mesures propres à stopper l'arrivée des renforts militaires étrangers. Tous ces ordres de l'impératrice montrèrent que sa volonté était de concentrer ses forces militaires pour écraser les Yihotuans : satisfaire les impérialistes, voilà quel était son but. Mais, comme l'entrée des troupes impérialistes à Pékin représentait un danger réel à son pouvoir et à celui de sa suite, il fallait les empêcher d'avancer sur Pékin à tout prix.

Lors de la prise du fort de Takou, la situation fut renversée. En effet, Jong Lou présenta à l'impératrice un rapport secret d'un fonctionnaire de l'agriculture de la province du Kiangsou qui disait notamment ceci : « *les étrangers enjoignent à l'impératrice d'abdiquer en faveur de l'empereur Kouang Hsiu* ». La nouvelle rendit furieuse l'impératrice qui craignait d'être abandonnée par ses alliés impérialistes. Sans rien vérifier, elle décida de convoquer un conseil les jours suivants, conseil au cours duquel elle fit cette déclaration : « *les étrangers s'ingèrent même dans nos affaires intérieures. Si nous tolérons un tel affront, que restera-t-il de notre dignité* » ? Elle décida de déclarer la guerre. La faction du prince Touan saisit cette occasion de la presser à se battre. Les représentants des réformistes et des compradores chinois Yuan Tchang, Hsiu King-tcheng et d'autres, dans la crainte d'une rupture avec leurs maîtres étrangers, préconisaient une politique plus temporisa-

trice. Pour sauvegarder le pouvoir du groupe conservateur et fuir la menace du peuple révolutionnaire, l'impératrice Tse Hsi brûla sa dernière cartouche en déclarant la guerre aux impérialistes.

Le 21 juin 1900, le gouvernement mandchou transmit à toutes les légations des grandes puissances à Pékin une « *déclaration de guerre* ». Celle-ci n'était en fait qu'une menace en l'air destinée à sauver les apparences. En effet, l'impératrice devait faire un choix : exterminer les Yihotuans ou faire la paix avec eux. Exterminer les Yihotuans la mènerait à la catastrophe, mais d'un autre côté, elle ne pouvait se remettre de l'affront que lui avaient infligé les puissances. Pour toutes ces raisons, elle devait déclarer la guerre aux impérialistes étrangers. Il lui était impossible de faire des préparatifs efficaces dans de telles conditions. Quatre jours seulement après la « *déclaration de guerre* », elle ordonna que l'attaque des légations fût terminée. Au bout de huit jours, elle implora son pardon auprès des grandes puissances, ajoutant que, si elle avait pu « *mesurer les forces de ses troupes, elle n'aurait pas provoqué les grandes puissances, et se serait même alliée à elles contre les rebelles* ». Voilà la véritable politique : capitulation devant les impérialistes, hostilité vis-à-vis des Yihotuans.

Lors de la déclaration de guerre aux grandes puissances Lieou Kouen-yi, gouverneur des provinces du Liangkiang (Kiangsou, Anhouei, Kiangsi), Tchang Tche-tong, gouverneur des provinces du Lianghou (Hounan, Houpei) et Li Hong-tchang, gouverneur des provinces du Liangkouang (Kouangtong, Kouangsi), disposant de forces réelles dans la Chine du Sud, refusèrent d'y prendre part. Ils firent comprendre que « *tous les ordres impériaux dépêchés après le 20 juin ne seraient pas observés* ». Ce genre d'attitude équivalait à une déclaration d'indépendance vis-à-vis du gouvernement mandchou.

Sans soutien de leurs maîtres étrangers, tous les repré-

sentants politiques des compradores et des grands propriétaires fonciers chinois étaient dans l'impossibilité de faire quoi que ce soit, surtout s'il s'agissait comme ici d'une scission de toute la Chine du Sud, c'est-à-dire, d'une région très vaste. A vrai dire, vers la mi-juin, lorsque l'armée alliée des huit puissances se dirigea vers Pékin, l'Angleterre entreprit seule des actions destinées à sauvegarder ses positions avantageuses dans la vallée du Yangtsé. Il s'agissait de démembrer la Chine. L'Angleterre, en collusion avec le seigneurs de guerre et les bureaucrates de la région, se mit à réprimer tous les mouvements anti-impérialistes. Car l'intervention des autres puissances contre les « *désordres* » dans le Nord du pays menaçait ses intérêts dans la vallée du Yangtsé. Mais les autres puissances, Etats-Unis, France, Russie, Allemagne, Japon, ne pouvaient accepter que l'Angleterre fît cavalier seul et la contraignirent à adopter un plan d'action, la prétendue « *défense mutuelle du Sud-Est* ».

Dès la mi-juin, la « *défense mutuelle du Sud-Est* » commençait à prendre forme. Le rôle d'intermédiaire était joué par un grand compradore, Cheng Hsiuan-houei directeur général de la ligne de chemins de fer Leoukeoutsiao-Hangtcheou. Cheng Hsiuan-houei, chargé des liaisons entre les consulats anglais et américain d'un côté, Lieou Kouen-yi et Tchang Tche-tong de l'autre faisait constamment la navette entre Changhaï, Nankin, Wouhan, etc., pour mettre au point un plan détaillé et transmettre les messages. « *L'ordre impérial de guerre* », publié le 21 juin, accéléra les négociations. Le 26 juin, les deux gouverneurs, Lieou et Tchang autorisèrent Cheng et Yu Lien-yuan, chef du service des transports de Changhaï, à négocier avec les consulats des puissances étrangères installés à Changhaï. Ils conclurent un accord comprenant 9 articles, qui concernait « *la défense mutuelle du Sud-Est* » et un autre, de dix articles, concernant « *Changhaï et ses envi-*

rons ». Cet accord stipulait que « *les concessions de Changhaï étaient sous la protection des puissances signataires. La région de la vallée du Yangtsé, y compris les villes de Soutcheou et Hangtcheou étaient sous la protection des gouverneurs* ». Le rapport parlait entre autres de « *la nécessité d'assurer la protection des étrangers, des églises et de leurs fidèles, de mettre fin à l'agitation et de faire cesser les activités des bandits* ». En réalité, la garantie mutuelle de protection de la Chine du Sud et de l'Est était surtout destinée à servir les intérêts des forces impérialistes et à réprimer le mouvement révolutionnaire des Yihotuans. Elle ne visait qu'à accentuer le démembrement de la Chine et à consolider l'état semi-féodal dans lequel elle se trouvait. Aussi était-il évident que les gens de cette espèce n'y voyaient rien à redire. La zone de « *défense mutuelle* » couvrait les provinces suivantes : Kouangtong, Kouangsi, Chantong, Tchekiang, Fukien. En fait, les provinces du Setchouan, du Hounan et du Chansi étaient soumises à ce traité qui trahissait le pays.

Bien que le traité de « *défense mutuelle du Sud-Est* » n'ait finalement pas été ratifié, il freina le développement du mouvement des Yihotuans dans le sud du pays et permit en outre aux impérialistes de concentrer leurs forces militaires dans la Chine du Nord pour mieux combattre les Yihotuans. C'est ainsi que l'ordre réactionnaire, ébranlé par les Yihotuans, put être rapidement rétabli. C'était en effet la volonté expresse des impérialistes et de leurs valets — propriétaires fonciers et compradores.

Sous la pression des Yihotuans et des canons de l'armée des huit puissances, l'impératrice Tse Hsi et le gouvernement mandchou durent mener un double jeu : ils déclarèrent la guerre, mais ce n'était que pour mieux capituler et se soustraire à la menace que faisaient peser sur eux les Yihotuans. Les gouverneurs de la Chine du Sud-Est, représentants de propriétaires fonciers et des compra-

dores chinois, n'hésitaient pas à se faire « *protéger* » par les impérialistes. Ils gardaient un rapport « *amical* » avec les envahisseurs pour gagner leur faveur et empêcher la progression des Yihotuans dans le Sud du pays. Le gouvernement mandchou et les impérialistes, quelles que fussent les divergences entre eux, poursuivaient le même objectif : répression contre les Yihotuans qui menaçaient leurs intérêts.

Quant aux différents groupements qui représentaient la classe bourgeoise de l'époque, réformistes ou révolutionnaires, ils ne se montrèrent jamais favorables aux Yihotuans.

Kang Yeou-wei, leader du groupe réformiste, s'était réfugié à l'étranger après l'échec du coup d'Etat de 1898. Il y organisa une association royaliste et demeura fidèle jusqu'à la fin de sa vie à l'empereur Kouang Hsiu, devenant ainsi un de ces « *réactionnaires bourgeois qui, en collusion avec l'impérialisme et les forces féodales, luttent contre le peuple* » (3). Pour le mouvement des Yihotuans, Kang Yeou-wei et les siens n'y virent rien d'autre qu'une occasion de renverser l'impératrice Tse Hsi et porter au pouvoir l'empereur Kouang Hsiu. Le 16 juillet 1900, tout en traitant les Yihotuans d'« *association de bandits* » et de « . ..*ires boxeurs* », il envoya des lettres aux diverses branches de l'« *association royaliste* » en les appelant à « *soutenir les étrangers et combattre les bandits pour sauver l'Empereur* ». Ils comptaient sur l'aide des Anglais pour former un gouvernement dans la Chine du Sud. Sur les conseils de Kang Yeou-wei, un autre leader des réformistes, Tang Tsai-tchang jetait les bases d'une « *association pour l'indépendance* », et formait une armée qui fit des préparatifs pour une insurrection dans les provinces

(3) « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 337. E.P.

du Houpei, du Hounan, de l'Anhouei, du Kiangsi.. Le 9 août 1900, selon leurs plans, l'Empereur serait rétabli au pouvoir et aurait « *éliminé les bandits* ». Mais les réformistes Tang Tsai-tchang et les siens, ennemis des masses populaires, comptaient s'appuyer sur les impérialistes ; ils n'en furent pas moins écrasés dans le sang par ces « *alliés* » et leurs laquais Tchang Tche-tong, Lieou Kouen-yi et d'autres.

Sun Yat-sen et son « *Association pour le renouveau de la Chine* » « participèrent aussi à la campagne de calomnies dirigées contre les Yihotuans, tout en pensant se saisir de cette occasion pour déclencher les insurrections armées, lesquelles devaient permettre de renverser le gouvernement mandchou et de former une république. Le 8 octobre 1900, Sun Yat-sen et des membres de l'Association déclenchèrent une insurrection à Houeitcheou dans la province du Kouangtong, mais n'obtenant pas l'aide militaire sur laquelle ils avaient compté de la part du Japon, ils furent forcés d'abandonner la place et de se disperser. Ceci démontre clairement que la classe bourgeoise, et même ses éléments les plus révolutionnaires, préfèrent s'appuyer sur les impérialistes plutôt que sur la force révolutionnaire des masses populaires.

A cette époque, les Yihotuans, face à deux sortes d'attaques, se montraient d'une fermeté exemplaire. Devant eux, se trouvait l'armée alliée des huit puissances et derrière eux, le gouvernement mandchou qui se livrait au massacre et détruisait ses bases. En outre, ils étaient condamnés par les divers représentants de la classe bourgeoise. Malgré des conditions aussi désastreuses, les Yihotuans demeuraient inébranlables et poursuivaient avec vaillance leur combat contre l'envahisseur impérialiste, pour sauvegarder le territoire sacré de la patrie.

3. L'héroïque résistance contre les envahisseurs

Le président Mao a écrit que « *les différentes nationalités de Chine ont toujours combattu le joug étranger et cherché à s'en libérer par la résistance* » (4).

Face à l'armée coalisée des huit puissances équipée d'un armement moderne, les Yihotuans résistèrent avec courage et héroïsme, car il s'agissait d'une guerre juste contre les envahisseurs étrangers.

1) *Du 10 au 26 juin 1900 — les Yihotuans l'emportent sur l'amiral Seymour.*

Le 10 juin 1900, une troupe de mille huit cents soldats commandée par l'amiral anglais Seymour avançait sur Pékin. Au su de cette nouvelle, les Yihotuans, stationnés le long de la ligne de chemin de fer de Pékin — Tientsin, se mobilisèrent immédiatement et sabotèrent une partie de la voie ferrée pour empêcher l'avance des troupes ennemies. Lorsque Seymour arriva à la gare de Louofa, il constata que « *les rails avaient été enlevés et qu'il devait les remettre en place pour poursuivre sa progression, ce qui le retardait de façon très désagréable* ». Dans l'après-midi du 11 juin, de nombreux combattants Yihotuans, le front ceint d'un turban rouge, armés de sabres et de piques, attaquèrent par le Nord les troupes qui réparaient la voie ferrée, et infligèrent des pertes considérables aux troupes d'invasion au cours d'un violent combat au corps à corps. L'armée étrangère n'évita l'anéantissement que grâce à l'action opportune de l'artillerie américaine. Le 13 juin, de nombreux envahisseurs arrivèrent à la gare de Langfang. A l'aube du 14 juin, alors qu'un convoi venait de quitter

(4) « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 327. E.P.

la gare, et qu'un second s'était arrêté pour être alimenté en eau, un groupe de 300 combattants Yihotuans lança une attaque-surprise. Cinq soldats des troupes d'invasion trouvèrent la mort. Le même jour, dans l'après-midi, d'autres combattants Yihotuans encerclèrent les envahisseurs stationnés à Louofa. Seymour dépêcha rapidement l'artillerie pour briser l'encerclement. Mais les Yihotuans purent s'échapper.

Les réactionnaires surestiment toujours leur force tandis qu'ils sous-estiment celle du peuple. Les envahisseurs, pleins d'arrogance, quittèrent Tientsin pour Pékin. Persuadés que le trajet se déroulerait sans encombres, ils n'avaient emporté que trois jours de vivres. Mais, du fait des attaques et des interceptions audacieuses des Yihotuans en divers points de la ligne, leur convoi ne parcourut que quarante-six kilomètres le premier jour, vingt-six kilomètres le deuxième, cinq kilomètres le troisième. Le quatrième jour, il dut rester bloqué en gare de Langfang. Seymour tenta d'envoyer une troupe à Tientsin chercher des munitions et des vivres. Mais toute retraite leur était coupée par les Yihotuans qui avaient saboté la voie ferrée. Le 18 juin, une troupe coalisée de combattants Yihotuans et de soldats mandchous lança une attaque massive contre les envahisseurs immobilisés à Langfang. Sous une pluie de balles, les Yihotuans chargèrent sans aucune crainte. En deux heures de combat acharné, ils avaient tué plus de cinquante soldats ennemis. Sous les coups des Yihotuans, Seymour dut renoncer à son projet d'invasion du Nord de la Chine. Il dut se replier à Yangchouen après avoir abandonné Langfang. Puis, les troupes d'invasion décidèrent de remonter vers le Nord par bateau. Mais, le soir même, sans leur laisser de répit, les Yihotuans lancèrent un autre assaut ; quarante soldats étrangers furent tués ou blessés. Les envahisseurs étaient privés de renforts et incapables de continuer leur avance vers le Nord. Il ne restait à Sey-

mour qu'à donner l'ordre de repli. A l'aube du 20 juin, les troupes commencèrent leur retraite vers Tientsin, toujours par voie navigable. A cette époque, sur les 85 villages en bordure du canal, 75 étaient administrés par les Yihotuans. D'après les rapports des envahisseurs, on sait qu'ils subirent des attaques à chaque village qu'ils traversaient. Ils durent mener des combats durant tout leur voyage, qui dura plusieurs jours. Ils n'osaient pas se déplacer de jour et filaient une fois la nuit tombée. Le 26 juin, c'est une armée démoralisée qui débarqua dans la concession de Tientsin. Bien que munie d'armes modernes, telles que canons et mitrailleuses, cette armée fut battue par les Yihotuans qui ne disposaient que d'armes blanches. En 15 jours de violents combats, les Yihotuans infligèrent à leur ennemi des pertes considérables qui se chiffrèrent à trois cents morts et blessés. Seymour déclara, tremblant encore de peur : « *Si les Yihotuans avaient possédé un armement de type occidental, ils auraient pu exterminer tous mes hommes* ».

2) *Juin-juillet 1900 — La bataille de Tientsin.*

Le 17 juin 1900, après la prise du fort de Takou, les impérialistes se regroupèrent pour attaquer en nombre Tientsin. Les Yihotuans préparèrent le peuple à la défense de la ville. Sous leur direction et encouragés par leur exemple, des soldats du gouvernement mandchou participèrent également au combat dans la concession de Tchetsoulin. Dans la soirée du 17 juin, un convoi en provenance de Takou et transportant plus de deux mille soldats russes, se dirigea vers la gare Laolongteou de Tientsin, en vue de l'occuper et de libérer la concession située en face de la gare et qui était encerlée.

Les Yihotuans avaient déjà disposé leur défense aux alentours de la gare. Lorsque les envahisseurs russes pé-

nétrèrent dans la gare, de nombreux combattants se jetèrent sur eux, sabres au clair. Un affrontement violent éclata. D'autres groupes de Yihotuans, dirigés par un de leurs chefs les plus importants, Tchao Fou-tien, et venus de l'autre point de la ville, arrivèrent en renforts. Pour stopper leur progression, les envahisseurs russes firent donner l'artillerie. Les combattants Yihotuans, sans craindre les fusils et les canons, montèrent à la charge des positions ennemies. Frappant du sabre avec férocité, ils mirent à mal plus de cinq cents de leurs opposants. Le reste se dispersa comme des rats. Pour les féliciter de leur victoire, la population offrit aux combattants des « *gâteaux de la victoire* » et de la soupe aux pois.

Pour faire obstacle à l'arrivée de renforts aux troupes impérialistes, les Yihotuans sabotèrent une partie de la voie ferrée entre Tientsin et Takou, près d'une ville où étaient stockées une grosse quantité de céréales. En même temps, Yu Lou, gouverneur du Hopei, reçut une demande de la part des Yihotuans qui voulaient que le gouvernement mandchou leur envoyât des renforts. La situation devint critique. Le gouvernement mandchou refusait toute aide, alors que les renforts du camp impérialiste arrivaient. Des combattants Yihotuans venus d'un peu partout rejoignirent Tientsin, pour porter un coup décisif à l'envahisseur. Plus de vingt mille combattants arrivèrent des districts environnants : Kinghsien, Kinghai, Tchangchéou, Yenchan, Nanpi, Wen'an, Patcheou, etc. Le 27 juin, Tchao Fou-tien annonça son intention de lancer un assaut contre l'envahisseur. Le même jour sous le commandement de Tchang Te-tcheng, autre dirigeant Yihotuan, une flotte de 72 bateaux regroupant cinq mille hommes, s'embarqua à Toulieoutchen et fit route vers Tientsin. Ils prirent immédiatement part au combat qui se déclencha à Tchetsoulin.

Dans ces luttes patriotiques, les combattants du Yiho-

tuan ont fait preuve d'un courage remarquable au cours de leur résistance opiniâtre, et mis en évidence le génie du peuple chinois. L'envahisseur avait transformé les environs des concessions de Tchetsoulin en véritable champs de mines. Le 1er juillet, Tchang Te-tcheng dirigea l'attaque. Il envoya chercher plusieurs dizaines de buffles et les chassa devant lui sur les terrains minés. Les mines éclatèrent et ce stratagème permit d'épargner la vie de nombreux combattants. Le danger des mines une fois éliminé, une unité de combattants monta à la charge. Après la prise du pont flottant, les combattants s'avancèrent dans la grande avenue des douanes, et mirent le feu à plusieurs banques, dont la banque japonaise Mitsui. Les 2 et 3 juillet, sous les ordres de Tchao, des combattants renforcés par des soldats mandchous lancèrent une violente attaque contre la gare et la concession française de Tientsin. Le combat dura deux jours et deux nuits. Plus de cent soldats ennemis furent tués ou blessés.

Une fois de plus, la dynastie des Tsing découvrit sa réelle perfidie alors même que la bataille de Tientsin se poursuivait. Au début du mois de juillet, le gouvernement mandchou avait fait revenir en hâte Li Hong-tchang à Pékin, et l'avait nommé gouverneur du Hopei et gouverneur général de la Chine du Nord. Cela préparait la capitulation devant les impérialistes. En même temps, Song Tsing était également nommé ministre-adjoint aux Affaires militaires pour la Chine du Nord, et retournait ses canons contre les Yihotuans : il donna publiquement l'ordre de les massacrer. La combativité des Yihotuans s'en trouva ainsi fort diminuée. Les impérialistes en profitèrent pour faire affluer les renforts vers Tientsin. Le 13 juillet cinq mille soldats étrangers attaquèrent Tientsin. Cependant, grâce à la résistance courageuse des Yihotuans et des soldats mandchous, plus de cent envahisseurs américains furent tués. On trouva parmi eux, des officiers, dont un colonel,

sans parler des sept cents envahisseurs japonais, anglais, français tués ou blessés : un résultat particulièrement brillant — le meilleur depuis le début de la guerre. Cependant, sous les massacres perpétrés par Song Tsing, Tientsin se trouva bientôt privé de défense et les traîtres purent faire pénétrer les envahisseurs en ville. Ils devinrent maîtres de Tientsin le 14 juillet au matin. A l'entrée des armées coalisées, les Russes déclarèrent que toutes les propriétés situées dans la zone qu'ils occupaient leur appartenaient. Ils établirent en outre, une concession russe ainsi qu'un gouvernement unifié de Tientsin, en collusion avec les envahisseurs anglais et japonais, qui se chargea de la domination coloniale de Tientsin pendant plus de deux ans.

Tientsin est la porte d'entrée de Pékin. Pour défendre Tientsin, les Yihotuans avaient lutté pendant un mois contre l'armée coalisée des huit puissances. Au cours de ces combats, ils avaient éliminé plus d'un millier d'ennemis. Les coups portés alors aux impérialistes favorisèrent la tâche de résistance des Yihotuans à Pékin.

3) *Juillet-août 1900 — La bataille de Pékin*

Pendant qu'un combat acharné se poursuivait contre les impérialistes à Tientsin, les forces des Yihotuans lancèrent une attaque générale contre le quartier des légations étrangères et la cathédrale Peitang.

Le quartier établi par les légations des pays impérialistes, était également le poste de commandement général des forces d'invasion en Chine. Depuis le début du mois de juin, les soldats des envahisseurs et le personnel armé des légations cherchaient querelle au peuple chinois et avaient, à maintes reprises, tué de nombreux combattants Yihotuans. Le 20 juin, le ministre allemand Kettler provoqua de nouveau le peuple chinois près du pavillon « *Toungtan-*

pai ». La foule en colère le tua. Au su de la nouvelle, cinq à six mille combattants Yihotuans se mobilisèrent. Ils lancèrent des balles enflammées et des petits sacs remplis de poudre de canon sur les sièges des légations belge, autrichienne, hollandaise, italienne et autres. Celles-ci prirent feu immédiatement. Les toits se mirent à brûler également. Pour cela, les Yihotuans utilisaient du coton et de l'étoupe imbibés de pétrole et attachés au bout de longues perches. Une unité importante put ainsi lancer une attaque grâce à la confusion engendrée par les incendies. D'autres tactiques militaires furent appliquées comme le percement de tunnels, l'explosion de mines, etc., qui infligèrent des pertes considérables aux envahisseurs. Un représentant des impérialistes français raconte, effrayé : « *Un jour, vers midi, il y eut deux explosions formidables, la légation française sauta en l'air.* » Le 13 juillet, de nombreux combattants Yihotuans et un petit nombre de soldats gouvernementaux pénétrèrent dans les légations française et allemande et ne se retirèrent qu'après un dur combat au corps à corps.

Il est vrai que les combattants Yihotuans payèrent cher chacune de leurs attaques. Mais ils gardèrent toujours un haut esprit de combativité, sans craindre la mort, enjambant les corps de leurs camarades. Ils étaient résolus à porter des coups aux envahisseurs.

A la date du 20 juillet, parmi tous les envahisseurs du quartier des légations, 42 Français furent tués sur 50, 30 Allemands sur 54, 45 Japonais sur 60, sans parler des autres tués ou blessés parmi les envahisseurs russes, américains, anglais, italiens et autrichiens. Sous les attaques violentes des Yihotuans, les envahisseurs qui purent échapper à la mort tremblaient de peur dès qu'ils entendaient le sifflement du pipeau — signal d'attaque des Yihotuans. Ils avouaient eux-mêmes que « *leur sang s'arrêtait de circuler*

quand ce sifflement parvenait à leur oreilles », et que leur avenir était aléatoire.

Peitang était la cathédrale la plus importante pour le catholicisme français dans le Nord du Hopei. Depuis très longtemps, elle était une base très importante des impérialistes pour exercer leur influence religieuse sur la Chine. Dans l'après-midi du 15 juin, elle se vit encerclée par plus de dix mille combattants. A partir du 17 juin, une partie des soldats gouvernementaux y participèrent aussi. Les Yihotuans organisèrent l'attaque. Un boulet de canon enleva le toit de la tour de l'horloge de la cathédrale. La croix blanche accrochée sur le mur de la façade tomba. Avec la coopération des masses, les assaillants réussirent à fabriquer une sorte de fusée assez puissante pour transpercer le mur d'une maison. Un allume-feu attaché à la gueule de la fusée devait s'enflammer en heurtant un objet. Ils creusèrent, en outre, des tunnels et y posèrent des mines qui firent sauter une partie importante de la cathédrale.

Tandis que les combattants yihotuans luttaient contre les envahisseurs, le gouvernement mandchou les poignarda dans le dos. Ce fut un sinistre complot contre le mouvement des Yihotuans. Quatre jours seulement après « *la déclaration de guerre* », l'impératrice Tse Hsi ordonna que l'attaque lancée contre les légations soit arrêtée. Elle envoya ensuite Yu Lou auprès des légations pour « *négocier la paix* ». Elle fit installer sur le pont impérial un panneau portant cette inscription : « *l'impératrice ordonne que toutes les légations soient protégées avec efficacité* ». Le 14 juillet, Tientsin tombait, ce qui affola un peu plus l'impératrice. Le 17 juillet, elle fit présenter aux légations française, allemande, américaine, une lettre de « *créance* », tout en priant les impérialistes d'apaiser leur colère. Pire encore, le 20 et 26 juillet, pour faire plaisir aux envahisseurs, elle leur fit envoyer des pastèques, de la

glace, des légumes frais, des légumes salés, du riz, mille livres de farine, et d'autres produits.

L'attitude de l'impératrice Tse Hsi vis-à-vis des impérialistes s'explique par le fait qu'elle ne déclarait la guerre qu'en apparence mais qu'en réalité elle capitulait. Elle collaborait avec les Yihotuans superficiellement mais voulait les exterminer dès que l'occasion se présenterait. Trois jours seulement après la « *déclaration de guerre* », le gouvernement mandchou ordonna à Tai Souen et Kang Yi, deux fonctionnaires importants, de « *diriger* » les Yihotuans et d'établir des réglementations du mouvement des Yihotuans. Tous ceux qui enfreignaient ces réglementations seraient condamnés comme de faux Yihotuans et subiraient la peine destinée aux bandits — la peine capitale. Ceux qui refuseraient d'accepter la pacification seraient « *envoyés, s'ils n'y étaient encore, au front de la bataille, où on leur ferait ouvrir le feu* ».

Cette politique de massacre, mise en pratique par les responsables militaires et les fonctionnaires du gouvernement mandchou, détruisit fatalement la force de la résistance nationale menée par les Yihotuans. Ce genre de difficultés fit obstacle à l'enlèvement du quartier des légations, même après un siège de 56 jours et, pour la cathédrale, de 63 jours. Les envahisseurs encerclés avouèrent eux-mêmes : « *sans la protection du gouvernement mandchou, nous n'aurions pu résister une semaine, ni même peut-être une journée* ». Et l'impératrice Tse Hsi disait même franchement qu' « *elle avait toujours gardé une marge de manœuvre* », et que « *si elle les avait laissé faire à leur guise, ils auraient pu prendre au moins une légation* ». Ces quelques phrases nous dévoilent complètement la traîtrise du gouvernement mandchou.

Malgré l'attitude soumise de ce gouvernement, l'ambition sauvage des impérialistes ne se donnait aucun moment de répit. Le 4 août, près de vingt mille soldats de

l'armée coalisée des huit puissances se mirent en route pour Pékin. Les soldats russes comptaient quatre mille huit cents hommes, soit plus d'un quart de l'effectif. L'armée se divisa en deux parties dont l'une, composée de soldats japonais, anglais, et américains, se dirigea vers Pékin le long de la rive gauche du Grand Canal et l'autre, composée de soldats russes, français, allemands, autrichiens et italiens, suivit la rive droite. Ces envahisseurs se heurtèrent partout aux combattants Yihotuans qui les attaquaient vaillamment. Lorsqu'ils arrivèrent à Peitsiang, une troupe mandchoue les attendait en ordre de bataille. Des milliers de combattants vinrent en renfort. Après une bataille sanglante qui dura très longtemps, ils tuèrent et blessèrent plus de mille envahisseurs. Puis, les envahisseurs butèrent contre la résistance des combattants Yihotuans à Yangtsouen et à Hosiwou. Mais sous les pressions exercées sur eux par l'impératrice, Song Tsing, Ma Yu-kouen, Li Peng-heng et d'autres se retirèrent du front. Néanmoins, ils ne se résolurent à quitter le front qu'après avoir combattu quelque temps.

Le 13 août, Tongtcheou tomba, ce qui permit aux envahisseurs d'accéder jusqu'aux banlieues de Pékin. Tandis que les Japonais et les Russes s'avançaient jusqu'aux portes Tchaoyang et Tongtche, et s'apprêtaient à escalader les remparts, les Yihotuans, sans la moindre hésitation, lancèrent une contre-attaque décisive contre les envahisseurs. Comme les armes manquaient, ils utilisèrent des pierres contre l'ennemi. Quant aux deux régiments mandchous « *Stratégie divine* » et « *Tigre divin* », ils filèrent dès l'arrivée des envahisseurs. Le 14 août, Pékin tomba. L'impératrice Tse Hsi et ses fidèles valets durent se déguiser en civils pour fuir Pékin en amenant avec eux de force l'empereur Kouang Hsiu. Les Yihotuans et les soldats mandchous continuèrent à se battre pendant trois jours au cours desquels ils tuèrent et blessèrent plus de quatre cents

envahisseurs. Pour défendre Pékin, ils résistèrent jusqu'à la dernière minute et montrèrent la fermeté héroïque du peuple chinois qui n'a jamais capitulé même en danger de mort.

Après la prise de Pékin par l'armée coalisée des huit puissances, leurs renforts ne cessèrent d'arriver à Pékin et à Tientsin. Jusqu'à la mi-septembre, leur effectif augmenta jusqu'à cent mille hommes. Pour avoir un commandement unifié qui permit de mettre sur pied un plan d'invasion, le maréchal allemand Waldersee fut, non sans intrigues, élu commandant en chef de l'armée alliée. Lorsque celui-ci arriva à Pékin, il envoya des troupes envahir les environs. La superficie des territoires occupés s'accrut d'autant. En outre, les envahisseurs occupèrent le port de Changhaï, le long de la ligne de chemin de fer Tientsin-Tchengtou, à l'est de Tientsin. A partir de Pékin, ils prirent Paoting au sud et Tchankiakeou au nord.

L'armée coalisée des huit puissances peut se comparer à une meute de loups recouverts d'une « *peau civilisée* ». Elle assassina, incendia et pilla partout sur la terre chinoise. Les troupes tsaristes ravagèrent Peitang, près de Takou, dont plus de la moitié des habitants fut massacrée. La rivière qui traversait la ville était rouge de sang. Après la chute de Tientsin, les troupes japonaises ouvrirent le feu contre une foule nombreuse qui évacuait la ville en hâte et des milliers de gens furent tués.

A Pékin, tous les endroits où avaient été plantés les « *autels* » furent brûlés. Une autorisation spéciale permit aux soldats envahisseurs de ramasser du butin pendant trois jours après la prise de Pékin. Le sac de la ville continua jusqu'au dernier jour de l'occupation. Les troupes japonaises avouèrent que 2,63 millions de taëls furent volés dans la trésorerie du gouvernement mandchou. Un envahisseur fit le récit du pillage lors de la chute de Tientsin : « *Dès que les portes de Tientsin furent ouvertes, on*

trouva immédiatement des soldats de l'armée alliée dans tous les coins. Alors, tout ce qui avait quelque valeur et qui était facile à emporter changeait tout de suite de main. Dès que des soldats japonais eurent dérobé des millions de taëls à la trésorerie du sel, des soldats américains arrivèrent. Ces derniers obligèrent quarante prisonniers chinois à déterrer les fortunes cachées sous le bâtiment. En quatre jours, ils prirent également des millions de taëls. On raconta que l'argent pillé dans une seule matinée pouvait former une colline de « trente pieds de long, trente pieds de large et quatre pieds de haut. »

Les missionnaires en profitèrent aussi. L'évêque français de Peitang s'empara d'une fortune d'un million de taëls au domicile du mandarin Li Chan. Toutes les œuvres littéraires et tous les objets de grande valeur du Palais de Pékin et du Palais d'Eté furent enlevés, sans exception. Quant aux objets pillés au Palais d'Eté, les envahisseurs mirent plusieurs mois pour les transporter à Tientsin. Après le pillage franco-anglais pendant la Deuxième Guerre de l'opium, il restait encore plus de huit cents volumes de l'encyclopédie Yong Le, complétée sous la dynastie des Tsing. Cette fois-ci, l'armée d'invasion en enleva 307 volumes.

Même le chef des envahisseurs, Waldersee, dut admettre les crimes sans précédents commis par l'armée coalisée des huit puissances. Il avoua qu'il « *était impossible de vérifier la valeur exacte du butin volé. En tout cas, la Chine avait subi des dommages considérables. De plus, les actes atroces où les soldats violaient les femmes, massacraient la population et incendiaient les maisons, devaient être nombreux* ». Il continua ainsi : « *Tout ce qui se trouve le long de la route de Tientsin à Takou, ainsi qu'une grande partie de Tientsin ne sont plus que ruines* ».

Ainsi, les envahisseurs impérialistes avaient commis les actes les plus barbares, eux qui se réclamaient et se récla-

ment encore aujourd'hui d'une civilisation avancée. Depuis longtemps, ils mélangent le blanc et le noir pour dissimuler la férocité de leurs actes. Ainsi, ils s'attaquèrent aux Yihotuans en déclarant que « *ceux-ci brûlaient et massacraient à leur gré* », et que « *c'étaient des bandits terriblement cruels* ». Les impérialistes calomnièrent avec une hargne extrême le mouvement des Yihotuans en déclarant à cor et à cri que ce n'était là qu'un chaos barbare et xénophobe.

Le président Mao l'a indiqué de façon pénétrante : « *le peuple chinois avait-il organisé le Yihotuan pour porter la révolte dans les pays impérialistes d'Europe, d'Amérique et au Japon, et « les mettre à feu et à sang » ? Ou bien étaient-ce les pays impérialistes qui avaient débarqué en Chine pour y commettre l'agression, opprimer et exploiter son peuple, amenant ainsi les masses populaires de la Chine à se dresser contre l'impérialisme et ses laquais en Chine, et les fonctionnaires corrompus ? La question est d'une importance majeure pour savoir qui a raison et qui a tort et doit recevoir une réponse claire dans le débat* » (5).

4. Résistance à l'occupation du Nord-Est chinois par la Russie tsariste

Pendant la campagne des Yihotuans, la Russie tsariste ne se contenta pas d'envoyer un contingent important de troupes participer aux opérations des armées coalisées des huit puissances, se livrant à une répression sanguinaire des Yihotuans et mettant à feu et à sang les régions de Pékin et de Tientsin où la soldatesque se livrait à un pillage effréné, mais de plus, elle fut responsable des grands mas-

(5) « Quotidien du peuple » du 1er avril 1967.

sacres de Hailanpao et de Lieouchetsetouen, à Kiangtong, et elle expédia son armée occuper militairement les trois provinces du Nord-Est chinois, le Heilongkiang, le Kirin et le Fengtien. La Russie s'est conduite avec le cynisme le plus éhonté. Fin juin, le ministre des Armées russes, Kourobatkine, déclara : « *Il faut saisir cette occasion (le mouvement des Yihotuans) pour nous emparer de la Mandchourie tout entière.* » Il ne mâcha pas non plus ses mots envers les diplomates allemands et leur dit crûment que, lorsque les Russes auraient, de ce pas, pris la Mandchourie, ils entendaient « *avoir toute liberté d'action sur ce plan* ».

Fin juin 1900, dans l'armée russe basée dans la région frontalière extrême-orientale, soixante-dix mille hommes sont déjà massés près du fleuve Heilong (6), prêtes à l'invasion. Mais, avant de lancer leur expédition contre le Nord-Est chinois, les Russes commencent par créer deux incidents, en perpétrant deux massacres effroyables.

Hailanpao, initialement appelé Mengkiatouen, est situé sur la rive du Heilongkiang en face de la ville chinoise d'Aihouei. Les Russes changèrent son nom en Blagovetchensk après l'avoir occupé. Le 16 juillet, les envahisseurs russes armés jusqu'aux dents se saisirent de trois à quatre mille Chinois, résidents et marchands se trouvant à Hailanpao, et les mènent sous escorte armée jusqu'au bord du fleuve, en leur faisant croire qu'ils vont être renvoyés dans leur pays. Du 17 au 21, les soldats russes poussent les Chinois dans le fleuve en jouant du couteau, de la hache, du fouet et du fusil ; « *ceux qui sont blessés mortellement succombent sur la berge, d'autres, blessés moins gravement, meurent dans l'eau et d'autres encore, non blessés, se noient.* » C'est une boucherie et « *les eaux du fleuve charrient des multitudes de cadavres* ». Seuls un

(6) Nom chinois de l'Amour (N.d.T.).

peu plus de quatre-vingts rescapés parviennent à atteindre la rive sud.

Immédiatement après la tuerie de Hailanpao, la Russie tsariste provoque la tragédie de Lieouchetsetouen à Kiangtong. Cette agglomération se trouve au Sud du fleuve Tsingkili (la rivière Zeya), sur la rive Est du fleuve Heilong. Dans ce lieu demeurent côte à côte plusieurs nationalités chinoises, des Han, des Mandchous, des Davols, notamment. Elles comptent plus de deux mille foyers, une dizaine de milliers d'habitants, traditionnellement sous la juridiction du Gouverneur militaire adjoint d'Aihouei. Même aux termes du traité inégal d'Aigoun (7) signé en 1858, les Chinois pouvaient « *résider pour toujours* » et les Russes « *n'avaient pas le droit d'intervenir* ». Seulement, voilà bien longtemps que ces derniers regardent d'un œil concupiscent ce morceau de territoire fertile. Ils multiplient les provocations, déportant les populations, violant la frontière pour capturer ou tuer des gens. Le 17 juillet, des troupes russes font irruption dans Lieouchetsetouen et, à cheval, chargent des résidents, sabrant tous ceux qui se trouvent sur leur chemin. Puis, les habitants « *sont chassés dans une grande salle qui est alors incendiée* ». Un grand nombre sont pourchassés jusque dans le fleuve Heilong, où ils meurent par noyade. Seule, une partie de la population arrive à s'enfuir, repêchée par un bateau de patrouille fluviale d'Aihouei. Lors de ces atrocités, les pertes de Lieouchetsetouen se chiffrent à plus de sept mille en vies humaines et à plus de trois millions de yuans en dégâts matériels. Le 20 août, Gribousky, responsable militaire de la région russe de l'Amour, proclame sans vergogne que ce territoire « *se trouve d'ores et déjà sous la juridiction russe et qu'il est interdit à tous les habitants chinois qui ont quitté le territoire riverain du côté russe de revenir*

(7) Nom russe d'Aihouei (N.d.T.).

dans le Zeya extérieur ; leurs terres seront remises à des colons russes pour leur usage exclusif ». C'est ainsi que les riches terres de Lieouchetsetouen, défrichées et cultivées avec amour par des générations de travailleurs chinois, sont occupées de force par les colonialistes de la Russie tsariste.

Au cours de ce même mois de juillet, le gouvernement barbare de la Russie tsariste, sous prétexte de protéger ses voies ferrées dans le Nord-Est chinois, envoie une expédition de 170 000 hommes, qui profitent de l'attaque conjuguée des impérialistes contre Pékin et Tientsin pour pénétrer dans le Nord-Est par six routes : 1) en provenance du Baïkal extérieur, ils traversent la région de Hulunbuir, descendent vers le Sud à travers la chaîne montagneuse des Khingan occidentaux ; 2) de Hailanpao, ils passent le fleuve Heilong, attaquent Aihouei, traversent la région de Morken pour se diriger droit sur Tsitsikar ; 3) ils passent le fleuve Songhoua (8) près de Poli (9) puis se dirigent droit sur Kharbine à travers la région de Sanhsing (aujourd'hui Yilan) ; 4) de Nikolaievsk, ils passent la frontière à Soueifenhe et marchent sur Kharbine ; 5) de la région proche de Haichenwei (Vladivostok), ils se dirigent vers le Kirin après une offensive sur Houeitchouen et Ningkouta ; 6) partant de Lushun, ils font tomber Yingkeou et marchent sur Chenyang en passant par Liaoyang. Le gouvernement tsariste a ainsi l'ambition de s'emparer de tout le Nord-Est chinois d'un seul coup.

Cependant, si l'offensive de l'armée d'invasion russe est impressionnante, le peuple chinois du Nord-Est est doté d'une riche expérience de résistance à l'agression et il ne se laisse pas effrayer. Quand les Russes attaquent Aihouei, les Yihotuans lèvent haut la bannière « *Ta Tchouan*

(8) Nom chinois du Soungari (N.d.T.).
(9) Nom chinois de Khabarovsk (N.d.T.).

Min » (« Les hommes au grand poing ») et, s'attaquant à un ennemi armé de canons avec des armes blanches, lui livrent un combat meurtrier. Un nombre assez considérable de soldats patriotes de l'armée Tsing se battent également aux côtés des Yihotuans. Les Oluntchouen (10) organisent une troupe de cavalerie de cinq cents hommes, qui se bat avec acharnement contre les cavaliers cosaques. Pendant tout le mois de juillet, la bataille continue dans le Fengtien, « *depuis Kaiyuan dans le Nord, jusqu'à Haitcheng dans le Sud, sur une distance de quelque cinq cents lis* » ; la gare d'Anchan exceptée, toutes les voies ferrées, tous les ponts et toutes les gares construits par les Russes sont détruits par les Yihotuans. Au début du mois d'août, les envahisseurs attaquent Kaiping et Haitcheng, mais se font repousser par les Yihotuans et des soldats de l'armée Tsing, qui d'ailleurs les battent à plusieurs reprises aux alentours de Haitcheng. Dans la bataille de Sanhsing, le commandant de régiment des envahisseurs russes Venikov est tué par le peuple du Nord-Est. A Ningkouta, grâce aux milices populaires et la participation au combat des troupes de Tchentong, pendant très longtemps, l'offensive de l'armée russe piétine.

Cependant, les hauts mandarins du gouvernement Tsing postés dans le Nord-Est, tels que Tseng Tsi, commandant général de Chengtsing (Chenyang), et Tchang Chouen, commandant général du Kirin, non seulement ne résistent pas à l'agression russe, mais encore contrôlent et massacrent les milices des Yihotuans qui luttent héroïquement contre l'ennemi, apportant ainsi une aide fort appréciable à ce dernier. Tseng Tsi demande à la Russie tsariste de mettre un terme à son agression, ce à quoi le tsar Nicolas II répond cyniquement : « *Nous ne pouvons nous arrêter à mi-chemin. Notre armée doit traverser la Mandchourie*

(10) Minorité nationale de la Chine du Nord-Est (N.d.T.).

du Nord au Sud, » et donne ordre de « *désarmer l'armée Tsing et ses places fortes* ». Son arrogance est sans pareille. Après avoir passé de force le fleuve Heilong et assailli Aihouei en juillet, les troupes d'agression russes occupent successivement Kaiping, Yingkeou, Nieoutchouang, Houeitchouen, Sanhsing, Ningkouta, Haitcheng, Tsitsikar et Kharbine, terminant leur campagne par l'occupation de Chenyang en novembre. Ils tiennent à présent tout le Nord-Est chinois. Nicolas II ne se sent plus de joie : « *Notre armée contrôle toute la Mandchourie, du nord au sud.* » Il projette déjà un plan pour une « *Russie jaune* », rêvant de tenir à tout jamais le Nord-Est chinois.

Partout, les troupes tsaristes se livrent à la destruction et au pillage. L'antique cité d'Aihouei, qui a plus de deux siècles d'histoire, est brûlée et réduite à un amas de débris. « *Les habitants des régions longeant la voie ferrée aux alentours de Kaiping et Haitcheng sont massacrés, leurs maisons incendiées, si bien qu'aucun n'en demeure.* » Selon des statistiques incomplètes, les envahisseurs russes ont tué plusieurs dizaines de milliers d'habitants chinois à Aihouei, Houeitchouen, Sanhsing, Hailar, Moho et dans d'autres lieux. A Kharbine, l'armée russe se conduit avec une férocité inouïe : quelques dizaines de Chinois sont saisis, pieds et poings liés, et jetés dans le feu où ils sont brûlés vifs. Le grand Lénine a dénoncé avec la plus vive indignation les atrocités commises par les agresseurs de la Russie tsariste : « *La politique du gouvernement tsariste en Chine est une politique criminelle* » (10), « *réduisant en cendres des villages entiers, noyant dans le fleuve Amour, fusillant ou perçant de leurs baïonnettes les habitants désarmés, leurs femmes et leurs enfants* (12). »

Pour « *légaliser* » son occupation militaire, la Russie

(11) « La guerre de Chine », Lénine, *Œuvres,* tome 4, p. 392.
(12) *Idem,* p. 389.

tsariste oblige le représentant de Tseng Tsi, général de Chengtsing, à signer, le 8 novembre 1900, une « *Charte provisoire de cession du territoire du Fengtien (Moukden)* ». Sa teneur principale est la suivante : les troupes d'invasion de la Russie tsariste seront basées à Chengtsing et autres localités ; toutes les troupes chinoises, elles, seront retirées, leurs armes rendues ; leurs forts, casernes et dépôts de munition détruits. La Russie tsariste nommera un « *Administrateur général* » à Chengtsing (Chenyang), lequel aura le droit d'être tenu informé de toutes actions importantes entreprises par le commandant général de Chengtsing ; la Chine organisera une police à pied et à cheval, dont le nombre d'effectifs devra être fixé par accord des deux parties. Aux termes de ces conditions, la Chine perd toute souveraineté et le commandant général de Chengtsing n'est plus qu'une marionnette dont « *l'Administrateur général* » russe tire les ficelles.

Aussitôt que la nouvelle en est connue, cette « *Charte provisoire de cession du Fengtien* » suscite une vive opposition de la part du peuple chinois, si bien que le gouvernement Tsing se voit obligé de refuser de la reconnaître. Tseng Tsi est limogé, et le gouvernement nomme son ministre en Russie, Yang Jou, représentant plénipotentiaire pour négocier avec le gouvernement russe l'abrogation de la « *Charte provisoire* » et la rétrocession des trois provinces du nord-est. Le gouvernement tsariste fait semblant de céder en accordant l'annulation de la « *Charte provisoire* » ; en fait, il n'a pas bougé d'un pouce sur son intention d'envahir le Nord-Est chinois. En février 1901, il présente les prétendues douze conditions de cession des trois provinces du Nord-Est, encore plus dures que celles de la « *Charte provisoire de cession du Fengtien* ». En effet, ces exigences couvrent non seulement la souveraineté sur tout le territoire du Nord-Est, mais encore les droits sur les voies de communication et les mines de la Mongolie et du

Sinkiang, ainsi que la construction d'une voie ferrée allant du Nord-Est à Pékin en traversant la Grande Muraille. Le dessein de la Russie tsariste est de profiter de l'occupation armée de Pékin par les huit puissances pour forcer la main au gouvernement Tsing et l'obliger à agréer la Russie comme seule puissance ayant droit sur le Nord-Est chinois.

Les autres puissances impérialistes craignent énormément que le succès de ce plan mette en danger leurs propres intérêts en Chine, aussi se lèvent-elles en nombre pour contrer la Russie. Le Japon, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne, lancent l'un après l'autre des avertissements au gouvernement Tsing de ne pas conclure d'accord séparé « *territorial ou financier* » avec une quelconque puissance. En outre, les puissances se menacent l'une l'autre d'agir de même dans ce cas, chacune s'emparant alors d'un morceau de territoire chinois pour son propre compte. Voyant que la situation ne lui est pas favorable, et craignant surtout que le Japon et l'Angleterre ne s'unissent contre elle, la Russie soudoie Li Hong-tchang par un énorme pot-de-vin. Ensuite, vers le milieu du mois de mars, elle présente la version finale du traité, faisant pression sur Yang Jou et lui enjoignant de le signer dans les deux semaines à venir sans en modifier un seul mot. Son but est de conclure les négociations le plus tôt possible pour que soient consolidés les intérêts russes, acquis dans le Nord-Est chinois par l'invasion.

L'attitude du peuple chinois est de s'opposer fermement à la signature de ce traité. Des manifestations ont lieu à Changhaï, à Hangtcheou et autres lieux pour protester contre l'occupation russe du Nord-Est et les pressions russes pour conclure le traité. La Russie est condamnée avec vigueur : « *Sous une fausse apparence de loyauté, elle cache de noirs desseins et voudrait appliquer à notre pays, la Chine, les tactiques perfides dont elle s'est servie*

pour annihiler la Pologne. » Le peuple du Nord-Est, lui, réplique avec des actions de lutte. En novembre 1900, la population de Houlan s'organise en groupe de résistance armée déployant ses activités autour de Houlan et Moulan, frappant résolument l'envahisseur partout où il le rencontre. Le même mois, la milice des Yihotuans de la région de Ningyuan cerne un détachement russe, en tuant une soixantaine de soldats. Au début de 1901, les « *troupes de la révolte* » contre les Russes se sont agrandies et comprennent déjà plus de cent mille hommes. En février, une proclamation conjointe de lutte contre les Russes est publiée, dénonçant avec indignation les crimes infâmes des agresseurs russes occupant le Nord-Est chinois, et exprimant la détermination de « *lutter à mort contre les bandits russes pour recouvrer notre territoire et sauver notre peuple* ». Parmi ces groupes de résistance armée, le Tchongyitouan (Milice de la Loyauté et la Justice), conduite par Lieou Yong-ho est la plus renommée. Sa fière devise de combat est : « *Repousser les bandits russes, recouvrer le territoire national.* » Elle engage une lutte héroïque contre les agresseurs russes, guerroyant tout le long de la voie ferrée de Kharbine à Moutankiang et dans la région plus au Sud, brisant à plusieurs reprises les « *encerclements* » russes. La lutte de résistance anti-russe du Tchongyitouan est la continuation du mouvement des Yihotuans. Cette lutte s'est maintenue jusqu'en 1909 ; à son apogée, le Tchongyitouan a compté dans ses rangs deux cent mille hommes. Le ministre des Armées du tsar se lamente : l'armée russe se trouve souvent « *encerclée par des masses chinoises qui nous sont hostiles* ». Le ministre des Finances, De Witte, avoue : « *à cause des désordres inévitables et continus (la lutte de résistance du peuple chinois), nous ne pouvons assurer le maintien de notre position initiale en Mandchourie* ».

C'est précisément grâce à cette résistance énergique du

peuple chinois aux agresseurs russes, avec en appoint les multiples contradictions entre les diverses puissances impérialistes, que le ministre des Tsing en Russie, Yang Jou, arrive à tenir tête devant les intimidations des Russes, refusant d'apposer sa signature sur le traité de cession des trois provinces du Nord-Est chinois. Le gouvernement tsariste voit ses complots déjoués, mais allègue néanmoins toutes sortes de prétextes pour ne pas rendre le territoire du nord-est. Ce n'est qu'en avril 1902, quand le peuple chinois prépare une lutte antirusse de plus grande envergure encore, quand les contradictions entre puissances impérialistes connaissent une nouvelle flambée — l'Angleterre et le Japon se sont alliés et font bloc contre la Russie — que celle-ci se voit enfin forcée de conclure avec le gouvernement Tsing le traité sino-russe de *« cession des trois provinces du Nord-Est »*, stipulant que les Russes retireront leurs troupes en trois fois. La Russie tsariste, pour qui l'agression est devenue une seconde nature, ne s'exécute naturellement qu'avec répugnance. En avril 1903, deux mois avant le deuxième retrait de troupes, les Russes essayent une autre ruse : ils veulent que leurs troupes restent *« basées pour une durée de temps illimitée »* dans le nord des provinces du Kirin et du Heilongkiang. Le gouvernement Tsing rejette cette exigence déraisonnable et le peuple chinois en colère se lance dans une campagne d'opposition à la Russie d'une portée sans précédent.

5. L'humiliant « Protocole de 1901 »

Alors que les Yihotuans résistent opiniâtrement à l'offensive des huit puissances, le gouvernement Tsing se met à genoux devant la menace des impérialistes.

L'impératrice douairière Tse Hsi, qui s'est enfuie de Pékin, ne tarde pas à faire voir au monde le caractère

réactionnaire du gouvernement Tsing, qui feint de déclarer la guerre alors qu'il pratique la reddition, prétend collaborer avec les Yihotuans alors qu'il les massacre. Le 7 septembre 1900, elle promulgue un « *édit* » du district de Kouohsien, province du Chansi, dans lequel il est dit : « *Depuis les débuts de cette affaire, les milices des Yihotuans sont source de troubles ; aujourd'hui, pour extirper le mal, il faut agir avec vigueur et les anéantir.* » Tout en mobilisant l'armée Tsing pour la répression et demandant aux armées des huit puissances « *d'aider à écraser* » les Yihotuans, Tse Hsi donne l'ordre à Li Hong-tchang de se hâter vers le Nord, muni des pleins pouvoirs de trahison, et accompagné du Prince Yi Kouang, afin de négocier un « *accord de réconciliation* ». Le gouvernement Tsing fait des bassesses pour plaire aux huit puissances, et va jusqu'à accrocher les têtes coupées des chefs Yihotuans aux portes des villes, « *en signe de bienvenue aux armées alliées* ». A.V. Waldersee, devenu « *Commandant-en-chef de l'armée chinoise pour la répression des Yihotuans* », est radieux. C'est ainsi que le gouvernement Tsing rampe aux pieds des impérialistes et que les forces contre-révolutionnaires chinoises et étrangères font cause commune contre les Yihotuans.

Mais les flammes anti-impérialistes allumées par le peuple chinois sont inextinguibles. Les Yihotuans sont résolus à se battre jusqu'au dernier contre l'ennemi. Après le mois d'août 1900, les combattants Yihotuans retranchés dans la banlieue de Pékin et de Tientsin et les régions rurales du Tcheli ont maintenu le combat anti-impérialiste, frappant sans cesse l'envahisseur. Dans le courant de novembre, un contingent d'invasion allant de Paoting sur Kinghsing, dans le Chansi, harcelé sur ses avants et à l'arrière par les Yihotuans, est forcé de fuir par le Chansi. Un autre contingent, marchant sur Tchangkiakeou près de Pékin, est pris en embuscade dans le district de Houailai

et le commandant Yorke est tué. Depuis le mois de septembre, les quelque cent mille hommes de l'armée d'invasion stationnés à Pékin et Tientsin qui font des sorties dans toutes les directions rencontrent partout la résistance des Yihotuans. Jamais les bottes des envahisseurs ne fouleront un autre sol que celui du Tcheli et, même dans cette province, ils ne contrôlent que les voies de communication principales et les grandes villes. L'héroïque résistance du peuple chinois fera échec aux impérialistes cupides qui rêvent de dépecer la Chine.

Après l'entrée dans Pékin de l'armée coalisée des huit puissances, ces dernières sont bientôt à couteaux tirés, chacune voulant s'approprier le plus gros butin et tirer le maximum de son invasion de la Chine. Des conflits d'intérêts aigus éclatent entre elles. La Russie tsariste veut obliger le gouvernement Tsing à reconnaître le traité qui fait d'elle la seule puissance occupant le Nord-Est chinois ; elle achète Li Hong-tchang pour qu'il signe ce traité séparé, dont elle se sert comme condition pour continuer à appuyer l'impératrice Tse Hsi à la tête de l'Etat. Aussi joue-t-elle la noblesse d'attitude, et réclame-t-elle le retrait immédiat de toutes les troupes étrangères de Pékin, et l'ouverture de pourparlers. L'Angleterre et le Japon s'opposent à ce que la Russie s'empare à elle seule du Nord-Est chinois, et craignent fort de voir le gouvernement Tsing signer ce traité séparé ; aussi refusent-ils de reconnaître à Li Hong-tchang le statut d'envoyé aux pourparlers et ne veulent-ils pas commencer tout de suite les négociations. Les Etats-Unis, tout en voulant s'emparer de *« territoires à bail »*, tels Tsinghouangtao, Tcheouchan, et la baie de Sancha, désirent tout autant continuer la comédie de la *« porte ouverte »*. Déjà, le 3 juillet 1900, quand les armées impérialistes entraient dans Pékin et Tientsin, projetant de démembrer la Chine, les impérialistes américains envoyaient leur deuxième note diplomatique au sujet de la

prétendue politique de la « *porte ouverte* » et proclamaient hypocritement qu'il fallait « *préserver l'intégrité territoriale et administrative de la Chine* ». Si les Etats-Unis s'opposaient ainsi à la partition de la Chine, c'était en réalité parce qu'ils désiraient garder la Chine entière pour eux-mêmes. L'appel à « *préserver l'intégrité administrative* » consistait en fait à soutenir le gouvernement Tsing dirigé par Tse Hsi, afin qu'il continue à servir d'instrument aux impérialistes pour régenter la Chine.

Le 16 octobre 1900, L'Angleterre, pour mieux contrer la Russie, se ménage un compromis provisoire avec l'Allemagne, par lequel il est annoncé qu'on « *n'utilisera pas le conflit actuel pour chercher son propre avantage territorial en Chine* », et les diverses puissances impérialistes sont encouragées à « *préserver leurs intérêts en Chine, ainsi que leurs droits stipulés par les traités existants* ». La teneur de ce compromis est identique à celle de la politique de « *la porte ouverte* » des Etats-Unis. Il s'agit d'ouvrir la Chine à toutes les puissances impérialistes, qui pourront y agir comme en pays conquis. Ce principe de l'accord anglo-allemand obtient l'approbation des principaux autres pays impérialistes, la Russie tsariste exceptée, et ils se trouvent obligés de surseoir pour l'instant à leurs ambitions de démembrer la Chine. Face à l'immense force révolutionnaire du peuple chinois, les impérialistes ne peuvent faire autrement que de coordonner leur politique d'agression et d'adopter une politique de « *sauvegarde de l'intégrité* » de la Chine, consistant à continuer de soutenir le gouvernement Tsing qui leur est collectivement utile.

Pendant ce temps, les dirigeants Tsing réfugiés à Sian, sous la conduite de Tse Hsi, pratiquant une politique de trahison, sont prêts à accéder aux conditions les plus dures, pourvu que les impérialistes veuillent bien maintenir le règne de la dynastie Tsing. Ils mandent donc par télégramme à plus d'une reprise, à Yi Kouang et Li Hong-

tchang de faire la paix à tout prix sans délai pour ne pas mettre en péril la dynastie Tsing. Fin décembre, les impérialistes, à la suite de débats houleux, sortent les douze articles du fallacieux « *Programme de paix* », qui seront pour le principal confirmés ultérieurement par le traité officiel, et obligent le gouvernement Tsing à l'accepter « *sans modification aucune* ». L'impératrice Tse Hsi, en voyant que ses maîtres impérialistes veulent bien continuer à la maintenir dans son rang, en éprouve une joie débordante et s'empresse d'exprimer sa profonde gratitude en promulguant l'ordre : « *Chacun des douze articles doit être rigoureusement suivi.* » De cette manière, le contenu de ce traité de trahison a été déterminé sans la moindre discussion entre le gouvernement Tsing et les puissances impérialistes. A la suite de ce programme, les pays impérialistes passent neuf mois à se quereller, au sujet du paiement des indemnités de guerre et du partage du butin. Ce n'est que le 7 septembre 1901 (année *Hsingtchou* du calendrier chinois), que Yi Kouang et Li Hong-tchang, au nom du gouvernement Tsing, signent le « *Protocole de 1901* », humiliation nationale sans précédent, avec les représentants des onze puissances que sont l'Angleterre, la France, le Japon, la Russie, l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Italie, l'Autriche, l'Espagne, la Belgique et les Pays-Bas. Outre les douze articles susdits, le traité comporte dix-neuf avenants. En voici les principaux points :

1) D'énormes indemnités de guerre sont exigées. C'est d'ailleurs l'un des principaux objectifs de l'invasion de la Chine par les impérialistes. Ces indemnités atteignent, au taux démographique chinois de l'époque, un montant d'un taël par habitant, totalisant 450 millions de taëls ; s'y ajoutent trente-neuf ans d'intérêts, ce qui amène la somme totale à payer à plus de 982 millions de taëls. En outre, les provinces doivent également payer des indemnités régionales, qui se montent au minimum à plus de 20 millions de

taëls. Les impérialistes ont pratiqué là une extorsion d'une envergure sans précédent dont la victime est la Chine. Comme ces indemnités sont censées être dues pour le mouvement des Yihotuans de l'an Kengtse de l'ancien calendrier (1900), l'Histoire les connaîtra aussi sous le nom des « *indemnités de l'an Kengtse* ». A elle seule, la Russie tsariste obtient plus de 130 millions de taëls, ce qui la place en tête du peloton. Le ministre des Affaires étrangères tsariste, reconnaît avec beaucoup de satisfaction que cette guerre d'agression est d'un genre rarement vu dans l'Histoire, que c'est « *la guerre la plus rentable* », montrant ainsi sans fard le côté pillard de l'impérialisme. Le traité stipule que le gouvernement Tsing doit offrir aux envahisseurs étrangers, comme garantie de paiement des indemnités, les excédents des revenus de la douane et la gabelle (c'est-à-dire le reliquat après règlement des dettes extérieures), et les revenus de la taxe intérieure (taxe prélevée dans le pays par les autorités Tsing sur les axes fluviaux et routiers principaux, ainsi qu'aux centres de distribution de marchandises). Dès lors, la taxe foncière mise à part, pratiquement toutes les autres taxes et douanes formant l'essentiel des revenus financiers du gouvernement Tsing tombent sous le contrôle impérialiste. Les institutions de perception des douanes et de la gabelle deviennent exclusivement des agences de recouvrement d'argent au service des impérialistes.

2) Les armées étrangères contrôlent les régions de Pékin et de Tientsin ; les ouvrages de défense de ces villes sont détruits. Aux termes du traité, les puissances impérialistes ont le droit de stationner des troupes aussi bien à Pékin que dans douze points stratégiques s'échelonnant le long de la voie ferrée Pékin-Chanhaikouan. Le fort de Takou, de même que tous les forts le long de la route allant de Takou à Pékin, est « *rasé* ». Ainsi, toutes les voies qui mènent de la baie de la mer Pohai à la ville de Pékin

sont sous le contrôle des troupes étrangères. Les agresseurs peuvent non seulement exercer à tout moment une pression militaire sur la Chine et tiennent ainsi bien en mains le gouvernement Tsing, mais ils peuvent encore expédier à tout moment une armée sur le territoire pour aider les dirigeants réactionnaires à écraser le peuple chinois.

3) Un « *quartier des légations* » des puissances impérialistes qui ont lancé l'expédition collective contre la Chine est construit. Le traité stipule que les puissances impérialistes peuvent aménager un « *quartier des légations* » spécial dans le quartier de Tongkiaominhsiang, au cœur de Pékin, où les Chinois n'ont pas le droit de résider et où les impérialistes ont le droit de stationner des troupes. En fait, ce « *quartier des légations* » devient une sorte « *d'Etat dans l'Etat* » à Pékin. Les puissances s'appuient sur le principe d'extra-territorialité pour y fomenter divers complots politiques, intervenir dans les affaires intérieures chinoises, et réprimer la révolution populaire.

4) La répression de la lutte révolutionnaire anti-impérialiste du peuple chinois s'est accrue. Selon les clauses du traité, il est interdit à jamais au peuple chinois de fonder quelque organisation de caractère anti-impérialiste que ce soit ou d'y participer, et toute infraction sera punie de mort. Des sanctions sont exercées à l'égard des fonctionnaires ayant soutenu ou aidé les Yihotuans. Les examens de recrutement de fonctionnaires civils ou militaires sont bloqués durant cinq ans dans tous les bourgs ou villes où s'est déroulée la lutte anti-impérialiste. Il est stipulé en même temps que, partout où se produiront des luttes anti-impérialistes des masses populaires ou bien auront lieu des incidents nuisant aux intérêts des envahisseurs étrangers, les fonctionnaires du gouvernement Tsing à tous les échelons devront « *immédiatement sévir* », sous peine de « *destitution à vie* ». Les impérialistes pensent

pouvoir abolir la lutte anti-impérialiste du peuple chinois et consolider l'ordre politique en maintenant le statut de semi-colonie par ces tactiques féroces de punition des fonctionnaires, arrêt des examens de recrutement, interdiction d'organisation populaire, de groupes anti-impérialistes, etc. Il est évident que leurs projets criminels étaient sans espoir de réussite.

5) Le Ministère des Affaires étrangères est créé. Selon les stipulations du traité, le gouvernement Tsing doit transformer l'ancienne institution chargée des relations avec l'extérieur, le « *Tsongli Kekouo Chewou Yamen* » (Bureau d'administration générale des affaires avec tous les pays), et en faire le « *Ministère des Affaires étrangères* », avec préséance sur les « *Six ministères* » du gouvernement central. Par ailleurs, un membre de la famille impériale doit être nommé ministre des Affaires étrangères. Le but des impérialistes, en forçant le gouvernement Tsing à élever le rang du Ministère des Affaires étrangères et à mettre en œuvre une politique perfide «*donnant priorité aux relations diplomatiques* », c'est-à-dire en fait aux compromissions envers l'étranger, est de faire du gouvernement Tsing un instrument docile pour servir leur politique d'agression.

Par le moyen du « *Protocole de 1901* », les impérialistes extorquent à la Chine des indemnités très importantes, plaçant le gouvernement Tsing entièrement sous sa domination. Et pour sa part, ce gouvernement corrompu se trouve tout prêt à accepter ce traité injuste, déshonorant, tel que la Chine n'en a jamais vu, et à servir d'agent de la suprématie impérialiste en Chine. Déjà, peu après la signature des douze articles du « *Programme de paix* » Tse Hsi avait eu le front de proclamer qu'il fallait «*prendre la mesure des richesses de la Chine avec lesquelles pouvait être obtenue la faveur des autres pays* ». C'est-à-dire qu'il fallait ramasser toutes les richesses de la

Chine et les livrer en échange de la faveur des maîtres impérialistes ! Dès lors, il n'existe plus aucune ligne de démarcation nationale aux yeux de la clique dirigeante Tsing, vendue aux impérialistes. Ce n'est plus qu'une bande de traîtres à la patrie et au peuple, à laquelle il ne peut plus être pardonné.

6. La contribution historique du Yihotuan

Quoique le grand mouvement des Yihotuans ait été mis en échec par les efforts conjugués des impérialistes et de leurs laquais, sa contribution, dans l'histoire moderne de la Chine, est incontestable et dotée d'une profonde signification historique.

Lénine a mis l'accent sur la nécessaire « *division des nations en nations oppressives et nations opprimées* » (13). Le mouvement des Yihotuans, qui ébranla le monde, a été une guerre nationale inévitable, progressiste et révolutionnaire, menée par la nation chinoise soulevée contre l'agression impérialiste.

La résistance héroïque des Yihotuans à l'invasion de l'armée coalisée des huit puissances a brisé le rêve de dépècement de la Chine des impérialistes. « *Leur vaillance étonne l'univers, l'orage balaie l'empyrée* ».

Les Yihotuans, refusant de plier devant l'ennemi, ont livré de durs et admirables combats, armés seulement de fusils et canons rudimentaires, de sabres et de lances, et même parfois à mains nues, contre des envahisseurs armés jusqu'aux dents. Ils ont pleinement démontré « *l'indomptable esprit de résistance du peuple chinois qui refuse de s'incliner devant l'impérialisme et ses laquais* » (14).

(13) « Le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », Lénine, *Œuvres*, tome 21, p. 425.

(14) « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 335. E.P.

Leur courageuse lutte est la gloire et la fierté du peuple chinois, et constitue l'une des pierres de fondation sur lesquelles repose la grande victoire de la révolution populaire chinoise.

La Chine est un morceau de choix convoité par beaucoup. Avant la tempête anti-impérialiste du mouvement des Yihotuans, les éléments impérialistes gonflés d'arrogance se vantaient qu'il leur suffirait seulement de dix mille soldats munis d'un armement moderne pour conquérir la Chine entière. Les faits ont démontré que, devant la valeureuse offensive des Yihotuans, les cent mille hommes des troupes d'invasion des huit puissances sont toujours restés cloués dans les régions de Pékin et Tientsin de la seule province du Tcheli. Les cent soixante-dix mille hommes de l'armée d'agression russe dans le nord-est ont été sans cesse harcelés de toutes parts et mis en fort mauvaise posture par le peuple chinois. La morgue des agresseurs impérialistes fut sérieusement rabattue. Le commandant-en-chef des armées des huit puissances, A.V. Waldersee, fut obligé de le reconnaître : « *Que ce soit l'Europe, l'Amérique ou le Japon, nul d'entre eux ne possède l'intelligence ou l'armée suffisante pour dominer cette nation qui représente le quart de l'humanité* », « *par conséquent, le démembrement n'est vraiment pas la politique adéquate* ». Un parlementaire français a déclaré publiquement : « *La terre chinoise est vaste, son peuple est résolu... le démembrement ne peut être qu'un rêve.* » Malgré son apparence redoutable, l'impérialisme a dû abandonner, au moins pour un moment, ses rêves de partition de la Chine sous les coups des « *poings de fer* » du peuple chinois.

Le mouvement des Yihotuans a aussi durement secoué les forces dirigeantes féodales affaiblies, mettant totalement à nu la perfidie du gouvernement Tsing et promouvant le mouvement révolutionnaire du peuple chinois. Le mouvement des Yihotuans s'est développé au milieu d'in-

cessants combats pour briser l'encerclement des forces contre-révolutionnaires Tsing. Dans ces multiples rencontres, les armées Tsing ont subi des pertes, tant en hommes qu'en prestige. Après que la lutte des Yihotuans ait pris son plein essor, le gouvernement Tsing a usé de toutes les tactiques imaginables, menaces et promesses, répression et aide. Pour finir, il n'a pas hésité à vendre les intérêts nationaux en faisant ouvertement alliance avec les impérialistes pour écraser les Yihotuans. C'est ainsi que la dynastie Tsing s'est révélée sous son vrai jour aux masses, ce qui a été d'une grande aide pour élever la compréhension du peuple chinois, saisissant ainsi la nécessité de renverser la dynastie Tsing par la force armée.

Quand a éclaté, comme un coup de tonnerre dans le ciel de Chine, le mouvement des Yihotuans, toutes les factions bourgeoises s'étaient élevées contre eux, réclamant leur écrasement. Mais après qu'ils eurent sérieusement secoué les impérialistes, une partie des intellectuels bourgeois commencèrent à avoir une opinion différente sur la question, et ressentirent du respect pour la lutte patriotique anti-impérialiste des masses paysannes. Ainsi, en 1901, dans le « *Kaitchelou* » *(« Recueil de l'ouverture de l'intelligence »)* un article dit que « *l'action des Yihotuans est représentative de l'esprit national du peuple chinois... Bien qu'ils soient vaincus aujourd'hui et que leurs morts jonchent la terre, néanmoins, leur devise de* « vaillance » *a certainement résonné dans toutes les oreilles, ébloui tous les yeux. Depuis lors, les étrangers ont beau parler de démembrement du pays par la force ou par des moyens pacifiques, il n'empêche qu'ils n'osent plus agir avec autant d'arrogance qu'avant.* » Les actions héroïques des masses paysannes ont permis aux gens de se rendre compte que, si l'on osait seulement se lever et combattre, les griffes des agresseurs impérialistes pouvaient être brisées. Ainsi, le mouvement des Yihotuans a non seulement repoussé l'as-

saut forcené des impérialistes venus dépecer la Chine, et montré le gouvernement Tsing sous son vrai jour de traître à la nation, mais il a encore poussé au développement de la révolution démocratique bourgeoise.

Tous ces faits démontrent éloquemment cette grande vérité : « *Le peuple, le peuple seul, est la force motrice, le créateur de l'histoire universelle* (15). »

Le mouvement des Yihotuans de 1900 a été un mouvement patriotique anti-impérialiste spontané, dirigé par la classe paysanne. Le prolétariat n'étant pas encore monté sur la scène politique de manière indépendante, il était inévitable que ce mouvement épique fut assujetti aux limitations dues au caractère de classe de la petite paysannerie et des conditions historiques d'alors, rendant impossible sa victoire totale sur les impérialistes et leurs laquais. La lutte des Yihotuans contre les impérialistes a été d'une vigueur exceptionnelle ; ils étaient dénués de toute peur, mais leur connaissance de l'impérialisme était encore au stade superficiel, au stade de la connaissance sensible. Aussi leur lutte ne pouvait-elle s'exprimer autrement que comme une « *lutte sans discrimination contre les étrangers* » (16). Les Yihotuans n'avaient pas non plus une connaissance très claire du caractère de classe réactionnaire du gouvernement Tsing. Dans la lutte de classes extrêmement complexe et aiguë, ils étaient incapables d'analyser de façon scientifique l'attitude de chaque classe envers la révolution et, partant de là, d'élaborer une ligne politique correcte, un programme de lutte correct. Ils ont même accolé, de manière erronée, les mots d'ordre « *soutien aux Tsing* » et « *annihilation des étrangers* », ne distinguant pas entre la défense de la patrie et le « *soutien aux*

(15) « Du gouvernement de coalition », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 3, p. 217. E.P.

(16) « De la pratique », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 1, p. 336. E.P.

Tsing », de sorte qu'ils n'ont pu avoir la vigilance nécessaire contre les manœuvres de sabotage du gouvernement Tsing, instrument des impérialistes.

Sur le plan de l'organisation, les Yihotuans reflètent également les points faibles des petits producteurs, notamment la dispersion.

La discipline était lâche et il n'y eut en aucun cas de direction unifiée et centralisée, ce qui empêcha leurs forces de combat d'être jamais pleinement efficaces.

Le processus entier du mouvement des Yihotuans a démontré, cependant, que les paysans chinois sont la force principale de la révolution anti-impérialiste et antiféodale de l'histoire chinoise moderne, mais que, dans la société semi-coloniale et semi-féodale, « *sans la direction du prolétariat, la révolution chinoise ne peut assurément pas triompher* » (17).

(17) « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 346. E.P.

CHAPITRE IX

La Révolution de 1911

1. Sun Yat-sen et la Société pour la Régénération de la Chine

« A proprement parler, la révolution démocratique bourgeoise anti-impérialiste et antiféodale en Chine a commencé avec le Docteur Sun Yat-sen (1). »

L'apparition de la classe bourgeoise en Chine se situe vers 1870-1880. A partir des dernières années du XIXe siècle, deux tendances apparurent au sein de la bourgeoisie chinoise : celle de gauche et celle de droite ; cette division se manifeste encore plus nettement au début du XXe siècle. L'aile droite venant des bureaucrates, gros propriétaires fonciers et riches commerçants, s'était formée par le truchement des investissements dans des industries de type nouveau. Elle était représentée politiquement par Kang Yeou-wei, Liang Tsi-tchao et autres partisans de la réforme de la législature à la fin du XIXe siècle. L'aile gauche s'appuyait sur des industriels et des commerçants petits et moyens, ainsi que sur de petits et moyens capitalistes au sein des ressortissants chinois à l'étranger. Sun Yat-sen était leur représentant sur le plan politique. Tout comme Kang Yeou-wei, Sun Yat-sen était monté sur la scène politique après la guerre sino-japonaise de 1894 alors que la crise nationale était plus grave que jamais.

Sun Tchong-chan (Sun Yat-sen, 1866-1925) eut d'abord pour nom Sun Wen et pour prénom Yi-hsian. Par la suite, lorsqu'il se lança dans des activités révolutionnaires, il choisit de s'appeler Tchong Chan-tsiao et c'est ainsi qu'il fut connu sous le nom de Sun Tchong-chan (Sun Yat-sen).

Sun Yat-sen naquit en 1866 dans une famille de paysans du village de Tsoueihsiang, district de Hsiangchan (aujourd'hui district Tchongchan), province du Kouangtong.

(1) « L'orientation du mouvement de la jeunesse », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 261. E.P.

Son frère aîné, Sun Mei, était parti tout jeune à Honolulu (au cœur du Pacifique Nord, dans la partie centrale des îles Hawaï) et était devenu un capitaliste. En 1878, Sun Ya-sen, alors âgé de douze ans, partit vivre chez son frère à Honolulu où il fréquenta successivement les écoles fondées par des missionnaires anglais et américains. En 1883, étant rentré en Chine, il étudia la médecine occidentale à la Faculté de Canton, puis à celle de Hong-kong ; en 1892, il passa ses examens à l'Académie de Médecine occidentale de Hong-kong.

De 1878 à 1892, la seule éducation que reçut Sun Yat-sen fut celle d'un capitaliste occidental. Pendant cette période, il acquit de nombreuses connaissances en sciences naturelles et s'initia à quelques doctrines politiques de la société capitaliste, ce qui eut une importance considérable sur la formation de sa pensée de révolutionnaire démocrate bourgeois.

Très tôt, quand il allait à l'école à Honolulu, Sun Yat-sen avait formé l'espoir « *d'améliorer la situation dans sa patrie* ». Pendant toute la durée de la guerre entre la France et la Chine, il était étudiant à Canton et à Hong-kong ; la corruption et l'incapacité du gouvernement des Tsing, sa stratégie qui consistait à complaire aux étrangers en vendant la Chine l'aiguillonnèrent, en le mécontentant profondément.

En 1892, ayant terminé ses études, il exerça la médecine à Kowloon et à Canton, de plus en plus préoccupé des dangers qui menaçaient l'Etat et la nation, méditant des activités politiques anti-Tsing. Bien qu'il eût déjà des vues révolutionnaires, Sun Yat-sen était encore incapable de se libérer de l'influence des idées réformistes qui avaient cours à l'époque. Il subissait l'influence des nombreux réformistes de son entourage, parmi lesquels on peut citer principalement He Tsi (un professeur de Sun) et Tcheng Kouan-ying (originaire du même village que Sun). En con-

séquence, Sun penchait assurément pour la révolution, mais d'autre part croyait encore pouvoir sauver le gouvernement des Tsing, en entreprenant des réformes du haut vers le bas.

En 1894, Sun Yat-sen adressa à un haut fonctionnaire, Li Hong-tchang, partisan de la « *modernisation selon le modèle occidental* », une lettre dans laquelle il exprimait son opinion politique. Dans cette missive, il présentait une série de suggestions politiques réformistes, qu'il synthétisait en quatre phrases : « *utiliser au maximum les compétences humaines, obtenir du sol le maximum de rendement, utiliser judicieusement les matériaux, favoriser l'écoulement des marchandises* ». Cela revenait à demander au gouvernement des Tsing de prendre exemple sur le système capitaliste occidental : ouvrir des écoles et développer les compétences humaines ; former un corps officiel d'agronomes qui prendrait en main l'agriculture, améliorerait le réseau hydraulique et développerait la production agricole ; mettre des mines en exploitation, construire des voies ferrées et des usines, produire par des procédés mécaniques modernes ; appliquer un système de protection des produits industriels et marchands, etc. Sun Yat-sen se tenait de toute évidence sur une position bourgeoise ; il s'imaginait, en intervenant auprès d'un haut fonctionnaire comme Li Hong-tchang, pouvoir mettre en œuvre des réformes sociales qui favoriseraient l'essor du capitalisme.

Après avoir écrit sa « *Notification à Li* », Sun Yat-sen alla trouver Tchen Kouan-ying pour se faire introduire ; ils se rendirent à Tientsin dans l'espoir de rencontrer Li Hong-tchang. Mais celui-ci avait touvé tout à fait inintéressantes les propositions de Sun et il refusa de le recevoir. Après cette déconvenue, Sun courut à Pékin pour se rendre compte de la position du gouvernement des Tsing. A cette époque, la Guerre de 1894 avait éclaté et les trou-

pes chinoises subissaient lors de la bataille de Yesan une défaite écrasante qui ébranlait toute la nation. Cependant, les despotes de la dynastie des Tsing fêtaient la paix dans les chants et les danses, faisaient construire à grands frais le Palais d'Eté, s'apprêtaient à célébrer le soixantième anniversaire de l'impératrice Tse Hsi. Tirant la leçon de ses erreurs, Sun comprit qu'une réforme de haut en bas était fondamentalement irréalisable et prit la décision de tout mettre en œuvre pour renverser le gouvernement des Tsing. Sur ce, il retourna dans le sud, à Wouhan, pour enquêter sur la situation dans le bassin du Yangtse, puis il retraversa Changhaï d'où il repartit pour Honolulu ; il y rassembla plus de vingt ressortissants chinois qui s'étaient lancés dans le petit commerce ou exploitaient de petites fermes et, en novembre 1894, il fonda le premier groupe révolutionnaire bourgeois de Chine : la Société pour la Régénération de la Chine. Dans les statuts de cette société, qu'il avait lui-même élaborés, Sun Yat-sen, animé de puissants sentiments patriotiques, appelait les Chinois à réagir rapidement face à la gravité de la crise nationale, à « *soutenir la Chine et maintenir la structure de l'Etat* ».

A l'époque de la création de la Société pour la Régénération de la Chine, les troupes d'agression japonaises avaient déjà chassé la Flotte chinoise du Nord des points stratégiques de Lushun et de Dairen (Port-Arthur) ; Pékin et Tientsin tremblaient, la situation devenait alarmante. « *La corruption de la cour impériale des Tsing entièrement dévoilée, la colère des Chinois était immense.* » Sun pensa qu'il fallait saisir l'occasion et, à la tête de quelques membres de la Société, il rentra précipitamment de Honolulu à Hong-kong où il fonda, en février 1895, une autre Société pour la Régénération de la Chine, qui décida d'organiser des insurrections armées. Les statuts de la Société pour la Régénération de la Chine à Hong-kong étaient en gros les mêmes que ceux de la Société de Honolulu, mais

quelques tournures modérées en avaient été éliminées ; la tyrannie et la corruption du gouvernement des Tsing étaient violemment attaquées de front et de plus, la formule du serment qui permettait d'entrer dans cette société énonçait clairement son objectif de lutte énergique : « *chasser l'occupant barbare (ce terme désignait la famille impériale), relever la Chine, fonder un gouvernement d'union* ». Tel fut au départ le programme révolutionnaire de Sun Yat-sen ; il exprima clairement sa décision de renverser le gouvernement féodal de la dynastie des Tsing et de fonder une république bourgeoise. Le président Mao a souligné que « *Sun Yat-sen fut le premier démocrate révolutionnaire de Chine* » (2). Il fut un représentant éminent des Chinois d'avant-garde avant la naissance du Parti communiste chinois.

Afin d'organiser des insurrections, la Société pour la Régénération créa à Hong-kong la Société de la Prospérité céleste qui, sous couvert d'activités commerciales, était en réalité l'organisme central de direction des insurrections armées. Par la suite, Sun Yat-sen fonda encore à Canton une Société d'Agronomie ; sous prétexte d'exercer la médecine et de s'occuper d'agriculture, il y préparait ses activités. Après six mois de prises de contact, il obtint le soutien d'une partie des membres de certaines sociétés secrètes, de l'armée et de bandes d'irréguliers ; il pouvait mobiliser au moins dix mille hommes. Aussi décida-t-il de déclencher une insurrection à la date du « *double neuf* » de l'ancien calendrier (le 9 septembre, qui correspond au 26 octobre du calendrier solaire) pour prendre Canton par surprise et en faire une base. Sun Yat-sen lança un ordre général d'insurrection aux membres des différents secteurs : on profiterait de l'habitude cantonnaise d'aller visi-

(2) « Du gouvernement de coalition », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 3, p. 262. E.P.

ter les tombes au moment du solstice d'hiver et tous les insurgés, vêtus comme pour aller accomplir ce rite, se rassembleraient la veille aux points de ralliement qu'on leur indiquerait. Mais, du côté de Hong-kong, une partie des insurgés modifièrent de leur propre initiative le déroulement des opérations ; ils n'arrivèrent pas à temps et semèrent ainsi le désordre dans le plan prévu. Ainsi, il ne resta plus à Sun Yat-sen qu'à donner l'ordre aux groupes déjà rassemblés de se disperser immédiatement. Mais les deux gouverneurs généraux des Tsing dans le Kouangtong et le Kouangsi avaient eu vent de l'affaire et plus de quarante personnes furent arrêtées. Bien que Sun Yat-sen ne fût pas parvenu à déclencher à temps cette insurrection armée qu'il dirigeait, la répression continua cependant. Dans l'histoire moderne de la Chine, l'événement eut quand même un intérêt considérable : ce fut la première tentative des membres d'un parti révolutionnaire qui espéraient, par une action violente, réaliser leur idéal de fonder une république bourgeoise. Cette affaire, reprise par les journaux chinois et étrangers, fut aussi la première forme de propagande faite au « *parti révolutionnaire de Sun Yi-hsian* ». C'est ainsi que les activités de Sun Yat-sen et de la Société pour la Régénération de la Chine attirèrent peu à peu l'attention.

Après l'échec de l'insurrection de Canton, le gouvernement des Tsing promit des récompenses à ceux qui arrêteraient des révolutionnaires. Sun Yat-sen s'enfuit à Yokohama (Japon) où il créa une filiale de sa Société. Puis il accomplit un périple au cours duquel il fit de la propagande parmi les ressortissants chinois de Honolulu, d'Amérique et d'Angleterre. En octobre 1896, peu après son arrivée à Londres, il fut attiré à l'Ambassade de Chine où on se prépara à le rapatrier secrètement en l'enfermant dans une grande malle ; en Chine, il serait exécuté. En dernier ressort, son professeur anglais accourut pour le

sauver et c'est seulement alors qu'il fut hors de danger. Les persécutions du gouvernement des Tsing ne découragèrent pas Sun Yat-sen : le danger écarté, il continua à parler de révolution et étudia les œuvres représentatives des périodes révolutionnaires dans les états capitalistes d'Europe et d'Amérique ; il réfléchit à la politique sociale réelle en Europe et en Amérique, sentit naître en lui l'idée des Trois Principes du Peuple, passa à une préparation théorique de la révolution démocratique bourgeoise en Chine. En juin 1897, il rentra au Japon pour se préparer à déclencher la révolution chinoise.

En 1900, à l'époque du mouvement anti-impérialiste des Yihotuans, Sun Yat-sen crut que le temps des insurrections était revenu. En octobre, il envoya Tchang Che-liang, membre de la Société pour la Régénération, à la tête de six cents hommes, membres de la Triade (une autre société secrète), afin de fomenter des insurrections dans les campagnes et les montagnes de Santcheou (district de Houeitcheou) ; ils repoussèrent plusieurs attaques de l'armée des Tsing et en un peu plus de dix jours, leur action prit une grande ampleur car ils regroupèrent plus de vingt mille hommes. Mais ils avaient compté sur le soutien des pays étrangers au lieu de faire cause commune avec les luttes populaires ; comme l'aide de l'étranger ne venait pas, l'armée insurrectionnelle se désagrégea rapidement.

Bien qu'à partir de 1895, après l'échec de l'insurrection de Canton, Sun Yat-sen ait soutenu la révolution, qu'il ait fait une propagande active parmi les ressortissants chinois des autres continents, son action ne fut pas très efficace. En effet, à cette époque, nombreux étaient ceux qui espéraient encore que le gouvernement des Tsing se réhabiliterait, qu'il abandonnerait la voie erronée pour la juste voie. Bien que l'échec de la Réforme des Cent jours de 1898 ait proclamé la faillite du réformisme bourgeois, certains regardaient encore Kang Yeou-wei et Liang Tsi-tchao

comme de sincères patriotes, ils s'illusionnaient sur leur compte et leur accordaient leur sympathie. Ainsi, bien que les événements aient déjà démontré que la voie du réformisme était impraticable, de nombreux intellectuels de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie étaient encore momentanément dans l'incapacité de se libérer de l'influence des idées réformistes.

2. Déferlement du courant révolutionnaire démocratique

Le mouvement anti-impérialiste des Yihotuans fut une excellente leçon pour le peuple chinois. Après que l'histoire eut franchi le seuil du XXe siècle, la situation de la Chine connut de grands changements, grâce au courant révolutionnaire démocratique qui y déferlait.

La cause principale des changements intervenus fut qu'après la Révolte des Yihotuans, les contradictions entre l'impérialisme et le nationalisme chinois, entre le féodalisme et les larges masses populaires s'exacerbèrent. Le Protocole de 1901 faisait de l'indépendance de la Chine une formule vide de sens. Au début du XXe siècle, la grave menace de démembrement de la Chine par les impérialistes assombrissait le cœur des Chinois patriotes.

En février 1904, le Japon attaqua la Russie tsariste qui occupait le nord-est de la Chine pour s'emparer de cette région. Les deux pays se livrèrent sur le territoire chinois à une guerre dévastatrice. La guerre navale se déroula d'abord à l'entrée de Lushun et sur la mer environnante, puis dans le détroit de Corée ; les opérations terrestres se déroulèrent entièrement sur le territoire chinois où les deux belligérants avaient rassemblé plusieurs centaines de milliers de soldats qui se battaient avec acharnement pour prendre Lushun, Liaoyang, Chenyang et d'autres villes. Cette guerre impérialiste annonçait, avec

la défaite de la Russie tsariste, la fin prochaine du régime. Pendant la guerre, les troupes d'agression des deux pays commirent envers la population chinoise des crimes abominables. De Lushun à Kaiyuan, « *de long en large sur mille lis, tout le territoire fut rasé* » ; quant aux habitants du Nord-Est qui avaient perdu leur toit et étaient partis en exode, on pouvait « *les compter par centaines de milliers* ». Le gouvernement des Tsing vendait son pays, se désintéressait totalement de la souveraineté nationale et proclamait sans aucune honte sa « *neutralité* » ; de plus, l'est du fleuve Liaoho était reconnu comme zone des hostilités, si bien que les impérialistes foulaient aux pieds cette région. En septembre 1905, le Japon et la Russie tsariste tinrent une réunion pour se partager le butin, grâce à la « *médiation* » des impérialistes américains. La Russie tsariste, au mépris de la souveraineté chinoise, s'arrogea secrètement des privilèges sur la partie méridionale du nord-est de la Chine ; elle remit au Japon, sans lui demander d'indemnité, ses territoires à bail incluant Lushun, le sud sillonné de voies ferrées, et lui reconnut des droits sur les régions avoisinantes ; en contrepartie, le Japon « *reconnut les droits de la Russie sur la Mongolie extérieure* ». Le gouvernement des Tsing accepta que les impérialistes fissent ces échanges, au mépris de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de leur pays.

A la fin du XIXe siècle, le Tibet devint l'enjeu d'une guerre de convoitise entre l'Angleterre et la Russie. En décembre 1903, l'Angleterre profita de ce que les rapports entre le Japon et la Russie étaient tendus pour envoyer ses troupes envahir le Tibet. Les milices tibétaines se dressèrent pour riposter et, en mai-juin 1904, lors de la bataille de Gyangtsé, elles attaquèrent violemment par surprise le camp anglais ; elles se battirent à l'arme blanche puis, armées de fusils à mèche et de pierres, elles tinrent fermement le champ de bataille, repoussant

à de nombreuses reprises les attaques de l'ennemi. En août, l'armée anglaise envahit Lhassa ; en septembre, l'Angleterre obligea les supérieurs de trois grands monastères tibétains à signer le prétendu « *Traité de Lhassa* », traité illicite qui fixait une indemnité que le Tibet devait verser, décrétait l'ouverture de marchés et imposait au Tibet la destruction de ses fortifications frontalières, portant ainsi gravement atteinte à la souveraineté de la Chine.

La gravité de la situation embrasait le cœur de tous les patriotes qui sentirent la nécessité de lutter pour sauver la nation du danger d'extinction. Mais le gouvernement corrompu des Tsing ne se montrait pas seulement incapable de sauvegarder les intérêts nationaux, il les trahissait totalement pour les impérialistes. La nature compradore du gouvernement des Tsing fut révélée au grand jour, et cela servit au peuple de contre-exemple, car il comprenait de mieux en mieux les circonstances qui mettaient la Chine en si grand danger : la raison fondamentale en était la domination exercée par le gouvernement des Tsing. Pour sauver la nation, pour rendre à la Chine son indépendance et sa puissance, il fallait changer le destin du gouvernement des Tsing, chien couchant des impérialistes. Le désir d'une révolution devint général parmi les masses populaires.

Le président Mao a dit : « *Dans le mouvement de la révolution démocratique chinoise, les intellectuels ont été les premiers à prendre politiquement conscience* » (3). Différents des hauts fonctionnaires féodaux de type ancien, les intellectuels de la grande et de la petite bourgeoisie avaient déjà assimilé les sciences naturelles ainsi que certaines doctrines politiques de la société capitaliste ; ils voyaient avec perspicacité l'oppression exercée par les impé-

(3) « Le mouvement du 4 mai », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 256. E.P.

rialistes ; ils étaient animés de sentiments patriotiques déjà forts. Au début du XXe siècle, de nombreuses écoles modernes furent ouvertes un peu partout en Chine par des missions, le nombre des étudiants monta en flèche et, de plus, la vogue se répandit parmi les jeunes d'aller faire des études à l'étranger. Le japon présentait toute facilité pour étudier les matières occidentales : il était proche de la Chine, la dépense que représentaient des études dans ce pays était faible, et ceux qui y allaient devinrent particulièrement nombreux. En 1901, il n'y avait pas plus de cent étudiants chinois à Tokyo : en 1904, leur nombre atteignit 1300 et en 1906, ils furent environ 8 000. Ces étudiants virent de leurs propres yeux qu'après les réformes de l'ère Meiji, le Japon était devenu d'un bond un puissant pays d'Asie, et ressentirent profondément le danger qui menaçait leur patrie. Ils cherchèrent avidement la vérité qui sauverait leur pays, suscitèrent dans tous les domaines d'ardents mouvements patriotiques puis, sous l'impulsion des sentiments révolutionnaires qui croissaient de jour en jour dans les masses populaires, ils sortirent de leur position simplement patriotique et s'engagèrent rapidement sur la voie de la révolution démocratique.

En cette brûlante période, Tchang Tai-yen était le courageux et célèbre porte-drapeau des révolutionnaires bourgeois. Tchang Tai-yen (1869-1936) qui s'appelait à l'origine Tchang Ping-lin, était de Yuhang dans le Tchekiang. Après la guerre de 1894, il avait adhéré au mouvement réformiste ; en 1900, il coupa résolument sa natte (4), rompant ainsi avec les partisans d'une amélioration du régime. A cette époque, Tchang Tai-yen avait déjà la renommée d'un révolutionnaire cultivé. Dès l'année 1901 et pendant la période d'apaisement qui vint ensuite, il écrivit deux ouvrages remarquables en l'honneur du légisme et contre

(4) Symbole de la soumission à la dynastie mandchoue (N.d.T.).

le confucianisme : « *Du rôle de Tsin Chehouangti dans l'histoire* » et « *Du gouvernement des Tsin* » (5). « *Du gouvernement des Tsin* » approuve chaleureusement Tsin Chehouangti d'avoir mis en pratique le légisme et attaqué durement l'ancien système esclavagiste qui « *exterminait les grandes familles aristocratiques pour leur éviter de se disputer les domaines* » ; il loue aussi Tsin Chehouangti d'avoir centralisé le pouvoir, aboli le partage des fiefs, renforcé l'unité nationale ; ne considérant que les compétences humaines, il confiait les tâches de direction à de hauts dignitaires émérites et à de hauts fonctionnaires ; historiquement, son grand mérite fut de récompenser et de châtier avec sévérité, de « *ne jamais punir un fonctionnaire au hasard* ». « *Du rôle de Tsin Chehouangti dans l'histoire* » affirme qu'incendier les livres confucéens et enterrer vivants les lettrés qui refusaient d'obéir (6), furent sans conteste de sa part des actes révolutionnaires. L'auteur indique avec raison : « *Ne pas détruire les six arts (l'urbanité, la musique, le tir à l'arc, l'art de conduire un char, l'écriture et le calcul), c'était ne pas respecter le nouveau souverain* ». Si on ne brûlait pas les « *six classiques* » confucéens, le Livre des Mutations, le Livre des Odes, le livre des Documents, le livre des Rites, les Annales des Printemps et Automnes et le Livre de la Musique, si on ne s'en prenait pas aux activités criminelles des lettrés qui voulaient restaurer le système esclavagiste, il était impossible de consolider la dictature des propriétaires fonciers soutenus par la dynastie des Tsin. Ces deux thèses, qui rappelaient des faits historiques, décrivaient en fait la réalité du moment. Elles reflétaient la vigueur et l'ardeur

(5) La dynastie des Tsin (221-207 av. J.-C.), fondée par l'empereur Chehouangti (246-210 av. J.-C.), fut la première dynastie féodale dans l'histoire de la Chine (N.d.T.).

(6) Mesure révolutionnaire prise par Tsin Chehouangti pour consolider le pouvoir de la classe montante des propriétaires fonciers sur la classe des esclavagistes (N.d.T.).

de l'espoir de révolution qui caractèrisaient leur auteur, Tchang Tai-yen, ainsi que la bourgeoisie nationale qu'il représentait.

Le 26 avril 1902 (19 mars du calendrier lunaire, c'est-à-dire le jour anniversaire du suicide du dernier empereur des Ming), Tchang Tai-yen et les Chinois résidant au Japon avec lesquels il était lié, voulurent organiser une réunion commémorative avec les étudiants chinois, afin de rappeler le souvenir de l'extinction de la dynastie des Ming et de s'opposer à la domination réactionnaire des Tsing. Bien que la réunion n'ait pas pu avoir lieu en raison de l'intervention du gouvernement des Tsing, elle n'en déclencha pas moins au sein des étudiants une vague d'organisation de groupes patriotiques et de publication de revues révolutionnaires. Le Jour de l'An 1903, les étudiants résidant au Japon organisèrent dans leur club une réunion collective de vœux de Nouvel An ; on comptait plus de mille participants qui discutaient avec fougue ; ils furent nombreux à exprimer cette opinion révolutionnaire selon laquelle il était impossible de sauver la Chine sans le renversement du gouvernement des Tsing. Des publications telles que *La Nation, Le Nouveau Hounan, Etudiants du Houpei, Franc parler, Marée du Tchekiang, Le Monde des Jeunes, Kiangsou*, etc., exprimèrent dans leur contenu des tendances révolutionnaires déjà manifestes dès leur parution, malgré l'empreinte du réformisme encore présente.

A cette époque, Changhaï était aussi un centre de développement des activités patriotiques des intellectuels appartenant à la grande et à la petite bourgeoisie. En 1902, Tsai Yuan-pei et d'autres prirent l'initiative d'organiser à Changhaï des réunions éducatives, fondèrent un cercle d'études patriotique afin de répandre leurs idées novatrices. Ils se réunissaient souvent au parc Tchangyuan, parlaient avec effusion de la patrie et de la révolution, accroissant ainsi leur influence sur la société.

Ce furent les mouvements pour résister à la France et à la Russie qui, en 1903, poussèrent de très nombreux intellectuels patriotes sur la voie de la révolution.

En mars 1903, le gouvernement du Kouangsi, Wang Tche-tchouen, se préparait à emprunter de l'argent et des troupes à la France pour réprimer une rébellion paysanne. Dès que cette nouvelle fut connue, elle suscita immédiatement l'opposition violente des patriotes de Changhaï. Sur ces entrefaites, survint au mois d'avril le refus de la Russie tsariste de retirer ses troupes du nord-est conformément au traité ; elle espérait au contraire s'y implanter pour une longue période. Cette agression fit exploser les sentiments anti-impérialistes du peuple chinois. Les patriotes de Changhaï se réunirent au parc Tchangyuan pour manifester leur opposition, disant que si le gouvernement des Tsing acceptait les exigences de la Russie, « *le peuple du pays entier ne le suivrait à aucun prix* ». Les étudiants de l'Université de Pékin se réunirent pour protester et envoyèrent des télégrammes aux instituts de chaque province pour leur demander de se joindre à eux en signant une pétition. Une vague d'opposition à l'agresseur russe encore plus violente se leva parmi les étudiants séjournant au Japon. Le 29 avril, ces étudiants tinrent une assemblée générale afin de discuter de la formation d'un corps de volontaires pour chasser les Russes, et qui se préparerait à partir dans le Nord-est pour les attaquer. Plus de cinq cents personnes participaient à cette réunion, dont environ deux cents signèrent sur-le-champ leur engagement. Ce mouvement patriotique à caractère de masse n'avait nullement dépassé les limites d'une manifestation d'enthousiasme, mais aux yeux du gouvernement des Tsing traître à son pays, c'était un acte d'insoumission. Le gouvernement avisa secrètement les gouverneurs généraux et hauts fonctionnaires de toutes les provinces que des étudiants chinois de Tokyo avaient signé une pétition pour chasser les Russes,

mais qu'en réalité ils incitaient à la révolte, et que déjà cette pétition circulait rapidement dans le pays ; les gouverneurs avaient pour tâche de mener dans chaque région et dans chaque district des enquêtes secrètes, de « *procéder à des arrestations en temps opportun et à des exécutions locales.* »

Le gouvernement des Tsing croyait pouvoir mettre un frein à l'agitation révolutionnaire sans cesse croissante par des manœuvres répressives. Mais ce fut justement le contraire qui se produisit : dans cette situation où « *le patriotisme était sans issue* », de nombreux jeunes patriotes s'engagèrent résolument sur la voie de la révolution. Quand le mouvement contre la Russie tsariste eut été réfréné, les éléments les plus actifs du corps de volontaires anti-russe organisèrent immédiatement la Société de préparation militaire ; ils soulevaient précisément la question de la révolution.

La lutte prit une ampleur considérable et fit surgir très rapidement quelques célèbres propagandistes révolutionnaires bourgeois. Tseou Jong, 19 ans, étudiant chinois résidant au Japon, fut du nombre.

Tseou Jong (1885-1905) se prénommait Wei Tan ; il était du district de Pa dans le Setchouan. En 1902, il était étudiant au Japon où il participa à des mouvements révolutionnaires patriotiques. En 1903, après le mouvement pour expulser les Russes, il revint à Changhaï le cœur chargé d'une juste haine ; il séjourna au cercle des Patriotes et se lia d'amitié avec Tchang Tai-yen car leurs idées politiques les rapprochaient. Outre sa participation à toutes les activités organisées par le Cercle des Patriotes il écrivit son célèbre ouvrage « *L'Armée révolutionnaire* ». Les arguments contenus dans « *L'Armée révolutionnaire* » furent ceux qui exercèrent la plus grande influence sur les esprits au début du XXe siècle pour les encourager à la révolte. Dans cette petite brochure, Tseou Jong décrit en un style populaire et

vivant les crimes du régime autocratique et montre la nécessité d'une révolution. Il fait l'apologie de la révolution qu'il appelle la « *justice universelle conforme aux décrets du ciel et aux besoins des hommes* » ; il préconise d'utiliser des procédés révolutionnaires pour renverser le gouvernement des Tsing et de fonder une république chinoise, puis de balayer du sol chinois ces « *esprits maléfiques venus de l'étranger* » qui portent atteinte à la souveraineté nationale. Tseou Jong, ce *drapeau fermement dressé qui fait vibrer la Chine de la liberté* », en appelait aux Chinois de toutes ses forces : « *La Chine d'aujourd'hui ne peut que se révolter !* » « *L'Armée révolutionnaire* » débordait d'une jeune ardeur révolutionnaire, d'un valeureux enthousiasme ; à partir de mai 1903, date de sa parution, « *sans ailes ni pieds, l'ouvrage vola et courut dans tout le pays ; il ne fut pas seulement le clairon retentissant de la révolution, il résonna aussi dans tout l'univers* ».

Tchang Tai-yen multiplia ses éloges à « *L'Armée révolutionnaire* » ; il écrivit spécialement dans « *Nouvelles du Kiangsou* » un article intitulé « *Lisez l'Armée révolutionnaire* » pour recommander cet ouvrage avec insistance. Puis, le 29 juin, « *Nouvelles du Kiangsou* » fit paraître un article de Tchang Tai-yen : « *Réfutation de la théorie de la révolution selon Kang Yeou-wei* ». Dans cet article, l'auteur, se tenant sur une position de révolutionnaire démocrate bourgeois, dénonce les absurdités contre-révolutionnaires de toute espèce proférées par Kang Yeou-wei. Kang Yeou-wei prétendait que l'intelligence du peuple chinois n'était pas encore éveillée, ce qui le rendait incapable de faire une révolution. Tchang Tai-yen lui riva son clou en disant : « *Aujourd'hui, pour ouvrir l'esprit du peuple, il ne faut pas compter sur autre chose que sur la révolution..., la justice ne règne pas encore, c'est la révolution qui la fera régner. Quand règnent les anciennes coutumes, on les fait disparaître par la révolution. La ré-*

volution n'est pas une médecine violente ; en réalité, c'est le remède souverain qui convient aussi bien pour fortifier le corps que pour en chasser les mauvaises humeurs (7) ». Dans cet article, l'empereur Kouang Hsiu, tant vanté par Kang Yeou-wei comme le « *maître des esprits éclairés* » est traité par l'auteur de « *petit clown Tsaitien* » qui ne sait pas différencier les cinq céréales (8). Par ailleurs, il affirme avec clairvoyance que l'insurrection paysanne dirigée par Li Tse-tcheng (9) et le mouvement des Yihotuans ont prouvé, par leur pratique de la lutte, que la révolution était le processus le plus efficace pour élever la conscience des masses et développer leur intelligence. Ces propos révolutionnaires reflétaient les désirs de l'époque, refutaient les absurdités des réformistes et faisaient vibrer profondément la corde sensible chez ceux qui brûlaient de l'espoir d'améliorer la situation en Chine ; en conséquence, ils se répandirent comme une traînée de poudre parmi les intellectuels patriotes de l'époque. Rappelant ses souvenirs, Lou Sin dit : « *Dans ma connaissance de la Chine, il y a Monsieur Tai-yen, nullement à cause de sa connaissance des classiques et de sa culture littéraire, mais parce qu'il a condamné Kang Yeou-wei et qu'il a écrit la préface de* « l'Armée révolutionnaire » *de Tseou Jong* ».

Le gouvernement des Tsing avait une peur extrême de cette propagande révolutionnaire ; il s'allia précipitamment avec les impérialistes et, par l'intermédiaire de l'administration des concessions étrangères à Changhaï, fit saisir « *Nouvelles du Kiangsou* » et fit arrêter Tseou Jong et Tchang Tai-yen. Tseou Jong mourut en prison ; Tchang

(7) « humeurs » est pris ici dans son sens médical (N.d.T.).

(8) Jeu de mots sur « tsaitien » (qui porte le calme), autre nom de l'Empereur. Ne pas savoir différencier les cinq céréales (riz, maïs, millet, blé, sorgho) signifie mener une vie de parasite. Ce qualificatif a souvent été attribué à Confucius (N.d.T.).

(9) Célèbre insurrection paysanne qui provoqua la chute de la dynastie des Ming (1368-1644) (N.d.T.).

Tai-yen fut condamné à trois ans de prison. Les forces réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur du pays ainsi alliées pour réprimer la révolution crurent lui régler son compte ; cependant, le procès de « *Nouvelles du Kiang-sou* » éclata comme une bombe dans tout le pays et fit rapidement progresser la transmission de l'onde révolutionnaire.

Outre Tchang Tai-yen et Tseou Jong, Tchen Tien-houa fut aussi un célèbre propagandiste révolutionnaire de l'époque. Tchen Tien-houa (1875-1905) se prénommait Hsing-tai, il était de Hsinhoua dans le Hounan. En 1902, il partit étudier au Japon où il participa activement aux activités révolutionnaires patriotiques. En 1903, pendant tout le mouvement anti-russe, il écrivit dans un langage populaire très accessible deux petites brochures : « *L'Eveil* » et « *La Cloche d'alarme* ». « *L'Eveil* » utilise le style chanté appelé « *les dix phrases théâtrales* » qui plaît tant aux masses populaires, pour dévoiler les crimes d'agression impérialistes et la nature obséquieuse du gouvernement des Tsing. Dans cet ouvrage, il écrit : « *En fait, la cour des Mandchous n'est un gouvernement que de nom ; elle n'a pas de réalité. Elle joue le rôle de gardien du territoire pour le compte des envahisseurs. Quand on opprime le peuple Han, les Mandchous joignent les mains et s'inclinent devant les étrangers* ». Face à cette « *cour pour l'étranger* », est-ce à dire qu'il faudrait ne pas résister ? « *La Cloche d'alarme* » incite les Chinois, avec des accents d'ardent patriotisme, à se dresser pour lutter contre l'agresseur. L'auteur clame bien fort : « *Si les soldats étrangers arrivent, que chacun gonfle son courage, il ne faut pas s'en effrayer. Que ceux qui étudient posent leur pinceau, que les laboureurs quittent leur charrue, que les commerçants renoncent à leurs affaires, que les artisans laissent leurs outils, que tous affûtent leurs poignards, qu'ils s'enduisent les pieds d'onguent, qu'ils*

boivent ensemble un verre de sang, que ceux qui peuvent appeler appellent, que ceux qui peuvent crier crient, qu'ils soient dix mille à l'avant-garde », repoussant les agresseurs, exterminant les chiens traîtres au peuple Han qui servent les agresseurs. Le but révolutionnaire à atteindre est le suivant : « *Révision des traités, restauration du pouvoir, indépendance complète* ».

En cette période de montée journalière de la marée révolutionnaire, les conservateurs bourgeois favorables au réformisme devenaient des ennemis de plus en plus dangereux qui entravaient le développement de la révolution. En 1899, Kang Yeou-wei fonda au Canada une Société pour la protection de l'Empereur. Pour protéger l'Empereur, il fallait respecter Confucius ; de 1901 à 1902, Kang Yeou-wei multiplia ses écrits : « *Notes sur le Juste Milieu* », « *Un peu de Mencius* », « *Notes sur les Entretiens du Maître* » et autres ouvrages connus, afin de développer « *l'enseignement du respect de Confucius pour éduquer le pays* », de « *prendre Confucius comme maître* », espérant en vain contaminer le peuple et l'arrêter dans sa marche vers la révolution en soutenant obstinément l'ancienne doctrine de l'ordre selon Confucius et Mencius. En février 1902, le prosélyte du réformisme Liang Tsi-tchao fonda à Yokohama au Japon la collection *Peuple nouveau* dans laquelle, par une manœuvre encore plus subtile, il disait que si la Chine était agressée et asservie, cela ne venait pas de la domination exercée par le gouvernement des Tsing mais principalement de la stupidité et de l'arriération du peuple chinois. Il prétendait que la littérature confucéenne contenait des vérités « *éternelles* » vantait « *la régénérescence du peuple comme une tâche urgente parmi les tâches actuelles* », il racontait qu'il fallait faire revivre les dynasties éteintes pour sauver le pays, et commencer par parfaire les individus : « *Si nous avions un peuple neuf, comment n'aurions-nous pas un système nouveau, un gouvernement*

nouveau, un pays nouveau ? » Comme le disait exactement Sun Yat-sen, ces partisans du conservatisme « *qui incitent au mal sont, bien plus que les Tsing, opposés à la révolution et à l'union* ».

Pour entreprendre une révolution politique afin de renverser les Tsing, valets de l'impérialisme, les révolutionnaires bourgeois devaient réfuter les arguments absurdes de Kang et Liang, conservateurs respectueux de Confucius, abattre les admirateurs de Confucius et, dans le domaine idéologique, mener une lutte sans merci contre les réformistes.

En 1902, Tchang Tai-yen écrivit « *La Condamnation de Confucius* ». Dans l'histoire de la révolution bourgeoise, c'était la première fois que le fer de lance de l'attaque était ainsi pointé sur Confucius. Citant un savant japonais, Tchang Tai-yen voyait en Confucius « *la source des malheurs* » de la Chine à laquelle il a fait vivre « *quatre-vingts générations d'immobilisme* ». Dans « *Réfutation de la théorie de la révolution selon Kang Yeou-wei* » écrit en 1903, Tchang Tai-yen dénonça avec plus de vigueur encore le but réactionnaire des dominateurs féodaux respectueux de Confucius ; il souligna que « *l'aristocratie mandchoue respecte Confucius, mettant en valeur l'art des lettrés dans le seul dessein de faciliter sa tâche d'abêtissement du peuple* ». Kang Yeou-wei clamait que si l'empereur Kouang Hsiu était encore en vie, c'était parce qu'il « *était préservé par la volonté du ciel* », qu'il « *devait de son vivant promulguer une constitution* ». Tchang Tai-yen fit remarquer que cette prétendue « *volonté du ciel* » était tout simplement une sorte de superstition qui expliquait « *l'âme par des dessins, la vie par des signes* ». Il insista, écrivant que « *supprimer le désordre et rétablir la justice, cela ne tenait pas à l'existence ou à l'inexistence d'une volonté céleste mais à la puissance ou à la faiblesse des forces humaines* » ; il affirma l'effet reconstructif de la révolu-

tion, attaqua à son point faible le point de vue confucéen de la « *volonté céleste* ».

Les arguments de Tchang Tai-yen en faveur du légisme et contre le confucianisme levèrent pour les révolutionnaires bourgeois l'étendard de la critique de la doctrine confucéenne et de la critique du réformisme ; ils eurent une violente répercussion dans les milieux intellectuels de l'époque. Les membres des partis révoltuionnaires bourgeois se dressèrent les uns après les autres pour critiquer Confucius et la doctrine des lettrés réactionnaires, ils montrèrent que « *Confucius était un « roi fainéant » qui dépendait des autres pour sa subsistance* », que « *même du point de vue actuel il était très nocif. Son titre de « Maître ancien le plus sage », dirent-ils, n'est qu'une appellation de prestige que lui ont surajoutée les despotes réactionnaires profiteurs du peuple, au cours de leurs dynasties successives. Pourquoi ces exploiteurs vénèrent-ils ainsi confucius ? Parce qu'il a spécialement enseigné aux hommes la fidélité et la soumission aux princes à qui cet enseignement était de la plus grande utilité* ». Pour stigmatiser la théorie de la « *volonté du ciel* » prônée par les lettrés et l'enseignement de la morale confucéenne, les hommes des partis révolutionnaires bourgeois forgèrent ce slogan combatif : « *les hommes remplaceront le ciel* ». Ils déclaraient tout net : « *Les substituts du ciel, par leur pouvoir, réaliseront leur volonté sans pour cela se donner le titre de célestes* ». Ils dénoncèrent aussi « *les trois grandes règles de philosophie confucéenne de la dynastie des Song* » (960-1279) : le sujet se règle sur son souverain, le fils sur son père et la femme sur son mari, et la « *rectification des noms* » (10), principes uniquement destinés à « *ligoter la pensée des vassaux et du peuple, à les rendre obéissants et soumis, à*

(10) Par là, Confucius voulait utiliser des concepts subjectifs (des noms) pour définir et faire rentrer dans ses schémas les réalités objectives (N.d.T.).

servir les intérêts des despotes » ; ils condamnèrent les « *trois principes cardinaux et les cinq régulateurs* » (l'année, le mois, le jour, les constellations et le calendrier), ces bagatelles sans utilité pour les vertus humaines ; ils demandèrent qu'aujourd'hui on n'accorde plus aucune confiance à ces rétrogrades illogiques opposés à tout désordre, ni à toutes leurs sornettes : devoirs de sa charge, respectabilité, que nous importe ! » Ils combattirent avec force le mythe de la « *réforme du système ancien* » de Confucius, forgé de toutes pièces par Kang Yeou-wei, en affirmant que « *la seule loi que Confucius ait respectée fut celle des Tchou* (11) *et que les principes qu'il vénérait furent ceux de l'antiquité* », qu'il n'était qu'« *un faux prince s'appuyant sur sa vanité qui avait permis aux exploiteurs du peuple, pendant deux mille ans, de se servir de lui comme d'un talisman* ».

A cette époque, Sun Yat-sen intensifiait sa propagande parmi les étudiants et ressortissants chinois à l'étranger. Kang Yeou-wei vantait le respect de Confucius et voulait protéger l'Empereur ; il soutenait obstinément la domination monarchique des Tsing. Sun yat-sen préconisait la révolution armée et maintenait qu'il fallait renverser la domination féodale de la dynastie des Tsing. Un affrontement armé entre les forces politiques des deux tendances et entre les deux lignes était inévitable. Après octobre 1903, Sun Yat-sen quitta à nouveau le Japon pour retourner à Honolulu et en Amérique. A cette époque, les conservateurs répandaient la doctrine confucéo-mencéenne et lançaient des attaques venimeuses contre la révolution. En 1904, Sun Yat-sen publia *La Condamnation du Journal des conservateurs*, jugeant faux leur amour de la patrie mais vraies leurs atteintes à la patrie ; il soutenait que la Chine de l'époque « *voulait éviter d'être démembrée, mais*

(11) Confucius portait aux nues les rites qui constituaient la superstructure du système esclavagiste de la dynastie des Tcheou (1111 à 771 av. J.-C.) (N.d.T.).

que, si elle ne renversait pas d'abord le gouvernement mandchou, elle n'aurait aucun moyen de se sauver » ; il faisait encore remarquer que « *de nos jours, le pays ne pouvait renforcer sa position internationale qu'en devenant puissant et non en parlant de vertu et d'humanisme* » ; la « *vertu* » et « *l'humanisme* » de Confucius et de Mencius étaient foncièrement inutilisables. Sur ce, Sun Yat-sen publia en Amérique la « *lettre pour informer respectueusement ses compatriotes* », dans laquelle il soulignait que « *révolution et conservatisme sont deux choses opposées, que leurs routes divergent donc, de même que le noir et le blanc ne peuvent être confondus et que l'est et l'ouest ne peuvent changer de place* » ; par ailleurs, il fit imprimer *L'Armée révolutionnaire* de Tseou Jong, faisant ainsi ouvertement une active propagande pour la révolution. Au printemps de l'année suivante, Sun Yat-sen retourna en Europe où il passa successivement en Belgique, en Allemagne et en France pour répandre ses idées révolutionnaires parmi les étudiants et ressortissants chinois et développer les forces révolutionnaires.

L'approfondissement de la révolution entraîna celui de la critique de la doctrine de Confucius et du conservatisme ; en retour, l'approfondissement de ces deux critiques donna une impulsion à la révolution.

« *Dans les domaines idéologique et politique, une ligne juste ou non est en tous points déterminante* » (12). Grâce aux révolutionnaires bourgeois représentés par Sun Yat-sen, qui persévéraient dans leur lutte révolutionniare, voulaient renverser la dynastie des Tsing et fonder une république, Tchang Tai-yen, Tseou Jong et d'autres incitaient puissamment à la révolution idéologique, critiquaient la pensée réactionnaire des réformistes conservateurs respectueux de Confucius ; en conséquence, que ce soit à l'inté-

(12) Mao Tsé-toung, « Quotidien du peuple » du 1er décembre 1971.

rieur du pays ou parmi les ressortissants chinois à l'étranger, le camp des révolutionnaires bourgeois s'élargissait de jour en jour tandis que les réformistes étaient de plus en plus isolés. La révolution se substituait aux réformes, selon le courant impétueux et irrésistible de l'époque. En 1904, Sun Yat-sen déclara avec fougue : « *Actuellement, la Chine est à la veille d'un grand mouvement national ; il suffira d'une étincelle pour donner à la politique une puissance incendiaire !* »

3. La création de la Ligue jurée

Suivant la montée incessante du courant révolutionnaire, et venant après la Société pour la Régénération de la Chine, des groupes révolutionnaires bourgeois apparurent successivement en tous lieux de Chine. Après le mouvement pour chasser les Russes, de nombreux membres de la Société de préparation militaire rentrèrent dans leur pays les uns après les autres et organisèrent des insurrections armées. Pendant l'hiver 1903, Kong Pao-tsiuan et d'autres étudiants du Tchekiang qui avaient fait partie dès l'origine de la Société de préparation militaire coopérèrent avec le Cercle éducatif de Chine et le Cercle des Patriotes dirigé par Tsai Yuan-pei, Tchang Tai-yen, etc. ; ils fondèrent à Changhaï la Société pour la Restauration. Grâce à ses liens avec les autres sociétés secrètes, la Société pour la Restauration devint très vite un groupe relativement important dans toute la région du cours inférieur du Yangtse. A l'époque de la création de cette société, des étudiants chinois au Japon originaires du Hounan, tels que Houang Hsing, Tchen Tien-houa, Yang Tou-tcheng, Song Kiao-jen, etc., revinrent vivre définitivement dans leur pays. En février 1904, ils fondèrent à Tchangcha dans le Hounan la Société pour le Renouveau de la Chine,

Après sa création, cette société noua des liens avec d'autres sociétés secrètes, spécialement avec la Société de l'Hostilité commune. En juin de la même année, Lieou King-an, Tchang Ta-lin, Tchang Nan-hsien, etc. fondèrent un groupe révolutionnaire avec l'Armée nouvelle et les étudiants du Houpei : l'Institut d'études scientifiques complémentaires. L'Armée nouvelle adoptait l'organisation et les exercices d'entraînement des armées des Etats capitalistes et dotait ses troupes d'armes nouvelles. Elle était constituée principalement de paysans ruinés, d'artisans qui avaient perdu leur emploi et d'intellectuels pauvres. Avant l'insurrection de Woutchang, de nombreux éléments révolutionnaires du Houpei se firent soldats pour entraîner l'Armée nouvelle ; ils constituèrent par la suite les forces axiales lors du déclenchement de l'insurrection de Woutchang.

L'apparition de la Société pour la Restauration, de la Société pour le Renouveau de la Chine et d'autres formations du même type reflétait le développement incessant des forces révolutionnaires et, pour les hommes des partis favorables à la révolution, cela soulevait la question de savoir comment regrouper dans un parti politique unifié des groupes éparts et comment grâce à cela continuer à faire avancer la révolution. En juillet 1905, Sun Yat-sen alla au Japon ; s'appuyant sur les nécessités objectives de la situation, il proposa de créer une organisation révolutionnaire unifiée. Sa proposition fut approuvée par Houang Hsing, Song Kiao-jen, etc., et le 30 juillet s'ouvrit à Tokyo la première assemblée d'union de tous les groupes déjà constitués, où fut prise la décision de créer la Ligue jurée des révolutionnaires chinois et où fut adopté leur programme, formulé ainsi par Sun Yat-sen : « *chasser l'occupant barbare (le gouvernement impérial), relever la Chine, fonder une république démocratique, répartir également les droits sur les terres* ».

Le 13 août, plus de mille trois cents étudiants chinois se réunirent à Tokyo en une assemblée générale pour accueillir Sun Yat-sen, événement sans précédent. Sun Yat-sen prononça lors de cette réunion son discours intitulé « *l'importance de la révolution démocratique en Chine* » dans lequel il déclara que grâce à la révolution, la Chine rattraperait et dépasserait les grandes puissances occidentales. Il souligna la stupidité et le ridicule des arguments des réformistes qui prétendaient qu'en Chine, « *seuls les princes et les rois sont habilités à promulguer des constitutions qu'on ne peut fouler aux pieds, etc. pour établir la république* ». Il souligna aussi qu'il suffirait au peuple chinois, porteur d'une civilisation vieille de plus de cinq mille ans, de « *déployer toute son énergie* », qu'il serait alors capable de se débarrasser des règlements immuables, et que « *selon la vitesse avec laquelle il s'en éloignerait* », il pourrait « *rattraper et dépasser l'occident* » en l'espace de dix ans.

Le 20 août 1905, la Ligue jurée tint à Tokyo sa réunion de fondation et élut Sun Yat-sen président. Un secrétariat général était prévu, avec Houang Hsing comme représentant de Sun Yat-sen ; il assumerait les tâches quotidiennes.

En novembre, le *Journal du Peuple*, organe de la Ligue jurée, fut publié à Tokyo. Dans l'éditorial de présentation du *Journal du Peuple*, Sun Yat-sen synthétisa son programme révolutionnaire en vingt-six caractères dans la formule dite « *les trois grands principes* » : « *nationalisme, démocratie, socialisme (ou bien-être du peuple)* » qui devinrent le programme politique et les principes théoriques de la Ligue jurée. Ce sont, sous leur forme ancienne, les « *trois principes du peuple* » à l'époque de la révolution démocratique bourgeoise.

La création de la Ligue jurée souligne l'ampleur du développement du mouvement révolutionnaire. Elle transfor-

mait des groupes épars à caractère local, en les rassemblant au sein d'un parti politique révolutionnaire bourgeois moderne unique à caractère national, doté d'un programme révolutionnaire démocratique bourgeois à peu près cohérent. Cette phase du mouvement révolutionnaire démocratique dirigée par la bourgeoisie parvenait à son plein développement.

Cependant, la Ligue jurée ne représentait en définitive qu'une alliance assez lâche entre les révolutionnaires de la grande et petite bourgeoisie et les propriétaires fonciers anti-mandchous. Malgré la formation de la Ligue jurée, subsistaient entre les différents groupes qui la constituaient un certain sectarisme et des divergences politiques. Bien qu'il fussent acceptés en apparence en tant qu'idées directrices, les trois principes du peuple de Sun Yat-sen se heurtaient comme par le passé à des réserves chez de nombreux adhérents. Les partisans d'une révolution bourgeoise étaient incapables de corriger leur point de vue étroit suivant le développement de la lutte, ce qui faisait planer une menace de scission sur l'avenir de la Ligue jurée.

L'importance de ce problème résidait aussi dans le programme lui-même de la Ligue jurée qui comportait encore de graves lacunes.

Le caractère semi-colonial et semi-féodal de la Chine moderne déterminait les tâches de la révolution démocratique bourgeoise dans le pays : s'opposer à l'impérialisme et au féodalisme. Mais ces deux tâches étaient unies par des liens de réciprocité. En ne renversant pas la domination impérialiste, on ne pouvait abolir celle des propriétaires fonciers féodaux, car les impérialistes tiraient les ficelles qui faisaient agir les propriétaires fonciers. En revanche, la classe des propriétaires fonciers féodaux était la base sociale essentielle de la domination impérialiste en Chine ; or, la paysannerie représentait la force motrice de la révolution chinoise ; si on ne l'aidait pas à renverser la classe

des propriétaires fonciers, il était impossible de l'organiser en une puissante armée révolutionnaire chinoise, donc de renverser la domination impérialiste. Mais le programme de la Ligue jurée ne comprenait pas un appel clair à lutter contre l'impérialisme et le féodalisme, il restait incomplet sur la question agraire, et en ce sens il n'allait pas jusqu'au bout de la révolution démocratique nationale.

Anéantir l'oppression impérialiste venue de l'extérieur était la tâche primordiale de la révolution nationale. Mais la cible principale des nationalistes de la Ligue jurée était uniquement la domination de l'aristocratie mandchoue à l'exclusion de celle des impérialistes. Cela, non seulement parce que les révolutionnaires bourgeois méconnaissaient la nature de l'impérialisme, mais encore parce qu'ils craignaient de voir les impérialistes intervenir dans la révolution chinoise. Pour se préserver de cette ingérance éventuelle, la Ligue jurée flattait les impérialistes dans sa *Proclamation adressée aux étrangers*, les assurant qu'ils pouvaient compter sur la reconnaissance des privilèges que leur avaient accordés les traités inégaux quand la révolution chinoise serait faite ; ils croyaient s'assurer en échange la neutralité et le soutien des impérialistes.

Faire disparaître l'oppression des propriétaires fonciers à l'intérieur du pays était aussi une des tâches essentielles de la révolution démocratique bourgeoise en Chine. D'après le programme de la Ligue jurée, bien que fût mentionnée « *l'expulsion de l'occupant barbare* » (le gouvernement des Tsing), c'est-à-dire le renversement du gouvernement despotique féodal mis en place par l'aristocratie mandchoue, les seigneurs de la guerre, fonctionnaires, hobereaux et propriétaires fonciers n'étaient cependant pas visés ; on faisait donc de ces personnages des alliés possibles. D'après le « *projet sommaire* » de la Ligue jurée, le maintient de l'ordre local devrait être assuré, après l'insurrection, par les propriétaires fonciers et les hobereaux. Ce-

ci montre bien que les révolutionnaires bourgeois se compromettaient avec les propriétaires fonciers féodaux.

Bien que la Ligue jurée eût lancé le slogan « *égalité des droits sur les terres* », elle ne l'avait pas fait en liaison avec la demande de terre des larges masses paysannes ; elle espérait régler cette question agraire après la révolution par la méthode de « *l'expertise des terres* » et prévoyait une nouvelle révolution sociale amenée par le développement du capitalisme en Chine. La ligue jurée était particulièrement opposée à la levée des paysans, à ce qu'ils « *s'approprient les terres des riches* », à ce qu'ils aient recours à la violence pour abolir le système de propriété privée de la classe des propriétaires fonciers féodaux. Il était bien sûr impossible à la Ligue jurée de mobiliser à grande échelle les larges masses paysannes, de les organiser en une immense armée révolutionnaire et à plus forte raison de mener à bien sa tâche anti-impérialiste et anti-féodale sans régler la question de l'attribution des terres aux paysans.

Il manquait au programme de la Ligue un contenu clairement anti-impérialiste et anti-féodal, ce qui montre bien qu'à cause de sa faiblesse dans les domaines économique et politique, la bourgeoisie nationale chinoise, « *même quand elle prend part à la révolution, n'entend pas rompre complètement avec l'impérialisme ; au surplus, elle est étroitement liée à l'exploitation qui se pratique dans les campagnes par l'affermage des terres, de sorte qu'elle ne veut ni ne peut s'engager à fond dans la lutte pour le renversement de l'impérialisme et moins encore des forces féodales* » (13).

Bien qu'il y subsitât de graves lacunes, le programme de la Ligue jurée réglait l'utilisation des forces révolutionnaires pour renverser la domination du gouvernement des

(13) « La démocratie nouvelle », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 373. E.P.

Tsing, instrument des impérialistes, pour abolir le régime despostique de la monarchie et fonder une république démocratique bourgeoise indépendante et unie. C'était là un projet révolutionnaire, progressiste. Le président Mao a dit : « *Les anciens "trois principes du peuple" étaient révolutionnaires dans l'ancienne période dont ils reflétaient les particularités historiques* » (14). Ce programme fut soutenu par les larges masses populaires car il correspondait à leur désir d'indépendance nationale et de pouvoir démocratique à cette époque ; c'est ce qui fit progresser le mouvement révolutionnaire.

Après la création de la Ligue jurée, plus d'une centaine de publications de toutes sortes furent éditées ou polycopiées publiquement ou secrètement en plus du *Journal du Peuple*, organe de la Ligue jurée. Ces publications dénonçaient sans cesse les crimes du gouvernement des Tsing qui, à l'intérieur du pays, opprimait cruellement le peuple et trahissait le pays pour l'étranger ; en même temps, ces publications faisaient une large place aux idées révolutionnaires démocratiques de la bourgeoisie occidentale et louaient l'héroïsme des insurrections populaires. Le *Journal du Peuple* publia aussi de nombreuses nouvelles, photographies, articles critiques lors de la Révolution russe de 1905, et appela le peuple à se révolter. La fondation de la Ligue jurée accéléra beaucoup la marche de la révolution démocratique chinoise et devint le point de départ de la grande marée révolutionnaire démocratique. Moins d'un an après sa création, elle eut une filiale dans chaque province, le nombre de ses membres s'accrût rapidement jusqu'à atteindre plus de dix mille qui, dans tout le pays, allumaient l'étincelle révolutionnaire. Comme le dit justement Sun Yat-sen : « *A partir de là, le vent et la marée*

(14) Idem, p. 394.

révolutionnaires prirent un essor foudroyant ; la vitesse de leur progression dépassa toute attente. »

4. Attaques sur deux fronts

Après la fondation de la Ligue jurée, les révolutionnaires bourgeois prirent en mains deux tâches importantes : 1) — faire naître une opinion publique révolutionnaire et déclencher une attaque idéologique contre les réformistes ; 2) — diriger des insurrections armées et déclencher une attaque militaire contre la dynastie des Tsing.

Dès avant la création de la Ligue jurée, Sun Yat-sen, Tchang Tai-yen et d'autres avaient entrepris de critiquer les idées réactionnaires des réformistes conservateurs, admirateurs de Confucius. Mais à cette époque, les révolutionnaires ne s'étaient pas encore regroupés dans une organisation unique ; en conséquence, ils ne pouvaient rassembler leurs forces pour donner le coup de grâce à ces réformistes. Après la création de la Ligue jurée, prenant pour champ de bataille principal le *Journal du Peuple*, ils intensifièrent cette fois leurs attaques idéologiques contre eux. Le premier article du n° 1 du *Journal du Peuple* était une déclaration de guerre adressée à eux. A cette époque, les conservateurs, représentés par Kang Yeou-wei et Liang Tsi-tchao, traitaient les révolutionnaires « *d'inconscients perturbateurs* » et regardaient avec une haine viscérale leur révolution bourgeoise. Dans une lettre adressée à Kang Yeou-wei, Liang Tsi-tchao déclarait qu'eux-mêmes et les forces révolutionnaires ne pouvaient co-exister : « *C'est eux ou nous* ». Les réformistes se servirent de la collection *Peuple nouveau* pour contre-attaquer avec obstination. Ainsi devait naître inévitablement une violente bataille d'arguments entre révolutionnaires et réformistes.

Les réformistes inventaient toutes sortes de raisons

pour défendre le gouvernement des Tsing et s'opposer à la violence révolutionnaire.

Ils croyaient que si la Chine était riche et puissante, il ne serait nullement nécessaire de renverser le gouvernement des Tsing, mais qu'il suffirait de promulguer une constitution ; le procédé pour obtenir une constitution, c'était « *de la demander et non de déclencher des insurrections* ».

Les réformistes disaient que seuls les mauvais peuples « *engendrent* » de mauvais gouvernements ; que si le gouvernement arrêtait ses pressions autoritaires, au cas où le peuple serait mauvais, la politique serait pire, aussi la question n'était-elle pas de savoir si le gouvernement était corrompu mais si le peuple était corrompu.

Les réformistes s'obstinaient à déclarer que les réformes politiques ne pouvaient se faire que dans l'ordre suivant : dictature éclairée, constitution impériale, constitution démocratique ; qu'en suivant cette progression, la Chine « *résoudrait ses difficultés et se hausserait au premier rang* ». Ils prétendaient que le peuple chinois n'était pas en mesure de mettre en pratique une politique démocratique ; qu'actuellement, même appliquer une constitution impériale ne suffirait pas ; que seul l'exercice d'une dictature éclairée était possible ; qu'il fallait d'abord développer chez le peuple son sens de l'intérêt public et ses capacités d'autonomie ; qu'ensuite seulement on pourrait attendre comme une faveur impériale la promulgation d'une constitution.

Pour effrayer les révolutionnaires, les réformistes disaient que si la révolution avait lieu, la politique démocratique serait rigide, qu'elle amènerait nécessairement les désordres « *inhérents aux sociétés inférieures* », qu'elle troublerait l'ordre social, et que cela aboutirait à une intervention en force des impérialistes ; l'Etat courrait le danger d'être démembré et anéanti ; les révolutionnaires

étaient donc des gens qui non seulement n'aimaient pas leur pays, mais qui de plus voulaient son « *malheur* ».

Il fallait réduire au silence les réformistes par une critique de leurs idées et de leur politique, sinon il serait impossible de faire avancer rapidement la révolution. Au cours de cette lutte oratoire violente entre deux lignes, Sun Yat-sen, « *se tenant clairement sur la position d'un démocrate révolutionnaire chinois, a mené une lutte ardue contre les réformistes* » (15).

En évoquant de nombreux faits, les révolutionnaires démontrèrent que le gouvernement des Tsing rejetait fermement toute réforme de fond, et qu'espérer qu'il prendrait par faveur l'initiative de donner une constitution au peuple était totalement illusoire. Ils firent remarquer que l'histoire de tous les pays d'Europe montrait que, sans révolution violente appuyée sur la force armée, aucun n'aurait pu avoir de constitution ; la méthode des courbettes et des pétitions vantée par les réformistes pour demander au gouvernement des Tsing une « *constitution impériale* » était une vaste supercherie. Les révolutionnaires reprenaient les faits concernant l'échec de la Réforme des Cent Jours pour prouver que le gouvernement n'accepterait pas de céder la moindre part de ses droits et qu'en persistant à chercher des arguments pour le défendre et à penser qu'il ferait la constitution demandée, les réformistes ne faisaient que dévoiler leur véritable but face à un gouvernement aussi corrompu : renforcer le régime de dictature féroce des Tsing.

Les révolutionnaires croyaient qu'après avoir traversé une révolution, la Chine deviendrait prospère. Quelques années plus tard, « *non seulement la Chine prendrait la tête devant le Japon* », mais encore « *il ne lui serait pas difficile de s'élever au niveau des civilisations occidenta-*

(15) Mao Tsé-toung, « A la mémoire du docteur Sun Yat-sen », « Quotidien du peuple » du 12 novembre 1956.

les », ni de dépasser l'Occident ; « *il n'y aurait rien qu'elle ne puisse réaliser* ». Les révolutionnaires critiquèrent les idées réactionnaires de « *résolution des difficultés et prédominance* » des réformistes. Ils s'appuyaient aussi sur la théorie bourgeoise des droits naturels de l'homme pour souligner que pratiquer une politique démocratique répondait à la demande commune de toute l'humanité ; ils condamnaient l'idée d'un « *peuple corrompu* » répandue par les réformistes et leur affirmation absurde selon laquelle le peuple serait incapable de comprendre une politique démocratique ; quant à certaines erreurs de pensée du peuple dont parlaient les réformistes, ces erreurs étaient inventées par les despotes féodaux obscurantistes ; le régime de dictature monarchique étant aboli, ces phénomènes pourraient être entièrement modifiés.

Les révolutionnaires faisaient ressortir que la cour des Tsing était d'ores et déjà devenue « *une cour pour l'étranger* », que le gouvernement des Tsing était le valet des impérialistes et que c'était justement pour soustraire la nation au danger qui la menaçait qu'il fallait renverser c gouvernement de compradores. Or, les réformistes le soutenaient par tous les moyens, ce qui prouvait bien qu « *l'amour de la patrie* » dont ils s'enorgueillissaient était en réalité « *l'amour des Tsing* » car, ainsi que tous les membres du gouvernement des Tsing, c'étaient des compradores qui vendaient leur patrie et le peuple chinois.

Tant que dura la Ligue jurée, les débats agités entre les révolutionnaires bourgeois et les réformistes sur les fronts idéologique et politique ressemblèrent à une lutte aiguë entre progrès et régression, entre révolution et réforme, entre patriotes et traîtres. Suivant le développement en profondeur de la révolution, les idées anticonfucianistes et pro-légistes des révolutionnaires bourgeois se renforcèrent. Ils prirent exemple sur Tchang Tai-yen qui, lorsqu'il sortit de prison en 1906 et traversa la mer pour aller fonder au

Japon le *Journal du Peuple*, fit progresser la critique de la doctrine de Confucius et celle des lettrés, qui devinrent plus sévères. Il faisait remarquer que « *le gros point noir du confucianisme, c'était qu'il amenait les hommes à ne penser qu'à la richesse et au salaire de fonctionnaire* ». Tout ce à quoi aspiraient Confucius et ses disciples se limitait à « *devenir précepteur chez les empereurs et les rois* » et à être introduits dans les rangs de la noblesse. Empruntant une formule de Lieou Hsia-tche, chef d'une insurrection d'esclaves à l'époque des Royaumes combattants (16), il dénonçait Confucius, cet « *habile hypocrite* » qui « *se nourrissait sans labourer, se vêtait sans filer, ne faisait qu'agiter sa langue et ses lèvres, s'arrogeait le droit de décider de ce qui était bien ou mal* ». Quant à sa philosophie du « *juste milieu* », c'était une manœuvre opportuniste, une « *discussion à mots couverts à visée conventionnelle* ». A un certain endroit, Tchang Tai-yen affirme de façon encore plus radicale : « *Aujourd'hui, nous voulons faire la révolution, accorder des droits au peuple... Le confucianisme ne nous est d'aucune utilité !* »

Bien que les révolutionnaires aient fait taire les réformistes par leurs critiques sur les questions de vouloir ou non la révolution, renverser ou non le régime dictatorial des Tsing, être ou non capable de fonder un régime démocratique, ils n'osaient cependant pas contre-attaquer ouvertement les réformistes sur deux points fondamentaux qui constituaient le sujet principal de leur désaccord : fallait-il ou non mobiliser les masses pour les faire participer à la révolution ? Oserait-on ou non s'opposer aux impérialistes ? Ils affirmaient seulement qu'on pouvait transformer les « *insurrections spontanées* » des masses en « *révolutions ordonnées* » ; ainsi, on ne troublerait pas l'ordre

(16) Période allant de l'an 475 à l'an 221 av. J.-C. (année de l'unification de la Chine) caractérisée par des guerres continuelles entre les différents Etats (N.d.T.).

social, on ne nuirait pas aux intérêts des impérialistes en Chine et on éviterait donc leur intervention dans la révolution chinoise. Ces arguments mettaient en pleine lumière la faiblesse de la bourgeoisie et ses illusions au sujet des impérialistes.

Malgré les graves insuffisances qu'ils avaient montrées dans cette grande bataille d'arguments, les révolutionnaires bourgeois maintenaient quand même, en définitive, leur orientation révolutionnaire ; ils accrurent la confiance du peuple en la révolution, stimulèrent la volonté de combat des masses et dénoncèrent avec force la nature réactionnaire des réformistes. Les réformistes perdirent pied dans cette bataille ; à bout d'arguments, ils avouèrent dans la collection *Peuple nouveau* que *« depuis quelques années, les idées révolutionnaires s'étaient répandues en Chine ».*

« Pour faire agir ensemble cent mille cerveaux, il faut rassembler les forces universelles. » En même temps que la Ligue jurée s'en prenait aux idées réactionnaires des réformistes, elle dirigeait activement des insurrections armées, escomptant renverser par la force la domination réactionnaire du gouvernement des Tsing. A partir de 1906, date du début des insurrections de Pinghsiang, Lieouyang, Liling, et jusqu'à la période précédant celle de Woutchang, il y eut au total plus de dix insurrections armées déclenchées par la Ligue jurée et les autres groupes révolutionnaires.

Au printemps 1906, le secrétariat général de la Ligue jurée envoya dans les régions limitrophes du Hounan et du Kiangsi, Lieou Tao-yi, Tsai Chao-nan et d'autres étudiants originaires du Hounan qui avaient séjourné au Japon, afin qu'ils prennent contact avec d'autres sociétés secrètes pour programmer des insurrections. Des sociétés secrètes s'étaient regroupées dans la région de Pinghsiang-Lieouyang-Liling ; après leur retour dans le Hounan, Lieou, Tsai et les autres établirent donc des contacts posi-

tifs avec les chefs de toutes ces sociétés. Ils faisaient de la propagande pour la révolution démocratique parmi les masses et avaient prévu des insurrections simultanées dans la région en question, en comptant principalement sur les mille mineurs de la mine de charbon d'Anyuan. Le 4 décembre, l'insurrection de Ping-Lieou-Li éclata ; l'armée des insurgés prit le nom *« d'Avant-garde révolutionnaire des troupes sudistes de l'armée nationale chinoise »*, poussant à l'avant la Société de la Rivière Hong, dont le chef était Kong Chouen-tai. Selon le programme de la Ligue jurée, ce groupe afficha des proclamations dénonçant le gouvernement des Tsing comme le valet des impérialistes, proposant de renverser sa domination, de mettre fin à son *« pouvoir politique dictatorial millénaire »*, de *« créer un Etat du peuple républicain »*.

Après le déclenchement de l'insurrection, les mineurs d'Anyuan, les paysans misérables et les troupes en garnison s'y joignirent et, en l'espace de dix jours, les insurgés se retrouvèrent à plus de trente mille. Pour les encercler, le gouvernement des Tsing mobilisa en hâte toute l'infanterie du Hounan, du Houpei, du Kiangsi et du Kiangsou, au total plus de cinquante mille hommes. Après plus d'un mois de combats acharnés et plus de vingt affrontements, les insurgés furent vaincus. On ne sut pas comment finit Kong Chouen-tai ; mais Tsai Chao-nan, Lieou Tao-yi, etc., tombèrent au champ d'honneur. L'insurrection de Ping-Lieou-Li connut un grand prestige et eut de lointaines répercussions. Après l'avoir réprimée, le gouvernement des Tsing *« nettoya »* toutes les régions, arrêtant des révolutionnaires, qu'ils fussent ou non affiliés à des groupes. Par la suite, on découvrit que l'organisme directeur se trouvait à Tokyo et les Tsing demandèrent au gouvernement japonais d'expulser Sun Yat-sen.

Au début de 1907, Sun Yat-sen quitta le Japon pour Hanoï au Vietnam ; il y fonda un organisme révolution-

naire, envoya ses hommes établir des contacts avec les sociétés secrètes et continua à déclencher des insurrections armées aux frontières sud-ouest de la Chine. On en dénombre six dues à son action : en mai 1907, insurrection de Houangkang à Tchaotcheou ; en juin, insurrection de Tsinutchao à Houeitcheou ; en septembre, insurrection de Tsintcheou et Lientcheou ; en décembre, insurrection de Tchennankouan (aujourd'hui Yeouyikouan) ; en mars 1908, insurrection de Tsintcheou et Lientcheou ; en avril, insurrection de Hokeou. Les luttes armées entreprises par la Ligue jurée aux frontières du sud-ouest pendant plus de deux ans échouèrent toutes. Mais les révolutionnaires avaient continué héroïquement à susciter des mouvements insurrectionnels, ce qui accrut l'influence de la révolution démocratique.

A l'époque où la Ligue jurée déclenchait ces actions aux frontières sud-ouest de la Chine, Hsiu Hsi-lin, porte-drapeau isolé de la Société pour la Restauration, souleva par deux fois avec d'autres membres de la Société des insurrections à Anking dans la province de l'Anhouei. Pendant l'été 1907, Hsiu Hsi-lin prit la direction d'un groupe de dix étudiants de l'Ecole de la Police ; ils tuèrent En Ming, le mandataire du gouvernement dans l'Anhouei. En 1908, Hsiong Tcheng-ki, commandant des troupes en garnison dans l'Anhouei, dirigea le soulèvement de son régiment. Ces deux insurrections échouèrent lamentablement à cause de la faible participation des masses. Au moment où Hsiu Hsi-lin entrait en action, une révolutionnaire membre de la Ligue jurée, nommée Tsieou Kin (Qiu Jin), avait établi des liaisons avec les sociétés secrètes de Chaohsing au Tchekiang et se préparait à agir simultanément. Mais Hsiu Hsi-lin fut exécuté et cela amena aussi l'arrestation de Tsieou Kin, qui se sacrifia héroïquement.

A la suite de ces insuccès répétés, la Ligue jurée convoqua une réunion pour faire un bilan, pensant que la

cause des échecs passés résidait dans le choix de lieux trop isolés où il était difficile de faire parvenir les munitions envoyées d'outre-mer et que les forces de combat étaient trop faibles parce qu'elles s'appuyaient principalement sur les sociétés secrètes. C'est pour ces raisons qu'en 1909, Houang Hsing organisa à nouveau une cellule de la Ligue jurée à Hong-kong et leva une nouvelle armée pour préparer une insurrection à Canton. En février 1910, Ni Ying-tien, membre de la Ligue jurée, conduisit la nouvelle armée insurrectionnelle de trois mille hommes à Canton où elle fut vaincue.

La défaite de cette Armée nouvelle découragea de nombreux révolutionnaires. A cette époque, Sun Yat-sen rencontra Houang Hsing, Tchao Cheng et d'autres à l'île Pinglang (l'Ile des Aréquiers) où ils tinrent une assemblée, stimulèrent la volonté générale de combat et décidèrent de déclencher une grande insurrection en règle à Canton pour livrer aux despotes de la dynastie des Tsing une lutte à mort. Sun Yat-sen alla lui-même ouvrir une souscription parmi les ressortissants chinois pour acheter des armes ; la Ligue jurée créa à Hong-kong un Bureau d'état-major pour diriger les opérations et organiser spécialement un Corps de volontaires qui formeraient l'ossature des troupes ; des contacts furent établis avec l'Armée nouvelle, les sociétés secrètes et les garnisons qui se préparèrent à répondre à l'appel.

Le 23 avril 1911, Houang Hsing quitta secrètement Hong-kong pour Canton où il organisa l'insurrection. Juste à ce moment crucial, un des responsables de la livraison des armes trahit, ce qui non seulement empêcha l'arrivée d'une partie des munitions mais encore permit à Tchang Ming-tsi, gouverneur des provinces du Kouang-tong et du Kouangsi d'apprendre la nouvelle et de renforcer ses défenses ; la situation était très grave. Houang Hsing renonça à son plan initial de pénétration par dix

voies différentes et préféra concentrer toutes ses forces pour attaquer le yamen du gouverneur. Le 27 avril (ou le 29 mars de l'ancien calendrier), vers 5 h. 30 de l'après-midi, Houang Hsing prit la tête d'un détachement de plus de cent hommes du Corps des volontaires de la Ligue jurée qui donnèrent violemment l'assaut au yamen ; ce n'est qu'en arrivant dans l'arrière-salle qu'ils découvrirent que Tchang Ming-tsi s'était enfui. Les insurgés venaient de sortir par la porte de derrière lorsqu'ils se heurtèrent à un groupe important d'ennemis auxquels ils livrèrent une bataille acharnée. De nombreux révolutionnaires se sacrifièrent héroïquement, Houang Hsing fut blessé mais finalement échappa au danger en se déguisant. Après l'échec de cette insurrection, on ramassa les corps de soixante-douze combattants qui s'étaient sacrifiés et on les ensevelit ensemble à Houanghouakang en dehors de la ville. C'est ainsi que cette insurrection fut appelée l'« *Insurrection de Houanghouakang* ».

Les insurrections armées déclenchées par les révolutionnaires s'étaient toutes terminées, de la première à la dernière, par une défaite. Mais le sang des martyrs n'avait pas été répandu en vain : l'holocauste des soixante-douze combattants de Houanghouakang eut un effet immense. Leur esprit de sacrifice révolutionnaire, de don total de soi, stimula les volontés et fit vibrer les cœurs, incita des hommes à s'engager toujours en plus grand nombre dans les combats pour renverser la dynastie des Tsing.

Après plusieurs échecs successifs des insurrections armées, la Ligue jurée elle-même se désagrégeait de jour en jour. Ceux de ses membres qui ne voyaient pas l'immense force créatrice des masses populaires dans l'Histoire perdaient confiance en l'avenir de la révolution ; selon la conception d'après laquelle « *ce sont les héros qui créent l'histoire* », ils poussèrent au meurtre de toutes leurs forces : les derniers numéros du *Journal du F...* qui y

consacrèrent leurs articles soulevèrent une vague d'assassinats. Certains mirent tout leur courage dans une lutte fratricide. Tchang Tai-yen, Tao Tcheng-tchang et d'autres membres de la Société pour la Restauration, qui avaient des problèmes financiers, agirent sans se préoccuper des instances dirigeantes : attaquant publiquement Sun Yat-sen, ils distribuèrent des tracts aux ressortissants chinois dans le Sud-Est asiatique, reprenant à leur compte le drapeau de la Société pour la Restauration, et agissant isolément. En 1907, dans toutes les provinces situées sur le cours moyen du Yangtse et au Setchouan, des membres des sections locales de la Ligue jurée, comme Teng Wen-houei, Kiao Ta-feng, Lieou Kong, Souen wou, Tchang Pai-hsiang, etc., s'écartèrent du secrétariat général de la Ligue jurée et, ne prenant en considération que les ressortissants chinois établis dans le sud de l'Asie, exprimèrent leur mécontentement et se lièrent à Tokyo avec les chefs des sociétés secrètes en provenance de lieux divers qui avaient fui au Japon et fondé la Société pour le Progrès commun. Après l'échec de l'insurrection de Houanghouakang, les forces directrices de la Ligue jurée faiblirent considérablement à la suite de la mort d'un grand nombre de ses membres qui en constituaient l'ossature. Un groupe assez important, dirigé par Song Kiao-jen, fonda à Changhaï la Ligue jurée du Centre, le 31 juillet 1911 ; bien que ce groupe ne se fût pas séparé du secrétariat général, il entra cependant en rivalité avec lui. Ces faits montrent que la Ligue jurée, organisme directeur des révolutionnaires bourgeois dans les domaines de la pensée et de l'organisation, était d'ores et déjà impuissante à mettre en place une solide direction unifiée à la tête de la marée révolutionnaire qui se levait.

5. La fausse constitution pour en finir avec la révolution

Les révolutionnaires assaillaient violemment les despotes de la dynastie des Tsing. Cette dynastie réactionnaire utilisait les forces contre-révolutionnaires pour exercer sur le peuple sa cruelle répression, tandis que d'autre part elle jouait la comédie de la paix dans le vain espoir de saboter et de dissoudre le mouvement révolutionnaire. Pendant les dernières années du règne des Tsing, leur prétendue « *préparation* » d'une constitution n'était que l'effet de leur stratégie de la fausse paix.

S'opposer à la révolution violente et préconiser la promulgation d'une constitution impériale, tel était depuis toujours le programme politique des réformistes bourgeois. Ceux-ci craignaient qu'une fois l'ordre troublé, on ne puisse plus le rétablir, ils avaient peur que le feu de la révolution anéantisse toutes leurs richesses et leurs privilèges ; c'est pour cela que Kang Yeou-wei, Liang Tsi-tchao et d'autres qui avaient fui au-delà des mers étaient tout à fait d'accord avec la grande bourgeoisie de l'intérieur du pays pour supplier sans arrêt les Tsing de mettre rapidement sur pied un texte constitutionnel. A partir de 1903, des représentants de la grande bourgeoisie et des hobereaux locaux du Kiangsou et du Tchekiang, tels que Tchang Kien, Tang Cheou-tsien, etc., en préparèrent un. C'est à partir de ce moment qu'on les appela les « *partisans de la constitution* ». Au début, ils s'entendirent en partie avec les hauts fonctionnaires Han, espérant faire passer leur requête par ces intermédiaires. En 1905, ils profitèrent de la conjoncture que leur offraient la défaite de la Russie tsariste dans sa guerre contre le Japon et les mouvements insurrectionnels en Russie pour préparer l'opinion publique sur une vaste échelle. Ils proclamaient que, pour rendre la Chine puissante et la préserver de la révolution, il lui fallait une constitution impériale.

En 1905, sous la menace des mouvements populaires et sur l'insistance des partisans de la constitution, l'Attaché du gouvernement des Tsing auprès de la légation de France, Souen Pao-tsi, présenta d'abord une requête à la cour impériale pour demander une constitution. Quelques gouverneurs de province qui comptaient profiter de cette circonstance pour maintenir et accroître leur pouvoir personnel se joignirent à lui et appuyèrent sa demande, par exemple Tcheou Fou, le gouverneur général du Kiangsi et du Kiangsou ; celui du Hounan et du Houpei, Tchang Tche-tong ; celui du Kouangtong et du Kouangsi, Tsen Chouen-tsiuan ; celui du Tcheli, Yun Che-kai, etc. En juillet 1905, devant l'urgence de la situation, l'impératrice Tse Hsi parla d'envoyer Tsai Tse, Touan Fang et trois autres mandarins se renseigner auprès des gouvernements constitutionnels à l'étranger, comme si elle préparait une constitution. D'après *La Chine continentale,* journal de l'époque, l'impératrice disait que si un gouvernement constitutionnel pouvait « *consolider à tout jamais les bases de la dynastie des Tsing et faire s'éteindre d'eux-mêmes les bruits de la révolution dans le peuple, que si l'enquête révélait que cela ne présentait aucun danger* », alors la décision serait prise d'imiter les gouvernements constitutionnels. L'attitude du gouvernement des Tsing prouve bien qu'il n'avait pas l'intention de céder une seule parcelle de son pouvoir mais que, bien au contraire, il espérait ainsi endormir le peuple et raffermir sa domination réactionnaire, afin de passer plus commodément au travers de la tempête révolutionnaire.

Dès que la nouvelle du départ des cinq mandarins fut connue, les partisans de la constitution, fous de joie, crièrent que c'était là un « *grandiose projet !* » Pour montrer qu'il ne croyait pas à la supercherie, un révolutionnaire nommé Wou Yue accourut à la station de voitures de la Porte Tchengyang à Pékin, dissimulant des explosifs

qu'il avait l'intention de lancer sur les cinq mandarins. Mais, à cause de la densité de la foule, les engins explosèrent trop tôt ; Wou Yue fut tué sur le coup tandis que deux seulement des cinq mandarins furent légèrement blessés. Dans une lettre posthume, Wou Yue dénonçait la comédie de la constitution dont il disait qu'elle « *dénaturait le mot civilisation et actualisait la barbarie* ». Les cinq mandarins ne quittèrent la Chine qu'à la fin de l'année ; ils firent un tour en Europe, en Amérique et au Japon et, en 1906, rentrés en Chine, ils prièrent le gouvernement de faire rédiger une constitution. Tsai Tse fit également valoir, dans un rapport confidentiel adressé à l'impératrice Tse Hsi, trois grands avantages qu'il y aurait à cela : « *consolider définitivement le trône, alléger progressivement les maux venus de l'étranger, arrêter les désordres intérieurs* » ; il ajouta qu'après la promulgation de la constitution, on pourrait en retarder l'application. En entendant cela, l'impératrice comprit que les contradictions qui l'opposaient aux partisans de la constitution pouvaient s'atténuer et les « *désordres intérieurs* », cesser. Sur ce, le 1er septembre 1906, elle ordonna de préparer un « *projet de constitution imitant les modèles étrangers* ».

Tchang Kien, Tang Cheou-tsien et d'autres personnalités de premier plan, qui étaient pour la constitution, se mirent en rapport avec les fonctionnaires et hobereaux du Kiangsou, du Tchekiang, du Foukien et d'autres provinces pour former à Changhai « *l'union pour la préparation de la constitution* », première équipe gouvernementale constitutionnelle. A leur suite, des groupes semblables se constituèrent successivement dans les provinces du Houpei, Hounan, Kouangtong. Kang Yeou-wei, ce conservateur qui était parti en Amérique, changea le nom de la Société pour la protection de l'Empereur qui devint, en février 1907, la Société pour la préparation du gouvernement constitutionnel national. Puis, il décida de rentrer en Chi-

ne afin d'accélérer la promulgation de la constitution. En juillet de la même année, Liang Tsi-tchao fonda à Tokyo l'Agence gouvernementale pour soutenir le gouvernement des Tsing. Puis cette Agence fut transférée à Changhai. Mais l'impératrice Tse Hsi gardait rancune à Liang depuis l'époque de la Réforme des Cent Jours et, dans le courant du mois de juillet, elle ordonna une perquisition de l'Agence gouvernementale et fit arrêter les réformistes Kang et Liang, ces « *échappés irresponsables* ». Après cela, l'Agence gouvernementale n'osa plus exercer officiellement son activité dans le pays.

A cette époque, les représentants des équipes qui, dans chaque province, avaient pris l'initiative de se réunir en sociétés publiques pour la préparation de la constitution, arrivèrent les unes après les autres à Pékin et présentèrent au gouvernement des suppliques demandant la formation d'une Assemblée nationale. L'agitation populaire grandissante et les insurrections armées successivement soulevées par les révolutionnaires bourgeois effrayèrent quelques personnalités influentes du gouvernement des Tsing. Elles en vinrent à estimer que, pour « *mettre un frein à la révolution, il convenait de faire une constitution, que c'était la seule solution* ». Le 27 août 1908, le gouvernement publia un « *édit impérial concernant le programme constitutionnel* » et annonça une « *période préparatoire* » de neuf ans à dater de l'année en cours, période qui s'achèverait par la mise en place d'un gouvernement constitutionnel. Ces mesures étaient destinées à amadouer les partisans de la constitution.

Peu de temps après l'édit impérial, l'empereur Kouang Hsiu et l'impératrice Tse Hsi décédèrent l'un et l'autre en novembre. Le jeune Pou Yi, âgé de trois ans, monta sur le trône. L'année 1909 fut déclarée première année du règne de l'empereur Hsiuan Tong (nom de règne de Pou Yi) et son père Tsai Feng fut nommé régent. Etant chef suprê-

me, celui-ci diminua tant qu'il put le pouvoir des hauts fonctionnaires Han pour tout centraliser dans le palais impérial ; il révoqua Yuan Che-kai qui s'était blessé au pied et le pria de rentrer se soigner dans son Honan natal. Pendant ce temps, la comédie de la constitution continuait et, en mars 1909, un édit impérial ordonna de « *mettre en place dans chaque province un gouvernement constitutionnel* » et de créer des assemblées délibérantes.

L'attitude apparemment positive de Tsai Feng fit naître les plus grandes illusions chez les partisans de la constitution. Ils pensèrent que Tsai Feng étant le cadet très proche de l'empereur Kouang Hsiu, il était capable d'exécuter les dernières volontés de son frère et crurent qu'il préparait sérieusement un texte constitutionnel. En 1909, les assemblées délibérantes s'étaient formées les unes après les autres dans chaque province et tous les partisans de la constitution en étaient membres.

Après la création de ces assemblées provinciales, les partisans de la constitution, profitant de leur position légale, prirent ensemble l'initiative de déclencher des mouvements en faveur de la constitution. En décembre, Tchang Kien, chef de l'Assemblée provinciale du Kiangsou, convoqua les représentants des assemblées de seize provinces à Changhai ; ils se réunirent et décidèrent de fonder « *l'Association des pétitionnaires pour la formation d'un Parlement* ». Les représentants des assemblées provinciales se rassemblèrent à Pékin en 1910 et présentèrent trois suppliques. Les deux premières se heurtèrent à un refus ; en octobre, une Assemblée constitutionnelle centrale fut créée et quelques représentants des partisans de la constitution y furent élus, ce qui élargit leur champ d'action et leur permit de présenter au gouvernement, en accord avec les notables provinciaux, une troisième supplique.

En raison de la participation des membres de l'Assemblée constitutionnelle et des notables provinciaux à la troi-

sième requête, le gouvernement des Tsing se vit contraint d'autoriser en novembre le raccourcissement de la période préparatoire et d'avancer à l'année 1913 la convocation de l'Assemblée nationale, puis il annonça la formation d'un nouveau cabinet au cours des deux années précédant cette date. En même temps, il donna l'ordre aux pétitionnaires de se disperser et les fit renvoyer sous escorte dans leurs provinces d'origine. Ces mesures arrêtèrent les activités en faveur des pétitions et certains représentants du mouvement venus à Pékin perdirent espoir et quittèrent la capitale.

En mai 1911, le gouvernement des Tsing publia les noms des membres du nouveau ministère. Dans le groupe formé par le Premier ministre, son chef de cabinet et les ministres, en tout treize personnes, on comptait neuf Mandchous et quatre Han (17). De plus, parmi ces neuf Mandchous, sept étaient de la famille impériale : ce ministère était réellement un « *ministère impérial* ». Poussée à ce point, la comédie de la préparation de la constitution apparut au grand jour. En juillet, toutes les assemblées provinciales adressèrent une requête au gouvernement dans laquelle elles demandaient la dissolution du « *ministère impérial* » ; elles se heurtèrent à un refus. Les partisans de la constitution qui avaient espéré faire partie du nouveau ministère voyaient leurs illusions s'envoler.

Le gouvernement des Tsing n'avait autorisé la préparation d'un texte constitutionnel que dans l'espoir d'amadouer les partisans de la constitution et de s'opposer à la révolution, afin de maintenir leur domination réactionnaire. Pourtant, le dénouement de cette affaire montra que les forces révolutionnaires n'étaient nullement affaiblies. Au contraire, sous la pression des impôts qu'on augmen-

(17) La dynastie des Tsing a été mise en place par les Mandchous originaires de la Chine du Nord. La majorité de la population chinoise est de nationalité Han (N.d.T.).

tait sous prétexte de financer la formation d'un « *nouveau gouvernement constitutionnel* », la résistance du peuple était de plus en plus forte. La contradiction entre les forces populaires et les partisans de la constitution s'aggrava ; certains de ceux qui avaient soutenu le gouvernement s'en détournèrent et les Tsing se trouvèrent complètement isolés. En effet, les partisans de la constitution qui, au départ, avaient offert leur soutien au gouvernement pour le sauver et avaient trompé une partie des masses populaires cherchaient, grâce aux différends qui les opposaient encore au gouvernement, à retrouver leur prestige politique. Après l'Insurrection de Woutchang, forts de ce prestige, ils s'infiltrèrent parmi les révolutionnaires pour saboter la révolution de l'intérieur et s'emparer des fruits de la victoire.

6. Déferlement des luttes populaires

Historiquement, une des caractéristiques marquantes des dix premières années du XXe siècle fut l'extension rapide des mouvements populaires spontanés contre l'impérialisme et le féodalisme. La Révolution de 1911 fut par nature un mouvement révolutionnaire dirigé par la bourgeoisie, mais les forces motrices sur lesquelles elle s'appuya furent les masses ouvrières et paysannes. Après les échecs répétés des insurrections armées dirigées par la Ligue jurée, et malgré les défections et les hésitations d'une partie des révolutionnaires de la grande et de la petite bourgeoisie, les contradictions sociales persistaient avec acuité ; les luttes populaires qui s'amplifiaient de jour en jour faisaient progresser toujours plus la révolution bourgeoise. Sans la force révolutionnaire indéfectible des larges masses populaires, il n'aurait pas été possible de renverser la domination que le gouvernement des Tsing, valet de l'impérialisme, exerçait en Chine.

Pendant les dix années qui précédèrent 1911, les luttes populaires anti-impérialistes et antiféodales spontanées se caractérisèrent principalement par le développement continu de l'opposition aux missions, la résistance à l'oppression et aux taxes, les soulèvements des misérables pour s'emparer des réserves de riz, les mouvements pour boycotter les marchandises américaines et reprendre les titres d'actions passés aux mains de l'étranger.

En 1910, le désordre était général. D'après des statistiques incomplètes, il y eut, pour cette année-là seulement, plus de deux cent quatre-vingt-dix mouvements de résistance à caractère de masse. « *A l'approche de la tempête, le vent agite le pavillon* » ; la tempête révolutionnaire secouait déjà en tous sens la lignée corrompue de la dynastie des Tsing.

Bien que les impérialistes aient obligé le gouvernement des Tsing, par les « *traités déshonorants* », à leur verser de lourdes indemnités, après les attaques dirigées contre les missions, les mouvements populaires n'en continuaient pas moins à se généraliser dans toutes les provinces. En 1902, Tche Li-kouang, assesseur à la cour impériale, refusa de verser des « *indemnités* » à la suite d'un litige avec une école chrétienne et, comme le gouvernement des Tsing opprimait le peuple, il déploya sa bannière : « *Balayons les Tsing, exterminons les étrangers.* » A la tête de plus de deux cent mille hommes, il souleva une insurrection paysanne de grande envergure dans vingt-quatre districts du Hopei, du Chantong et du Honan. En consultant les numéros de la *Revue de l'Orient* parus de 1904 à 1908, on y trouve mentionnés trente-cinq mouvements d'opposition à la suite du jugement rendu après les attaques contre les missions (la réalité dépasse de loin ce chiffre). Ce qui mérite une attention particulière, c'est que les attaques contre les missions prennent à cette époque deux formes : les unes s'expriment au su de tous par le slogan « *Balayons*

les Tsing, exterminons les étrangers » ; les autres apparaissent sous forme d'activités que les autorités appelèrent « *actions pour se venger des missions et abattre les fonctionnaires* ». Ceci montre que le peuple avait tiré les leçons du mouvement des Yihotuans et avait commencé, de sa propre initiative, à lier les deux grandes taches d'opposition à l'impérialisme et au féodalisme.

Les luttes d'opposition aux taxes prirent d'abord la forme traditionnelle de résistance des masses paysannes à l'exploitation et à l'oppression ; mais dès les premières années du XXe siècle, ces luttes se transformèrent en mouvements de masse généralisés et en puissantes attaques contre la domination réactionnaire des Tsing. Après la signature des « *traités déshonorants* », c'était dans le Kiangsou que « *l'indemnité* » annuelle réclamée par le gouvernement des Tsing à chaque province était la plus élevée : elle approchait 3 millions de taëls. C'est dans le Koueitcheou qu'elle était la plus faible : elle atteignait 2 millions de taëls. Outre cette « *indemnité* » fixée par les « *traités déshonorants* », chaque province devait encore payer ce qu'on appelait une indemnité « *locale* » destinée à rembourser les pertes subies par les missions ; la province qui payait la taxe la plus élevée était le Chansi avec 2,2 millions de taëls tandis que le Houpei versait la plus faible indemnité : plus de vingt mille taëls. C'était, bien entendu, sur le peuple que pesaient, par mille et un stratagèmes, ces très lourdes taxes. Il ne faut pas oublier qu'en plus de cela, le gouvernement augmentait indéfiniment les impôts et les taxes, pressurant le peuple tant qu'il pouvait sous le prétexte d'entraîner une armée nouvelle, de créer des postes d'inspecteurs, de fonder des écoles religieuses, de financer l'envoi d'étudiants chinois à l'étranger, de mettre en place une administration locale, de créer un état civil, etc., toutes créations qui faisaient partie de l'établissement d'un « *gouvernement de type nouveau* ». En tous lieux, des

fonctionnaires pauvres et corrompus, des despotes locaux et des hobereaux profitèrent de l'occasion pour pêcher en eau trouble, extorquer de l'argent au peuple et l'escroquer.

Les masses populaires qui ne pouvaient plus continuer à supporter cette situation se soulevèrent ici ou là pour protester contre les taxes ; c'est en 1910 que la vague de luttes à caractère de masse atteignit son point culminant. Ainsi, dans le Kiangsou, la moitié des districts s'insurgèrent. Les habitants de plus de vingt districts du Honan déchaînèrent leur colère ; ils incendièrent le tribunal des mandarins et détruisirent les bureaux de douanes. Dans le Honan, le Kouangsi, le Kouangtong, le Tcheli, le Tchekiang et autres provinces éclatèrent des soulèvements « antitaxes » d'une ampleur incommensurable. Dans le courant du mois de mai, des mouvements du même genre eurent lieu à Tsaiyang dans le Chantong où les insurgés — cinquante à soixante mille — furent les plus nombreux ; sous la conduite de Ku Che-wen qui dirigeait la Ligue des Villages, ils « *pressurèrent les grandes familles et se saisirent des richesses des puissants* » ; reprenant l'idée répandue de faire un « *nouveau gouvernement* », ils arrêtèrent successivement les despotes et hobereaux puissants et cruels ; de plus, ils assiégèrent plusieurs fois la préfecture, se livrant à une guerre contre l'armée gouvernementale qui dura plus d'un an. Le mandataire des Tsing au Chantong se ligua avec les impérialistes ; ils mobilisèrent en tous lieux de nombreuses troupes qui massacrèrent plus de quarante mille insurgés et c'est alors seulement qu'ils purent réprimer le mouvement. En septembre-octobre, les habitants de Lientcheou dans le Kouangtong déclenchèrent des combats armés pour résister aux levées d'impôts et, malgré la répression, le peuple était « *pénétré de haine envers l'oppresseur jusqu'à la moëlle des os* ». Ainsi était le peuple de Lientcheou, ainsi était le peuple de tout le pays.

A la même époque que les luttes « *anti-oppression* » et

« *anti-taxes* », des soulèvements qui avaient pour but de s'emparer des réserves de riz déferlèrent sur le cours du Yangtse. De 1907 à 1910, des insurrections dues à la famine éclatèrent dans de nombreux districts du Hounan, du Houpei, du Kiangsi, de l'Anhouei, du Kiangsou et d'autres provinces englobant le cours moyen et le cours inférieur du fleuve. D'après des statistiques partielles, on en compte plus de quatre-vingt-dix, d'importance variable. C'est celle de Tchangcha, en 1910, qui eut la plus grande répercussion. En 1909, les districts situés en bordure du lac Tongting au Hounan furent inondés ; la région du sud de Tchangcha connut au contraire la sécheresse ; il y eut plus de cent mille sinistrés dans toute la province. Alors, les mandarins, les riches marchands, et ceux qui travaillaient avec les étrangers en profitèrent pour stocker et spéculer, faisant monter le prix des céréales. Au printemps 1910, le prix du cheng de riz (18) était passé de vingt sapèques environ à plus de quatre-vingts. De nombreux paysans des faubourgs, artisans, citadins, ouvriers des chemins de fer, etc., ne pouvaient plus subsister. En avril, un porteur d'eau qui, en une journée, n'avait pas gagné de quoi acheter un cheng de riz, entraîna toute sa famille dans le suicide par noyade pour montrer son indignation à toute la collectivité, ce qui suscita la plus vive colère parmi les masses populaires. Les gens du peuple descendirent dans la rue par milliers, pillant les établissements où on décortiquait le riz, les commerces de riz, les maisons de change, les bureaux de douane, les banques étrangères, les missions et légations, mettant le feu aux yamens ; ce soulèvement pour s'emparer des réserves de riz eut des retentissements dans tout le pays, qu'il ébranla profondément. Encouragés par la lutte du peuple de Tchangcha, les habitants de nombreux districts du Hounan, du Houpei, du Kiangsi, de l'Anhouei, du Kiangsou,

(18) 1 cheng = 1 litre environ (N.d.T.).

ainsi que ceux du Tcheli et du Fengtien, déclenchèrent les uns après les autres des mouvements semblables à plus ou moins grande échelle, dérangeant partout l'ordre instauré par les despotes réactionnaires de la dynastie des Tsing.

En 1905, le mouvement de boycottage des produits américains fut un mouvement de masse anti-impérialiste et antiféodal qui toucha à cette époque aussi bien toute la Chine que les ressortissants chinois à l'étranger. A partir des années quarante du XIXe siècle, le gouvernement américain attira en les dupant un grand nombre de travailleurs chinois pour mettre en exploitation ses mines de l'Ouest ; en quelques dizaines d'années, ils furent plus de cent mille aux Etats-Unis. Ce sont les ouvriers chinois qui ont mis en exploitation les mines de l'Ouest américain, ont construit des voies ferrées et des villes. Mais après les années soixante-dix, la crise économique cyclique du capitalisme américain s'aggrava de jour en jour ; pour détourner l'attention sur une autre cible, la bourgeoisie mal intentionnée proclama que les ouvriers chinois étaient venus voler le pain des ouvriers américains et incita à les chasser, ce qui provoqua des émeutes. En décembre 1904, le gouvernement américain contraignit sous la menace le gouvernement chinois à déclarer que les contrats tyranniques signés pour les ouvriers chinois étaient parvenus à terme ; le peuple chinois et les ressortissants chinois aux Etats-Unis demandèrent la résiliation des anciens contrats et la signature de nouveaux contrats, mais le gouvernement américain fit la sourde oreille. Sur ce, le peuple chinois en fureur déclencha un violent mouvement de boycottage des produits américains.

Ce mouvement, parti de Changhai, gagna très rapidement les grandes villes comme les petits bourgs et fut suivi également par les associations de commerçants chinois à l'étranger ; télégrammes, manifestes, tracts s'envolèrent de tous côtés, condamnant les impérialistes américains qui

traitaient en ennemi le peuple chinois et demandant de cesser la vente des produits américains. A cette époque, bien que la classe ouvrière chinoise, dont la conscience politique n'était pas éveillée, ne représentât pas encore une force politique indépendante, elle fit preuve cependant dans cette lutte d'un esprit révolutionnaire résolu et radical. C'est ainsi qu'à Hong-kong, Changhai, Hankeou, Yingkeou, etc., les dockers refusèrent de décharger les marchandises américaines. Dans les manufactures de vêtements de Changhai, les ouvriers refusaient de travailler les matières premières américaines ; dans les industries alimentaires, ils refusaient d'utiliser la farine américaine ; les graveurs n'écrivaient plus les marques américaines ; les postiers n'expédiaient plus les échantillons de marchandises américaines, etc. ; tous portèrent gravement atteinte à l'importation de produits américains en Chine et firent progresser l'industrie et le commerce nationaux.

Le mouvement pour reprendre les actions étrangères fut un mouvement patriotique à caractère de masse pour s'opposer au pillage économique des impérialistes et aux menées compradores du gouvernement des Tsing ; il se développa principalement autour de la question des voies ferrées et de l'exploitation des mines. Avec la pénétration de l'agression impérialiste et la montée progressive de la bourgeoisie nationale chinoise, l'appel à la nationalisation se faisait de jour en jour plus pressant.

En 1905, le peuple des trois provinces du Houpei, Hounan, Kouangtong, soutenu par toutes les provinces, reprit des mains des impérialistes américains les permis de construire des voies ferrées reliant le Kouangtong à Hankeou. Le peuple du Setchouan repoussa également les prétentions de l'Angleterre et de la France ; le Bureau des chemins de fer reliant le Setchouan à Hankeou fut créé la même année et les Chinois construisirent eux-mêmes la ligne. A partir de 1909, le mouvement prit de l'ampleur.

Les habitants du Chantong, du Setchouan, de l'Anhouei, du Liaoning, du Yunnan et d'autres provinces reprirent les uns après les autres des mains des impérialistes les droits de mise en exploitation des voies ferrées et des mines.

Juste à l'époque où ce mouvement prenait chaque jour de l'ampleur, le « *ministère impérial* » de la dynastie des Tsing, au mépris de l'opposition du peuple de tout le pays, appliqua en mai 1911 sa politique de « *nationalisation* » des voies ferrées et proclama que le trafic ferroviaire était « *nationalisé* » dans toutes les provinces sans exception, se préparant, sous ce prétexte, à brader aux impérialistes ses droits souverains sur le réseau ferroviaire du pays entier. Le gouvernement nomma en même temps Touan Fang secrétaire d'État à la direction des chemins de fer Kouangtong-Hankeou et Setchouan-Hankeou, l'obligeant à accepter la direction du réseau ferré des quatre provinces du Houpei, Hounan, Kouangtong, Setchouan. Ces voies ferrées avaient été rendues aux Chinois après une longue lutte menée par le peuple des quatre provinces. Les actions rassemblées pour ces quatre provinces appartenaient toutes, sauf celles du Kouangtong, à des commerçants étrangers ; pour les trois autres provinces, il y avait non seulement des actions commerciales, mais aussi tout le « *capital* » fourni par le peuple au moyen des taxes et impôts de toutes sortes. Un groupe de compradores du gouvernement des Tsing achetaient d'une part des actions sur les chemins de fer, contractant une dette importante envers l'étranger et s'enrichissant par ces manœuvres louches ; d'autre part, sous l'enseigne de « *nationalisation des chemins de fer* », ils accaparaient les investissements des commerçants chinois. Faisant d'une pierre deux coups, ils croyaient avoir trouvé un filon, mais ils n'avaient pas prévu que ce procédé réactionnaire soulèverait rapidement une vague de protestations parmi les larges masses populaires qui exigeaient la protection des chemins de fer nationaux.

Cette vague déferla d'abord dans le Hounan. A cette époque, le tronçon de la voie ferrée Kouangtong-Hankeou qui traversait le Hounan était déjà construit entre Tchangcha et Loukeou. Au moment des essais, le peuple, empli de fierté, sentit augmenter son patriotisme. Dès que la vente des actions par le gouvernement des Tsing fut connue, la colère populaire se déchaîna. Les notables et marchands tinrent des réunions consultatives, dénoncèrent les crimes du gouvernement qui vendait son pays, distribuèrent des tracts, fondèrent la Ligue pour la protection des chemins de fer qui réunit plus de dix mille personnes dans chaque milieu. Le 26 juillet, un révolutionnaire du Houpei nommé Tchan Ta-pei publia dans le *Journal du Yangstse* dont il était le fondateur, un article intitulé « *Le désordre, remède spécifique pour sauver le pays* », dans lequel il appelait le peuple à se lever pour lutter. Dans le *Quotidien de Chine* publié à Hong-kong par la Ligue jurée, comme dans d'autres journaux, la Ligue jurée proclamait son soutien total à la lutte pour la protection des voies ferrées. Dans chaque département, ville et district du Setchouan naquirent des Associations de camarades pour la protection des chemins de fer ; elles réunissaient cent mille adhérents en tout. Une partie des membres de la Ligue jurée contactèrent les sociétés secrètes avec lesquelles ils fondèrent des associations qui, sous le nom « *d'Associations de Camarades* », voulaient faire la révolution, et préparèrent des insurrections armées.

Le gouvernement des Tsing ne pensait qu'à vendre son pays et, n'en faisant qu'à sa tête, refusait absolument toutes les demandes contenues dans les lettres et pétitions qu'il recevait. Pire encore : il fit éconduire les représentants des pétitionnaires envoyés à Pékin de toutes les provinces et donna l'ordre d'interdire partout les mouvements pour la protection des voies ferrées. A cette époque, les partisans de la constitution qui contrôlaient ces mouve-

ments acceptèrent des compromis et se retirèrent. Ils avaient peur des actes révolutionnaires du peuple et, par ailleurs, n'osaient pas rompre avec le gouvernement. En conséquence, d'une part ils demandèrent le remboursement des actions pour les dépenses faites ou à faire concernant les voies ferrées ; d'autre part, ils comptaient bien retenir les luttes populaires dans les limites de ce qu'ils appelaient *« la lutte pour la civilisation »*, et conseillaient au peuple de ne plus provoquer d'émeutes, l'autorisant seulement à présenter respectueusement des requêtes. Les masses populaires brisèrent rapidement le cadre tracé par les partisans de la constitution et s'engagèrent dans de violentes luttes. Plus de dix mille ouvriers de Tchangcha et de Tchoutcheou organisèrent des manifestations ; les ouvriers qui construisaient la voie ferrée à Yitchang dans le Houpei affrontèrent dans des combats à main armée les troupes gouvernementales et firent plus de vingt morts dans les rangs ennemis ; les étudiants du Hounan se mirent en grève pour protester contre la vente des actions par le gouvernement ; les étudiants chinois au Japon inventèrent le slogan : *« Vivre et mourir avec les voies ferrées » ;* les ressortissants chinois du Kouangtong partis en Amérique adoptèrent cette résolution : *« Ceux qui ont volé les actions des marchands, il faut les tuer. »* Ces faits montrent que les masses populaires étaient décidées à s'opposer au gouvernement des Tsing, instrument des impérialistes.

C'est au Setchouan que la lutte pour la protection des voies ferrées fut la plus ardente. En août, la nouvelle que le gouvernement avait été contraint d'accepter que la ligne Setchouan-Hankeou passe par Yitchang et Wanhsien parvint à Tchengtou ; des dizaines de milliers de manifestants se rassemblèrent et appelèrent à fermer les magasins, les écoles, à cesser de payer les taxes, en signe de protestation. Le mouvement gagna toutes les agglomérations alors que les partisans de la constitution n'avaient déjà plus les

moyens d'enrayer son extension. Le 1er septembre, les masses populaires proclamèrent leur refus de livrer l'impôt en céréales et de payer les autres impôts, n'acceptant pas de partager les dettes contractées envers l'étranger. Le peuple déclencha émeute sur émeute. Le 5, Tchao Eul-feng, gouverneur du Setchouan surnommé le « *mandarin tueur* », fit incarcérer à Tchengtou des responsables de la compagnie des chemins de fer : Pou Tien-kiun, Louo Louen, etc. Le 7, il fit passer par les armes dix représentants des pétitionnaires ; cet événement, appelé la « *fusillade de Tchengtou* » provoqua la stupéfaction.

Après la fusillade, quelques membres de la Ligue jurée écrivirent sur des planches des inscriptions telles que « *Tchao Eul-feng a commencé par emprisonner Pou et Louo ; après il assiégea le Setchouan ; que partout les camarades se mettent rapidemant à l'abri* », ils peignirent aussi d'autres formules sur des bidons qu'ils enveloppaient de papier imperméabilisé et allaient jeter la nuit dans le fleuve Kingkiang où ils devenaient des « *dépêches fluviales* ». Ces « *dépêches* » descendaient le cours du fleuve et les crimes de Tchao Eul-feng furent rapidement connus en tous lieux du Setchouan, du Kouangtong et du Hounan où ils déchaînèrent des insurrections armées organisées. Long Ming-kien et d'autres membres de la Ligue jurée s'allièrent avec la Société des Aînés et des Anciens pour créer des Armées de camarades pour la protection des chemins de fer ; ils marchèrent sur Tchengtou, portant la guerre partout où ils passaient, et attaquèrent Tchantcheou. Wou Yong-chan (Wou Yu-tchang), Wang Tien-kie et d'autres proclamèrent le 25 septembre l'indépendance du district de Jonghsien et organisèrent un gouvernement révolutionnaire. Le mouvement pour la protection des chemins de fer au Setchouan s'était terminé en insurrection armée, ce qui donna une puissante impulsion au progrès de la révolution dans tout le pays.

Le mouvement pour la protection des chemins de fer fut l'aboutissement de l'évolution des conflits qui opposaient le peuple chinois aux impérialistes et à la dynastie des Tsing. La « *lutte pour la civilisation* » et les requêtes pacifiques se muèrent rapidement en insurrections armées. La fureur révolutionnaire se déchaînait de jour en jour, la marée de la révolution de démocratie bourgeoise montait d'ores et déjà, l'extinction de la dynastie des Tsing n'était plus qu'une question de jours.

7. L'insurrection de Woutchang est suivie par toutes les provinces

Lénine a dit : « *Pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploiteurs ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque "CEUX D'EN BAS" NE VEULENT PLUS et que "ceux d'en haut" NE PEUVENT PLUS CONTINUER de vivre A L'ANCIENNE MANIERE, c'est alors seulement que la révolution peut triompher* (19). » Les insurrections incessantes organisées par les révolutionnaires, les luttes populaires qui déferlaient, la flambée du mouvement pour la protection des chemins de fer avaient réduit à sa dernière extrémité la dynastie des Tsing, valets des impérialistes ; les Tsing ne pouvaient plus continuer à exercer leur domination comme autrefois. Juste au moment où leur gouvernement avait les plus grandes difficultés à faire face au mouvement pour la protection des chemins de fer au Setchouan, les trois vil-

(19) Lénine, « La maladie infantile du communisme, "le gauchisme" », p. 82. E.P.

les (20) formant l'agglomération de Wouhan dans le Houpei, devinrent le lieu d'où la Révolution de 1911 perça.

L'Insurrection de Woutchang éclata le 10 octobre 1911. Si elle partit de cette ville, c'est en raison du travail très sérieux que les révolutionnaires faisaient depuis longtemps dans l'Armée nouvelle du Houpei. Les révolutionnaires de cette région, sous l'influence de la Ligue jurée, avaient de longue date prémédité une rébellion armée. En 1906, à l'époque de l'Insurrection de Ping-Lieou-Li, des réunions d'information quotidiennes sur la révolution préparaient des soulèvements généralisés, mais à cause de traîtres qui les dénoncèrent, ces réunions furent supprimées. Par la suite, après plusieurs remises en ordre, le groupe se réorganisa au début de l'année 1911 sous le nom de Société littéraire et continua ses activités au sein de l'armée. En même temps, après 1909, la Société pour le progrès commun adopta le modèle du serment des sociétés secrètes et fit des adeptes révolutionnaires parmi les soldats de l'Armée nouvelle. Les forces révolutionnaires mûrissaient de jour en jour et, à la veille de l'Insurrection de Woutchang, sur les quinze mille et quelques hommes de l'Armée nouvelle du Houpei, plus de cinq mille faisaient partie de la Société littéraire ou de la Société pour le progrès commun. C'était une condition préparatoire importante pour l'Insurrection de Woutchang.

Bien que la Société littéraire et la Société pour le progrès commun eussent beaucoup travaillé l'une comme l'autre au sein de l'Armée nouvelle du Houpei, elles avaient l'une à l'égard de l'autre de graves préjugés et n'avaient jamais coordonné convenablement leur action. Pendant l'été 1911, la création du secrétariat général de la Ligue jurée à Changhai stimula activement la coopération des deux sociétés. A la fin du mois d'août, la marée du

(20) Woutchang, Hankeou, Hanyang (N.d.T.).

mouvement pour la protection des chemins de fer montait au Setchouan ; en raison des besoins nés de l'évolution de la situation révolutionnaire, les deux groupes créèrent finalement, à l'issue de nombreuses consultations, un organisme unique pour diriger les insurrections. Kiang Yi-wou, chef de la Société littéraire, fut chargé du commandement général de l'armée insurrectionnelle, tandis que Souen Wou, qui était à la tête de la Société pour le progrès commun, fut nommé chef d'état-major ; Lieou Fou-ki, Peng Tchou-fan furent membres de la commission préparatoire. Le 2 septembre, le gouvernement des Tsing mobilisa l'équivalent d'un régiment de l'Armée nouvelle du Houpei, sous le commandement de Touan Fang, pour l'envoyer réprimer le mouvement pour la protection des chemins de fer au Setchouan. Les révolutionnaires craignirent que l'Armée nouvelle du Houpei ne fût mobilisée par fractions, ce qui aurait amené une dispersion des forces révolutionnaires ; ils décidèrent rapidement de fixer la date de l'Insurrection au 10 octobre. Mais un événement imprévu survint le 8 : alors que Souen Wou faisait fabriquer des munitions dans la concession russe de Hankeou, quelqu'un provoqua par inadvertance une explosion et le projet d'insurrection fut découvert. Le lendemain, l'organisme directeur de l'insurrection installé à Woutchang fut démantelé, les trois révolutionnaires Peng Tchou-fan, Lieou Fou-ki et Yang Hong-cheng furent arrêtés et exécutés ; Kiang Yi-wou et les autres se dispersèrent précipitamment et se cachèrent. Le 10 octobre (19 août de l'ancien calendrier), Jouei Tcheng, gouverneur du Hounan et du Kouangtong, fit procéder à des arrestations en masse à Wouhan. En cette heure grave, l'esprit d'initiative héroïque des soldats révolutionnaires vint compenser les pertes subies par l'organisme de direction. Ils se réunirent de leur propre mouvement et, à la nuit tombée, les soldats révolutionnaires du 8e camp du génie de l'Armée nouvelle s'insurgèrent les

premiers, pénétrèrent rapidement dans le dépôt d'armes de l'armée gouvernementale. Les soldats révolutionnaires des autres sections de l'Armée nouvelle se joignirent à eux successivement ; ils unirent leurs forces pour attaquer le yamen du gouverneur et Jouei Tcheng s'enfuit, affolé, avec les occupants du bâtiment qui se réfugièrent sur le « Tchouyu », un navire de guerre ancré sur le Yangtse. Après une nuit de combats intenses, les soldats révolutionnaires occupèrent toute la ville de Woutchang où ils organisèrent aussitôt un gouvernement révolutionnaire : le gouvernement militaire du Houpei. Immédiatement après, le 11 au soir et le 12 au matin, les révolutionnaires s'insurgèrent à Hanyang et Hankeou. C'est ainsi que la révolution démocratique bourgeoise remporta sa première victoire dans les trois villes de l'agglomération de Wouhan.

La victoire de l'Insurrection de Woutchang ébranla tout le pays ; le feu révolutionnaire qui couvait depuis longtemps dans le cœur du peuple chinois éclata comme un volcan. Du nord au sud du Grand Fleuve (21), des deux côtés de la Grande Muraille, de nombreux révolutionnaires de toutes les régions déclenchèrent des insurrections semblables à celle de l'armée nouvelle et des sociétés secrètes.

Ceux du Hounan furent les premiers à suivre le mouvement. Le 22 octobre, les révolutionnaires Kiao Ta-ling et Tchen Tsouo-hsin pénétrèrent dans Tchangcha à la tête des sociétés secrètes et de l'Armée nouvelle et créèrent le gouvernement militaire du Hounan ; Kiao fut élu à la tête du gouvernement et Tchen au poste d'adjoint. Le succès de l'Insurrection du Hounan fit disparaître l'inquiétude née après coup à Wouhan. Le même jour, les révolutionnaires de l'Armée nouvelle du Chensi se mirent en rapport avec les sociétés secrètes pour déclencher une insurrection

(21) Le Yangtse (N.d.T.).

et occupèrent Sian. Après cet événement, les provinces du Kiangsi, du Yunnan, du Koueitcheou, du Kiangsou, du Tchekiang, du Kouangsi, de l'Anhouei, du Foukien, du Kouangtong, du Chantong (qui proclama son indépendance le 13 novembre, puis démentit la nouvelle peu de temps après), du Setchouan, etc, ou certaines villes comme Changhai furent le théâtre d'insurrections, tandis que d'autres déclaraient qu'elles se séparaient du gouvernement des Tsing pour devenir autonomes. Du 10 octobre, date de l'Insurrection de Woutchang, jusqu'à la dernière décade de novembre, donc en l'espace d'un peu plus d'un mois, le gouvernement des Tsing, qui exerçait auparavant son autorité sur vingt-quatre provinces et régions, en avait vu quatorze se soustraire à sa domination ; les seules qu'il contrôlait encore provisoirement étaient celles du Honan, du Tcheli, et les trois provinces du Nord-Est.

Dans chaque province, les larges masses ouvrières et paysannes soutinrent avec chaleur et aidèrent activement les insurgés. La situation révolutionnaire qui progressait à toute allure apparut très vite comme la suite des mouvements des Taiping et des Yihotuans, comme la troisième vague révolutionnaire de l'histoire de la Chine moderne. Cette vague reçut sa marque distinctive de l'Insurrection de Woutchang qui éclata en 1911. L'année 1911 est l'année Hsin'ai de l'ancien calendrier et c'est de là que la Révolution de 1911 tire son nom de Révolution de *Hsin'ai.*

La Révolution de 1911 fut une insurrection à l'échelle du pays tout entier ; elle mit à rude épreuve la direction de la bourgeoisie nationale chinoise.

Avant l'Insurrection de Woutchang, les principaux dirigeants de la Ligue jurée étaient pessimistes quand à l'issue de la situation, en raison des insuccès répétés de plusieurs insurrections armées. Ils ne considéraient que leur action et celle d'un petit nombre de révolutionnaires et ne se rendaient pas compte des aspirations révolutionnaires des

masses populaires. Après l'échec de l'Insurrection de Houanghouakang, les membres de la Ligue jurée s'en voulaient mutuellement ; ils étaient désunis. Avant l'Insurrection de Woutchang, les révolutionnaires bourgeois n'avaient même pas un centre directeur unifié et puissant. Plus grave encore, lorsque la révolution commença, fut la faiblesse patente de la bourgeoisie. Les révolutionnaires bourgeois déclarèrent à plusieurs reprises qu'ils maintiendraient les privilèges des impérialistes en Chine et agitèrent la menace de la « *révolution dans l'ordre* » pour soumettre les masses ouvrières et paysannes ; car ils escomptaient qu'en garantissant l'ordre social semi-colonial et semi-féodal, ils pourraient s'attirer la sympathie des impérialistes et des féodaux. Ils justifiaient de plus en plus la révolution par le seul renversement de la dynastie des Tsing, proclamant que quiconque s'opposait aux Tsing et prônait la République pouvait être traité en camarade. Ils croyaient qu'il leur suffirait d'agir ainsi pour gagner à la révolution le soutien des impérialistes, des anciens fonctionnaires et des partisans de la constitution. Or, bien au contraire, toutes les forces contre-révolutionnaires profitèrent de leur faiblesse et saisirent l'occasion qui leur était offerte pour s'approprier les fruits de la révolution. Alors que l'écho des canons retentissait encore sur les champs de bataille et avant même que la fumée des combats se fût dissipée, alors que les masses populaires fêtaient la victoire, le pouvoir réel des gouvernements militaires tomba en tous lieux et dans des circonstances différentes entre les mains des réactionnaires.

Dans un premier cas, les révolutionnaires qui avaient déclenché une insurrection et pris le pouvoir politique s'en voyaient fermement dessaisis par les anciens fonctionnaires et les partisans de la constitution : ceux-ci prenaient rapidement le pouvoir réel dans les gouvernements militaires à

cause du manque de direction solide chez les révolutionnaires. C'est ce qui se produisit dans le Houpei.

Le 11 octobre, la ville de Woutchang retomba dans le silence après une nuit de combats acharnés ; les soldats insurgés victorieux devaient faire face à leur tâche d'organisation du pouvoir révolutionnaire. Ils tinrent une réunion consultative dans les locaux administratifs du Houpei à Yuematchang pour discuter de l'élection d'un gouverneur et de la création d'un gouvernement révolutionnaire. A cause de l'inepte conception bourgeoise selon laquelle « *les héros créent l'histoire* », ils croyaient que le seul moyen pour eux de conquérir l'univers chinois était d'élire à la tête de leur groupe une célébrité. Sun Yat-sen et Houang Hsing jouissaient de la plus grande notoriété mais le premier était parti bien loin en Amérique, tandis que l'autre s'était fixé temporairement à Hong-kong ; les chefs de la Société littéraire et de la Société pour le progrès commun, qui avaient organisé directement l'insurrection, ou bien avaient péri à la veille du mouvement, ou bien avaient été contraints de fuir, en sorte qu'aucun personnage influent n'était éligible. Les partisans de la constitution qui s'étaient infiltrés dans l'assemblée saisirent l'occasion pour faire une suggestion : élire au poste de gouverneur Li Yuan-hong, un réactionnaire, conseiller militaire en chef (c'est-à-dire l'équivalent d'un général de brigade) de la nouvelle armée formée par les Tsing, car ils le disaient très compétent ; si on offrait à un tel personnage la direction du gouvernement militaire du Houpei, il exercerait certainement une « *force d'attraction* » considérable. Ils proposèrent encore de prier Tang Houa-long, auparavant président de l'Assemblée consultative du Houpei et partisan de la constitution, d'accepter le poste de président du gouvernement populaire. En dépit des conditions défavorables, les révolutionnaires naïfs acceptèrent les deux propositions

et firent cadeau à ces deux réactionnaires du pouvoir politique qu'ils avaient acquis au prix d'une lutte à mort.

Li Yuan-hong était de Houangpi dans le Houpei ; après avoir passé ses examens à l'école navale Peiyang (22), il avait exercé ses fonctions dans la marine de guerre du nord, puis était venu au Houpei se mettre sous la protection de Tchang Tche-tong et avait rapidement accédé au grade de conseiller militaire en chef de la 21e brigade mixte de l'armée de terre. Dans la soirée du 10 octobre, il avait tué lui-même deux soldats révolutionnaires. Quand cet individu fut tiré de l'ombre où il s'était réfugié par les soldats révolutionnaires décidés à le nommer gouverneur, il fut tellement effrayé qu'il tremblait de tous ses membres ; il bredouillait : « *Ne me faites pas de mal, ne me faites pas de mal* » et refusait obstinément le poste offert. Mais les révolutionnaires l'obligèrent à accepter sous la menace de leurs fusils ; il fut incapable de prononcer une parole et persista à refuser de couper sa natte, en signe de fidélité à la dynastie des Tsing. Lorsque Tang Houa-long fit partie du gouvernement révolutionnaire, il utilisa à fond une double manœuvre contre-révolutionnaire ; officiellement, il assurait les révolutionnaires qu'il consacrerait « *sa vie entière à la révolution* » tandis qu'en secret il promettait aux Tsing que « *Houa-long ne désobéirait jamais* ». Par la suite, avec l'évolution de la situation révolutionnaire, Li Yuan-hong et Tang Houa-long, voyant que la fin du gouvernement des Tsing approchait, imposèrent leur loi, forts du pouvoir qu'ils avaient acquis injustement ; ils profitèrent aussi de la désunion qui régnait parmi les révolutionnaires, déployant toute leur ruse pour les diviser, pour les amener à s'attaquer mutuellement et même à s'entre-tuer, afin d'atteindre leur but : dissoudre les forces révolutionnaires. Dans ces conditions, les forces

(22) Une académie militaire de la Chine du Nord (N.d.T.).

réactionnaires s'étendirent progressivement au Houpei tandis que les forces révolutionnaires décroissaient de jour en jour au point que par la suite, lorsque Houang Hsing vint à Wouhan, il fut bien obligé de se soumettre à Li Yuan-hong. Dans le premier gouvernement révolutionnaire, la place du chef de la révolution bourgeoise ne valait pas celle du bourreau contre-révolutionnaire Li Yuan-hong, et le reste était à l'avenant. Dans le Chensi, le Tchekiang, le Foukien et dans d'autres provinces apparurent des situations semblables.

Ainsi, dans le Hounan, les révolutionnaires, ayant déclenché une insurrection armée et pris le pouvoir politique, le perdirent rapidement au profit des contre-révolutionnaires à l'issue de coups d'Etats réactionnaires.

Après l'Insurrection de Woutchang, Kiao Ta-kouen et Tchen Tsouo-hsin, révolutionnaires du Hounan, dirigèrent l'insurrection à Tchangcha ; ils chassèrent le mandarin de la dynastie des Tsing et créèrent un gouvernement révolutionnaire. Mais ils manquèrent de vigilance à l'égard des partisans de la constitution, et de force pour lutter contre les réactionnaires ; au lieu de disperser totalement les troupes réactionnaires du Hounan, ils les incorporèrent dans leur armée. Le résultat fut que Tan Yen-kai, un chef des partisans de la constitution, rallia un certain nombre de commandants militaires réactionnaires et contraignit les révolutionnaires à lui céder le pouvoir du gouvernement populaire. Sur ce, Tan Yen-kai mobilisa des troupes de l'ancienne armée et déclencha un coup d'État armé ; il exécuta le gouverneur Kiao Ta-kouen et son adjoint Tchen Tsouo-hsin et fit massacrer dans toute la province quantité de révolutionnaires et de membres des sociétés secrètes, si bien que le pouvoir politique au Hounan tomba entièrement aux mains des partisans de la constitution. Cette situation se reproduisit dans le Koueitcheou.

Dans le troisième cas, sous prétexte de proclamer leur

indépendance et de suivre le mouvement révolutionnaire, des partisans de la constitution qui étaient en réalité d'anciens fonctionnaires bureaucrates opérèrent une « *restauration pacifique* ». Le cas du Kiangsou est à cet égard représentatif.

Le 3 novembre, l'insurrection révolutionnaire triompha à Changhai ; les partisans de la constitution ainsi que les notables et les couches supérieures des milieux commerçants furent complètement désemparés ; voulant préserver le mandataire du gouvernement des Tsing, Tcheng Teh-tsiuan, ils commencèrent par proclamer leur indépendance afin de se soustraire aux attaques des révolutionnaires. Tcheng Teh-tsiuan saisit l'occasion et, le 5 novembre, il déclara que son yamen était désormais le « *siège du gouvernement militaire de la rénublique chinoise du Kiangsou* ». Ainsi l'ancien yamen devenait le siège du « *nouveau gouvernement* », dont le mandataire des Tsing devenait le chef, transformé d'un coup de baguette magique en « *éminent révolutionnaire* », alors que rien n'avait changé. On pouvait lire alors dans un journal que « *Soutcheou, à l'époque de la restauration, n'avait pas subi le moindre changement, si ce n'est qu'on avait retiré à l'aide de perches de bambou quelques tuiles de l'avant-toit de la grande salle du yamen du gouverneur, afin de montrer que la révolution devait crever les nuages* ». C'était une raillerie cinglante à l'adresse de l'aspect superficiel de la révolution bourgeoise. Le Kiangsou mis à part, les gouverneurs du Kouangsi et de l'Anhouei étaient aussi d'anciens mandarins.

Dans certains départements ou régions, les événements suivirent un cours plus sinueux : ou les révolutionnaires avaient pris directement le pouvoir, ou ils y étaient parvenus après quelques détours, comme à Changhai, dans le Kouangtong, le Setchouan, l'Anhouei, le Chansi. Mais, après leur accession au pouvoir, ces révolutionnaires virè-

rent rapidement à droite ou devinrent de nouveaux fonctionnaires bureaucrates. Dans son article intitulé « *De choses et d'autres* », Lou Sin, parlant du premier gouverneur de Chaohsing après la restauration, raconte qu'au début « *il avait au moins l'esprit civique et tenait compte de l'opinion publique* » ; mais peu après, « *les uns lui rendaient visite avec solennité, les autres le flattaient ; un jour, on lui offrait de riches tissus, le lendemain, un somptueux banquet, et il se mit à ressembler à n'importe quel fonctionnaire d'autrefois et à pressurer le peuple* ». Ce phénomène de décadence des révolutionnaires haut placés décrit par Lou Sin était tout à fait général à l'époque.

Quant aux provinces qui avaient proclamé leur indépendance, que leurs gouverneurs fussent des partisans de la constitution, des fonctionnaires bureaucrates, ou encore des révolutionnaires, tous soutenaient l'ordre ancien, contrôlaient les mouvements ouvriers et paysans, allant même jusqu'à les réprimer : ils se ressemblaient tous. Dès que les larges masses ouvrières et paysannes déclenchaient une lutte antiféodale, leur mouvement était bloqué, on les accusait de « *contrefaire la révolution* », « *d'imiter les miliciens,* de « *sortir des rails* » et autres crimes ; les sentences allaient de l'ordre donné aux manifestants de se disperser à la répression par les troupes. Ainsi, après que Changhai eut proclamé son indépendance, dans les districts voisins de Tsingpou, Kouenchan, Paochan, Nanhouei, éclatèrent des émeutes contre le taux des fermages ; le résultat fut que les émeutiers traités de « *bandits* » et de « *pirates* » subirent des représailles. Les ouvriers des manufactures de Changhai venaient à peine de fonder la « *Ligue jurée des ouvriers manufacturiers* » que leur initiative fut stoppée par Tchen Tsi-mei, un membre de la Ligue jurée, général d'armée à Changhai. Après l'indépendance du Kouangtong, le nombre de miliciens congédiés, rien que dans les ville, atteignit quatre-vingt-dix mille. Au Setchouan, l'Ar-

mée des camarades pour la protection des chemins de fer fut entièrement dissoute, et certains de ses membres, considérés comme « *bandits de la société* », furent exécutés. Une partie des révolutionnaires radicaux des couches inférieures qui conspirèrent après leur démobilisation subirent des mesures répressives et, la haine au cœur, ils tombèrent dans leur sang les uns après les autres.

La crise de la révolution ne s'exprima pas seulement par le fait que le pouvoir politique tomba bien souvent entre les mains de partisans de la constitution et d'anciens fonctionnaires bureaucrates dans les provinces qui avaient pris leur indépendance, ou encore par le rapide virage à droite de certains révolutionnaires des classes supérieures lorsqu'ils détinrent le pouvoir ; le fait plus important réside dans la rapide désagrégation de la Ligue jurée. En fait, dès avant l'Insurrection de Woutchang, la Ligue jurée périclitait de jour en jour ; après l'insurrection, une très grande partie des révolutionnaires n'hésitèrent pas à s'acoquiner avec les réactionnaires pour prendre le pouvoir au nom de petits groupes ou individuellement. Au lendemain de l'insurrection, on disait déjà « *l'Armée révolutionnaire s'est levée, le parti révolutionnaire se repose* ». Bien que cette formulation soit erronée, elle donne cependant une image sommaire de l'état de démembrement de la Ligue jurée.

Après l'Insurrection de Woutchang, toutes les provinces suivirent le mouvement. Avec l'évolution de la situation révolutionnaire, il devenait urgent de mettre sur pied un gouvernement central uni qui serait l'organisme directeur du pays tout entier. Mais en réalité, dès cette époque, deux centres existaient déjà dans le sud : Wouhan, « *première région insurrectionnelle* » et Changhai, où était établi le quartier général de la Ligue jurée : deux villes ayant chacune son groupe de politiciens qui organisaient activement des gouvernements centraux pour accaparer le pouvoir suprême de direction. Par la suite, à l'issue de plu-

sieurs consultations, ils décidèrent de tenir à Wouhan une réunion pour discuter de l'organisation d'un gouvernement central provisoire. Le 30 novembre, les représentants de toutes les provinces furent convoqués à une conférence dans la concession anglaise de Hankeou. Ils fixèrent les *« grandes lignes de la législation que le gouvernement provisoire préparerait »* et stipulèrent que le gouvernement central devrait naître de la conférence des représentants des gouverneurs de chaque province, qui éliraient le président intérimaire de la république ; le sénat provisoire devait comporter trois membres délégués par les gouverneurs. Mais, sous l'influence des impérialistes, et à la suite des manœuvres des partisans de la constitution et des anciens fonctionnaires bureaucrates, les participants décidèrent finalement que *« puisque Yuan Che-kai avait rétabli l'ordre, la présente conférence l'élisait provisoirement à la présidence de la République »*. Or, à cette époque, Yuan Che-kai avait la charge de secrétaire d'État dans le ministère du gouvernement des Tsing et était responsable de la répression des mouvements révolutionnaires. Ainsi, dès ses débuts, le gouvernement provisoire fut placé sous le signe du compromis et de la trahison.

Le 2 décembre, les armées révolutionnaires alliées du Kiangsou et du Tchekiang occupèrent Nankin ; le centre de la révolution se déplaça du Houpei vers le cours inférieur du Yangtse. A partir du 10 décembre, les délégués provinciaux se retrouvèrent à Nankin pour délibérer de la formation d'un gouvernement central provisoire. Le 25, Sun Yat-sen rentra en Chine. Il luttait ardemment pour la révolution depuis de longues années et jouissait d'un très grand prestige auprès du peuple chinois ; il fut chaleureusement accueilli par tous les milieux sociaux. Le 29, les représentants de toutes les provinces se réunirent et Sun Yat-sen fut élu président intérimaire de la République. Mais, pour ne pas offenser Yuan Che-kai, les participants

demandèrent à Sun Yat-sen de lui télégraphier pour lui dire que, s'il était prêt à soutenir la République, Sun se désisterait en sa faveur.

Le Jour de l'An 1912, Sun Yat-sen prêta son serment d'entrée en fonction et proclama la République de Chine. Le 3, les délégués provinciaux élurent Li Yuan-hong vice-président ; Sun Yat-sen choisit neuf secrétaires d'Etat qui constituèrent le gouvernement provisoire de la République. Ce gouvernement de Nankin était placé finalement sous la direction des révolutionnaires bourgeois, malgré la présence de partisans de la constitution et d'anciens fonctionnaires bureaucrates. Le gouvernement provisoire instaura le régime de la République démocratique bourgeoise ; il publia des ordonnances qui servaient les intérêts de la politique démocratique et le développement du capitalisme. Sa création prononçait l'arrêt de mort de la domination réactionnaire de la dynastie des Tsing.

8. Les fruits de la victoire sont dérobés

« *La Révolution de 1911 était dirigée contre l'impérialisme. Les Chinois ont dirigé la pointe de leur révolution contre les Tsing parce que ceux-ci étaient les valets de l'impérialisme* (23). » Dès que l'Insurrection de Woutchang éclata, tous les pays impérialistes s'imaginèrent qu'ils allaient rapidement l'étouffer. Le ministre plénipotentiaire anglais John Jordan ordonna immédiatement aux forces navales qui mouillaient en Chine de se mettre à la disposition de Jouei Tcheng, gouverneur du Hounan et du Kouangtong, « *afin de lui apporter toute l'aide possible* ». Jusqu'au 22 octobre, vingt vaisseaux de guerre anglais, américains, japonais, allemands et russes se rassemblèrent

(23) « La faillite de la conception idéaliste de l'histoire », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 4, p. 479. E.P.

sur le fleuve en face de Wouhan, jour et nuit aux aguets, attendant les ordres, prêts à une intervention armée. Mais l'Insurrection de Woutchang fut rapidement suivie dans tout le pays, le flot révolutionnaire ne pouvait plus être endigué, la dynastie des Tsing était visiblement perdue à tout jamais. C'est pour cela que les impérialistes affichaient d'une part leur soutien à l'indépendance de la Chine pour endormir les révolutionnaires tandis que d'autre part, ils hissaient au premier plan un de leurs valets « *loyal* » et « *puissant* », Yuan Che-kai, pour en faire le nouvel instrument qui leur permettrait de saboter la Révolution de 1911 et de continuer à exercer leur domination sur le peuple chinois.

Yuan Che-kai est, dans l'histoire de la Chine moderne, le grand seigneur de la guerre, grand notable, traître à la patrie, héritier de Tseng Kouo-fan et de Li Hong-tchang ; il est le représentant politique de la classe des grands propriétaires fonciers compradores. Dès l'époque du mouvement des Yihotuans, il avait été très apprécié des impérialistes pour avoir massacré le peuple chinois avec un bel entrain. La voix des armes de l'Insurrection de Woutchang avait à peine retenti qu'un impérialiste américain déclarait à Pékin : « *Si la dynastie des Tsing obtenait le soutien d'un homme redoutable comme Yuan Che-kai, la rébellion s'apaiserait d'elle-même* ». Le ministre plénipotentiaire américain W.J. Calhoun suggéra officiellement, lors d'une conférence des missions diplomatiques, de s'en remettre à l'avis de Yuan Che-kai. Les publications impérialistes lancèrent un appel contre-révolutionnaire : « *Sans Yuan, impossible de rétablir l'ordre.* »

Lorsque le gouvernement des Tsing connut la nouvelle de l'Insurrection de Woutchang, il envoya en toute hâte Yin Mao, commandant suprême des forces terrestres, qui partit le 12 à la tête de la Nouvelle armée du Nord, se dirigeant vers le sud pour réprimer l'Insurrection. Le pre-

mier régiment était placé directement sous le commandement de Yin Mao, le deuxième, sous celui de Feng Kouo-tchang ; des vaisseaux de guerre légers furent envoyés également sur les lieux pour attaquer Wouhan par voie fluviale. Mais la Nouvelle armée du Nord était une armée instruite par Yuan Che-kai et dévouée à son service ; elle n'obéissait qu'à ses « *injonctions à distance* » et non aux ordres de Yin Mao. Le gouvernement des Tsing se retrouva pieds et poings liés ; pour parer au danger imminent, il ne lui resta plus qu'à implorer Yuan Che-kai de reprendre du service, lui qui bénéficiait du soutien des impérialistes et disposait de puissantes forces contre-révolutionnaires. Le 14 octobre, le gouvernement décréta sa nomination au poste de gouverneur général du Hounan et du Kouang-tong. Mais Yuan se récusa, conscient de son trop faible pouvoir, alléguant d'un côté son pied mal guéri et refusant d'obéir, tandis que de l'autre, il s'arrangeait en secret pour que Feng Kouo-tchang se déplaçât lentement, en attendant la suite des événements. Il profita de l'explosion de la situation révolutionnaire dans le sud pour marchander avec le gouvernement des Tsing, afin de se faire accorder les pleins pouvoirs sur le commandement de tous les régiments de l'armée de terre et l'organisation du ministère.

Yuan Che-kai, tour à tour exigeant ou conciliant, était très ambitieux ; la dynastie impériale des Tsing, représentée par le régent Tsai Feng, ne se résignait pas à voir le pouvoir suprême lui échapper : la situation aboutit à une impasse.

Au cours de la dernière décade d'octobre, les provinces proclamèrent les unes après les autres leur indépendance, et Yin Mao essuya une défaite en première ligne. Le 29, la révolution éclata dans le Chansi ; le même jour, la 20e brigade de l'Armée nouvelle, cantonnée à Louantcheou dans le Tcheli, se « *repentit* » sous la poussée du flot révo-

lutionnaire. Les Tsing étaient sur des charbons ardents, leur désarroi était total ; ils comprirent que « *sans le secours de Yuan Che-kai, leurs jours étaient comptés, et qu'en ayant recours à ses bons offices, ils avaient une chance de survivre* » ; ils furent contraints de prononcer la dissolution du « *ministère impérial* » le 30 octobre. Le 1er novembre, Yuan Che-kai reçut le portefeuille de Premier ministre du Cabinet ; le gouvernement lui remettait ainsi le pouvoir suprême tant militaire que politique.

La nouvelle de cette nomination réjouit fort les impérialistes. Le Chargé de mission anglais envoya immédiatement le télégramme suivant : « *Nous exprimons nos sentiments et nos respects les plus profonds à Yuan Che-kai ; son gouvernement bénéficiera de toute l'aide extérieure dont nous disposons* ». Tous les diplomates étrangers résidant en Chine se réunirent aussitôt ; ils félicitèrent Yuan Che-kai et donnèrent au ministre plénipotentiaire anglais John Jordan tout pouvoir pour s'entendre secrètement avec Yuan Che-kai afin de juguler ce que les révolutionnaires appelaient un « *acte de justice* ». Ainsi, les impérialistes et Yuan Che-kai, représentant politique chinois de la classe des propriétaires fonciers compradores, refirent leur union, mirent en œuvre leurs procédés contre-révolutionnaires, frappant d'une main et flattant de l'autre, usant de force et de douceur pour réprimer et anéantir la Révolution de 1911.

Sous l'aile protectrice de l'impérialisme, Yuan Che-kai visait à la fois la famille impériale et la révolution ; il se servait de la révolution pour effrayer les Tsing, afin de mieux exercer sa répression. A la fin du mois d'octobre, levant sa « *main qui frappait* », il ordonna à Feng Kouotchang d'attaquer sans merci Hankeou. Le 2 novembre, lendemain de son entrée en fonction à la tête du ministère, Hankeou tomba sous les attaques de l'Armée du Nord, et l'armée révolutionnaire se retrancha dans Hanyang.

Feng Kouo-tchang laissa le champ libre à ses troupes qui incendièrent et pillèrent la ville ; ce n'était plus que décombres sur trente lis et la population fut décimée. Puis, de sa « *main qui flattait* », Yuan Che-kai écrivit personnellement à Li Yuan-hong, gouverneur militaire de Woutchang pour le sonder sur une « *paix* » éventuelle. De nombreux partisans de la constitution et anciens fonctionnaires bureaucrates appartenant aux couches supérieures des révolutionnaires et qui s'étaient emparés de postes de direction espéraient depuis longtemps un règlement « *pacifique* » ; ils proclamèrent que « *puisque Yuan Che-kai avait rétabli l'ordre, il fallait l'élire à la Présidence* ». Mais les révolutionnaires des classes moyennes et inférieures maintenaient leur refus de la paix et reprochaient à Yuan Che-kai d'être le représentant de la corruption. Les masses révolutionnaires, qui comprenaient encore mieux l'attitude du gouvernement militaire, s'opposaient à tout compromis et à toute trahison.

Ne parvenant pas à imposer sa paix, Yuan Che-kai ordonna d'attaquer férocement Hanyang. Le 27 novembre, l'Armée du Nord occupa la ville, puis installa ses batteries sur le mont Koueichan et bombarda Woutchang. La panique s'empara de la ville, placée sous le tir direct des contre-révolutionnaires. A ce moment, Jordan entra de nouveau en scène et, de connivence avec Yuan Che-kai, il profita de la défaite temporaire des troupes révolutionnaires ; il télégraphia le 29 au consul anglais à Hankeou, et lui intima l'ordre de poser trois conditions : 1) que les deux adversaires déposent les armes immédiatement ; 2) que l'empereur des Tsing abdique ; 3) que Yuan Che-kai soit élu président de la République. Le 1er décembre, juste au moment où s'ouvrait dans la concession anglaise de Hankeou la réunion des représentants de toutes les provinces chinoises venus discuter de l'organisation du gouvernement provisoire, leur parvinrent les propositions de

paix et d'abandon des insurrections, faites sous la double pression des impérialistes et des seigneurs de la guerre de la Chine du Nord. Mais au moment où cette nouvelle pressante arrivait de Woutchang, les troupes révolutionnaires alliées du Kiangsou et du Tchekiang occupaient la ville de Nankin, ce qui releva le moral de l'armée. Les impérialistes craignirent que les troupes révolutionnaires ne saisissent l'occasion pour organiser une expédition punitive dans le nord ; ils intensifièrent leur action et complotèrent plus que jamais pour offrir à Yuan Che-kai une dernière chance.

Le 18 décembre 1911, la tactique des impérialistes mit face à face Wou Ting-fang, représentant des troupes révolutionnaires et Tang Chao-yi, représentant de Yuan Che-kai, qui entamèrent des pourparlers de paix entre le sud et le nord dans les bureaux administratifs de la concession internationale de Changhai. Le 20, les consultats anglais, russe, français, allemand, américain et japonais à Changhai firent parvenir aux négociateurs un communiqué dans lequel ils proclamaient sur un ton furieux que « *la poursuite de la lutte actuelle en Chine... mettait gravement en danger les intérêts matériels et la sécurité des étrangers* » ; ils clamaient que les deux parties « *devaient parvenir le plus vite possible à un accord afin que cessassent les combats* ». Ce communiqué soutenait ouvertement le groupe de Yuan Che-kai et imposait un arrêt brutal à l'évolution de la situation révolutionnaire. Au cours des négociations, les révolutionnaires bourgeois soutinrent tous le régime républicain, mais ils cédèrent devant la classe des propriétaires fonciers compradores sur la question fondamentale de savoir quelle classe sociale détiendrait le pouvoir politique dans la structure de l'Etat. Wou Ting-fang expliqua que les négociateurs devaient reconnaître au préalable la république mais qu'il suffirait à Yuan Che-kai de rétablir l'ordre et d'obliger l'empereur des Tsing à abdiquer, pour

pouvoir être élu président de la République. Le 29, c'est-à-dire le jour même où Sun Yat-sen était élu président du gouvernement provisoire de la République chinoise, il envoya un télégramme à Yuan Che-kai pour lui dire qu'il était lui-même président « *parce que provisoirement il en fallait un* » mais que « *le poste était vacant et en attente* ».

Plus les révolutionnaires cédaient et acceptaient de compromis, plus les contre-révolutionnaires faisaient pression sur eux. Yuan Che-kai, qui s'appuyait sur la force armée tout en manœuvrant pour la « *paix* », mettait tout en œuvre pour étrangler le gouvernement provisoire de Nankin. Le Jour de l'An 1912, alors que Sun Yat-sen venait de proclamer la République de Chine, Yuan Che-kai fit signer par les hommes du parti moribond de l'Armée du Nord, Feng Kouo-tchang, Touan Tsi-jouei et quarante autres généraux, un télégramme commun, dans lequel ils déclaraient « *qu'il fallait lutter à mort contre ceux, s'il s'en trouvait, qui appliqueraient si peu que ce soit le régime républicain* ». Pour faire écho au chantage à la guerre pratiqué par Yuan Che-kai, les armées navales des grandes puissances impérialistes faisaient des démonstrations de force sur le Yangtse ; le Japon et la Russie allongeaient leurs griffes et leurs dents sur le nord-est. Dans toutes les publications des impérialistes, on s'efforçait de créer une opinion publique contre-révolutionnaire. Le gouvernement provisoire de Nankin était attaqué : on le traitait « *d'oligarchie* », on disait que Sun Yat-sen et les autres étaient « *incapables de préserver l'intégrité territoriale de la Chine et de rétablir la paix* », on vantait Yuan Che-kai qui seul était « *puissant* », qui seul pouvait « *réunir* » le nord et le sud. En fait, aucun pays impérialiste ne reconnaissait le gouvernement provisoire de Nankin ; chacun d'eux bloquait les revenus des douanes, mettant le couteau sous la gorge au gouvernement de Nankin par cette manœuvre financière ; par ailleurs, les impérialistes offraient des prêts

à Yuan Che-kai pour renforcer son armée contre-révolutionnaire.

Les révolutionnaires bourgeois, dans leur faiblesse, n'osaient pas mobiliser les larges masses populaires et n'en avaient pas les moyens ; ils entreprirent une lutte à couteaux tirés contre Yuan Che-kai. Les partisans de la constitution et anciens fonctionnaires bureaucrates qui s'étaient infiltrés dans le camp révolutionnaire étaient de connivence avec les impérialistes et avec Yuan Che-kai pour démolir de l'intérieur l'édifice révolutionnaire. Ils s'unirent à quelques membres de la Ligue jurée rétrogrades et scissionnistes, officiellement pour sauver la Ligue jurée du démembrement ; ils critiquèrent « *l'idéal trop élevé* » de Sun Yat-sen « *avide d'honneurs* », pour l'obliger à céder sa place. Tchang Kien, un partisan de la constitution qui avait usurpé le poste de ministre de l'Industrie dans le gouvernement provisoire de Nankin, fort content de soi, alla même jusqu'à envoyer un télégramme à Yuan Che-kai disant : « *D'abord le recul, puis le soutien public ; à l'est et au sud, nous contrôlons tout.* »

Les attaques des forces contre-révolutionnaires venues de l'intérieur et de l'extérieur et leurs ravages causèrent au gouvernement provisoire de Nankin d'énormes difficultés. Les révolutionnaires bourgeois, dirigés par Sun Yat-sen, proposèrent à l'ennemi plusieurs compromis. Le 22 janvier, Sun Yat-sen s'expliqua : il suffirait que l'empereur des Tsing abdiquât et que Yuan Che-kai proclamât son soutien total à la République ; lui-même démissionnerait sur-le-champ et serait élu provisoirement président du Parlement.

Ayant obtenu cette garantie de Sun Yat-sen, Yuan Che-kai prit ses dispositions pour accélérer le cours des événements. Le 26 janvier, les généraux de l'armée Pei-yang qui, peu de temps avant de prendre leur service, faisaient par télégramme le serment de « *lutter à mort contre*

la république », se transformaient d'un seul coup en héros préconisant la « *fondation d'un régime républicain* » ; de plus, Feng Kouo-tchang et Touan Tsi-jouei prirent la décision d'entrer dans Pékin à la tête des commandants et combattants de toute l'armée, afin d'obliger l'empereur des Tsing à abdiquer. La cour des Tsing et la noblesse, déjà effrayées par la révolution, ne purent qu'accepter dans ces circonstances l'abdication de l'Empereur, décidée après délibération par Yuan Che-kai et le gouvernement de Nankin, et les privilèges qui accompagneraient cet acte (principalement : l'Empereur garderait son titre même après son abdication, ainsi il serait traité selon le protocole habituel vis-à-vis des puissances étrangères ; le gouvernement républicain lui verserait quarante millions de yuans chaque année ; il continuerait à résider provisoirement dans le palais impérial). Le 12 février, l'empereur Pou-Yi de la fin de la dynastie des Tsing déclara officiellement qu'il abdiquait. La veille, dans un télégramme adressé à Sun Yat-sen, Yuan Che-kai avait déclaré avec affectation et prétention : « *La République est le meilleur des régimes* » ; il avait pris la résolution de « *ne jamais permettre à la monarchie de se rétablir en Chine* », et s'était paré lui-même des titres de pionnier et de protecteur du régime républicain, profitant du manque d'esprit combatif des révolutionnaires bourgeois pour les duper et tromper leur vigilance.

Le 14 février, Sun Yat-sen démissionna de son poste de président intérimaire. Le 15, le Parlement lui choisit Yuan Che-kai comme successeur. Les révolutionnaires bourgeois, incapables de résister aux menaces des impérialistes et de leurs valets, alléchés aussi par l'appât du gain, cédèrent le pouvoir qu'ils tenaient à peine en mains au maître comploteur Yuan Che-kai.

Bien que Sun Yat-sen ait été obligé de démissionner, il souhaitait cependant soutenir la république démocratique

bourgeoise issue de la révolution. Dans la lettre de démission qu'il avait adressée au Parlement, il posait trois conditions : 1) que le gouvernement provisoire siège à Nankin ; 2) que lors de l'entrée en fonction du nouveau président, le président de la République et le Conseil des affaires d'Etat démissionnent à leur tour ; 3) que le nouveau président observe les décrets pris par le Parlement (la constitution provisoire n'était pas encore promulguée). Sun Yat-sen était d'avis que Nankin soit choisie comme capitale car il espérait faire partir Yuan Che-kai de Pékin pour qu'il vienne exercer sa charge de président dans le sud où les forces révolutionnaires étaient puissantes ; il espérait ainsi mettre fin à la dictature de Yuan Che-ka au moyen d'une constitution provisoire. Mais comment Yuan Che-kai aurait-il consenti à quitter son vieux repaire du Pei-yang où il s'était donné tant de mal pour fonder sa domination et où il s'appuyait sur sa réussite ? Se servant des *« traités déshonorants »*, les impérialistes avaient, de leur côté, installé leurs garnisons à Pékin, Tientsin, jusqu'à la passe de Chanhaikouan et autres points stratégiques ; après avoir d'abord exercé le pouvoir illégalement pour les empereurs Tsing, ils continuaient en faveur de Yuan Che-kai. Bien entendu, ils ne voulaient pas que le gouvernement provisoire siégeât à Nankin.

Le 27 février, Sun Yat-sen envoya en mission spéciale à Pékin Tsai Yuan-pei et d'autres pour accueillir Yuan qui devait venir occuper ses fonctions à Nankin. Le cruel et rusé Yuan Che-kai fit spécialement ouvrir la porte Tchengyang pour faire une réception tapageuse aux envoyés spéciaux et organisa avec hypocrisie son départ pour Nankin, disant qu'il *« souhaitait vivement y ... plus tôt possible »*. Le soir du 29, juste comme les Chargés de mission, croyant au succès de leur entreprise, se mettaient à rêver, soudain, des détonations retentirent dehors et des lueurs embrasèrent le ciel. En fait, le fils de l'épouse prin-

cipale de Yuan Che-kai, Tsao Kouen, qui lui était soumise, obéissait respectueusement à son ordre de provoquer une « *mutinerie* ». Plus de mille familles de commerçants virent leurs biens incendiés et pillés non seulement à l'extérieur de la porte Tong'an, mais aussi aux alentours de la porte Tsien Men ; même la résidence des-envoyés spéciaux fut envahie, et ils en furent si effrayés qu'ils s'enfuirent, affolés. Puis la même comédie de la « *mutinerie* » se répéta à Paoting, Tientsin et Tongtcheou. Les impérialistes transportèrent immédiatement des troupes et envoyèrent des généraux flamberger au vent, à la fois pour « *faire des rondes* » dans les villes et pour « *protéger les ambassades* » ; ils agirent en parfait synchronisme avec Yuan Che-kai. Juste au même moment, Yuan Che-kai mit en action pour la troisième fois sa main de fer criminelle ; il télégraphia à Feng Kouo-tchang et à Touan Tsi-jouei, généraux de l'armée Peiyang : « *Provisoirement, le gouvernement doit siéger à Pékin ; le président qui entre en fonction pourrait difficilement s'en éloigner d'un pas.* » Le vice-président Li Yuan-hong proclamait lui aussi : « *Habiter à Nankin où il n'y a pas le moindre désordre ou vivre dans Pékin menacée.* »

A bout de ressources, les révolutionnaires bourgeois conduits par Sun Yat-sen ne purent faire autrement que d'accepter que Yuan Che-kai prononce son serment à Pékin et prenne sa charge de président intérimaire de la République le 10 mars 1912. Le lendemain, Sun Yat-sen promulgua à Nankin la constitution provisoire ; le 1er avril, il se démit officiellement de ses fonctions. En avril, le Parlement décida après délibération que le siège du gouvernement serait transféré provisoirement à Pékin. A partir de ce moment, le pouvoir politique de tout le pays tomba entre les mains des seigneurs de la guerre du Peiyang, valets de l'impérialisme. Yuan Che-kai prit la place des monarques des Tsing et instaura la dictature contre-

révolutionnaire de la classe des propriétaires fonciers et des grands compradores. Les fruits de la victoire de la Révolution de 1911 avaient été dérobés par Yuan Che-kai, le plus grand escroc de la Chine.

Le président Mao a fait une remarque d'une grande portée lorsqu'il a dit que la Révolution de 1911 « *a connu des succès et des échecs. Voyez : la Révolution de 1911 a chassé l'empereur ; n'était-ce pas là un succès ? Néanmoins, nous disons qu'elle a échoué en ce sens que, tout en chassant l'empereur, elle a laissé la Chine sous le joug de l'impérialisme et du féodalisme, et les tâches anti-impérialistes et antiféodales de la révolution ne furent nullement accomplies* » (24).

Dans un État féodal, l'empereur est tout-puissant. A partir de 1840, après la Guerre de l'opium, le régime despotique des monarques féodaux chinois devint progressivement la forme de pouvoir la mieux adaptée à la domination indirecte de la Chine par l'impérialisme, en dehors du fait qu'elle représentait les intérêts de la classe des propriétaires fonciers les plus rétrogrades et les plus réactionnaires. La Révolution de 1911 a détrôné l'empereur, idole sacrée infaillible, a renversé la domination réactionnaire de la dynastie des Tsing, a mis fin à plus de deux mille ans de régime monarchique féodal et, à partir de là, a fait pénétrer profondément dans le cœur des Chinois les idées démocratiques et républicaines. C'est un événement sans précédent dans l'histoire moderne de la Chine et le mérite impérissable que Sun Yat-sen s'est acquis en dirigeant la Révolution de 1911.

La Révolution de 1911 est, dans l'histoire de la révolution de démocratie ancienne de la Chine, la troisième grande marée révolutionnaire qui s'est levée après le mouvement des Taiping et celui des Yihotuans ; c'est une ré-

(24) « L'orientation du mouvement de la jeunesse », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 262. E.P.

volution démocratique bourgeoise, celle du peuple chinois luttant contre l'impérialisme et le féodalisme, et qui a comparativement un sens plus complet que les précédents mouvements.

Le régime impérial fut renversé et la République, proclamée ; c'est la grande victoire de la Révolution de 1911. Mais la situation d'agresseurs et les privilèges des impérialistes ne furent en rien modifiés ; le pouvoir des propriétaires fonciers compradores fut totalement préservé ; le peuple chinois resta comme auparavant écrasé sous deux grosses montagnes : l'impérialisme et le féodalisme. En un mot, la position de chaque classe n'avait pas radicalement changé dans la société chinoise qui avait conservé sa nature semi-coloniale et semi-féodale. En ce sens, la Révolution de 1911 fut finalement un échec.

Mais pourquoi la Révolution de 1911 échoua-t-elle ?

D'après le président Mao, « *cela tient à deux causes : d'une part, les ennemis étaient trop puissants ; d'autre part, nos propres forces étaient trop faibles. D'un côté la puissance, de l'autre, la faiblesse, voilà ce qui fit échouer la Révolution* » (25).

La bourgeoisie nationale chinoise avait en face d'elle à cette époque deux ennemis puissants, l'impérialisme et le féodalisme, l'impérialisme étant l'ennemi principal du peuple chinois et aussi le plus féroce. Quant à la question de s'approprier le territoire chinois, malgré les contradictions de toutes sortes qui les opposaient, les impérialistes et les féodalistes dirigeaient unanimement les canons de leurs fusils contre la révolution chinoise pour la réprimer ; bien que les Mandchous et les gros propriétaires fonciers Han aient cherché par tous les moyens à s'exterminer mutuellement, ils se rassemblèrent cependant autour de Yuan Che-kai pour étrangler la révolution. Les forces réaction-

(25) Idem, p. 262.

naires intérieures et extérieures avaient choisi d'un commun accord Yuan Che-kai pour reconstituer un groupe dominant contre-révolutionnaire encore plus cruel et plus fourbe que celui de la dynastie Tsing ; les forces de la bourgeoisie nationale étaient bien trop faibles pour renverser ce groupe.

Les causes externes sont les conditions du changement qui s'appuie sur les causes internes. C'est aussi dans la faiblesse de la bourgeoisie nationale chinoise qui a dirigé la Révolution de 1911 qu'il faut chercher les raisons fondamentales de son échec. Le président Mao a dit : « *La faiblesse de la bourgeoisie nationale est l'une des caractéristiques politiques et économiques essentielles d'un pays semi-colonial* » (26). La faiblesse, voilà la tare congénitale de la bourgeoisie nationale.

C'est à cause de cela que les révolutionnaires bourgeois ont toujours eu peur de heurter les impérialistes. Prenons comme exemple la déclaration que le gouvernement provisoire de Nankin fit aux puissances étrangères : non seulement il reconnaissait « *l'efficacité* » de tous les traités inégaux signés par le gouvernement des Tsing avec les impérialistes mais, de plus, ils s'imaginait que tous les pays impérialistes pouvait faire la grâce à un gouvernement révolutionnaire de lui témoigner de « *l'amitié* » et de « *l'affection* ».

Encore à cause de cette tare, l'opposition des révolutionnaires bourgeois aux féodaux n'était pas radicale. Prenant pour critère principal de la lutte l'opposition aux Mandchous en général, croyant qu'il suffirait de chasser l'empereur des Tsing pour que la révolution soit victorieuse, ils ne renversèrent pas le régime féodal dans sa totalité et, en particulier, ne modifièrent pas le système de proprié-

(26) « La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 1, p. 174. E.P.

té des terres de la classe des propriétaires fonciers. Le slogan « *égalité des droits sur les terres* » devint ainsi pour les larges masses des paysans misérables une phrase totalement vide de sens.

Toujours à cause de cette carence, non seulement les révolutionnaires bourgeois n'osèrent pas mobiliser les masses ouvrières et paysannes qui représentaient plus de 90 % de la population, mais au contraire ils étouffèrent les luttes antiféodales déclenchées spontanément par les larges masses paysannes. Comment un gouvernement bourgeois qui n'avait pas obtenu le soutien des masses ouvrières et paysannes aurait-il pu réussir à tenir tête aux attaques conjointes des forces impérialistes et féodales ? « *La révolution nationale exige un grand bouleversement à la campagne. La Révolution de 1911 n'a pas amené ce bouleversement, d'où son échec* (27). »

En conclusion, comme le dit le président Mao : « *C'est un verdict de l'histoire : la révolution démocratique bourgeoise contre l'impérialisme et le féodalisme est une tâche qui ne peut être accomplie que sous la direction du prolétariat et non de la bourgeoisie* (28). »

---

(27) « Rapport sur l'enquête menée dans le Hounan à propos du mouvement paysan », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 1, p. 26. E.P.

(28) « Les tâches du Parti communiste chinois dans la période de la résistance au Japon », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 1, p. 306. E.P.

CHAPITRE X

Restauration et contre-restauration

1. L'édification de la dictature despotique de Yuan Che-kai

Après la révolution de 1911, la dictature de l'empereur et de l'aristocratie a été renversée et remplacée par la domination bureaucratique des seigneurs de la guerre de la classe des propriétaires fonciers et des compradores, avec comme représentant Yuan Che-kai. Les réactionnaires désiraient pousser la roue de l'histoire en arrière mais le peuple voulait toujours la révolution. De la révolution de 1911 jusqu'au Mouvement du 4 mai 1919, pendant ce court laps de temps, se sont mêlées des luttes violentes entre le système impérial et la République, entre les réactionnaires et les progressistes, entre la restauration et la contre-restauration.

Yuan Che-kai usurpa les fruits de la victoire de la révolution de 1911. En mars 1912, au moment de prendre la présidence provisoire, la clique des seigneurs de la guerre de Peiyang contrôlait le pouvoir central et local dans de nombreuses provinces, mais dans le Sud, sept à huit provinces et plus de dix mille soldats étaient encore aux mains du parti révolutionnaire bourgeois, représenté par Sun Yat-sen. Les désirs d'une politique démocratique, du fait de la victoire de la révolution de 1911 et de la proclamation de la « *constitution provisoire* », étaient pressants et avaient encore beaucoup d'influence à l'intérieur du pays. C'est pourquoi Yuan Che-kai n'osait pas ouvertement détruire la constitution provisoire, ni dévoiler son ambition despotique. Il se cachait donc sous le couvert d'une république démocratique et n'avançait que par intrigues et manœuvres. Dans son serment, durant la prise de la présidence provisoire, cet hypocrite déclara : « *Je désire sincèrement faire tous mes efforts pour développer l'esprit de la république, nettoyer les bavures du système dictatorial et respecter de très près la constitution* ». Ensuite il

nomma Tang Chao-yi, qui était un membre récent de la Ligue jurée, comme Premier ministre, et renouvela ses formules mielleuses : « *fidélité à la république* », « *fidélité à la constitution* ».

En avril 1912, le parlement provisoire se déplaça de Nankin à Pékin pour jouer le rôle de conseil d'Etat. Autour de la lutte à propos de ce conseil, parmi les différentes forces politiques bourgeoises, se produisirent de sérieuses scissions ainsi que des regroupements. L'ancienne Ligue Jurée et le Parti républicain nouvellement créé devinrent à cette époque les deux principaux partis politiques.

Après la révolution de 1911, la Ligue jurée était passée de la clandestinité à l'action publique, et un certain nombre de constitutionnalistes et d'anciens bureaucrates y participèrent. Les forces en furent affaiblies et dispersées. Du fait de la faiblesse de la bourgeoisie nationale, beaucoup de dirigeants de la Ligue jurée se faisaient des illusions sur la politique parlementaire : ils projetaient d'utiliser « *la constitution provisoire* » et de pratiquer le « *Cabinet responsable* » pour limiter le pouvoir de Yuan Che-kai. Ils projetaient même, sous les prémisses de soutien à Yuan Che-kai pour achever « *l'unification administrative* », de promouvoir une « *autonomie locale* » pour conserver ainsi leurs forces et leurs positions dans certaines provinces du Sud. Sun Yat-sen démissionna de la Présidence provisoire et déclara vouloir développer l'industrie. N'ayant pas de fonctions officielles, il s'occupait ainsi très peu des activités de la Ligue jurée. Houang Hsin, après le déménagement du gouvernement provisoire à Pékin, fut obligé de supprimer la résidence présidentielle laissée à Nankin et de dissoudre ses troupes pour montrer son soutien à Yuan Che-kai. Song Kiao-jen était un des responsables de la Ligue jurée et un parlementariste fervent. Il lançait des mots d'ordre du genre : « *Collaboration et contrôle parlementaire* », « *Coordination des influences*

nouvelles et anciennes ». Il pensait pouvoir obtenir une partie des pouvoirs de Yuan Che-kai par ces compromis.

Créé en 1912, le Parti républicain était une coterie de politiciens, formée par l'absorption de certaines personnes sorties de la Ligue jurée et de quelques autres partis politiques, avec pour noyau des gens favorables à une monarchie constitutionnelle. Les personnalités importantes en étaient Tchang Kien, Tang Houa-long, etc. Ils choisirent Li Yuan-hong comme secrétaire général. Ce Parti républicain soutenait Yuan Che-kai, le pouvoir centralisé, et l'unification du pays. Il s'opposait aux propositions de « *Cabinet responsable* » et d'« *autonomie régionale* » faites par la Ligue jurée. Il s'appelait « *Gouvernement et Parti* » et voulait se placer sous les ordres de Yuan Che-kai pour obtenir de lui l'aumône des restes du festin.

Mais, pour démolir la politique démocratique bourgeoise et établir une dictature militaire, Yuan Che-kai commença par attaquer le « *Cabinet responsable* » établi par la constitution provisoire. En juin, il sabota ouvertement la loi fixée par cette constitution, selon laquelle, lorsque le président promulgue un décret, celui-ci doit être soumis à l'approbation du parlement et avoir reçu sa signature pour être valable. En effet, il obligea Tang Chao-yi et quelques autres membres du Cabinet qui faisaient partie de la Ligue jurée à démissionner. Ainsi le premier Cabinet ne dura que trois mois avant de tomber. Fin septembre, Yuan Che-kai nomma carrément comme Premier ministre son fidèle homme de main Tchao Pin-kouen, le chef de ses espions. Dorénavant le Cabinet devint tout à fait son outil impérial. Le « *Cabinet responsable* » n'avait plus de réalité que le nom et n'assurait plus de fonctions.

Pourtant, cela ne stimula en rien la vigilance de la Ligue jurée qui continuait à rêver d'une politique démocratique. Après bien des démêlés et des voyages, Song Kiao-jen attira quatre petits partis et en août 1912, il créa le

Kouomintang, formé de la Ligue jurée, de constitutionnalistes et d'anciens bureaucrates. Il publia un programme politique en cinq points : garantir l'unification politique, développer l'autonomie régionale, réaliser le mélanges des nationalités, attacher de l'importance au conditions de vie du peuple, et maintenir la paix internationale. Dans ce programme on ne voyait plus la « *juste répartition des terres* », on ne citait plus les « *efforts portés sur l'égalité internationale* », et la proposition « *égalité de l'homme et de la femme* » était supprimée. En fait l'unique partie qui contenait une idée de révolution démocratique bourgeoise avait été gommée par la Ligue jurée durant sa période d'activité publique, et le compromis devint la caractéristique principale du Kouomintang. Apparemment, il était devenu très puissant et était le premier grand parti du Parlement. En réalité, il était devenu une clique de politiciens, de bureaucrates pourris et de profiteurs. Ce parti conservait théoriquement Sun Yat-sen comme Secrétaire général, mais le pouvoir réel était dans les mains de Song Kiao-jen, le chef des partisans du compromis.

Yuan Che-kai, avisé, profita activement des faiblesses du Kouomintang pour renforcer sa position de dominateur. En août et septembre, il invitait Sun Yat-sen et Houang Hsin à venir à Pékin pour discuter des affaires d'Etat. A Pékin il les flatta habilement et les accueillit en grande pompe, les traitant comme « *ceux qui ont le plus contribué à la révolution* » et les rencontra treize fois en un mois. Il se montrait d'accord avec toutes les propositions de Sun Yat-sen, admettant même « *la terre à ceux qui la travaillent* » comme « *chose tout à fait naturelle* ». Sun Yat-sen, trompé par les paroles fleuries de Yuan Che-kai, se laissait persuader : « *Pour bien diriger cette république il faut quelqu'un qui ait cette idéologie nouvelle, une longue expérience et des anciennes méthodes ; or Yuan Che-kai est justement cet homme* ». Il accepta donc,

par « *ordonnance spéciale* » de Yuan Che-kai, « *le pouvoir de planification des chemins de fer dans tout le pays* ». Il prévoyait de construire deux cent mille lis de voies ferrées en dix ans. Sun Yat-sen était tellement occupé à sauver le pays en créant des entreprises, et Song Kiao-jen était tellement confiant en l'idée du « *Cabinet responsable* » que Yuan Che-kai, qui représentait la classe des grands propriétaires fonciers et des compradores et qui était soutenu par les impérialistes, put tranquillement fourbir ses armes pour établir sa dictature.

En décembre 1912 eurent lieu les premières élections parlementaires où le Kouomintang obtint la majorité écrasante. Song Kiao-jen, plein de confiance, était prêt à former le Cabinet en tant que responsable du parti majoritaire, prêt à placer Yuan Che-kai à la position de président en titre mais sans fonction. En qualité de futur Premier ministre, il parcourut les provinces du Houpei, Hounan, Kiangsi, Anhouei, Kiangsou, etc. Partout il prononça des discours, critiquant la politique de l'époque et donnant son opinion. Il remporta partout un grand succès. Naturellement, ce ne fut pas du tout au goût de Yuan Che-kai. Les intrigues et les massacres politiques commencèrent à s'organiser. Le 20 mars 1913, Song Kiao-jen, nanti de sa bonne réputation, monta vers le Nord et, au moment des cérémonies d'adieux à la gare de Changhaï avec un membre du Kouomintang, il fut tué d'une balle de pistolet. Ce parlementariste, même le jour de sa mort, croyait encore que Yuan Che-kai pourrait « *garantir le pouvoir du peuple* » et se « *fixer à la constitution* ».

Yuan Che-kai feignit de s'étonner de l'assassinat de Song Kiao-jen et nomma le gouverneur général du Kiangsou, Tcheng Te-tsiuan, pour faire « *rechercher l'auteur, préciser les faits et condamner selon la loi* ». Les recherches mirent la vérité à jour : les instigateurs de cet assassinat n'étaient autres que Yuan Che-kai lui-même et Tchao

Pin-kouen, le chef des espions à sa solde, maintenant Premier ministre du Cabinet. L'opinion publique de tout le pays s'émut vivement. Yuan Che-kai pensait utiliser la méthode du « *voleur qui crie au voleur* » et tromper ainsi les gens. Finalement ce fut le contraire qui se passa, et cela dévoila un peu plus sa cruelle perfidie. Yuan Che-kai demanda à Tchao Pin-kouen de démissionner et nomma Touan Tsi-jouei Premier ministre, pensant ainsi pouvoir faire opposition au Kouomintang par la force armée.

Après le procès ahurissant sur le meurtre de Song Kiao-jen, Sun Yat-sen quitta immédaitement le Japon et revint à Changhai. Cette leçon écrite dans le sang lui ouvrit les yeux et il se rendit compte que « *les lois n'ont pas le pouvoir de s'opposer dans les luttes verbales à propos du Parlement* ». Il se décida à soulever l'armée contre Yuan Che-kai et lança la « *Deuxième Révolution* ». Mais Houang Hsin n'eut pas confiance dans l'utilisation de la force pour engager la lutte, et proposa « *d'abattre Yuan Che-kai par les lois* ». A part quelques gouverneurs membres du Kouomintang qui avaient un réel pouvoir dans le Sud — Li Lie-kouen au Kiangsi, Hou Han-min dans le Kouangtong, Po Wen-yu dans l'Anhouei, Tan Yen-kai dans le Hounan —, tous étaient occupés à se disputer des territoires et à tenter de conserver leur propre pouvoir. Ils eurent donc une attitude hésitante vis-à-vis de l'emploi de la force armée. Les parlementaires à Pékin, membres du Kouomintang, voulaient à tout prix préserver leur fonction et étaient tout à fait favorables à une action légale. Le Kouomintang était de plus en plus divisé, et les gouverneurs des provinces du Sud avaient chacun leur idée. La ligne de compromis soutenant « *l'action légale contre Yuan Che-kai* » l'emporta. Ce fut la perte de la situation politique favorable pour la Deuxième Révolution, mais cette ligne politique créa également une espèce de passivité lors des luttes militaires à venir.

Durant cette période, les impérialistes s'étaient toujours rangés du côté de Yuan Che-kai. Pour le soutenir alors qu'il étranglait la République, et pour réaliser « *l'unification* », les impérialistes lui prêtaient continuellement de l'argent. En particulier depuis janvier 1912, tous les mois pendant un an et demi jusqu'en avril 1913, le consortium des banques anglaise, française, allemande, japonaise et russe firent à Yuan Che-kai un prêt de ving cinq millions de livres, appelé « *Prêt de Réorganisation* » et garanti par le revenu de la gabelle. A ce moment-là, les Etats-Unis annoncèrent la reconnaissance du gouvernement de Yuan Che-kai. Les prêts furent transformés en armes, et Yuan Che-kai vint en réunion avec une épée pour régler les ordres du jour. Lénine, à l'époque, avait clairement vu que « *le nouvel emprunt de Chine a été contracté* CONTRE *la démocratie chinoise : L'« Europe » est* POUR *Yuan Che-kai qui prépare la dictature militaire [...] et écrasera la République de l'Asie « arriérée », en alliance avec Yuan Che-kai, l'aventurier, le traître et l'ami de la réaction !* » (1).

Soutenu par les impérialistes, Yuan Che-kai devenait encore plus arrogant et pouvait dire : « *On voit bien maintenant que Sun Yat-sen et Houang Hsin n'ont aucune capacité, ils ne font que semer le désordre partout... S'ils veulent former un autre gouvernement, nous n'avons qu'à lever une expédition militaire contre eux* ». Yuan Che-kai organisa le parti républicain et d'autres partis en un parti « *progressiste* » avec Liang Tsi-tchao à sa tête pour s'opposer au Kouomintang. Par ailleurs, il prit les devants en lançant une attaque dans le Sud. En juin, prétextant que Li Lie-kouen, Hou Han-min, Po Wen-yu avaient envoyé un télégramme pour s'opposer au prêt de réorganisation, refusant de se soumettre au pouvoir central, Yuan Che-kai les démit de leurs fonctions. Yuan

(1) « L'Europe avancée et l'Asie arriérée », Lénine, *Œuvres*, tome 19, p. 95.

Che-kai, meneur de rébellion à l'origine traitait maintenant Sun Yat-sen et Houang Hsin de meneurs de rébellion, et appelait ouvertement à la guerre civile. Yuan Che-kai avait bien préparé son coup et le Kouomintang fut obligé d'entrer en guerre. Le 12 juillet 1913, Li Lie-kouen fut le premier à déclarer l'indépendance, à Houkeou dans le Kiangsi. Il leva une armée pour lutter contre Yuan Che-kai, et proclama que le bandit Yuan Che-kai « *voulait le pouvoir impérial* », qu'« *il avait transformé la constitution* », qu'« *il avait levé des prêts importants* ». Li lie-kouen fit appel à la population : « *Il faut se soulever pour se défendre, il faut réunir tout le pays pour lutter contre lui !* » Ensuite ce fut Houang Hsin à Nankin qui déclara la guerre à Yuan Che-kai. Puis le Kouangtong, l'Anhouei, Changhai, le Foukien, le Hounan, Tchong-king, etc., déclarèrent successivement leur indépendance, et levèrent des armées pour lutter contre Yuan Che-kai. La « *Deuxième Révolution* » était à l'ordre du jour.

Parmi les provinces qui attaquaient Yuan Che-kai, il n'y avait guère que le Kiangsi et le Kiangsou qui en étaient relativement capables. Yuan Che-kai dirigea donc ses forces contre ces deux provinces. Touan Tche-kouei et Li Chouen dirigeaient leurs armées contre le Kiangsi, tandis que Feng Kouo-tchang et Tchang Hsiun dirigeaient les leurs contre Nankin. Quant au Kouomintang, ses forces étaient déjà dispersées, il avait rompu ses liens avec le peuple, et les provinces qui s'étaient déclarées indépendantes manquaient d'une direction unique sur le plan militaire. Les forces armées de Yuan Che-kai étaient bien plus puissantes que celles du Kouomintang : la situation militaire se détériora donc rapidement. Peu de temps après, Li Lie-kouen battit en retraite depuis Houkeou, et Nantchang tomba. Houang Hsin, effrayé par les difficultés, s'enfuit et Nankin tomba aussi. Les autres provinces, achetées par Yuan Che-kai, trahirent ou bien, devant la situation, re-

tournèrent leur veste et renoncèrent à l'indépendance. Depuis le 12 juillet où les troupes commencaient à se former à Houkeou, jusqu'à la chute de Nankin le 1er septembre, soit en moins de deux mois, les troupes hostiles à Yuan s'étaient dispersées et évaporées. Les provinces du bassin du Yangtsé étaient toutes tombées aux mains des seigneurs de la guerre du Peiyang. Des mandats d'arrêt contre Sun Yat-sen et Houang Hsin furent lancés, les obligeant à fuir une nouvelle fois au Japon. « *La Deuxième Révolution* » avait tourné court.

Après quoi, Sun Yat-sen tira les conclusions douloureuses de cet échec : « *il n'est pas dû aux forces armées de Yuan Che-kai, mais à la dispersion des membres du parti* ». Or la désunion parmi les membres du parti politique bourgeois venait de son éloignement du peuple et aussi de sa propre faiblesse. Le Kouomintang voulait partager le pouvoir politique d'une façon « *pacifique* » et Yuan Che-kai, en retour, les accueillait avec des armes.

Après la répression de la « *Deuxième Révolution* », Yuan Che-kai n'a pas dissous immédiatement le Parlement où le Kouomintang avait la majorité. En effet il avait besoin d'utiliser l'arme décisive du vote du Parlement pour pouvoir se faire élire président officiel, couvrant ainsi sa dictature d'un voile de « *l'égalité* ». Cet escroc projetait d'attirer à lui le parti progressiste pour faire tomber le Kouomintang, puis de retourner encore une fois sa veste et de faire sortir le parti progessiste de la scène politique. En septembre, le Cabinet était formé, avec Hsiong Hsi-lieou du parti progressiste comme Premier ministre. Liang Tsi-tchao et Tchang Tsien en firent partie. Tous les postes-clés de ce Cabinet qui se nommait « *Cabinet de premier ordre* » étaient aux mains du parti pourri de Yuan Che-kai. Seuls, des postes de moindre importance, tels que ceux de l'Education, de la Justice, de l'Agriculture et du Commerce étaient réservés au parti progressiste. Ce pouvoir démocra-

tique n'était qu'un chiffon laissé par Yuan Che-kai pour essuyer les traces de sang sur son couteau de boucher.

Afin d'accéder à la présidence d'une façon officielle, Yuan Che-kai poussa ses partisans à l'élire à l'intérieur du Parlement, pour fixer ensuite une constitution. Le parti progressiste approuva de tout cœur, et le Kouomintang le suivit dans la même voie. Le 6 octobre, le Parlement procéda au vote. A l'instigation de Yuan Che-kai, inquiet, plus d'un millier de policiers et vagabonds s'y présentèrent en tant que « *Corps de citoyens* » et encerclèrent le Parlement en criant : « *Si on n'arrive pas à choisir un président répondant aux espoirs des citoyens, aucun des partisans au suffrage ne pourra quitter le parlement* ». De huit heures du matin à dix heures du soir les membres du Parlement, le ventre creux, votèrent trois fois sans résultat ; finalement, après un vote pénible, ils élurent Yuan Che-kai comme Président officiel.

Durant la période moderne de l'histoire de la Chine, aucun seigneur de la guerre féodal ne pouvait se passer du soutien de l'impérialisme. La veille du vote présidentiel, plus de dix pays dont la France, l'Angleterre, l'Allemagne, le Japon et la Russie reconnurent la République et votèrent une « *motion de confiance* » à Yuan Che-kai. Mais en échange, Yuan Che-kai vendait la souveraineté nationale.

Après la Révolution de 1911 les impérialistes firent du chantage autour du problème de la reconnaissance des territoires. Les Russes et les Anglais envahirent la Mongolie, le Tibet et le Sinkiang.

Les Russes avaient profité des troubles à la cour des Tsing pendant la Révolution de 1911 pour pousser la Mongolie extérieure à l'« *indépendance* » en décembre 1911. En janvier de l'année suivante, ils occupèrent la région de Holonbuir dans le Heilongkiang, et en août, l'Est de la Mongolie intérieure, dont les princes réactionnaires

passèrent à la collaboration. Dans le Nord-Ouest, les tsaristes empiétaient sans cesse sur le territoire du Sinkiang ; en été 1912, ils envoyèrent une expédition occuper les régions de l'Ili, de Kasghar et de l'Altaï. Kouropatkine, ministre de la Guerre tsariste, osa alors publiquement proclamer dans son livre « *Les Problèmes sino-soviétiques* » : « *la frontière la plus adéquate entre la Chine et la Russie est une ligne droite entre le mont Han Tengri* (2) *et Vladivostok* », « *tout le territoire au nord de cette ligne doit devenir territoire sous contrôle direct de la Russie, ou devenir sa zone d'influence* ». L'ambition démesurée du tsar saute aux yeux à cette lecture.

Quant à l'Angleterre, elle mit à profit les troubles de la Révolution de 1911. Depuis sa base des Indes, elle projetait d'arracher le Tibet à la Chine, reconnaissant un prétendu droit de souveraineté de l'Inde sur le Tibet. En 1912, l'Angleterre envoya une armée d'invasion convoyer le 13e Dalai-Lama pendant son retour à Lhassa, pour établir un pouvoir fantoche, détruisant ainsi l'unité de la Chine. La « *carte du Tibet* » dessinée par l'Angleterre englobait dans son territoire la totalité du Tibet, du Sikang (3), du Tsinghaï et une partie du territoire du Yunnan, Setchouan, Sinkiang et Kansou. L'angleterre établit de sa propre autorité un « *Tibet extérieur* », voué à l'indépendance, et un « *Tibet intérieur* » dont elle souhaitait l'autonomie. Elle avalait ainsi un quart du territoire chinois.

Yuan Che-kai, héritier des capitulards de la dynastie des Tsing, à peine monté sur la scène politique, commença à faire sa cour aux étrangers et à montrer qu'il « *attachait beaucoup d'importance à renforcer avec eux les relations d'amitié sincère* ». En mai 1913, durant la signature des

(2) Situé sur la frontière sino-soviétique, au niveau d'Alma-Ata en URSS (N.d.T.).

(3) Ancienne province du Sud-Ouest de la Chine (N.d.T.).

négociations commerciales avec le tsar, Yuan Che-kai reconnut l'autonomie de la Mongolie extérieure, en échange de la « *reconnaissance* » par le tsar de son propre gouvernement. En novembre, « *la déclaration sino-russe* » signée, la Mongolie extérieure devint en réalité une colonie contrôlée par le tsar. Yuan Che-kai, répondant à la pression de l'impérialisme britannique, accepta, en octobre 1913, d'envoyer en Inde des délégués assister à la réunion de Simla dont le but était de soustraire le Tibet à la souveraineté chinoise. Pendant la réunion, les délégués du gouvernement chinois refusèrent de signer le traité. Mais le délégué britannique à Dehli, Mac Mahon échangea ensuite derrière le dos du délégué du gouvernement chinois toute une correspondance secrète et signa avec un délégué local du Tibet un accord fixant la « *ligne Mac Mahon* », qui délimitait la frontière orientale de l'Inde avec la Chine, amputant la Chine d'un territoire de quatre-ving-dix mille kilomètres carrés au Sud-Est du Tibet au profit de l'Inde britannique ; Le peuple chinois s'opposa au « *traité de Simla* » et à la « *ligne Mac Mahon* » que jamais aucun gouvernement chinois ne reconnut ; c'est pourquoi ces traités sont illégaux et sans valeur aucune.

Les impérialistes fournirent au gouvernement chinois des seigneurs de la guerre du Peiyang des prêts, des armes et leur « *reconnaissance* » politique. Tout ceci rendait Yuan Che-kai encore plus sûr de lui. Le 10 octobre 1913, après son investiture officielle, il s'attaqua au Parlement. En novembre, il fit dissoudre le Kouomintang et tous les membres du Sénat qui faisaient partie du Kouomintang furent démis de leurs droits. Ainsi, le Sénat n'atteignait plus le quorum exigé et ne pouvait plus tenir de réunion ; en janvier 1914, il fit dissoudre officiellement le Parlement. Pendant le processus d'édification de la dictature de Yuan Che-kai, le parti progressiste du Cabinet joua un rôle actif : les ordres de dissolution du Kouomintang et du

Parlement portent le cachet du Premier ministre Hsiong Hsi-lin. Mais il est bien connu que les chiens courants devenus inutiles ne sont plus nourris par leurs maîtres. En février, le Cabinet du Parti progressiste, qui était un véritable jouet entre les mains de Yuan Che-kai, fut également mis de côté. En mai, la constitution provisoire fut abolie et la « *constitution* » de Yuan Che-kai proclamée : le Président avait en réalité les pouvoirs d'un empereur. Ensuite Yuan Che-kai promulga « *une loi rectifiée pour l'élection du Président* » qui portait à dix ans la durée du mandat présidentiel, mandat renouvelable d'une façon illimitée. Le président avait également le droit de désigner ses sucesseurs. Ainsi, non seulement Yuan Che-kai devenait « *président à vie* » mais il pouvait aussi faire de son poste une « *présidence héréditaire* » en faveur de sa famille.

Après la dissolution du Parlement et l'abolition de la constitution, l'image républicaine bourgeoise du régime fut entièrement gommée par Yuan Che-kai. Les révolutionnaires bourgeois, bien qu'ils se fussent opposés à lui, allant jusqu'à faire une « *Deuxième Révolution* » en levant des troupes —, avaient échoué au premier échange de coups, du fait de leur faiblesse et de leur éloignement du peuple. La dictature despotique de la classe des grands propriétaires fonciers et des compradores fut ainsi entérinée sous une forme légale et ce que l'on appelait « *République* » n'était plus en fait qu'un simulacre.

2. Les luttes entre les partisans et les adversaires de Confucius

Bien que Yuan Che-kai ait obtenu la place de président à vie, il n'était pas pour autant satisfait et voulait devenir empereur, pour que son pouvoir soit vraiment héréditaire.

La dynastie Tsing renversée rêvait de son côté de restaurer la monarchie et de rétablir le « *Paradis perdu* ». C'est pourquoi, dès les premières années de la République, s'agitèrent sur la scène politique deux grandes forces de restauration ; l'une était la clique des bureaucrates et des seigneurs de la guerre du Peiyang, qui représentait les intérêts de la classe des grands propriétaires fonciers et des compradores et avait pour objectif la venue au pouvoir de Yuan Che-kai en tant qu'empereur ; l'autre était la force de restauration de la dynastie Tsing formée par les anciens princes, les fonctionnaires et le reste des forces féodales, avec comme représentants Tchang Souen et Kang Yeouwei. Ces deux grandes forces de restauration se disputaient sur le problème de l'empereur car certains voulaient Yuan Che-kai et d'autres prônaient le retour de Pou Yi (l'empereur Hsiuan Tong). Ils étaient en revanche tout à fait d'accord sur le problème du respect à Confucius et du retour au passé, et faisaient appel à ces principes pour faire la contre-révolution et obtenir la restauration.

La caractéristique de la pensée de Confucius est le retour au passé et sa restauration. Toutes les classes réactionnaires qui ont voulu pousser la roue de l'histoire à l'envers en Chine, ont toujours cherché l'arme idéologique contre-révolutionnaire dans la pensée de Confucius et Mencius. La classe des propriétaires fonciers et des compradores, afin de lutter contre la république démocratique et de restaurer la monarchie féodale, était obligatoirement favorable au respect à Confucius ; les révolutionnaires de la classe bourgeoise, afin de conserver les fruits de la révolution de 1911 et d'empêcher la restauration de la monarchie, devaient obligatoirement combattre Confucius. C'est pourquoi l'antagonisme entre les partisans et les adversaires de Confucius, depuis la révolution de 1911, était en réalité l'expression, dans le domaine idéologique, de la lutte entre la restauration et la contre-restauration.

En ce sens, la révolution de 1911 est une révolution démocratique bourgeoise relativement complète. Par exemple, sur le front idéologique et culturel, elle a également attaqué le mot d'ordre de la classe dirigeante de la dynastie féodale des Tsing « *respecter Confucius, étudier les classiques* », niant ainsi la position primordiale des confucianistes. En mars 1912, le gouvernement provisoire de Nankin proclama une « *Constitution provisoire* » qui fixait la « *liberté de cultes pour le peuple* » ; Tsai Yuan-pei, ministre de l'Education, a dissous la section « *études des classiques* » qui existait dans les universités. De nombreuses écoles supprimèrent le panneau portant l'inscription « *Confucius, Maître ancien le plus sage* » ainsi que la cérémonie qui se déoulait à genoux devant l'autel de Confucius. Dans certains endroits, on confisqua les propriétés des « *Temples de Confucius* » dont les biens servirent à financer des écoles. Mais la bourgeoisie nationale, dans sa faiblesse, ne pouvait diriger sa révolution démocratique vers la victoire et encore moins, sur le front idéologique et culturel, pouvait-elle critiquer radicalement la pensée de Confucius et Mencius.

Après la révolution de 1911, il s'éleva une vague extravagante de pensée en faveur du « *respect à Confucius et du retour aux anciens* », en même temps que les forces réactionnaires de restauration attaquaient frénétiquement sur le plan politique. Ces vagues idéologiques réactionnaires étaient les fantômes de la monarchie mais elles étaient aussi les prodromes de la restauration. Des précurseurs fanatiques de cette restauration brandissaient le drapeau noir du respect à Confucius : Kang Yeou-wei, Tcheng Houan-tchang, Lao Nai-hsiuan, etc. Mais le véritable guide, le dirigeant était Yuan Che-kai.

Dès 1912, Kang Yeou-wei attaqua la révolution de 1911 comme étant une « *calamité pour le peuple* » ; il insultait la république démocratique en disant : « *Elle s'appelle ré-*

publique, mais ce ne sont que luttes personnelles et troubles ; on l'appelle liberté, mais c'est la liberté de mourir ». Les partisans de la restauration pensaient : « *la Chine ne peut se passer un seul instant de l'Empereur* ». La révolution de 1911 était pour eux bien pire que le déluge ou l'invasion de bêtes féroces, leur seule issue était de revenir en arrière et de rétablir le pouvoir dictorial de l'empereur. C'est pourquoi ses partisans faisaient de l'agitation et soulevaient une vague de respect à Confucius, préparant tambours battants la voie du retour de la monarchie. Kang Yeou-wei se considérait très sérieusement comme le « *Confucius actuel* » ; il dirigeait la revue « *Troubles* », qui présentait Confucius comme le « *Maître de la Religion* », capable de communiquer avec le Ciel et la Terre, avec les esprits et les démons. Il disait : « *l'essence de la pensée de Confucius est dans le Ciel* ». « *Toutes les civilisations de la Chine sont en relation étroite avec le confucianisme* », « *on ne peut s'écarter un seul instant du confucianisme* ». Il proposa publiquement de faire « *du confucianisme une doctrine d'Etat* » : « *Confucius, c'est Dieu* ». Il alla jusqu'à déclarer que si les Chinois « *ne respectaient pas Confucius* » ils deviendraient « *comme des bêtes et des oiseaux* » et qu'ainsi « *s'éteindrait la race* ». Lao Naihsiuan, qui avait été inspecteur général des universités de la capitale à la fin des Tsing, disait lui aussi que si le venin de la démocratie pénétrait dans le cœur des hommes, « *il faudrait construire des digues pour arrêter les flots d'hérésie qui en couleraient* ». Il ajoutait : « *les règles de Confucius sont les principes essentiels du pays hérités depuis des milliers d'années, c'est la base de notre pays. Si on le respecte, le pays sera bien administré ; si on les rejette, il sombrera dans le chaos.* »

Kang Yeou-wei, Tcheng Houan-tchang et d'autres prônaient à cor et à cri le courant réactionnaire de respect à Confoncius et de retour aux anciens, en même temps

qu'ils coopéraient avec les restes des forces féodales de la dynastie Tsing pour former des « *associations confucianistes* », « *des associations de la doctrine de Confucius* », « *des associations du culte de Confucius* », etc., toutes au service de la restauration de l'Empire. Tcheng Houantchang était un docteur de la fin de la dynastie Tsing. Il partit faire ses études aux frais de l'Etat aux Etats-Unis, où il obtint un titre de docteur en philosophie. La dynastie Tsing à peine renversée, il surgit de l'ombre en vociférant : « *Il faut être loyal à l'Empereur et fidèle au Maître de la religion* ». Il créa une société confucianiste pour « *sauver le cœur de l'homme et protéger l'avenir du pays* ». Les activités en faveur du respect à Confucius et de la restauration suivaient le même rythme que celle de Yuan Che-kai, qui poussait la roue de l'histoire en arrière. C'est pourquoi le ministère de l'Education du gouvernement de Peiyang fit aux associations confucianistes beaucoup d'éloges du genre : « *Elles ont la force de retourner les vagues* », « *elles méritent tous les compliments* ».

Sous les encouragements du gouvernement de Peiyang, la société confucianiste établit son siège à Changhai en 1913, puis à Pékin, et développa des annexes dans différentes localités. Kang Yeou-wei lança l'appel réactionnaire du respect au Ciel et du respect à Confucius. Pour lui, les cérémonies au Ciel et à Confucius devaient se faire à genoux, car « *si le peuple chinois n'honorait pas à genoux le Ciel et Confucius, à quoi serviraient donc ses genoux ?* » Pendant deux années consécutives, les forces de la réaction organisèrent des cérémonies en l'honneur de Confucius à Tsiupou, dans le Chantong, où il fallait s'agenouiller trois fois et courber la tête neuf fois en criant « *Vive Confucius* » à en faire tourner la tête. Le gouvernement de Peiyang engagea des frais, allant jusqu'à réduire de cinquante pour cent les prix des billets de train pour tous ceux qui iraient à Tsiupou assister aux cérémo-

nies. Forts du soutien des seigneurs de la guerre de Pei-yang, les survivants féodaux s'enhardissaient encore davantage. A Yangtcheou, « *la société pour le respect à Confucius et à la Voie* », durant la cérémonie dans le temple de Confucius, montrait des participants « *aux cheveux blancs pour la plupart* » qui portaient aussi la natte. L'influence du confucianisme était dangeureuse et néfaste comme un virus. Kang Yeou-wei, que Lou Sin a appelé « *l'éternel ancêtre et maître de la restauration* », prônait le respect à Confucius et vantait la restauration, proférant ce genre de propos absurdes : « *le système impérial en Chine existe depuis des millénaires, on ne peut pas le changer subitement* ». « *Le système républicain ne peut pas s'appliquer à la Chine* », ce n'est qu'en restaurant l'empire Tsing que l'on peut « *mettre un terme au désordre et rétablir le calme* ».

Pendant que Kang Yeou-wei et d'autres brandissaient le drapeau noir du « *respect à Confucius* » et travaillaient l'opinion publique en faveur de la restauration, Yuan Che-kai jubilait. En juin 1913, il propagea dans tout le pays le « *décret pour le respect au vénérable Confucius* » ; il en faisait un éloge frénétique, en répétant : « *le Ciel a créé Confucius pour qu'il soit le modèle et le maître de milliers de générations* ». Il insultait violemment la révolution de 1911 en déclarant qu'après cette révolution, « *les méchants étaient partout, il n'y avait plus de lois ni de respect, et l'on considérait la contestation comme l'égalité et la contrainte comme la liberté* ». Il vociférait qu'il voulait utiliser « *les rites, la justice, la probité, la pudeur, pour se défendre contre les mauvais courants et remettre le cœur des hommes à sa place* ». Ce qu'il appelait « *se défendre contre les mauvais courants* », « *remettre le cœur des hommes à sa place* », ce n'était rien d'autre qu'utiliser la pensée de Confucius et Mencius pour en faire des « *digues* » contre la marée révolutionnaire, et remettre le cœur

des hommes en prison. En octobre, Yuan Che-kai, après avoir usurpé la place de président officiel de la République, fit aussitôt une déclaration selon laquelle il fallait faire des principes confucianistes tels que « *la fidélité, la foi, la dévotion, le respect* » « *les grands principes de l'Etat* ». Un projet de constitution, préparé par les partenaires de Yuan Che-kai, précisait : « *l'éducation du peuple doit prendre la pensée de Confucius et de Mencius comme base de perfectionnement* ». En février 1914, Yuan Che-kai donna l'ordre à tout le pays de célébrer des cérémonies en l'honneur de Confucius. Les descendants de Confucius retrouvèrent les « *honneurs de la gloire de leurs ancêtres* ». Le 28 septembre, Yuan Che-kai, à la tête des cent fonctionnaires mandarins, vêtu de curieux vêtements sacrificiels, célébra la première grande cérémonie en l'honneur de Confucius depuis la révolution de 1911. Les fonctionnaires locaux dans tout le pays dirigèrent également des cérémonies dans les temples de Confucius. Le ministre de l'Education donna l'ordre à tous les lycées et écoles du pays de rétablir la lecture et l'étude des classiques et de « *prendre les propos de Confucius comme objectif et but* ». Pendant un moment on n'entendit plus parler que de « *respect à Confucius, de culte du vénérable, d'exégèse des classiques et de conservation des livres canoniques* ».

La formation de ce courant réactionnaire était inséparable de l'aide apportée par les impérialistes : ceux-ci, comme tous les réactionnaires, étaient favorables aux partisans du culte de Confucius. Les impérialistes affichaient ce respect pour mieux envahir la Chine ; les réactionnaires chinois les imitaient pour plaire aux étrangers et trahir la Chine. Parallèlement à cette collaboration entre les confucianistes envahisseurs et les confucianistes traîtres à la Chine, la culture de l'impérialisme et celle du féodalisme étaient de véritables sœurs jumelles. Quand les partisans de la restauration établissaient partout des sociétés confu-

cianistes, les impérialistes les approuvaient et les soutenaient de tout cœur. Peu après l'établissement de ces sociétés, un missionnaire, Gilbert Reid, fut envoyé par l'impérialisme américain prêcher en ce sens : « *La monarchie et la démocratie ne sont différentes que par leur appellation, cela ne touche pas notre but grandiose* », « *il faut respecter le confucianisme si l'on veut réformer la politique* ». Il était favorable à ce que s'instaurent entre le confucianisme et le christianisme « *une coopération réciproque* », « *une entraide et un soutien mutuels* » afin de faire obstacle « *aux désordres dans la société* ». Envoyé par l'impérialisme anglais, l'administrateur de Weihaiwei (Chantong) prônait à cor et à cri que la Chine devait « *conserver la pureté nationale* » et que le confucianisme devait « *être fixé dans la constitution* ». La Russie tsariste envoya Keysserling de Moscou comme agent secret culturel prononcer partout des discours en faveur de Confucius : le confucianisme était « *le principe unique de la Chine* », s'il y était abandonné, « *jamais la Chine ne connaîtrait le progrès* », « *elle perdrait sa culture* ». Il suffisait, d'après lui, d'honorer Confucius pour pouvoir réaliser en Chine « *la restauration de la voie antique* », pour éviter que « *la morale de chacun ne soit atteinte par la révolution* ». Si les impérialistes étaient si favorables au respect à Confucius et au retour aux anciens, c'est que leur but était d'envahir la Chine. Ils ne voulaient pas voir le peuple chinois se lever et refaire la révolution contre le féodalisme et l'impérialisme ; ils soutenaient les partisans de Yuan Che-kai et de la restauration de l'Empire. Le culte de Confucius était étroitement lié à la lutte contre les légistes. A cette époque, en même temps que Kang Yeou-wei et d'autres prônaient le culte de Confucius et le retour aux anciens, ils critiquaient furieusement les légistes qui voulaient révolutions et réformes. Ils disaient : « *Il suffit qu'il y ait des légistes pour que tous les maux apparaissent* »,

« *il suffit qu'ils donnent un ordre pour que les intrigues apparaissent* ». « *Leur influence est des plus néfastes* ». Le responsable de la chute de la dynastie Tsin était Chehouangti qui « *n'avait pas établi la justice et la loyauté* », qui « *trouvait les six classiques inutiles, les avait fait brûler et fait enterrer les lettrés confucéens* ». Ils attaquaient la révolution de 1911 en la comparant à la « *dynastie Tsin ressuscitée de ses cendres* ». Ils attaquaient les légistes, critiquaient l'empereur Chehouanghi, blâmaient le fait qu'on ait brûlé des livres et enterré vifs des lettrés « *car ils voulaient nier la révolution de 1911, susciter une restauration et rétablir les principes de Confucius tels que « gouverner avec les rites, tenir le pays avec la Voie* ».

Face à ces partisans du culte de Confucius, adversaires des légistes, face à ce courant réactionnaire qui niait la révolution de 1911, les révolutionnaires bourgeois menèrent un combat serré. En 1913, quand Yuan Che-kai donna l'ordre de respecter le Vénérable Confucius, « *le Nouveau Journal de Chine* » publia un éditorial critique, qui indiquait très justement que « *les prétendues cérémonies à Confucius faisaient partie de ces intrigues, fomentées par les princes durant toute l'histoire, pour consolider leur pouvoir* ». Il démasquait Yuan Che-kai qui, « *prétextant les cérémonies en l'honneur de Confucius, manœuvrait en réalité pour la restauration de l'Empire* ». A l'automne de la même année, Tchang Tai-yen, au risque de sa vie, monta lui-même à Pékin « *comme si on donnait de la confiture aux cochons, arriva aux portes de la résidence présidentielle et injuria Yuan Che-kai comme ayant de mauvaises pensées dans son cœur* ». Pendant le temps où il fut gardé par Yuan Che-kai en résidence surveillée, il publia une « [illegible]*ue à l'instauration du confucianisme comme religion* » et lança une contre-attaque contre les forces de restauration. Tchang Tai-yen attaquait sévèrement les gens qui voulaient rétablir les sociétés confucia-

nistes en les traitant « *d'insensés* ». Il démontrait que la Chine n'avait jamais eu de religion nationale. Kang Yeou-wei voulait déifier Confucius et être le Tong Tchong-chou (4) de l'époque en édictant pour principe : « *respecter uniquement la manière confucéenne* ». Durant une réunion de la Société nationale d'études, Tchang Tai-yen dévoila que Confucius « *n'était qu'un politicien de la période des Printemps et Automnes* » et déchira en mille morceaux le masque « *du Vénérable Confucius* ». Il colla sur la porte de la Société nationale d'études cette affiche : « *interdiction d'entrer aux membres des sociétés confucianistes* ». Il montrait ainsi son suprême mépris vis-à-vis d'elles. Afin de persévérer dans le progrès et de s'opposer à ce contre-courant, les révolutionnaires bourgeois défendaient les légistes et attaquaient Confucius. Dans un article intitulé « *Eviter les propos absurdes qui sont propagés actuellement en faveur de la restauration et du retour aux anciens* », ils montrèrent clairement que « *les rites en Chine, comme la piété filiale, la vertu, la justice sont tous en opposition avec les civilisations des pays modernes* ». La seule issue de la Chine « *n'est certainement pas dans la restauration mais dans la révolution, elle n'est pas dans le confucianisme mais dans l'étude des sciences* ».

Après la révolution de 1911, la lutte entre adversaires et partisans de Confucius fut l'expression de l'antagonisme entre la classe des propriétaires fonciers et des compradores et les révolutionnaires bourgeois, ainsi que de la lutte serrée entre la restauration et la contre-restauration. La nouvelle culture de la bourgeoisie de cette époque, a joué un rôle révolutionnaire dans l'opposition au courant de respect à Confucius et de critique des légistes. « *Toutefois,*

(4) (175-105 av. J.-C.), philosophe de la dynastie des Han, auteur d'un commentaire sur les « Annales des printemps et automnes » de Confucius dont Kang Yeou-wei s'inspira pour une « réinterprétation » du confucianisme qui puisse servir de base théorique à son projet politique réactionnaire (N.d.T.).

comme la bourgeoisie chinoise était impuissante et que le monde était déjà parvenu au stade de l'impérialisme, cette idéologie bourgeoise fut repoussée dès les premières rencontres par l'alliance réactionnaire des idées serviles, inculquées par l'impérialisme étranger, et des idées féodales de « retour aux anciens » (5). Même Tchang Tai-yen, qui se dressa, dans le domaine idéologique, contre les féodalités ancrées et les réformistes bourgeois et qui, dans son combat contre le courant de respect à Confucius et de critique des légistes, servit la révolution démocratique de type ancien, « *fut très vite coupé de son époque* », « *éloigné du peuple* ». La vieillesse l'acheva : dans ses dernières années, « *il portait des vêtements de lettré et passait carrément pour un confucéen* » ; il se mit à chanter : « *La lecture des classiques apporte mille avantages et aucun inconvénient* ».

La faiblesse de la bourgeoisie et sa mobilité déterminaient le fait qu'elle ne pouvait mener une lutte radicale contre Confucius. En même temps que sonnaient les tambours et les trompettes du culte à Confucius et du retour aux anciens, Yuan Che-kai montait sur le trône, tout comme Confucius qui s'était servi de « *la brique pour frapper à la porte* ». Il jouait une pantomime de la restauration intitulée : « *les rêves d'un empereur* ».

3. La mascarade impériale et le mouvement pour la protection du pays

Le président Mao l'a indiqué : « *Sans l'appui de leurs maîtres qui se tiennent dans la coulisse, les représentants politiques des grands propriétaires fonciers et de la grande*

(5) « La démocratie nouvelle », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 397. E.P.

bourgeoisie, classes très faibles en Chine, ne seraient pas capables de faire quoi que ce soit (6). »

Yuan Che-kai, voulant restaurer l'empire, était bien obligé de faire appel au soutien de ses maîtres, les impérialistes en Chine ; chaque pays impérialiste, afin de progresser dans l'invasion et l'asservissement de la Chine, était également désireux de soutenir Yuan Che-kai dans son projet de devenir empereur. Quand Yuan Che-kai envoya son fils aîné Yuan Keh-ting en Allemagne, pour obtenir protection et soutien auprès de Guillaume II, celui-ci lui répondit par une lettre secrète qu'*« il lui apporterait une aide financière et militaire aussi importante que possible »*. Les ambassadeurs russes et français montrèrent également en secret leur approbation du système impérial. L'ambassadeur anglais en Chine rencontra Yuan Che-kai et lui dit : *« Le système de monarchie constitutionnelle est proche de l'idéal chinois. »* L'ambassadeur américain en Chine, quant à lui, poussait Yuan Che-kai à devenir empereur, *« souhaitant sa réussite dans un proche avenir »*. L'impérialisme japonais faisait également tout pour arriver au même résultat, afin d'obtenir le maximum d'avantages dans l'invasion de la Chine. Par ailleurs, il entretenait des contacts étroits avec les différents partis d'opposition à Yuan Che-kai, afin de mieux le contrôler et de pouvoir retourner sa veste au moment nécessaire.

En août 1914, au début de la Première Guerre mondiale, se produisit un grand changement dans la situation de l'invasion impérialiste en Chine. Les Etats impérialistes européens, trop occupés par leurs propres problèmes, n'avaient plus le temps de regarder vers l'Est. Le Japon et les Etats-Unis profitèrent de l'occasion pour consolider leur position. Le Japon, lui, espérait avaler totalement la

(6) « Ordre et déclaration au sujet de l'incident de l'Anhouei du Sud », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 489. E.P.

Chine. En septembre, il envoya des troupes débarquer à Longkeou dans la péninsule du Chantong, en prétextant son entrée en guerre avec l'Allemagne. Ensuite, ces troupes s'emparèrent du territoire longeant la voie ferrée Tsinan-Kiaotcheou, jusqu'à Tsingtao et le Japon déclara prendre la succession de l'Allemagne pour l'administration des zones d'influences dans le Chantong. En janvier 1915, afin de séduire Yuan Che-kai par une preuve de son soutien, le Japon formula les « *Vingt et une demandes* » qui détruiraient la Chine. L'ambassadeur japonais en Chine Hioki Eki, lorsqu'il présenta à Yuan Che-kai les « *Vingt-et-une demandes* », lui dit : « *Si l'on négocie franchement, le Japon espère que l'honorable Président progressera dans son ascension.* » Le Premier ministre japonais Okuma Shigenobu dit à Lou Tsong-yu, ambassadeur chinois au Japon : « *Le passage de la république à l'empire est un problème de politique intérieure de la Chine, le président Yuan Che-kai peut y procéder en toute tranquillité.* » Ils montraient ainsi ouvertement leur soutien à Yuan Che-kai pour qu'il devienne empereur.

Les « *Vingt-et-une demandes* » se répartissaient en cinq points dont le contenu essentiel était le suivant :

1. Le gouvernement chinois s'engageait à reconnaître au Japon la succession de l'Allemagne dans la jouissance des privilèges au Chantong et à les augmenter.
2. Il lui accordait, sur la moitié Sud du Sud-Est et sur la partie orientale de la Mongolie, les droits de propriété, de séjour, de commerce et d'entreprise ainsi que l'exclusivité pour la construction des chemins de fer et l'exploitation des mines. Le bail de Lushun et Dairen était prolongé de quatre-vingt-dix-neuf ans, ainsi qu'un bail sur les lignes de chemin de fer de Nanman et Anfeng.
3. Hanyeping, une entreprise de charbon, devenait une entreprise sino-japonaise.
4. Le gouvernement chinois s'engageait à ne céder ni louer

à une tierce puissance un port, une baie ou une île quelconque de la côte chinoise.

5. Le gouvernement chinois engageait des conseillers japonais pour les affaires politiques, financières et militaires ; l'administration de la police, ainsi que les usines d'armement, passeraient sous administration sino-japonaise ; il était reconnu au Japon le droit de construction de voies ferrées entre Woutchang, Kieoukiang, Nantchang, Hangtcheou et Tchaotcheou.

L'ambition du Japon était d'occuper à lui seul la Chine et de l'anéantir. Yuan Che-kai, afin de réaliser ses rêves impériaux, ne se gêna pas pour vendre la souveraineté nationale et transformer ainsi la Chine en une colonie à la merci des autres. Après quelques mois de pourparlers secrets, sauf en ce qui concernait le cinquième point dont « *on parlerait plus tard* », Yuan Che-kai accepta le 9 mai la totalité des demandes du Japon. Ainsi était conclue la perfide transaction du traître à son pays.

Les réactionnaires surestiment toujours leur force. Yuan Che-kai, fort du soutien des impérialistes, se montrait encore plus arrogant. En même temps qu'il faisait appel au fantôme de Confucius, il sortait toutes « *les instructions* » des diplômés étrangers et créait tout un courant d'opinion contre-révolutionnaire favorable à la restauration du système impérial. En août, Yuan Che-kai, suivant l'idée du conseiller américain Goodnow, publia un article intitulé : « *République et Monarchie* ». Il y méprisait les Chinois : « *l'intelligence du peuple est des plus faibles* », « *le peuple n'a aucune capacité pour comprendre et faire des recherches politiques* », y prétendait que, si on passait directement de la dictature à la république, ce serait trop précipité, « *il serait difficile d'en espérer un bon résultat* », et concluait dans le même style : « *Ce serait préférable pour la Chine d'employer le système monarchique plutôt que le système républicain.* », « *sans quoi il est*

inévitable que la Chine reste sous contrôle étranger ». L'article à peine sorti, les laquais de Yuan Che-kai l'encouragèrent à grands cris. Ils formèrent la « *Société du projet de paix* », dirigée par Yang Tou et composée de quelques constitutionnalistes de la fin des Tsing et de quelques transfuges de la Ligue jurée. Cette société était financée par Yuan Che-kai. Elle se présentait comme un « *groupe de recherche* » mais en réalité elle faisait surtout grand bruit pour soutenir la mascarade du système impérial. La Société du projet de paix fit de l'article selon Goodnow un classique canonique, le publia à un très haut tirage et le fit distribuer aux branches des différentes provinces comme sujet de discussion. Yang Tou, dans son article « *Sur la monarchie constitutionnelle pour sauver le pays* », louait Yuan Che-kai pour ses exploits et ses vertus, et répandait des absurdités du genre : sans un régime monarchique, ce sera la disparition de la Chine. Il encourageait de toutes ses forces la restauration du régime impérial.

Le 1er septembre, l'organe législatif, qui était à l'entière disposition de Yuan Che-kai, tint une réunion. Les fonctionnaires des différentes provinces, sous les encouragements de la Société du projet de paix, envoyèrent tous des délégués à Pékin demander l'application du système impérial. Yuan Che-kai, pressé de devenir empereur, pensa encore une fois exploiter l'opinion publique et déclara : « *Il faut, pour décider d'un changement de régime, l'accord du peuple chinois.* » En un clin d'œil apparurent dans tout le pays des groupes extravagants, qui venaient déposer des pétitions, ainsi le : « *Groupe de mendiants pétitionnaires* », le « *Groupe de prostituées pétitionnaires* ». Ayant obtenu l'accord populaire, Liang Che-yi, l'homme de confiance de Yuan Che-kai, fit un pas en avant en organisant « *l'Union nationale des pétitionnaires* ». En octobre, l'organe législatif décida de réunir les délégués na-

tionaux pour décider s'il fallait ou non transformer le régime en monarchie. Sous la direction de Yuan Che-kai, les provinces élurent des « *délégués du peuple* » et commencèrent le « *vote sur le régime* ». Le 11 décembre, l'organe législatif rassembla le scrutin de « *l'opinion de tout le pays* » avec le résultat suivant : dans toutes les provinces on compta mille neuf cent quatre-vingt treize « *délégués* », et mille neuf cent quatre-vingt treize bulletins favorables à la monarchie constitutionnelle également. Le plus extraordinaire était que dans toutes les provinces, le texte des « *pétitions* » en faveur de Yuan Che-kai était partout le même : « *Suivant la volonté populaire, le président Yuan Che-kai est choisi respectueusement comme empereur de l'Empire de Chine.* »

Yuan Che-kai le dictateur ne pouvait vivre sans proférer de mensonges ou monter des intrigues. Lorsque l'organe législatif lui proposa par écrit d'« *avancer d'un pas et de monter sur le trône impérial* », il fit montre d'une hypocrite « *modestie* » : « *Si je constitue maintenant un système impérial, je vais à l'encontre de mon serment.* » L'organe législatif, le jour même, lui proposa une deuxième fois « *d'aller de l'avant* », et Yuan Che-kai monta sur le trône le 12 décembre. Il n'eut pas honte de dire : « *Maintenant, le sort du pays est entre mes mains.* » Il ne voulait devenir empereur que par « *amour du pays* » disait-il. Le 13 décembre Yuan Che-kai reçut dans la salle Kiujen les félicitations de tous les fonctionnaires civils et militaires, leur donna des titres, et transforma l'appellation du pays en « *Empire de Chine* ». L'année 1916 devint « *l'an 1 de l'ère Hong Hsien* ». Yuan Che-kai décida d'organiser pour le Nouvel An une cérémonie fastueuse en l'honneur de « *l'empereur de l'Empire de Chine* ».

Mais le courant de l'histoire est irrésistible. Le président Mao le rappelle en ces termes : « *Toute action rétrograde entraîne en définitive un résultat contraire à celui*

qu'escomptent ses instigateurs. Il n'y a pas d'exception à cela ni dans le passé ni dans le présent, ni chez nous ni à l'étranger (7). »

Tous les procédés rétrogrades de Yuan Che-kai poussaient le peuple sur le chemin de la lutte contre sa sombre domination. L'accession au trône marqua le sommet de son pouvoir contre-révolutionnaire, mais elle marqua aussi l'amorce du creux de la vague qui le rapprochait de la mort.

La dictature de la classe des grands propriétaires fonciers et des compradores représentée par Yuan Che-kai exerçait une oppression politique et une exploitation économique sur le peuple. Son pouvoir à peine établi, il promulgua successivement « *le code pénal provisoire* », « *la loi martiale* », « *la loi sur la sécurité publique et la police* », « *la loi sur les publications* », « *la loi sur la presse* », etc., qui interdisaient au peuple de détenir des armes, de faire grève et de pratiquer aucune activité révolutionnaire. Il privait de tous les droits de la « *Constitution provisoire* » qui avait fixé pour le peuple la liberté de discussion, de publication, de réunion et d'association. Des organisations d'indicateurs se répandaient dans tout le pays et ce fut le règne de la Terreur blanche. Dans les campagnes, une grande quantité de terres fut annexée par les seigneurs de la guerre. Rien que la famille de Yuan Che-kai possédait un tiers du territoire du district Tchangteh dans le Honan. Les taxes et les impôts étaient encore plus lourds que du temps de la dynastie des Tsing ; d'après des statistiques, de 1913 à 1916, les taxes sur les timbres fiscaux furent multipliées par huit, les taxes sur les tabacs par trois et les impôts, en général, multipliés par soixante. Par ailleurs, les dettes et les indemnités en-

(7) « Le régime constitutionnel de démocratie nouvelle », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 445. E.P.

vers les étrangers pesaient encore sur les épaules de la population.

Là où il y a oppression et exploitation, il y a résistance et lutte. A dater du jour où Yuan Che-kai établit son pouvoir, des luttes de résistance de la part des paysans dans toutes les régions se développèrent sans cesse. Parmi celles-ci, la « *révolte des Loups blancs* » fut l'une des plus importantes. En 1912, elle éclatait dans le centre du Honan ; au printemps de l'année suivante, les révoltés proposaient comme mot d'ordre « *abattre les riches, aider les pauvres* », « *établir un gouvernement parfait* »., et ils attaquèrent Yuhsien. Ils menèrent ensuite une guerre de mouvement à travers les cinq provinces du Honan, Houpei, Anhouei, Kansou, Chansi. Leurs troupes passèrent de neuf cents hommes à plusieurs dizaines de milliers, et en 1914 prirent le nom d'« *Armée populaire de lutte contre Yuan Che-kai* ». Celui-ci, affolé, envoya deux cent mille hommes pour les assiéger, allant jusqu'à engager des avions pilotés par des impérialistes pour les pourchasser. La révolte des Loups blancs, malgré sa force, échoua en août 1914, mais elle donna un coup terrible au pouvoir réactionnaire de Yuan Che-kai, cet instrument des impérialistes, et accéléra la chute du pouvoir de ce seigneur de la guerre.

Les nouvelles de la formulation par les Japonais des « *Vingt et une demandes* » et de la trahison de Yuan Che-kai se répandirent parmi le peuple en colère qui fixa au « *9 mai* » la « *Journée nationale de honte* » et souleva un large mouvement patriotique antijaponais. Partout les ouvriers des entreprises à capitaux japonais, sans tenir compte de la répression des seigneurs de la guerre, se soulevèrent et se mirent en grève. La population de Pékin, Hankeou et d'ailleurs descendit manifester dans la rue. Toutes ces manifestations exprimaient la haine du peuple chinois envers l'ennemi et sa ferme volonté patriotique de lutter

contre l'impérialisme. Les luttes se développèrent des grandes villes aux villages et même les Chinois d'Outre-Mer envoyèrent leurs reproches au gouvernement traître. La lutte héroïque du peuple chinois donna un coup terrible à l'impérialisme japonais et à son valet, Yuan Che-kai et rendit inapplicables dès le début les Vingt et une demandes.

Juste au moment où la colère contre Yuan Che-kai était à son plus haut degré, celui-ci ajouta de l'huile sur le feu en se proclamant audacieusement empereur. La population entière « *soutenait énergiquement le maintien de la république* » et considérait comme une « *trahison* » cette manœuvre politique. Elle proposait de couper les têtes des organisateurs de la Société du projet de paix ainsi que celle de son président Liang Che-yi et « *de les accrocher à l'entrée du pays, afin de s'excuser auprès de tous* ». La Société des Aînés et des Anciens au Chansi avait pour mot d'ordre le maintien de la République et le renversement du système impérial et publia un appel contre Yuan Che-kai. Elle réunit dix-huit corps de troupes pourvus de chevaux, de fusils automatiques et de canons, qui combattirent dans le bassin de la Wei. Le peuple du Honan, héritier de l'entreprise de la révolte des Loups blancs, reprit les armes pour lutter contre Yuan Che-kai. Les différents districts du Chantong, avec la collaboration du Parti révolutionnaire se soulevèrent les uns après les autres. A Changhaï, dans le Hounan et ailleurs, les ouvriers se mirent en grève et entrèrent dans cette lutte héroïque. Les officiers et sous-officiers de la nouvelle armée dans les différentes provinces ressentaient également « *une colère intense* ».

Sur les bases de cette grande vague d'hostilité à Yuan, le « *mouvement de protection du pays* » apparut. Le 25 décembre 1915, c'est-à-dire une semaine avant que Yuan Che-kai monte sur le trône, le Yunnan se déclara indépendant, et Tsai E organisa une « *armée de protection du*

pays » qui alluma le flambeau du combat patriotique. Après la défaite de la « *Deuxième Révolution* », Sun Yat s'en s'était réfugié au Japon, et en juillet 1914 il organisait à Tokyo le Parti révolutionnaire chinois qui engageait ses membres à être « *unis en force et en volonté, et à lancer la troisième révolution* ». Ce parti était, dans la lutte contre Yuan Che-kai, le plus fort parmi les différents partis bourgeois. Il avait organisé plusieurs soulèvement dans le Kiangsou et le Tchekiang. A Changhai, il déclencha la mutinerie du navire de guerre « *Tchaoho* » qui bombarda l'arsenal de Changhai. Mais comme il n'avait pas proposé de programme précis pour lutter contre l'impérialisme et le féodalisme, qu'il s'était écarté du peuple, et qu'il commit aussi, par aventurisme, des erreurs répétées sur le plan militaire, finalement, il échoua. Un autre groupe du Kouomintang, représenté par Houang Hsin, refusa de se joindre au Parti révolutionnaire de Chine (Kemintang) et organisa par ailleurs une « *Société d'études des affaires européennes* » pour participer à des activités anti-Yuan. Certains adhérèrent au mouvement « *pour la protection du pays* » mais leur influence était des plus minces auprès des masses. C'est pourquoi ce Parti révolutionnaire, qui représentait la bourgeoisie, ne pouvait absolument pas s'ériger en organe dirigeant de la lutte nationale contre Yuan Che-kai.

Quant au Parti progressiste bourgeois, qui représentait la classe des grands propriétaires fonciers, il avait toujours été le serviteur complice de Yuan Che-kai. Les politiciens opportunistes comme Liang Tsi-tchao espérèrent d'abord que Yuan, « *sous le nom de république, pratiquerait la dictature* », et attendirent les conditions favorables pour « *revenir à une restauration de l'Empire* ». Mais à ce moment-là, face à la violence du mouvement contre Yuan et à l'échec inévitable de ce dernier, ils décidèrent de passer à la lutte contre lui, de prendre la tête du mouvement de

protection du pays et de le maintenir entre leurs mains, afin de s'emparer ensuite du pouvoir. Tsai E était le disciple de Liang Tsi-tchao et avait été gouverneur général du Yunnan, puis envoyé en résidence surveillée par Yuan Che-kai à Pékin durant la révolution de 1911. Liang Tsi-tchao manœuvra pour faire rentrer secrètement Tsai E au Yunnan où il réunit une partie des sous-officiers et officiers, ainsi que les opposants militaires du Kouomintang, comme Li Lie-kiun, pour former « *l'armée de protection du pays* » et déclarer l'indépendance. En janvier 1916, l'armée se divisa en trois fronts au Setchouan, au Koueitcheou et au Kouangsi pour attaquer Yuan.

La lutte contre Yuan Che-kai se développait et donnait ainsi au pouvoir un coup fatal qui obligeait les impérialistes à réviser leur attitude vis-à-vis de Yuan Che-kai.

Quand Yuan monta sur le trône impérial, il déclara sans honte à ses maîtres impérialistes que si le peuple chinois résistait, « *le gouvernement chinois aurait à tout moment la possibilité de faire face* ». Après la déclaration d'indépendance du Yunnan, Yuan, se frappant la poitrine, rassurait les ambassadeurs étrangers en disant : « *Les forces militaires de cette province ont des limites ; dans six mois, elles seront réduites à néant.* » Mais la situation se développait et ce fut exactement le contraire qui se produisit. Le 17 janvier, ce fut le Koueitcheou qui se déclara indépendant ; le 15 mars, le Kouangsi agissait de même. Les trois provinces du Sud-Ouest formaient un bloc auquel se joignit le seigneur de la guerre de Canton Long Ki-kouang. En mai, ils formèrent ensemble le « *Bureau des affaires militaires de protection du pays* » avec comme commandant en chef Tang Ki-yao, afin de résister au pouvoir de Yuan Che-kai. Le bon temps pour celui-ci était passé. En même temps qu'il envoyait l'armée du Peiyang renforcer les troupes des provinces pour « mater ces rebelles », il cherchait appui auprès de ses maîtres impérialis-

tes, pensant obtenir leur soutien, en particulier celui de l'impérialisme japonais, en cédant encore davantage de la souveraineté nationale. Mais les impérialistes américains et européens étaient trop occupés par la guerre et ne pouvaient venir en aide à Yuan Che-kai. Les impérialistes japonais, malins, voyant la précarité de son pouvoir, décidèrent de l'écarter. Ils essayèrent en même temps de monter des instruments de domination nouveaux parmi les forces opposées à Yuan et les seigneurs de la guerre du Peiyang. Le « *roi des rois* » ayant changé de tactique, son laquais Yuan fit aussi marche arrière : en février, il déclara remettre à plus tard le système impérial et supprima le bureau chargé des préparatifs des cérémonies « *d'intronisation* ».

A ce moment-là se produisirent des scissions parmi les seigneurs de la guerre du Peiyang. Les deux généraux Touan Tsi-jouei et Feng Kouo-tchang qui avaient été bien soumis à Yuan, pensaient à l'origine être les successeurs du président et espéraient un jour prendre la suite de Yuan Che-kai. Celui-ci, en se proclamant empereur, leur faisait perdre tout espoir, aussi ne voulurent-ils plus lui obéir ni se dépenser en faveur du régime impérial. Touan Tsi-jouei resta comme observateur aux côtés de Yuan et Feng Kouo-tchang s'installa à Nankin où il collabora secrètement avec l'armée de protection du pays et, en liaison avec le général Li Chouen du Kiangsi, chercha à obtenir que Yuan Che-kai supprimât le régime impérial et remît ses pouvoirs.

« *Les fleurs se fanent et nous n'y pouvons rien* ». Yuan Che-kai tomba dans les flots de la résistance populaire et perdit la confiance de ses maîtres aussi bien que le soutien de ses fidèles. Apeuré, il dut renoncer au système impérial le 22 mars 1916. Son mandat impérial n'avait duré que quatre-vingt-douze jours.

Le régime impérial était supprimé, mais Yuan Che-kai

en tant que « *Président* » continuait à promulguer des ordres. Naturellement le peuple était en total désaccord et voulait le chasser de la scène. De tout le pays furent envoyés des télégrammes qui disaient : « *Si Yuan Che-kai ne meurt pas, nos calamités n'auront pas de fin* », et exigeaient « *le jugement de ce grand criminel, rebelle de la république, usurpateur du titre d'empereur* ». Les partisans de Yuan, voyant la situation favorable passée, et afin de préserver leur propre position, se proclamèrent indépendants les uns après les autres. A la fin du mois de mai, même son fidèle général Tchen Yi du Setchouan, ainsi que le général Tang Hsiang-ming du Hounan, envoyèrent des télégrammes déclarant leur indépendance. Or, Tchen Yi, avant de mener ses troupes au Setchouan, au moment de faire ses adieux à Yuan Che-kai, non content de lui faire les génuflexions et courbettes rituelles, s'était agenouillé à nouveau pour lui baiser les pieds, afin de montrer son respect. Yuan Che-kai voyait donc vraiment tout le monde l'abandonner et se retrouva alors comme un véritable « *veuf esseulé* ». Les télégrammes dans la main, il sentit « *la sueur inonder son dos, la tête lui tourner, et ses yeux se troubler* » et il ne se remit jamais plus de la maladie qui le saisit à cet instant.

Le président Mao a dit : « *Yuan Che-kai voulait écraser les pieds du peuple, mais il finit par se frapper lui-même : il mourut quelques mois après s'être proclamé empereur* (8). »

Le 6 juin 1916 Yuan Che-kai, cet ambitieux usurpateur et traître, cet agitateur à double face, ce chef des seigneurs de la guerre du Peiyang, au milieu des protestations et de la résistance populaire, prit enfin possession de son cercueil et termina sa triste vie. Le résultat de cette

(8) « Le régime constitutionnel de démocratie nouvelle », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 444. E.P.

monarchie de carnaval démontre un fait : toutes les forces réactionnaires qui veulent pousser la roue de l'histoire en arrière, même si elles s'imposent un certain temps, ne peuvent échapper à la chute fatale.

4. « Le Sud et le Nord sont de la même veine »

Avec la chute de Yuan Che-kai, les impérialistes perdaient leur fidèle valet ; ils cherchèrent donc à aider et pousser sur la scène politique une partie des seigneurs de la guerre pour en faire leurs représentants ; les seigneurs de la guerre du Peiyang, ainsi que des seigneurs de la guerre locaux cherchaient tous le soutien d'un pays impérialiste ; ils formaient ainsi des cliques qui avaient chacune leur armée et leur territoire. « *La politique de division et d'exploitation poursuivie par les pays impérialistes à l'égard de la Chine qu'ils partagent en zones d'influence* » (9) a poussé celle-ci encore plus rapidement dans une situation trouble où les seigneurs de la guerre se livraient à des combats pour s'annexer des territoires.

Les seigneurs de la guerre de la clique du Peiyang se divisèrent en deux branches : la clique du Tcheli et celle des Anfou. Cette dernière, dirigée par Touan Tsi-jouei (originaire de Hofei dans l'Anhouei), était la plus importante et, soutenue par l'impérialisme japonais, contrôlait le gouvernement central à Pékin et maîtrisait également les provinces de l'Anhouei, Chansi, Chantong, Tchekiang, Foukien etc. La clique du Tcheli, dirigée par Feng Kouotchang (originaire de Tchelihokien, dans le Hopei), s'était mise au service de l'impérialisme anglais et américain et occupait le Kiangsou, Kiangsi, Houpei, Tcheli, etc., et elle s'opposait aux Anfou.

(9) « Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine ? », Œuvres choisies de Mao Tsé-toung, tome I, p. 67. E.P.

Les seigneurs de la guerre de la clique du Fengtien, dirigée par Tchang Tsouo-lin (originaire de Haitcheng dans le Fengtien) utilisèrent à leur profit le mouvement pour la protection du pays, après avoir chassé les partisans de Yuan Che-kai hors du Fengtien et contrôlé progressivement le Kirin et le Heilongkiang. En s'appuyant sur l'impérialisme japonais, ils occupèrent le Nord-Est et prirent une importance qui pouvait changer le rapport de forces entre la clique du Tcheli ou celle des Anfou selon le soutien qu'ils leur accorderaient.

Par ailleurs, la clique militaire du Chansi, dirigée par Yen Hsi-chan, occupait la région de Hsiutcheou où opérait Tchang Hsiun et son « *armée d'hommes portant la natte* ».

Dans le Sud-Ouest, les principales cliques étaient celle de Tien (Yunnan) et celle de Kouei (Kouangsi). La clique Tien avait comme chef Tang Ki-yao, contrôlait le Yunnan et le Koueitcheou, et prolongeait son contrôle jusqu'au Setchouan ; la clique Kouei avait comme chef Lou Jongting et contrôlait le Kouangtong, le Kouangsi, le Hounan, etc. Pour maintenir leurs propres positions, les cliques Tien et Kouei s'appuyaient sur l'impérialisme anglais et américain ; elles gardaient des contacts avec la clique du Tcheli mais s'opposaient à celle des Anfou.

A cette époque, tout le pays, à part ces six provinces, était entièrement contrôlé par la clique des seigneurs de la guerre du Peiyang. Ces différentes coteries, importantes ou non, s'annexaient une province et nommaient un « *dujun* » (gouverneur général) ou bien s'annexaient une partie d'un territoire dans une province et nommaient un « *commissaire chargé de la défense* ». En s'appuyant sur leurs forces armées, elles s'arrachaient des zones d'influence et nuisaient au peuple. Les différentes cliques étaient complices des classes des compradores et hobereaux de la ville et de la campagne pour pressurer plus encore le peuple. Ain-

si Touan Tsi-jouei, en plus de l'occupation de nombreux territoires, était également actionnaire de la Compagnie des houillères de Longyen et de huit autres entreprises ou mines. Feng Kouo-tchang, dans le Nord du Kiangsou, était associé à Tchang Tsien pour l'exploitation d'une mine de sel et occupait sept cent cinquante mille mous de terres ainsi que trois mines d'or dans le Tcheli. Ces richesses et ces terres venaient toutes du peuple et chaque pouce de terrain portait la marque de son sang et de sa sueur.

En juin 1916, Li Yuan-hong accéda au poste de « *Président* ». Il rétablit la « *Constitution provisoire* » ainsi que le Conseil d'Etat. Le Sud et le Nord se retrouvèrent provisoirement « *unis* », au moins officiellement. Touan Tsi-jouei prit à nouveau la fonction de président du Conseil ainsi que celle de commandant en chef des armées de terre. Protégé par les impérialistes japonais, Touan Tsi-jouei arracha tous les pouvoirs au gouvernement en traitant le président Li Yuang-hong comme une marionnette juste bonne à donner sa signature et à mettre des cachets. A l'intérieur du Conseil d'Etat, il attira à lui tous les politiciens du « *Groupe de recherche sur la constitution* » (formé par des membres du parti progressiste et ayant comme représentants Liang Tsi-tchao et Tang Houa-long), et il ne cessa d'exercer des pressions sur le président Li Yuan-hong. Mais Li Yuan-hong et les cliques autres que celle d'Anfou, soutenues par l'impérialisme anglais et américain, attirèrent à eux les politiciens de la branche Chang-tsiue (groupe de délibération sur la politique et la constitution, formé des députés de l'ancien Kouomintang, représenté par Tchang Ki et Wou King-lien). Ils résistèrent ainsi à Touan Tsi-jouei. C'est ce que l'on a appelé : la lutte entre la Présidence et le Conseil d'Etat.

Le président Mao a dit : « *La Chine est une semi-colonie que nombre d'Etats impérialistes se dispu-*

tent (10). » « *Les contradictions et la lutte entre ces diverses cliques de seigneurs de la guerre reflètent les contradictions et la lutte entre les pays impérialistes* (11). » La lutte entre « *la Présidence et le Conseil d'Etat* » exprime apparemment la contradiction et la lutte entre deux coteries de politiciens, entre deux groupes de seigneurs de la guerre ; mais en réalité elle ne fait que refléter les contradictions et la lutte entre les impérialismes anglais et américain d'une part, et l'impérialisme japonais d'autre part. Cette lutte éclata sur le problème de la participation de la Chine à la Première Guerre mondiale.

En février 1917, l'Allemagne lança la « *guerre sous-marine à outrance* », coulant plusieurs cargos américains. Les Etats-Unis annoncèrent alors la rupture des relations avec l'Allemagne et demandèrent à la Chine d'adopter une politique équivalente vis-à-vis de l'Allemagne. En mars, la Chine annonça également la rupture des relations avec l'Allemagne. Les Japonais et les Américains pensèrent alors pouvoir contrôler la Chine en la faisant participer à la guerre. Le Japon envoya immédiatement un représentant pour discuter secrètement avec Touan Tsi-jouei. Celui-ci pensait qu'avec les capitaux empruntés au Japon, il pourrait renforcer la clique des Anfou ; il était donc très partisan de la participation. Les Etats-Unis, voyant que la situation n'était pas favorable, changèrent d'avis et poussèrent le vice-président du conseil Feng Kouo-tchang à refuser de participer à la guerre. En avril, Touan Tsi-jouei convoqua à Pékin une réunion de tous les seigneurs de la guerre de province et forma « *le collège des dujun* » avec comme composante principale la clique des Anfou, qui exerçait des pressions sur le Conseil d'Etat et sur le Prési-

(10) « Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 1, pp. 129-130. E.P.

(11) « Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine ? », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 1, p. 66. E.P.

dent Li Yuan-hong pour accepter la participation à la guerre ; Li Yuan-hong utilisait le Conseil d'Etat pour s'opposer à Touan Tsi-jouei et refuser cette participation. La lutte entre « *la Présidence et le Conseil d'Etat* » battait son plein.

En mai, la Chambre des Représentants discuta de la participation. Touan Tsi-jouei reprit la ruse de Yuan Che-kai en poussant deux ou trois milliers de policiers à jouer le rôle de « *délégations des pétitionnaires populaires* », « *délégations des pétitionnaires des cinq ethnies* » (12), qui encerclèrent le Parlement, insultèrent et battirent les délégués et les obligèrent à diffuser un décret favorable à la participation de la Chine à la guerre. Les délégués en colère décidèrent de retarder la délibération. Touan Tsi-jouei, furieux, poussa le « *collège des dujun* » à faire auprès de Li Yuan-hong une demande de dissolution du Conseil d'Etat. Juste à ce moment-là fut dévoilée la trahison de Touan Tsi-jouei qui avait contracté un prêt de cent millions de yen japonais, ce qui mit tout le peuple en colère. Li Yuan-hong, sentant le soutien de l'opinion publique ainsi que les encouragements de la clique du Tcheli donna l'ordre de démettre Touan Tsi-jouei de ses fonctions de président du Conseil et de commandant en chef des armées de terre.

Touan Tsi-jouei ne se résigna pas à abandonner le pouvoir central et conseilla à la clique des Anfou et à celle du Fengtien de se déclarer indépendantes. Au début de juin, il établit à Tientsin un « *Etat-major général des provinces indépendantes* » et, prêt au combat, prépara une attaque de Pékin. Li Yuan-hong, coincé, fut obligé de faire appel à Tchang Hsiun, gouverneur de l'Anhouei, lui demandant de venir à Pékin avec son « *armée d'hommes portant la natte* » pour servir de médiateur. Liang Tsi-

(12) Hans, Mandchous, Tibétains, Mongols, Musulmans (N.d.T.).

tchao proposa à Touan Tsi-jouei d'utiliser d'abord Tchang Hsiun pour chasser Li Yuan-hong et dissoudre le Conseil d'Etat en lui promettant la restauration ; ensuite, au nom de la « *contre-restauration* », d'abattre Tchang Hsiun et reprendre le pouvoir. Ainsi Tchang Hsiun et Touan Tsi-jouei, chacun avec sa propre idée en tête, jouaient la double mascarade de la « *restauration des Tsing* » et du « *rétablissement de la République* ».

La famille impériale Tsing, renversée par la Révolution de 1911, avait quand même conservé une petite cour à l'intérieur du Palais impérial à Pékin. Comme un essaim de mouches autour d'un morceau de viande avariée, la bande des partisans de la restauration tournoyait autour de cette cour, Tchang Hsiun en tête. Tchang Hsiun était l'unique mandarin fidèle à la dynastie des Tsing, qui avait été nommé à la veille de la révolution de 1911 gouverneur du Kiangsou, du Liangkiang (13) et ambassadeur des Mers du Sud. Après la chute de la dynastie des Tsing, Tchang Hsiun ne pensait qu'à renverser la république et restaurer la dynastie. Lui et son armée portaient la natte pour montrer leur fidélité à la Cour. C'est pourquoi on appelait ces troupes « *l'armée des hommes portant la natte* », et son chef réactionnaire « *le Général à la natte* ».

Le 7 juin 1917, Tchang Hsiun, en tant que chef de l'alliance des treize provinces et en tant que médiateur, quitte Soutcheou avec ses cinq mille hommes pour marcher vers le Nord. Arrivé à Tientsin, il envoya un télégramme menaçant Li Yuan-hong, lui demandant de dissoudre le Conseil d'Etat. Le 14, après être arrivé à Pékin, il obligea Li Yuan-hong à démissionner. Les forces favorables à la restauration étaient alors toutes réunies à Pékin. Kang Yeou-wei, porteur d'une dizaine de faux décrets impériaux, accourut de Changhai à Pékin. Tchang Hsiun le « *Saint mili-*

(13) Kiangsou, Anhouei et Kiangsi (N.d.T.).

taire » et Kang Yeou-wei le « *Saint littéraire* », jouaient ensemble la même mascarade de la restauration. Après des multiples tractations, le 1er juillet 1917, ils allèrent rechercher Pou Yi, qui n'avait que douze ans, pour le faire monter sur le trône, jouant ainsi le deuxième tableau de cette mascarade depuis la fondation de la République.

Le jour où Tchang Hsiun rétablit Pou Yi sur le trône, il annonça le changement de l'appellation de l'année : l'an 6 de la République devenait l'an 9 de l'ère Hsiuan Tong. Les gouverneurs militaires des provinces s'appelaient désormais Inspecteurs généraux, tout était rétabli suivant l'ancien système. Toute une frange de vieux conservateurs ressurgirent de l'ombre tandis que de jeunes conservateurs leur emboîtaient le pas. Les boutiques de fripier, de costumes de théâtre furent dévalisées de leurs robes de l'époque de la dynastie Tsing. Dans les magasins de théâtre, les vieux conservateurs demandaient des queues de cheval pour se refaire une fausse natte. Ainsi vêtus des anciens vêtements de cour et portant la natte, ils se pavanaient dans les rues de Pékin et ressemblaient à des fantômes ressortis du cercueil.

Le courant réactionnaire de restauration de Tchang Hsiun provoqua une intense colère parmi la population. « *Le sentiment populaire est absolument opposé à la restauration.* » Touan Tsi-jouei, voyant que Tchang Hsiun avait chassé Li Yuan-hong et fait dissoudre le Conseil d'Etat, comprenant que son plan avait réussi, et que l'opinion publique était hostile à la restauration, organisa aussitôt avec le soutien du Japon « *l'armée de répression des rebelles* ». Le 5 juillet, à Matchang, il prêta serment et, à la tête de plus de cinq mille hommes, se dirigea sur Pékin pour aller réduire à merci Tchang Hsiun. « *L'armée des hommes portant la natte* » se volatilisa dès le premier contact. Le 12, Tchang Hsiun, protégé par deux Allemands, se réfugia à l'ambassade hollandaise. Pou Yi dut à nouveau

rendre le trône et tous ses partisans s'éparpillèrent dans la nature. Cette restauration de carnaval ne dura que douze jours, et disparut sous les huées.

L'échec de la restauration de Yuan Che-kai et l'échec de celle de Pou Yi nous enseigne ceci : les réactionnaires ne se résignent jamais à mourir, ils espèrent toujours pouvoir rétablir leur « *paradis* » perdu. Mais le courant de l'histoire est irrésistible. A partir de 1911, après la destitution de l'empereur de Chine, le pouvoir réactionnaire n'a jamais pu tenir longtemps.

Touan Tsi-jouei se félicita d'avoir chassé Tchang Hsiun et se considéra sans honte comme « *le sauveur de la République* ». Il reprit les fonctions de président du Conseil. Li Yuan-hong ayant donné sa démission, c'est Feng Kouo-tchang qui occupa le poste de Président. Tous les pouvoirs étaient aux mains de Touan Tsi-jouei qui faisait ce qu'il voulait ; il annula la « *Constitution provisoire* », décréta la dissolution de l'ancien Conseil, réunit le Sénat provisoire et rétablit sa domination dictatoriale de seigneur de la guerre. En août, le gouvernement de Touan, poussé par le Japon, déclara la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche. En réalité, Touan, en politique extérieure, « *déclarait la guerre sans guerre* » et en politique intérieure « *faisait la guerre sans déclaration de guerre* ». Il prétextait la « *participation à la guerre* » pour renforcer le potentiel militaire de la clique des Anfou et arriver à son but criminel « *d'éliminer tous ceux qui s'opposaient à lui* », « *d'unifier par la force armée* ». De 1916 à 1918, Touan Tsi-jouei envoya successivmeent Tsao Jou-lin, Lou Tsong-yu, et Tchang Tsong-hsien quémander au Japon une série de prêts, dont un seul, pour exemple, s'élevait déjà à 145 millions de yens. Pour les obtenir, Touan Tsi-jouei dépassa même Yuan Che-kai en turpitude, et engagea les revenus des chemins de fer, des chantiers navals, des usines, des mines, des banques, des impôts divers, ain-

si que les revenus d'une ville et d'un marché comme fonds de garantie. En fin de compte « *tout le pays était hypothéqué* ». En 1918, quand les Japonais présentèrent leur volonté d'accaparer tous les privilèges sur le Chantong, le gouvernement de Touan Tsi-jouei déclara sans honte « *être tout à fait d'accord* ». Selon ses propres paroles « *ce n'était pas la peine de rentrer dans les détails* ». Le Premier ministre japonais Terauchi Masatake avoua lui-même : « *Nous avons prêté à la Chine trois fois plus qu'auparavant, mais les privilèges que nous obtenons en échange représentent dix fois plus que nos « Vingt-et-une demandes* ».

Le peuple chinois s'opposa avec violence à Touan Tsi-jouei qui brisait la démocratie et vendait l'intégrité nationale. Sun Yat-sen, lui, comprit clairement que la domination des seigneurs de la guerre comme Touan Tsi-jouei « *se cachait sous une fausse apparence républicaine mais exerçait en réalité une dictature féroce* ». Sur les positions des démocrates bourgeois révolutionnaires, Sun Yat-sen visait à rétablir la constitution et le Conseil d'Etat. Levant le drapeau de la « *défense de la constitution* », il accentua la lutte contre la domination de la clique de Peiyang en disant que c'était la « *lutte entre la fausse et la véritable république* ». Les politiciens et les seigneurs de la guerre du Sud-Ouest voulurent profiter de la réputation de Sun Yat-sen et, prétextant la « *défense de la constitution* » et leur hostilité à l'unification par la force armée, signifièrent leur volonté de « *collaborer* » avec lui. En juillet 1917, Sun Yat-sen arriva à Canton. La marine, qui avait exprimé également son « *soutien à la constitution* », et sa volonté de rétablissement du Conseil d'Etat » se dirigea vers le Sud pour participer à la résistance. En août, le Conseil tint une réunion extraordinaire. En septembre fut organisé le Gouvernement militaire de défense de la constitution et Sun Yat-sen en fut élu commandant en chef, créant ainsi

dans le Sud un pouvoir politique qui s'opposait à celui de Touan Tsi-jouei. Sun lança immédiatement une expédition vers le Nord et engagea la bataille pour la défense de la constitution.

Peu après le début de la bataille ainsi engagée, apparurent des contradictions et des scissions à l'intérieur de chaque camp, Nord et Sud. Au mois d'octobre, Touan Tsi-jouei envoya son armée vers les provinces du Sud-Ouest et l'armée de la clique du Tcheli dans le Hounan. Les troupes de la clique du Kouangsi de Lou Jong-ting entrèrent au Hounan pour mener la résistance. Touan Tsi-jouei projeta d'user les forces des cliques du Tcheli et du Kouangsi et de profiter de la situation. Feng Kouo-tchang, voyant son jeu, lança le mot d'ordre « *union pour la paix* », et conseilla à l'armée de la clique du Tcheli qui était entrée au Hounan de se montrer passive au combat pour ne pas faire le jeu de la clique des Anfou qui voulait « *l'unification par la force armée* ». En novembre les troupes du Tcheli se retirèrent volontairement et lancèrent un appel pour arrêter les combats. Les gouverneurs militaires des provinces du Tcheli, Kiangsou, Houpei, Kiangsi, envoyèrent un télégramme commun proposant au gouvernement militaire de défense de la constitution un réglement pacifique.

Les politiciens réactionnaires et les seigneurs de la guerre des cliques du Yunnan et du Kouangsi brandissaient le drapeau de « *la défense de la constitution* », mais en réalité, « *c'était comme s'ils accrochaient des têtes de mouton à l'étal pour vendre de la viande de chien* ». Ils collaborèrent avec les seigneurs de la guerre de la clique du Tcheli pour écarter Sun Yat-sen qui voulait sincèrement et fermement protéger la constitution. En mai 1918, ils prirent le contrôle de la réunion extraordinaire du Conseil, réorganisèrent le gouvernement militaire pour la défense de la constitution, supprimèrent la fonction de

commandant en chef qui fut remplacée par un système collégial. Ils choisirent Sun Yat-sen, Lou Jong-ting, Tang Ki-yao, en tout sept personnes qui formèrent ce collège. Puis, ils choisirent Tsen Tchouen-hsiuan comme président du collège mais c'est Lou Jong-ting qui détenait réellement le pouvoir. Sun Yat-sen se retrouvait seul et, le 20 mai, furieux, quitta Canton pour Changhai. Après son départ, le gouvernement militaire de défense de la constitution devint un bastion politique formé par les seigneurs de la guerre de la clique du Yunnan et de celle du Kouangsi, ainsi que par le groupe d'études politiques (aile droite du groupe de délibération sur la politique et la constitution, bastion très proche des Anglais et des Américains). Ils étaient de la même veine que la clique du Tcheli, et l'unique aspect un tant soit peu progressiste du mouvement pour la défense de la constitution disparut.

Pour faire obstacle à la collaboration de la clique du Tcheli et de celles des différentes provinces du Sud-Ouest, Touan Tsi-jouei s'associa d'abord avec Tchang Tsouo-lin, chef de la clique du Fengtien, et obligea Feng Kouo-tchang à accepter le combat contre le Sud-Ouest. Il laissa Tsao Kouen et Wou Pei-fou combattre sur le front, et ce fut la clique des Anfou qui en récolta les fruits. Mais son idéal « *de réunification par la force armée* » ne réussit pas. Par la suite, il acheta un grand nombre de politiciens de la clique des Anfou pour contrôler le vote du Conseil d'Etat ; le 4 septembre 1918, Hsiu Che-tchang fut choisi comme Président et Feng Kouo-tchang chassé du gouvernement central. Désormais, entre les deux cliques des seigneurs de la guerre du Tcheli et des Anfou, entre celles du Tcheli et du Fengtien et entre celles du Kouangtong et du Kouangsi, une guerre incessante s'instaura, chacune des cliques étant soutenue par un pays impérialiste.

Les luttes continuelles entre les différentes cliques des seigneurs de la guerre depuis la République reflétaient les

luttes pour les privilèges en Chine des différents pays impérialistes. Le président Mao a dit : « *Aussi longtemps que la Chine sera divisée en sphères d'intérêt par les pays impérialistes, la possibilité d'une conciliation entre les cliques des seigneurs de guerre restera absolument exclue, et tout compromis qui pourrait intervenir ne saurait avoir qu'un caractère momentané. Le compromis temporaire d'aujourd'hui engendre la guerre plus étendue de demain* (14). »

Le représentant politique des démocrates bourgeois révolutionnaires, Sun Yat-sen, après l'échec de la bataille pour la défense de la constitution, fut très déçu. Pour s'opposer à la restauration de la monarchie et à la domination criminelle des seigneurs de la guerre, il avait mobilisé des forces dans la lutte contre Yuan et le mouvement pour la défense de la constitution, mais à chaque fois cela avait échoué. Sun Yat-sen participa au gouvernement militaire pour la défense de la constitution, « *et se maintint fermement pendant un an* », mais « *il se retrouva isolé et sans soutien, face à des adversaires qui se réjouissaient de son malheur, et dut finalement donner sa démission et partir* ». Ces erreurs et ces déboires lui firent comprendre que « *le Nord et le Sud étaient de la même veine* ». Les seigneurs de la guerre du Sud-Ouest comme leurs homologues du Peiyang étaient tous dangereux pour le pays et tous étaient des ennemis du peuple.

Sun Yat-sen avait considéré la définition de la « *constitution provisoire* » et l'établissement du Conseil d'Etat comme le symbole de la République. Mais Lénine l'avait démontré depuis longtemps : « *On peut avoir les lois et*

(14) « Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine ? », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 1, p. 66. E.P.

les élus qu'on voudra, ils ne sont rien s'ils ne détiennent pas le pouvoir (15). »

Depuis plusieurs années, Sun Yat-sen avait persévéré dans son combat pour soutenir la République et s'opposer à une restauration, et après chaque échec, il se relevait. Mais la bourgeoisie nationale chinoise ne sut pas proposer un programme politique radical pour lutter contre l'impérialisme et le féodalisme ; elle n'arriva pas à organiser un parti politique qui pût mobiliser les masses et mener le combat, elle ne parvint pas à trouver une ligne juste lui permettant de prendre et de consolider son pouvoir. En un mot, la révolution démocratique bourgeoise de type ancien resta dans une impasse.

En fait, dans la société chinoise semi-coloniale et semi-féodale de l'époque impérialiste, la révolution paysanne et la faible bourgeoisie nationale ne pouvaient à eux seuls diriger la révolution démocratique contre l'impérialisme et le féodalisme vers la victoire totale. Cette lourde tâche reposait historiquement sur les épaules du prolétariat chinois et de son parti. Le président Mao a bien précisé ce point : « *La Chine a grand besoin d'une révolution démocratique bourgeoise et celle-ci ne peut être accomplie sans la direction du prolétariat* (16). »

5. La lumière des temps nouveaux

A la suite de la Révolution de 1911, l'élévation de la bourgeoisie nationale sur les plans politique et économique, la lutte patriotique des masses contre l'impérialisme et le développement de la campagne de boycottage des

(15) « La dissolution de la Douma et les tâches du prolétariat », Lénine, *Œuvres*, tome 11, p. 112.

(16) « Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine ? », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 1, p. 66. E.P.

produits japonais, font surgir en Chine une vague d'implantations d'entreprises industrielles capitalistes. Au cours de la Première Guerre mondiale, les puissances impérialistes se trouvent les mains liées par la guerre et la pression économique sur la Chine est provisoirement relâchée. Si l'on prend pour 1931 l'indice 100, l'exportation de marchandises vers la Chine en 1918 tombe à 51,5 pour l'Angleterre, à 29,6 pour la France et à 0 pour l'Allemagne. Objectivement, cette situation assure un répit bienvenu pour l'industrie nationale chinoise, en particulier les industries du textile et de la minoterie.

C'est grâce à ces facteurs que, de 1912 à 1919, plus de 470 usines et mines modernes ont été ouvertes en Chine, s'ajoutant aux entreprises existantes agrandies. Le capital accru durant cette période de huit ans se monte au moins à 130-140 millions de yuans, dépassant le montant total des investissements faits au cours des cinquante dernières années. Si nous prenons l'industrie textile comme exemple, nous constatons que le nombre de broches, de 500 000 en 1913, est passé à 1,5 million en 1922 ; les quelque cinquante minoteries de 1913 se sont multipliées jusqu'à plus de 120 en 1919. Les produits chinois sont vendus dans de nombreux pays, en Europe, aux Etats-Unis, au Japon et en Asie du Sud-Est.

Mais, parallèlement à la croissance de l'industrie nationale chinoise, le Japon et les Etats-Unis ne manquent pas une occasion d'étendre leur mainmise sur la Chine. Entre le Japon et les Etats-Unis, c'est un mélange de rivalité et de collusion. En novembre 1917, le Secrétaire d'Etat américain Lansing et l'ambassadeur plénipotentiaire japonais Ishii concluent un accord, selon lequel les Etats-Unis reconnaissent que les Japonais ont des « *droits spéciaux* » en Chine, tandis que le Japon réaffirme son aval à la politique de la « *porte ouverte* » des Etats-Unis. C'est une trêve provisoire entre chefs de bandes venus écorcher la Chine.

De 1913 à 1919, les investissements d'entreprises effectués par les Japonais passent de 380 à 880 millions de yens. Durant la même période, le nombre d'entreprises américaines en Chine, de 130 environ, passe à plus de 300.

Avec le développement du capitalisme chinois, avec l'expansion des entreprises japonaises et américaines en Chine, un adversaire se dresse devant ces forces, car les rangs de la classe ouvrière chinoise grossissent rapidement eux aussi. Les ouvriers industriels, dont le nombre se situait aux environs de 5 à 600 000 avant la Révolution de 1911, se chiffrent à 2 millions en 1919. Par ailleurs, les effectifs des artisans et des vendeurs de magasins atteignent 12 millions.

« *Bien que faible en effectif, le prolétariat industriel incarne les nouvelles forces productives, constitue la classe la plus progressive de la Chine moderne* (17). »

En plus des qualités fondamentales du prolétariat en général : ses relations avec la forme la plus moderne de l'économie, le sens poussé de l'organisation et de la discipline, et le fait de n'être pas propriétaire à titre privé de moyens de production, le prolétariat chinois, lui, a également pour particularité sa forte concentration géographique, le bas niveau de sa position économique ; deux conditions lui assurant une capacité particulière pour la lutte.

Géographiquement parlant, les ouvriers industriels de la Chine moderne sont principalement concentrés dans les régions de Changhai, Wouhan, Tientsin, Tsingtao, Dairen, Kharbine, Canton, Hong-kong, c'est-à-dire dans une dizaine de grandes villes. Sur le plan professionnel, ils travaillent surtout dans les grandes et moyennes entreprises : mines, chemins de fer, insdustrie textile, construction navale,

(17) « Analyse des classes de la société chinoise », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 1, p. 15. E.P.

ou transports maritime et fluvial. A Changhai, par exemple, se trouvent réunis dans cette seule ville 3 à 400 000 ouvriers industriels, dont 57 % travaillent dans des usines de plus de cinq cents employés. A l'époque, une aussi forte concentration ouvrière n'existe que dans peu d'autres pays du monde. Elle est favorable à l'unité et au combat de la classe ouvrière chinoise.

La révolution en 1911 n'a guère apporté d'avantages réels à la classe ouvrière chinoise. Les journées de travail, fort longues, s'étendent en moyenne jusqu'à douze, parfois même quinze, seize heures. En juin 1916, « *Le jounal des femmes* » écrit, à la suite d'une enquête sur les conditions de vie des ouvrières d'une filature de soie à Changhai : « *Elles sont au travail avant l'aube, s'arrêtent quand le soleil est couché. Tout le jour, elles s'affairent autour des feux, des machines, des chaudrons, et jamais le moindre rayon de soleil ne les effleure. Aussi, 80 à 90 % de ces femmes sont-elles apathiques, avec un teint blafard* ». De plus, le salaire des ouvriers chinois est particulièrement bas, de deux à quatre *maos* à peine par jour. Encore cette maigre rémunération doit-elle subir les déductions faites par le gouvernement des seigneurs de la guerre et les capitalistes chinois et étrangers, en même temps que l'érosion du pouvoir d'achat due à l'inflation continuelle. Les conditions de travail sont désastreuses, les accidents se succèdent constamment. Par exemple, dans la mine de charbon de Fouchouen, gérée par les Japonais, plus de 16 800 accidents se produisent au cours de la période comprise entre 1913 et 1917, ce qui représente une moyenne de neuf accidents par jour. Le 11 janvier 1917, a lieu une grande explosion. Bilan de cette tragédie : plus de 900 morts. Les capitalistes, tant chinois qu'étrangers, tout à leur exploitation forcenée de l'ouvrier, ne se préoccupent guère du sort de ce dernier. Avec sa vie, avec son sang, celui-ci remplit la panse insatiable du capitaliste.

Politiquement, l'ouvrier chinois n'a aucun droit et sa position est précaire. Dans les territoires à bail, les impérialistes ont mis en place tout un appareil répressif. Le moindre mouvement des ouvriers déclenche toute la machine juridique. Dans les usines, à la moindre velléité de résistance ouvrière, le capitaliste, qu'il soit chinois ou étranger, fait avertir secrètement le poste de police de la concession, et des arrestations sont effectuées. Les « *Nouvelles ordonnances pénales provisoires* » et les « *Réglements de la police chargée de la sécurité* » publiés par le régime des seigneurs de guerre Peiyang assimilent la « *grève concertée* » à une action criminelle troublant « *la tranquilité et l'ordre* », contraire aux « *bonnes mœurs* » et proclament crûment qu'il faut « *prendre toutes mesures pour prévenir les groupements et actions des ouvriers* ». En réalité, les seigneurs de guerre féodaux, habitués à massacrer les hommes comme du bétail, n'éprouvent aucune répugnance à se faire les bouchers des travailleurs pour écraser toute résistance de leur part.

Des faits innombrables démontrent que « *le prolétariat chinois est, de toutes les classes, celle qui se montre la plus résolue et la plus conséquente dans la lutte révolutionnaire, car il subit une triple oppression (celle de l'impérialisme, de la bourgeoisie et des forces féodales), et cette oppression est d'une rigueur et d'une cruauté telles qu'on en trouve peu d'exemples chez d'autres nations* » (18).

Plus grande est la répression, plus grande est la résistance. C'est justement parce que la classe ouvrière chinoise a enduré toutes les souffrances de la répression féroce exercée par l'impérialisme, la bourgeoisie et les forces féodales, qu'elle s'est montrée dans sa totalité, quelques traî-

(18) « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 346. E.P.

tres à la classe ouvrière mis à part, la plus révolutionnaire. Dans la lutte révolutionnaire, elle a été la plus résolue, la plus engagée de toutes les classes en cause.

D'après des statistiques, de 1914 à mai 1919, il y a eu 800 grèves dans toute la Chine, soit autant que pendant toute la période de 1870 à 1911. Ce chiffre comprend les dix-sept grèves de 1916, les vingt-trois de 1917, les trente de 1918, et les dix-neuf qui ont éclaté rien que dans les cinq premiers mois de 1919. Par leur envergure, le nombre des participants, le degré de conscience et d'organisation des ouvriers, la qualité de la lutte, ces grèves montraient aussi un grand progrès par rapport aux années précédentes.

Durant cette époque, la classe ouvrière ne se contente pas de mener une lutte économique spontanée et d'obtenir des victoires partielles ; elle dirige aussi le fer de lance de son combat contre l'impérialisme et les seigneurs de guerre féodaux. Dans la lutte de 1915 contre les « *Vingt et une demandes* » japonaises, la classe ouvrière se place au tout premier rang et constitue une force des plus résolues du mouvement patriotique anti-impérialiste. Les dockers et manutentionnaires du port de Changhai, bravant la menace de la perte d'emploi, sont les premiers à faire la grève, « *décidant en masse, après discussion, le boycott des marchandises étrangères* », « *distribuant des tracts, défendant de travailler pour les marchands japonais* ». Les ouvriers d'entreprises à financement japonais participent successivement à des grèves, des manifestations à travers tout le pays ; ils s'opposent à l'agression japonaise et à la trahison de Yuan Che-kai. Dans la campagne de boycottage des marchandises japonaises, ce sont également les ouvriers qui se montrent les plus décidés et en poussent le plus loin la pratique. En octobre 1916, les agresseurs français ayant occupé de force Laoxikai, afin d'étendre leur territoire à bail de Tientsin, le gouvernement des seigneurs

de la guerre admet servilement des exigences inacceptables des envahisseurs, mais le peuple de tous les milieux de Tientsin, lui, résiste. Le 14 novembre, tous les ouvriers chinois de la concession française font la grève. « *Toutes les lumières électriques s'éteignent dans la concession française, qui devient soudain un monde de ténèbres* », et les entreprises commerciales françaises « *sont forcées d'arrêter leur travail* ». Les grévistes s'organisent en « *Ligue ouvrière* », fondent un « *Bureau de la ligue ouvrière* » qui dirige la lutte et les manifestations, faisant échec aux menées des impérialistes français pour diviser et saboter le mouvement. Cette lutte se poursuit pendant cinq à six mois, obligeant finalement les impérialistes français à ériger Laoxikai en territoire « *sous administration conjointe de la Chine et de la France* », ce qui constitue une victoire partielle.

Le président Mao a dit : « *Après la Première Guerre mondiale, elle* [la classe ouvrière chinoise] *a commencé, en tant que force consciente, à lutter pour l'indépendance et la libération du pays* » (19).

Les luttes contre les « *Vingt et une demandes* » japonaises et contre l'occupation française de Laoxikai ont témoigné de façon éclatante de la formidable puissance combative de la classe ouvrière chinoise dans la lutte anti-impérialiste et accru le prestige de cette classe aux yeux des masses populaires.

Le grossissement des rangs de la classe ouvrière chinoise et la montée de ses luttes est la base de classe du processus d'évolution de l'ancienne démocratie vers l'étape de la nouvelle démocratie pour la révolution chinoise. Quant au développement du mouvement de la nouvelle culture, il constitue la préparation, sur le plan de l'opinion publique,

(19) « Du gouvernement de coalition », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 3, p. 269. E.P.

à un bond fait par la révolution chinoise de l'ancienne à la nouvelle démocratie. Après l'échec de la Révolution de 1911, « *la situation du pays empira de jour en jour et la vie devint impossible. Des doutes naquirent, grandirent et se développèrent* » (20).

Les démocrates radicaux bourgeois continuèrent à avancer en tâtonnant, cherchant la vérité qui leur permettrait de sauver la nation et le peuple. Répondant au développement d'une nouvelle politique, d'une nouvelle économie, le mouvement de la nouvelle culture se déploya bientôt, et prit de l'ampleur.

Ce mouvement est lancé par la création en septembre 1915 du périodique « *La Jeunesse* », dont le nom sera plus tard changé en « *Nouvelle Jeunesse* ». Avant le « *4 mai* », la lutte sur le front culturel en Chine se déroule entre la nouvelle culture bourgeoise et l'ancienne culture féodale. « *Son grand mérite* [le mouvement de la nouvelle culture] *est d'avoir arboré, à ce moment-là, à la fois le drapeau de la lutte contre l'ancienne morale, pour la nouvelle, et celui de la lutte pour la nouvelle littérature, contre l'ancienne* » (21).

Le mouvement de la nouvelle culture préconise « *la démocratie* » et « *la science* ». Par « *démocratie* », il entend une politique démocratique bourgeoise d'après le modèle français ; par « *science* », les sciences naturelles demandées par la bourgeoisie et la connaissance des principes scientifiques qui régissent les choses. Les démocrates radicaux bourgeois pensent que la Révolution de 1911 n'a pas réussi à instaurer un régime politique authentiquement démocratique en Chine, que le peuple continue à y « *subir les rigueurs d'un régime despotique* » et que, en plus, les let-

(20) « Sur la dictature démocratique populaire », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 4, p. 431. E.P.

(21) « Sur la démocratie nouvelle », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 2, p. 400. E.P.

trés, paysans, ouvriers, marchands ou médecins y sont tous « *ignorants de la science* ». D'où le refus du despotisme et la volonté de démocratie ; la lutte contre la superstition et la demande d'encouragement à la science, l'appel à « *une guerre acharnée de la nouvelle pensée à l'ancienne* ».

Dans cette bataille serrée entre les deux courants de pensée, ancienne et nouvelle, les démocrates radicaux bourgeois lancent le mot d'ordre : « *A bas Confucius et sa boutique !* » Le fer de lance de leur combat est dirigé contre le confucianisme, défenseur de l'ordre despotique féodal, et une violente attaque est lancée contre cette vieille forteresse de la culture féodale. En janvier 1917, Li Tachao, dans un article intitulé « *Confucius et la constitution* », dénonce vigoureusement Confucius comme « *l'avocat de tous les despotismes impériaux qui se sont succédés* », et explique que l'entrée de la pensée confucianiste dans la constitution est « *le signe précurseur de la restauration du despotisme* ». A l'époque, Yuan Che-kai se fait appeler empereur, Tchang Hsiun, Kang Yeou-wei s'agitent pour la restauration impériale, les autres forces réactionnaires s'escriment à contre-courant de l'Histoire ; toutes ces activités se déroulent avec la caution morale fournie par le nom du défunt Confucius, ressorti pour la circonstance, et sous l'étendard de la doctrine confucéenne. D'où la nécessité de faire la critique de Confucius, mort il y a plus de deux mille ans, de réfuter ses principes d'enseignement, car il s'agit en vérité d'une attaque générale contre la politique et la culture féodales qui sont, elle, bien actuelles. Dans cet assaut, le grand combattant Lou Sin se révèle le porte-étandard le plus glorieux et le plus héroïque de cette révolution culturelle.

Lou Sin (1881-1936), de son vrai nom Tcheou Shoujen, est natif de Chaohsin, province du Tchekiang. En 1902, il partit faire des études de médecine au Japon,

mais, jugeant que c'était par la littérature qu'il pouvait faire le plus pour changer l'esprit national, il choisit la voie littéraire. A partir de la Révolution de 1911, il travailla dans l'enseignement. Il vouait une haine profonde à la domination réactionnaire de Yuan Che-kai et des seigneurs de la guerrre de Peiyang.

En 1918, Lou Sin publia le « *Journal d'un fou* ». C'est le premier coup de canon de la révolution culturelle antiféodale du mouvement du « *4 mai* ». Cette œuvre porte un jugement critique sur la suprématie des rites féodaux qui a sévi en Chine durant deux millénaires, et met à nu sans complaisance le vieux code moral féodal ; ce passé est révélé comme une histoire où l'homme dévorait son semblable. Lou Sin fait dire à son « *fou* » : « *... Il n'y a pas de chronologie à mon livre d'histoire et sur chacune des pages s'étalent les mots : « humanité » « injustice », « morale ». Comme de toute façon, je ne parvenais pas à m'endormir, j'ai lu attentivement pendant la moitié de la nuit jusqu'au moment où j'ai décélé quelque chose d'écrit entre les lignes, deux mots remplissaient le livre tout entier : « Dévorer l'homme »* (22). C'est ainsi que Lou Sin arrache avec colère le masque de vertu hypocrite des dirigeant féodaux, disciples des sages. Il proclame au monde que ces beaux messieurs, qui avaient toujours les mots « *humanité* », « *justice* » et « *morale* » à la bouche, n'étaient en réalité qu'une bande de démons, « *les lèvres encore luisantes de graisse humaine* », et « *le cœur rempli du désir de dévorer leur prochain* ». C'est la critique la plus pénétrante jamais exprimée dans l'histoire sur le gouvernement féodal et la morale féodale.

Faisant face au contre-courant historique de culte de Confucius, qui a sévi un temps, les démocrates radicaux

(22) « Nouvelles choisies de Lou Sin », p. 12. E.P.

bourgeois ont révélé les liens cachés existant entre ce culte et le régime de la monarchie absolue. Ils ont démontré avec acuité que prôner le respect de Confucius débouchait nécessairement sur la restauration monarchique et que préconiser la restauration monarchique menait obligatoirement au rétablissement de l'ancien système. Mais le confucianisme et le républicanisme étaient mutuellement incompatibles et ne pouvaient co-exister : il fallait que l'un détruise l'autre. D'une plume acérée, Lou Sin démasque ces « *empiristes* » et ces « *nouvelles figures* » qui ont ramassé toutes leurs connaissances dans le sillage poussiéreux des empereurs et qui, dans les faits, « *foulent sous leurs bottes* » l'idéal d'une république démocratique « *pour se conformer aux prescriptions des ancêtres* » ; par ailleurs, il attaque avec force ces appels à une restauration de l'ordre ancien, pour « *préserver l'essence de la nation* ». Lou Sin démontre que cette « *essence nationale* » doit être soumise, comme une quelconque tumeur ou un kyste, à une ablation. A sa place doivent régner la connaissance, la morale, le caractère et la pensée progressistes.

Parallèlement, la « *Nouvelle Jeunesse* » lançait le mot d'ordre de « *Révolution littéraire* », pour s'opposer à la littérature à l'ancienne qui, dans un langage plein de préciosité, propageait une pensée complètement dépassée ; il proposa une nouvelle littérature, s'exprimant dans un langage populaire, aisé à comprendre, et servant de véhicule aux idées nouvelles. Dans ses nouvelles, notamment le « *Journal d'un fou* », « *Kong Yi-ki* », « *Le remède* », comme dans ses divers essais, Lou Sin réalise harmonieusement la synthèse d'un contenu de pensée révolutionnaire, anti-impérialiste et antiféodaliste, avec une forme d'expression littéraire moderne réaliste. Son rôle a été celui, glorieux et exemplaire, d'un écrivain de la nouvelle littérature : « *créer ainsi des œuvres capables d'éveiller les masses*

populaires, de les exalter, de les appeler à s'unir et à lutter » (23).

Le courageux combat mené par Lou Sin, les « *cris d'appel* » de cette grande voix résonnante, fustigent toutes les factions restauratrices, les maniaques du retour en arrière, dénoncent avec colère ces gens qui, bien que « *manifestement des hommes d'aujourd'hui, respirant l'air d'aujourd'hui, s'accrochent néanmoins à une doctrine en décomposition et à une langue morte pour calomnier de toutes leurs forces le présent. Ce sont les "bourreaux du présent"* ».

Le mot d'ordre lancé par le mouvement de la nouvelle culture : « *A bas Confucius et sa boutique* », a lié la critique de Confucius à la mission historique anti-impérialiste et antiféodale du peuple chinois, portant un coup violent à la voie de Confucius et de Mencius et jetant à terre le prestige du sacro-saint, de l'intouchable « *Maître et Sage* » Confucius. Ce mouvement a joué un rôle prodigieux dans l'éveil du peuple chinois, surtout parmi les jeunes intellectuels. Il a formé un nouveau courant de pensée libératrice, dans de nouvelles circonstance historiques. Le mouvement de la nouvelle culture a encouragé les gens à intensifier leur recherche d'une vérité qui puisse sauver la nation et le peuple, créant par là des conditions favorables à la propagation du marxime-léninisme en Chine. C'est là la contribution historique éternelle du mouvement de la nouvelle culture avant le « *4 mai* ».

Néanmoins, devant les contradictions nationales et la complexité des oppositions de classes, les fondateurs du mouvement se sont révélés incapables d'élaborer aucune solution politique concrète pour contrer l'impérialisme et le féodalisme ; il faut dire que les armes idéologiques

(23) « Intervention aux causeries sur la littérature et l'art à Yénan », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 3, p. 81. E.P.

qu'ils possédaient provenaient de l'arsenal des pays d'origine de l'impérialisme, donc en fait de la bourgeoisie occidentale à l'époque de la révolution.

En outre, la participation à ce mouvement s'est limitée aux seuls intellectuels, sans s'étendre jusqu'aux ouvriers ou paysans. C'est pourquoi le mouvement de la nouvelle culture, réduit aux dimensions de l'ancienne démocratie bourgeoise, ne pouvait manquer de souffrir sérieusement des limites dues à la nature de classe et aux conditions de l'époque. Le président Mao a déjà indiqué à ce sujet : « *Ce Mouvement présentait aussi des faiblesses — Beaucoup de ses dirigeants ignoraient encore l'esprit critique marxiste, et leurs méthodes étaient généralement bourgeoises, c'est-à-dire formalistes* » (24).

Ces raisons ont fait que beaucoup, à l'époque, ont été incapables, lors de la critique de Confucius, de faire une analyse scientifique des relations de classes dans l'Histoire, de percer à jour le contenu de classe de la lutte entre confucianisme et légisme, ni d'établir une évaluation correcte du rôle progressif joué par l'école légiste dans l'Histoire ou de certains ouvrages écrits par les légistes dans la lutte anticonfucianiste.

Le 7 novembre 1977, la Révolution socialiste d'Octobre en Russie, conduite par Lénine et le Parti Bolchevik, remporte la victoire. « *Les salves de la Révolution d'octobre nous apportèrent le marxisme-léninisme — la Révolution d'octobre a aidé les hommes de progrès en Chine comme ceux du monde entier à adopter, en tant qu'instrument pour l'examen des destinées d'un pays, la conception prolétarienne du monde pour reconsidérer leurs propres problèmes* » (25).

(24) « Contre le style stéréotypé dans le Parti », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 3, pp. 50-51. E.P.

(25) « De la dictature démocratique populaire », *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome 4, p. 432. E.P.

Lou Sin, soutenant le marxisme-léninisme, loue le peuple russe d'avoir, « *pour la cause en laquelle il croit, tout sacrifié, émoussant les lames des baïonnettes avec sa chair* », et ainsi obtenu la victoire. Dans « *le reflet des sabres et l'éclat des flammes* », Lou Sin aperçoit « *la lumière d'une ère nouvelle* ». En novembre 1918, deux articles de Li Ta-chao paraissent dans la « *Nouvelle Jeunesse* » : « *La victoire du peuple* » et « *La victoire du Bolchevisme* ». Il s'y fait le chantre de la Révolution socialiste d'octobre, proclame avec enthousiasme : « *Jetez un coup d'oœil sur le globe dans l'avenir, et vous verrez sûrement un monde couvert de drapeaux rouges !* »

Marx l'a dit avec force : « *La philosophie trouve dans le prolétariat ses armes* matérielles *comme le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes* intellectuelles (26).

En Chine, c'est le grand dirigeant, le Président Mao, qui, guidé par le principe de la transformation de la Chine et du monde, a harmonisé et appliqué la vérité universelle du marxisme-léninisme aux réalités concrètes de la révolution chinoise et s'est servi de l'arme spirituelle du marxisme-léninisme pour éduquer et organiser des centaines de millions de paysans, pousser la révolution vers une nouvelle étape et ouvrir une nouvelle page dans l'histoire de la révolution démocratique nouvelle en Chine.

(26) « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel », « Marx et Engels, Etudes philosophiques », p. 29. E.S.

ANNEXES

Tableau chronologique des principaux événements historiques de la Chine moderne

1553. (32e année de l'empereur Kia Tsing des Ming). Le Portugal s'empare de Omen (Macao).

1624. (4e année de l'empereur Tien Tsi des Ming).
Les Hollandais occupent la province de Taiwan.

1637. (10e année de l'empereur Tchong Tchen).
Pour la première fois, des navires anglais atteignent Canton, et bombardent Houmen, pour obtenir l'ouverture de la ville au commerce étranger.

1643. Les Russes pénètrent dans le bassin du Heilongkiang.

1662. (1re année du règne de l'empereur Kang Hsi des Tsing).
Tcheng Tcheng chasse les envahisseurs hollandais de Taiwan, qui est restituée à la Chine.

1689. 7 novembre. Signature du traité sino-russe de Nertchinsk, qui délimite clairement les frontières orientales entre les deux pays.

1729. (7e année de l'empereur Yang Tcheng des Tsing).
Le gouvernement chinois décide, pour la première fois, de prohiber l'opium.

1757. (22e année de l'empereur Kien Long).
Le gouvernement des Tsing ferme les douanes du Kiangsi, du Tchekiang, et du Foukien, et limite au seul port de Canton toutes les places de commerce avec les étrangers.

1773. La compagnie anglaise des Indes orientales s'attribue le monopole de la fabrication et du trafic de l'opium.

1796. (1re année de l'empereur Kia Tsing).
Le gouvernement chinois prohibe à nouveau l'importation et l'usage de l'opium.

1805.	Les Etats-Unis importent en Chine l'opium de Turquie et de Perse.
1807.	Un pasteur anglais vient prêcher à Canton. Le christianisme pénètre en Chine.
1838.	(18e année de l'empereur Tao Koang des Tsing). Cette même année, 40 200 caisses d'opium de 120 livres chacune, sont introduites en Chine par l'Angleterre et les U.S.A.
Juin :	Dans un rapport à l'Empereur, le fonctionnaire Houang Kiao-tse demande la peine de mort pour les fumeurs d'opium.
Octobre :	Lin Tse-hsiu, gouverneur du Hounan et du Kouangtong, présente à l'Empereur une requête : pour abolir l'usage de l'opium, il faut tarir la source même du mal.
Décembre :	Plus de dix mille citoyens de Canton protestent, par une grande démonstration, contre le trafic de l'opium mené par l'Angleterre et les Etats-Unis, et les atteintes qu'ils portent à la souveraineté chinoise.
1839. 10 mars :	Lin Tse-hsiu arrive à Canton, avec le rang de Grand Commissaire impérial, et y fait interdire l'opium.
3 juin :	Brûlage de l'opium sur la grève de Houmen.
1er octobre :	Le cabinet britannique décide d'entrer en guerre contre la Chine.
1840. Fin juin :	Les Anglais ferment l'entrée de la Rivière des Perles. La 1re Guerre de l'opium s'engage.
5 juillet :	Les Anglais investissent Tinghai, dans le Tchekiang.
Août :	Les vaisseaux anglais atteignent Takou, qui donne accès au port de Tientsin. Ils y expriment leurs « revendications ».
Octobre :	Lin Tse-hsiu et Teng Ting-tchen sont démis de leurs fonctions.

1841. 25 janvier :	Yi Chan et Yi Lu signent en secret le « projet de traité de Tchouanpi ».
26 février :	Les Anglais investissent le fort de Houmen ; Kouan Tien-pei tombe au champ d'honneur.
30-31 mai :	La population de Sanyuanli inflige une rude correction aux agresseurs britanniques.
Août :	Le plénipotentiaire anglais H. Pottinger parvient en Chine, à la tête de renforts considérables pour l'armée britannique.
1842. Printemps :	Les populations de Tchenhai et de Ningpo, dans le Tchekiang, organisent le parti des Eaux noires, et tendent de nombreuses embuscades à l'Armée britannique.
Juin :	Les Anglais prennent la batterie de Wousong, où le général en chef des armées du Sud, Tchen Houa-tcheng, tombe au champ d'honneur.
29 août :	Le gouvernement des Tsing est contraint de signer le « traité de Nankin », le premier des traités inégaux dont la Chine fut victime dans l'histoire moderne.
Décembre :	Le peuple de Canton incendie les établissements commerciaux anglais et hollandais portant un rude coup aux agresseurs.
1843. Juin :	Hong Hsieou-tsiuan fonde la Société des adorateurs de Dieu, et brise les tablettes du temple de Confucius.
17 novembre :	Ouverture du port de Changhai au commerce.
1844. 3 juillet :	Signature du traité sino-américain de Wanghsia.
24 octobre :	Signature du traité sino-français de Houangpou.
1845. 29 novembre :	Le consul d'Angleterre fait établir, par contrainte, le « statut de la concession de Changhai », inaugurant ainsi l'ère des « concessions ».

La même année, Hong Hsieou-tsiuan écrit « L'hymne de la doctrine originelle et salvatrice » et « Les enseignements de la doctrine ».

1846. Janvier : Le peuple de Canton remporte une première victoire dans son combat pour s'opposer à toute intrusion dans la cité. La même année, Hong Hsieou-tsiuan écrit « Les enseignements de la doctrine originelle et démystificatrice ».

1847. Avril : La population de Canton fait une grande démonstration armée, et remporte une seconde victoire dans sa lutte.

Septembre : Le gouvernement tsariste nomme Moulaiev gouverneur de la Sibérie orientale, et étend ses griffes jusqu'à la région du Heilongkiang.

1848. 17 janvier : Feng Yun-chan est arrêté. Peu après, Hong Hsieou-tsiuan ira chercher refuge à Canton.

6 avril : Yang Hsieou-tsing, au nom du « Père céleste descendu sur la terre », fait une proclamation aux membres de la Société des adorateurs de Dieu.

1849. Avril : 100 000 Cantonnais défendent les deux rives de la Rivière des Perles et obtiennent leur troisième victoire dans la lutte contre les envahisseurs de la ville.

Années 40 : Naissance du prolétariat chinois.

1850. Juillet : Hong Hsieou-tsiuan publie l'« Ordre aux régiments et bataillons » et prépare le soulèvement armé.

1850. Août : La Russie tsariste occupe Miaokie, à l'embouchure du Heilongkiang et change son nom en Nikolaievsk.

1851. (1re année de l'ère Hsinkai du Royaume céleste des Taiping et 1re année de l'ère Hsien Feng de la dynastie des Tsing.)

11 janvier :	La Société des adorateurs de Dieu se révolte à Kintien et prend l'appellation de Royaume céleste des Taiping.
23 mars :	Hong Hsieou-tsiuan dans la campagne à l'est de Wouhsiuan prend le nom de Roi céleste.
Septembre :	L'armée Taiping capture Yong'an.
17 décembre :	Hong Hsieou-tsiuan nomme ses vassaux à Yong'an.
1852. Juin :	L'Armée Taiping s'empare de Tsiuan-tcheou, le roi du Sud Feng Yun-chan meurt en héros.
Septembre :	L'Armée Taiping attaque Tchangcha ; le roi de l'Ouest Hsiao Chao-kouei meurt au combat.
1853. Janvier :	L'Armée Taiping capture Woutchang.
Février :	L'Armée Taiping descend le fleuve vers l'Est. L'empereur Hsien Feng ordonne aux provinces concernées d'organiser des unités armées contre-révolutionnaires. Tseng Kouo-fan met sur pied l'Armée du Hounan.
19 mars :	L'Armée Taiping occupe Nankin, change son nom en « Capitale céleste ». Cette même année, proclamation sur « le Régime agraire de la Dynastie céleste ».
Avril :	Le ministre anglais Bonham « visite » la Capitale céleste, suivi de près par les ministres français et américain. Le Royaume céleste refuse catégoriquement les demandes agressives des étrangers.
Mai :	L'Armée expéditionnaire du Nord du Royaume céleste des Taipings part de Yangtcheou ; l'Armée expéditionnaire de l'Ouest part de la Capitale céleste. Au Foukien, soulèvement de la Société des Petits couteaux, occupation de Tchangtcheou, Tong'an et Amoy.

14 juin :	Marx publie son essai célèbre, « la Révolution en Chine et en Europe » où il traite de la révolution du Royaume céleste des Taiping.
7 septembre :	Soulèvement de la Société des Petits couteaux à Changhai.
Fin octobre :	L'Armée expéditionnaire du Nord du Royaume céleste des Taiping occupe Tsinghai et s'approche de Tientsin. Cette même année, le Royaume céleste déclare les œuvres de Confucius et Mencius « livres maudits » et en interdit le commerce et la lecture.
1854. Février :	Tseng Kouo-fan brandit le drapeau noir du respect à Confucius, publie le décret de « répression des bandits du Kouangtong », et dirige l'Armée du Hounan à partir de Hangtcheou.
Avril :	L'Armée Taiping bat l'armée du Hounan à Kingkang.
1855. Février :	L'Armée Taiping bat l'armée du Hounan à Kieoukiang. A Changhai, le soulèvement de la Société des Petits couteaux est réprimé par la collaboration des réactionnaires chinois et étrangers ; Lieou Litchouan meurt au combat.
Mars :	Le Commandant en chef de l'Armée expéditionnaire du Nord Lin Feng-hsiang meurt en héros.
Juin :	Li Kai-fang meurt en héros ; fin de l'expédition du Nord.
Juillet :	Les différentes branches de l'Armée Nian se rassemblent à Haotcheou puis à Tcheho dans l'Anhouei et choisissent Tchang Louo-hsing comme chef.
1856. Avril :	L'Armée Taiping, pour la première fois, détruit le Grand camp de l'Armée Tsing au Nord du fleuve.

Juin : L'Armée Taiping détruit le Grand camp de l'Armée Tsing au Sud du fleuve.

2 septembre : Wei Tchang-houei, déclenche des troubles contre-révolutionnaires dans la Capitale céleste. Yang Hsieou-tsing est assassiné, plus de 20 mille officiers et soldats sont massacrés.

23 octobre : L'Angleterre déclenche la 2e Guerre de l'opium.

Novembre : Hong Hsieou-tsiuan fait exécuter Wei Tchang-houei. Che Ta-kai retourne à la Capitale céleste seconder le gouvernement des Taipings.

15 décembre : Le peuple de Canton brûle les treize rangées d'immeubles occupés par les envahisseurs anglais.

1857. Juin : Che Ta-kai quitte la Capitale céleste en emmenant plus de 100 000 soldats de l'Armée Taiping.

29 décembre : L'Armée alliée anglo-française occupe Canton.

Cette même année, la Russie tsariste, profitant de l'occasion de l'invasion de la Chine par l'Armée alliée anglo-française, rassemble des troupes de plus de 20 000 hommes sur la frontière nord-est de la Chine.

1858. 19 mai : L'Armée du Hounan fait tomber Kieoukiang ; les défenseurs Lin Tsi-jong et d'autres meurent au combat.

20 mai : L'Armée alliée anglo-française capture le fort de Takou.

28 mai : La Russie tsariste oblige le gouvernement Tsing à signer le traité inégal d'Aigun, s'empare d'un territoire de plus de 600 mille kilomètres carrés au nord du Heilonkiang et au sud des Monts Khingan, et place le territoire à l'est du Wousouli

sous l'administration conjointe des Russes et des Chinois.

Juin : Le gouvernement Tsing signe avec la Russie, l'Amérique, l'Angleterre et la France le « Traité de Tientsin ».

Septembre : L'Armée Taiping détruit le Grand camp de l'armée Tsing au Nord du fleuve.

15 novembre : Grande victoire de Sanho. Tchen Yu-tcheng dirige l'Armée Taiping, anéantit plus de 6 000 des meilleurs soldats du Hounan et tue Li Hsiu-pin, le plus féroce général de l'Armée du Hounan.

Cette même année, la Russie tsariste occupe Poli à l'embouchure du Wousouli et le baptise Kabarovsk. Les ouvriers de Hongkong font grève pour s'opposer à l'occupation de Canton par l'Armée alliée anglo-française.

[1959.] Avril : Hong Ren-kan arrive à la Capitale céleste ; le mois suivant, il devient le Prince Kan et participe au gouvernement.

Cette année-là il formule les « Nouveaux textes sur l'Administration gouvernementale ».

25 juin : Bataille violente à Takou. Les navires anglais fuient à Changhai après leur défaite.

Juin : Tchen Yu-tcheng devient le Prince Ying du Royaume céleste des Taipings.

[1860.] Mai : L'Armée Taiping anéantit une nouvelle fois le Grand camp de l'Armée Tsing au Sud du fleuve et rompt le siège de la Capitale céleste.

2 juin : L'aventurier américain Ward crée à Changhai les « troupes des fusils étrangers ».

26 juin : Les gouvernements anglais et français annoncent la déclaration de guerre des pays

d'Europe et des Etats-Unis contre la Chine.

Juin : La Russie tsariste occupe le port important de Haichenwei qui devient Vladivostok.

8 août : L'Armée Taiping entre pour la première fois à Changhai.

Octobre : Les Armées alliées anglo-françaises dévalisent et brûlent le Palais d'Eté à Pékin. La population de Hsietchouang de la banlieue ouest se défend les armes à la main et tue plus de cent soldats des armés d'invasion.

24-25 octobre : Le gouvernement Tsing est obligé de signer avec l'Angleterre et la France le « traité de Pékin » qui marque la fin de la 2e Guerre de l'opium.

14 novembre : La Russie tsariste profite des troubles pour obliger la Chine à signer le « traité de Pékin ». Elle envahit le territoire chinois à l'Est du Wousouli qui couvre plus de 400 000 km² et qui comprend les Iles Kouriles.

1861. Janvier : Ouverture du port de Tientsin. Le gouvernement Tsing crée le « Zongli yamen » et le Bureau des Affaires étrangères. Changhai et Tientsin dépendent des deux ministères du commerce du Peiyang et du Nanyang.

25 mars : Les gouvernements étrangers commencent à ouvrir des ambassades à Pékin.

30 juin : Le représentant du Bureau des douanes, Robert Hart, devient commissaire des douanes chinoises.

5 septembre : L'Armée du Hounan fait tomber Anking et les défenseurs de l'Armée Taiping dont Ye Yun-lai sont tués, soit en tout plus de 10 000 hommes.

7 novembre : L'empereur Hsien Feng meurt de maladie

dans le Jehol en août. L'impératrice douairière fomente le même jour un coup d'Etat (que l'histoire appellera le « coup de Tsihsiang ». L'empereur Tong Tche monte sur le trône mais, dans les coulisses, l'impératrice douairière intervient dans la politique.
Cette année-là Tseng Kouo-fan organise à Anking un Bureau des armées. Apparition du mouvement Yangwou. Dans tout le Koueitcheou naissent des luttes contre les religions étrangères.

1862. (1re année de l'ère Tong Tche.)

Janvier : L'Armée Taiping entre une nouvelle fois dans Changhaï à la fin du mois et y crée le Bureau de la défense unie sino-étrangère.

Mars : Dans le Hounan à Hsiangtan, Hengyang, Tsingtsiuan, dans le Kiangsi à Nantchang et Kinhsien éclatent des luttes contre les religions étrangères.

8 août : Li Hong-tchang, dirigeant l'Armée de la Houai, part de Anking sur un bateau anglais et arrive à Changhai. Il collabore avec l'armée d'agression anglaise et française et ensemble, ils massacrent la révolution du Royaume céleste des Taiping.

Mai : L'Armée Taiping entre pour la 3e fois dans Changhai.

4 juin : Le Prince Yin, Tchen Yu-tcheng, trouve une mort héroïque à Yenkin dans le Hounan.

Juillet : Le gouvernement Tsing instaure le « Bureau commun » de Pékin.

22 septembre : L'Armée Taiping tue Ward à Tsehsi dans le Tchekiang.

1863. Mai : Che Ta-kai capitule devant l'Armée Tsing à Tsetati, sur le fleuve Tatou, au Set-

chouan. Toute son armée est anéantie en juin et lui-même est tué à Tchengtou.

21 septembre : Les concessions anglaises et américaines se regroupent en une concession commune.

4 décembre : Tan Chao-kouang est tué par des traîtres et Soutcheou n'est plus défendue.

1864. 1er juin : Hong Hsieou-tsiuan meurt à la suite d'une maladie.

19 juillet : La chute de la Capitale céleste marque l'échec de la révolution du Royaume céleste des Taiping.

22 juillet : Li Hsieou-tcheng, après avoir été fait prisonnier, demande grâce à genoux et veux capituler.
Le 7 août, il est tué à Nankin.

7 octobre : La Russie tsariste oblige la Chine à signer le « traité sino-russe sur la frontière du Nord-Ouest » avalant ainsi la partie occidentale de la Chine qui couvre 440 000 km².

9 octobre : Hong Ien-kan est arrêté à Kouangtchang dans le Kiangsi ; le 23 novembre, il meurt pour son pays.

Novembre : Coordination entre les armées Nian et Taiping du nord-ouest, qui nomment conjointement leur chef Lai Wen-kouang, le Roi Tsun (« Roi de l'Obéissance).
Au cours de la même année : contre la dynastie Tsing, révolte armée des peuples Houei et Ouighour au Sinkiang, dans la région des monts Tienchan.

1865. 18 mai : A la tête de la nouvelle armée Nian, Lai Wen-kouang tend une embuscade à Kaolousai, Kaotcheou, province du Chantong, tue le Prince Sengkelin et met l'armée Tsing en pièces.

Septembre : Li Hong-tchang fonde le Bureau des manufactures du Kiangnan à Changhai.

Au cours de la même année : Yakoub-Beg, chef militaire d'un khanat en Asie centrale, envahit le Sinkiang avec le soutien de l'Angleterre et de la Russie.

1866. Juin : Tsouo Tsong-tang fonde le Bureau de construction navale de Foutcheou.

Octobre : La nouvelle armée Nian, divisée en aile orientale et aile occidentale, respectivement conduites par Lai Wen-kouang et Tchang Tsong-yu, persistent dans la lutte.

1867. 13 juin : Les Etats-Unis envoient leur escadre envahir Taiwan, territoire chinois, et se font repousser par le peuple de Taiwan.

1868. Janvier : L'aile orientale Nian rencontre la défaite ; Lai Wen-kouang meurt au combat à Yangtcheou.

Août : L'aile occidentale Nian conduite par Tchang Tsong-yu est battue à Tcheping, province du Chantong.

1869. Janvier : Explosion de la lutte contre les religions étrangères à Yeouyang, province du Setchouan.

1870. Juin : Grande lutte contre les religions étrangères à Tientsin. L'événement est connu dans l'histoire comme « l'incident de la mission de Tientsin ».

1871. 4 juillet : La Russie tsariste envoie ses troupes occuper l'Ili, dans le Sinkiang.

1872. Août : Jong Hong emmène le premier groupe d'étudiants aux Etats-Unis.

Au cours de la même année : Tcheng Tsi-yuan, chinois d'outre-mer en Asie du Sud, originaire du Kouangtong, fonde l'atelier de dévidage de soie Kitchanglong.

Li Hong-tchang fait une requête pour établir expérimentalement un Bureau marchand des Transports maritimes à Changhai.

1874. 8 mai : Soutenues par les Etats-Unis, les troupes japonaises tentent d'envahir Taiwan, mais sont repoussées par le peuple de Kaochan.

1875. (1re année de l'empereur Kouang Hsiu de la dynastie Tsing.)

3 mai : Le gouvernement Tsing nomme Tsouo Tsong-tang envoyé impérial, chargé des affaires militaires du Sinkiang.

1876. 13 septembre : Le gouvernement Tsing signe avec l'Angleterre le « traité de Yentai ».

1877. Les armées chinoises reprennent huit villes du Sinkiang méridional ; Yakoub-Beg s'enfuit et se donne la mort.

1879. 4 avril : Les Japonais annexent officiellement les Iles Ryu-kyu qu'ils renomment district d'Okinawa.

Juillet : Les ouvriers d'un chantier naval à Changhai se mettent en grève.

Septembre : Les ouvriers du chantier naval Hsiangcheng (entreprise anglaise) à Changhai se mettent eux aussi en grève.

1881. 24 février : Le gouvernement Tsing est forcé de signer le « traité d'Ili » sino-russe ; en vertu de ce traité et de protocoles de délimitation de frontières postérieurs, la Russie tsariste s'empare de plus de 70 000 km² de territoire chinois.

1882. Août : Les mineurs des houillères de Kaiping font grève.

1883. 11 décembre : La Guerre franco-chinoise éclate.

1884. 11 mai : Conclusion du « traité franco-chinois de 1884 » par lequel le gouvernement Tsing reconnaît le « protectorat » français sur le Vietnam.

23 juin : L'armée française crée l'Incident de Langson, prélude à la reprise de leur guerre d'agression.

5 août : Les bâtiments de guerre français bombar-

dent Kilong (Taïwan). La Guerre franco-chinoise se poursuit sur deux fronts : au Vietnam et en Chine.

23 août : L'escadre française attaque la marine du Foukien par surprise, intensifiant les hostilités. Bombardement du chantier naval de Mawei.

26 août : Le gouvernement Tsing est forcé de déclarer la guerre à la France.

Septembre/octobre : Les ouvriers de Hong-kong lancent une grève anti-impérialiste générale. Le peuple du Kouangtong, Foukien, Tchekiang, Koueitcheou, Yunnan, brûle les églises catholiques, chasse les missionnaires français. Les Chinois d'outre-mer des Etats-Unis et du Japon envoient des donations d'argent pour assister la lutte de résistance anti-française.

1885. Deuxième moitié du mois de mars : Feng Tse-tai, à la tête de troupes chinoises, se bat aux côtés des volontaires vietnamiens et inflige une importante défaite aux troupes de l'envahisseur français. Les Pavillons Noirs de Lieou Yong-fou battent les Français à Lingyao. Le cabinet Ferry tombe en France.

9 juin : Signature du « traité sur le Vietnam » entre la Chine et la France.

1887. Les missionnaires étrangers fondent la Société Tongwen à Changhai (renommée Société Kouanghsiue en 1893) et intensifient leurs activités d'agression culturelle.

1888. Décembre : Le gouvernement Tsing crée la Flotte chinoise du Nord.

1889. 4 mars : L'impératrice douairière Tse Hsi « remet les pouvoirs de l'Etat » à l'empereur Kouang Hsiu qui « assumera les responsabilités du gouvernement » avec sérénité à sa majorité.

1890. 17 mars : L'Angleterre oblige le gouvernement Tsing à signer le « traité Tibéto-Indien », puis, en 1893, les « articles Tibéto-Indiens », et étend ses griffes sur le Tibet, territoire chinois.

Août : Yu Tong-tchen, du district de Tatsou, province du Setchouan, se soulève.

5 septembre : Plus de deux mille ouvriers du Bureau des manufactures du Kiangnan font grève.
Au cours de la même année : Tchang Tche-tong établit une fonderie à Hanyang, province du Houpei.

1891. Août : Publication de l'ouvrage de Kang Yeou-wei « Nouvelle étude des classiques apocryphes ».
Au cours de la même année : grève des ouvriers du Bureau des tissages mécaniques de Changhai ; grève des mineurs des houillères de Kaiping ; vague de campagne contre les religions étrangères dans le bassin moyen et inférieur du Yangtse ; soulèvement armé contre les religions étrangères par la Société de l'Elixir d'or à Chaoyang, province du Jehol.

1892. Août : La Russie tsariste envoie une expédition militaire au Pamir, occupe par la force et en violation du traité, plus de 20 000 km² de territoire chinois.

1894. 2 juin : Le Conseil des ministres japonais décide d'envoyer des troupes en Corée.

5 juin : Etablissement d'une grande base militaire japonaise en Corée.

25 juillet : Au large de la presqu'île de Corée, les agresseurs japonais attaquent par surprise la Flotte chinoise du Nord et coulent le « Kaocheng » qui transportait des troupes. Le même jour, ils attaquent les positions

chinoises établies à Yesan. C'est le début de la Guerre sino-japonaise.

28/29 juillet : L'armée japonaise attaque furieusement les troupes impériales chinoises à Kwang-chon près de Yesan.

1er août : La Chine et le Japon se déclarent la guerre.

15 septembre : L'armée japonaise attaque Pyongyang où les troupes chinoises sont battues. Le commandant Tsouo Pao-kouei meurt au combat.

17 septembre : La Flotte chinoise du Nord livre combat aux Japonais sur la Mer Jaune. C'est la « bataille navale de 1894 ».

24 octobre : Les troupes japonaises franchissent le fleuve Yalu, attaquent Kieoulien et Tantong, puis débarquent sur la presqu'île du Liatong à Houayuan et attaquent Lushun et Dairen.

22 novembre : Les Japonais occupent Lushun.

Novembre : Sun Yat-sen fonde à Honolulu la Société pour la régénération de la Chine.

1895. 15 janvier : Les Japonais attaquent Liaoyang dont la population se soulève et résiste.

28 janvier Les Japonais s'enfuient en déroute.

12 février : Les Japonais font tomber Weihaiwei. Toute la Flotte chinoise du Nord est anéantie. Cet échec marque la fin du mouvement occidentaliste.

21 février : Sun Yat-sen fixe à Hong-kong le quartier général de la Société pour la régénération de la Chine. Il y prépare un soulèvement armé.

4/8 mars : Les Japonais occupent successivement Nieoutchouang, Yingkeou et Tientchouangtai. L'Armée chinoise, complètement défaite, se réfugie à Chanhaikouan.

20 mars :	Li Hong-tchang entame avec les Japonais les pourparlers de paix de Shimonoseki.
26 mars :	La population du Liaotong remporte une victoire sur les Japonais et reprend Kouantien.
30 mars	Tchangtien est également repris.
Printemps :	Yen Fou publie dans le « Journal du Hopei » à Tientsin 4 articles dont « l'Origine de la puissance » et « La réfutation de Hanyu ».
17 avril :	Signature du traité sino-japonais de Shimonoseki qui met fin à la guerre.
23 avril :	La Russie, l'Allemagne et la France contraignent le Japon à rétrocéder le Liaotong à la Chine.
2 mai :	Kang Yeou-wei rassemble à Pékin les lauréats provinciaux candidats aux examens impériaux. Ils adressent à l'Empereur une pétition collective, refusant la paix avec le Japon, demandant de changer de capitale et proposant des réformes. C'est la « pétition des candidats ».
3 juin :	Les Japonais attaquent et investissent Kilong dans l'île de Taiwan.
7 juin :	Ils font tomber Taipeh. Toutes les nationalités de Taiwan engagent une guerre de résistance.
Août :	Kang Yeou-wei et ses compagnons créent à Pékin le « Journal de la Chine et de l'étranger », dont la « Société pour l'étude du renforcement » et répandent leurs conceptions novatrices et réformistes.
Début septembre :	La résistance antijaponaise de Taiwan se développe. Yunlin et Miaoli sont repris. Les Japonais doivent se replier à Tchanghoua.
21 octobre :	Après avoir investi l'île par le Sud, les Japonais occupent Tainan.

26 octobre :	Echec de l'insurrection de Canton organisée par la Société pour la régénération de la Chine. Sun Yat-sen doit se réfugier à l'étranger.
1896. 3 juin :	Li Hong-tchang signe le « traité secret sino-russe » dans la capitale russe.
1897. 26 octobre :	Yen Fou fonde le « Kouo Wen Pao » à Tientsin, pour propager la réforme et le renforcement national. En décembre, il fonde encore le « Kouo Wen Houei Pao » (revue paraissant tous les dix jours), dont le deuxième numéro commence à publier en partie « l'Evolution naturelle ».
14 novembre :	L'Allemagne s'empare du prétexte de « l'incident de Kiuye » pour envoyer ses troupes occuper la baie de Kiaotcheou.
15 décembre :	L'escadre russe tsariste envahit la baie de Lushun, occupe Lushun et Dairen.
Décembre :	Publication de l'ouvrage de Kang Yeou-wei, « Recherches sur la réforme des institutions entreprise par Confucius ».
1898. 11 février :	L'Angleterre oblige le gouvernement Tsing à proclamer qu'aucune province du bassin du fleuve Yangtse ne sera cédée à bail ou autrement à une tierce puissance.
21 février :	Tan Tse-tong et quelques autres réformistes fondent le « Nan Hsiue Houei » (« Société d'études du Sud ») à Tchang-cha pour propager la réforme.
6 mars :	L'Allemagne force le gouvernement Tsing à conclure le « traité de cession à bail de Kiao-Ao ».
27 mars :	La Russie tsariste force le gouvernement Tsing à signer le « traité de cession à bail de Lushun-Dairen ».
10 avril :	La France prend la baie de Canton à bail par la force et oblige le gouvernement

	Tsing à proclamer que le Kouangtong, le Kouangsi et le Yunnan ne seront cédés à aucune tierce puissance.
12 avril :	Kang Yeou-wei et ses amis fondent le « Pao Kouo Houei » à Pékin.
24 avril :	Le Japon oblige le gouvernement Tsing à proclamer que le Foukien ne sera pas cédé à un pays tiers.
Mai :	Achèvement des blocs d'imprimerie pour la traduction de Yen Fou de « l'Evolution naturelle ».
9 juin :	L'Angleterre prend à bail par la force la presqu'île de Kowloon et les territoires au Sud de la rivière Chentchen.
11 juin :	L'empereur Kouang Hsiu publie l'édit de « définition de la politique d'Etat » et proclame la réforme ; « la Réforme des Cent Jours » a commencé.
1er juillet :	L'Angleterre force le gouvernement Tsing à conclure les « accords de cession à bail de Weihaiwei ».
21 septembre :	L'impératrice douairière Tse Hsi fomente une révolution de palais et fait interner Kouang Hsiu et abroger successivement toutes les « réformes ». Le mouvement réformiste part en fumée.
28 septembre :	Tan Tse-tong, Lin Hsiu, Lieou Kouang-ti, Yang Chen-hsieou, Yang Jouei et Kang Kouang-jen sont exécutés. L'histoire retiendra leurs noms sous l'appellation des « six martyrs de la Réforme de 1898 ».
23 décembre :	Liang Tsi-tchao fonde le journal « Tching Yi Pao » à Yokohama (Japon).
	Au cours de cette même année : révolte armée populaire à Tatsou (Setchouan). Les masses du Houpei, du Koueitcheou, du Tchekiang, du Foukien, du Kiangsi, du Kouangtong, du Kouangsi, se lancent

dans la lutte contre les religions étrangères.

La révolte des Yihotuans (Boxeurs) éclate dans le district de Kouanhsien (Chantong), et des émeutes et troubles se produisent à Jetchao, Kutcheou, Yitcheou, Lanchan, Maochouei, Poutcheou, où la population s'oppose aux religions étrangères.

1899. 6 septembre : Le secrétaire d'Etat américain présente un communiqué sur « la politique de porte ouverte ».

9 octobre : Les combattants Yihotuans, sous la direction de Tchou Hong-teng, remportent une grande victoire sur l'armée mandchoue à Chenlouotien dans la province du Chantong. Le 15 du même mois, ils l'emportent sur les troupes de Yuan Che-touen.

6 décembre : Yuan Che-kai est nommé gouverneur du Chantong.

24 décembre : Tchou Hong-teng et le moine Peng Ming (Yang Tchao-chouen) sont arrêtés et tués. Le mouvement des Yihotuans devient de plus en plus important dans les districts et les cantons du sud de la province du Tcheli.

1900. Printemps : Une partie des forces principales des Yihotuans du Chantong pénètre dans le Tcheli.

22 mai : Les Yihotuans remportent une grande victoire sur l'armée mandchoue à Laichai.

Eté : Les Yihotuans entrent dans Pékin et Tientsin.

10/11 juin : L'Armée des huit puissances quitte Tientsin et s'avance vers Pékin.

11/18 juin : Les Yihotuans mettent gravement en échec l'armée des envahisseurs à Louofa, Langfang et Yangtchouen.

17 juin :	Le fort de Takou tombe sous l'attaque de l'armée des Alliés.
21 juin :	Le gouvernement mandchou « déclare la guerre » aux puissances étrangères.
26 juin :	Yu Lien-yuan, responsable des transports de Changhai, reçoit l'autorisation de la part de Lieou Kouen-yi, gouverneur des provinces du Kouangtong et du Kouangsi, et Tchang Tche-tong gouverneur des provinces du Houpei et du Hounan, d'engager des négociations avec les consulats des grandes puissances à Changhai, en vue de signer un traité de « défense mutuelle du Sud-Est ».
16/17 juillet :	Les envahisseurs de la Russie tsariste mettent à feu et à sang Hailanpao et Lieouchesetouen dans la province du Heilongkiang.
Juillet :	Une armée tsariste de cent soixante-dix hommes envahit le Nord-Est de la Chine par six directions.
4 août :	L'armée alliée des huit puissances, stationnée à Tientsin, se dirige vers Pékin. Elle lance ensuite une attaque massive contre les Yihotuans qui résistent courageusement.
7 août :	Le gouvernement mandchou nomme Li-Hong-tchang ministre plénipotentiaire chargé d'accélérer la capitulation devant les impérialistes.
14 août :	Lorsque l'armée alliée entre dans Pékin, l'impératrice douairière Tse Hsi s'enfuit à l'Ouest du pays, en amenant avec elle l'empereur Kouang Hsiu.
7 septembre :	Le gouvernement mandchou ordonne l'anéantissement des Yihotuans.
8 octobre :	Soulèvement de la Société pour la régénération de la Chine à Houeitcheou.
8 novembre :	Les envahisseurs russes obligent Tseng

Tsi, général mandchou à Chenyang, à signer « une charte provisoire de cession du territoire de Fengtien ».

Décembre : Lénine publie « La guerre de Chine » qui condamne les crimes commis en Chine par la Russie tsariste et les autres pays impérialistes.

1901. Janvier : Le gouvernement des Tsing mandate le diplomate chinois Yang Jou résidant en Russie pour engager les pourparlers sur la question du retrait des troupes russes du Nord-Est de la Chine.

Mars : Rupture des négociations sino-russes.

29 janvier : L'impératrice Tse Hsi proclame à Sian la « réforme de la législature », faux semblant de rénovation.

24 juillet : Le gouvernement des Tsing transforme le yamen du Premier ministre en Ministère des Affaires étrangères et fait au prince Yi Kouang la faveur de le nommer Premier ministre des Affaires courantes.

7 septembre : Signature de la Convention de 1901 mettant fin à la Guerre des Yihotuans.

7 novembre : Mort de Li Hong-tchang. Yuan Che-kai succède au poste de gouverneur général du Tcheli qu'il cumule avec les fonctions de général de l'Armée du Nord (Armée Peiyang).

1902. 8 février : Liang Tsi-tchao fonde à Yokohama, au Japon, la collection « Peuple nouveau ».

8 avril : La Russie tsariste et le gouvernement des Tsing signent le traité par lequel la Russie s'engage à rendre au gouvernement chinois les trois provinces du Nord-Est.

23 avril : Le peuple de Kouangtsong et de Kiulou dans le Tcheli déclenche une insurrection sous la conduite de King Ting-pin.

1903. Avril : La Russie tsariste refuse de retirer ses

troupes conformément au traité, espérant prolonger indéfiniment son occupation illicite du Nord-Est de la Chine. Levée de mouvements « antirusses » à Changhai et à Pékin.

Mai : Publication à Changhai de « l'Armée révolutionnaire » de Tseou Jong.

Juin : Tchang Tai-yen publie « Réfutation de la théorie de la révolution selon Kang Yeou-wei ». Le 29, à Changhai, le journal « Nouvelles du Kiangsou » publie des extraits d'un article intitulé « Les rapports entre Kang Yeou-wei et Kiue Louo-kun ». Le procès de « Nouvelles du Kiangsou » éclate.

10 décembre : L'armée anglaise envahit le Tibet.

Hiver 1903. Tsai Yuan-pei, Tchang Tai-yen, etc., fondent à Changhai la Société pour la Restauration.
Cette même année, la revue « Le monde des enfants » publie l'article intitulé « Désuétude de la loi » qui critique violemment Confucius.

1904. 10 février : La guerre éclate entre le Japon et la Russie.

Février : Houang Hsing, Tchen Tien-houa et d'autres fondent à Tchangcha la Société pour le Renouveau de la Chine.

Avril/juin : Le peuple tibétain s'oppose à l'agression de l'armée anglaise. Bataille de Gyantse.

1905. Mai : Déclenchement à Changhai du mouvement pour boycotter les marchandises américaines ; les Chinois manifestent contre les Etats-Unis qui font subir des préjudices aux ouvriers chinois sous contrat ; le mouvement gagne peu à peu toutes les régions.

20 août : Création de la Ligue jurée à Tokyo.

26 novembre :	Publication à Tokyo du « Journal du peuple ». Les révolutionnaires et les réformistes engagent une violente polémique.
1906. 1er septembre :	Le gouvernement des Tsing publie un édit concernant la préparation d'une constitution. C'est « l'annonce de la fausse constitution ».
4 décembre :	Insurrection de Ping-Lieou-Li.
1907. Mai :	Insurrections de Tchaotcheou et de Houankang.
Juin :	Insurrection de Tsinuhou à Houeitcheou.
Juillet :	Hsiu Hsi-lin, membre de la Société pour la Restauration s'insurge à Anking. Tsieou Kin (Qiu Jin), une révolutionnaire membre de la Ligue jurée, se prépare à suivre le mouvement à Chaohsing ; mais l'affaire est dévoilée, Tsieou Kin est emprisonnée et exécutée.
Août :	Kiao Ta-feng, Hsun Wou et d'autres fondent à Tokyo la Société pour le Progrès commun.
Septembre :	Insurrections de Tsintcheou et Lientcheou.
Décembre :	Insurrection de Tchennankouan (actuellement Yeouyikouan).
1908. Avril :	Insurrection de Hokeou au Yunnan.
27 août :	Le gouvernement des Tsing proclame que le programme de la constitution a été approuvé par l'Empereur.
14 novembre :	Mort de l'empereur Kouang Hsiu de la dynastie des Tsing ; cet empereur porte aussi le nom de Tien Tsai.
15 novembre	Décès de l'impératrice Tse Hsi ; Pou Yi lui succède sous le nom de règne de Hsiuan Tong.
19 novembre :	L'insurrection de Anking part de Hsiongcheng.
1909.	(1re année du règne de l'empereur Hsiuan Tong des Tsing.)

Mi-octobre :	Des organismes de délibération sont créés dans chaque province ; la même année, ils envoient des représentants des pétitionnaires pour demander que soit rapidement réunie une assemblée nationale.
1910. Février :	Houang Hsing déclenche à Canton l'Insurrection de l'Armée nouvelle.
Avril :	Déchaînement à Tchangcha d'un mouvement de révolte d'une grande ampleur pour s'emparer des dépôts de riz.
Mai à juillet :	Insurrection des paysans de Laiyang (Chantong) qui refusent de payer l'impôt.
1911. 30 janvier :	Kiang Yi-wou et d'autres fondent à Woutchang le Cercle littéraire.
27 avril :	Insurrection de Houanghouakang.
8 mai :	Le gouvernement des Tsing crée son « Ministère impérial ».
9 mai :	Le gouvernement des Tsing lance sa politique de « nationalisation des chemins de fer ».
16 mai :	A Tchangcha, les ouvriers du premier chemin de fer de Tchoutcheou déclenchent la grève des commerçants et des étudiants, incitent toute la province à ne pas payer les fermages et à refuser de payer l'impôt en céréales en signe de protestation contre la politique de nationalisation des chemins de fer pratiquée par le gouvernement comprador des Tsing. A la suite de cela, les mouvements pour la protection des voies ferrées s'étendent de jour en jour, gagnant les provinces du Hounan, du Houpei, du Setchouan, du Kouangtong et du Kouangsi.
20 mai :	Le gouvernement des Tsing signe avec un consortium de banques anglaises, américaines, françaises et allemandes un emprunt pour la construction des voies fer-

rées reliant le Setchouan aux provinces du Kouangtong et du Kouangsi.

17 juin : Création à Tchengtou de l'Association des Camarades pour la protection des voies ferrées.

31 juillet : A Changhai, An Kiao-jen fonde avec d'autres personnes la Ligue jurée du Centre.

24 août : Ouverture à Tchengtou de l'Assemblée générale pour la protection des voies ferrées.

Dernière décade d'août : Le Cercle littéraire de Woutchang et la Société pour le Progrès commun créent un organisme unique de direction des insurrections.

8 septembre : Au Setchouan, l'armée des Camarades pour la protection des voies ferrées déclenche une insurrection armée, encercle Tchengtou et le peuple de toute la province suit le mouvement dans une lutte ardue contre l'armée des Tsing.

24 septembre : A Woutchang, le Cercle littéraire et la Société pour le Progrès commun déterminent un plan de mobilisation générale.

10 octobre : L'insurrection de Woutchang éclate. Les provinces se soulèvent les unes après les autres et proclament leur indépendance. Cette insurrection porte dans l'histoire de la Chine le nom de Révolution de 1911.

11 octobre : Création du gouvernement militaire du Hounan.

1er novembre : Le gouvernement des Tsing est contraint de dissoudre son « Ministère impérial » ; Yuan Che-kai est nommé à la tête du nouveau cabinet.

30 novembre : Les représentants des gouverneurs militaires de chaque province se réunissent en

assemblée générale à Hankeou ; par la suite, ces réunions auront lieu à Nankin.

1er décembre : La Russie tsariste divise le territoire chinois en incitant la noblesse réactionnaire de Mongolie extérieure et les lamas haut placés à proclamer leur indépendance.

18 décembre : A Changhai, délibération sur la réunification du nord et du sud.

25 décembre : De retour d'Occident, Sun Yat-sen débarque à Changhai.

29 décembre : L'Assemblée générale des représentants de toutes les provinces élit Sun Yat-sen président intérimaire de la République de Chine.

1912.

(1re année de la République de Chine.)

1er janvier : Sun Yat-sen prend à Nankin ses fonctions de président intérimaire et proclame la fondation de la République de Chine.

Janvier/février : La Russie tsariste s'empare de la région de Hulumbuir dans la province du Heilongkiang.

12 février : Pou Yi, empereur des Tsing, abdique.

14 février : Sun Yat-sen démissionne de son poste de président intérimaire.

15 février : Yuan Che-kai est élu à sa place.

10 mars : Yuan Che-kai prend à Pékin ses fonctions de président intérimaire. C'est le début de la domination des seigneurs de la guerre du nord de la Chine.

11 mars : Sun Yat-sen promulgue la Constitution provisoire.

Avril : Le gouvernement provisoire se transporte à Pékin ; c'est la fin de la république bourgeoise.

Eté : Révolte des Loups blancs dans le Honan central. La Russie tsariste veut envahir le Sinkiang et lève une armée pour occuper Illi, Kashgar, et la région de l'Altaï.

19 août :	La Russie tsariste pousse les princes réactionnaires de l'Est de la Mongolie intérieure à trahir.
Août :	La Ligue jurée se joint à une partie des constitutionnalistes et des anciens bureaucrates pour former le Kouomintang.
7 octobre :	Tcheng Houan-tchang et d'autres rassemblent à Changhai une « société confucianniste » et attaquent la Révolution de 1911. Ils créent un courant d'opinion en faveur de la restauration du culte de Confucius.
1913. 15 février :	Kang Yeou-wei déménage à Changhai. La revue « Poujen » publiée au Japon vante « le culte de Confucius et la restauration de l'Empereur », afin d'ouvrir la voie à la restauration impériale.
20 mars :	Yuan Che-kai envoie des hommes assassiner Song Kiao-jen à Changhai.
27 avril :	Le consortium des banques anglaises, françaises, russes, japonaises et allemandes offre à Yuan Che-kai un « prêt de réorganisation » se montant à 25 millions de livres sterling.
2 mai :	Les Etats-Unis reconnaissent la République et soutiennent Yuan Che-kai.
22 juin :	Yuan Che-kai proclame pour tout le pays un « décret pour respecter et honorer Confucius ».
Juillet :	Les membres du parti révolutionnaire lèvent une armée pour combattre Yuan et font la « Deuxième révolution », qui échoue en septembre.
7 octobre :	Treize pays dont l'Angleterre, la Russie, la France et le Japon reconnaissent la République à condition que Yuan reconnaisse en retour tous les traités inégaux.
10 octobre :	Yuan Che-kai prend ses fonctions de président.

5 novembre : Yuan Che-kai signe avec la Russie tsariste la « déclaration sino-russe » qui reconnaît « le droit à l'autonomie » de la Mongolie extérieure et la mainmise russe sur la Mongolie extérieure.

1914. 1er mai : Yuan Che-kai dissout la « Constitution provisoire » et établit la « Constitution de Yuan ».

8 juillet : Sun Yat-sen crée au Japon le Parti révolutionnaire chinois.

1er août : Début de la 1re Guerre mondiale.

6 août : Le gouvernement de Yuan Che-kai proclame la neutralité de la Chine vis-à-vis de la guerre européenne.

Août : Echec de la révolte des Loups blancs.

2 septembre : Le Japon prétextant la guerre contre l'Allemagne envoie des troupes débarquer à Longkeou dans la péninsule du Chantong.

28 septembre : Yuan Che-kai ordonne à tout le pays de restaurer le culte de Confucius et lui-même dirige les cent fonctionnaires pour faire le salut rituel devant les autels de Confucius.

1915. 18 janvier : Le Japon présente ses « 21 demandes » pour anéantir la Chine.

9 mai : Yuan Che-kai accepte les demandes aggressives du Japon. Le peuple tout entier condamne durement le crime de haute trahison de Yuan.

15 septembre : La revue « Jeunesse » est créée à Changhai. Le deuxième numéro s'appellera « Nouvelle Jeunesse ».

12 décembre : Yuan Che-kai restaure le système impérial et change l'appellation du pays en « Empire de Chine ». L'année suivante s'appellera 1re année de l'ère Hong Hsien.

25 décembre : Le Yunnan se déclare indépendant et

s'oppose à ce que Yuan Che-kai soit empereur. Un mouvement de protection du pays fait son apparition.

1916. 27 mars : Yuan Che-kai est obligé de supprimer le système impérial.

6 juin : Mort de Yuan Che-kai.

Octobre : La France occupe le quartier de Laoxikai à Tientsin et en fait une concession. La population de Tientsin engage la lutte pendant cinq à six mois et oblige le gouvernement français à considérer Laoxikai comme étant sous « administration franco-chinoise ».

1917. 1er juillet : Tchang Hsiun encourage Pou Yi à revenir sur le trône qu'il gardera douze jours.

Juillet : Sun Yat-sen arrive à Canton et lance un appel pour la « protection de la constitution ». En septembre création du gouvernement militaire pour la protection de la constitution avec Sun Yat-sen comme commandant en chef.

14 août : Le gouvernement de Touan Tsi-jouei à Pékin déclare la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche.

2 novembre : Les Etats-Unis et le Japon signent les « accords Lansing-Ishii ».

7 novembre : La Grande Révolution socialiste d'Octobre éclate en Russie.

Cette même année, jusqu'en septembre de l'année suivante, le Japon offre au gouvernement de Touan Tsi-jouei un « prêt pour la participation de la Chine à la guerre européenne ».

1918. Avril : Le grand dirigeant le président Mao, dans le but de réformer le monde et la Chine, organise à Tchangcha la « Société d'étude des nouveaux citoyens ».

1918. Mai : Sun Yat-sen envoie un télégramme de dé-

	mission du poste de Commandant en chef du gouvernement militaire pour la protection de la constitution.
15 mai :	Lou-sin publie dans « Nouvelle jeunesse » « Le journal d'un fou » où il critique violemment la nature de « mangeurs d'hommes » des cultes et rites féodaux.
Novembre :	Li Ta-tchao publie « La victoire du peuple » et « La victoire du Bolchevisme » dans lesquels il fait l'éloge de la Révolution d'Octobre.
1919. 18 janvier :	Ouverture de la conférence de Paris.
Mai :	« Nouvelle jeunesse » publie un numéro spécial d'études sur Marx (n° 5 du 6e vol.).
4 mai :	Début du Mouvement du 4 Mai 1919.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I — La Guerre de l'opium 7

1. L'infâme commerce de l'opium 8
2. La destruction de l'opium à Houmen et la bataille de Canton 18
3. La colère gronde à Sanyuanli 28
4. Un traité signé sous la menace des canons 35

CHAPITRE II — La Révolution des Taiping 47

1. Hong Hsieou-tsiuan et le soulèvement à Kintien 48
2. Avance militaire triomphale 60
3. Puissante propagation de la lutte anti-confucianiste 73
4. Le régime agraire du Royaume céleste des Taiping 81
5. La diplomatie de sauvegarde de la dignité nationale 89

CHAPITRE III — L'agression anglo-française 97

1. L'incident du « Arrow » 98
2. La défaite de Takou et le traité de Tientsin ... 108
3. Le sac du Palais d'Eté 115
4. La Russie tsariste met la situation à profit 127

CHAPITRE IV — La lutte héroïque après la chute des Taiping 139

1. Les nuages noirs s'amoncellent dans le ciel de la Capitale céleste 140
2. Le combat pour renforcer la Capitale céleste .. 150
3. Ecraser les envahisseurs étrangers 159
4. La flamme révolutionnaire est inextinguible ... 172

CHAPITRE V — La nouvelle politique occidentaliste et la crise des frontières 187

1. La « Nouvelle politique » occidentaliste..... 188
2. Feux d'alarme aux frontières..... 200
3. La Guerre franco-chinoise..... 211
4. La lutte contre les religions étrangères..... 225
5. Transformation de l'économie sociale et des rapports de classe 236

CHAPITRE VI — La Guerre sino-japonaise 249

1. L'expansion japonaise 250
2. L'armée japonaise envahit la Chine et la Corée
3. Le traité de Shimonoseki..... 254
4. La résistance héroïque du peuple taiwanais.... 273

CHAPITRE VII — La Réforme de 1898 283

1. La ruée sur les territoires..... 284
2. Formation d'un courant de pensée réformiste . 295
3. Présentation de mémoires à l'Empereur..... 305
4. Lutte entre forces réformistes et conservatrices 317
5. Le réformisme, une voie sans issue..... 327

CHAPITRE VIII — Le mouvement des Yihotuans 341

1. La tempête anti-impérialiste se déchaîne dans tout le pays..... 342
2. Intervention des huit puissances impérialistes .. 353
3. L'héroïque résistance contre les envahisseurs .. 363
4. Résistance à l'occupation du Nord-Est chinois par la Russie tsariste..... 375
5. L'humiliant « Protocole de 1901 » 384
6. La contribution historique du Yihotuan..... 392

CHAPITRE IX — La Révolution de 1911..... 397

1. Sun Yat-sen et la Société pour la Régénération de la Chine..... 398
2. Déferlement du courant révolutionnaire démocratique..... 405
3. La création de la Ligue jurée..... 421
4. Attaque sur deux fronts..... 428
5. La fausse constitution pour en finir avec la révolution..... 439
6. Déferlement des luttes populaires 445
7. L'insurrection de Woutchang est suivie par toutes les provinces..... 456
8. Les fruits de la victoire sont dérobés 469

CHAPITRE X — Restauration et contre-restauration ... 485

1. L'édification de la dictature despotique de Yuan Che-kai 486
2. Les luttes entre les partisans et les adversaires de Confucius 498
3. La mascarade impériale et le mouvement pour la protection du pays 508
4. « Le Sud et le Nord sont de la même veine » 521
5. La lumière des temps nouveaux 533

ANNEXES 547

ACHEVÉ D'IMPRIMER PAR
L'IMPRIMERIE CH. CORLET
14110 CONDÉ-SUR-NOIREAU

N° d'Imprimeur : 2227
Dépôt légal : 2e trimestre 1978

E 100
EDITIONS DU CENTENAIRE
24, rue Philippe-de-Girard, 75010 Paris